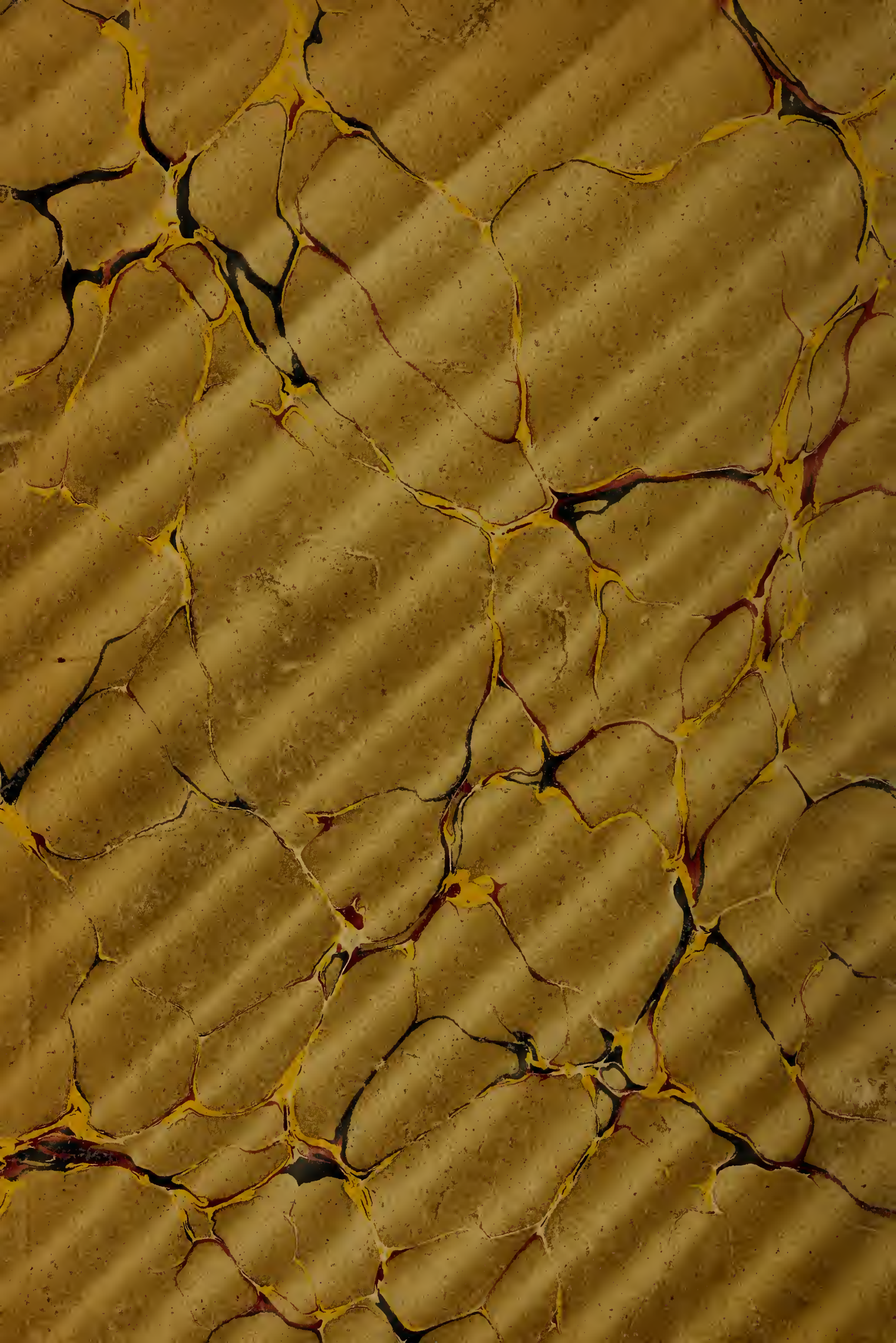

3 1761 04617566 7





LA
GUERRE DE SEPT ANS

DU MÊME AUTEUR

Louis XV et le Renversement des Alliances. — Préliminaires de la Guerre de Sept Ans (1754-1756). 1 vol. in-8°.

La Guerre de Sept Ans. — Histoire diplomatique et militaire. Vol. I. Les Débuts. — Vol. II. Crefeld et Zorndorf. — Vol. III. Minden, Kunersdorf, Québec. — Vol. IV. Torgau, Pacte de famille.

TYPOGRAPHIE FIRMIN-DIDOT ET Cie. — MESNIL (EURE)

RICHARD WADDINGTON

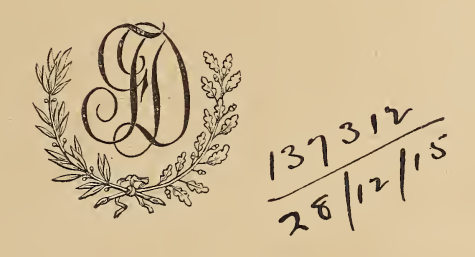
LA
GUERRE DE SEPT ANS

HISTOIRE DIPLOMATIQUE ET MILITAIRE

TOME V

PONDICHÉRY. — VILLINGHAUSEN — SCHWEIDNITZ

(OUVRAGE COURONNÉ PAR L'INSTITUT)



LIBRAIRIE DE PARIS
FIRMIN-DIDOT ET CIE, IMPRIMEURS-ÉDITEURS
56, RUE JACOB, PARIS



LA GUERRE DE SEPT ANS

CHAPITRE PREMIER

INDES ORIENTALES

COMBAT DE VANDAVACHY. — LES ANGLAIS S'EMPARENT D'ARCOTE ET DE KARIKAL. — LALLY BLOQUÉ DANS PONDICHÉRY. — SIÈGE ET CAPITULATION DE LA VILLE. — EXPÉDITION CONTRE LES PHILIPPINES. — REDDITION DE MANILLE.

Aux Indes Orientales, l'année 1760 fut aussi désastreuse pour la puissance française qu'elle l'avait été au Canada. Brillamment inauguré par la prise du fort St-David, le commandement de Lally se heurtait à des difficultés sans cesse grandissantes et les plus sérieuses jusqu'alors n'étaient pas du fait de l'ennemi. Au commencement de janvier 1760, quoique fort compromise, la situation n'était pas désespérée : la révolte des troupes avait été conjurée ; Crillon était de retour du Sud avec une partie des troupes si malencontreusement lancées dans ce mouvement excentrique ; Bussy, bien qu'il eût échoué dans la négociation entamée pour s'assurer le concours de Bassalet-Sing, ramenait à Arcote 350 Européens, quelques ci-

payes et 2.000 cavaliers mahrattes; l'effectif français était supérieur à celui de leurs rivaux, malgré l'arrivée en octobre d'un demi-régiment expédié directement d'Angleterre; en dépit de l'exemple récent d'indiscipline, le moral du soldat était bon. Il y avait donc de bonnes raisons d'espérer le succès, quand Lally reprit dans les derniers jours de décembre la direction de l'armée concentrée sous les murs d'Arcote.

Quelques jours après, les Français étaient en route pour Vandavachy dont les Anglais, mettant à profit l'inaction de Lally, s'étaient emparés le 30 novembre et qu'il était essentiel de ne pas laisser entre leurs mains. Par une marche rapide, le général français trompa son adversaire le colonel Coote, lui enleva ses magasins à Conjivarou, s'y ravitailla, et parut devant Vandavachy le 16 janvier au matin avec 600 Européens et quelques indigènes, laissant Bussy pour couvrir l'opération avec le gros des forces à Tripatou. C'était contre son gré que celui-ci se trouvait à l'armée; sous prétexte de santé, il avait sollicité la permission de se rendre à Pondichéry. Lally la lui avait refusée (1) : « Votre départ de l'armée mettrait la colonie dans le plus grand danger où elle ait encore été..... en la privant du secours de 2.000 cipayes qui ne veulent obéir qu'à vous. »

La ville de Vandavachy fut assez facilement emportée, mais le fort, défendu par une garnison de 150 Anglais et 6 compagnies de cipayes, devait offrir plus de résistance. Il eût été possible de brusquer l'attaque, mais le colonel de l'artillerie Durre voulut procéder méthodiquement. On mit 4 jours à construire les batteries qui ouvrirent le feu le 20 janvier, 2 jours à les rectifier, si bien qu'on donna le temps à Coote d'arriver au secours de la place. Ce dernier était parvenu le 21 à Tripatou que Bussy avait éva-

(1) Lally à Bussy, 14 janvier 1760, lettre citée par la *Revue des Questions historiques*, 1er janvier 1907.

cué la veille pour rejoindre son chef. Une bataille devenait inévitable.

Lally laissa 150 Européens et 300 cipayes devant Vandavachy et prit position dans la plaine à peu de distance de la ville. Les armées en présence étaient peu considérables; d'après Malleson (1) qui adopte à peu près les chiffres de Lally, les forces de celui-ci se composaient de 150 cavaliers et 1.350 fantassins français dont 200 marins, de 1.800 cipayes, qui pour une bonne partie ne prirent pas part au combat, de 2.000 cavaliers mahrattes et de 20 canons. A en croire l'historien Cambridge (2), les Français auraient mis en ligne 2.200 Européens, 300 cafres et 10.000 indigènes auxquels Coote n'aurait pu opposer que 1.700 Anglais, 3.500 cipayes ou cavaliers indigènes et 15 bouches à feu. En tenant compte des exagérations habituelles en pareille matière, il est permis de supposer que les forces des deux partis, tout au moins en ce qui concerne les soldats européens, étaient à peu près égales en nombre.

Coote, dans le but de tourner le camp de son adversaire, fit effectuer à ses troupes à l'abri d'un pli de terrain une marche de flanc qu'essaya de troubler une attaque de la cavalerie mahratte; bien que conduite par Noronha, le fougueux évêque d'Halicarnasse, elle fut facilement repoussée.

Coote forma ses troupes en deux lignes : la première composée des 4 bataillons anglais et d'un bataillon de cipayes, la seconde des grenadiers de l'armée et du reste des cipayes.

Entre temps, Lally avait rangé ses troupes entre deux

(1) Malleson, *History of the French in India.* Dans sa dépêche, Lally s'attribue seulement 1.200 Français et 4.000 noirs. Lally à Belleisle, Pondichéry, 6 février 1760. Archives de la Guerre.

(2) Cambridge, *War in India*, p. 266.

Orme cité par Malleson parle de 1.900 Anglais et 1.350 indigènes.

étangs, le dos à Vandavachy, la gauche s'appuyant à une fontaine ou réservoir entouré d'un retranchement naturel armé de deux canons et confié à la garde du détachement de marins; les réguliers français étaient sur une seule ligne avec un rideau d'hommes simulant la réserve; le régiment de Lally formait la gauche, Lorraine la droite, la fraction du régiment de l'Inde le centre, la cavalerie européenne constituait l'extrême droite. Des deux côtés, l'artillerie était placée dans les intervalles sur le front de bataille.

L'affaire commença par une canonnade assez vive. Lally, voyant l'ennemi ébranlé par le feu de la batterie des marins qui enfilait ses lignes, courut à sa cavalerie et ordonna la charge. Ni le commandant en premier, ni le commandant en second n'exécutèrent l'ordre. Lally cassa le premier et mit l'autre aux arrêts; s'adressant alors directement à la troupe, il réitéra l'ordre. Un des capitaines, M. d'Héguerty, enleva ses hommes en criant qu'il serait honteux d'abandonner le général. Arrivés à 100 mètres de l'ennemi, les escadrons furent reçus par un feu de mitraille et de mousqueterie qui jeta le désordre dans les rangs et leur fit faire demi-tour. D'après la dépêche de Lally (1) il aurait été « abandonné à la demi-portée de pistolet seul dans la plaine où j'ai essuyé le feu de leur cavalerie et en ai été quitte pour un coup de pistolet dans mon chapeau et un dans ma selle ». D'après le récit anglais, la charge aurait été résolument menée et n'aurait échoué que devant le feu de deux canons que le colonel Draper fit intervenir fort à propos.

Lally regagna son infanterie, la trouva en butte au tir des canons anglais et désireuse de prendre l'offensive, il forma le régiment de Lorraine en colonne, se mit à sa tête, fonça sur la ligne ennemie et en creva le centre.

(1) Lally à Belleisle, Pondichéry, 6 février 1760. Archives de la Guerre.

Il y eut entre les deux troupes un corps à corps des plus violents que vint interrompre un incident des plus fâcheux pour les Français.

Un projectile tombé dans la batterie des marins, fit sauter un caisson rempli de poudre; l'explosion causa la mort du chevalier de Poete et mit hors de combat 80 marins, le reste pris de panique s'enfuit. Coote, aussitôt qu'il s'aperçut de l'abandon du retranchement, donna ordre à Brereton de s'y établir, mais déjà Bussy qui commandait la gauche avait rallié une cinquantaine de soldats du régiment de Lally et s'était jeté dans la redoute. Brereton et ses hommes furent accueillis par une décharge qui tua leur chef, sans arrêter l'attaque; elle fut poussée jusqu'à la batterie dont elle s'empara définitivement. Ce succès rendait les Anglais maîtres de la clef de la position, et décidait de la bataille. En vain Bussy essaya-t-il de ramener la gauche française; entraîné dans la déroute et obligé de descendre de son cheval qui avait été blessé, il fut entouré par les Anglais et fait prisonnier. A son tour, abordé en flanc et en tête, le régiment de Lorraine fut forcé de reculer. A 2 heures de l'après-midi, l'affaire était terminée; les Français, protégés par leur cavalerie qui s'était ralliée, se retirèrent sans être poursuivis; ils furent rejoints par le détachement laissé devant Vandavachy et gagnèrent Chetteput, Gingee et finalement la banlieue de Pondichéry où ils arrivèrent le 25 janvier, 4 jours après la bataille.

D'après le rapport anglais, l'armée de Lally, étant donné son faible effectif, aurait été sérieusement éprouvée : 800 tués ou blessés au total, dont 200 enterrés sur le champ de bataille; 200 blessés auraient été ramassés par le vainqueur, et de toute leur artillerie, forte d'une vingtaine de canons, 3 pièces légères auraient pu seules être emmenées. Les Anglais n'accusèrent en Européens que 52 tués et 141 blessés. Peu importante, comme on le voit,

au point de vue des effectifs engagés et des pertes subies, la bataille de Vandavachy fut cependant grosse de conséquences; elle détermina la fin de la puissance française aux Indes, après une agonie qui dura, il est vrai, encore une année, grâce surtout au peu d'activité que déploya le général britannique.

Peu de jours après sa rentrée à Pondichéry, Lally rend compte de la situation au ministre de la Guerre. Il se plaint de n'avoir eu de renforts ni en hommes ni en argent : « Les ennemis ont reçu depuis mon arrivée ici deux mille hommes de troupes réglées et huit cents hommes de troupes de compagnie de renfort. M. d'Aché m'a laissé trois cents mousses ou matelots éclopés pour opposer à ce nombre; les ennemis reçoivent continuellement des sommes considérables d'Europe, de Bengale et de Bombay; je n'ai pas reçu un sol depuis ce temps. Le défaut d'argent m'a déjà fait manquer Madras l'année dernière, et je dois attribuer en partie à la même cause la perte que je viens de faire d'une bataille où je me suis trouvé forcé de marcher à l'ennemi avec douze cents Européens et quatre mille noirs, contre deux mille six cents Anglais et cinq mille noirs; M. de Verdière m'a vu abandonné avant que le combat fût engagé, par deux mille chevaux de ma droite, et deux mille cipayes de ma gauche, et je me suis vu dans le moment isolé avec mille fantassins, en front de bandière à trois cents pas de l'ennemi. » Il ne consacre que quelques mots à la bataille sans oublier toutefois de faire une insinuation blessante pour Bussy : « J'y ai perdu deux cents hommes, et l'ennemi au moins autant, je n'y ai eu qu'un seul prisonnier fait sur le champ de bataille, et c'est M. de Bussy; j'ai abandonné Vandavachy dont je faisais le siège, et je me suis retiré en bon ordre, sans être inquiété et sans perdre un seul homme, à trois lieues de mon champ de bataille.

« Cette bataille a entraîné la perte de Cetteput qui

n'a tenu que vingt heures, et de cinquante blancs que j'ai eu de la peine à y faire entrer pour le défendre. Les ennemis ont marché à Arcote que je ne suis point en état de secourir, l'officier n'ayant, à la lettre, pas de quoi y manger, et n'ayant pas, également à la lettre, deux cents pistoles pour mettre en mouvement huit ou dix pièces de campagne. »

A partir de ce moment, Lally, qui pendant l'expédition de Vandavachy s'était montré sinon tacticien habile, tout au moins chef énergique et brave, paraît avoir cédé à l'abattement et s'être abandonné; retiré à Pondichéry, il se désintéresse des opérations militaires et laisse les Anglais s'emparer l'une après l'autre des villes du Carnatic qui étaient restées entre les mains des Français. Il semble que Coote aurait pu profiter de la défaite et de la retraite précipitée de l'armée de Lally pour tenter un coup de main sur Pondichéry; il préféra une procédure plus méthodique et passa les mois de février et de mars à enlever les postes avec les garnisons que le général français y avait imprudemment laissées. Le 29 janvier, les Anglais prirent possession presque sans résistance de Chetteput où ils ramassèrent une soixantaine de soldats français, 300 cipayes et 73 blessés de la bataille; le 2 février ils étaient devant Arcote que Zulaphee Zuig et ses mahrattes avaient délaissé; le 9 la place capitula après une canonnade de 4 jours; onze officiers et 236 soldats européens se rendirent prisonniers. L'effet moral de la prise d'Arcote fut considérable sur l'esprit des indigènes qui jugèrent la cause française perdue; le découragement avait gagné ce qui restait de troupes régulières. Coote signala (1) l'arrivée dans son camp de 27 hussards (2) avec armes et bagages; il put même

(1) Coote à Barrington, Valdoor, 1er juillet 1700. Newcastle Papers.

(2) Cette désertion eut lieu à la suite d'une émeute causée par les retards apportés au paiement.

organiser avec les déserteurs un corps qui porta la dénomination de volontaires français et qui fut activement employé contre leurs compatriotes. De tous les postes français le seul qui opposa une résistance sérieuse fut le fort de Permnola dont la prise coûta à l'assiégeant 127 tués et blessés; parmi ces derniers était Coote lui-même. Sa blessure ne l'empêcha pas de marcher avec sa cavalerie, en grande partie indigène, sur Pondichéry. A un mille des limites (1) du territoire de la ville, il prit le contact avec un détachement français qui se retira sans combattre, abandonnant son camp et un canon. Après une courte reconnaissance de la ville, Coote rejoignit son armée et reçut la reddition de Alumparva avec les 200 combattants qui y étaient enfermés. La campagne continua par la prise de Karikal le 3 avril après « une pauvre défense » de la garnison de 438 hommes; les Anglais avaient dû leur succès au concours de 800 soldats marins et d'infanterie de marine débarqués par l'amiral Cornish et à l'arrivée opportune d'un petit détachement venu de Trichinopoli. Quelques jours auparavant, l'armée principale, sous les ordres de Coote, s'était emparée de l'importante localité de Valdoor située à 9 milles de Pondichéry. Le voisinage de l'armée française, dont les avant-postes étaient à 300 mètres du camp anglais, rendait l'attaque fort scabreuse. Coote, qui s'attendait à un effort de la part de Lally pour secourir Valdoor, chercha à tromper son adversaire par des démonstrations auxquelles celui-ci répondait en mettant tout son monde sous les armes. Le général français n'intervint pas, et le fort, après une courte résistance de 2 jours, se rendit le 16 avril avec sa petite garnison, « sous le nez » de l'armée française. Coote fit aussitôt réparer les brèches que son canon avait ou-

(1) Les limites étaient marquées par une haie de poivriers et d'arbustes épineux.

vertes, mit sa conquête en état de défense et y installa des hôpitaux pour les nombreux malades de son armée. Sur mer, Cornish avait été rejoint par l'amiral Steevens avec 4 vaisseaux et 2 frégates; ce dernier prit le commandement de la flotte. Ainsi renforcés et supérieurs en forces à celles que d'Aché aurait pu leur opposer, s'il s'était décidé à renouveler sa visite annuelle à la côte de Coromandel, les Anglais étaient devenus maîtres absolus de la mer et en avaient profité pour établir le blocus de la rade de Pondichéry; pourtant, ils ne purent empêcher l'arrivée, pendant qu'ils étaient occupés au siège de Karikal, de deux frégates françaises qui apportèrent des munitions de guerre, mais aucun renfort de troupes.

Pendant les trois premiers mois de 1760, Lally n'avait rien fait pour troubler les mouvements de l'adversaire, sinon de rappeler de Seringham le contingent de 500 hommes qui lui aurait été si utile à Vandavachy; il compensait ainsi le déficit que lui avait occasionné la perte successive de ses garnisons. Il ne sortit de son inaction que pour tenter une surprise de Cudalore où la flotte anglaise avait établi un dépôt. L'entreprise confiée le 11 mai à un détachement de 400 hommes ne réussit qu'à moitié; on ne put s'emparer des embarcations qui servaient à communiquer avec les navires et à les ravitailler, parce qu'elles avaient été ancrées hors de la portée de la plage, mais on fit prisonniers 64 malades appartenant aux équipages. Une seconde attaque plus sérieuse renouvelée le 31 mai contre Cudalore échoua. Il en fut de même d'une tentative (1) contre la position des Anglais fort étendue entre le fort de Villenour et les collines de Perembe qu'ils avaient fortifiées d'une redoute armée de trois canons. Deux colonnes devaient assaillir la redoute et le centre

(1) Malleson, *History of the French in India.*

de la ligne anglaise, tandis qu'une troisième, sous les ordres de d'Arambure, officier de quelque réputation, devait franchir la rivière Ariancopan et prendre l'ennemi à revers. Le succès couronna les premiers efforts des Français; l'ouvrage de Perembe fut emporté et l'attaque du centre était en bonne voie, quand une fausse manœuvre de d'Arambure fit tout échouer. Cet officier, en dépit d'une reconnaissance faite la veille avec Lally, se trompa de route et au lieu de prendre les Anglais à dos, déboucha derrière ses propres compatriotes. Force fut de rentrer dans les limites.

Ces opérations malheureuses furent les seuls efforts tentés par les Français pour percer le cercle qui peu à peu les enveloppait; le blocus n'était pas encore si resserré, qu'un corps de 2.000 cavaliers du Mysore ne parvînt à se faufiler entre les détachements des assiégeants et à rallier l'armée française, infligeant une perte d'une cinquantaine d'hommes à la cavalerie ennemie. Lally, en proie à la maladie et au découragement, se plaignait (1) de l'état de ses soldats et du manque d'officiers : « Je vois les troupes du Roi et celles de la Compagnie commandées par des capitaines de 17 à 18 ans, que j'ai été obligé de nommer en remplacement de toutes les têtes de régiments qui ont péri dans le cours d'une campagne de 30 mois sans une relâche de 15 jours. » Il énumère les renforts anglais et compare son abandon avec les ressources dont jouit son adversaire : « Il me reste encore environ 2.000 hommes tant bons que mauvais dont j'en peux mettre 1.500 en campagne; les Anglais en ont 3.000 dont ils peuvent mettre 2.000 en campagne; ils sont aux portes de Pondichéry, ils regorgent d'argent; il y a six mois que je suis aux expédients pour payer les troupes qui se sont déjà révoltées trois ou quatre fois. Avec tous

(1) Lally à Belleisle, Pondichéry, 4 mars 1760. Archives de la Guerre.

ces malheurs, je tâcherai de donner encore un coup de collier d'ici à quelques jours, si je peux le faire sans mettre Pondichéry en danger, parce qu'il vaut mieux mourir du fer que de la faim ; j'ai ici précisément la probité à mon zénith, car je n'y ai pas encore aperçu l'ombre d'un honnête homme, et encore moins d'un citoyen.

« Les grâces que j'ai demandées au Roi pour le régiment de Lorraine et le mien vont porter, si vous me les accordez, (comme l'invitation de l'Évangile) sur les borgnes, boiteux et manchots ; de tous les officiers de Lorraine il n'y en a que trois et de mon régiment cinq qui n'ont pas été blessés, et qui vraisemblablement vont avoir incessamment leur tour comme les autres. »

Alors que le gouvernement de la métropole laissait à l'abandon Lally et les débris de son armée, la cour de St-James ne cessait de renforcer ses troupes servant aux Indes. Le 31 juillet arrivèrent d'Angleterre à Cudalore 590 hommes pour les régiments de Draper et de Coote : « Cela nous fait 2.000 Européens, écrit Steevens (1), mais nous ne sommes pas assez forts pour un siège, car nous ne pouvons pas débarquer nos « marines » aussi longtemps que l'escadre française sera attendue. » Le gouverneur de Madras, Pigott, ne partageait pas cette façon de voir de l'amiral ; à la date du 27 août, il lui adressait une lettre (2) dans laquelle il résumait la situation et lui demandait sa coopération sur terre. « La force totale de l'armée, tant en troupes royales qu'en celles de la Compagnie, se monte à environ 2.500 Européens avec près de 6.000 indigènes, sans compter les garnisons. D'après les avis les plus sûrs que nous pouvons nous procurer, la garnison de Pondichéry peut atteindre environ 1.500 Européens, y compris les habitants qui peuvent porter les armes et quelques

(1) Steevens à Clevland, au large de Cudalore, 6 août 1760. Record Office.
(2) Pigott à Steevens, 27 août 1760. Record Office.

compagnies de cipayes. » Grâce aux opérations déjà accomplies et au blocus établi, « la détresse de la garnison doit être déjà grande et doit s'accroître tous les jours ». A la pénurie de vivres il faut ajouter le manque d'argent pour la solde qui occasionne du mécontentement et provoque de fréquentes et nombreuses désertions. « Nous sommes campés en ce moment à 4 milles environ des murs de Pondichéry, et l'ennemi occupe encore autour de ces murs une circonférence de 3 milles, ce qui leur permet de pâturer beaucoup de bétail et comme il est impossible de les enfermer complètement, tant qu'ils seront maîtres d'un espace de terrain aussi considérable, il est probable que malgré notre très grande vigilance, ils trouveront le moyen d'introduire des provisions. Il est donc très important de les resserrer le plus tôt possible dans l'enceinte. » D'après le colonel Coote, la première mesure à prendre dans ce but serait de chasser l'ennemi d'Ariancopany, petit fort à peu près à 3 milles au sud des murs de Pondichéry. « La conquête de ce poste après celle du fort de Villenour, que nous possédons déjà, couperait toute communication avec le Sud. » Mais le colonel Coote estime que le siège d'Ariancopany ne pourrait être entrepris sans un déplacement de l'armée qui aurait le grave inconvénient d'ouvrir à un convoi de vivres préparé à Gingy l'accès de Pondichéry.

En vue du siège de la capitale française, on a réuni ou on s'occupe de réunir à Madras les canons et les engins nécessaires, mais ce matériel ne pourra être transporté et débarqué à Cudalore avant la fin de septembre. Or, la saison des pluies commençant au milieu d'octobre, le temps fera défaut pour aborder les préparatifs du siège avant les pluies. Quand même l'escadre française ne ferait pas son apparition sur la côte, il est plus que probable que l'ennemi, comptant sur l'absence habituelle des vaisseaux anglais pendant le mois d'octobre, cherchera à faire parvenir des secours à Pondichéry et s'il y réussit, toutes les espé-

rances de succès s'évanouissent. Le maintien du blocus par mer empêcherait ce malheur.

Pigott conclut en demandant à l'amiral de débarquer les « marines » pendant quelques jours pour l'attaque d'Ariancopany. Ce fort enlevé, les Français seraient enfermés dans l'enceinte fortifiée de Pondichéry et devant l'impossibilité d'entreprendre les travaux de siège de la place avant la saison des pluies, on se bornerait à un blocus rigoureux par mer et par terre, sauf à remettre l'attaque au retour du beau temps si l'ennemi n'avait pas été obligé de se rendre avant cette époque.

Steevens acquiesça (1) à la requête du gouverneur et débarqua ses « marines » aussi bien que ceux de 3 vaisseaux de ligne qui arrivèrent d'Angleterre le 2 septembre, soit 614 officiers et soldats. Par la même occasion, Coote reçut un renfort de 336 fantassins venus également d'Europe. Les opérations commencèrent aussitôt ; le 10 septembre, les lignes et redoutes françaises furent emportées après un combat qui coûta une centaine d'hommes à l'assaillant et un peu moins aux défenseurs qui s'étaient retirés sans attendre l'assaut final. Le colonel Monson, qui commandait les troupes anglaises, fut grièvement blessé. Le 13, à l'approche des Anglais, la garnison du fort d'Ariancopany fit sauter les bastions de la face nord-est et rentra sous les murs de Pondichéry. Le 23, arriva un nouveau renfort de 172 highlanders.

Steevens, toujours préoccupé de l'apparition possible de l'escadre de d'Aché, comptait bien réembarquer ses « marines » ; il ne fut pas peu surpris de recevoir de Coote, qui avait repris le commandement des troupes, la demande de les conserver à terre ; à l'appui de sa requête, Coote insistait sur les pertes journalières que

(1) Steevens à Clevland, au large de Cudalore, le 12 octobre 1760. Record Office.

subissait l'armée par maladies ou à la suite des rencontres fréquentes avec les Français, sur l'étendue des lignes à surveiller autour de Pondichéry; privé du secours des hommes de la flotte, il se verrait obligé de ramener ses forces en arrière et de relâcher le blocus. Steevens se rendit non sans quelque regret à ces raisons et obtempéra à la demande du commandant des troupes de terre à laquelle s'étaient associés le gouverneur et le conseil de Madras.

Vers la fin d'octobre, l'amiral britannique (1), désireux de refaire son escadre, se rendit à Trincomalie, port de l'île de Ceylan, avec douze vaisseaux de ligne, laissant les autres devant Pondichéry. Les réparations effectuées, Steevens, estimant d'après les avis des autorités locales de Madras que « l'époque dangereuse de la mousson sur la côte de Coromandel était passée », fit voile de Ceylan et rallia sa division de blocus le 25 décembre. Le temps écoulé pendant son absence n'avait pas été perdu; aussitôt la saison des pluies passée, le 8 décembre, Coote avait commencé les travaux du siège en établissant 4 batteries qui étaient prêtes à ouvrir le feu contre la place. Le blocus avait été sévèrement maintenu, « les Français étaient réduits par suite du manque de vivres » à une très grande détresse que la destruction de deux bâtiments chargés d'approvisionnements pour Pondichéry avait encore aggravée. Ces deux petits navires réfugiés au port danois de Tranquebar avaient été enlevés par les Anglais à la date du 6 novembre, sous le canon de la place et avec la complicité apparente des fonctionnaires danois.

Du camp des assiégeants, passons aux assiégés.

Si la saison des pluies avait amené entre belligérants une sorte de trêve, la guerre civile n'en sévissait pas

(1) Steevens à Clevland, Trincomalie, 7 décembre, au large de Pondichéry, 26 décembre 1760.

moins à l'intérieur de la ville. Exposé à la haine du gouverneur Leyrit et de l'élément civil qu'il avait irrités, moins par l'arbitraire et l'incohérence de ses procédés que par l'intempérance de son langage et la brutalité de ses apostrophes, peu aimé de ses officiers supérieurs, pour lesquels il n'avait guère d'égards, soupçonné de tous, mécontent de sa position, Lally était aussi impuissant à obtenir l'obéissance qu'incapable de réveiller le patriotisme de ceux qui l'entouraient.

Un fonctionnaire anglais traçait du général (1) français et des difficultés de sa situation le tableau suivant : « Combien étrange le revers de fortune que M. Lally a éprouvé depuis janvier 1759 ! Il a mis tout Pondichéry en feu et paraît franchement détesté de tous les partis ; en quelques occasions, il s'est montré homme de grand sens et de beaucoup d'adresse, et au contraire en maintes circonstances il a pris des mesures qui ont évidemment causé un gros préjudice aux intérêts français. Sans doute, il a eu à lutter contre beaucoup de difficultés et surtout il a souffert du manque d'argent pour payer les officiers et les soldats. Même à l'heure présente, il y a des mutineries tous les mois ; nous savons de source certaine qu'ils n'ont d'autres ressources que celles de France, laquelle semble dans l'impuissance de pourvoir à leurs besoins. »

C'était en effet le manque d'argent qui paralysait les efforts de la défense ; les contributions forcées que Lally essayait de lever sur la population tant française qu'indigène de Pondichéry produisaient peu en recettes, mais attiraient au malheureux général les accusations les plus invraisemblables qu'une haine féroce pouvait seule dicter. Dans la nuit du 24 au 25 août, c'est-à-dire au commencement de l'investissement de Pondichéry et alors

(1) Lettre de John Call, Fort Saint-George, 15 juillet 1760. Newcastle Papers.

qu'en dehors de cette place les Français ne possédaient plus que la ville de Gingy dans l'intérieur du pays, des inconnus affichèrent à l'église des Capucins le placard suivant (1).

« Gingy à vendre.

« Anglais, Maures ou Mahrattes et autres, fussiez-vous « du grand diable, pourvu que vous ayez du comptant, « on vous fait savoir que demain à 3 heures de relevée « se feront les premières montres des forts et aldées de « Gingy en l'hôtel du sieur Lally, commissaire du Roi et « en sa présence, le tout au plus offrant et dernier en- « chérisseur, on se relâchera pourtant pour qui aura « son argent comptant bien palpable, parce qu'on est « pressé, les sûretés en seront données par le moine « Morogue le grand ministre ; le sieur Nagregor vous « en fera la livraison.

« Signé : GUADEVILLE (2).

Au-dessous était écrit :

« Messieurs et Dames, vous êtes priés d'assister de vos charités le sieur de Lally qui se prépare à faire un pèlerinage à La Mecque, pour obtenir la rémission de ses crimes ; il s'attend à vos générosités, il voudra bien se charger de vos diamants usés, de votre vieille vaisselle et autres bagatelles de cette espèce ; Mahomet vous en tiendra compte en son paradis.

« Signé : Guadeville. Amen. »

Quelques jours après, les sentiments hostiles se manifestèrent par une véritable rébellion. Pour en imposer à

(1) Placard affiché dans la nuit des 24-25 août 1760. Copie conforme, signé : Lally. Archives de la Guerre, vol. 35-75.

(2) Employé civil possédant la confiance de Lally.

l'ennemi, Lally avait commandé (1) une revue générale sur la plage sous les murs de la ville et afin d'enfler le nombre des présents sous les armes, il avait donné l'ordre à tous les Européens d'y assister; au besoin il ferait distribuer des uniformes et des armes à ceux qui n'en possédaient pas. Dans l'état des esprits, il n'est pas surprenant que l'ordre du gouverneur fût mal compris; les employés de la Compagnie s'assemblèrent devant la maison de Lally et déclarèrent hautement qu'ils ne se rendraient pas à la parade. Ils furent soutenus dans leur refus par le conseil et notamment par l'un des conseillers, La Selle, que Lally avait mis récemment aux arrêts sous accusation de détournements pendant l'expédition de Seringham. En vain le gouverneur Leyrit harangua-t-il les mutins pour les faire rentrer dans le devoir, il ne fut pas écouté. L'incident fut terminé par l'entrée en scène d'une compagnie de grenadiers qui dispersa les rebelles. Soit crainte d'aggraver la situation, soit effet de l'indulgence méprisante que Lally affichait parfois à l'égard de ses adversaires, les suites de l'affaire se bornèrent à l'exil de La Selle et de deux employés; l'autorité du général, loin de gagner à cette modération, en souffrit cruellement.

Une lettre du père Vernet, du commencement de l'automne (2), passe en revue rapidement les événements de l'année écoulée, résume la situation actuelle et en fait remonter la responsabilité tout autant à la corruption générale qu'aux fautes individuelles : « Depuis ce moment (la défaite de Vandavachy) tout a été en décadence. Les Anglais nous ont pris successivement Arcad (*sic*), Chetteput, Alumparvé, Valdaour, Vilnour, Karikal et plusieurs autres places. J'étais dans Karikal et j'y ai été témoin oculaire d'une défense lâche et timide; il ne nous reste plus dans

(1) Hamont, Lally Tollendal, p. 255 et suivantes.

(2) Lettre du R. P. Vernet, jésuite de Trinquebar, 8 octobre 1760. Archives de la Guerre.

l'Inde sur cette côte que Gingy et Pondichéry, les Anglais se sont attachés à cette dernière place, ils la bloquent par mer et par terre depuis 4 mois, aujourd'hui à peine y a-t-il des vivres pour un mois et demi, et notre escadre ne paraissant point cette année, il est vraisemblable qu'ils en seront bientôt les maîtres... Monsieur, tous nos malheurs viennent de la jalousie et de la cupidité ; si l'on faisait l'histoire fidèle de ces dernières guerres dans l'Inde, on y verrait pour le compte des Français plus de ventes que de pertes de places, plus de trahisons que de défaites. Le nom français est flétri à jamais dans l'Inde. »

La situation militaire avait empiré depuis l'été malgré quelques tentatives de la part de Lally pour reprendre l'offensive. Le traité passé avec le Mysore en dépit du succès passager relaté plus haut, n'avait pas eu de résultat définitif. Après un court séjour dans le camp français, Mukdoum Ali, chef de la cavalerie mysorienne, avait regagné Thiagar le 28 juin.

Ainsi que nous l'avons dit, après le combat du 16 septembre au cours duquel Monson fut grièvement blessé, les Français furent contraints d'abandonner la défense des limites et de se retirer sous les murs de Pondichéry.

A la suite de cet échec, mécontent de ses officiers généraux, irrité par les accusations qu'on lançait contre lui à propos d'entrevues qu'il avait eues avec une Madame Jackson, qui passait pour la maîtresse de Pigott, gouverneur de Madras, Lally mit aux arrêts le brigadier Fumel. Entre temps, le blocus se resserrait de plus en plus ; l'amiral Cornish enleva avec ses embarcations et sous le canon de la place les deux petites frégates, l' « Hermione » et la « Baleine », qui constituaient l'escadrille française. Dorénavant, les communications avec la côte étaient coupées et le ravitaillement devenait impossible.

Malgré ces accidents répétés qui annonçaient trop clairement l'approche de la fin, la discorde régnait plus que

jamais parmi les assiégés. Lally n'avait de rapports ni avec le gouverneur civil, ni avec le conseil; la gravité des circonstances lui imposa des tentatives de rapprochement; il écrivit (1) à Leyrit pour lui mettre sous les yeux la situation de la place et pour lui rappeler que Pondichéry était à la merci d'un assaut des Anglais. Au Conseil, il adressa un dernier appel à la conciliation : « Je le prie et le conjure de ne s'occuper que des moyens de prolonger la reddition de Pondichéry dans la certitude de quelque événement favorable que je n'ose espérer. Nous voilà tous égaux et tous prisonniers des Anglais. Pondichéry n'est plus. »

La querelle entre Lally et ses adversaires était trop envenimée, les passions, les haines étaient trop surexcitées pour que la coopération, cependant si indispensable, pût s'effectuer. Contrecarré par ceux qui eussent dû l'aider, dénoncé comme traître, mal soutenu par ses subordonnés militaires, Lally eut à prendre sous sa seule responsabilité les résolutions qui permettraient, en faisant durer les vivres, de prolonger la résistance jusqu'au moment où l'escadre de d'Aché ferait sa réapparition sur la côte de Coromandel. Dans ce but, il réduisit les rations des soldats, expulsa les indigènes de la ville et ordonna des perquisitions dans les maisons particulières. Ces mesures produisirent quelque effet, mais elles eurent surtout pour conséquence d'enflammer les passions et de faire surgir de nouvelles menaces. Le 8 octobre, au retour d'une visite des ouvrages de la place, Lally trouva sur sa table un billet (2) anonyme ainsi conçu :

« Auri Sacra fames. FS perdidit.

« Lally, sauve-toi, j'ai résolu ta mort, tu la mérites, ton cœur te le dit, ton Roi te désavoue, on rira à ta mort,

(1) Lally à Leyrit, 8 octobre 1760. Archives de la Guerre, carton XXXV.

(2) Billet jeté sur la table de M. de Lally, 8 octobre 1760 Archives de la Guerre, vol. 3575.

on pleurera à la mienne. Regrette le service du fils de celui qui aida Jésus dans ses peines. Tu es trahi. »

En marge était écrit :

« Je te donne 24 heures. »

Peu après cet avertissement, le général, très éprouvé par le climat et par les épreuves morales, eut une crise de maladie qu'il attribua à tort ou à raison à une tentative d'empoisonnement. Aux prises avec la douleur, surexcité au dernier degré, Lally se livra à des emportements dont le jésuite Lavaur, devenu le confident intime, fut seul témoin. D'après le journal de cet ecclésiastique, le général se serait écrié (1) : « Que je suis malheureux! Ah! Pondichéry! Pondichéry! Que n'ai-je la force de me tuer! Oui, je suis un poltron. Eh bien! qu'on me tue, qu'on m'empoisonne, qu'on m'assassine, sans cela Pondichéry est perdu; qu'on me tue, mais qu'on ne me fasse pas de mal. » Lavaur attribue ce langage incohérent à l'état d'ébriété dans lequel se serait trouvé le malade. Que les propos relatés aient été tenus, cela peut à la vérité se croire, mais se baser sur eux pour étayer une accusation de trahison, voilà qui passe singulièrement les bornes. Cependant, le même esprit, tendancieux au point d'en être ridicule, se retrouve dans les écrits des ennemis de l'infortuné Lally. Citons un passage d'un manuscrit (2) qui décrit les souffrances de la garnison et accuse le général de les exagérer, afin de la pousser à réclamer une capitulation qu'il souhaite, mais dont il veut esquiver la responsabilité : « Il (le soldat) se vit réduit à une demi-ration de riz, et une demi-livre de bœuf; bientôt le cheval

(1) Journal du père Lavaur. Ce journal, trouvé dans les papiers du père jésuite, mort vers la fin de 1762, est un véritable acte d'accusation contre Lally dont il dénature les actes et auquel il attribue des desseins aussi noirs qu'invraisemblables. On prétend que Lavaur avait écrit deux journaux dont l'un favorable à Lally; ce dernier aurait été détruit.

(2) Manuscrit sans titre rédigé probablement par le père Lavaur. Archives de la Guerre.

prit la place du premier; l'âne, les chiens, les rats, les souris, les corbeaux, les chats se succédèrent tour à tour sans qu'il pensât à se plaindre; sa demi-ration fut réduite au quart, et enfin au demi-quart de riz, aux quatre onces d'une poudre qu'on voulait bien appeler nourrissante; il souffrait pourtant tout avec patience, deux raisons en particulier l'y déterminèrent au point d'être résolu de plutôt mourir que de murmurer : la première que les officiers étaient réduits à la même ration que lui; la deuxième que l'on n'agissait ainsi que pour le faire révolter ou demander la capitulation afin de mettre sur lui la perte de Pondichéry. Il s'obstine à ne vouloir ni l'un ni l'autre; au reste ses soupçons ne laissaient pas d'être fondés, et plus d'une fois il était échappé au général de dire qu'il était impossible de conserver au Roi une ville pleine de traîtres et de mutins. »

Certes, à Pondichéry, il y avait bon nombre de traîtres et de mutins, mais ils ne figuraient pas dans les rangs de la garnison. Celle-ci, composée des débris des bataillons de Lally et de Lorraine et d'une poignée d'artilleurs, demeura disciplinée et fidèle à son chef jusqu'à la fin. De l'aveu de tous, le sort de la place dépendait de l'arrivée prochaine de l'escadre. Que s'était-il passé à l'île de France? La métropole avait-elle complètement oublié sa colonie?

Impressionnée par des bruits que la cour de Londres avait habilement fait circuler sur un projet d'attaque de l'île de France, la Compagnie des Indes françaises avait adressé (1) à Louis XV une requête tendant à renforcer la garnison de cette île et de l'île Bourbon. En réponse à cette demande, il fut décidé d'y envoyer un bataillon du régiment de Cambrésis et un détachement d'artilleurs. Pendant que ce renfort se préparait, le maintien de Lally à la tête des troupes de l'Inde et son remplacement par Bussy furent

(1) Requête de la Compagnie des Indes, 5 février 1760. Archives de la Guerre.

mis sur le tapis. Belleisle soumit au contrôleur général Bertin, duquel la nomination relevait, deux brouillons de lettre : le premier signifiait sans commentaire à Lally son rappel; le second portait à Bussy sa promotion au grade de maréchal de camp et au commandement en chef. L'arrivée à Lorient de deux vaisseaux des Indes dont l'un avait à bord le brigadier Soupire et plusieurs officiers rentrant en France vint modifier ces dispositions. Le succès de Geoghegan à Vandavachy, les bons témoignages des militaires qui avaient servi sous Lally produisirent un courant favorable à ce dernier. Bertin (1) après quelques hésitations se prononca pour lui : « En général, quoique M. de Lally ait fait des fautes, même comme militaire, on ne peut disconvenir qu'il n'ait plus de connaissances en ce genre que M. de Bussy qui n'a jamais fait la guerre en Europe ni contre des Européens, et qui ne s'est maintenu dans le Dekan qu'en s'occupant continuellement à démêler les intrigues de cette cour et celles de tous les princes maures qui en dépendent. » Suit une critique de la politique de Bussy en matière d'affaires indigènes.

« Mais, continue le directeur, ce qui m'a décidé à donner l'exclusion à M. de Bussy est le tort qu'il a de n'avoir jamais rendu compte des revenus immenses qu'il a touchés pour la Compagnie. Je vois qu'il résulte de toutes ces concessions des provinces du Nord qui ont été faites à la Compagnie et qui devaient l'enrichir, qu'elles n'ont fait que la constituer dans des dépenses considérables dont elle n'a jamais été remboursée, tandis que le commandement dont M. de Bussy a été chargé lui a procuré une fortune très considérable, à n'en juger même que par les remises qu'il a faites en France. »

En définitive, Lally fut confirmé dans ses fonctions et Bussy reçut ordre de rentrer en France. Ce dernier avait

(1) Bertin à Belleisle, 27 avril 1760. Archives de la Guerre.

été fait prisonnier, on se le rappelle, à la défaite de Vandavachy; revenu sur parole à Pondichéry, il avait cherché à recouvrer sa liberté en versant une rançon; les Anglais l'avaient refusée sous prétexte d'inobservation (1) du cartel d'échange par les Français; on reprochait à ceux-ci de ne pas acquitter la dette contractée pour l'entretien de leurs compatriotes prisonniers et aux officiers renvoyés sur parole de reprendre leur service sans acquitter la rançon. Il fit en vain appel à Lally qui refusa d'intervenir, et il dut se résigner à se rendre à Madras d'où il fut embarqué pour l'Angleterre dans les premiers mois de 1761. Bussy ne prit donc aucune part aux tristes dissentiments qui signalèrent la chute de Pondichéry.

Cependant, les navires qui portaient le bataillon de Cambrésis et son commandant, la Galissonnière vicomte de Barrin, étaient arrivés sans incident à l'île de France. Ils y trouvèrent les forces navales et militaires en très mauvais état: l'escadre de d'Aché à la suite d'un ouragan violent du mois de janvier 1760 avait éprouvé de grosses avaries; sur 11 vaisseaux, 5 seulement étaient en état de prendre la mer; on manquait de vivres et il fallait aller en chercher à Madagascar. Les quelques soldats de la Compagnie en garnison dans l'île étaient dans un dénûment absolu, comme en témoigne le rapport de Barrin (2): « Les forces de terre de cette colonie consistent en une garnison de mille hommes qu'on peut réduire à six ou sept cents sous les armes, qui sont sans bas, sans souliers, sans habits, nourris depuis 7 à 8 mois avec du pain sans autre subsistance, composés d'ailleurs d'hommes sur l'attachement d'une partie desquels je ne sais si l'on doit beaucoup compter, premièrement parce que plusieurs sont envoyés ici contre leur gré pour les punir ou pour s'en débarrasser;

(1) Lettre de John Call, Fort St-George, 15 juillet 1760. Newcastle Papers.
(2) Barrin à Belleisle, Ile de France, 25 septembre 1760. Archives de la Guerre.

secondement parce que n'y ayant point de casernes et l'usage n'étant point de les loger par billets, ils s'établissent où ils veulent et sont par conséquent très peu disciplinés. » Barrin espère améliorer leur esprit en leur faisant « fournir la viande salée comme au régiment de Cambrésis depuis le premier d'août, quoiqu'il y en eût que fort peu dans les magasins. Outre ces troupes de blancs, il y a encore trois compagnies de bourgeois et d'ouvriers faisant environ 400 hommes et plus 2.000 noirs qu'on compte employer au canon ».

Barrin, dont la destination ultérieure devait être Pondichéry, conclut à l'impossibilité de s'y rendre aussi tard dans la saison. Dans une autre dépêche (1) du 18 novembre, il renouvelle ses plaintes sur le manque de vivres et sur le défaut d'argent pour en acheter au Cap de Bonne-Espérance : « Si l'on perd Pondichéry, ce sera faute d'argent plus que d'hommes. » Il se montre rassuré sur le sort de l'île : « Il y a apparence que l'île de France ne sera pas attaquée cette année, ni la prochaine 1761 ; sans 3 ou 4.000 hommes les Anglais ne peuvent rien. »

Laissons l'île de France se préparer à repousser un débarquement qui ne se produisit pas, quoique le projet en ait été repris au cours de 1761, et revenons à Pondichéry étroitement bloqué, dont la fin approchait à grands pas.

Lally, qui n'avait pu décider le conseil à le seconder dans les mesures à prendre dans l'intérêt de la défense, n'était pas assez maître de lui pour s'empêcher de lui écrire en termes qui dénotaient une mentalité mal équilibrée : « Cette colonie serait pire qu'un désert rempli de bêtes féroces, si tous ceux qui m'y souhaitent du mal étaient capables de m'en faire. » Vers le commencement de décembre, le général s'alita et ne quitta plus sa

(1) Barrin à Belleisle, Ile de France, 18 novembre 1760. Archives de la Guerre.

chambre; il ne voyait plus que l'intendant Dubois, quelques officiers de son intimité et surtout le père Lavaur devenu de plus en plus son homme de confiance. Le 24 décembre, il expédia au brigadier Landevisiau, commandant en second, une lettre des plus singulières à laquelle était joint un billet pour Coote, commandant des troupes anglaises, avec prière de le signer et de le faire parvenir à son adresse. Un extrait de la réponse de Landevisiau nous permettra d'apprécier l'incident soulevé par Lally : « Je vous prie, écrit le subordonné (1), de me permettre quelques représentations à propos de la lettre que vous m'ordonnez d'envoyer à M. Coote après l'avoir signée.

« 1° Je vous prie de vouloir bien sentir à quel point je me rendrais criminel si j'avais l'audace de vous juger ex catedra, de vous déclarer au général ennemi hors d'état entièrement de donner aucuns ordres dans cette place, et de l'informer tout uniment que j'ai pris le commandement des troupes. Je vous conjure, Monsieur, de me défendre de l'envoyer et de ne me pas savoir mauvais gré de ma prière.

« En second lieu dans la lettre que vous m'adressez, vous me mandez que vous vous déterminez aujourd'hui à ne plus vous mêler de la partie militaire, que vous êtes d'avis qu'en ma qualité de commandant des troupes et de cette place, je demande à M. de Leyrit un conseil mixte pour délibérer sur ce qui est plus avantageux de faire, vous y dites qu'il est temps de travailler à un projet de capitulation si l'on est dans le dessein d'en demander une, chose que vous étiez bien résolu de ne point faire, si vous aviez été en état de mettre un pied devant l'autre; vous me parlez de mille autres précautions à prendre dont vous paraissez vouloir me charger. » Landevisiau ne

(1) Landevisiau à Lally, 24 décembre 1760. Archives de la Guerre.

veut pas admettre l'abdication de son chef. « Mais, Monsieur, n'êtes-vous plus mon général et mon chef, croyez-vous que je l'oublie jamais ; suis-je partie bastante pour me mêler en mon propre et privé nom, je ne dis pas d'affaires aussi délicates, mais même d'affaires courantes et ordinaires du service de la place ? Ai-je quelque titre, quelque autorité pour cela? Quand même je serais assez imprudent pour l'entreprendre, qui est-ce qui m'obéirait? Qui est-ce qui me jugerait bien et dûment autorisé ; êtes-vous rappelé, vous êtes-vous démis de vos pouvoirs, vivez-vous enfin, n'est-ce pas à vous à qui le Roi nous a confiés; suis-je autre chose ici que le premier subalterne pour vous obéir et non pour commander, décider, capituler à vos yeux? Non, Monsieur, tant que vous vivrez, tant que je vous verrai revêtu de vos pouvoirs, je ne puis rien imaginer, rien exécuter, rien prétendre que par vos ordres exprès et je vous conjure de ne point exiger autre chose de moi, ce serait contre mon devoir. »

« Ordonnez, Monsieur, commandez les choses les plus difficiles, j'obéirai avec zèle et ardeur, mais commandez. »

Le dernier paragraphe vise la capitulation particulière que Lally entendait faire pour sa personne : « Vous m'envoyez le modèle de la capitulation particulière que vous voulez faire pour vous avec M. Coote quand le temps viendra; mais nous abandonnerez-vous quand le temps viendra, s'il vient, n'est-ce pas à vous à faire notre sort, ou à nous à suivre le vôtre. »

A cette lettre respectueuse et sensée, Lally répondit (1) en termes auxquels il s'efforce de donner une tournure ironique, mais qui ne sont en réalité qu'incohérents : « J'ai lu, Monsieur, le vocabulaire français que vous m'avez fait l'honneur de m'envoyer, que vous me permettrez de vous dire n'être point une réponse à la lettre que

(1) Lally à Landevisiau, 27 décembre 1760. Archives de la Guerre.

je vous ai écrite qui vous marquait précisément que ma santé ne me permettait point de me mêler d'aucuns détails militaires. Ce n'était qu'une raison de mécontentement bien ou mal fondée qui m'a empêché d'assister aux délibérations du Conseil. Le Conseil ne s'en est pas moins assemblé et n'en a pas moins délibéré, sans que je présidasse ou que je signasse. Aujourd'hui, c'est une raison de maladie, et il n'est point au pouvoir du Roi même d'exiger de moi des fonctions que ma santé ne me permet point de remplir. Ce n'est point de vous seul, Monsieur, tout officier consommé que vous êtes, que je prétends faire dépendre les conséquences du parti que la colonie a à prendre dans ce moment critique, c'est de l'assemblée mixte du Conseil et du militaire et plus vous tardez à remplir cet objet, plus vous rendez impraticables les moyens d'empêcher l'ennemi de profiter de la quantité de munitions de guerre dont cette ville regorge, et je vous prédis que faute d'y travailler dès à présent, quand le fatal moment approchera, il n'y aura plus personne au logis, on voudra tout faire et l'on ne fera rien. » La responsabilité du désordre incombera à Landevisiau, car il sera facile d'établir que depuis le 5 décembre lui Lally a gardé le lit.

« Ceci n'est point une capitulation de garnison simple, c'est une capitulation de colonie entière, ainsi elle regarde le civil aussi bien que le militaire, et je n'ai prétendu exiger de vous que ce que je serais obligé de faire si ma santé me mettait en état d'y vaquer.

« En un mot, c'est la dernière sommation que je vous en fais, de la part du Roi, je ne connais point les enfantillages, et encore moins les motifs de votre perte que vous m'annoncez en y obéissant. Au reste, vous pouvez à présent faire tout ce que vous jugerez à propos; si vous m'eussiez laissé tranquille pendant les 15 premiers jours de ma maladie, je serais peut-être en état aujourd'hui de

vous décharger de ce poids immense dont vous vous sentez accablé. »

Dès le lendemain, Landevisiau, en homme pratique, répondit (1) qu'avant de consulter le Conseil sur la reddition de la place, il serait bon de savoir « jusqu'à quel jour nous pouvons subsister, car c'est de ce jour prévu qu'on voudra partir pour songer à se rendre ». Il ne possède aucun renseignement à cet égard : « Ne trouvez-vous pas à propos, Monsieur, qu'au préalable je prie M. Dubois de travailler avec moi sur cet article; je lui communiquerai vos ordres, nous travaillerons ensemble à réformer les abus dans les distributions, car il y en a. On n'a pas osé jusques ici vous en informer, mais dans ce moment-ci il n'y a plus à dissimuler, permettez-moi de vous en instruire sans ménagement pour personne. Si une réforme pouvait nous valoir seulement un délai de huit jours, vous seriez bien content.

« Je verrai, si vous le jugez à propos, le père Lavaur, la confiance qu'on a en lui, son zèle, ses ressources nous pourront faire gagner encore du temps. Nous verrons ensemble plusieurs citoyens que nous engagerons à donner ce qui leur reste..... En prenant ces mesures, n'étant point gêné dans la confiance et mettant à part toute suspicion, je crois qu'on peut encore allonger la courroie, et du moins se fixer à peu près l'époque d'une reddition forcée.

« Le second point serait de savoir le point de la négociation avec les Mahrattes, et ce qu'on peut espérer de M. Allain (2); je ne suis point en état de rien dire là-dessus, vous m'avez défendu même la curiosité. » Landevisiau demande enfin à ce que Guadeville, l'un des intimes du général, au lieu de la réserve dont il a usé avec

(1) Landevisiau à Lally, 28 décembre 1760. Archives de la Guerre.
(2) Major du régiment de Lally, chargé d'une mission de ravitaillement.

lui jusqu'ici veuille bien lui faire part à l'avenir de ce qui parviendra à sa connaissance.

Cette requête si raisonnable est une nouvelle preuve de la mentalité soupçonneuse de Lally; susceptible et défiant à l'excès, il n'accordait sa confiance qu'aux indignes ou aux incapables, aspirait à tout faire par lui-même et quand, écrasé par le poids de la tâche, affaibli par la maladie, il voulait se décharger d'une besogne devenue trop lourde, il ne trouvait autour de lui que des ennemis personnels, des mécontents ou des hommes qui systématiquement écartés ne pouvaient rendre service sans un apprentissage pour lequel le temps faisait défaut.

Dans le cas actuel, les conseils de Landevisiau furent suivis; un appel au père Lavaur, aux congrégations et à quelques particuliers assura pour une période de 3 semaines l'approvisionnement de la ville. D'autre part, un événement imprévu vint relever les courages abattus : « La nuit du 1er au 2 janvier 1761 (1), à une saison où, sur la foi des marins et l'expérience, on ne craint plus d'ouragans sur la côte Coromandel, il s'en éleva un si furieux et si terrible que nous nous vîmes tout à coup délivrés, sans escadre et sans Mahrattes. A la pointe du jour on n'aperçut de tous côtés que des débris de vaisseaux, et de 13 vaisseaux qu'on voyait la veille dans notre rade on n'en aperçut qu'un au large qui paraissait encore en état quoique démâté d'un de ses mâts, 3 étaient échoués sur le sable, presque à portée de canon de la ville (2), 3 enfoncés dans la mer ne laissaient voir que le haut de leurs mâts, 6 ras comme ponton paraissaient sur le point d'être submergés. » Sur terre, l'orage avait sévi avec la même fureur : « La violence du vent avait renversé toutes ses tentes (de l'ennemi), la pluie continuelle qui dura toute la nuit et à laquelle le soldat sans abri se trouva exposé,

(1) Manuscrit déjà cité. Archives de la Guerre.

(2) Malleson dit à deux milles de la ville.

avait engourdi le soldat européen au point de ne pouvoir se remuer, grand nombre de cipayes y périrent, les torrents que formaient la pluie avaient bouleversé leur camp, les canons pour la plupart étaient enterrés, les fusils jetés çà et là, ensablés au point qu'on les cherchait encore à 10 heures du matin, les batteries avaient été bouleversées, et la mer rompant ses digues avait presque enlevé celles que l'ennemi avait placées au bord de la mer, au nord et au sud de la ville; en un mot les choses étaient au point que les Anglais eux-mêmes ont avoué que si l'on eût fait sortir seulement 400 hommes, c'en était fait d'eux, et qu'ils auraient été entièrement détruits; tout jusqu'à 10 heures fut en confusion dans leur camp. » D'après l'auteur du manuscrit, officiers, soldats, bourgeois attendaient dès la pointe du jour le signal d'une sortie dont le succès ne semblait pas douteux. Enfin, las d'attendre les ordres qui ne venaient pas, « on se résolut à aller parler au général; le père Lavaur, qui avait déjà à plusieurs reprises donné des preuves de son patriotisme, se présenta au gouvernement. Quel fut son étonnement quand on lui annonça que Lally ne parlait à personne, qu'il n'avait pas dormi de la nuit et qu'il avait absolument défendu de laisser entrer qui que ce soit jusqu'à 11 heures ». Le parti pris du document que nous venons de citer éclate à chaque ligne; aussi serait-il imprudent d'accepter l'incident tel qu'il est raconté. Mais, de l'aveu des historiens anglais, il y aurait eu un coup à tenter : la garnison était aux abois; un insuccès n'aurait pas rapproché l'heure d'une reddition dont l'échéance était fixée par le manque de vivres; tandis qu'une victoire aurait pu prolonger de plusieurs mois l'existence de la colonie. Peut-être Lally jugea-t-il ses moyens trop faibles; il n'aurait pu disposer pour la sortie que de 800 Européens; peut-être s'illusionnait-il encore sur la possibilité de l'arrivée de l'escadre de l'île de France, peut-être céda-t-il

à l'abattement maladif qui s'était emparé de lui. Quelle que fût la cause de son inactivité, Lally ne sut pas profiter du dernier répit que lui laissait la fortune ; il se contenta d'envoyer à tous les agents français de la côte une circulaire énergique (1) demandant l'envoi de provisions : « L'escadre anglaise n'existe plus, Monsieur, de douze vaisseaux qu'ils avaient dans notre rade, il y en a sept de perdus, équipages et tout, les quatre autres sont démâtés, et il paraît qu'il n'y a pas plus d'une frégate qui ait échappé ; ainsi ne perdez pas un instant pour nous envoyer chelinges sur chelinges chargés de riz..... Offrez de grandes récompenses. J'attends sous quatre jours 17.000 Mahrattes. Enfin, risquez tout, tentez tout, forcez tout et envoyez-nous du riz, ne fût-ce qu'une demi-garse à la fois. »

Le désastre de la flotte, quoique sérieux, avait été exagéré ainsi qu'il ressort du rapport (2) de l'amiral : Une tempête subite et imprévue, survenue dans la nuit du 1er au 2 janvier, l'a obligé à couper les câbles et à prendre le large ; revenu le 4 sur la rade de Pondichéry, il a constaté la perte de 3 vaisseaux avec presque tout leur équipage, l'échouement de 3 bâtiments, enfin 4 vaisseaux démâtés et hors de service. Malgré ces sinistres, le service de blocus à peine interrompu fut repris avec l'arrivée du reste de l'escadre sans avaries graves. La lettre circulaire de Lally au sujet du ravitaillement était tombée entre les mains des Anglais, aussi leur premier soin fut-il d'arrêter toute tentative de ce genre. Steevens écrivit aux gouverneurs des postes danois et hollandais de la côte qu'il avait à sa disposition et en état 11 vaisseaux de ligne et 2 frégates, que Pondichéry était bloqué par mer et par terre et que si, contrairement au code international, des secours étaient envoyés par des neutres, il était bien dé-

(1) Lally à Raymond, Pondichéry, 2 janvier 1761. Affaires Etrangères.
(2) Steevens à Clevland, Pondichéry, 6 février 1761. Record Office.

cidé à saisir tout navire ou bateau qui en serait chargé. La même activité fut déployée en ce qui concernait les ouvrages de l'attaque, non seulement les dommages de la tempête furent réparés, mais une dernière batterie de 11 canons de 24 fut achevée le 13 janvier à 500 mètres de l'escarpe, et vint s'ajouter à celles qui tiraient sur l'enceinte.

La situation de Pondichéry était désespérée, les dernières provisions si péniblement trouvées par Landevisiau et Lavaur étaient épuisées. Le 14 janvier, Lally convoqua un conseil de guerre auquel fut invité le gouverneur Leyrit ; celui-ci ne s'y rendit pas et réunit de son côté le conseil civil qui nomma une délégation chargée de traiter avec le colonel Coote du sort des habitants. Les délégués, munis d'un projet dont les clauses n'étaient pas en rapport avec les circonstances, se rendirent le lendemain 15 au camp anglais, mais quand ils voulurent aborder le sujet de leur mission, Coote leur opposa une lettre de Lally datée du matin (1). « Les troupes du Roi et celles de la Compagnie se rendent, faute de provisions, prisonnières de guerre de Sa Majesté Britannique, aux conditions du cartel que je réclame également pour tous les habitants de Pondichéry, aussi bien que pour l'exercice de la religion romaine, les maisons religieuses, les hôpitaux, les chapelains, chirurgiens, domestiques, etc., me référant à la décision des deux Cours pour une réparation proportionnée au violement d'un traité si solennel. »

En outre de cette capitulation à discrétion, la lettre ne contenait que les dispositions nécessaires pour la prise de possession de la ville par les Anglais et le paragraphe final. « Comme mon pouvoir est borné par le cartel dans la déclaration que je fais à M. Coote, je consens que MM. du Conseil de Pondichéry lui fassent leurs représentations,

(1) Lally à Coote, Fort Louis devant Pondichéry, 15 janvier 1761. Affaires Etrangères.

pour ce qui peut regarder plus directement leurs intérêts particuliers et ceux des habitants de la colonie. » Coote ne voulut accepter aucune des conditions que demandait la délégation, mais déclara qu'il ferait de son mieux pour assurer aux habitants leurs maisons, leurs effets et leurs marchandises.

Le lendemain, 16 janvier, Coote prit possession de la porte Villenour et eut avec Lally, qui était au lit, une longue entrevue, dont l'auteur de notre manuscrit avoue ne pouvoir rendre compte, la conversation ayant eu lieu en anglais et le père Lavaur, seul présent, ne comprenant pas cette langue. L'ecclésiastique demanda de mettre en rapport le gouverneur et les membres du conseil avec Coote, afin de donner à ce dernier l'occasion de renouveler ses promesses à l'égard de l'élément civil. Lally y consentit, mais à la condition que l'entretien n'aurait pas lieu en sa présence. « Les deux généraux dînèrent ensemble, continue le manuscrit, dans la chambre de celui qui passait pour malade ; ils eurent le temps de se faire part mutuellement de tout ce qu'ils avaient sur le cœur, sans que personne pût les inquiéter.

« La prise de possession eut lieu le 17 janvier et le lendemain Lally partit accompagné des Gullermin, des Pouly, des Gaddeville, Chappoudy, tous ses favoris, ses créatures et ceux à qui il avait donné sa confiance, escorté de quelqu'un de ses gardes et d'un détachement de cavalerie anglaise, sans nous laisser d'autre gage ici, d'autres assurances du traitement que nous avions lieu d'attendre que la promesse vague du général anglais ; la conduite qu'on a tenue depuis à l'égard de Pondichéry, où il ne reste pas pierre sur pierre, fera juger du fonds qu'il y avait à faire. »

Le manuscrit se garde bien d'ajouter que le départ de Lally fut l'occasion de démonstrations hostiles qui se terminèrent par des incidents plus graves. L'escorte

anglaise que Coote avait mise à la disposition du général le sauva des insultes et des menaces de mort d'une foule composée d'employés et de fonctionnaires civils, parmi lesquels figuraient deux membres du conseil. Quelques instants après, Dubois, l'intendant, en cherchant à rejoindre son chef, fut l'objet des injures les plus violentes; malgré son grand âge et quoique presque aveugle, il mit l'épée à la main pour se défendre; il fut aussitôt tué par l'un des manifestants. L'attentat commis, ceux-ci s'emparèrent des papiers de Dubois qu'ils avaient lieu de croire compromettants pour eux, et les firent disparaître.

Steevens attribue (1) la chute de Pondichéry à la famine : « Après un blocus des plus diligents par l'escadre sous mes ordres pendant plus de 8 mois et pour une période assez longue par le colonel Coote, Pondichéry s'est rendu aux armes de S. M. le 15 du mois dernier. Le général Lally, dans l'attente d'être secouru par l'escadre française, s'est laissé réduire, lui, la garnison et les habitants au dernier degré de détresse et de misère par suite du manque de vivres. »

La garnison française qui déposa les armes comptait 557 officiers et soldats des régiments de Lorraine et de Lally, 295 marins, 177 artilleurs, 232 du bataillon de l'Inde, 15 cavaliers et 124 invalides, en tout 1.400 hommes, pour la plupart épuisés de faim et de misère. La population civile européenne atteignait un total de 672 personnes.

Les quelques forts que possédaient encore les Français aux Indes ne survécurent pas longtemps à la chute de Pondichéry; Thiagar succomba le 4 février 1761, Mahé capitula le 12 du même mois, enfin la cidatelle de Gingy ouvrit ses portes le 5 avril.

Aussitôt les Anglais maîtres de Pondichéry, le gou-

(1) Steevens à Clevland, Pondichéry, 7 février 1761. Record Office.

verneur Pigott fit subir à la place le même traitement que les Français avaient infligé au fort St-David. « On démolit Pondichéry aussi vite qu'on peut, écrit Monson (1); une grande partie du front de l'ouest a été renversée... Croyez-vous qu'on approuve en Angleterre la démolition? »

Les haines et les passions qui avaient discrédité pendant les dernières années la domination française aux Indes eurent une répercussion d'autant plus éclatante en France, que presque tous les personnages de la tragédie furent bientôt de retour dans la métropole. Lally, transporté en Angleterre, ne put se présenter à Paris que vers la fin de 1761; il y trouva ses ennemis à l'œuvre; brochures, mémoires et pamphlets répandus à profusion avaient ameuté l'opinion contre lui. Lally chercha à se justifier par la voie hiérarchique en adressant au Ministre un rapport sur sa gestion. Choiseul s'efforça d'étouffer l'affaire, mais une requête à la date du 3 août 1762 présentée au Roi par la partie adverse força le gouvernement à entamer la procédure; aux membres du conseil de Pondichéry en campagne depuis le début se joignirent Leyrit, Bussy et enfin d'Aché. Lally répliqua par une lettre à la Compagnie des Indes dans laquelle il réclamait des juges. Choiseul se crut obligé de céder au courant qui se prononçait de plus en plus contre l'Irlandais, comme l'appelaient ses ennemis, et fit signer le 1er novembre 1762 une lettre de cachet. Lally aurait pu se dérober par la fuite, il s'y refusa et se constitua prisonnier à la Bastille le 5 novembre.

Il nous est impossible de suivre la marche d'un procès qui dura presque 4 ans. Pendant 18 mois, l'affaire sommeilla, elle prit brusquement un tour plus vif par la connaissance des mémoires du père Lavaur que le pro-

(1) Monson à Draper, 2 mars 1761. Newcastle Papers.

cureur général saisit à la mort du jésuite. Sur ce document venimeux ce magistrat édifia son acte d'accusation. L'affaire traîna jusqu'en 1766, elle donna lieu à la production de nombreuses pièces à charge ou à décharge de l'accusé. Ce dernier, quoique privé de tout conseil, se défendit avec habileté, signala les absurdités et les contradictions des accusations, invoqua en vain le témoignage d'officiers qui avaient servi sous ses yeux. Ses ennemis l'emportèrent; par arrêt du Parlement en date du 6 mai 1766, il fut privé de ses états, honneurs et dignités et condamné à avoir la tête tranchée... « pour avoir trahi les intérêts du Roi, de son État et de la Compagnie des Indes ». Le 9 mai, Lally mourait sur l'échafaud avec le courage qu'il avait toujours déployé pendant sa carrière.

Ce serait sortir de notre cadre de relater les persévérants efforts du comte de Lally-Tollendal pour réhabiliter la mémoire de son père. Si, malgré quelques succès, il ne réussit pas à mener à bonne fin un procès en revision que vint interrompre la révolution, il contribua à dissiper la légende populaire, à rétablir la vérité, à démontrer l'injustice de la condamnation flétrissante.

Que Lally, au point de vue militaire, ait commis des fautes, et que ces fautes aient contribué à la perte de la colonie, cela est évident. Le rappel de Bussy et son remplacement par l'incapable Conflans eurent des suites fâcheuses; le siège de Madras fut tardivement entrepris et mal dirigé; les opérations de la campagne de 1759, la dispersion constante des troupes françaises, les hésitations qui précédèrent la bataille de Vandavachy, la longue inaction qui suivit la défaite, l'abandon des petites garnisons de la province, le recours prématuré à la défensive furent autant d'erreurs qui sont de nature à porter atteinte à la réputation du stratégiste. Mais pour chacune de ces défaillances apparentes, n'existe-t-il pas

une excuse ou une circonstance atténuante? Tantôt ce sont les instructions d'un gouvernement éloigné et partant mal informé ou incompétent auxquelles il faut se conformer, tantôt c'est le manque d'argent qui oblige à des expéditions excentriques dans le seul but de faire recette, ou qui, en provoquant l'émeute dans l'armée, fait échouer les entreprises les mieux combinées; tantôt enfin ce sont les intrigues ou la mauvaise volonté du gouverneur et du conseil civil qui retiennent le général loin de ses soldats ou le paralysent dans l'exécution de ses projets. L'Anglais Coote lui rendait justice quand il disait (1) : « Personne n'a une plus haute opinion que moi de Lally. Il a lutté contre des obstacles que je croyais insurmontables et il les a vaincus. Il n'y a pas un autre homme dans l'Inde qui eût pu maintenir sur pied pendant aussi longtemps une armée sans solde et qui ne recevait des secours de nulle part. »

La prise de Pondichéry mit fin aux conceptions brillantes que Martin, Labourdonnais et surtout Dupleix avaient espéré réaliser en vue de la suprématie française aux Indes; la supériorité était définitivement acquise aux Anglais, ils en usèrent pour développer jusqu'aux limites actuelles le superbe empire sur lequel ils règnent aujourd'hui. Les établissements français furent restitués à la paix, mais sans défense. Pondichéry resta à la merci de ses voisins et perdit toute importance politique et même commerciale. Il en eût été autrement si le gouvernement de Louis XV eût montré la persévérance et la ténacité de ses concurrents. Favorisée par la possession de l'île de France, sûre d'un point d'appui, l'escadre française pouvait lutter dans les mers indiennes; pendant les quatre années que dura la guerre, les bâtiments de la Compagnie ou les vaisseaux du Roi purent accéder à

(1) Lettre citée par Malleson, p. 470, traduction française.

la côte de Coromandel et y débarquer des renforts; malheureusement, à l'exception de l'escadre d'Aiguilles, il ne vint pas de secours de la métropole, alors que l'envoi en 1759 du bataillon, expédié par changement de destination en 1760 à l'île de France, eût probablement tranché le sort de la campagne en faveur de Lally. Certes, la présence d'un millier de Français dans le Carnatic et l'envoi de quelques millions en numéraire eussent produit plus d'effet que l'inutile et coûteuse promenade qu'accomplissaient tous les ans en Allemagne la maison du Roi ou la brigade des gardes; la dépense, sans être beaucoup plus forte, eût été autrement productive en résultats.

Peu de temps après la prise des possessions françaises de l'Inde et pendant que l'amiral Steevens et le colonel Coote, représentants du gouvernement métropolitain, se disputaient les dépouilles de Pondichéry avec les autorités locales de la Compagnie anglaise des Indes, ces dernières remirent sur le tapis l'expédition contre les îles de Bourbon et de France. A la demande du gouverneur Pigott, le colonel Monson prépara un projet (1) : pour venir à bout de la garnison française évaluée à 1.500 hommes y compris le bataillon de Cambrésis, il faudrait 3.200 soldats européens, c'est-à-dire toutes les troupes blanches que possédait la présidence de Madras. Cette raison ainsi que celle de la dépense qui incomberait à la Compagnie, fit abandonner l'entreprise; cependant l'amiral Cornish, qui avait remplacé Steevens mort en mai 1761, reçut ordre de se porter dans les parages de Madagascar à l'encontre d'une escadre commandée par Keppel et dirigée contre les îles. Keppel reçut une autre destination, comme nous le verrons plus loin, mais le contre-ordre arriva trop tard. Cornish (2)

(1) Projet du colonel Monson, 9 avril 1761. Record Office.
(2) Rapport de Cornish, 5 avril 1762. Record Office.

attendit inutilement à Diego-Suarez pendant 4 mois, qui lui coûtèrent cher; le scorbut éclata à bord, 600 matelots en moururent pendant la croisière et au retour à Madras, le 23 janvier 1762, 1.400 malades furent débarqués et transportés à l'hôpital.

Durant l'année 1762, et jusqu'à la paix, il ne fut plus question de l'expédition contre l'île de France; complètement rassurés sur toute agression de ce côté, les Anglais préparèrent contre les îles Philippines une entreprise dont nous aurons l'occasion de parler.

Pour ne rien omettre des incidents qui se passèrent dans l'Extrême-Orient, il convient de faire allusion à l'expédition du comte d'Estaing. Cet officier, qui avait été fait prisonnier pendant le siège de Madras et avait été relâché sur parole, prit passage pour l'île de France sur l'escadre de d'Aché. Il en partit en octobre 1759, s'empara du comptoir anglais de Bender Abassi dans le golfe Persique, s'échangea contre le commandant du fort. De là, il fit voile pour l'île de Sumatra, se rendit maître de Bencoolen et des autres établissements que les Anglais y possédaient. De retour à l'île de France, il s'embarqua pour la métropole; au cours du voyage, il fut pris de nouveau par l'ennemi et, à son arrivée en Angleterre, jeté en prison sous prétexte d'avoir violé sa parole. Nous l'en verrons sortir pour jouer un rôle dans les ouvertures pacifiques que la cour de Saint-James fit à celle de Versailles au printemps de 1762. Les succès de d'Estaing n'avaient pas été sans produire une certaine émotion dans le monde des armateurs et des négociants de la cité de Londres. Les conquêtes, d'ailleurs peu importantes, furent restituées lors de la conclusion de la paix.

Quant à la chute de Pondichéry, la nouvelle en arriva à Londres peu de temps après l'ouverture des pourparlers entre Pitt et Bussy.

Aux événements militaires de l'Extrême-Orient se rattache l'expédition anglaise contre les Philippines, quoique la date en soit très postérieure à la prise des possessions françaises dans l'Inde et que la nouvelle de la reddition de Manille n'ait été connue en Europe qu'après la signature des préliminaires de la paix.

Après son attente inutile dans la baie de Diego-Suarez, l'amiral Steevens avait regagné Madras avec ses nombreux malades au mois de décembre 1761. Dans l'intervalle, le colonel Draper avait fait un voyage en Angleterre et avait fait substituer à l'entreprise contre les îles françaises, beaucoup moins intéressante depuis la prise et la démolition de Pondichéry, l'idée d'un raid sur Manille et les îles Philippines. Aussitôt rentré aux Indes, Draper en entretint le conseil de la régence de Madras. Le projet, qui avait été agréé par Pitt, fut soumis à une commission spéciale. Le gouverneur Pigott, l'amiral Cornish, Draper et le capitaine de vaisseau Tiddyman lui furent favorables ; seul, le gouverneur Lawrence fit de l'opposition. Ce dernier, d'après Draper (1), paraissait tenir compte plus que jamais des dangers de l'intervention d'une escadre française, de l'île de France ; bien plus sérieuses étaient les objections tirées du nombre et de la qualité des troupes dont on pouvait disposer ; elles se composaient du bataillon de Draper, d'une compagnie d'artillerie de siège ; « le reste est un composé de déserteurs de toute nationalité, que je prends avec moi bien plus pour apaiser les craintes et les appréhensions des gens de Madras que pour les services que je puis en attendre... Une telle collection de bandits ne s'est pas réunie depuis le temps de Spartacus ». Draper reconnaît qu'il faut renoncer aux 1.500 soldats du Roi et aux 800 de la Compagnie dont il avait parlé en Angleterre ; mais quelque faibles que soient les moyens, il compte sur

(1) Draper à Egremont, Fort St-Georges, 17 juillet 1762. Record Office.

le succès grâce au concours assuré de l'amiral Cornish et de ses équipages. En définitive, le corps expéditionnaire se composa d'environ 600 Anglais, 264 Européens, 100 cafres, 2.000 cipayes et quelques centaines de travailleurs lascars pour les services de l'artillerie et du génie. A ces forces quelque peu disparates vinrent s'ajouter un bataillon de 550 matelots de l'escadre et 270 excellents « marines ». Le colonel Monson accompagnait l'armée en qualité de commandant en second.

L'escadre, après avoir touché à Malacca le 27 août, jeta l'ancre le 23 septembre dans la baie de Manille; son apparition fut une surprise complète pour les Espagnols qui étaient loin de s'attendre à une attaque.

A la suite d'une reconnaissance effectuée le 25, les chefs de l'expédition abandonnèrent le projet primitif de s'emparer du port et de l'arsenal de Cavite et décidèrent de s'en prendre d'abord à la ville de Manille. On éviterait ainsi la perte de 2 jours qu'occasionnerait la première opération et on priverait l'ennemi d'un répit dont il aurait profité pour prendre des précautions et pour appeler à son secours les milices de l'intérieur.

Conformément à cette résolution, l'amiral Cornish signala (1) à l'escadre de se rapprocher le plus possible de la ville et de préparer le débarquement. L'ordre fut exécuté sans retard, le 79e régiment et les « marines » prirent terre à 7 heures du soir, près de l'église de Moratta, à environ 2 kilomètres de l'enceinte. On n'éprouva d'autre obstacle que le ressac qui causa quelques avaries sans coûter cependant la vie à personne. Le lendemain matin, on rapprocha les avant-postes jusqu'à 200 mètres des glacis et on renforça la petite armée de 700 hommes empruntés aux équipages. La veille, on avait capturé une galère espagnole par laquelle on eut avis de l'arrivée sur

(1) Cornish à Clevland, en rade de Manille, 31 octobre 1762. Record Office.

la côte d'un galion venant d'Acapulco et chargé de trésors; Cornish détacha 2 frégates à l'effet de s'emparer du riche butin que promettait cette capture.

Le 28 septembre, Draper avisa l'amiral que les batteries étaient commencées et demanda l'appui des vaisseaux pour contre-battre le feu de l'ennemi et protéger les travaux d'approche. Droit fut fait à cette demande, et deux vaisseaux, à partir du 30, joignirent leur feu à celui des assiégeants.

Le 1er octobre, le « South Sea Castle », qui était arrivé la veille avec des outils de tranchée dont on avait grand besoin, s'échoua près de la Pulverista, un peu au sud du camp anglais. Cet accident, qui aurait pu être fâcheux pour l'entreprise de Draper, lui fut au contraire avantageux; la situation du bâtiment en fit une redoute protectrice pour les derrières du camp et facilita le prompt débarquement des approvisionnements qui eût été retardé par le mauvais état de la mer.

Le feu des batteries de siège et des bâtiments embossés fut ouvert le 4 octobre et maintenu avec tant d'effet, que le 5 au soir la brèche devint praticable. Le 6 au point du jour, les soldats de ligne et les marins livrèrent l'assaut, qui eut un plein succès. Cornish se rendit de suite à terre, se joignit à Draper et eut avec le gouverneur espagnol une entrevue qui aboutit à une capitulation.

Cette pièce signée du côté espagnol par Don Arzpo de Mande, qui cumulait les fonctions de capitaine général avec celles d'archevêque de Manille, stipulait la remise au roi Georges, jusqu'à la paix, de toutes les îles Philippines dépendant du gouvernement de Manille, et le paiement d'une somme de 4 millions de dollars, comme rançon de la ville et des effets appartenant aux habitants. Le 10, les Anglais en vertu de la capitulation prirent possession du port de Cavite et de toutes ses ressources.

Cornish, dans sa dépêche, insiste sur les difficultés

qu'occasionnèrent aux opérations les vents contraires soufflant du large et le ressac qui rendaient le débarquement fort dangereux. Il se plaint également des attaques incessantes des bandes indiennes, lesquelles, quoique indisciplinées et armées seulement de lances, d'arcs et de flèches, ont gêné et harassé les troupes. La conquête de Manille (1) et de ses dépendances coûta aux Anglais 151 officiers et soldats tués et blessés, sans compter le commodore Tiddyman et quelques matelots noyés.

La prise du galion d'Acapulco compléta le butin et augmenta la part des vainqueurs et surtout de leurs chefs. Ainsi que nous l'avons dit, Manille fut rendu aux Espagnols.

(1) Consulter Journal of proceeding's of H. Mr Troops against Manilla. Record Office.

CHAPITRE II

BELLEISLE

ÉCHEC DE LA PREMIÈRE TENTATIVE DE DÉBARQUEMENT DES ANGLAIS. — SIÈGE DU PALAIS. — CAPITULATION DE LA GARNISON.

Les pourparlers pacifiques du printemps et de l'été de 1761 n'avaient pas empêché la poursuite active des hostilités sur le continent européen. Parmi les incidents de guerre qui se produisirent, l'expédition contre l'île de Belleisle mérite une mention spéciale que justifie plutôt sa répercussion fâcheuse sur les négociations pendantes que son importance militaire. Le 29 mars, deux jours avant la remise à Pitt des pièces relatives aux ouvertures de paix faites par Choiseul, un corps expéditionnaire anglais mit à la voile de Spithead. Après de longues hésitations, le cabinet anglais sous l'inspiration de Pitt avait repris le projet d'une expédition étudiée au cours de l'automne de 1760 ; 12 bataillons d'infanterie, quelques pelotons de dragons et un train de siège considérable avaient été embarqués sur de nombreux transports convoyés par l'escadre du commodore Keppel; les troupes étaient commandées par le général Hodgson. Le 7 avril, au point du jour, la flotte anglaise, forte de 115 bâtiments dont 10 vaisseaux de ligne et 2 frégates, était en vue de Belleisle.

Pour la description des fortifications et pour la relation des opérations militaires, nous ne pouvons mieux faire

que de puiser dans le mémoire d'un officier français qui s'est fait l'historien consciencieux de l'entreprise britannique. Située à 10 lieues de Port-Louis et à 4 lieues de Quiberon, l'île de Belleisle couvre une superficie de 128 kilomètres carrés ; elle possède deux ports : Sauzon et le Palais, tous deux sur la côte qui fait face au Morbihan. En 1761 la seule fortification permanente était la citadelle du Palais, reconstruite par Vauban et munie (1) de « quatre bastions irréguliers avec enveloppe, chemin couvert, demi-lunes et cavaliers, fossés larges et profonds taillés verticalement dans le roc, beaux remparts dont la ligne imposante pouvait mettre en batterie 80 à 100 bouches à feu ». En 1747, les points les plus exposés du rivage, et notamment la plage du Grand-Sable, avaient été protégés par des redoutes et par des ouvrages en terres. Pour la défense, le gouverneur de Sainte-Croix disposait de 3 bataillons réguliers, d'un de milice, d'une centaine d'artilleurs et de quelques centaines de gardes-côtes moitié canonniers, moitié fusiliers. Le personnel officier des armes savantes était représenté par 4 artilleurs et par 3 ingénieurs, sur lesquels deux rejoignirent après le début des opérations.

Aussitôt arrivés en vue de l'île, le 7 avril, le général Hodgson et le commodore Keppel (2) reconnurent la côte, ils se mirent d'accord pour essayer un débarquement à Andra, près de la pointe de Locmaria ; à l'effet de détourner l'attention des Français, une démonstration serait effectuée dans les abords de Sauzon. La journée se passa en manœuvres et en préparatifs pour la mise à terre des troupes, quelques coups de canon furent échangés avec les batteries de Sauzon.

(1) Le Cauchois Feraud, lieutenant au 7e de ligne. Mémoire manuscrit sur le siège de Belleisle. 1841. Archives de la Guerre

(2) Hodgson à Pitt, 12 avril 1761. Keppel à Clevland, 13 avril 1761. Record Office. — Relation de Sainte-Croix. Archives de la Guerre.

Le 8 de très bonne heure, les chaloupes et bateaux plats furent assemblés ; 3 vaisseaux de la flotte avec quelques bâtiments de type inférieur doublèrent la pointe de Locmaria et gagnèrent la baie du Sable où le débarquement devait se faire. Le petit fort qui défendait la plage fut bientôt réduit au silence et aussitôt, sur un signal du bord, les embarcations firent force de rames vers la terre. Les Français étaient prêts à recevoir l'attaque. Dès le matin, Sainte-Croix avait acquis la conviction que l'objectif anglais était le port Andra au delà et à l'est de la pointe Locmaria ; il y porta aussitôt le gros de ses forces. Voici en quels termes le mémoire déjà cité décrit l'action : « A droite et à gauche de l'ouverture du port Andra, lorsque la mer est haute, elle bat aux pieds de rochers très élevés et très escarpés, surtout vers la gauche, mais au moment de la basse mer, le rivage offre une plage de sable assez étendue ; c'est ce point que les Anglais avaient choisi pour débarquer. Vers deux heures, 36 bateaux plats portant chacun au moins 100 hommes s'avancèrent en 3 divisions ; les deux premières de neuf, et la troisième de dix-huit. Aussitôt (le régiment de) Bigorre se porta du côté de Magouric et s'y mit en bataille sur la hauteur, la droite appuyée au village de Kernodis, tandis que la gauche était un peu en avant de la chapelle Sainte-Foy ; neuf compagnies du régiment de Nice se rapprochèrent de Port-Andra.

« Les troupes qui montaient la première division de la flottille ennemie mirent pied à terre, les unes à droite, les autres à gauche ; le plus grand nombre au centre. Le régiment de Bigorre était descendu dans l'anse gauche du port Andra pour mieux observer leurs mouvements ; on s'aperçut qu'un des bateaux avait abordé sur la droite de Locmaria, dans un escarpement où l'on ne pouvait guère s'attendre à être attaqué, et que cent grenadiers anglais, après avoir gravi des rochers jugés inacessibles, s'étaient déjà formés sur la hauteur. Les deux capitaines Dumont et Grau,

qui commandaient les piquets de Bigorre plus rapprochés, se portèrent spontanément à leur rencontre, essuyèrent leur feu, les chargèrent à la baïonnette et les culbutèrent en peu d'instants; tous furent tués ou blessés, à l'exception de cinq que l'on vit fuir et regagner les bateaux. Dumont fut tué et Grau blessé. Sur la droite, la descente fut aperçue par un capitaine de Nice qui attaqua brusquement l'ennemi avec trois compagnies de son régiment, et après l'avoir repoussé, se porta derrière un retranchement d'où il découvrait les Anglais et pouvait faire sur eux un feu soutenu.

« Au centre, Bigorre, cinq compagnies de Nice et les gardes-côtes, secondés par le feu de la droite, chargèrent les ennemis avec tant de vigueur qu'ils furent dispersés avant d'être entièrement formés; presque tous furent tués ou pris; fort peu purent se rembarquer; quelques bateaux coulèrent bas; on fit 285 prisonniers, dont 15 officiers, parmi lesquels un lieutenant-colonel et le général major qui commandait cette première division; on estime que les Anglais perdirent environ 800 hommes tant tués que noyés. » Le récit anglais (1) évalue la perte à environ 500 hommes. D'après le rapport de Sainte-Croix (2) les Français ne perdirent que 2 officiers, 16 soldats tués et 7 officiers et 69 soldats blessés.

La démonstration sur Sauzon, entreprise avec une partie de la flotte et 3 bataillons, fut contrariée par l'état de la mer et ne semble pas avoir détourné l'attention des Français.

Des incidents du 8 avril, le général Hodgson et le commodore Keppel (3) donnèrent une relation qui ne diffère guère de celle que nous venons de reproduire. Le commodore, dont la dépêche est postérieure de 5 jours à

(1) Annual Register, 1761, p. 16.
(2) Sainte-Croix. Relation de la descente du 8 avril. Archives de la Guerre.
(3) Hodgson à Pitt, 12 avril 1761, au large de Belleisle. Record Office.

l'affaire, se montre découragé. « Une tempête, survenue très vite après notre retraite, a causé tant de dommages en fait de pertes d'ancres et de bateaux plats que cela prend beaucoup de temps pour se préparer au parti futur que l'on estimera praticable. La capture de 22 bateaux plats diminuera nos moyens d'action et les rendra inférieurs à ceux qui ont servi pour la première tentative. » D'après Hodgson, « toute l'île est une fortification et où le peu que la nature n'a pas contribué à cet état de choses a été largement suppléé par l'art, l'ennemi y ayant travaillé sans relâche depuis la visite de Sir E. Hawke au cours de l'hiver dernier ».

Pendant plus de 15 jours, l'état de la mer empêcha tout nouvel essai de prendre pied sur l'île. Le duc d'Aiguillon (1), qui commandait les troupes de Bretagne, mit ce répit à profit pour faire passer des secours; malgré le blocus, quelques officiers d'artillerie et du génie et un détachement de 50 canonniers gardes-côtes originaires de Belleisle réussirent à regagner leurs postes. Sainte-Croix fit de son mieux pour tromper l'ennemi sur le nombre et la composition des défenseurs de l'île; il fit promener sur la côte 50 volontaires du régiment de Nice en vestes rouges montés sur les chevaux du pays. Ses efforts furent admirablement secondés par toute la population, y compris l'élément féminin. « Les femmes de l'Isle demandèrent en grâce de faire le même simulacre pour n'être point absolument inutiles et formèrent un escadron toutes vêtues avec des casaquins rouges. Celles qui n'avaient point de chevaux montèrent sur des vaches et firent nombre du côté opposé à la mer. D'autres se chargèrent de faire les patrouilles dans les lieux les plus escarpés. Tout le monde veut être employé dans l'Isle, et on est obligé de mettre des sentinelles à la porte des fours pour empêcher les

(1) Aiguillon à Choiseul, Quiberon, 21 avril 1761. Archives de la Guerre.

boulangers de prendre les armes et de se porter sur la côte. »

Des renforts étaient parvenus aux Anglais. Le 22 avril, favorisés par le calme plat et par une brume épaisse (1), plusieurs de leurs vaisseaux s'embossèrent à courte distance du rivage devant le port Andra et à hauteur d'Arzic et de Locmaria, de manière à balayer de leur feu les batteries et les retranchements des Français. Protégé par le canon de l'escadre, le débarquement se fit à 2 heures de l'après-midi sur plusieurs points de la plage et de préférence aux endroits les moins accessibles et partant les moins surveillés. C'est ainsi qu'un détachement anglais, conduit par le général Lambert, accosta à la pointe même de Kerdonis, grimpa le rocher par un sentier où deux hommes avaient de la peine à passer de front, et se forma en haut derrière un mur de pierres, sans que les défenseurs eussent eu connaissance de la manœuvre. Il y eut des rencontres partielles et des succès alternatifs, mais en fin de compte, les soldats britanniques s'établirent solidement sur le haut des rochers et résistèrent à tous les efforts pour les débusquer. Keppel (2) attribue ce succès au choix d'un endroit où l'ascension des rochers était tout juste praticable et où l'ennemi, rassuré par la nature des lieux, n'était pas préparé à l'attaque.

Force fut à Sainte-Croix, qui avait chargé bravement trois fois à la tête de ses troupes, de commander la retraite sur le Palais. Elle se fit avec beaucoup de précipitation; on encloua quelques canons, on en jeta d'autres à la mer, on noya les poudres des petits magasins. A neuf heures du soir la garnison était rassemblée aux environs de la ville du Palais; elle avait subi, d'après les documents officiels, une perte de 163 tués et blessés; celle des Anglais avait été peu importante. Les jours suivants furent employés à la mise à terre du reste du corps expédition-

(1) Lettre d'un officier anglais du 23 avril. Bibliothèque de Quimper.
(2) Keppel à Clevland, 23 avril 1761. Record Office.

naire; l'opération traîna en longueur par suite du gros temps qui occasionna une nouvelle perte de matériel; aussi les assiégés eurent-ils le loisir de pousser activement la construction de redoutes destinées à couvrir les abords de la citadelle du Palais. Trois de ces ouvrages étaient établis en avant de la ville, séparée de la citadelle par un bras de mer qui sert de port; les trois autres s'élevaient de l'autre côté du port, mais un seul de ceux-ci put être mis en état. Tandis que, sur les indications de l'ingénieur Dubouchet, les Français travaillaient aux redoutes, les assiégeants commençaient les premiers travaux d'approche. Grâce aux renforts de 3 bataillons reçus depuis le premier débarquement, le corps anglais allait compter 15 bataillons présentant un effectif de 10.000 fantassins, 700 artilleurs ou « marines » servant comme tels et un peu plus de 200 dragons.

Dans la nuit du 2 au 3 mai, les assiégés durent évacuer le hameau de Bordillia à 200 toises des maisons du Palais; la nuit suivante, ils cherchèrent à le reprendre. La sortie s'effectua dans la direction de la Garigue; on bouleversa les retranchements ennemis et on fit environ 60 prisonniers, parmi lesquels le général Crawford et ses officiers d'ordonnance, mais on ne put se maintenir à Bordillia et on ne gagna pas un pouce de terrain. Le 8 mai, l'ennemi s'empara du hameau de Hallan voisin de la mer et de deux redans. A l'effet d'activer l'armement des batteries, le commodore Keppel prêta au corps expéditionnaire 800 « marines » dont le nombre fut bientôt porté à 1.200.

Le 13 mai, l'assiégeant remporta un succès important; pour ne pas trop exposer les soldats qui formaient la garnison des redoutes, et qui souffraient beaucoup des bombes tirées contre elles pendant le jour, Sainte-Croix (1)

(1) Mémoire du chevalier de Ste-Croix, 13 juin 1761. Arch. de la Guerre.

« avait consenti à ne laisser que 50 hommes dans chaque redoute et que du second piquet l'on mettrait 20 hommes dans le redan ; le reste se retirerait à 4 1/2 heures avec le capitaine auprès de la maison ou muraille du Palais, la plus voisine, qui n'en était pas à 100 pas, avec ordre de rentrer dans la redoute au premier mouvement des ennemis ou au premier coup de fusil que l'on entendrait tirer ». Les capitaines ne devaient retirer « ces 30 hommes que par parcelles de 3 à 4 hommes pour que les ennemis ne s'en aperçussent pas ». Cette manœuvre, mal exécutée par l'un des commandants, attira l'attention des assiégeants qui attaquèrent la redoute n° 1; « reçus de façon à les rebuter par le capitaine de Guienne qui vint soutenir son camarade à la tête de ses 30 hommes, les Anglais se portèrent sur la redoute n° 2 dont ils se rendirent maîtres sans tirer un coup de fusil, grâce à la mauvaise conduite de deux officiers (1), dont l'un abandonna l'ouvrage sans résistance, dont l'autre n'essaya pas de rejoindre son poste ». Cet incident entraîna la perte de la redoute n° 1 dont l'assiégeant, soutenu par les troupes de tranchée, s'empara après une vive résistance. Force fut d'abandonner les autres ouvrages extérieurs et de s'enfermer dans la citadelle.

A partir de la prise des redoutes, les opérations du siège furent menées avec activité; la seconde parallèle fut ouverte le 15 tandis que le feu des batteries de mortiers et d'obusiers provoquait dans la place de nombreux incendies dans les magasins non blindés et infligeait des pertes sérieuses à la garnison. « Le 19 (2) les ennemis continuèrent leur feu; ils travaillèrent à perfectionner leurs différentes batteries, débouchèrent en plein jour de leur communication près du redan placé entre les redoutes n[os] 2 et 3 et gagnèrent par deux zig-zags la croix de mis-

(1) Ces deux officiers passèrent au conseil de guerre.
(2) Mémoire Le Cauchois.

sion; il y avait au pied de cette croix un petit espace fermé par un mur circulaire; ils voulurent partir de ce point, mais l'artillerie de la place leur fit encore abandonner ce travail. Ils dégorgèrent des embrasures à la batterie placée en avant de la redoute n° 1, mais le feu des Français empêcha l'établissement des canons qu'ils auraient voulu y amener et fit retirer des obusiers qu'ils avaient près de la redoute n° 5. Les assiégés durent entasser les bois dans les fossés de la place pour éviter un incendie général.

« Le 20, on compta facilement les onze embrasures que les ennemis avaient dégorgées à la batterie en avant de la redoute n° 1. L'artillerie du bastion du gouvernement ainsi que celle du cavalier incommoda beaucoup cette batterie et en interrompit les travaux. Les autres batteries de la place dirigèrent leur feu sur tous les points où l'ennemi en établissait de nouvelles; mais déjà les lumières des canons des assiégés s'élargissaient sensiblement; ils durent changer de place les deux mortiers du donjon dont la position n'était plus tenable. »

Les Anglais avaient concentré leur attaque sur le bastion du Dauphin et le cavalier intérieur qui faisaient face au bourg du Palais; quoique l'artillerie de la place eût démonté plusieurs de leurs pièces, ils commencèrent à faire brèche; d'autre part la batterie du cavalier dut cesser son tir, soit par suite de la démolition des merlons, soit par l'usure des canons. Le 30, une démarche fut faite auprès du gouverneur par des officiers supérieurs qui l'engagèrent à songer à une capitulation qu'il serait imprudent de trop retarder. Ste-Croix reçut assez mal ces représentations qu'il trouvait prématurées; il répondit que les brèches n'étaient pas encore praticables et qu'il assemblerait le conseil de guerre quand il en serait temps. Le lendemain, une explosion accidentelle d'artifices sous la voûte du donjon fit 40 victimes dans la garnison déjà

fort éprouvée. Du 31 mai au 6 juin, le feu continua sans interruption, l'assiégeant ouvrant de nouvelles batteries et élargissant les brèches, tandis que les assiégés profitaient de la nuit pour déblayer les terres tombées et pour remplacer les pièces hors d'usage; le 4 juin, le mineur fut attaché au bas de l'escarpe; enfin, le 6, Ste-Croix se décida à réunir le conseil de guerre. Dubouchet fit l'exposé de la situation : « deux brèches de l'enveloppe étaient praticables; deux autres dans le corps de la place fort avancées; l'une surtout auprès de l'angle du flanc avait 15 pieds de profondeur et 60 pieds de largeur; le parapet était en quelque sorte suspendu en l'air ». Le conseil de guerre se prononça à l'unanimité pour la reddition. Ste-Croix communiqua aussitôt et fit approuver les conditions préparées, mais voulant néanmoins attendre au lendemain, il prit ses mesures pour soutenir l'assaut.

« Pendant la nuit (1), on continua le retranchement sur le rempart et on en fit un second en arrière; on garnit d'abattis le fond du fossé en avant de la canonnière qui couvrait la poterne la plus rapprochée de l'attaque. A une heure du matin, l'ennemi battait le fond du fossé et l'enveloppe vis-à-vis la face droite du bastion Dauphin avec une nouvelle batterie de quatre pièces de canon établie au-dessus du jardin Aubert. Les tranchées et les maisons crénelées faisaient en même temps un grand feu de mousqueterie et les Anglais lançaient une immense quantité de bombes, d'obus et de pots à feu. A la faveur de ce feu soutenu, ils vinrent à la brèche de l'enveloppe, on les découvrit au nombre d'environ 60 à 80; mais ils furent reçus si vivement du haut de la brèche que, voyant les assiégés en force, ils prirent le parti de se retirer après avoir attaché le mineur près de la brèche dans un

(1) Mémoire Le Cauchois.

endroit qui ne pouvait être vu de la place. Dans cette attaque qui dura près d'une heure, les assiégeants eurent une quinzaine d'hommes tués ou blessés.

« Le 7, au point du jour, les trois pièces du cavalier qui avaient été remises en état pendant la nuit recommencèrent à tirer et appelèrent l'attention de l'ennemi qui, malgré cela, faisait de grands progrès au bastion du gouvernement dans lequel était l'hôpital. M. de Ste-Croix se détermina alors à faire battre la chamade. A 9 heures du matin, le drapeau parlementaire fut arboré. »

En dépit de quelques défaillances de détail à l'occasion de la prise des redoutes, la défense fut énergique et fait honneur au gouverneur. Les Anglais lui rendirent pleine justice : « Quand la brèche fut faite, — écrit un officier du corps expéditionnaire (1), — le gouverneur ne manqua pas de tâcher de la réparer, mais comme nous étions trop vifs, nous l'empêchâmes, et le 23, elle était assez grande pour qu'une voiture ait pu passer. Le gouverneur craignait un assaut; sa bonne défense était admirée de tous nos officiers; il était résolu de ne rendre la place qu'à la dernière extrémité, ce qui lui a fait une éternelle gloire, et une peine d'un loyal et digne gentilhomme. » Il y avait en effet quelque mérite à prolonger une résistance qui ne pouvait aboutir au succès. La présence de la flotte anglaise, maîtresse absolue de la mer, interceptait toute communication avec la terre ferme et interdisait à la garnison tout espoir d'être secourue. Que le siège durât quelques jours, peut-être quelques semaines de plus, il ne pouvait pas moins se terminer autrement que par la prise de la place. Dans des conditions pareilles, il eût été imprudent de compromettre le sort de la garnison en prolongeant une défense qui eût exaspéré l'assiégeant.

(1) Correspondance anglaise. Archives de Quimper.

En vertu de la capitulation, les troupes sous les ordres de Ste-Croix sortirent de la citadelle par la brèche avec les honneurs de la guerre et furent transportées à la côte de Bretagne; les prisonniers faits de part et d'autre furent rendus à la liberté; les Anglais sans restriction, les Français sous la réserve d'un échange éventuel. Les garanties habituelles furent accordées pour le traitement des malades et blessés et pour celui des habitants de l'île.

Les débarquements et le siège coûtèrent (1) au corps expéditionnaire environ 1.800 officiers et soldats tués ou blessés. D'après les calculs du mémoire déjà cité, la perte de la garnison française peut être évaluée à 200 tués et à 450 blessés de tous grades, dont 5 officiers et 204 soldats pendant la dernière période du siège du 26 mai au 7 juin. Au moment de la capitulation elle comptait 137 officiers et 2.319 soldats y compris les ouvriers et domestiques.

Aucun effort ne fut tenté de la côte française pour lever le siège de Belleisle; la présence de l'escadre de Keppel empêchait l'envoi de tout autre secours que ceux dont nous avons parlé avant le second débarquement.

Déduction faite de l'infanterie de marine qui regagna son bord, les troupes anglaises furent maintenues à Belleisle pendant la plus grande partie de l'année. Au cours de l'automne de 1761 et peu de temps après la rupture des négociations avec la cour de St-James, il fut question de tenter le recouvrement de Belleisle, Choiseul en parla à Starhemberg (2) qui lui demanda si l'entreprise offrait de réelles chances de succès. Choiseul fit à l'ambassadeur une réponse caractéristique : « Oui, si je

(1) Annual Register, 1761, p. 17. Le rapport de Hodgson ne donne que 303 tués, 523 blessés et 384 prisonniers, qui recouvrèrent leur liberté après la capitulation.

(2) Starhemberg à Kaunitz, 17 octobre 1761. Archives de Vienne.

trouve un homme qui ait assez de courage pour s'en charger... Je suis presque tenté d'aller faire cette besogne moi-même, mais je n'en ai pas le temps. » Malgré cette boutade, l'expédition ne laissait pas que d'être difficile, tant que les Anglais, maîtres de la mer, pouvaient intercepter les communications entre l'île et la terre ferme, aussi n'est-il pas surprenant que le projet n'eût pas de suites. Rassuré à ce sujet, le gouvernement britannique n'hésita pas à puiser, vers la fin de 1761, dans la garnison des éléments pour l'expédition dirigée contre la Martinique, et quelques mois après, pour la formation de l'armée auxiliaire du Portugal. L'île resta au pouvoir des Anglais jusqu'à la paix.

Choiseul très piqué d'une attaque en pleine négociation, eût voulu exercer des représailles contre l'Angleterre; il conçut l'idée de jeter un détachement de troupes sur la côte britannique. L'aventure, confiée au chevalier d'Arcy, aurait consisté à s'emparer du château de Douvres par un coup de main et à répandre l'alarme le plus loin possible. La flottille, composée de bateaux plats dont chacun pourrait prendre 300 hommes à bord, sortirait des ports de Boulogne et de Dunkerque et profiterait du premier vent favorable pour traverser la Manche. Hérouville, qui commandait sur le littoral du Nord, considérait (1) l'entreprise comme très faisable, mais estimait que les 6.000 hommes qu'on pouvait y affecter, après avoir produit beaucoup d'émotion, verraient leur retraite coupée et seraient perdus.

Cette considération fit probablement ajourner le projet qui fut définitivement abandonné à la suite de l'envoi en Allemagne de 8 régiments prélevés sur l'armée des côtes.

L'expédition contre Belleisle ne fut pas la seule entre-

(1) Hérouville à Choiseul, 2 juin 1761. Archives de la Guerre.

prise maritime que le gouvernement britannique dirigea contre les possessions françaises pendant le cours des négociations pacifiques engagées en 1761 à Londres et à Paris. Conformément aux instructions de Pitt, le commodore Sir James Douglas s'empara d'une des Antilles neutres, l'île de St-Dominique, où les Français avaient créé un établissement et érigé quelques fortifications. Le brigadier Lord Rollo commandait le petit corps composé de troupes empruntées à celles de l'Amérique auxquelles s'était joint un détachement pris à la Guadeloupe, en tout 700 hommes. C'était un grand déploiement de forces contre une île qui n'avait pas de garnison régulière (1) et dont la force armée ne consistait qu'en miliciens fournis par les 200 familles des colons. Rollo, sous la protection des 4 vaisseaux et des frégates de Douglas, débarqua (2) le 6 juin et somma le commandant français de se rendre. Celui-ci refusa sous prétexte de la neutralité de l'île; des coups de fusil furent échangés. Les Anglais aussitôt se portèrent en avant, chassèrent les défenseurs de leurs retranchements, firent prisonniers les officiers français et prirent possession de Roseau, principal centre habité. Le commandant anglais s'y installa et s'employa activement à faire prêter aux quelques habitants le serment de soumission aux autorités anglaises.

(1) Dalrymple à Pitt, Basseterre, Guadeloupe, 5 mai 1761. Record Office.
(2) Rollo à Pitt, Roseau, 8 juin 1761. Record Office.

CHAPITRE III

DÉSIGNATION DES COMMANDEMENTS POUR LA CAMPAGNE DE 1761 EN ALLEMAGNE. — OPÉRATIONS EN WESTPHALIE.

Ainsi qu'on l'a vu, les hostilités en Hesse ne furent pas interrompues pendant l'hiver de 1760-1761 ; l'entreprise tentée par le prince Ferdinand pour le recouvrement du landgraviat s'était terminée par la retraite précipitée des confédérés, et par la levée du siège de Cassel et du blocus de Göttingen. Très éprouvée par les maladies et par des combats malheureux, l'armée du prince avait repassé la Dymel le 31 mars en fort mauvais état et dans l'impossibilité de reprendre les opérations avant d'être reposée et restaurée. Les Français, quoique victorieux, se ressentaient des marches continuelles et des fatigues d'une campagne qui avait duré 10 mois ; obligés par la perte de leurs magasins locaux à ne compter que sur un ravitaillement long et coûteux, ils durent renoncer à réoccuper la Hesse ; ils se contentèrent de relever les garnisons des villes fortifiées et s'empressèrent de gagner leurs quartiers d'hiver. L'épuisement des combattants se traduisit par une trêve virtuelle qui dura jusqu'au mois de juillet.

La fin de la campagne d'hiver coïncida avec la déclaration des alliés et l'ouverture des pourparlers pour la paix particulière entre la France et l'Angleterre. Cepen-

dant, il n'y eut pas d'armistice entre les belligérants ; dès les premières négociations, la proposition de suspension d'armes fut subordonnée à la signature des préliminaires et dépendit par conséquent du sort réservé à la question principale. De part et d'autre au contraire, l'on ne songea qu'à se préparer pour de nouvelles luttes et à pousser le recrutement et la mise en condition des troupes afin d'être en mesure de recommencer les hostilités le plus tôt possible.

Au cours de l'hiver, il avait été décidé, à Versailles, de diviser l'armée française servant en Allemagne en deux commandements. Celui du Bas-Rhin serait donné au maréchal de Soubise, dont les maigres succès de 1758 n'avaient pas fait oublier la désastreuse campagne de 1757 ; celui du Haut-Rhin serait conservé au maréchal de Broglie. Ce dernier, quoique naturellement fort opposé à un arrangement qui, en le mettant aux ordres d'un général plus ancien, le dépossédait du premier rang qu'il remplissait, non sans quelque renommée, depuis un an, s'inclina avec un désintéressement qu'on n'eût pas attendu d'un tempérament aussi ardent. Dans une lettre du 8 avril (1) où il annonce son prochain retour à Francfort pour s'y rencontrer avec Soubise, il écrit à Choiseul que : « S. M. ne « doit pas être inquiète de la manière dont je me condui- « rai », et il l'assure de sa loyauté et de son dévouement. Les deux maréchaux eurent des conférences (2), à la seconde desquelles assistèrent Bourcet et le comte de Broglie. On constata que les informations sur l'état des approvisionnements du Bas-Rhin et des places de la Westphalie faisaient défaut; il serait donc imprudent d'arrêter des dates précises pour le début de la campagne ; cependant, il fut décidé que Soubise ferait exécu-

(1) Broglie à Choiseul, Cassel, 8 avril 1761. Archives de la Guerre.
(2) Mémoire sur les opérations, 20 avril 1761. Archives de la Guerre.

ter à son armée un mouvement graduel au delà du Rhin à partir du 1er mai, de manière à en établir la gauche à Hamm, la droite à la Roer, avec des magasins à Hamm et à Dortmund. Pour le contingent de Broglie, on reconnut la possibilité de subsister au pays de Paderborn et au delà de la Werra « que lorsque la terre pourra fournir des fourrages ». L'offensive générale se trouvait donc fixée aux environs du 20 juin.

Les forces étaient réparties de la manière suivante : A l'armée de Soubise, 112 bataillons, 117 escadrons, un fort contingent de troupes légères et un parc de 90 canons. En évaluant les bataillons à 600 et les escadrons à 150 hommes dans le rang avec l'artillerie et les irréguliers : environ 95.000 combattants. L'agent britannique Cressener (1), qui était à Maestricht, adressa sur les régiments français d'infanterie en marche pour rejoindre, un rapport favorable; il fait l'éloge du physique des hommes et constate que les unités sont presque au complet; par contre il est sévère pour la cavalerie qu'il trouve mal montée. Comme par le passé, le nombre des officiers généraux était hors de toute proportion avec cet effectif ; 22 lieutenants-généraux, 33 maréchaux de camp accompagnaient la troupe; la maison du Roi à elle seule était dotée de 14 maréchaux de camp! Castries remplissait les fonctions de maréchal des logis de l'armée ; il était secondé par Cornillon, major-général de l'infanterie, et par Sarsfield, maréchal des logis de la cavalerie. En outre de ces officiers qui se sont déjà signalés par leurs services, nous relevons des noms connus : Chevert, Dumesnil, Mailly, De la Salle, le prince de Condé, Vogué, Croy, Castella, Saint-Chamond, Segur et Levis — ce dernier, retour du Canada, avait obtenu de Londres l'autorisation de prendre part à la guerre en Allemagne. Parmi

(1) Cressener à Holdernesse, Maestricht, 28 mars 1761. Record Office.

les maréchaux de camp figuraient Cursay, Roquepine, Grollier, Bourcet, Wurmser et Lugeac.

A l'armée de Broglie : 82 bataillons, 79 escadrons, des troupes légères et 60 canons de gros calibre, soit à peu près 65.000 combattants. Parmi les 20 lieutenants-généraux et les 20 maréchaux de camp qui servaient sous ses ordres, nous remarquons les noms de De Muy, Rothe, Guerchy, comte de Lusace, Rougé, de Vault, Maupeou, Stainville, et Poyanne du premier grade; et ceux de Chabo, Blaizel, Clausen, Belsunce et Montchenu du second. Le comte de Broglie conservait sa fonction de maréchal des logis de l'armée et avait comme aides Guibert pour l'infanterie et Lameth pour la cavalerie.

Aussitôt qu'il eut pris le contact avec ses troupes à Dusseldorf, Soubise put se rendre compte que ses réserves formulées à propos des dates fixées pour la mobilisation n'étaient que trop justifiées. A son parc d'artillerie (1), il n'y avait que 39 pièces disponibles, le reste était encore en route; les 32 bataillons qui venaient de faire le trajet de la Hesse ne pouvaient être prêts pour le mois de mai; la brigade irlandaise n'avait que des effectifs bien faibles; seuls, 12 bataillons de l'ancien fonds du Bas-Rhin pourraient camper à l'époque fixée; la cavalerie, à 40 escadrons près, ne serait pas en état avant la fin de mai. Pour comble de malheur, un incendie violent détruisit une grosse provision de fourrages chargée sur des bateaux près de Wesel.

Enfin, on adopta la date du 15 mai pour la réunion de l'armée du Bas-Rhin en trois camps à Dusseldorf, Wesel et vis-à-vis de Rees; elle y ferait un séjour de 15 jours et se mettrait en mouvement vers le 4 juin (2), soit pour entreprendre l'investissement de Munster, soit pour donner la main sur la Lippe à Broglie qui assemblerait ses forces

(1) Soubise à Choiseul, Dusseldorf, 25 avril 1761. Archives de la Guerre.
(2) Projet d'entrée en campagne, 29 avril 1761. Archives de la Guerre.

entre la Fulda et la Werra dans les premiers jours de juin. Ce programme prévoyait une mobilisation relativement rapide, qui ne put être obtenue. Le 12 mai (1) sur 112 bataillons, 45 étaient campés, 38 seraient au bivouac à la date du 25, le reste attendait ses tentes ou arrivait du Haut-Rhin ; la cavalerie, l'artillerie, les troupes légères étaient à peu près au même point. Soubise, qui avait surveillé le passage du Rhin et la formation des camps, annonça à Choiseul (2) que l'armée ne pourrait se mettre en marche que le 3 ou 4 juin. Le 19 mai il écrit à Broglie : « Je me porterai en avant, quand vous me manderez que « vous êtes rassemblé à Cassel ou sur la Werra ; nous « prendrons des époques déterminées sur les points dont « nous serons convenus. »

Pendant la dernière quinzaine de mai, un échange de mémoires eut lieu entre les deux généraux. D'après le projet de Soubise (3), la marche devait être réglée de manière à ce que l'époque « à laquelle M. le maréchal de Broglie pourrait arriver sur quelque point du Weser au-dessous du confluent de la Dymel serait celle à laquelle l'armée du Bas-Rhin pourrait arriver à sa position de Dortmund, si elle débouchait par la rive gauche de la Lippe ou partir de Wesel, si elle s'avançait par la rive droite de cette rivière ». A cette disposition Broglie (4) fit des objections : Que l'armée du Haut-Rhin débouchât de Cassel ou de Göttingen, « il est certain qu'elle trouvera soit sur la Dymel, soit entre Eimbeck et Uslar des corps ennemis destinés à couvrir ces deux parties, et qui y resteront avec d'autant plus de tranquillité que, n'étant point

(1) État général de l'armée du Bas-Rhin, 12 mai 1761. Archives de la Guerre.

(2) Soubise à Choiseul et à Broglie, Dusseldorf, 19 mai 1761. Archives de la Guerre.

(3) Mémoire joint à la lettre de Soubise à Choiseul, 21 mai 1761.

(4) Mémoire de Broglie en réponse à celui de Soubise, 24 mai 1761.

pressés par l'armée du Bas-Rhin, le prince Ferdinand ne sera pas nécessité de rassembler ses troupes pour s'opposer à ses progrès ».

Pour ses premières étapes en Westphalie, l'armée du Bas-Rhin n'a plus à craindre du prince Ferdinand une attaque probable, il y a un mois, alors que celle du Haut-Rhin était encore dans ses quartiers d'hiver, mais « il n'en est pas de même à présent, l'armée du Haut-Rhin va être en état de tout point, et vers le 20 du mois de juin si la terre ne produit pas des subsistances assez abondantes pour des camps stables et à demeure, elle en donnera partout assez pour nourrir l'armée une nuit. D'ailleurs il est impossible de supposer que l'ennemi laissera Paderborn et le pays de Hanovre complètement dégarnis; si l'on tient compte des détachements nécessaires des garnisons et « des malades qui sont en grand nombre, il ne lui sera pas possible de rassembler plus de 70 ou 75.000 hommes ». D'autre part, l'armée du Bas-Rhin « devra s'arrêter au bout de 4 ou 5 marches et séjourner le temps nécessaire pour la construction des fours ». Pendant cette halte forcée, les troupes du Haut-Rhin seraient exposées aux coups de l'ennemi. D'après Broglie, ce n'était pas le moment du départ des points de Dusseldorf et de Wesel qui devrait être combiné avec celui de la marche sur la Dymel ou le Bas-Weser, mais « celui où l'armée du Bas-Rhin, ayant fait, soit à Hamm, soit à Dortmund, ses établissements de farines et de fours, s'ébranlera pour opérer soit sur Munster, soit sur Lippstadt ».

Conformément à ces prémisses, Broglie proposait la date du 10 juin pour le commencement des opérations en Westphalie et celle du 20 pour le rassemblement autour de Cassel de ses propres forces. Il craignait que la simultanéité du départ des deux armées n'entraînât des retards qui reporteraient au 15 juillet l'ouverture des hostilités décisives et donnait des appréciations fort sages sur

l'inconvénient de la dualité de commandement : « Mais ce qui en consommera encore bien davantage, c'est l'envoi réciproque de mémoires entre les deux généraux, les réponses, les réponses aux réponses par lesquelles on se persuade rarement, soit parce qu'étant dans des points de vue différents on voit différemment les objets, soit parce que l'intérêt plus grand qu'on prend même sans s'en apercevoir à la partie dont on est chargé, aveugle. Il en résulte que la campagne se passe sans convenir de rien, que les moments se perdent et qu'on laisse échapper les occasions les plus importantes et les plus décisives. Le seul remède à ce mal, dont les conséquences peuvent être si funestes, c'est qu'il n'y ait qu'un général qui ne se concerte point, mais qui ordonne. M. le maréchal de Soubise est l'ancien, le Roi l'a choisi pour commander l'armée la plus considérable, il est tout simple qu'il soit chargé du total, qu'il forme ses projets et envoie ses ordres à M. le maréchal de Broglie qui les exécutera avec plus d'exactitude qu'aucun de ses autres officiers généraux. Dans cet arrangement, M. le maréchal de Soubise trouvera de bien grands avantages : unité dans ses projets, secret et célérité dans l'exécution et M. le maréchal de Broglie y rencontrera la satisfaction de donner au Roi une preuve non équivoque de son zèle pour le succès de ses armes. »

Aussitôt le mémoire de Broglie reçu, Soubise lui écrit (1) qu'il est d'accord sur les dates : « Ainsi, monsieur le Maréchal, si vous pouvez dès le 20 donner de l'inquiétude aux ennemis, je me mettrai en mouvement le 10. Le prince Ferdinand rassemblera son armée. Le calcul que vous faites de 70 à 75.000 hommes me paraît juste en diminuant les garnisons et les détachements qu'il sera obligé de faire. Je me trouverai en égalité vis-à-vis de lui, et par conséquent je ne craindrai point de hasarder

(1) Soubise à Broglie, Dusseldorf, 28 mai 1761. Archives de la Guerre.

les manœuvres qui vous mettront à portée de passer la Dymel, et de faire des opérations assez décisives pour obliger le prince Ferdinand à regagner le Weser et même à repasser cette rivière. » Aux observations d'ordre général de son collègue Soubise répond en excellents termes :

« Notre correspondance sera suivie, et nous la rendrons le plus prompte qu'il sera possible. Je suis accoutumé à écouter vos conseils et à profiter de vos lumières et de vos talents. Nous marcherons d'un pas égal. Notre bonne volonté et notre zèle pour le succès des armes du Roi nous serviront de guides, et notre union en imposera aux ennemis. » L'accord ainsi scellé fut confirmé par une dépêche de Choiseul (1) qui s'efforçait de définir et de préciser le rôle de chaque général : « L'objet du Roi pour la campagne prochaine, monsieur le Maréchal, est que ses deux armées oprèent de façon : 1° que la Westphalie soit délivrée et les places de Munster et de Lippstadt occupées par les troupes du Roi ; 2° que l'une des armées de S. M. puisse faire un établissement solide sur le Weser et qu'en conséquence l'on s'empare de la place de Hameln. Ces deux points doivent être les seuls buts des opérations des armées du Roi ; S. M. entend cependant que lesdites armées soient indépendantes absolument l'une de l'autre et ne coopèrent que par diversion (la plus éloignée étant la meilleure) à leurs opérations réciproques. D'après ce principe, il est naturel de compter que l'armée du Bas-Rhin travaillera à la délivrance de la Westphalie et sera chargée des sièges de Lippstadt et de Munster ; M. le maréchal de Soubise mande au Roi qu'il rassemblera son armée le 10 de ce mois, il y a lieu de présumer que ce général se portera étant rassemblé jusqu'à Hamm ; l'on observera de cette position celle que prendront les ennemis. » C'est à ce moment, « et d'après le rapport de ses généraux

(1) Choiseul à Soubise et à Broglie, Marly, 7 juin 1761. Archives de la Guerre.

que S. M. leur enverra des ordres pour leurs opérations ultérieures, il a paru superflu au Roi d'entrer dès à présent dans des détails qui dépendent des événements futurs ».

Soulignons en passant la différence entre le système de Choiseul et celui de son prédécesseur Belleisle. Ce dernier, tout en se réservant le droit de critiquer les actes du général, lui laisse carte blanche pour le détail des opérations et se refuse à lui donner les ordres que celui-ci sollicite; Choiseul, au contraire, limite le programme et annonce l'intention de se prononcer à un moment donné sur les propositions qui lui viendront de l'armée. Cette intervention de l'autorité royale s'expliquait par la nécessité de trancher les conflits que pourrait soulever le double commandement, mais en restreignant en présence de l'ennemi l'initiative des généraux, elle ne pouvait que nuire au succès de leurs opérations. En attendant, les premiers mouvements des deux armées allaient s'accomplir dans les lignes du plan concerté; les difficultés n'apparaîtront qu'après l'exécution de la partie préliminaire du programme.

Le 10 juin, Soubise se rendit à Wesel où s'était concentré le principal noyau de ses troupes; le 13, commença la marche en avant par la rive gauche de la Lippe. Le maréchal avait adopté cette direction après bien des hésitations: « J'y suis principalement décidé, mande-t-il (1) à Broglie, par l'époque que vous indiquez, vers le 20 juin pour assembler votre armée en Hesse. » Le 14, le quartier général était à Essen; on n'avait rencontré d'autre obstacle que l'état des chemins, les plus mauvais de l'Allemagne, ruinés par des averses diluviennes. « Plusieurs canons de régiment, écrit Soubise (2), sont embourbés, les équipages restés derrière, il me paraît impossible de ne pas séjourner demain..... Je marcherai après-demain 16 à Bochum, le 17

(1) Soubise à Broglie, Dusseldorf, 7 juin 1761. Archives de la Guerre.
(2) Soubise à Broglie, Essen, 14 juin 1761. Archives de la Guerre.

à Dortmund, et je ne perds pas de temps pour arriver à Soest le 22 ou 23 ; j'imagine que je ne serai pas trompé dans ce calcul et je crois que vous pouvez y compter. » Les pluies continuelles et la fatigue des hommes compromirent la justesse de ces calculs. Le 18, l'armée n'avait pas dépassé Malten entre Dortmund et Unna; elle aurait besoin d'un séjour de 2 ou 3 jours pour se refaire et n'atteindrait Unna que le 23, Werl le 26, enfin Soest le 28, jour que Broglie avait indiqué pour le passage de la Dymel. « Au reste, Monsieur, écrit Soubise(1), vous voyez que je ne me suis point écarté du plan proposé depuis le commencement de la campagne et je remplis jusqu'ici les intentions de la Cour en m'avançant jusqu'à Hamm ou Soest; nous saurons incessamment à quoi nous en tenir sur le parti que prendront les ennemis. L'armée sera rassemblée ce soir en totalité, elle campe en ordre de bataille. J'ai formé une avant-garde pour M. le Prince de Condé, composée de 3 brigades de cavalerie, 3 d'infanterie, les dragons et les troupes légères, M. de Voyer commandant sous lui. M. d'Apchon occupe Dortmund et pousse des détachements en avant sur Unna et Lünen. M. de Conflans est à Soest avec sa troupe, on assure que le prince héréditaire est arrivé hier à Hamm. Les ennemis ont levé les planches du pont de Lünen et leurs troupes légères paraissent en assez grand nombre sur la rive droite de la Lippe. La pluie continue à nous désoler. » De son côté, Broglie avait annoncé son départ de Francfort pour le 18 et pour le 19 son arrivée à Cassel où toute l'armée du Haut-Rhin serait concentrée le 25.

Que ferait-on une fois la Dymel franchie? Les deux armées opéreraient-elles leur jonction ou, restant séparées, s'aideraient-elles au moyen de diversions plus ou moins excentriques? Broglie posa la question (2) en priant son

(1) Soubise à Broglie, Malten, 18 juin 1761. Archives de la Guerre.
(2) Broglie à Soubise, Francfort, 16 juin 1761. Archives de la Guerre.

collègue plus ancien de la résoudre. Il y eut échange de lettres et de mémoires à la suite desquels on se mit d'accord pour un mouvement combiné contre le prince Ferdinand. La principale raison invoquée par Broglie (1) pour le rapprochement des deux armées était la difficulté et la lenteur des correspondances, surtout s'il fallait en référer à Versailles : « Il faut 7 jours pour qu'une lettre vous arrive par la poste, autant pour le retour, un jour au moins pour répondre, cela fait 16 jours et ainsi on ne peut avoir de réponse que deux fois par mois. »

Le 23 juin eut lieu le premier combat de la campagne; il fut heureux pour les armes françaises. Soubise fit enlever les ponts de Lünen et de Kamen et la ville d'Unna; le principal engagement se passa à Lünen où Turpin, attaquant à la pointe du jour avec ses troupes légères, surprit la garnison composée de deux bataillons de la légion britannique et de chasseurs hessois et la chassa de la ville avec perte de 2 canons et de 2 à 300 hommes, la plupart prisonniers. L'entreprise contre Kamen réussit également, mais celle d'Unna fut repoussée. La ville fut cependant évacuée et Soubise put s'y installer le 24; il y reçut un officier de l'état-major de Broglie, M. de Berghe, qui fut renvoyé à son général et chargé de lui confirmer l'intention d'occuper Soest le 28.

Cet espoir ne se réalisa pas; jusqu'alors, Soubise n'avait eu à surmonter que les difficultés de la voirie westphalienne; il allait se heurter à l'homme de guerre qui tenait en échec les Français depuis quatre ans. D'Unna, il informe Choiseul et Broglie de la présence de Ferdinand à Soest : « Que je marche demain, écrit-il (2) au ministre, sur Werl, ou que je reste ici, selon toute apparence, le prince Ferdinand me barrera le passage de Soest et je le trouverai dans une position inattaquable ou du moins très

(1) Broglie à Choiseul, Cassel, 22 juin 1761. Archives de la Guerre.
(2) Soubise à Choiseul, Unna, 25 juin 1761. Archives de la Guerre.

avantageuse. En ce cas, je me tiendrai à portée de profiter de l'effet que produiront les diversions de M. le maréchal de Broglie. Je vais lui envoyer un courrier, pour lui faire part des obstacles que je rencontre. » Soubise donne les mêmes informations à Broglie (1); il a évidemment devant lui toutes les forces des confédérés à l'exception de ce qui est resté sur la Dymel. Il laisse à son collègue l'initiative des manœuvres nécessaires pour lui frayer la route. Deux jours après, l'armée n'a pas bougé d'Unna; nouvelle dépêche à Broglie (2) datée du 28, à 4 heures du soir : « Les ennemis se sont portés sur Werle, leur gauche se perd sur les hauteurs en tirant vers Soest; s'ils ont décidé de nous attaquer, ce sera selon toute apparence pour demain. Nous sommes préparés à les recevoir. » Ce même 28, Broglie, qui avait commencé son mouvement, expédiait (3) à Choiseul deux rapports : le premier, daté de 4 heures du matin, annonçait qu'il avait reçu de Soubise une lettre par laquelle « il semble qu'on ne doit pas beaucoup compter qu'il marche en avant. Je vais joindre l'armée qui est en marche et la ferai camper ce soir à Brunne; je reconnaîtrai par moi-même les camps des ennemis sur la Dymel et me conduirai ensuite suivant ce que je verrai et croirai possible ». Le second relatait l'étape de la journée, parlait des cas d'insolation qui s'étaient produits et donnait quelques détails : Poyanne s'était emparé des défilés d'Essenstho et de Stadtberg presque sans résistance; Lusace était campé à Hohenkirch, Chabo avait escarmouché près de Liebenau; Guerchy était à Wolfhagen; demain le gros de l'armée continuerait son offensive et passerait la Dymel.

Pendant ces premières opérations, quelle avait été l'action du prince Ferdinand et de ses lieutenants? Les mois d'avril et de mai furent consacrés au recrutement et à la

(1) Soubise à Broglie, Unna, 26 juin 1761.
(2) Soubise à Broglie, Unna, 28 juin 1761, 4 h. p. m. Archives de la Guerre.
(3) Broglie à Choiseul, Cassel et Brunne, 28 juin 1761. Archives de la Guerre.

mise en état des régiments, fort délabrés à la suite de la retraite désastreuse qui avait remené l'armée confédérée des bords du Kinzig à ceux de la Dymel. Les Brunswickois allèrent se refaire dans leur pays; le contingent hessois se reconstitua par la fusion des bataillons de forteresse avec ceux de l'active; les Hanovriens et les Anglais reçurent des recrues en nombre considérable; le service du commissariat bénéficia de réformes importantes. Bref, grâce à ses efforts énergiques bien secondés, le prince se trouvait à la tête de forces imposantes et prêtes à entrer en campagne. L'état du 1er juin (1) sur un ensemble de plus de 91.000 hommes, présents sous les drapeaux, faisait ressortir un effectif de 78.823 combattants, dont 18.000 Anglais, 28.000 Hanovriens, 7.000 Brunswickois, 16.200 Hessois et 8.500 hommes de troupes légères de toutes nationalités; l'infanterie et la cavalerie régulières étaient réparties en 94 bataillons et 82 escadrons, soit à peu près 600 fantassins et 170 cavaliers par unité. Le nombre des malades, tant aux ambulances qu'aux hôpitaux, était considérable; il se montait à 12.457 et, à en juger par les 1.266 décès qui s'étaient produits au cours du mois de mai, l'état sanitaire laissait beaucoup à désirer.

Quinze jours ne s'étaient pas écoulés depuis la fin de la campagne du printemps que Ferdinand formulait ses projets d'opérations. Dans une dépêche à Bute, il définit (2) avec netteté l'objectif à atteindre : « Nous n'avons que trois points fixés qui peuvent arrêter l'ennemi; savoir, Munster, Lippstadt et Hameln. Tous nos efforts doivent être dirigés pour soutenir ces trois places, dont les deux premières entretiennent la communication avec la Hollande et l'Angleterre, et couvrent le bas Weser; c'est la source de nos subsistances; la dernière, savoir Hameln, couvre le haut Weser, l'électorat d'Hanovre, et le duché de Brunswick.

(1) État de l'armée, Neuhaus, 1er juin 1761. Westphalen, V, p. 356.
(2) Ferdinand à Bute, Neuhaus, 13 avril 1761. Record Office.

Il s'agit de savoir s'il faut s'attacher, avec le gros de l'armée, au soutien de la forteresse de Hameln, et ne laisser qu'un corps de troupes en Westphalie pour soutenir Lippstadt et Munster; ou s'il faut s'attacher, avec le gros, au soutien de ces deux places, et ne couvrir qu'avec un corps de troupes le point de Hameln; et c'est sur cela que je prie Votre Excellence de me faire savoir les intentions de Sa Majesté. Dans le premier cas, la Westphalie et le bas Weser ne pourront, probablement, être soutenus que peu de temps, et toute l'armée sera forcée de passer le Weser, d'abandonner cette rivière à l'ennemi, et de se retirer dans l'intérieur du pays, sur les villes d'Hanovre et de Brunswick, où il faudra établir dès à présent de gros magasins; ce qui sera très difficile. Si, au contraire, le gros de l'armée reste en Westphalie, à portée des forteresses de Munster et de Lippstadt, le pays de Hanovre et celui de Brunswick seront exposés, et Hameln même courra risque d'être assiégé et d'être pris. Quant à moi, je suis d'opinion d'établir un corps de 20.000 hommes aux environs de Munster, et de tenir le reste de l'armée dans l'évêché de Paderborn sur la Dymel et un médiocre détachement dans le Sollingen sur le haut Weser; par cette position, je suis en état d'aller joindre ou avec le tout, ou avec une partie, le corps de Munster, afin de combattre le prince de Soubise s'il voulait attaquer Munster ou Lippstadt, et de revenir ensuite sur mes pas, pour faire face de nouveau au maréchal de Broglie. Une telle opération est sujette à mille inconvénients, et est souvent impossible, mais elle paraît être le seul parti à prendre, dans cette disproportion de forces où nous sommes. La position de la Dymel est très forte, et peut arrêter l'ennemi; si je la quitte, je perds l'avantage de faire la navette avec l'armée. D'ailleurs, si M. Broglie voulût, malgré la perte de ses magasins, avancer le long de la Leine, j'aurais l'avantage de marcher sur ses communications, aussi longtemps que je suis maître de la Dymel,

ce qui l'empêcherait absolument, comme je pense, de pénétrer avec le gros de ses troupes dans le pays de Hanovre, quoique à la vérité je ne pourrais l'empêcher d'y pousser de gros détachements. »

Très naturellement, à la question posée, Bute répondit que le roi Georges s'en rapportait à son général. Le 28 mai, Ferdinand (1) revient sur les craintes exprimées : « Il ne faut pas douter que le dessein des Français ne soit celui de faire les sièges de Munster et de Lippstadt ; s'ils les prennent, ils sont maîtres des évêchés et des élections (2). » Conformément à la tactique qu'il avait annoncée, le prince avait confié la garde de la Dymel à Spörcken avec 15 bataillons et 16 escadrons et porté le prince héréditaire de Brunswick à Notteln et Schopdetten pour surveiller les abords de Munster ; dans une lettre à Bute (3) en date du 12 juin, il cherche à percer le plan des Français : « A juger par les dispositions que les ennemis ont faites jusqu'à présent de leur plan d'opérations, M. de Soubise va porter ses premiers coups contre Munster. M. de Broglie, de son côté, peut se porter sur la Lippe en me dépostant de la Dymel, ou tâchera de pénétrer dans le pays d'Hanovre, le long du Weser ; ce qu'il ne pourra, cependant, pas faire non plus avec toute son armée, aussi longtemps que je puis rester sur la Dymel, et que je serai par là le maître de marcher sur les communications. Le mal est que le prince héréditaire de Brunswick, qui commande dans l'évêché de Munster, est trop faible pour résister seul au prince de Soubise. S'il est attaqué trop vivement, il doit céder du terrain, et alors, Munster sera assiégé. Si je marche pour le soutenir avec le gros des troupes que j'ai dans

(1) Ferdinand à Bute, Neuhaus, 28 mai 1861. Record Office.

(2) Allusion à l'élection prochaine de l'électeur de Cologne, évêque de Munster.

(3) Ferdinand à Bute, Neuhaus, 12 juin 1761. Record Office.

le Paderborn, en laissant M. de Spörcken sur la Dymel, celui-ci courra risque d'être forcé à son tour, par M. de Broglie, qui pourra alors s'approcher de Lippstadt, ou de Hameln. Il faut cependant en son temps opter entre cette alternative, et je m'y suis préparé » en établissant un camp retranché près de Munster, en consolidant par des redoutes la ligne de la Dymel, enfin en activant la mise en état des trois places menacées, de manière à leur permettre de résister aux premières attaques d'un assiégeant.

Le 20 juin, le quartier général des confédérés était encore à Neuhaus près de Paderborn, alors que l'offensive des Français avait commencé et l'armée de Soubise avait dépassé Dortmund. « Il semble donc, écrit Ferdinand (1), qu'il en veut à Lippstadt, quoiqu'il puisse repasser la Lippe et marcher encore à Munster. Mais si je suppose que les deux maréchaux sont bien unis de sentiment et disposés à se soutenir l'un l'autre, je dois m'attendre à voir marcher le prince de Soubise sur Lippstadt, pendant que le maréchal de Broglie se portera sur la Dymel, ce qui serait un des cas les plus épineux qui pourraient arriver. Je tâcherai de m'y opposer de mon mieux et compte marcher demain de grand matin dans les environs de Lippstadt. »

A la date (2) du 21 juin, qui est celle de l'entrée en campagne des confédérés, leur armée était distribuée de la manière suivante : sur la rive droite du Weser, Lückner avec 3 bataillons, 8 escadrons et des troupes légères; Spörcken avec 15 bataillons, 8 escadrons et des corps irréguliers le long de la Dymel, depuis Warburg jusqu'à Liebenau ; sous les ordres directs du prince Ferdinand une force de 28 bataillons et

(1) Ferdinand à Bute, Neuhaus, 20 juin 1761. Record Office.

(2) Boyd à Newcastle, Geseke, 22 juin 1761. Newcastle, Papers. Les chiffres de Boyd sont à peu près les mêmes que ceux de l'état du 1er juin.

24 escadrons; près du gros, à Rhuden, Wangenheim était campé avec 4 bataillons et 8 escadrons; Conway occupait Soest avec 8 bataillons et 7 escadrons de troupes anglaises; près de Hamm, le général Howard était à la tête d'une division de 4 bataillons et de 9 escadrons et d'un complément d'infanterie légère; enfin, un corps de 28 bataillons, 24 escadrons et de quelques irréguliers sous les ordres du prince héréditaire était posté à Hamm. A ces troupes était attaché un parc de 122 canons, 23 obusiers, 7 mortiers et 2 amusettes. Déduction faite des 15.000 hommes de Spörcken et de Lückner chargés de surveiller l'armée du Haut-Rhin, il restait à Ferdinand 63.000 combattants pour s'opposer aux progrès des Français de Soubise. Il concentra son armée en appelant à lui le prince héréditaire et porta successivement son quartier général à Soest et à Werl. Ce mouvement arrêta les velléités offensives de Soubise, lui fit replier ses avant-postes sur son camp d'Unna où il attendit une attaque qui ne devait pas se produire. Une dépêche expédiée d'Unna (1) à la date du 30 juin résume bien la situation : « Je comptais, Monsieur, suivant les lettres reçues de M. le maréchal de Broglie, et les arrangements convenus, marcher le 28 à Werl, et le 29 suivre les hauteurs par ma droite en m'approchant du Roer pour chercher à dépasser Soest et gagner Rüthen. Le prince Ferdinand m'a prévenu et j'appris avant de décamper qu'il arrivait à Werl avec toutes ses forces réunies. Dès le soir même il replia nos troupes légères, qui se retirèrent en très bon ordre des postes qu'elles occupaient près de Werl, et restèrent à deux lieues d'ici pour observer les mouvements de l'ennemi. Hier avant la pointe du jour, le prince Ferdinand s'est remis en marche sur cinq colonnes. »

(1) Soubise à Choiseul, Unna, 30 juin 1761. Archives de la Guerre.

Ce mouvement, retardé par les troupes légères de De Melfort, ne fut pas poussé loin. Une reconnaissance approfondie de la position occupée par Soubise démontra que les risques d'une attaque de front seraient trop sérieux et Ferdinand, avant de la tenter, consulta selon son habitude le dévoué Westphalen. Ce dernier déconseilla (1) l'idée de rejoindre Wangenheim fort inquiet des progrès de Broglie dans la direction de Paderborn, et proposa de rechercher une affaire avec Soubise en manœuvrant sur le flanc et le derrière du camp du maréchal : « Je serai donc d'avis de le tourner par sa gauche en se portant par Kamen sur Dortmund. »

Reportons-nous maintenant à l'armée du Haut-Rhin qui venait de faire un brillant début de campagne : Le passage de la Dymel avait été effectué le 29 juin sans grande opposition de la part de Spörcken, d'ailleurs fort inférieur à son adversaire : « J'ai ordonné, mande Broglie (2), qu'on battît la générale ce matin à trois heures, et l'armée s'est mise en marche à cinq; comme j'allais monter à cheval, M. de Belsunce m'a mandé que les ennemis étaient partis et qu'il se mettait à leur suite.

« L'armée a passé la Dymel et je l'ai fait camper à Scherfede; je me suis avancé ensuite jusqu'à Kleinenberg où j'ai trouvé M. de Belsunce qui venait d'attaquer l'arrière-garde des ennemis et leur avait fait 200 prisonniers et pris 11 ou 12 pièces de canon de parc ou obusiers presque tous de gros calibre. Nous les avons suivis jusqu'auprès du village de Villebadessen, où j'ai vu tout le corps du général Spörcken en bataille et nous avons estimé ce que nous en avons vu à 14 ou 15.000 hommes, non compris le corps de Lückner qui a repassé le Weser et est de 4 ou 5.000... J'irai demain camper près de Lichtenau, l'avant-garde de M. de Clozen occupera Wü-

(1) Westphalen à Ferdinand, 30 juin 1761. Westphalen, IV, p. 490.
(2) Broglie à Soubise, Hardenhausen, 29 juin 1761. Archives de la Guerre.

nenberg et Fursteinberg, et celle de M. de Belsunce Attelen et Ettelen. » Le comte de Lusace et Chabo avaient été dirigés sur Brackel à la poursuite des gros équipages des ennemis qu'on disait se retirer sur Hameln. « Vous voyez par là, M. le Maréchal, continue Broglie, que les postes et patrouilles de mes troupes légères seront demain sur l'Alme (1), ce qui doit être fort inquiétant pour M. le prince Ferdinand, s'il est encore à portée de vous, ce que j'ignore n'ayant pas de vos nouvelles depuis le 26.

« Je saurai dans la journée de demain le parti qu'aura pris M. de Spörcken pour sa retraite; je crois qu'il était un peu effarouché, et ne savait pas trop quel parti prendre; ce qu'il y a de certain, c'est que de plusieurs jours il ne lui sera pas possible de rejoindre le prince Ferdinand. Je m'occuperai demain de voir s'il se trouve un bon camp ou sur l'Alme ou près de l'Alme, où il me fût possible d'attendre M. le prince Ferdinand s'il se déterminait à revenir sur moi; enfin, je ne négligerai rien pour le rappeler d'auprès de vous. »

Conformément à cette promesse, Broglie poursuivit sa marche dans la direction de Paderborn; le 1er juillet, il avait poussé l'avant-garde de Clausen jusqu'à Büren et Rhuden; le gros était à Liebenau et Lusace suivait Spörcken qui s'était retiré à Driburg sur la route d'Höxter à Paderborn. Wangenheim, surveillé par Belsunce, s'était replié sur Erwitte entre Paderborn et Soest, mais plus près de cette dernière localité. Enfin, le 3 juillet, Broglie était installé à Neuhaus près de Paderborn au quartier général que le prince Ferdinand avait occupé pendant les mois du printemps. Il croit que celui-ci repassera la Lippe « étant si dangereux pour lui d'être battu en deçà de cette rivière par une des deux armées, ayant l'autre derrière soi ». Dans une lettre de la veille adressée à Sou-

(1) L'Alme se jette dans la Lippe près de Paderborn.

bise (1), et qu'un officier de l'état-major, Lambert, avait été chargé de lui porter, Broglie explique qu'au lieu de suivre Spörcken et de s'emparer des magasins ennemis établis sur le bord du Weser, il avait estimé « plus avantageux pour le service du Roi de ne pas laisser une de ses armées exposée à combattre seule le prince Ferdinand et de ne rien négliger pour réunir nos forces. J'ai préféré la marche sur Paderborn quoique j'en sente toute la délicatesse ».

Loin de songer à se retirer derrière la Lippe, Ferdinand avait suivi le conseil de son homme de confiance et par une manœuvre hardie s'était porté sur les derrières de Soubise qui était encore à Unna le 2 juillet. Les confédérés avaient décampé dans la nuit du 1er au 2 et marchaient apparemment dans la direction de Hamm. Le 3, Soubise fait une nouvelle étape sur la route de Soest. C'est de Hermerden qu'il date sa dépêche (2) à Broglie : « Les mouvements de l'ennemi m'ont tenu hier dans la perplexité et ce matin les mêmes nouvelles se sont soutenues de tout côté. On assurait que le prince Ferdinand voulait déboucher de Lünen dans la plaine de Dortmund : espions, déserteurs, prisonniers, tous s'accordaient. Cette résolution m'a paru si singulière que je n'ai jamais voulu la croire. Cependant, comme elle demandait des précautions en me déterminant à me mettre en marche, j'ai envoyé à M. le prince de Croy pour renforcer notre communication et assurer nos convois. J'ai laissé M. de Vogué avec une grosse arrière-garde au delà d'Unna; il n'a eu affaire jusqu'à 7 heures qu'à des troupes légères. J'attends de ses nouvelles. Je marcherai demain vers Soest et je ferai le plus de chemin qu'il me sera possible. L'artillerie nombreuse et les équipages me retardent beaucoup. J'ai

(1) Broglie à Soubise, Lichtenau, 2 juillet 1761. Archives de la Guerre.

(2) Soubise à Broglie, Hermerden, 3 juillet, 9 heures du soir. Archives de la Guerre.

vu arriver M. de Lambert avec la plus grande satisfaction. Il m'a appris votre arrivée à Neuhaus. J'espère avoir dans peu de jours le plaisir de vous embrasser et de vous renouveler les assurances de mon attachement. »

Quoi qu'en pensât le maréchal-prince, les dires des espions et des déserteurs étaient exacts ; pendant que les Français s'avançaient à petits pas sur la route de Soest, l'armée confédérée s'apprêtait à les prendre à dos. Le colonel anglais Boyd (1) décrit l'opération : « Notre gros bagage a été expédié à Hamm; le départ des troupes formées en 5 colonnes, fixé à 11 heures du soir le 1[er] juillet, n'eut lieu qu'à 2 heures du matin... Il avait plu ferme pendant la nuit et nous avons trouvé les chemins dans un état exécrable ; arrivés aux hauteurs de Kamm... nous nous sommes avancés jusqu'au ruisseau de Lisecke que la pluie avait fait déborder. Ici, il a fallu attendre deux heures pour jeter des ponts en remplacement de ceux que l'ennemi avait détruits près de Kamm. L'intention était de le tourner par sa gauche et de l'attaquer en queue, mais le pays était si impraticable qu'il a été impossible de l'aborder et qu'il a fallu continuer le mouvement jusqu'aux hauteurs de Ranstrop, d'où nous avons aperçu le camp français qui paraissait tout à fait tranquille, ce qui prouve qu'ils n'avaient pas la moindre notion de notre marche, qu'un brouillard survenu un peu après l'aurore aidait à dissimuler. Comme l'ennemi n'avait pas de postes à quelque distance de leur gauche, faute capitale, et que c'est à peine s'il a envoyé une patrouille pour nous reconnaître, on peut dire qu'ils ont été sauvés par la pluie de la veille. » Le prince héréditaire accompagné de Boyd fit une reconnaissance du village de Brackel que les Français venaient d'évacuer, ils constatèrent que de nombreux marécages rendaient la contrée peu accessible à l'infan-

(1) Boyd à Bute, Hermerden, 6 juillet 1761. Record Office.

terie et inabordable pour la cavalerie et l'artillerie ; aussi, sur leur rapport, Ferdinand donna l'ordre de reprendre la marche sur Dortmund où l'on ne parvint que tard dans la matinée du 3. Les confédérés campèrent à 1 kilomètre 1/2 de la ville ; ils avaient été en route et sous les armes depuis 30 heures.

Entre les avant-gardes de Ferdinand et Soubise, il y avait eu des rencontres les 2 et 3 juillet. La première eut lieu aux abords de Kamm : un parti de volontaires chargé de suivre les confédérés, entraîné par son ardeur, refoula les piquets de l'ennemi aux ordres du général Wütginau, mais fut ramené à son tour par 4 bataillons du corps de Granby (1) ; l'action coûta la vie à peu de monde, mais à plusieurs officiers supérieurs, parmi lesquels le brigadier Pedemont. La seconde eut pour théâtre la ville de Schwerte et le pont de Westhofen, sur la Roer ; le combat fut très disputé, il y eut des charges de cavalerie avec succès alternatifs ; l'arrivée d'un bataillon de Bouillon, accouru au secours du prince de Croy qui commandait les Français, obligea les confédérés à se retirer. Dans cette affaire le brigadier La Morlière fut grièvement blessé.

La manœuvre de Ferdinand excita l'admiration du monde militaire de l'époque : « Cette marche, Mylord, écrit Boyd, est à mon avis la plus extraordinaire qui ait jamais été faite. J'ai vu plusieurs fois tourner le flanc d'un ennemi, mais tourner le flanc d'une armée, à très courte distance, marcher tout le long de leur arrière et se porter sur l'autre flanc, c'est un incident bien rare ! » En fait le mouvement de Ferdinand n'eut pas de résultat ; il n'aboutit qu'à infliger à ses troupes une fatigue inutile.

Malgré son entreprise hardie qui eût pu être fort dangereuse en présence d'un adversaire plus entreprenant que Soubise, le général confédéré était fort inquiet ; de Spör-

(1) Granby à Bute, Hermerden, 6 juillet 1761. Record Office.

cken il n'avait pas de nouvelles directes depuis le 28 juin ; il paraissait opérer une retraite excentrique vers Höxter au lieu de se rapprocher de Paderborn, comme il en avait reçu l'ordre à plusieurs reprises. Aussi les confédérés ne firent pas un long séjour à Dortmund ; ils quittèrent cette ville dans la nuit du 3 au 4 et se mirent à la poursuite de Soubise qui profitait de leur absence momentanée pour essayer de gagner Soest et d'opérer sa jonction avec Broglie. Le 4 juillet, la situation était la suivante : Soubise en marche d'Hermerden sur Soest, couvert par une forte arrière-garde sous les ordres de Vogué ; Ferdinand à ses trousses entre Dortmund et Hermerden, précédé par une avant-garde sous le prince héréditaire ; Broglie aux environs de Paderborn avec les détachements de Clausen et Belsunce à Erwitte et sur la route de Soest ; Wangenheim à Lippstadt avec sa faible division ; enfin Spörcken en route de Blomberg sur Detmold. Lusace et Chabo formaient l'extrême droite de l'armée du Haut-Rhin. D'Unna, Soubise avait écrit à Choiseul qu'il ne comprenait rien à la marche de Ferdinand : « Il faut convenir que le prince Ferdinand prend un parti bien extraordinaire » ; quant à lui, « il s'avancerait toujours avec prudence et précaution ». Sa dépêche du 6 juillet (1) à Broglie nous mettra au courant : « Je reçois, Monsieur le Maréchal, votre lettre du 5 datée d'Erwitte. En voyant cette date, elle m'a causé la joie la plus vive ; j'avoue qu'elle a été tempérée quand j'ai vu que vous n'aviez point marché de Neuhaus. Le prince Ferdinand et le prince héréditaire sont réunis devant nous. Ils ne nous ont point attaqué hier. J'apprends qu'ils ont envoyé en diligence des pontons à Hamm, et l'on dit que c'est au-devant du corps de MM. de Wangenheim et Spörcken. Je souhaite que cette nouvelle ne soit pas fondée, car elle nous laisserait peu de ressources. Je vais essayer de me soutenir ici, ou

(1) Soubise à Broglie, Schlenbing, 6 juillet 1761. Archives de la Guerre.

si je trouve un moment favorable dans la journée, je marcherai et m'approcherai de Soest, le plus près qu'il me sera possible. » Une dépêche du même jour adressée à Choiseul contient quelques détails : « Nous sommes depuis avant-hier toujours à vue des ennemis. Ils avaient effectivement tourné la gauche de notre position d'Unna, et avec des fatigues incroyables pour leur armée, et marchant pendant trente-six heures, ils étaient parvenus à gagner la plaine de Dortmund. Personne ne pouvait se persuader que le prince Ferdinand prît cette direction, d'autant qu'il nous ouvrait le chemin de communication qui nous rapproche de M. de Broglie, dont j'avais reçu des nouvelles de l'abbaye d'Harhuissin. Je pris le parti de faire marcher l'armée le 5 après la distribution du pain. Elle se mit en mouvement vers les 4 heures et elle vint camper à Hermerden, où elle arriva avant la nuit, excepté l'avant-garde de M. le prince de Condé qui, par sa position, se trouva un peu trop rejetée et eut beaucoup de peine à s'ouvrir des chemins. » On devait partir le 4 au petit jour, « le grand nombre d'équipages et un peu de désordre dans les colonnes qui se croisèrent nous firent perdre quelques heures qui pensèrent nous causer beaucoup d'embarras ». Vogué, chargé de l'arrière-garde, fut attaqué de très bonne heure par les troupes légères et successivement par l'avant-garde de l'armée ennemie. Soubise le fit appuyer par le corps du prince de Condé et par deux brigades de renfort que Castries lui amena. Le prince héréditaire, qui commandait l'avant-garde confédérée, jugea la position des Français trop avantageuse pour la défense et fit rompre le combat. Les pertes de part et d'autre ne furent pas considérables, mais Bauer, principal adjudant du prince Ferdinand, tomba aux mains des Français. Soubise informe Choiseul qu'il est en correspondance suivie avec Broglie et qu'il espère faire sa jonction avec lui près de Soest : « Je ne vous cacherai pas que l'armée est un peu fatiguée. Heu-

reusement, le soldat est bien nourri et la bonne humeur se soutient. Les officiers et surtout la Maison (du Roi) depuis le renvoi des équipages sont en souffrance. Le temps est beau et les nuits courtes. C'est une consolation pour les bivouacs. Les ennemis sont dans le même cas depuis huit jours, et leurs soldats paraissent outrés de fatigue. J'espère que dans peu de jours nous jouirons d'une plus grande tranquillité. M. le maréchal de Broglie m'écrit tous les jours et il est instruit de ma situation. Notre position est encore un peu critique. Je profiterai du premier moment favorable pour marcher du côté de Soest, où je trouverai de très bons postes. Le pays est coupé de ravins, et l'on en trouvera tous les quarts de lieue, qui sont très difficiles à passer. »

L'espoir que manifestait Soubise de voir Broglie à une proximité qui permît des secours en cas de besoin, se réalisa dès le soir du 6 juillet. A une entrevue des deux maréchaux qui eut lieu au quartier général de Soubise, il fut convenu (1) que Clausen et Belsunce resteraient à Soest, que Poyanne viendrait les renforcer et que la grande armée ferait une marche de nuit dans la direction de la ville. Au jour, les deux maréchaux firent une reconnaissance qui leur apprit que les confédérés cherchaient à les devancer; on continua l'étape et on arriva le 7 au soir à Soest. Pour remplacer Poyanne à Erwette, Broglie y appela Du Muy avec une division de 15 bataillons, 12 escadrons et 24 canons. Stainville prit le commandement des avant-gardes Clausen et Belsunce, « 10.000 hommes des meilleures troupes »; Broglie croyait (2) à la retraite de Ferdinand : « Il y a toute apparence que, sachant notre jonction faite, ils ne songeront plus qu'à repasser la Lippe à Hamm », du reste, il donnera ses appréciations à Soubise qui fera « ce qu'il jugera à propos ».

(1) Soubise à Choiseul, camp de Bremen, 7 juillet 1761. Archives de la Guerre.

(2) Broglie à Choiseul, Soest, 7 juillet 1761. Archives de la Guerre.

La réunion des deux armées et l'arrivée à Soest fut un soulagement pour tout le monde : « Nous sommes tous harassés de la fatigue la plus outrée, la plus excessive, écrivait un correspondant au comte de Clermont (1); l'armée ne désire que d'en venir promptement aux mains. » Le 8 juillet, un autre officier écrit (2) à Clermont : « Hier les ennemis se sont enfin déterminés à décamper, ils espéraient être en force à Soest avant nous ; nous les y avons prévenus. » Suit un éloge de Broglie : « Il a fait plaisir au général et à tout le monde et nous avons campé et bien dormi, ce que nous n'avions pas fait depuis 9 jours ; notre jonction avec M. de Broglie nous met à même de faire le siège de Lippstadt sans difficultés. »

Malheureusement, Ferdinand ne montrait aucune intention de prendre le parti qu'annonçaient et souhaitaient ses adversaires. Le 7 juillet, il avait établi son quartier général à Hilbeck, village à 18 kilomètres ouest de Soest, son extrême gauche appuyée à la Lippe près d'Untrop, la droite touchant la Roer; Wangenheim était à Lippstadt. Quant à Spörcken avec lequel le contact avait été repris, il avait gagné la ville de Rheda. Il y reçut ordre de franchir la rivière de la Glenne, et de prendre position sur la rive nord de la Lippe, en aval de l'embouchure du petit affluent et en face de Hovestad; il devait être rendu à destination le 10. Un billet de Ferdinand à Spörcken (3) indique le rôle qui lui était dévolu : « L'ennemi fait des reconnaissances de tous côtés, tant vers ma gauche que vers le centre; je ne sais encore bien positivement si le dessein des deux maréchaux est celui de m'attaquer. Mais il est toujours bon de supposer ce cas comme pos-

(1) Lettre sans nom, camp de Schlucken, 6 juillet 1761. Fonds de Clermont.

(2) St-Leger à Clermont, Soest, 8 juillet 1761. Fonds de Clermont.

(3) Ferdinand à Spörcken, Hilbeck, 10 juillet 1761. Westphalen, V, p. 566.

sible. Que Votre Excellence tombe en flanc ou en dos l'ennemi quand il m'attaquera. »

Parmi les reconnaissances dont parle Ferdinand, celle du 10, exécutée en avant d'Oestinghausen, mérite une mention spéciale. Le maréchal et le comte de Broglie (1), Stainville et Poyanne qui y prirent part avec les volontaires d'Austrasie, furent ramenés très vivement par la cavalerie ennemie et « furent obligés de galoper quelque temps pour ne pas compromettre la généralité ». On ramassa même sur le terrain une lorgnette aux armoiries du maréchal. Il y eut de nouvelles rencontres les 11 et 12; il devenait évident que les Français préparaient un mouvement offensif. « Il me semble, écrit Conway (2), que nous voyons la main de M. de Broglie dans quelques-unes de leurs manœuvres récentes; son talent est beaucoup plus actif que celui de son collègue et beaucoup plus porté à la petite guerre. »

(1) Broglie à Choiseul, Soest, 14 juillet 1761. Archives de la Guerre. — Boyd à Bute, Hohenhover, 11 juillet 1761. Record Office.

(2) Conway à Townshend, Hohenhover, 15 juillet 1761. Newcastle Papers.

CHAPITRE IV

COMBAT DE VILLINGHAUSEN. — INSTRUCTIONS DE LA COUR DE VERSAILLES.

De part et d'autre, on se préparait à une action décisive. Ferdinand avait renforcé sa gauche en avançant une brigade de Howard et la division Wütginau des environs de Hamm à la bruyère d'Untrop. Le reste de l'armée suivit le mouvement en appuyant à gauche, le prince héréditaire au village de Wambel, Granby à portée du quartier général de Hilbeck. Le 11 juillet, une conférence eut lieu au quartier de Soubise à laquelle fut lu et discuté un mémoire de Broglie sur le parti à prendre. Ce document (1) évaluait le nombre de combattants que l'adversaire pouvait mettre en ligne : déduction faite du détachement de Lückner, opposé aux Saxons du prince Xavier, des garnisons de Hameln, Minden, Munster, Lippstadt et des troupes de communication, Ferdinand pouvait disposer de 65.000 hommes, auxquels, après défalcation des corps de Lusace et de Du Muy, les deux maréchaux seraient en état d'opposer 92.000 combattants ; il y aurait donc en faveur des Français une supériorité numérique de 30.000 soldats. « A cette considération qui est, ce semble, importante, s'en joint une seconde tirée du

(1) Mémoire lu le 11 juillet chez le maréchal de Soubise. Archives de la Guerre.

pays dans lequel se passera l'action, et des troupes qu'on a à y faire combattre. Ce ne sont point des plaines où une charge de cavalerie décide de tout, et où la supériorité et la légèreté des manœuvres gagnent en un moment une bataille. C'est un pays fourré, où la meilleure infanterie a beaucoup d'avantages, et dans lequel, si on recevait un échec, on peut arrêter les ennemis à chaque haie. Ainsi, si on ne réussissait pas entièrement, il semble qu'on n'aurait pas à craindre les suites qu'entraîne une bataille perdue. Mais il n'en est pas de même du prince Ferdinand; s'il est battu dans la position où il est, il n'a de retraite que par les ponts de Hamm. Il ne serait pas possible que son arrière-garde ne souffrît extrêmement en les repassant, et si nous les gagnions devant lui, il courrait risque de perdre son armée entière. Ce que je viens de dire est si démontré qu'il n'y a personne dans l'armée qui pense qu'il ose hasarder un combat dans cette position, et tout le monde est étonné qu'il n'en soit pas encore parti. »

Une diversion du côté de l'Ems, à en juger par la conduite tenue jusqu'alors par le prince, ne le déterminerait pas à abandonner la rive gauche de la Lippe; il était donc nécessaire d'avoir recours à une attaque de vive force que justifiaient l'avantage numérique, la meilleure qualité de notre infanterie, la nature des lieux et le danger que courrait l'ennemi en cas de défaite, alors qu'un échec pour l'armée française ne pouvait avoir de conséquences graves. Broglie se prononçait énergiquement pour l'offensive, mais subordonnait son avis à celui de son collègue : « Je demande que ceux que M. le maréchal de Soubise jugera à propos de consulter veuillent me donner les leurs par écrit et avant l'événement, afin que, quels qu'ils soient, les avis soient connus d'avance ainsi que les raisons qui les auront déterminés. Cela mettra en même temps M. le maréchal de Soubise plus

en état de se décider avec connaissance de cause, et comme il est mon ancien, a la plus forte armée, et, étant ministre, a une connaissance plus grande de la situation des affaires du royaume, de l'état des négociations et des volontés du Roi, c'est à lui d'ordonner; ce dont je puis répondre, c'est que, quel que soit le parti qu'il adoptera, je n'épargnerai rien pour le faire réussir. »

Avant d'aborder le récit des préparatifs de la bataille qui s'annonçait, essayons de nous rendre compte du théâtre de l'action :

La contrée comprise entre la Roer et la Lippe est un plateau vallonné, dont le niveau général s'abaisse à mesure qu'on s'approche de la dernière rivière ; coupé par plusieurs ruisseaux, il présente une succession de dépressions et de buttes qui écourte les vues et facilite la défense ; de nombreux hameaux ceints de bois taillis et entourés de haies sont éparpillés sur toute la région. A l'époque de la bataille, la rareté des routes et l'étendue des surfaces boisées et mal drainées interdisaient l'emploi de la cavalerie et s'opposaient au déploiement de l'infanterie.

Du rectangle dont nous nous occupons, les points extrêmes sont au nord la ville de Hamm et le village de Herzfeld, tous les deux situés sur la Lippe ; au sud les villes de Soest et d'Hermerden sur la grand'route de Dortmund à Soest. En dehors des deux rivières, le principal cours d'eau est le ruisseau de l'Ahse qui coule d'abord parallèle à la Lippe, s'en éloigne à Oestinghausen, reçoit à la hauteur du château de Nadel, où il peut avoir une largeur de 5 mètres, un premier tributaire, le Soestbach, laissant sur la droite le renflement de Dinckerberg ; peu profond jusque-là, il n'est plus partout guéable à partir de sa jonction avec le Salzbach ; au delà du village de Hohenover, il se dirige de nouveau vers la Lippe dans laquelle il se jette à Hamm.

Dans le rectangle que forment la Lippe et l'Ahse son affluent, le terrain, plat sur les bords de La Lippe, se relève en pente très douce du côté de l'Ahse et trouve son point culminant vers le hameau de Eilmsen et le village de Dinker. Entre ces deux localités et la route de Hamm à Lippstadt s'étendent, légèrement en contre-bas, les vergers de Villinghausen et de Bünenghausen coupés de haies et de bosquets de bois qui arrêtent la vue et entravent l'action d'ensemble des troupes engagées.

Deux châteaux, avec murs et fossés, celui de Villinghausen et celui d'Autepoth, plus rapproché de la Lippe, pouvaient être utilisés pour la défense.

Si, passant du nord au sud de l'Ahse, nous remontons la vallée du Salzbach, nous constatons que ce petit affluent du premier est formé par la réunion de deux ruisseaux à débit insignifiant qui encerclent la ville de Werl ; la dépression qui constitue le lit du Salzbach n'est signalée que par la ligne d'arbrisseaux qui dessinent le cours de l'eau. En étudiant de près la carte, on découvre des petites différences d'altitude, mais sans être absolument uni, le terrain n'accuse aucun accident entre les villages de Hilbeck, Wambeln, Scheidingen où était formée l'aile gauche des confédérés, et le plateau de Borgeln et Klotingen que devait traverser l'attaque de Soubise. Dans son cours inférieur et à cause du relief de ses berges couvertes de taillis, le Salzbach n'était franchissable à l'artillerie qu'aux ponts de Scheidingen, Korte Mühle et Neu Mühle. Découvert dans les parages en amont de Scheidingen, le terrain devient plus coupé et boisé au fur et à mesure que l'on s'approche de la jonction avec l'Ahse. En somme, le théâtre de la lutte n'offrait pas d'obstacles sérieux, c'était surtout dans la région de Kirchmelver et de Villinghausen un pays de chicane, parsemé de haies, de fossés, de boqueteaux qui obstruaient la vue et devaient entraîner une multitude de petits en-

gagements entre assaillants et défenseurs. Depuis Buderich aux environs de Werl jusqu'à la Lippe aux abords de Villinghausen, la distance à vol d'oiseau était d'environ 18 kilomètres. De Scheidingen au château de Nadel, il faut compter en ligne droite 7 kilomètres, et le château n'était pas éloigné de Villinghausen de plus de 5 kilomètres.

Avec l'assentiment de Soubise qui avait accepté le principe de l'attaque, Broglie produisit (1) un projet d'exécution : l'armée du Haut-Rhin, à l'exception des corps laissés devant Lippstadt, s'ébranlerait d'Erwette le 12 (2), marcherait entre le ruisseau d'Aest (Ahse) et la Lippe et camperait la droite à Hovestadt sur la rivière, la gauche à Oestinghausen, son front couvert par les avant-gardes de Clausen et de Belsunce. Au corps de Condé était réservé le rôle de relier les armées des deux maréchaux. « Le corps de M. le prince de Condé peut venir camper le 12 dans l'après-midi derrière le village d'Oestinghausen, y faire faire deux ponts sur la rivière d'Aest et ouvrir sa marche jusqu'à ces ponts pour en déboucher le lendemain de grand matin. Il faudrait, je crois, qu'il eût 4 brigades d'infanterie avec lui. Ce corps appuierait, dans la marche du 13 et dans l'action, sa droite à la gauche de l'armée du Haut-Rhin.

« Un autre corps de l'armée de Soubise composé de beaucoup d'infanterie, du canon et quelques brigades de cavalerie viendrait camper le même jour 12 à Borgeln pour relever M. de Belsunce dans ses postes. Ce corps serait destiné à pénétrer par le grand chemin qui va à Hamm. Il faudrait qu'il eût avec lui tout ce qu'il faut pour jeter des ponts sur l'Aest et qu'on établît dans la

(1) Projet d'attaque pour marcher au prince Ferdinand, 13 juillet 1761.

(2) Les mouvements prévus pour le 12 ne furent exécutés que le 15 juillet. Archives de la Guerre.

nuit beaucoup de canon sur le bord de cette rivière pour favoriser à la pointe du jour la construction des ponts de l'Aest à Hamm; on dit le chemin beau, et que le pays s'ouvre, il faut donc une vingtaine d'escadrons. Cette colonne joindra par sa gauche, lorsqu'elle aura passé l'Aest, le corps de M. le prince de Condé.

« On dirigerait une autre colonne sur Scheidingen; comme le pays est fourré, il faut de l'infanterie, et comme cette colonne ne communiquera peut-être pas avec celles de sa droite, il est nécessaire qu'elle ait de la consistance par elle-même. Il faudra qu'elle ait du canon avec elle, le plus gros que le pays permettra d'y conduire. Il faudra aussi y joindre de la cavalerie, M. le maréchal de Soubise s'est chargé de faire reconnaître le trajet de cette colonne.

« Pour occuper l'ennemi à son front et sur sa droite, on pourra former deux colonnes qui auront quelque infanterie à leurs têtes et le reste en cavalerie; une pourra se diriger sur Niederbergstrass ou Oberbergstrass, suivant qu'on y trouvera le plus ou le moins de facilité. Une autre semble devoir être dirigée sur Werl. Il faudra mettre à la tête un régiment de troupes légères qui, suivant les circonstances et les mouvements que feront les ennemis, avancera ainsi que les colonnes plus ou moins vivement, mais sans se compromettre trop, elle se placera de façon à occuper l'aile droite des ennemis. Comme il restera encore beaucoup de cavalerie inutile, il semble qu'on pourrait envoyer mille ou douze cents chevaux sur les hauteurs de Rhüme qui auraient l'air de se diriger sur Blumenthal et conséquemment aux mouvements que ferait la colonne du grand chemin de Werl, ils s'avanceraient toujours sur sa gauche et à hauteur d'elle, de façon à déborder toujours les ennemis. »

Enfin, Voyer, avec deux régiments de dragons et les Fischer, devait se joindre dans la nuit du 12 au 13 aux

troupes commandées par Croy, gagner par Hermerden et Hullake la chaussée de Werl à Hamm, pousser des détachements nombreux sur cette dernière ville et faire le plus de démonstrations possible sur la ligne de retraite de l'ennemi. « Cette diversion étant de la plus grande importance et comme Hamm est le seul point de retraite des ennemis, les inquiétudes qu'on pourrait leur donner de ce côté-là devant être des plus vives, rien n'est plus essentiel que de faire pour cela les derniers efforts.

« En suivant cette disposition, il restera encore de l'infanterie qui ne sera pas employée, je crois qu'il faut en mettre en réserve auprès de Borgeln, au pont de l'Aest et à ceux d'Oestinghausen, afin de soutenir et renforcer au besoin si on pénètre et qu'on batte les ennemis ou pour assurer la retraite si on y était forcé; il faudra laisser du canon pour la protéger et faire remuer un peu de terre auprès des ponts pour mettre en sûreté ceux qui seraient chargés de les rompre en se retirant; il faudra aussi destiner de l'infanterie pour la garde de Soest. »

Le 13 juillet au matin, le maréchal de Soubise réunit chez lui (1) les principaux personnages des deux armées; après lecture et discussion de la pièce que nous venons de reproduire ou d'analyser, Soubise « se détermina pour le parti de chercher à attaquer les ennemis s'ils ne repassaient pas la Lippe, et comme son armée, par la première position qu'il avait prise le jour de son arrivée à Soest, se trouvait trop éloignée pour pouvoir partir de là pour l'attaquer, il lui fit faire hier un mouvement par lequel il a porté sa droite vers le village de Paradies et sa gauche aux hauteurs de Rhüme, ce qui la rapproche beaucoup de Werl et par conséquent de la droite des ennemis ». Au cours de la journée du 14, Soubise fit (2) une recon-

(1) Broglie à Choiseul, Soest, 14 juillet 1761. Archives de la Guerre.
(2) Broglie à Choiseul, Soest, 14 juillet 1761, p. s. 6 heures du soir. Archives de la Guerre.

naissance qui le décida à avancer son corps d'armée vers le ruisseau de l'Ahse et la ville de Werl. De son côté, Broglie donna ordre à ses divisions campées à Erwette de se mettre en marche le 15 au matin : « Toutes les troupes de l'armée du Haut-Rhin, écrit-il (1), qui sont destinées à joindre celle-ci camperont demain entre l'Aest et la Lippe vers Ultrop et nous verrons à nous emparer du château de Nadel et à nous y établir. Ce mouvement décidera sûrement les ennemis à repasser la Lippe s'ils ont dessein de le faire et en ce cas nous mettra plus à portée de serrer leur arrière-garde. Si, au contraire, ils s'opiniâtrent à rester dans la position où ils sont, cela nous donnera des facilités pour la bien connaître. »

Évidemment, le prince Ferdinand, en se refusant à passer la Lippe, se mettait en contradiction avec les principes de la guerre, tels que les concevaient les généraux français, mais n'ayant pu le décider à la retraite par leurs manœuvres, il devenait nécessaire de le contraindre par la force.

Malgré les projets adoptés et les arrangements si mûrement discutés, le mouvement offensif fut imparfaitement combiné et mal exécuté.

Un officier distingué de l'armée de Soubise, le comte Lancelot Turpin, donne dans une lettre (2) au prince Xavier de Saxe un aperçu de la situation : « Il faut que je sois une bête, puisque toutes mes idées relativement à ce qui pourrait obliger M. le prince Ferdinand à passer la Lippe, se sont trouvées fausses, car les deux maréchaux ont agi différemment. » Turpin raconte une reconnaissance pendant laquelle le village de Buderick fut occupé, puis évacué : « Quand les ennemis ont vu que ces troupes

(1) Broglie à Choiseul, Oestinghausen, 16 juillet 1761. Archives de la Guerre.

(2) Turpin au comte de Lusace, Ober Ense, 14 juillet 1761. Manuscrits de M. d'Eschevaux.

se retiraient, ils ont retendu leur camp dans la même position où ils étaient hier, et malgré ma bêtise, je suis sûr qu'ils resteront dans la même position et ne songeront point à repasser la Lippe tant qu'ils ne craindront point pour leurs derrières. Le prince Ferdinand est opiniâtre et quand on ne lui démontre point les choses très évidemment, il a la manie de ne pas les croire; il est pyrrhonien en diable. »

Les troupes du camp d'Erwette arrivèrent de bonne heure le 15 aux environs d'Oestinghausen. Broglie leur fit manger la soupe et alla conférer (1) avec Soubise. Les rapports reçus par ce dernier « disaient tous que le prince Ferdinand avait marché par sa droite et repris le premier camp qu'il avait occupé lorsqu'il était arrivé le 7 ». Voici, d'après Broglie, ce qui fut convenu : « Nous raisonnâmes beaucoup là-dessus avec M. le maréchal de Soubise, M. de Chevert, M. votre frère, M. de Castries et M. de Bourcet et il fut convenu que je ferais attaquer le même jour 15 par M. votre frère avec les grenadiers de France et Royaux et l'avant-garde de M. de Belsunce le château de Nadel, que celle aux ordres de M. de Clozen s'emparerait du village de Filinckhausen et s'y établirait, et que l'armée du Haut-Rhin camperait à Ultrop. Pour favoriser ce mouvement et menacer les ennemis par plusieurs points, M. le maréchal de Soubise me parut déterminé à faire camper des troupes vis-à-vis Scheidingen dans la bruyère et à donner de l'inquiétude aux ennemis sur Neumühl, Kochmühl (Kortemühl) et sur leur droite. Je me suis mis en marche à 5 heures sur trois colonnes. »

Voyons maintenant la version de Soubise : « Le 15 (2), l'armée, par une marche en avant, alla camper la droite

(1) Broglie à Choiseul, Oestinghausen, 16 juillet 1761. Archives de la Guerre.

(2) Bulletin de l'armée du maréchal de Soubise du 13 au 18 juillet 1761. Archives de la Guerre.

au village de Heulket, la gauche en avant de celui d'Oberberstrass, se liant par la réserve de M. le prince de Condé à l'armée de M. le maréchal de Broglie qui vint camper à Oestinghausen. Ce même jour, on replia encore des postes qu'ils avaient remis en avant, l'on fit quelques prisonniers qui déposèrent, ainsi que les déserteurs, que M. le prince Ferdinand n'avait point quitté sa position et qu'il avait au contraire beaucoup renforcé sa droite en arrivant sur Scheidingen; on était si près de l'ennemi qu'il fut aisé de juger la vérité de ces différents rapports et l'on sut même qu'il n'avait laissé à sa gauche que 15 régiments anglais et un de Brunswick aux ordres de milord Granby. » A en juger par le passage suivant, il ne s'agissait que de manœuvres préparatoires : « La journée du 16 étant destinée à forcer de la droite à la gauche les postes que les ennemis avaient sur la rive droite du ruisseau, et à se mettre en état de reconnaître, concerter et fixer les attaques ultérieures, l'armée prit les armes à la pointe du jour. »

Citons enfin un billet de Soubise au prince de Condé écrit aussitôt la séance levée : « L'armée va se mettre en marche pour s'approcher du ruisseau. Les ennemis paraissent avoir renforcé leur droite... M. de Broglie est chez moi; il monte à cheval et se porte à Oestinghausen. Vous ferez bien de vous y rendre au galop et vous aurez bientôt arrangé vos affaires. Je vous envoie la brigade de Lyonnais avec M. de Brébant. » La conférence des deux maréchaux s'était terminée à midi; Broglie alla rejoindre son armée.

Nous reviendrons sur un malentendu dont les suites eurent une répercussion des plus fâcheuses sur le combat qui allait s'engager et sur l'ensemble des opérations de la campagne; pour l'heure, contentons-nous de raconter les faits de la soirée du 15 et de la matinée du 16 juillet. Ferdinand s'attendait à une attaque de la part des deux

maréchaux français, mais ne sachant encore sur quel point elle s'effectuerait, il avait réparti son monde d'après l'importance des fractions de la masse qu'il avait devant lui. Le gros de son armée (1) occupait depuis le village de Buderich, près du bourg de Werl à 5 kilomètres de la Roer, jusqu'à la grand'route de Soest à Hamen parallèle à la Lippe, une ligne irrégulière de 17 à 18 kilomètres. L'extrême droite, l'infanterie du général Kielmansegge, qui était aux ordres du prince héréditaire, était postée entre les hameaux de Hausberg et de Budberg derrière les ruisseaux de Landwehrbach et de Salzbach, face à Werl et surveillant la direction de Hemmerde. Les autres divisions du prince commandées par Barthels et Bose s'échelonnaient depuis Sönnern jusqu'aux abords de Wambeln; derrière elle en seconde ligne se trouvait la cavalerie de Bock.

Au centre, se tenait l'infanterie de Conway et une brigade de Howard derrière le ruisseau de Salzbach ayant devant elle le village de Scheidingen. Sur la crête on avait placé des batteries d'artillerie et une réserve de cavalerie. A gauche de Howard, le prince d'Anhalt prolongeait la ligne en passant par Illingen, Cortemühle sur le Salzbach et Sud Düncker jusqu'au confluent du ruisseau avec l'Ahse. Au total, les confédérés chargés de la défense du pays entre l'Ahse au nord et la Roer au sud comptaient 48 ou 50 bataillons et 44 escadrons, soit, avec l'artillerie, 36 à 37.000 hommes et environ 200 pièces y compris les pièces régimentaires.

De l'autre côté de l'Ahse était établi Wütginau aux abords des villages de Nord et de Kirch Düncker. La gauche du prince Ferdinand était formée du corps de Lord Granby, l'artillerie et l'infanterie en première ligne sur le Dünkerberg, la cavalerie en réserve, deux bataillons

(1) Westphalen, V, p. 595.

d'irréguliers dans le village de Villinghausen et dans les tranchées environnantes. Granby et Wütginau avaient sous leurs ordres 19 bataillons, 19 escadrons et des troupes légères, soit environ 15.000 combattants et 90 canons, dont 30 de parc. A portée du champ de bataille, mais sur la rive droite de la Lippe à Herzfeld, était campé Spörcken avec une dizaine de mille hommes.

La journée du 15 juillet s'écoula tranquille, ce ne fut qu'à 4 ou 5 heures (1) de l'après-midi que Broglie fit commencer le mouvement en avant. Il s'effectua en trois colonnes sous la direction générale de Stainville; celle de gauche conduite par Belsunce ne rencontra pas grande résistance; elle s'empara presque sans lutte du château de Nadel et de sa petite garnison de 100 hommes. Il n'en fut pas de même pour la colonne de droite qui devait s'établir dans le village de Villinghausen où les avant-postes anglais, contrairement à ce qui s'était passé lors des reconnaissances des jours précédents, refusèrent de céder le terrain. Broglie était aux abords de Nadel : « Comme j'en approchais, écrit-il (2), j'entendis un très grand feu du côté de M. de Closen, ce qui m'engagea de m'y porter au galop. Je trouvai qu'il avait fait attaquer le village par M. de Saint-Victor, qu'il l'avait soutenu avec les régiments de Nassau et de Deux-Ponts et les bataillons de grenadiers et chasseurs d'Auvergne et de Poitou, et l'avait emporté ainsi qu'un abattis que les ennemis avaient fait. Il me fit demander de lui envoyer des troupes, les ennemis l'ayant rattaqué très vivement, et j'y fis marcher la brigade de Dauphin de la division de M. de Guerchy qui s'y porta lui-même avec elle. J'y conduisis ensuite moi-même le régiment du Roi, et j'y fis entrer une quinzaine de pièces de canon du parc. Les ennemis rattaquèrent à différentes reprises avec

(1) La première dépêche de Broglie du 16 dit 5 heures, la relation postérieure parle de 4 heures.

(2) Broglie à Choiseul, Oestinghausen, 16 juillet 1761. Lettre déjà citée.

un feu de canon et de mousqueterie des plus vifs auquel il fut parfaitement répondu de notre part. Il ne cessa qu'après que la nuit fut fermée..... Les ennemis se retirèrent à quelque distance du village et nous laissèrent 3 pièces de canon. » D'après la relation de Westphalen, compulsée d'après les documents allemands, la lutte fut acharnée pour la possession du château d'Autepoth situé entre la chaussée d'Hamm et la rivière de la Lippe; les Français cherchèrent à percer de ce côté, mais furent repoussés grâce à l'intervention de Wütginau qui, sur l'ordre du prince Ferdinand, après avoir renforcé de deux bataillons la ligne de Granby, s'était porté avec le reste de sa division à l'extrême gauche du front d'attaque. A Villinghausen, tous les efforts de Granby pour reconquérir le village et le château avaient échoué et force avait été aux Anglais de se retirer sur les crêtes qui dominent de quelques mètres le village. Le prince Ferdinand, dès les premiers avis, s'était rendu sur le lieu du combat; il ne s'était pas contenté de faire entrer en ligne la division Wütginau, mais il avait resserré son armée sur sa gauche, ramené le prince d'Anhalt avec une partie de la grosse artillerie sur Kirch Düncker, à la droite de Granby; il avait de plus fait passer les divisions Howard et Conway sur la rive droite de l'Ahse où elles devaient remplacer le prince d'Anhalt à Illigen et Hohenover; le colonel de Grafendorf fut détaché avec deux bataillons à Kirch Düncker pour fermer et barricader ce village et pour empêcher l'ennemi de percer sur ce point; le gros de l'artillerie dut soutenir les corps de Granby et Wütginau. Enfin, Spörcken fut invité à détacher 6 bataillons et 6 escadrons sous le général Wolff au secours de Wütginau à l'extrême gauche. Ces ordres, expédiés vers 7 heures du soir, furent exécutés dans la nuit.

Reportons-nous aux états-majors français et voyons quelles mesures avaient été prises pour assurer et déve-

lopper le demi-succès remporté par Broglie. Celui-ci, peu avant la cessation du feu, avait relevé les défenseurs de Villinghausen par les brigades fraîches de Rougé et d'Aquitaine de la division du duc d'Havré. Cette précaution indiquait l'intention de se maintenir sur le terrain conquis : « Il était très avantageux, rapporte le commandant de l'aile droite, de me soutenir dans la possession de ce village par sa proximité de Hamm et du point de retraite des ennemis. Cela joint à la persuasion où j'étais que M. le maréchal de Soubise avait campé ce jour-là des troupes devant Scheidingen et des sujets d'inquiétude qu'il donnerait de grand matin aux ennemis sur plusieurs points de leur front, me détermina à ne point l'abandonner, ne doutant point que dès qu'ils auraient lieu de craindre d'être attaqués, ou le seraient réellement en plusieurs endroits, ils ne balançassent à me rattaquer dans le village. » L'énergie que Ferdinand mit à la reprise de Villinghausen prouve la valeur stratégique de ce point et justifie le désir de Broglie de conserver sa conquête.

Au courant de l'après-midi du 15 juillet, plusieurs lettres avaient été échangées entre les deux maréchaux ; elles constituent un important élément dans le débat. Un premier billet de Soubise (1) écrit à Klatine, à 3 kilomètres de Scheidingen, est daté de 3 heures : l'armée confédérée s'étend au delà de Werle « dont le clocher paraît à hauteur de la gauche de leur droite. Dans cette position, les colonnes que je fais avancer ici sur les points d'attaque de Cornmühl et de Scheidingen vont se trouver déborder les ennemis ». Le prince se préoccupe de sa gauche : « Selon ce que vous trouverez devant vous, j'imagine, Monsieur le Maréchal, que vous irez plus ou moins loin ; et comme l'armée des ennemis paraît s'être totalement portée sur sa droite, M. le prince de Condé ne nous deviendra d'aucune

(1) Soubise à Broglie, Klatine, 15 juillet 1761, 3 heures. Papiers de Broglie

utilité. Ne jugerez-vous pas à propos de le rapprocher de notre droite? » Dans un post-scriptum, Soubise confirme ses impressions : « Par les nouvelles que je reçois à l'instant de l'abbaye de Welveren, on m'assure que les ennemis se retirent devant vous; je le désire, Monsieur le Maréchal, et mon impatience redouble à chaque instant; je serai à la petite pointe du jour et plus tôt selon ce que j'apprendrai pendant la nuit à portée de Scheidingen et de Cornmühl pour ne point perdre de vue les ennemis, quelque parti qu'ils prennent. »

Soubise écrivit dans le même sens à Condé; de son côté, ce dernier informa (1) Broglie qu'il campait encore à Nadel et Krewinkel, et qu'il attendait des ordres pour le lendemain. A la dépêche de son collègue reçue à 8 heures Broglie répond (2) à 10 h. 1/2 du soir : il rend compte des incidents de la journée et explique les circonstances qui ont amené l'occupation de Villinghausen : « La 3e (colonne) dont M. de Clozen avec son avant-garde avait la tête, s'est portée au village de Villinghausen, dont il était absolument nécessaire de gagner la tête pour pouvoir connaître la force des ennemis et avoir la vue sur un pays un peu plus découvert. » Il raconte les phases du combat et conclut : « Il est vraisemblable que si le parti des ennemis est pris de rester dans la position qu'ils occupent, ils la renforceront beaucoup sur leur gauche et ils chercheront à nous repousser du village dont nous nous sommes emparés. Et supposé qu'ils eussent eu le dessein d'attaquer votre gauche, il est certain que cela aurait dérangé ce projet. Je croirais, en conséquence, qu'il est indispensable que M. le prince de Condé me joigne demain avant le jour et je prends sur moi de le prier

(1) Condé à Broglie, Zweskausen, 15 juillet 1761, 6 h. 1/2. Papiers de Broglie.

(2) Broglie à Soubise, Ultrop, 15 juillet, 10 h. 1/2 du soir. Papiers de Broglie.

de le faire. Il faudra le faire remplacer au château d'Ohl et vis-à-vis celui de Nadel. » Un billet adressé au prince (1) de Condé à la même heure, 10 h. 1/2 du soir, contient les instructions annoncées et le prie de prendre les mesures nécessaires pour relever Stainville appelé au secours de Clausen : « Il s'agit de voir ce qui arrivera demain matin. J'aurai l'honneur de voir Votre Altesse de très bonne heure. Je la supplie, en attendant, de mettre tout en ordre dans cette partie. Il est nécessaire qu'elle ait la bonté d'envoyer sur-le-champ un officier sûr pour reconnaître le chemin et d'aller tout de suite remplacer M. le comte de Stainville, en observant cependant de ne faire passer à votre cavalerie le ruisseau de l'Aest que demain, lorsque le jour vous permettra de la voir bien passer. »

Tard dans la soirée, ou pendant la nuit, Broglie reçut une lettre de Soubise (2) datée du camp de Schweiffe : « J'attends avec l'impatience que vous pouvez imaginer, Monsieur le Maréchal, les nouvelles de votre journée. La canonnade a été si vive et a duré si longtemps que vous devez avoir trouvé de grands obstacles. » Vis-à-vis de lui la position de l'ennemi n'a pas changé : « Nous voyons la gauche (de son aile droite) finir près de Scheidingen. Les troupes qui campent ici avec moi ont leur gauche en avant de Niderstrats (Niederbergstrass) et la droite à Eincke. M. de Conflans est dans l'abbaye de Welveren; mon régiment soutenu des dragons dans les haies près de Scheidingen... Quand j'aurai de vos nouvelles, je me préparerai à exécuter ce dont nous conviendrons et ce que nous croirons de mieux à faire dans les circonstances où nous nous trouvons. Je compte sur le retour d'un de mes aides de camp pendant la nuit. Si vous jugez à propos de

(1) Broglie à Condé, Ultrop, 15 juillet, 10 h. 1/2 du soir. Papiers de Broglie.

(2) Soubise à Broglie, Schweiffe, 15 juillet 1761. Papiers de Broglie.

me donner un rendez-vous, je ne manquerai pas de m'y trouver exactement. Il ne s'est rien passé à la gauche de l'armée. M. de Viomesnil est venu me parler de la part de M. de Voyer. Il n'a point trouvé d'ennemis dans les bois de Schaffausen. M. de Voyer est sur les hauteurs d'Unna, il occupe la ville et se tient prêt à déboucher sur les ennemis au moment du combat ou de leur retraite. » Un peu plus tard dans la soirée Soubise avait mandé à Condé (1) l'inquiétude que lui causait le manque de nouvelles : « Les ennemis n'ont point bougé devant nous. Leur droite s'étend beaucoup au delà de Werle, leur gauche finit à Scheidengen... M. de Neuvic arrive et m'apporte votre lettre de 6 heures. Je crois que l'attaque est très vive et j'espère le succès... Je vous ai mis à votre aise, soumettant toujours ce que je proposais aux circonstances qui se passeraient à portée de vous. »

A 3 heures du matin le 16, Soubise accuse réception de la lettre de Broglie (2) expédiée à 10 h. 1/2 la veille et qui avait mis 4 h. 1/2 pour lui parvenir. Soubise informe son collègue qu'ordre est donné à Dumesnil « de pousser des détachements, de les soutenir et de faire toutes les démonstrations qui peuvent attirer l'attention des ennemis et les contenir, s'il ne peut faire mieux ». Voyer, qui a été mis au courant dès la veille de la prise de Villinghausen, est invité « à attaquer les ennemis et à faire au moins une diversion ». Le maréchal prince ajoute : « Je vais de ma personne me porter à mes troupes avancées près Scheidingen et Kornmühl ; je ferai tout ce qui dépendra de moi ; mais si les ennemis tiennent la même position et si leur camp est toujours aussi proche du village de Scheidingen, il me sera difficile de m'y soutenir. En-

(1) Soubise à Condé, Schweiffe, 15 juillet 1761. Papiers de Clermont. Archives de la Guerre.

(2) Soubise à Broglie, 16 juillet 1761, 3 heures du matin. Papiers de Broglie.

fin, M. le Maréchal, je vais tout tenter pour faciliter votre attaque et tâcher de la faire réussir. » La lettre se termine par l'avis que la brigade de Lyonnais était partie « pour se rendre en droiture au château d'Ohl ou de Nadel » pour rejoindre le prince de Condé.

Pendant que Soubise hésitait à s'engager à fond et semblait attendre de nouveaux avis ou une nouvelle conférence pour fixer les opérations de la journée, les confédérés, sous l'énergique impulsion de Ferdinand, recommençaient la lutte autour de Villinghausen. Sous le couvert de l'obscurité, Ferdinand avait continué à renforcer sa gauche en y appelant les brigades anglaises Cavendish et Pembroke de la division Howard, ainsi que le gros du corps Spörcken et en y concentrant son artillerie de parc. Il avait à opposer à Broglie 36 bataillons, 33 escadrons et environ 100 canons de fort calibre; ces troupes s'étendaient depuis la Lippe jusqu'au Dünkerberg; en tenant compte de la division Wolff du corps de Spörcken qui allait bientôt rejoindre, elles constituaient une masse de 32 à 33.000 combattants. Le reste des troupes confédérées, soit environ 24.000 hommes des trois armes, sous les ordres du prince héréditaire, faisait face à Soubise. Le 15 juillet, le gros des confédérés était à leur aile droite; le 16 au contraire, grâce aux mouvements de la nuit, l'aile gauche était devenue de beaucoup la plus forte. Les rôles étaient renversés.

Le feu, qui n'avait jamais tout à fait cessé pendant la nuit, recommença le 16 juillet à 3 heures du matin; il y eut entre l'avant-garde de Clausen appuyée par les divisions Guerchy et Havré et les divisions Granby et Wütginau une lutte très vive sans résultat décisif pour la possession de la route de Soest à Hamm et de ses abords. Après trois heures d'intensité, la canonnade fut suspendue par l'épuisement des munitions, cependant la fusillade continua entre les infanteries rivales, que répartissait en

pelotons séparés la nature du terrain coupé de haies et de fossés. L'engagement très confus se prolongea, d'après les récits allemands, jusqu'à 8 heures. Un peu avant ce moment l'intervention très opportune des troupes détachées par Spörcken procura aux confédérés un avantage marqué. Une division, sous les ordres de Wolff, forte de 7 bataillons et 6 escadrons, avait franchi la Lippe au pont d'Untrop, s'était déployée à la gauche de Wütginau et, avec le secours de 10 pièces de 12 amenées du Dünkerberg, s'était portée sur l'extrême droite des Français. De son côté, Broglie, soit pour couvrir la retraite qu'il envisageait déjà, soit pour tenter un dernier effort offensif, cherchait à établir une batterie sur une butte dont Granby avait été chassé la veille et qui se trouvait vis-à-vis de sa position actuelle. Ferdinand, averti de cette tentative, lança à l'assaut de la colline (1) des bataillons anglais, et brunswickois. Deux bataillons de grenadiers anglais soutenus par les gardes hanovriens, exécutèrent sous le couvert du bois un mouvement tournant, tandis que d'autres unités anglaises appuyées par les Brunswickois abordèrent la hauteur de front. Ce double assaut coïncida avec un recul de la droite française, qui venait de recevoir l'ordre d'évacuer le village de Villinghausen. Aussi les confédérés parvenus au sommet de la butte trouvèrent-ils les Français en pleine retraite.

L'opération, fort délicate en elle-même, se trouvait singulièrement aggravée par la proximité de l'ennemi et par l'enchevêtrement des combattants; il s'ensuivit du désordre dont profitèrent les assaillants. Tandis que les bataillons de Wolff se jetaient sur le flanc des Français en retraite, les Hessois de Wütginau et de Mansberg, les Écossais de Beckwith, les Anglais de Waldegrave, appuyés par une partie de la division du prince d'Anhalt, les abor-

(1) Granby à Bute, Kirch Düncker, 17 juillet 1761. Newcastle Papers.

dèrent de front. Dans la mêlée, le régiment de Rougé, qui occupait le village de Villinghausen, fut séparé par la poussée ennemie, cerné et fait prisonnier en partie avec ses canons et ses drapeaux (1). Le reste des troupes se replia en bon ordre, couvert par Stainville avec les grenadiers de France et Royaux. La nature du terrain inaccessible pour la cavalerie empêcha toute poursuite.

De l'action du 16, Broglie fait le récit suivant : « Ce matin, à la pointe du jour, la mousqueterie et le feu de canon ont recommencé avec beaucoup de vivacité, et le nôtre y ayant répondu de même, il a paru se ralentir et s'est ralenti en effet jusque vers les 6 heures que nous avons vu les ennemis marcher par leur gauche et se renforcer successivement beaucoup. Ils ont alors porté la plus grande partie de leur artillerie sur le centre du village où était le régiment de Rougé, et sur la droite par rapport à nous, où la mousqueterie s'était toujours soutenue. Alors n'entendant point tirer du côté de l'armée de Soubise, voyant toujours filer des troupes de la droite des ennemis sur leur gauche, et ayant appris par un aide de camp de M. le prince de Condé qu'il n'était encore venu aucune troupe pour le remplacer à Nadel, où il avait été obligé de laisser une de ses brigades d'infanterie pour garder le pont, je proposai tout pour la retraite, et je la commençai sur les sept heures. Les ennemis portaient alors les plus grandes forces sur le régiment de Rougé qu'ils percèrent, et comme le village était coupé de ravins très considérables et très boueux, une partie en a été séparée; le reste des

(1) Broglie donna de ce malheur l'explication suivante : « Ce régiment s'est battu avec la plus grande fermeté; la difficulté du terrain où il était, qui était si couvert qu'ils ne pouvaient voir leur droite et leur gauche, a fait qu'au lieu de se retirer lorsque les autres se disposèrent à le faire, ils ont fait alors une charge en avant, qui a donné moyen aux ennemis de les entourer. Le courage avec lequel ce régiment a combattu mérite toute sorte d'éloges et je ne puis trop en donner à M. le comte de Rougé. » Broglie à Choiseul, Ervete, 22 juillet 1761. Archives de la Guerre.

troupes s'est retiré dans le meilleur ordre. J'avais gardé le corps des grenadiers de France qui n'avait point combattu, pour faire l'arrière-garde. Les ennemis ne nous ont suivis en force que jusqu'au bout des haies du village. Du canon placé sur les hauteurs les a contenus; nous nous sommes retirés en bataille sur plusieurs lignes, on s'est arrêté plusieurs fois et on a répondu à deux ou trois pièces de canon qu'ils ont amenées à notre suite jusqu'au village d'Ultrop. J'ai fait camper l'armée sur la rive gauche de l'Aest, et comme je finissais d'en marquer le camp, M. le prince de Croy m'a joint et m'a appris que les troupes de M. le maréchal de Soubise n'étaient arrivées qu'à sept heures au village de Scheidingen, et nous n'avons commencé qu'alors à entendre son canon. »

Pendant la nuit et les premières heures du 16 juillet, il y eut échange de billets entre Broglie et Soubise; le premier, de Broglie (1), porte l'heure de 3 heures 1/2 du matin : « Je me suis rendu ici à la pointe du jour, Monsieur le Maréchal; dans ce moment les coups de fusil et de canon recommencent avec vivacité; ainsi je crois qu'il n'y a pas de temps à perdre pour nous faire renforcer par des troupes, toutes celles qui n'ont pas soutenu l'attaque d'hier soir ayant été mises dans le village. Je vais envoyer ordre à la division qui est à Borgelen de filer pour remplacer M. le prince de Condé, afin que les troupes de ce prince puissent nous joindre. » L'instruction expédiée à Condé (2) est ainsi conçue : « Je prie M. le prince de Condé de vouloir bien faire passer tout de suite l'ordre ci-joint à la division qui est à Borgelen pour qu'elle se mette en marche pour venir remplacer M. le prince de

(1) Broglie à Soubise, près Villinghausen, 16 juillet 1761, 3 heures 1/2 du matin. Archives de la Guerre.

(2) Broglie à Condé, Villinghausen, 16 juillet 1761, 3 h. 1/2 du matin. Fonds de Clermont. Archives de la Guerre.

Condé qui avec les troupes à ses ordres se tiendra à portée de venir nous joindre ici (Villinghausen) par le chemin qu'a tenu hier M. de Stainville et de nous servir de réserve au besoin. » L'ordre destiné à l'officier général commandant la division qui se trouvait à Borgelen, officier dont Broglie ignorait le nom (1), concordait parfaitement avec les instructions de Condé.

Au cours de la nuit, Soubise avait écrit (2) à Condé : « Vous avez bien fait de marcher où M. de Broglie vous demande. Je vais voir de mon côté ce que je pourrai faire pour vous procurer une diversion. Je voudrais bien trouver au jour quelque changement dans la position des ennemis, car leur camp — comme vous l'avez vu — touche presque au village de Scheidingen qui paraît le point le moins difficile où l'on puisse passer le ruisseau. Je fais marcher la brigade de Lyonnais par le chemin de Klasine (Klotingen) pour se porter sur le château d'Ols. Vous pourrez lui envoyer vos ordres; je vais aussi pousser Fischer par ma droite. Enfin, je ferai mon possible pour avoir l'œil sur vous et ne pas négliger le reste de l'armée. Je vous désire toute la gloire que vous méritez. »

A 7 heures du matin, Broglie fait part (3) à Soubise et à Condé de ses intentions de retraite : « Les ennemis m'ont attaqué ce matin assez vivement dès qu'il a fait jour, ainsi que je vous avais mandé hier qu'ils le feraient. Mais comme ils ont été repoussés partout, ils se sont contentés de nous canonner beaucoup à cartouche, et à des fusillades assez vives ; mais ils n'ont pas tenté de s'approcher. Je ne vois, avec ce que j'ai avec moi, aucune possibilité d'attaquer les ennemis; et je ne vous ai pas mandé hier,

(1) Il appartenait à l'armée de Soubise.

(2) Soubise à Condé, nuit du 15 au 16 juillet 1761. Fonds de Clermont, Archives de la Guerre.

(3) Broglie à Soubise, Villinghausen, 16 juillet 1761, 7 h. du matin. Archives de la Guerre.

je crois, que je comptasse le tenter. Comme les démonstrations que vous allez faire ne peuvent pas me mettre en état de le faire, je vais penser à ma retraite. Vous savez que je ne voulais hier que prendre un camp près d'ici ; et si les ennemis ne m'avaient pas attaqué comme ils l'ont fait, nous n'aurions eu aucune action. J'ai l'honneur de vous prévenir du parti que je prends, afin que vous ne vous engagiez pas ; et j'en préviendrai M. le prince de Condé, afin qu'il se retire aussi à temps par ses ponts. Voilà, Monsieur le Maréchal, tout ce que je puis faire à présent et à quoi je vais travailler. » Un post-scriptum indique une situation plus inquiétante : « Dans l'instant les ennemis me rattaquent de nouveau avec des forces de beaucoup supérieures. Il est certain que j'ai presque toute leur infanterie contre moi, ce qui me force de faire dans l'instant ma retraite. »

Un mot de Soubise (1) à Condé nous donne l'impression produite sur le maréchal par la nouvelle de la retraite de son collègue : « Dubois arrive et me met au désespoir. M. de Nort, aide de camp de M. de Broglie, était venu me dire que tout allait bien et venait de partir dans le moment pour retourner à M. le Maréchal lui dire que je voyais les ennemis se retirer devant moi, que M. Dumesnil voyait les ennemis en bataille devant lui, et cependant s'il avait besoin de troupes, qu'il n'avait qu'à dire et que je marcherais avec les bataillons que j'avais ici. M. d'Oorthore arrive successivement et me dit que M. de Broglie se retire sur vous. Dubois prétend qu'il vous a demandé deux brigades et qu'il vous laisse d'ailleurs la liberté de revenir sur moi ou sur le point qui vous conviendra le mieux. Je voudrais bien savoir à quoi m'en tenir sur le point de retraite de M. le maréchal de Broglie et sur le vôtre. En attendant, je porte intermédiairement

(1) Soubise à Condé, hauteurs de Scheidingen, 16 juillet 1761, 9 h. du matin. Fonds de Clermont.

entre vous et moi les brigades des Gardes et de Bricqueville. Je les placerai derrière le ravin d'Einiker. Il ne faut point vous gêner pour votre retraite si vous trouvez plus de facilité pour la faire par Borgelen. Instruisez-moi seulement et sur-le-champ je suis à vous. Je vais abandonner la poursuite des ennemis que je venais de chasser du village de Scheidingen pour m'occuper d'objets plus sérieux et plus tristes. Donnez-moi de vos nouvelles à chaque instant et faites-moi passer les intentions de M. de Broglie, surtout le point de retraite, afin que je me dirige en conséquence. »

Dans le courant de la journée du 16, Soubise, qui portait au prince de Condé une affection presque paternelle, lui demanda (1) à deux reprises des informations : « Je voudrais vous savoir à Borgelen en dedans du ruisseau. Je vais me mettre derrière celui de Paradies. Je désirerai bien savoir où sera M. de Broglie. » Le second mot (2) montre le maréchal plus rassuré : « Puisque M. de Broglie ne s'éloigne point, vous me paraissez en sûreté dans votre camp et je suis tranquille. Si j'avais su positivement où trouver M. de Broglie, j'aurais été prendre avec lui les arrangements nécessaires pour suivre notre plan de campagne, que l'événement d'aujourd'hui ne doit point déranger puisque le projet de la diversion subsiste, mais il est bien tard, et j'ai beaucoup d'affaires, ce qui me fait remettre à demain la satisfaction de vous embrasser. »

Au moment où Broglie avait annoncé sa retraite, il croyait qu'il pourrait effectuer son mouvement sans trop de pertes et n'attachait pas grande valeur à la conservation d'une position dont la possession n'eût été impor-

(1) Soubise à Condé : En me retirant de Scheidingen. Fonds de Clermont.

(2) Soubise à Condé, camp de Paradies, 16 juillet 1761. Fonds de Clermont.

tante que dans le cas d'une affaire générale. La capture du régiment de Rougé et des canons laissés à Villinghausen transformait en échec sérieux ce qui n'aurait été qu'un combat d'avant-garde, et engageait bien autrement le général commandant. Aussi déjà le langage de Broglie dans l'après-midi du 16 est-il différent de celui du matin et se préoccupe-t-il de faire porter à son collègue sa part de responsabilité.

Dès lors, il n'hésite pas à attribuer la défaite qu'il venait de subir au retard et à la mollesse des opérations dont Soubise s'était chargé. Entre les deux maréchaux, il avait été convenu : 1° que le prince de Condé appuierait la gauche de Broglie et permettrait à celui-ci d'en tirer des renforts pour sa droite fortement engagée dans le village de Villinghausen et ses abords; 2° que Soubise avec le gros de ses troupes ferait une diversion en attaquant le village de Scheidingen; 3° enfin que Dumesnil et Voyer menaceraient la droite et les derrières de l'ennemi. Le rapport de Soubise et de ses subalternes nous donne leur version sur l'exécution de ces trois opérations. Commençons par les mouvements de Condé. « Par la disposition qu'on s'était proposé de faire, raconte le bulletin de l'armée de Soubise (1), le corps de M. le prince de Condé était destiné à passer l'Aest et à se joindre à l'armée de M. le maréchal de Broglie. Il lui en donna l'ordre à minuit, la nuit du 15 au 16, et il se mit tout de suite en marche, passa l'Aest à la pointe du jour aux ponts qu'il avait fait rétablir la veille auprès du château de Nadel et fut remplacer M. le comte de Stainville qui lui avait envoyé un officier pour lui indiquer sa position; dès la pointe du jour on avait renforcé la réserve de M. le prince de Condé de la brigade de

(1) Bulletin de l'armée de Soubise du 13 au 18 juillet 1761. Archives de la Guerre. Ce bulletin rédigé après l'action n'a pas à beaucoup près la valeur des billets échangés pendant les événements.

Lyonnais. » Le 16, à 6 heures 1/4 du matin, Condé écrit (1) à Broglie le billet suivant : « M. le maréchal de Soubise fait attaquer le village de Scheidingen ; M. le prince Ferdinand est en bataille sur les hauteurs. Les brigades de la Reine et d'Orléans suffisent pour la garde des Ponts. Je porte celles de Boisgelin et de Lyonnais qui m'arrivent, sur le plateau, d'où je serai à portée de secourir les Ponts, si le cas le requiert. Dans cette position, j'attendrai vos ordres. » Quand cet avis parvint à Broglie, celui-ci s'était déjà décidé à évacuer Villinghausen ; aussi répondit-il en priant Condé d'envoyer deux brigades d'infanterie pour couvrir la retraite des défenseurs du village et de se retirer avec le reste. « M. le prince de Condé (2) lui fit passer alors les brigades de Boisgelin et de Lyonnais avec 6 pièces de canon du parc..... et se retira avec le reste de ses troupes par les ponts qu'il avait fait construire sur l'Aest auxquels il avait laissé deux bataillons de grenadiers pour l'arrière-garde et qui furent chargés de les détruire. »

Les détails donnés dans le bulletin officiel de Soubise sont complétés par la correspondance échangée entre Condé et Broglie à la suite de la publication du rapport de ce dernier : « Je sais à n'en pouvoir douter, écrit Condé (3), que vous avancez qu'il était convenu que je passerais l'Aest le 15, dès que M. de Stainville se serait emparé du château de Nadel. Cela l'était si peu, que lorsqu'en conséquence des ordres de M. de Soubise, j'allai de ma personne prendre les vôtres, le 15 au matin, à la chapelle d'Oestinghausen, il fut convenu que je viendrais camper, le soir même, ma gauche dans la direction d'Ohl, et ma droite dans celle de Kreewin-

(1) Condé à Broglie, à la tête des Ponts, 16 juillet 1761, 6 h. 1/4 a. m. Papiers de Broglie.

(2) Bulletin de l'armée, déjà cité.

(3) Condé à Broglie, Holthusen, 9 août 1761. Papiers de Broglie.

ckel, faisant face au confluent de l'Aest et du Soestbach. Vous me montrâtes ma position sur la carte de M. le comte de Broglie et j'emportai cette même carte pour être plus sûr de suivre exactement vos intentions. Il fut dit aussi que je ferais faire des ponts sur l'Aest à ma droite, au-dessous d'Ostinghausen, pour communiquer avec la gauche de votre armée, ce qui prouve bien que vous ne comptiez pas que je camperais à la rive droite de l'Aest et que j'enverrais des grenadiers de ce côté-ci du ruisseau, vis-à-vis du château de Nadel, pour favoriser l'attaque de M. de Stainville et rétablir le pont dès que le château serait emporté. » Aussitôt le prince de retour à sa division, le mouvement avait commencé et les ponts furent jetés tant en amont qu'en aval de la jonction des deux ruisseaux. Le 16 à minuit et demi, Condé reçut de Broglie l'ordre « de passer l'Aest et d'aller remplacer M. de Stainville qui y appuyait sa gauche. Il y avait une lieue et demie de mon camp, et j'y fus cependant arrivé à deux heures. Il me semble que cet ordre seul prouve assez que vous me saviez à la rive gauche de l'Aest, où j'étais, puisque vous me dîtes de la passer. C'est donc bien sûrement par inadvertance, Monsieur, que vous avez mandé qu'il était convenu que je passerais l'Aest le 15 au soir. J'ai exécuté ponctuellement tous les ordres que j'ai reçus de vous, et j'ose dire avec toute la célérité possible ». Le dire du prince est confirmé par une note de Castries (1), chef d'état-major de Soubise : « L'infanterie et l'artillerie de M. le prince de Condé se sont mises en marche à minuit et se sont rendues au pont de Natelen sur l'Aest où elles appuyaient leur gauche, leur droite se prolongeant vers la gauche de l'armée de Broglie, l'artillerie a passé sur le pont de Natelen et l'infanterie sur un pont de planche construit à 800 pas au-dessus. La ca-

(1) Réponses de Castries aux notes de De Vault, s. d. Archives de la Guerre.

valerie de la réserve se mit en marche au grand jour et vint se placer en colonne le long de l'Aest derrière la gauche de l'infanterie.

« Le prince de Condé était dans cette position le 16. Lorsque M. le maréchal de Broglie ordonna la retraite à environ 9 heures du matin, deux brigades de sa réserve couvrirent la gauche de l'armée de Broglie en se retirant le long de la rive droite de l'Aest, elles passèrent ensuite cette rivière à Ostinghausen pour rentrer dans le camp de Zuickaus, où elles rejoignirent les autres unités de la réserve qui y étaient déjà rentrées. La brigade de Lyonnais partit le 16 au point du jour pour remplacer M. le prince de Condé dans sa position intermédiaire entre les deux armées et recevoir ses ordres. »

A la lettre de Condé, Broglie répliqua (1) en se défendant d'avoir mis le prince en cause, mais en maintenant son assertion : « Il est vrai que dans celle du 28 à ce ministre, en énonçant les articles qui avaient été convenus le matin du 15, dans le cabinet du maréchal de Soubise, je dis : art. 4, que M. le prince de Condé devait passer l'Aest, aussitôt que M. de Stainville se serait emparé du château de Nadel. C'est un fait que je crois de la plus exacte vérité, et que ne détruisent point les ponts que je convins avec V. A. S. qu'elle ferait jeter sur l'Aest, vis-à-vis du terrain où devait appuyer ma gauche..... Il en est de même de la lettre que j'eus l'honneur de lui adresser le 15 au soir. Il était bien simple que je m'informasse de son aide de camp, du lieu où elle était avec sa réserve ; et que, sachant qu'elle n'avait pas passé l'Aest, je lui demandasse de le faire le plus tôt que cela lui serait possible. »

Des extraits que nous venons de citer, il ressort que le prince de Condé, tiraillé en sens contraires par les com-

(1) Broglie à Condé, Cassel, 6 septembre 1761. Papiers de Broglie.

munications qu'il recevait de ses deux chefs, dont l'un voyait le gros de l'ennemi à gauche tandis que l'autre avait deviné les mouvements de Ferdinand, se borna le 15 à camper sur la rive de l'Ahse au lieu de franchir le ruisseau et de relever Stainville; qu'il attendit le 16 l'arrivée de la brigade de Lyonnais pour passer l'Ahse et des ordres ultérieurs pour se porter en avant. En résumé, la contradiction dans les instructions, le retard dans l'envoi des renforts promis, enfin le manque d'initiative du général eurent pour résultat de laisser inactives à faible distance du lieu d'action les troupes du prince de Condé.

Examinons maintenant l'attaque sur Scheidingen d'après le rapport officiel (1) de l'état-major de Soubise : « L'armée marcha sur trois colonnes en se dirigeant sur le plateau qui domine le vallon et le village de Scheidingen. Ce plateau était déjà occupé par des bataillons de grenadiers, des dragons, des troupes légères et des divisions d'artillerie aux ordres de M. le comte d'Apchon. Les ennemis furent chassés des postes de Neumühl et de Kortmühl avant sept heures et le feu de l'artillerie avait déjà commencé très vivement. Le régiment des volontaires de Soubise attaqua un bois qui était à la rive droite du ruisseau de Salzbach et que les ennemis avaient occupé pendant la nuit, il l'emporta avec la plus grande vivacité, malgré la supériorité des ennemis et les batteries dont ils étaient protégés. A mesure que l'artillerie arrivait, elle se plaçait et s'avançait successivement, la canonnade devint très violente de part et d'autre....... A huit heures, les volontaires de Soubise soutenus des grenadiers et chasseurs de la brigade des Gardes et de Briqueville et protégés par les brigades de Piedmont à la droite, Limousin et les Irlandais à la gauche aux ordres de MM. de Mailly, de Levis, de Vogué, lieutenants-géné-

(1) Bulletin de l'armée de Soubise.

raux, s'approchèrent pour embrasser les haies de Scheidingen, attaquèrent la redoute qui défendait le pont et le village qu'ils emportèrent avec la même rapidité qu'ils avaient forcé le bois, on ne saurait assez louer la valeur de ce régiment et de ses chefs.

« Les dispositions étaient faites alors pour jeter des ponts sur le ruisseau, et les brigades d'infanterie prêtes à le passer pour suivre les premiers succès, lorsque M. le maréchal de Soubise reçut la lettre que M. le maréchal de Broglie lui écrivait par laquelle il lui mandait qu'il prenait le parti de se retirer et qu'il l'en prévenait pour qu'il ne s'engageât pas. » Le retour au camp de Paradies s'effectua sans être troublé par l'ennemi. L'engagement aurait coûté environ 300 hommes tués et blessés aux Français et d'après le rapport officiel seulement 114 aux confédérés. Le prince héréditaire accusa 111 tués, blessés ou pris. Quelque insignifiante qu'elle fût au point de vue matériel, l'attaque de Scheidingen produisit de l'impression dans l'armée confédérée. Le prince Ferdinand se rendit en personne (1) auprès du prince héréditaire qui était opposé à l'armée de Soubise et il est permis de croire que la crainte d'une attaque qui ne faisait que s'esquisser fût pour quelque chose dans la prudence extrême de la poursuite de l'armée de Broglie. Commencée de meilleure heure et menée plus énergiquement, l'offensive de Soubise eût probablement permis à son collègue de se maintenir à Villinghausen et eût donné le temps à Dumesnil et à Voyer de mener à bonne fin les démonstrations dont ils avaient été chargés.

En fait, l'action de ces deux généraux fut absolument nulle. Dumesnil avec 16 bataillons et 30 escadrons avait été placé sur les hauteurs de Ober Ense et Rhüne avec mission de protéger la gauche de Soubise et « d'attaquer

(1) Westphalen, V, p. 628 et suivantes.

le flanc droit de l'ennemi lorsque les dispositions générales auraient été fixées ». Soit retard dans les ordres, soit indécision, il ne prit aucune part à l'engagement. Il en fut de même de Voyer qui avec 12 bataillons et 14 escadrons avait été détaché sur Unna et Kamen pour menacer la ligne de retraite des confédérés sur Hamm. Cette opération ne put produire son effet par suite de l'arrêt du combat : « M. de Voyer n'eut le temps d'arriver que jusques à Unna et de porter un détachement jusqu'à Hermerden. Il trouva partout des troupes de la seconde ligne des ennemis et supérieures à lui. » Cette seconde ligne ne se composait, d'après les rapports allemands, que de quelques troupes légères du major Scheiter.

En résumé, les divisions de Condé, Dumesnil et Voyer, soit presque la moitié de l'infanterie de Soubise, ne tirèrent pas un coup de fusil; tout l'effort porta donc sur les troupes de Broglie. Des 50.000 combattants que lui attribuent plusieurs auteurs, lors de son entrée en campagne, il faut défalquer les 36 bataillons et 42 escadrons de De Muy, Lusace et Chabo opposés à Wangenheim et à Lückner, et surveillant la garnison de Lippstadt; il restait donc au maréchal environ 32.000 hommes. En face de ces forces, le prince Ferdinand, par suite des hésitations de Soubise, put mettre en ligne un chiffre égal de troupes et supprimer ainsi sur le champ de bataille la supériorité numérique que possédait sur lui l'ensemble des armées françaises; le judicieux emploi de son personnel et de son artillerie, arme dans laquelle il avait l'avantage, lui assurèrent le succès.

Après avoir consulté les documents produits et surtout les billets échangés pendant les journées des 15 et 16 juillet, on est amené aux conclusions suivantes : Le plan général d'attaque préparé par Broglie et accepté par Soubise n'avait pas d'objectif précis, manquait de netteté dans les vues et ne reposait pas sur une connaissance suffisante

de la position ennemie; il supposait pour le 12 des mouvements qui ne s'exécutèrent que le 15; la manœuvre prescrite à Dumesnil et à Voyer, mal combinée, tardivement entreprise, mollement exécutée, n'eut d'autre résultat que de laisser en dehors du champ de bataille une grosse fraction de l'armée de Soubise. Il en fut de même de la tentative pour prendre pied sur le plateau derrière Scheidingen. En se quittant le 15 après leur conférence, il est probable que ni l'un ni l'autre des maréchaux ne s'attendait à autre chose qu'un mouvement destiné à préparer une affaire qu'ils seraient libres d'engager ou de refuser le lendemain. Broglie se tint de sa personne avec la colonne de Belsunce et ne se porta à Villinghausen que quand il sut la lutte engagée sérieusement sur ce point. Une fois le combat commencé pour la possession du village, il le soutint, mais il ne l'avait pas prévu.

Soubise, quoique averti par le bruit de la canonnade et par le billet de Broglie de la gravité de la lutte, fut hypnotisé pendant la soirée du 15 par la vue des ennemis dont il croyait, d'ailleurs avec raison, le gros devant lui; il attendit le jour pour rapprocher ses troupes et se laissa devancer par Ferdinand qui, habilement, mit à profit le couvert de la nuit pour renforcer le point faible de sa ligne. L'exécution de l'attaque de Scheidingen commença trop tard, et se ressentit des hésitations du chef.

Condé, tout en obéissant à la lettre des ordres reçus, ne sut pas en interpréter l'esprit et ne se conforma pas au principe de marcher au feu. Son manque d'initiative, son inaction sur les bords de l'Ahse le rendit inutile pendant la matinée du 16.

Quant à Broglie, il est difficile de lui reprocher d'avoir défendu Villinghausen au lieu de l'abandonner aux Anglais de Granby; le point était important pour le dé-

bouché du lendemain; l'acharnement de l'ennemi à vouloir le reprendre était une preuve trop évidente de cette importance pour ne pas chercher à conserver la position disputée. Peut-être eut-il tort de l'évacuer, alors qu'il avait résisté victorieusement jusque-là, qu'il avait à portée les grenadiers de Stainville et le corps de Condé tout entier et qu'il savait l'action de Soubise commencée? Les effectifs aux prises autour de Villinghausen étaient à peu près égaux et l'arrivée de Condé eût fait pencher la balance en faveur des Français. Sans aucun doute, pour trouver la véritable raison de l'échec subi, il faut s'en prendre à la dualité du commandement. Malgré la subordination apparente de Broglie, celui-ci, en raison de la supériorité de ses moyens, était l'inspirateur des opérations, mais seul, son supérieur par rang d'ancienneté, Soubise, était investi des pouvoirs nécessaires pour en assurer l'exécution.

De la position équivoque où il était placé, Broglie se plaignit amèrement à Choiseul(1) : « Je vous prie de faire attention, Monsieur le Duc, et de faire connaître à S. M. la situation dans laquelle je me trouve ici. Je suis chargé de lui répondre de l'armée du Haut-Rhin que je ne commande plus que de nom, puisqu'elle doit suivre les mouvements et les partis que l'autre prend, et je réponds de fait des échecs qui pourraient arriver à celle du Bas-Rhin, et des conseils que l'on me demande et que je suis obligé de donner, quoique je ne puisse en aucune manière ordonner du temps, des moyens et des personnes employées à l'exécution. S. M. est trop juste pour exiger que cela dure longtemps, ce serait la perte de son service, ce qui m'affligerait encore beaucoup plus que ce qu'il y aurait de personnel pour moi. »

Aussitôt les rapports sur l'événement de Villinghausen

(1) Broglie à Choiseul, Erwitte, 19 juillet 1764. Archives de la Guerre.

parvenus à Versailles, la cour, par l'entremise de Choiseul, adressa aux deux généraux quelques mots de critique qui ne manquent pas de justesse et qui démontrent un véritable esprit d'impartialité. A Broglie, le ministre écrivit (1) : « Il a paru au Roi, Monsieur le Maréchal, qu'étant convenu entre vous et M. le maréchal de Soubise que l'attaque sur les ennemis ne serait faite que le 16 au matin, il aurait mieux valu que vous eussiez différé jusques à cette époque l'attaque que vous avez commencée le 15, ce retard aurait produit l'avantage qu'en réussissant le 16, comme vous avez réussi le 15, l'armée de M. de Soubise aurait concouru au combat, ainsi qu'elle l'a fait le 16 au matin, que le retard qu'il y a eu dans les mouvements de l'armée de Soubise le 16 n'aurait pas été sensible, puisqu'elle attaquait lorsque M. de Soubise a reçu votre lettre à 7 heures du matin qui lui marquait de se retirer et que vous n'auriez pas perdu le 16 le terrain que vous aviez conquis le 15.

« Quoi qu'il en soit, Monsieur le Maréchal, il faut partir du point où l'on se trouve, sans examiner les détails des faits passés, c'est la meilleure méthode de bien servir le Roi et de remplir les vues de Sa Majesté. » La lettre (2) destinée à Soubise était conçue dans le même esprit : « Vous verrez, Monsieur le Maréchal, par la copie de la lettre que j'écris aujourd'hui à M. de Broglie ce que S. M. a pensé sur l'attaque prématurée du 15, en même temps le Roi aurait désiré que dès que vous avez été instruit de ce qui s'était passé le 15 à l'armée de Broglie, vous eussiez pressé les dispositions pour attaquer l'ennemi de votre côté de façon que vous eussiez pu commencer votre attaque à la pointe du jour du 16, ce qui aurait produit nécessairement la conservation de l'avantage acquis le 15.

(1) Choiseul à Broglie, 22 juillet 1761. Archives de la Guerre.
(2) Choiseul à Soubise, 22 juillet 1761. Archives de la Guerre.

« Mais comme je le mande à M. le maréchal de Broglie, il est inutile de discuter les détails des faits passés, cette discussion ne peut être que nuisible au service du Roi... Le sort des armes est incertain, Monsieur le Maréchal, mais la volonté du Roi est précise et lorsque les généraux de S. M. feront en l'exécutant tout ce qui dépend d'eux, le Roi leur promet de ne leur faire aucun reproche sur l'événement. »

Ce blâme, si léger qu'il paraisse aujourd'hui, fut vivement ressenti par chacun des états-majors. Les thèses divergentes sur les décisions prises à la conférence du 15 furent affirmées avec une assurance dont l'énergie croissait en raison du temps écoulé depuis les événements : Broglie dans sa réponse (1) en appelle au témoignage du comte de Stainville, frère du Ministre, pour certifier l'exactitude de son récit que nous reproduisons : « Le 14, Monsieur le maréchal de Soubise monta de grand matin à cheval pour aller reconnaître la position des ennemis; il y resta presque tout le jour, et le soir, il me fit l'honneur de passer chez moi sur les dix heures avec M. de Castries, et il me dit ce qu'il avait vu, et comme il était très fatigué et très endormi, ainsi que M. de Castries, il fut remis au lendemain matin à s'assembler chez lui pour y convenir de ce qui serait fait dans la journée du 15.

« Je m'y rendis de bonne heure avec M. votre frère, et il fut arrangé (2) : 1° que M. le maréchal de Soubise porterait ce jour-là 15 un corps sur la bruyère du village de Scheidingen, qu'il l'y ferait camper et occuperait le village; 2° qu'il ferait paraître des têtes vis-à-vis de Neumühl et Kochmühl; 3° qu'il enverrait un corps camper à Borgeln pour remplacer celui de M. le

(1) Broglie à Choiseul, Paderborn, 28 juillet 1761. Archives de la Guerre.

(2) Si l'on compare ce compte rendu de la conférence du 15 avec celui de la dépêche de Broglie du 16, on constate que le premier est beaucoup plus complet et plus précis, il est en désaccord avec la lettre de Condé à Broglie.

prince de Condé; 4° que celui de M. le prince de Condé passerait l'Aest aussitôt que M. de Stainville se serait emparé du château de Nadel; 5° que M. de Stainville attaquerait à 5 heures le château de Nadel; 6° que l'armée du Haut-Rhin s'avancerait vers Ultrop pour y camper entre l'Aest et la Lippe; 7° que je ferais occuper le village de Fillinghausen par la réserve de M. de Clozen; sans la possession de ce village, je ne pouvais pas camper à Ultrop, puisqu'il me cachait les mouvements des ennemis et leur donnait la facilité de déboucher jusque dans mon camp sans être aperçus. Il était également impossible que M. de Stainville pût demeurer à Nadel qui était plus avancé que ce village qui tient à des bois par lesquels les ennemis auraient pu le couper.

« Il fut dit ensuite que comme on se trouverait par cette position, très près de celle des ennemis, on la reconnaîtrait et on verrait si on pouvait entreprendre sur eux, et il ne fut ici jamais dit qu'on attaquerait le 16 au matin. »

A en croire Broglie, qui est d'accord sur ce point avec le prince Ferdinand (1), le mouvement sur Scheidingen n'aurait commencé qu'à 7 heures et Soubise lors de sa première entrevue avec lui, après la bataille, aurait « témoigné être très mécontent de ce que ses ordres étaient exécutés très lentement ou ne l'étaient point du tout ».

La version (2) de Soubise est la suivante : « J'ose assurer que l'on ne devait attaquer le 16 ou le 17 qu'après avoir reconnu les moyens de le tenter avec succès et pris des points d'appui que l'on devait fortifier par de bonnes redoutes... ayant appris à 2 heures (du matin) ce qui s'était passé dans la soirée du 15, j'ai fait attaquer sur les 5 heures un bois que les ennemis occupaient en deçà du ruis-

(1) Lettre écrite de Hansen-Over le 20 juillet, contenant la relation authentique de la bataille du 16. Westphalen. Archives de la Guerre.

(2) Soubise à Choiseul, Herdringen, 27 juillet 1761. Archives de la Guerre.

seau sur la droite du village... L'artillerie a commencé vers 6 heures à tirer sur le village qui successivement a été attaqué et emporté avec beaucoup de vigueur. J'ai abandonné l'attaque après avoir reçu la lettre de M. le maréchal de Broglie datée de 7 heures et demie... Je n'ai pu, Monsieur, refuser ce petit éclaircissement au soupçon de lenteur ou de négligence dont je ne me consolerais de ma vie. »

Au cours des deux jours du combat de Villinghausen, les confédérés éprouvèrent une perte de 1.400 officiers et soldats tués, blessés et pris ; celle des Français fut beaucoup plus forte, elle se monta, d'après le rapport de Broglie, à 757 officiers et soldats tués, 1.212 blessés et 1.143 prisonniers, soit en tout 3.112, plus que double de celle des confédérés. Les corps les plus éprouvés furent les régiments de Rougé, du Roi, Provence, Nassau, Deux-Ponts, Aquitaine, Dauphiné et les volontaires de St-Victor. Du côté du prince Ferdinand, les bataillons hanovriens qui faisaient partie de la division Wolff souffrirent le plus. Dans la soirée du 15, les Français s'étaient emparés de 3 canons régimentaires à Villinghausen, par contre, dans la matinée du 16, ils perdirent les 4 pièces du régiment de Rougé et 5 pièces du parc ainsi que 5 drapeaux.

Plusieurs officiers de marque furent tués ou blessés dans l'armée de Broglie. Le duc d'Havré eut un bras emporté ; le marquis de Rougé eut la cuisse brisée ; M. de Vérac, gendre du duc, fut blessé aussi très grièvement ; le même coup de canon les avait atteints assis sous un arbre ; les deux premiers moururent de leurs blessures. Villepatour, brigadier d'artillerie, fut blessé ainsi que le duc de Duras et le marquis de Maupeou ; le colonel, le lieutenant-colonel et le major du régiment de Rougé figurèrent au nombre des prisonniers. Du côté des confédérés, aucun personnage de distinction ne fut atteint.

Bien que dans les récits officiels la cour de Versailles

cherchât à atténuer (1) l'importance de l'échec, le combat de Villinghausen eut au point de vue moral et politique des conséquences déplorables. La nouvelle parvenue à Londres à un moment critique des négociations confirma l'intransigeance de Pitt et lui ramena les votes hésitants de ses collègues du Ministère. Sur le théâtre de la guerre, la bonne entente entre les deux maréchaux qui avait présidé aux premières opérations, disparut pour ne plus renaître. La querelle des chefs fut épousée par leurs subordonnés, dont plusieurs ne pouvaient oublier les griefs passés. « Les discours vont leur train dans nos deux armées, écrit un correspondant anonyme (2)... toute l'armée ne respire qu'après l'occasion de venger le maréchal de Broglie, tandis que bien des gens en second s'en réjouissent. »

Pendant l'après-midi du 16 et la journée du lendemain, les confédérés prirent leurs précautions contre la reprise de la lutte. « Nous nous attendions, écrit Granby (3), constamment à une seconde action. Nous avons été sous les armes depuis minuit la nuit dernière dans la crainte d'une visite, car les avis nous prévenaient que les deux armées françaises étaient en mouvement, mais on vient de nous annoncer qu'elles sont en pleine marche sur Erwitte et Aurach près de Lippstadt. » Le soir du 16, les combattants du matin s'étaient en effet bornés à réintégrer leurs cantonnements de la veille, mais ils n'y restèrent pas longtemps; peut-être la destruction d'un convoi important aux environs de Warburg et une attaque du corps de Chabo par Lückner aux environs de Neuhaus furent-elles pour quelque chose dans la détermination de Broglie, toujours est-il que ce maréchal ramena son quartier

(1) Note manuscrite de Choiseul pour le directeur de la Gazette de France, 23 juillet 1761. Archives de la Guerre : « faire valoir l'affaire du 15, adoucir la retraite du 16, ménager les deux généraux, louer beaucoup les troupes ».
(2) Lettre interceptée d'un officier français. Westphalen, V, p. 670.
(3) Granby à Bute, Kirch Dumkern, 17 juillet 1761. Newcastle Papers.

général à Ervete le 19 juillet et rappela à lui Waldner qui avait été détaché à Höxter. De son côté, Soubise avait abandonné la plaine de Soest pour la région plus accidentée du Haarstrang et avait installé son quartier général à Berlinghausen; Condé avec la réserve occupait Lohne sur la route de Soest à Ervete; Voyer était cantonné à Sassendorf.

Quelle suite fallait-il donner à la campagne? Un premier effort pour forcer le prince Ferdinand à repasser la Lippe, préliminaire presque indispensable des sièges à entreprendre, avait échoué; devait-on en tenter un second? Profiterait-on de l'autorisation donnée par les instructions de la Cour en date du 10 juillet, pour renforcer l'armée du Haut-Rhin de 30.000 hommes et pour reprendre l'idée d'une diversion en force sur le bas Weser ou le Hanovre? Soubise penchait (1) pour la séparation des commandements: « Les armées du roi ne resteraient point dans l'inaction. M. de Broglie serait content par tout ce qui me revient depuis deux jours; je suis convaincu que le bien du service se trouvera à la séparation des deux armées. Vous l'avez toujours prisé. Il est bien malheureux que le moment de la réunion n'ait pas produit un effet décisif; on devait le croire et il était bien vraisemblable. »

Le lendemain 20, il y eut conférence entre les deux maréchaux à Ervete. D'après un résumé rédigé (2) par Broglie, on fut d'accord pour renoncer à une attaque contre la position actuelle des confédérés, mais de l'avis de Soubise et de ses conseillers, une diminution de leurs effectifs et une diversion lointaine de l'armée du Haut-Rhin sur Brelefeld ou le Weser exposerait celle du Bas-Rhin au danger d'avoir à soutenir dans des conditions d'infériorité une attaque du prince Ferdinand. A cette objection Broglie et ses amis opposaient l'impossibilité de faire vivre à Pa-

(1) Soubise à Choiseul, 19 juillet 1761. Archives de la Guerre.
(2) Mémoire de Broglie à Soubise. Ervete, 20 juillet 1661. Archiv. Guerre.

derborn les deux armées réunies, les ressources supérieures des pays sur la rive droite du Weser, les facilités d'approvisionnement qu'on y rencontrerait, enfin l'obligation qui incomberait aux confédérés de suivre le mouvement excentrique et la sécurité qui en résulterait pour les opérations de Soubise. Le 21, ce dernier rend compte (1) à Choiseul du résultat du conciliabule de la veille : « Je suis revenu cette nuit fort tard d'Ervete où j'avais été trouver M. le maréchal de Broglie; la conférence a été longue; nous avons commencé par traiter le projet de porter les armées réunies à Paderborn pour tourner les ennemis aux sources de la Lippe et de l'Ems et obliger le prince Ferdinand à regagner le Weser; il a été longtemps débattu; les difficultés se renouvelèrent à chaque instant et se succédaient dès qu'on venait à bout d'en détruire quelques-unes. Voyant qu'il était inutile de chercher à persuader, j'ai pris le parti dont j'ai eu l'honneur de vous prévenir hier, et j'ai proposé la séparation des deux armées en renforçant de 30.000 hommes l'armée du Haut-Rhin, ce qui a été accepté avec grande satisfaction ; M. le maréchal de Broglie avait eu la même idée et il avait même préparé un mémoire en conséquence, il me l'a remis et j'y dois répondre si les circonstances l'exigent, mais l'ayant prévenu il devient inutile et les opérations ultérieures dépendront des ordres que les généraux recevront directement de la Cour. M. le maréchal de Broglie se rendra ce matin chez M. le prince de Condé et nous allons expédier les détails. » Il fut donné suite sans retard à la nouvelle répartition des forces; dès le 26 juillet, l'armée du Haut-Rhin reçut un renfort de 36 bataillons et 50 escadrons; y compris les garnisons et les troupes de communications, elle compterait un total de plus de 100.000 hommes répartis entre 117 bataillons, 118 esca-

(1) Soubise à Choiseul, Berlinghausen, 21 juillet 1761. Archives de la Guerre.

drons et 5.000 troupes légères; par contre l'armée de Soubise était réduite à 76 bataillons, 83 escadrons et 5.000 irréguliers donnant un effectif sur le papier de 68.000 hommes. Déduction faite des détachements et du contingent alloué aux places fortes, Broglie pouvait disposer de 80.000, Soubise de 55.000 combattants. Parmi les unités proposées pour composer le renfort figurait la maison du Roi; Broglie déclina l'addition de ce « corps aussi respectable et aussi fait pour être ménagé ». Il supportait d'ailleurs assez mal les fatigues de la campagne : « Il me paraît impossible, Monsieur, avait écrit Soubise, de mettre la maison du Roi dans le nombre des troupes qui joindront M. de Broglie. Ce serait la perdre totalement; elle a déjà beaucoup de malades et M. de Broglie m'a assuré qu'il n'en pourrait faire aucun usage et qu'elle pourrait, dans les marches vives, lui causer beaucoup d'importunité. »

Le 25 juillet, Soubise annonce (1) son intention de se retirer derrière la Roer : « Il n'y a point de position à la rive droite de cette rivière et la proximité des ennemis ne permet point de s'exposer en deçà de la montagne avec une infériorité aussi décidée. J'attendrai dans les environs d'Arnsberg pendant deux ou trois jours le parti qu'aura pris le prince Ferdinand. » Soubise n'a pas grande confiance dans le résultat de la diversion sur le Weser : « Le plan de campagne qu'il (Ferdinand) a adopté jusqu'ici est si extraordinaire que l'armée du Haut-Rhin portée sur le Weser ne le déterminera peut-être pas à abandonner la défense de Lippstadt et Munster. Cependant, toutes les règles de la guerre et les préjugés récents se trouveront démentis si ses communications interceptées avec le bas Weser ne le forcent pas à s'en rapprocher. »

Deux jours après parvinrent aux quartiers généraux

(1) Soubise à Choiseul, Berlinghausen, 25 juillet 1761. Archives de la Guerre.

français les instructions de la Cour (1). Dans sa première dépêche du 22, après les critiques que lui avait suggérées le bulletin des journées des 15 et 16, Choiseul s'était prononcé pour une reprise de l'offensive contre Ferdinand et avait même indiqué le point d'attaque; dans celle du 24 il revient au plan primitif de campagne : « Si les armées ne s'étaient pas jointes, la Cour avait un plan pour diriger successivement et sans obscurité leurs mouvements, mais les généraux contre l'arrangement de la Cour ayant réuni leurs forces, le Roi n'avait plus qu'à attendre les événements heureux ou malheureux de cette réunion, et s'ils étaient heureux mon devoir était de prévenir les moyens pour les plus grands succès, car relativement aux opérations, le plan de la Cour n'étant pas suivi, nous espérions que les généraux avaient prévu tous les remèdes aux inconvénients du projet qu'ils exécutèrent de leur chef, voilà, Monsieur le Maréchal, ce que je dois vous mander pour l'honneur du ministère, j'y ajouterai de plus que vous paraissez sur le point de renforcer l'armée de Broglie de 30.000 hommes, ce qui est encore contre l'intention du Roi; S. M. m'a chargé de vous mander que lorsque vous feriez les sièges de Lippstadt et de Munster, M. le maréchal de Broglie serait chargé avec son armée de couvrir ces sièges et qu'alors, mais pas avant, vous détacheriez 30.000 hommes de votre armée à l'armée de Broglie qui vous couvrirait; et que M. de Broglie faisant le siège d'Hamelen, vous rendrait les 30.000 hommes et 20 de son armée pour que vous couvrissiez son siège de même qu'il aurait couvert les deux vôtres; mais le Roi n'approuve point du tout et n'a point entendu qu'hors le cas des sièges vous affaiblissiez votre armée et à moins que vous ne concertiez une opération avec M. de Broglie qui paraisse utile et qui soit approuvée par le Roi, per-

(1) Choiseul à Soubise et Broglie, 22 et 24 juillet 1761. Archives de la Guerre.

mettez-moi, Monsieur le Maréchal, de vous prévenir qu'il n'est pas de votre pouvoir de disloquer votre armée. » Les projets relatifs aux opérations futures devaient être soumis au Conseil : « Si vous et M. le maréchal de Broglie, par les circonstances, croyez devoir exécuter des opérations qui n'aient pas pour objet les sièges, auparavant que de les entamer le Roi veut que vous lui envoyiez le mémoire de votre projet, afin qu'il juge s'il convient à ses intérêts, et en attendant, les choses doivent rester aux deux armées dans l'état où elles se trouvent. M. le maréchal de Broglie par son courrier du 19 m'annonce un mémoire comme il vous l'aura communiqué sans doute, et que vous nous enverriez vos observations, le Roi jugera lorsqu'il aura reçu ces deux pièces ce qu'il y aura de mieux à faire. Si S. M. suivait mon conseil, elle ferait revenir son armée du Haut-Rhin à Paderborn qui y ferait un établissement solide, elle ordonnerait à son armée du Bas-Rhin de reprendre le projet de la droite de la Lippe. » Quel que soit le plan adopté, Choiseul se déclare partisan de « séparer les armées à jamais ».

A la lecture de la prose ministérielle, Soubise se repentit de l'initiative qu'il avait prise et redemanda (1) à Broglie les 30.000 hommes qu'il lui avait cédés : « Nous nous sommes trompés sur les intentions du Roi..... Si vous êtes encore à Paderborn, M. le Maréchal, vos opérations ne sont pas encore entamées, et je crois que nous devons de préférence à tout songer à remplir les ordres que nous recevons; ..... en prenant quelques précautions les 30.000 hommes peuvent me rejoindre. » Broglie ne goûta pas la proposition de son collègue. Il se considérait (2) couvert par l'approbation de tous ceux qui avaient assisté au conseil d'Ervete. « Je crois devoir être tranquille à compter sur l'indulgence de mon maître, quand

(1) Soubise à Broglie, Herdringen, 28 juillet 1761. Archives de la Guerre.
(2) Broglie à Soubise, Driburg, 30 juillet 1761. Archives de la Guerre.

même je me serais trompé.» Au surplus, il « ne voit rien » dans la lettre de Choiseul « qui porte ordre, si les armées sont déjà séparées, de vous renvoyer les 30.000 hommes, aussi dans l'incertitude et en attendant de nouveaux ordres il y aurait de l'imprudence à nous de faire aucun changement aux premières dispositions qui ont été faites ». Broglie écrivit à Choiseul dans des termes équivalents. Le jour même du refus de Broglie de lui restituer ses 30.000 hommes, Soubise reçut une nouvelle dépêche (1) de la Cour en date du 16. Le Roi reconnaissait les difficultés qu'aurait présentées une nouvelle attaque de la position de Ferdinand : « Après avoir bien constaté que les ennemis sont inattaquables, comme il le paraît dans le poste qu'ils occupent », il autorisait les deux généraux à exécuter le plan convenu entre eux et donnait sa sanction au renforcement de l'armée de Broglie.

Soubise, ravi de la solution, se déclara (2) bien « soulagé par l'approbation que le Roi veut bien donner au plan de campagne » que son collègue et lui avaient jugé le plus convenable. Il eût été d'ailleurs difficile de revenir sur les décisions prises par les deux généraux. Broglie, beaucoup moins déférent pour les injonctions de la Cour, s'était avancé assez loin sur le chemin du Weser; depuis le 30 juillet son quartier général était à Driburg, presque à moitié distance de Paderborn et d'Höxter où il faisait établir des fours; il venait d'envoyer Stainville à Kleinenburg sur la route de Paderborn à Cassel avec mission de protéger la Hesse et de veiller sur les entreprises de l'ennemi, et il avait chargé Rochambeau de masquer le défilé de Stadtberg. Soubise, toujours à Herdringen, continuait à ne pas comprendre les mouvements de Ferdinand qu'il croyait parti mais qui paraissait être revenu; l'armée française, faute de vivres, serait obligée de des-

(1) Choiseul à Soubise et Broglie, 26 juillet 1761. Archives de la Guerre.
(2) Soubise à Broglie, Herdringen, 30 juillet 1761. Archives de la Guerre.

cendre la rive gauche de la Roer vers Menden et Surer.

Les derniers jours de juillet avaient été consacrés à un échange de mémoires sur les opérations à entreprendre après la séparation. Dans un document en date du 28 juillet (1) qui résumait la discussion déjà entamée entre son collègue et lui, Broglie insistait sur le siège de Lippstadt, « que je regarde comme le plus important et sans lequel la campagne serait absolument perdue. Il y a trois moyens de faire abandonner au prince Ferdinand les environs de Lippstadt : l'un, de marcher droit à lui et de l'attaquer partout où il pourra se placer; l'autre, de menacer Hamelen par la rive gauche du Weser; le dernier, de passer cette rivière et de l'obliger par là à venir défendre l'électorat d'Hanovre ». Grâce aux avantages stratégiques et de ravitaillement que lui donne sa position centrale, « M. le Prince Ferdinand, tant qu'il restera auprès de Lippstadt et Hamm, ne peut jamais être forcé de combattre, à moins qu'il ne croie sa position assez bonne pour vouloir le risquer. Pour ce qui est du second, c'est celui que je vais chercher à mettre en usage, en me portant demain avec l'armée à Driburg, et poussant de gros détachements sur Hameln. M. de Chabo y va aujourd'hui et a ordre de s'en approcher jusqu'à la porte s'il lui est possible ».

Si cette diversion réussit et si le prince Ferdinand se place entre Bielefeld et Hameln, Broglie lui tiendra tête et Soubise aura toute liberté d'agir contre Hamm ou Lippstadt.

« A l'égard du dernier parti, de faire passer le Weser à cette armée et la porter dans l'électorat d'Hanovre, il est très vraisemblable que cela rappellerait M. le prince Ferdinand sur la rive droite de cette rivière. Mais comme il a, ainsi qu'il a été dit plus haut, la facilité de tirer son pain de Lippstadt, il y aurait à craindre, si l'armée du Haut-

(1) Broglie à Soubise, Paderborn, 28 juillet 1761. Archives de la Guerre.

Rhin passait en entier le Weser, que le prince Ferdinand ne marchât sur la Dymel, avec un très gros corps, ne fît une irruption en Hesse et, portant des troupes légères sur nos communications de Giessen à Ziegenhayn, Alsfeld, etc... n'interceptât tous nos convois de farines, ne nous mît dans les plus grands embarras, et ne nous obligeât à revenir promptement songer à la défense de la Hesse. »

La protection du Landgraviat, les garnisons, les services d'arrière absorberont au moins 25.000 hommes et affaibliront l'armée du Haut-Rhin « au point qu'elle ne sera plus en état de se commettre vis-à-vis du prince Ferdinand et encore moins d'envoyer de gros détachements dans le pays d'Hanovre et de Brunswick ».

En conséquence, Broglie renouvelle à Soubise sa prière de veiller sur les défilés de Stadtberg, et le cas échéant, de s'établir à Rhuden ou à Büren pour empêcher les confédérés de passer la Dymel. Quant à lui, il se propose de prendre position à Nieheim, puis à Höxter, aussitôt que les fours seront prêts. « D'ici là, nous verrons le parti auquel les ennemis se détermineront et conséquemment, ou je tâcherai de marcher à eux s'ils restent en deçà du Weser, ou je passerai cette rivière pour les obliger de me suivre dans le pays d'Hanovre. Dans l'une ou l'autre supposition, il est également nécessaire que vous m'assuriez la Dymel et la Hesse... Vous avez deux moyens de m'assurer la Hesse : l'un, de vous en charger avec la partie de votre armée que vous jugerez à propos, et dans ce cas d'en répondre, et que je n'aie plus à m'en inquiéter; le second, de m'envoyer deux troupes légères, deux régiments de dragons et le reste en infanterie, jusqu'à la concurrence de 10.000 hommes que je placerai sur la Dymel, et dont je donnerai le commandement à M. le comte de Stainville qui connaît cette partie; et alors je répondrai de la Hesse, et je me chargerai de faire corps à corps la guerre au prince Ferdinand.

« Dans ce cas, M. le Maréchal, la combinaison d'opérations entre les deux armées ne sera plus nécessaire ; la mienne devenant, par ce moyen, égale à celle du prince Ferdinand même réunie. Je serai chargé de le suivre, de le chercher dans les différentes positions où il pourra se placer, et de le contenir. Je veillerai seul, en même temps, à la garde de la Hesse et de la Haute-Werra et de la Haute-Fulde, enfin de toutes les communications depuis Coblentz, Mayence, Francfort et Wurtzbourg. L'armée du Bas-Rhin, considérablement diminuée, et dont le fond ne sera alors que de 55.000 hommes, serait seulement chargée des places du Bas-Rhin, depuis Cologne, et de se former des établissements en farine qui puissent également lui servir, soit pour faire le siège de Lipstadt, soit pour celui de Munster. La position qu'elle devrait prendre serait indifférente, pourvu qu'elle remplît ces objets. » Celle de Dortmund lui paraît préférable, « pouvant y occuper un très bon camp, et étant même, de là, à portée d'envoyer de gros détachements sur la communication de Munster ».

En terminant, Broglie s'excusait du nouveau recours qu'il faisait au désintéressement de son collègue : « C'est avec beaucoup de répugnance, M. le Maréchal, que je suis déterminé à vous renouveler la demande du corps de 10.000 hommes dont, pour agir offensivement contre le prince Ferdinand, en gardant en même temps la Hesse, j'ai absolument besoin. » Il a été amené à cette décision « par un objet aussi majeur que celui de rendre cette campagne un peu utile. Je sens que les dix jours de retard, pour attendre la réponse de la Cour, peuvent être de la plus grande importance, n'y ayant déjà que trop de temps perdu ; et peut-être seriez-vous alors plus éloigné de la Hesse, ce qui augmenterait les difficultés de l'envoyer sur la Dymel et en retarderait au moins l'arrivée. Je m'y suis d'ailleurs déterminé sur une lettre que M. le duc de

Choiseul a écrite à mon frère, où il lui marque que vous étiez d'accord de faire passer jusqu'à 40.000 hommes de votre armée à celle du Haut-Rhin, si cela était jugé nécessaire. Au reste je vous supplie d'être persuadé que ce n'est pas l'envie d'augmenter l'armée qui m'engage à vous faire cette proposition sur laquelle vous êtes absolument le maître de décider. »

Pour le cas où Soubise agréerait l'arrangement, Broglie le pria de désigner pour le commandement du détachement le chevalier de Levis, cadet de Stainville et qui pourrait servir sous les ordres de ce dernier; quant aux maréchaux de camp, il soumit à son collègue « un état de ceux parmi lesquels je vous prierais de choisir les deux ou trois que vous me destineriez ».

Comme il était à prévoir, Soubise ne voulut pas accepter les propositions de Broglie sans consulter la Cour. Choiseul n'était pas en faveur des opérations au-delà du Weser qui lui paraissaient dangereuses ; tout en insistant sur la séparation des deux armées, il eût désiré que Broglie essayât de tourner le prince Ferdinand par les sources de la Lippe. Ce fut donc contre l'opinion du puissant ministre que le conseil, statuant sur les conclusions du mémoire de Broglie du 28 juillet dont nous venons de résumer les points essentiels, se prononça à la majorité pour le nouveau renforcement de l'armée du Haut-Rhin. « Voilà la première fois, écrit Choiseul à Soubise (1), que j'éprouve une contradiction marquée dans mon avis, je ne le cache pas à M. de Broglie. » Il est probable que cette divergence de vues fut la principale cause de la brouille qui se produisit peu à peu entre le maréchal et le ministre.

Entre temps, Broglie renonce à l'espoir de chasser le prince Ferdinand de la position qu'il avait prise à Buren,

(1) Choiseul à Soubise, 2 août 1761. Archives de la Guerre.

et revient (1) à l'alternative de la diversion sur le Weser et du siège d'Hamelen, pour lequel il tirera de Göttingen ses vivres et sa grosse artillerie. Pour ses opérations actives et déduction faite des garnisons de l'arrière, il compte 105 bataillons d'un effectif moyen de 500 hommes, 128 escadrons à 140 sabres et un peu plus de 3.000 de troupes légères, soit un total de 73.500 hommes. Le prince Ferdinand sur un ensemble de 102.000, compte fait des malades, garnisons et des non complet, peut lui en opposer 68.000, dont 18.000 sous les ordres du prince héréditaire. Ce calcul lui donne une supériorité de 23.000 sur son adversaire à la condition que Soubise se charge du prince héréditaire : « Il serait fâcheux, conclut Broglie, qu'ayant 50.000 hommes (2) de plus que les ennemis en Allemagne, l'armée qu'il (le roi) destine à l'offensive se trouvât le jour décisif plus faible que celle du prince Ferdinand. »

Satisfait des résultats presque inespérés de sa victoire de Villinghausen, le prince Ferdinand n'avait pas cherché à inquiéter la retraite des Français ; il était même resté sous les armes toute la journée du 17. Ce ne fut que le 27 juillet, onze jours après l'affaire, qu'il transféra son quartier général de Hohenover à Borgeln ; le 29, il était aux abords d'Erwitte où il fut rejoint par Spörcken et Wangenheim. Au cours de leur marche, les confédérés trouvèrent à Soest 24 officiers et 100 hommes de l'armée française que la gravité de leurs blessures n'avait pas permis d'évacuer. Le 30, le gros gagna Büren et poussa des avant-gardes vers Stadtberg et Wresen sur la Dymel. Les troupes de Broglie abandonnèrent cette contrée ainsi que la ville de Paderborn où elles ne prirent pas la peine de détruire les fours qui y avaient été installés pour la

(1) Broglie à Choiseul, Villebadessen, 3 août 1711. Archives de la Guerre.

(2) Broglie supposait à Soubise 45.000 contre les 18.000 du prince héréditaire.

cuisson du pain. De sa nouvelle position, le prince Ferdinand dessina une opération contre Stainville qui gardait la ligne de la Dymel. A cet effet, les divisions Wangenheim et Wütginau furent dirigées par une marche de nuit sur Bredelar pour tourner les Français qui seraient abordés de front par Waldegrave; Granby, soutenu par Spörcken, fut chargé de tenir en respect le corps de Muy posté à Kleinenburg. L'attaque de front, gênée par un épais brouillard, n'eut d'autre résultat que de faire rétrograder Stainville jusqu'aux hauteurs de la rive droite, où il recueillit le détachement de Rochambeau qui n'échappa au risque d'être coupé que grâce à la belle attitude de la brigade suédoise de Bocard. Les pertes de part et d'autre ne furent pas importantes et les combattants regagnèrent leurs postes de la veille où ils restèrent inactifs jusqu'au 10 août.

En attendant la décision de Versailles, Soubise avait levé le 4 août son camp de Herdringen où il était depuis le 27 juillet, passé le Roer à Swerte et installé son quartier général à Raun sur les hauteurs qui avoisinent Dortmund. Conformément à l'ordre de la Cour, il prépare pour le 9 le départ de Levis avec les 10.000 hommes destinés à protéger la Hesse. Il a en face de lui le prince héréditaire et Kielmansegge postés entre Kamen et Luynen; après le départ de Levis, il lui restera 62 bataillons, 65 escadrons et près de 5.000 troupes légères, soit environ 45.000 combattants; ses projets sont encore indécis, mais il compte se porter du côté de Munster : « Il eût été en effet très difficile et très dangereux de tenter une nouvelle réunion, écrit-il à Broglie (1). Je souhaite que la diversion à la rive droite (du Weser) produise un succès heureux et prompt. » Le 10, Soubise annonce à Broglie le départ de Levis qui a eu lieu la veille; de sa personne Soubise est à

(1) Soubise à Choiseul, Raun, 7 août 1761. Archives de la Guerre.

Bockum sur la route d'Essen ; depuis plusieurs jours il est sans nouvelles de l'armée du Haut-Rhin; le 11, il franchit l'Emser, petit affluent du Rhin, puis la Lippe à Haltern qu'il avait fait occuper le jour précédent ; le 13, il installe son quartier général à Huis Dulmen sur la route de Wesel à Munster; la veille, Voyer s'était emparé de Dulmen après un combat heureux où il avait fait 150 prisonniers de la légion britannique avec leur commandant ; Cambefort avait enlevé des voitures et des chevaux dans la banlieue de Munster. Le 15 août, Soubise, toujours campé à Huis Dulmen, informait Broglie (1) que le prince héréditaire était parti sans doute pour rejoindre le prince Ferdinand; que Kielmansegge se trouvait dans les environs de Munster, dont la garnison avait été portée à 3.000 hommes; il transférera le lendemain son quartier général à Appelhausen à moitié route de Munster : « Je pousserai des détachements de tous côtés; c'est tout ce que je peux faire pour le moment présent. Les grands événements se passeront de votre côté; puissent-ils être aussi heureux que je le désire. » A Choiseul, il avait écrit la veille (2) que la présence de Kielmansegge empêcherait le siège de Munster, qu'à la vérité il serait libre d'envoyer un détachement en Ost Frise, mais il croyait la Cour opposée à cette expédition. Décidément, la maison du roi n'était guère utilisable en campagne; il avait fallu la renvoyer aux environs de Wesel se reposer de fatigues auxquelles elle était peu habituée ; on n'avait conservé à l'armée que 50 maîtres par escadron.

Laissons Soubise à ses démonstrations contre Munster, dont il n'avait aucune intention de tenter le siège, et à ses projets contre l'Ost Frise et le bas Ems qui lui tenaient à cœur, et revenons à Broglie à l'armée duquel étaient réservés les « grands événements », pour employer l'expres-

(1) Soubise à Broglie, Huis Dulmen, 15 août 1761. Archives de la Guerre.
(2) Soubise à Choiseul — 14 —

sion de son collègue. Le Roi avait approuvé le programme du 28 juillet, mais non sans quelques réserves (1) : « C'est d'après cette lettre que nous opérerons sans variations dorénavant, elles mettent en vos mains le sort des armées du Roi cette année et les intérêts les plus importants de la politique. Il me reste seulement à vous faire observer que vous devez prévoir le cas où M. le prince Ferdinand peu effrayé de vos démonstrations sur le Weser, même de votre marche sur Hanovre, ne quitterait pas la Westphalie et ferait le raisonnement qu'il ne doit pas abandonner le pays où il a des places pour chercher à défendre celui qui est ouvert et où vous ne pouvez pas hiverner. Je ne doute pas, Monsieur le Maréchal, que vous n'ayez prévu cette supposition en réfléchissant que la campagne commence à s'avancer et que l'arrière-saison rend les opérations en Westphalie très difficiles. Voilà ce que le Roi m'a chargé, Monsieur le Maréchal, de vous mander en réponse à votre lettre (2) du 30 juillet. »

Avec la séparation définitive des deux armées françaises, nous abordons une phase nouvelle de la campagne. Broglie est investi du rôle principal qu'il a recherché ; désormais, il lui appartiendra de prendre l'initiative des opérations; la supériorité numérique de ses forces sur celles de l'adversaire l'y autorise. A lui de détacher le prince Ferdinand loin de la Westphalie, de l'entraîner sur le bas Weser de façon à laisser à Soubise les mains libres pour entreprendre les sièges de Lipstadt et de Munster. Ce dernier aura à profiter des circonstances pour mener à bonne fin une expédition que le retour du prince ou d'une fraction importante de son armée rendrait excessivement délicate. La suite des événements indiquera de quelle façon chacun des deux maréchaux s'est acquitté de la tâche que la cour de Versailles leur avait esquissée.

(1) Choiseul à Broglie, 7 août 1761. Archives de la Guerre.
(2) Dans cette lettre, Broglie avait défendu son projet du 28 juillet.

CHAPITRE V

MOUVEMENTS DE BROGLIE ET DE SOUBISE. — PASSAGE DU WESER PAR BROGLIE. — DIVERSIONS DU PRINCE FERDINAND EN HESSE.

Depuis le 2 août Broglie, de son quartier général de Villebadessen, surveillait les préparatifs pour l'établissement de ses fours à Höxter sur le Weser et les démonstrations des confédérés du côté de la Dymel. Comme nous l'avons vu plus haut, ceux-ci avaient passé la rivière et avaient refoulé les détachements de Rochambeau et de Stainville, mais en fin de compte, ils étaient revenus à leur ancien camp et les Français avaient fait de même; néanmoins, Broglie crut prudent de renforcer ses lieutenants. Le 11, toujours de Villebadessen, il informe la cour que le prince Ferdinand était campé le 10 la gauche vers la gorge de Detmold, la droite tirant sur Steckenberg (Steckenbruich); les 10.000 hommes de Levis sont annoncés à Corbach pour le 18; l'armée du Haut-Rhin entreprendra le 16 son mouvement vers le Weser. Ce ne fut cependant que le 18 que l'opération débuta. Le mouvement des confédérés qu'annonçait Broglie avait commencé le 10 août. Ferdinand, renseigné sur les agissements des Français du côté d'Höxter et d'Hamelen, décida de se rapprocher du bas Weser et de rappeler sur

la Dymel le prince héréditaire aussitôt que la direction prise par Soubise lui permettrait de quitter la Westphalie sans inconvénient. En conséquence, le prince Ferdinand avec le gros quitta Büren le 10 et, passant par Delbruck, Steckenberg et Detmold, gagna à la date du 13 les hauteurs de Belle et la forte position du Moltmerberg (1) autour de laquelle il concentra presque toute son armée : 59 bataillons et 58 escadrons. Broglie apprit tardivement le changement de position de son adversaire et crut qu'il pourrait le prévenir du côté de Blomberg et Horn ; il donna ordre à Mouy de marcher sur Driburg avec son corps qui se composait en grande partie des premiers renforts venus de l'armée de Soubise et il dirigea le comte de Lusace et Clausen sur Steinheim. Ces détachements se heurtèrent aux avant-postes des ennemis, la résistance qu'ils éprouvèrent démontra que ceux-ci étaient en force ; un coup de main sur la petite ville de Horn échoua devant l'énergique résistance du lieut.-colonel Dremar à la tête de 300 Hessois, enfin une reconnaissance exécutée au cours des journées des 13 et 14 convainquit le maréchal de l'impossibilité d'attaquer avec chance de succès un adversaire bien posté, concentré et vigilant; il prit donc le parti d'asseoir son camp sur les hauteurs de Nieheimb en face de son adversaire. Était-il possible de se glisser, comme le suggérait Choiseul, entre le prince Ferdinand et la place de Lippstadt? Sans doute, mais il aurait à dos le prince héréditaire dont on venait de signaler l'arrivée à Büren et se verrait dans un pays épuisé coupé de son point de ravitaillement, Höxter. Il n'y avait, selon lui, d'autre parti à prendre que de franchir le Weser et d'attirer Ferdinand de ce côté ; un échec que venait de subir Belsunce près de Dassel sur la rive droite du fleuve, le confirma dans ses intentions. Cet officier,

(1) *Geschichte des Siebenjährigen Krieges*, vol. V, p. 780. Berlin 1837.

jusqu'alors presque toujours heureux, avait eu une rencontre malheureuse avec les partisans Lückner et Freytag. D'après son rapport, il aurait perdu 651 officiers et soldats, dont 490 prisonniers appartenant pour les 2/3 au régiment suisse de Jenner qui avait été cerné et entouré dans la retraite par la cavalerie ennemie.

Broglie fait part à Choiseul (1) de la résolution qu'il vient de prendre et énumère les considérations qui l'y ont amené : s'il essayait de se placer entre Lippstadt et le Prince Ferdinand, celui-ci « me couperait mon pain d'Höxter qui est seul point d'où je puisse en avoir... Je vais passer le Weser et marcher dans le pays d'Hanovre ». Le lendemain 18, l'armée, qui avait été concentrée au camp de Nieheimb, en déboucha couverte par une forte arrière-garde sous les ordres de Guerchy, Clausen et Poyanne. La marche sur Höxter et le Weser s'effectua sans voir un ennemi; le passage du fleuve commença à trois heures sous la protection de Clausen posté sur les hauteurs du village d'Oldendorf. Bientôt ce général signala l'approche de l'ennemi ; il y eut un combat assez vif que Broglie décrit dans sa dépêche (2) : « Comme il était de la dernière importance de ne pas laisser les ennemis s'emparer des hauteurs qui dominent Höxter, j'envoyai ordre sur-le-champ de faire remarcher au camp de M. de Clausen les 9 bataillons de grenadiers et chasseurs, et à toute l'infanterie d'être prête à marcher. Je remontai à cheval et m'en allai au galop pour rejoindre M. de Clausen; mais j'appris en chemin qu'il avait été obligé de détendre son camp et de se replier, ayant affaire à des forces supérieures. Il manœuvra à merveille, se retira extrêmement lentement, et lorsqu'il fut obligé d'abandon-

(1) Broglie à Choiseul, Nieheimb, 17 août 1761, 8 h. a. m. Archives de la Guerre.

(2) Broglie à Choiseul, Forstemberg près Höxter, 21 août 1761. Archives de la Guerre.

ner le village d'Oldendorf, il se plaça de manière qu'il ne fit paraître que très peu de troupes, et cacha son canon et sa cavalerie. Les montagnards écossais et tous les grenadiers anglais débouchèrent très vivement du village et marchèrent au peu d'infanterie qu'ils voyaient. M. de Clausen fit alors démasquer son canon qui, quoique tirant de très près, ne les arrêta pas; mais en même temps, il les fit charger par les hussards et dragons attachés aux volontaires de St-Victor et commandés par M. de Guintrand : il s'en acquitta si vigoureusement qu'il culbuta toute cette infanterie, en tua ou prit près de 300, et la reconduisit de manière qu'elle ne reparut plus de la journée. Les dragons d'Héliot qui étaient venus pour la soutenir furent aussi très malmenés. Cette charge fait beaucoup d'honneur et à M. de Clausen qui l'a ordonnée, et à M. de Guintrand qui l'a exécutée. C'est un des plus braves et des meilleurs officiers de cavalerie que le Roi ait à son service. La journée finit là, les ennemis s'arrêtèrent. »

Pendant la nuit et le lendemain 19, l'artillerie et les équipages, malgré la rupture d'un pont et un délai de 4 heures pour le réparer, furent transportés sur la rive droite : « Comme je voyais que notre déblai était fini et qu'il ne me restait plus que l'infanterie à passer et les arrière-gardes, je pensais qu'il valait mieux commencer la retraite de bonne heure que de laisser attaquer les postes avancés; je fis donc retirer les volontaires de St-Victor; MM. de Beauvau et de Vaux eurent ordre de se replier sur Höxter; j'envoyai M. de Guibert aux 9 bataillons de grenadiers et chasseurs pour les ramener à la hauteur où campait l'infanterie, où je me portai, et successivement tout se mit en mouvement pour repasser les ponts. Les ennemis arrivèrent sur les hauteurs de la droite et de la gauche vers les 3 heures avec beaucoup de canon, et commencèrent à canonner vivement nos deux ponts. Je

restai à un, et mon frère alla à l'autre, tout repassa en très bon ordre et avec peu de perte, n'y ayant eu que 8 ou 10 hommes tués ou blessés..... Nous levâmes ensuite nos ponts qui étaient trop dominés pour pouvoir croire qu'ils ne seraient pas rompus le lendemain, et je laissai dans Höxter M. Gelb qui y commandait avec 1.500 hommes. Il y est demeuré hier toute la journée assez tranquillement, mais la plus grande partie de l'armée des ennemis et le prince Ferdinand lui-même étant vis-à-vis de ce poste, pouvant par conséquent l'attaquer avec beaucoup d'artillerie et de troupes, et n'y ayant qu'un bac pour en retirer les 1.500 hommes, je les ai fait rentrer cette nuit, n'y laissant que 200 hommes », qui passèrent à leur tour aussitôt le premier mouvement des ennemis dessiné.

D'après les renseignements sur la marche du prince Ferdinand et de son neveu, Broglie craint d'être prévenu sur Dassel et Eimbeck ; d'autre part s'il prend cette position, il découvre Göttingen et sa ligne de communication. Il s'arrête à un parti intermédiaire; campant avec le gros à Dassel, il dirige de Vault, Belsunce et le comte de Lusace avec des forces considérables sur Eimbeck, place Chabo à Hegra et laisse à Neuhaus, sur le chemin d'Höxter à Uslar « vis-à-vis d'ici M. de Clausen avec 12 bataillons, deux régiments de dragons, Schonberg, Nassau cavalerie, les volontaires de St-Victor, ceux d'Austrasie et 300 hommes de piquets commandés par M. de Verteuil. Il sera chargé d'éclairer les mouvements des ennemis après notre départ, de couvrir le chemin d'Uslar et la communication de Göttingen et de tâcher d'en entretenir une par les bois de Salaborg avec M. le comte de Stainville ». A ce dernier (1) qui avait reçu le commandement d'un corps de 20.000 hommes dans l'effectif desquels la division Levis

(1) Broglie à Stainville, Forstemberg, 20 août 1761. Archives de la Guerre.

entrait pour moitié, Broglie donna des instructions détaillées pour la défense de la Dymel, de Cassel, de Munden et des communications.

Ferdinand fut surpris par la rapidité du mouvement de l'armée française ; il n'en fut averti que tard et ne la suivit qu'avec un retard de quelques (1) heures dont Broglie, comme on l'a vu, sut tirer bon parti. Dans une dépêche en date du 16 août (2) le général confédéré passe une revue des événements depuis le commencement du mois. Il attribue à Broglie l'intention de l'attirer sur le Weser pendant que Soubise ferait le siège de Lippstadt. Pour mettre obstacle à ce projet, il a opposé à celui-ci le prince héréditaire ; sa présence a retardé le passage de la Roer et forcé le maréchal prince à descendre le cours de la rivière et à se porter du côté de Bockum « de façon qu'au premier dessein d'assiéger Lippstadt, il paraît succéder celui de passer la Lippe du côté de Dorstein et marcher sur Munster ». Ferdinand raconte sa manœuvre et celle de Broglie vers la Dymel, la marche à la suite de laquelle il s'est établi sur les hauteurs de Belle, avec les Français vis-à-vis de lui à Nieheimb, l'envoi de Lückner sur la rive droite du Weser, la défaite de Belsunce, enfin le rappel de son neveu de la Westphalie. « M. le prince héréditaire ayant laissé aux ordres du comte de Kielmansegge un détachement pour observer l'armée du prince de Soubise, s'est mis le 11 d'août avec 20 bataillons et 20 escadrons en marche sur Büren, où il arriva le 12 après deux étapes forcées. Il a fait occuper le 14 et 15 du courant les gorges de Dalem et de Kleinenberg et ayant poussé des détachements sur Warburg et Villebadessen sur les derrières de l'armée ennemie, il a fait nombre de prisonniers. Il me semble, continue Ferdinand, que M. de

(1) Westphalen, Vol. V, p. 726.
(2) Ferdinand à Bute, Reilenkurchen, 16 août 1761. Record Office.

Broglie n'a dans cette situation d'autre parti à prendre que de m'attaquer dans ma position, ou de reculer, ou d'engager le prince de Soubise à revenir promptement sur Lippstadt pour marcher à dos au prince héréditaire. S'il m'attaque, je me défendrai le mieux que je pourrai et, s'il recule, je le suivrai. Et j'espère que le prince de Soubise, n'ayant plus d'autres établissements de vivres qu'à Wesel et Dusseldorf, ne pourra point faire des mouvements fort rapides et que j'aurai par conséquent le temps de finir ici avec M. de Broglie. »

Il est intéressant de constater que Choiseul, dans sa correspondance (1), se place au même point de vue que Ferdinand : de préférence il souhaiterait une bataille : « Si vous perdez la bataille, je crois que le meilleur parti est de vous retirer sur Höxter, de préparer d'avance votre passage du Weser et gagner Göttingen afin de donner de nouvelles inquiétudes pour l'électorat d'Hanovre et être à portée par votre gauche de conserver la Hesse. En cas que le prince Ferdinand ne se mette pas en mesure de pouvoir être combattu, votre objet paraît être, selon votre projet du 28, de le rejeter derrière le Weser et ce ne serait que dans ce cas où l'on pourrait songer au siège de Lippstadt, voilà le second point de vue. Le troisième est dans la supposition que le prince Ferdinand, attaché à la Westphalie, ne pût pas être forcé à l'abandonner et à repasser le Weser ; alors vous projetiez selon votre lettre du 3 de ce mois de faire le siège d'Hamelen, dont la conquête très difficile équivaudrait dans la circonstance où nous nous trouvons à la prise de Lippstadt, encore plus difficile à espérer. »

Ainsi que nous l'avons vu, Choiseul n'avait pas été partisan du plan de Broglie, il ne s'y était rallié que contraint et forcé, aussi quand il fut en possession de

(1) Choiseul à Broglie, 21 août 1761. Archives de la Guerre.

la dépêche du maréchal annonçant le passage précipité du Weser, l'abandon d'Höxter et les craintes pour la Hesse, on peut s'imaginer le mécontentement du ministre; il se traduisit par une lettre (1) des plus dures : « Le Roi n'a pas vu dans ces dernières lettres, non plus que dans la vôtre du 28 juillet, qui servait de base au plan de campagne, rien qui vous pût déterminer au parti que vous avez pris. Je crois que de tous ceux qu'il y avait à prendre certainement c'est le plus mauvais, car sans combattre il nous est bien démontré que la campagne est manquée; d'après cette opinion, le Roi a borné ses ordres à vous mander que le point le plus essentiel à présent était de conserver votre communication avec Göttingen, je n'en suis pas inquiet (car je suis persuadé que nous apprendrons par le premier que vous vous êtes retiré sur cette place). Votre communication assurée, il vous reste deux objets à remplir, l'un de veiller à la conservation de la Hesse par votre gauche, l'autre par votre droite de faire autant de mal qu'il vous sera possible à l'Électorat d'Hanovre et d'en retirer autant de ressources que vous le pourrez.... Vraisemblablement le prince Ferdinand reviendra sur Warburg et détachera le prince héréditaire pour faire revenir sur le Rhin l'armée de Soubise, en laissant Lückner pour protéger le pays d'Hanovre, ce qui sera suffisant. »

Suit une revue des opérations au cours de laquelle Choiseul a soin de souligner les échecs successifs et l'effondrement des prévisions : « Dans cet état de choses il est d'autant plus difficile au Roi de donner des ordres différents de ceux que je vous envoie que S. M. ne peut pas juger d'ici la possibilité de les exécuter. En effet, le Roi précédemment vous avait ordonné de faire

(1) Choiseul à Broglie, 28 août 1761. Archives de la Guerre. Cette dépêche fut interceptée par l'ennemi.

un établissement à Paderborn et vous l'avez jugé impossible; si cependant, lors de votre séparation avec M. de Soubise, vous aviez rassemblé votre armée dans ce point, nous n'en serions pas où nous en sommes. Vous avez cru au contraire devoir fortifier Höxter. Nous avions pensé qu'employant six semaines à accommoder ce poste vous jugiez pouvoir le soutenir, et si le prince Ferdinand ne se mettait pas en position d'être attaqué par l'armée du Roy, nous espérions du moins qu'en conservant Höxter, vous seriez le maître des deux rives du Weser et que vous ne seriez point forcé à passer cette rivière; au lieu de cela, non seulement le prince Ferdinand a trouvé moyen de prendre une position que vous avez trouvée inattaquable, mais même il est sorti de cette position pour vous contraindre à passer le Weser, et au lieu de le contenir et de l'attaquer lorsqu'il est sorti de son camp, où sûrement il n'avait pas 40.000 hommes, vous avez été obligé d'abandonner Höxter, de replier vos ponts canonnés et de vous retirer sur votre communication.

« Toutes ces variations dans les plans et dans les manœuvres des généraux, l'impossibilité à l'armée du Roi de combattre les ennemis soit postés, soit qu'ils marchent pour la chasser, l'inutilité dont les ordres de la cour ont été depuis le commencement de la campagne pour déterminer les généraux ont fait prendre au Roi le parti d'ordonner à ses armées la défensive puisqu'elles ne veulent ni peuvent exécuter l'offensive avec des forces aussi supérieures. »

Cette dépêche était accompagnée de billets de Choiseul (1) pour le comte de Broglie et pour son frère le comte de Stainville. Le ton du premier, pour être conçu sur le pied de l'intimité amicale, n'en était pas moins

(1) Choiseul au comte de Broglie, 27 août 1761. Intercepté. Newcastle Papers.

amer : « Oh, pour cette fois, Monsieur le Comte, l'on ne peut sans l'injustice la plus criante accuser M. de Soubise de ce qui arrive à votre armée et de la seconde perte de la campagne ; peu importe que les généraux tâchent de sauver leurs fautes, ou sur les individus, ou sur la cour, ce qu'il y a de certain, c'est que nous faisons la plus vilaine campagne qui ait été faite de la guerre, dans toutes les armées, même celle des Russes, et que M. le prince Ferdinand en nous couvrant de ridicule à la face de l'Europe se couvre de gloire. Il faut convenir qu'il en sait plus que nos généraux, et réunis et séparément, ce qui est fort affligeant pour les affaires du Roi, surtout dans les circonstances présentes, le pire de tout c'est qu'il n'y a plus rien de raisonnable, ni même de possible à faire, que de rester sur la défensive. Je vous y souhaite autant de patience qu'il m'en faut.......... si vous pouvez vous consoler par les nouvelles, il court un bulletin très bon de votre armée, qui dit que vous faites les plus belles choses du monde ; si cela était, le public verrait que la montagne accouchera d'une souris et il vaudrait mieux ne lui pas faire croire qu'elle est en couche.

« Adieu, mon cher comte, c'est toujours avec la même liberté et le même attachement que je vous mande très naturellement ce que je pense. »

La lettre de Choiseul à son frère (1) dévoile les sentiments intimes du ministre et contient une insinuation que rien d'ailleurs ne justifie : « Votre commission m'inquiète, mon cher frère,..... je crains que M. de Broglie ne s'attache aux opérations de sa droite, pour sauver les imbécillités qu'il a fait cette campagne, et qu'il ne néglige sa gauche pour jeter sur vous les malheurs qui arriveront, et revenir en Hesse en disant qu'il y a été forcé par vos

(1) Choiseul à Stainville, Versailles, 27 août 1761. Interceptée. Newcastle papers.

manœuvres. Messieurs de Broglie font de grandes fautes militaires, mais en même temps, ils ont une grande adresse pour les jeter sur les autres, et à la manière dont j'écris comme vous savez, au maréchal, il ne doit pas être regardé comme notre ami, et il ne l'est pas de vous. »

Pendant que le prince Ferdinand suivait l'armée du Haut-Rhin sur le Weser et faisait mine de passer le fleuve, le prince héréditaire, revenu à la Dymel, avait eu le 18 août avec Caraman, entre Peckelsheim et Warburg, un engagement à la suite duquel celui-ci s'était replié sur la rive droite de la rivière, tandis que les confédérés campaient sur la rive gauche. Stainville n'était qu'à moitié rassuré (1) par l'arrivée des troupes de Levis qui étaient dans l'état le plus pitoyable, « sans souliers depuis plusieurs jours, et presque hors d'état de servir, le régiment de dragons presque tous éclopés ».

Pendant ce temps, Broglie, comme son rapport l'avait fait prévoir, se rapprochait de Göttingen. Clausen qui avait été laissé avec 8.000 hommes pour surveiller l'ennemi se retirait sur Uslar ; le quartier général, avec le gros reculait de Dassel à Moringen à portée de Göttingen. C'est là que le maréchal reçut de Stainville (2) l'avis important que le prince héréditaire avait « détaché de son corps 3 régiments d'infanterie et un de cavalerie qui sont marchés sur Hamm. C'est de quoi vous pouvez être sûr ».

Le mouvement que signalait Stainville avait été provoqué par une manœuvre de Soubise. Nous avons laissé ce général à Huis Dulmen plus préoccupé d'une expédition en Ost Frise que du siège de Munster, opération que d'après lui la présence de Kielmansegge avec sa faible division de 4.000 hommes (3) rendait trop épineuse. Le 17 août, il se rapprochait de Munster et installait son

(1) Stainville à Broglie, 21 et 22 août 1761, Cassel. Archives de la Guerre.
(2) Stainville à Broglie, Cassel, 23 août 1761. Archives de la Guerre.
(3) Kielmansegge avait avec lui seulement 6 bataillons et 6 escadrons.

quartier général à Appelhausen; de cette localité, il écrit (1) à Broglie qu'il fera des démonstrations contre Munster mais ne croit pas « que cela ramènera l'ennemi », un coup de main serait inutile ; il annonce la prise de la ville de Rheine sur l'Ems et du château de Wolbeck avec sa garnison de 160 hommes et l'enlèvement d'un convoi. D'après un état du 17 août (2) Soubise avait en campagne 57 bataillons, 43 escadrons, 500 cavaliers de la maison du Roi et pour le moins 4.000 hommes de troupes légères, soit un effectif de 38 à 40.000 combattants. Le 22, le quartier général est installé à Albachten à faible distance de la capitale de la Westphalie, Soubise compte établir des fours à Dorstein : « J'aurai, mande-t-il à Choiseul (3), un peu plus de facilité pour me porter en avant, car je n'ai point d'espérance de pouvoir faire aucune tentative sur Munster. » Sans nouvelles de Broglie, il a appris (4), par une lettre interceptée, le passage du Weser dans les journées des 18 et 19 et les mouvements de Ferdinand qui était campé sur les hauteurs d'Höxter. Le prince de Condé avec la réserve était depuis le 22 sur la rive droite de la Lippe en face de Hamm ; il avait jeté quelques bombes dans la ville et sommé le commandant qui avait refusé de se rendre, alléguant qu'il attendait des secours du prince héréditaire. Deux jours après, Soubise signale (5) l'arrivée à Hamm de détachements ennemis qui avaient repoussé nos troupes légères. Condé a suspendu le bombardement, « il m'a paru inutile, ajoute l'écrivain, de s'approcher davantage de la Lippe, ne voulant pas faire une entreprise sur Hamm qui exige des préparatifs. C'est un poste très bien accommodé qui demande un éta-

(1) Soubise à Broglie, 17 et 19 août 1761. Archives de la Guerre.
(2) Situation de l'armée de Soubise, 17 août 1761. Archives de la Guerre.
(3) Soubise à Choiseul, Albachten, 22 août 1761. Archives de la Guerre.
(4) Soubise à Broglie, Aberloh, 24 août 1761. Archives de la Guerre.
(5) Soubise à Broglie, Aberloh, 26 août 1761. Archives de la Guerre.

blissement de batteries en règle et le passage d'un double fossé ; il me paraît que les ennemis veulent le conserver ». La veille, c'est à Choiseul qu'il rendait compte (1). L'ennemi se renforce, aussi a-t-il envoyé Busenval pour appuyer Condé ; il ignore si le prince héréditaire en personne est revenu à Hamm : « Je ne néglige, ajoute-t-il, aucun des moyens qui peuvent attirer l'ennemi et l'engager à se compromettre, mais jusqu'ici il s'y refuse et je crains qu'il ne se contente d'empêcher toute opération essentielle et qui puisse former un établissement pour l'hiver. » Soubise ne se trompait pas sur les intentions de son adversaire, mais il ne paraît pas s'être douté qu'il lui appartenait d'entraver son action, en profitant de la supériorité numérique qu'il avait sur lui pour prendre l'initiative d'une attaque.

Néanmoins, quelque faible qu'eût été la démonstration de Condé contre Hamm, elle avait eu pour effet de ramener en Westphalie le prince héréditaire. De Scherfede où était le quartier général de ce dernier, le général Oheim prit les devants le 21 août avec 8 bataillons et 8 escadrons, marcha rapidement et débloqua dans l'après-midi du 24 la garnison d'Hamm ; le prince suivit avec le reste de son corps d'armée et rejoignit son divisionnaire à Hamm le 27 août. Le retour en Westphalie du prince héréditaire entraînait une modification sérieuse des plans de Ferdinand. Ce prince craignant l'invasion du Hanovre que semblaient indiquer le passage du Weser et le mouvement des Français dans la direction d'Eimbeck, mis au courant des projets de Broglie par une dépêche interceptée du 17 août, s'était déterminé, pour les contrarier, à la manœuvre devenue classique de la diversion sur la Hesse ; à défaut du prince héréditaire, appelé au secours de Hamm et de Munster, il dut se charger de l'en-

(1) Soubise à Choiseul, Aberloh, 25 août 1761. Archives de la Guerre.

treprise. Conformément au programme arrêté, Granby (1) le 24 août, avec 11 bataillons, 16 escadrons et un petit parc de siège, fut dirigé sur Borgholz avec ordre de s'emparer du château de Dringelborg; Conway (2), à la tête d'un contingent d'importance presque égale, marcha sur Hof Geismar sur la rive gauche de la Dymel. Spörcken, avec son corps d'armée (26 bataillons et 17 escadrons), fut maintenu à Brenckhausen près de Höxter; Wütginau avec 6 bataillons et 8 escadrons eut à surveiller de Polle les environs d'Hamelen dont la garnison, ainsi que celle de Hanovre, avaient été renforcées; sur la rive droite du Weser, dans le pays de Sollinge, le général Lückner, flanqué des partisans Friedrichs et Riedesel, appuyé par la division Wangenheim, devait conserver la mission d'observer les Français et de harceler leurs communications. Le 25 août, Granby et Conway franchirent la Dymel et le lendemain Bauer avec l'avant-garde s'empara du château de Dringelborg dont la petite garnison se rendit après un bombardement de 3 heures; le 27, Ferdinand échangea son quartier général de Brenckhausen pour celui d'Immenhausen, sensiblement plus rapproché de Cassel, et le 28 il fit tirer le canon sur Munden et sur des colonnes françaises qu'on voyait en marche sur la rive opposée du Weser. Le conseiller habituel du prince, Westphalen (3), ne croyait pas au résultat efficace de la démonstration, craignait que Broglie ne profitât de l'absence du gros des confédérés pour pousser une pointe contre le Hanovre dégarni et se montrait partisan du retour à la Dymel.

Contrairement à ces prévisions, Broglie tombait dans le piège qui lui avait été tendu. Avisé que l'ennemi avait

(1) Ferdinand à Granby, Brenckhausen, 24 août 1761. Westphalen, V, p. 763.

(2) Ferdinand à Conway, Brenckhausen, 24 août 1761. Westphalen, V, p. 763.

(3) Westphalen à Ferdinand, 28 août 1761, Westphalen, V, p. 771.

jeté un pont sur le Weser à Corvey, il avait fait rétrograder Clausen d'Höxter à Uslar, puis à Fulsen où il devait être soutenu par le duc de Duras avec 4 brigades d'infanterie; le quartier général était établi à Sulbeck. De cette localité, il mandait à Choiseul (1) le 25 que tant que le prince héréditaire sera sur la Dymel et le prince Ferdinand à Höxter, il lui est impossible de donner suite aux projets contre le Hanovre, car il pourrait être forcé de « donner une bataille le nez à la Hesse et le pays d'Hanovre derrière moi ». Cependant, il ne renoncerait pas à son plan : « Je ne sais ce qui peut vous faire croire que je veuille rien changer au projet du 28 juillet; je ne m'en suis jamais écarté. » Le 26, Broglie était encore incertain sur les mouvements des confédérés (2) qui avaient quitté Uslar et semblaient remonter la rive gauche du Weser; il attirait l'attention de Stainville sur la nécessité de faire balayer le Salaborg (région située entre la Dymel inférieure et le Weser). Entre temps, Grandmaison avait exécuté (3) un raid sur Nordhausen et y avait surpris le partisan Geschrei « avec tout son corps au lit; il avait enlevé 400 chevaux, ses équipages, masses, magasins de toutes espèces et carrosse ». Les prisonniers étaient pour la plupart des déserteurs français. Pendant les journées des 25, 26, 27 et 28 août, il y eut échange continuel de dépêches (4) entre le maréchal et Stainville; celui-ci confirme le 25 l'avis du départ du prince héréditaire, le lendemain il annonce le passage de la Dymel par un corps ennemi qu'on croit être celui de Granby; en conséquence il envoie deux régiments renforcer la garnison de Munden; du côté de la Werra, il est rassuré par les avis de Grand-

(1) Broglie à Choiseul, Sulbeck, 25 août 1761. Archives de la Guerre.
(2) Broglie à Stainville, Sulbeck, 26 août 1761. Archives de la Guerre.
(3) Grandmaison à Tresnel, Eschwege, 24 août 1761. Archives de la Guerre.
(4) Stainville à Broglie, 25, 26, 27 août 1761. Archives de la Guerre. — Broglie à Stainville, 27 août 1761. Archives de la Guerre.

maison qui se rend à Heiligenstadt : « cette nouvelle m'a très bien tranquillisé... car je ne crains rien ici, quand même le prince Ferdinand y viendrait avec toute son armée ». Au courant de la journée du 27, Stainville apprend que Granby est à Geismar, que Freytag et Stockhausen sont entrés dans la forêt de Salaborg ; Ferdinand est venu en personne faire une reconnaissance à une lieue et demie de Cassel. Le 27 au soir, Broglie informé que le prince est encore le 26 à Höxter, que Granby n'a avec lui que 15.000 hommes, dépêche à Stainville des renforts qui lui constitueront un total de 32 bataillons, 28 escadrons et 24 canons. Avec ces troupes, son lieutenant sera en état de marcher sur Immerhausen et livrera bataille s'il le peut.

Dans un second rapport du 27 à midi, Stainville commence à s'émouvoir du proche voisinage du prince Ferdinand : « Le château de Dringelborg a été pris hier à 4 heures après-midi, après avoir été tout à fait brûlé et abîmé ; le commandant vient de m'être renvoyé ainsi que sa garnison. M. le prince Ferdinand a son quartier aux bains de Geismar, mylord Granby dans la ville de Geismar, et on croit qu'ils se camperont aujourd'hui près du village d'Hohenkirchen. M. de Bauer y a couché cette nuit. Vous voyez, Monseigneur, qu'il ne m'est pas possible dans ce moment-ci de quitter la position que j'occupe. M. de Durenberg (1) a soupé hier chez le prince Ferdinand qui lui a dit qu'il n'y avait que 400 hommes dans Cassel, et que je campais avec une poignée de monde aux environs, il l'a chargé de me faire ses compliments. Je vous avoue que je ne comprends rien à toutes ces manœuvres. Puisqu'il est capable de passer la Dymel pendant que vous êtes dans le pays d'Hanovre, il le serait aussi de passer la Fulde et d'attaquer le poste

(1) Commandant français de la garnison de Dringelborg.

de Munden, et se mettre entre vous et moi. C'est à vous, monseigneur, à juger de la possibilité de mes conjectures. Je ne puis guère me dégarnir davantage pour soutenir le poste de Munden. » Broglie répond à son lieutenant qu'il ne croit pas que Ferdinand pousse jusqu'à Cassel. Le renvoi de la garnison de Dringelborg et les propos du prince n'ont d'autre but que de nous tromper sur ses desseins; cependant il fait marcher Clausen et Duras avec 20 bataillons sur Munden. Le 28, le maréchal y rejoint ce détachement, assiste à la canonnade inutile que les confédérés exécutent de l'autre rive du fleuve, puis se porte de sa personne à Cassel. Suivant les ordres reçus, Stainville avait fait une pointe dans la direction de Geismar et avait eu la satisfaction de voir les confédérés battre en retraite devant lui. Cependant, le 28 (1), l'ennemi semblait à Stainville encore manifester des intentions offensives : 2.000 chevaux devaient escorter jusqu'en deçà de Hohenkirchen le prince Ferdinand « en personne qui nous a regardés pendant une heure ».

Jusqu'au 31 août, les armées restèrent inactives; ce jour-là les ordres de retraite (2) furent donnés à l'armée confédérée qui repassa la Dymel le 1er septembre. L'excursion de Hesse, exécutée par les grosses chaleurs d'été, coûta beaucoup de malades aux régiments anglais. Granby, qui commandait en chef le contingent britannique, demande la création d'hôpitaux (3) pour recevoir 800 malades à renvoyer des ambulances et se propose d'en évacuer 2.000 sur Brême. La trêve virtuelle qui succéda aux mouvements de la fin d'août se prolongea une partie de septembre; Broglie, après un séjour de quelques jours à Cassel, revint

(1) Stainville à Broglie, 28 août 1761. Archives de la Guerre.

(2) Westphalen, V, p. 790.

(3) Granby à Ferdinand, 2 septembre 1761. Wesphalen, V, p. 793. — L'État des troupes anglaises indique à la fin de septembre 3.809 malades sur un effectif de 20.437.

à Sulbeck puis à Eimbeck; ses détachements eurent à enregistrer quelques succès partiels. Belsunce prit sa revanche en dispersant près d'Osterade dans le Hartz (1) le corps de Freytag et en lui faisant 450 prisonniers; Chabo surprit les hussards de Bauer près de Scharf Oldendorf, leur enleva des prisonniers (2), « tous leurs équipages qui ont enrichi nos gens, des carrosses, beaucoup d'argent et de nippes et une très jolie femme ». Une lettre de Broglie à Soubise (3) rend compte de la situation; le gros de l'armée est avec lui à Eimbeck depuis le 11 septembre, Stainville avec une grande partie de son corps campe entre Grebenstein et Mariendorf; le prince Ferdinand avec le gros des confédérés entre Liebenau et Helmerghausen sur la Dymel : « Il a un corps considérable au-dessus d'Höxter, un autre près de Polle et un troisième aux ordres de Lückner entre la Leine et Goslar. Voilà l'état des choses ici, tant que vous occuperez le prince héréditaire, il restera devant vous; du moment que vous cesserez de lui donner des inquiétudes, il reviendra sur la haute Dymel menacer la gauche de M. de Stainville. »

Revenons à Soubise et voyons comment il s'acquittait de la tâche qui lui incombait. Nous l'avons laissé dans la banlieue de Munster bien décidé à ne pas tenter le siège de cette place et très désireux d'obtenir l'approbation du Roi pour l'incursion d'Ost Frise. Dans une dépêche à Choiseul (4) il développe les raisons de sa conduite : « On ne peut pas imaginer un moment d'exposer l'artillerie devant une place qui peut être secourue et surtout dans un pays où quatre jours de pluie rendent les chemins absolument impraticables. A moins que M. le maréchal de Broglie ne trouve moyen d'attirer le prince Ferdinand à la rive droite

(1) Belsunce au comte de Broglie, 4 sept. 1761. Archives de la Guerre.
(2) Chabo au comte de Broglie, Verlesheim, 5 sept. 1761.
(3) Broglie à Soubise, Eimbeck, 12 sept. 1761. Archives de la Guerre.
(4) Soubise à Choiseul, Appelhausen, 27 août 1761.

du Weser, de le combattre ou de se placer intermédiairement entre l'armée ennemie et celle destinée à faire le siège de Lippstadt. Je crois qu'il serait imprudent et même téméraire d'en faire la tentative; celui de Munster, quoique moins difficile à beaucoup d'égards, serait encore sujet à de très grands risques, et il faudrait rassembler bien des moyens pour se flatter de pouvoir réussir. Je vais donc me borner à suivre les diversions commencées par la droite et la gauche. Pendant que les ennemis portaient toute leur attention sur Warendorf, et principalement sur Hamm, MM. de Conflans et de Cambefort ont gagné du terrain. Je crois le premier très près d'Osnabrück. M. de Vogué est à Aldenberg pour le soutenir et lui envoyer du renfort s'il se trouve en avoir besoin. Vous avez bien raison, Monsieur, ces diversions dans l'Ost Frise sur le bas Ems et dans le pays d'Osnabrück ne peuvent être solidement établies, quand on n'est point maître de Munster, aussi je songe dans ce moment-ci à détruire les magasins des ennemis, en enlever et faire transporter une partie à Wesel, prendre des otages et tirer quelques contributions. » Peu de temps après avoir fourni ces explications, Soubise reçut de la cour un avis (1) qui les approuvait d'avance. Choiseul reconnaissait que le siège de Munster était impossible tant que Kielmansegge s'y trouverait avec ses troupes, il acceptait l'entreprise sur l'Ost Frise.

Kielmansegge, qui avait quitté momentanément Munster pour rejoindre à Hamm le prince héréditaire, y revint avec un détachement; à la tête de ses forces réunies, il fit du côté de Roxel une sortie peu heureuse qui fut repoussée avec la perte de 600 hommes tués, blessés ou pris. Au dire de Turpin de Crissé (2) « il aurait été très facile de battre ces 6.000 hommes et en les pressant bien fort d'en-

(1) Choiseul à Soubise, 25 août 1761. Archives de la Guerre.
(2) Turpin de Crissé à Lusace, Dorstein, 7 septembre. Documents inédits.

trer pêle-mêle avec eux dans Munster ». Pendant que Soubise s'attardait devant cette place, le prince héréditaire, arrivé à Hamm le 27 août, ne perdait pas son temps et manifestait sa présence par un coup de main hardi sur le poste de Dorstein où étaient installés les services de la boulangerie; le général français, inquiet sur le sort de Dorstein, avait envoyé Condé à Dulmen et Voyer à Huis Dulmen. Cette précaution fut prise trop tard : le prince héréditaire avait détaché de Hamm le colonel Huth à la tête de 3 bataillons, un régiment de dragons et 4 canons avec mission d'enlever le bourg de Dorstein et sa garnison composée d'un bataillon du régiment liégeois de Vierzet et de quelques piquets d'autres corps. La ville, attaquée le 30 août à 9 h. du matin, fut bien défendue; 39 maisons furent détruites par le canon, on se battit dans les rues, mais en fin de compte la garnison dut se rendre. Les vainqueurs s'emparèrent (1) « d'un amas considérable de farines, d'avoines, de bois » et de 600 prisonniers. Le but de l'expédition, qui était de détruire les fours de l'armée du Bas-Rhin, fut pleinement atteint. Soubise ne perdit pas de temps (2) pour réoccuper Dorstein, il se porta le 2 septembre à Haltern sur la Lippe et poussa Voyer sur Dorstein : à l'approche de ce dernier, les confédérés évacuèrent leur conquête; dans leur retraite ils eurent à livrer un combat d'arrière-garde dans lequel ils perdirent le partisan Scheiter, 160 prisonniers et un canon. Le 5 septembre, le quartier général de Soubise fut installé à Westerholtz entre la Lippe et l'Emser; le prince héréditaire, qui s'était avancé jusqu'à Dolmen, en partit le 7 au matin en route pour Hamm; d'après les informations françaises, il avait sous ses ordres 22 bataillons, 28 escadrons et des troupes légères. A raison de 600 par bataillon et 140 par escadron, chiffres très

(1) Journal de l'armée confédérée. Bune, 9 septembre 1761. Record Office.
(2) Soubise à Broglie, Haltern, 3 septembre 1761. Archives de la Guerre.

élevés pour une fin de campagne, il pouvait donc disposer au plus d'environ 18.000 hommes contre lesquels Soubise et Voyer pouvaient réunir 55 bataillons, 35 escadrons et quelques troupes légères, soit au moins 25 à 26.000 combattants. Cependant, le général français n'avait aucune intention de prendre l'offensive contre son adversaire. Le 12 septembre, il prévint Broglie (1) que le prince héréditaire retournait à Hamm après avoir détaché quelques troupes sur Munster. « Peut-être avec le reste son projet est-il de rejoindre le prince Ferdinand aussitôt que sa marche sera décidée, je chercherai à vous instruire le plus promptement qu'il sera possible. » A Choiseul, il écrivit (2) dans le même sens, tout en ajoutant qu'il cherchait à occuper l'ennemi et à l'empêcher de renforcer le prince Ferdinand; « cependant ils en sont toujours les maîtres et je ne puis parer la facilité des chemins de Lippstadt ou de Hamm à Paderborn ».

En effet le prince héréditaire était de nouveau en route pour la Dymel; le 15 septembre, Stainville (3) confirmait la nouvelle en envoyant à Broglie une lettre interceptée du prince à son oncle : « Je me hâte de remplir ses intentions, écrivait le premier à la date du 14, en me contenant le mieux que possible sur la Dymel contre M. de Stainville. J'y réussirais mieux si elle pouvait me renforcer de quelques troupes légères pour empêcher les courses sur ma droite. » Quant à Soubise, il se bornait à enregistrer avec philosophie les mouvements de l'adversaire et à ne se préoccuper que des excursions sur l'Ems et en Ost Frise : « Je crois, mande-t-il à Broglie (4), que je

(1) Soubise à Broglie, Westerholtz, 12 septembre 1761. Archives de la Guerre.

(2) Soubise à Choiseul, Recklinghausen, 12 sept. 1761. Arch. de la Guerre.

(3) Stainville à Broglie, Grebenstein, 15 septembre 1761, 4 h. p. m. Arch. de la Guerre.

(4) Soubise à Broglie, Recklinghausen, 13 septembre 1761. Archives de la Guerre.

vais me rapprocher de Munster et porter des détachements par ma gauche le plus avant qu'il sera possible. » Le ton de la correspondance qu'il entretenait avec Choiseul (1) révèle le sentiment de l'impuissance la plus absolue : « Je ne puis m'opposer au départ du prince héréditaire et je ne sais si les diversions que je me trouve en état de faire produiront un prompt retour de sa part. Un corps de 4.000 hommes, campé près de Hamm, rend une entreprise sur cette ville presque impossible. Le succès en serait au moins très douteux et les ennemis seraient les maîtres d'y envoyer du secours. Je ne parle point de la difficulté d'assurer les subsistances, on pourrait y parer en faisant un nouvel établissement à Hagen, mais cette communication demanderait beaucoup de troupes pour les escortes, et au moindre mouvement des ennemis, l'armée serait obligée de revenir sur ses pas. Par la même raison, on ne peut se déterminer à suivre les pas du prince héréditaire. » Il exposait ensuite sans grande conviction les opérations qu'il pouvait exécuter : « Il me reste à tenter une nouvelle diversion sur le bas Ems. En me portant avec l'armée à Coesfeldt ou aux environs, je puis couvrir les détachements qui pénétreront dans l'Ost Frise et d'un autre côté dans le Diepholt (2) et jusqu'aux portes de Brême. Les ennemis ont un gros magasin dans Meppen. Cette petite ville est fortifiée, mais la garnison en est très faible et Cambefort qui la connaît bien assure qu'elle ne tiendrait pas 24 heures. Je suis bien éloigné de répondre que cette petite expédition fera revenir le prince héréditaire; elle est sûre et facile; on retirera quelques contributions, on fera rentrer des fourrages. L'armée vivra dans le pays que les ennemis doivent occuper pendant l'hiver. Ce sont des avantages qui ne sont pas à négliger, mais qui

(1) Soubise à Choiseul, Recklinghausen, 15 septembre 1761. Archives de la Guerre.

(2) Région entre le bas Rhin et le bas Weser.

n'arrêteront point l'ennemi... Le prince héréditaire a paru plus sensible aux démonstrations d'attaque faites sur Hamm. La saison étant plus avancée, il jugera que nous ne songeons point à y faire d'établissement, et selon les apparences il y portera moins d'attention. » Sans doute il serait possible de bombarder la ville, mais on courrait risque d'atteindre les blessés et malades français qui y sont en nombre considérable et, tout compte fait, l'opération même couronnée de succès ne vaudrait pas la perte qu'elle entraînerait. « Cependant, si j'étais sûr de produire une diversion bien essentielle, je ne balancerais pas... Je n'ai point parlé d'un autre parti qui serait de suivre le prince héréditaire s'il se dirige sur la haute Dymel. La difficulté des subsistances serait une des premières à surmonter; les convois auraient bien de la peine à arriver, et de quelque côté que puisse marcher l'armée, elle ne peut s'éloigner de plus de 18 lieues des points de Dusseldorf ou de Wesel. » Deux jours après, il revenait à son sujet favori : Cambefort et Conflans sont en route pour Meppen, Condé sera le 18 à Dulmen et le 19 à Coesfeldt, « Vogué le joindra et je le suivrai à 24 heures près ». Chevert restait au camp de Recklinghausen avec 8 bataillons, 6 escadrons, quelques dragons et la maison du Roi pour garder les communications avec les dépôts du Rhin.

Conformément à ce qu'il avait annoncé, Soubise installa son quartier général le 20 septembre à Coesfeldt : « L'armée est arrivée ici, avant-hier, écrit-il à Choiseul (1), comme j'avais eu l'honneur de vous l'annoncer. M. le prince de Condé est à Horstmar avec la réserve à 4 lieues de nous, et à peu près à la même distance de Rheine sur l'Ems. Ce sera le point d'appui et de ralliement de tous

(1) Soubise à Choiseul, Coesfeldt, 22 septembre 1761. Archives de la Guerre.

nos détachements. M. de Voyer doit y rester avec six bataillons de grenadiers et chasseurs. Il portera au delà de l'Ems 600 dragons et 400 maîtres de cavalerie, destinés à protéger la retraite des volontaires qui doivent se répandre dans le pays d'Osnabrück, de Recklinbourg, Lingen, Diepholt aussi loin et aussi longtemps que les ennemis le permettront. MM. de Wurmser, Viomesnil et Comeyras les conduiront avec vivacité et prudence. M. le marquis de Conflans et M. de Cambefort ont une destination particulière. Ils ont hier dépassé Meppen, après une reconnaissance très exacte ils ont jugé cette petite place à l'abri d'un coup de main. Ils se sont contentés de la masquer. Les ennemis ont une garnison de 400 hommes, une trentaine de pièces de canon de fer, et quelques mortiers. On m'assure qu'il s'y trouve des magasins assez considérables. Selon les circonstances, et le temps que les ennemis me donneront, je verrai si l'objet vaut la peine d'envoyer une brigade d'infanterie et quelques pièces de gros canon de campagne, pour s'en rendre maîtres. La distance de 20 lieues me retient beaucoup. En attendant, M. de Conflans poursuit son chemin vers l'Ost Frise. J'espère qu'il y pénétrera et qu'il en reviendra heureusement, après avoir établi les contributions. Je serai très occupé de favoriser sa retraite et j'espère que nous réussirons. Les ennemis n'ont dans cette partie que deux régiments de dragons arrivés depuis hier aux environs de Munster. Nos détachements de dragons et de cavalerie suffisent pour les contenir. » Il était difficile pour un général de faire preuve de plus de timidité ; il est vrai que Choiseul avait écrit au prince (1) : « S. M. approuve votre prévoyance, la prudence avec laquelle vous vous conduisez. »

Séparons-nous de Soubise à Coesfeldt, où son quartier général demeurera jusqu'au 14 octobre, et revenons à la

(1) Choiseul à Soubise, 29 août 1761. Archives de la Guerre.

Hesse où les confédérés vont pénétrer pour la troisième fois. Aussitôt de retour de Cassel à Sulbeck, Broglie cherche à se justifier (1) des premiers reproches reçus à propos du passage du Weser; cette opération faisait partie du plan du 28 juillet; jamais l'armée n'avait été en danger et toutes les précautions avaient été prises pour la protection de la Hesse. Sa plaidoirie achevée, il passe à l'examen de ce qu'il est possible de faire pour l'avenir : « Nous avons cru ensuite que le seul moyen de rappeler le prince Ferdinand dans le pays d'Hanovre était de lui faire craindre de nous y voir marcher avec des forces considérables et d'y prendre l'offensive, et c'est ce que je commencerai à faire le 11. Je suis obligé d'attendre jusqu'à ce jour pour donner le temps aux troupes qui composent la réserve de M. de Clausen d'arriver et d'y joindre celles qui étaient aux ordres de M. de Belsunce (2) afin de le mettre assez en force pour se mesurer avec le corps de Lückner, et aller même l'attaquer toutes les fois qu'il y aura possibilité. J'irai demain à Eimbeck reconnaître plus particulièrement la position que je pourrai y faire prendre à l'armée et y convenir avec M. le comte de Lusace de celle où sa réserve sera placée. »

Broglie envisage les trois partis qui s'offrent au prince Ferdinand : Il peut à son choix entreprendre une nouvelle diversion contre la Hesse et les communications avec Francfort, barrer le Weser et porter les hostilités du côté d'Eimbeck, enfin renforcer les troupes qu'il a déjà dans le pays d'Hanovre afin de mieux empêcher d'y pénétrer.

« Dans la première supposition, s'il se détermine bien sérieusement à entrer en Hesse, et qu'il cherche à y faire un établissement solide, je serai forcé de m'en rapprocher et de tenter de le combattre, ou s'il ne veut pas se

(1) Broglie à Choiseul, Sulbeck, 8 septembre 1761. Archives de la Guerre.

(2) Belsunce avait été rappelé à Paris et chargé d'un commandement aux Antilles.

commettre à une action, de l'obliger de repasser cette rivière. S'il passe le Weser à Höxter avec la plus grande partie de son armée pour marcher sur moi à Eimbeck, je tâcherai d'en être instruit et de me trouver en mesure de regagner les hauteurs de Moringen pour ne pas me trouver séparé de Göttingen. S'il avait totalement abandonné la Dymel, M. de Stainville marchant par sa droite et passant la Fulde pourrait venir se joindre à ma gauche. Si enfin il se renforçait considérablement dans le pays d'Hanovre, nous serions parvenus à une partie de notre but de l'attirer en deçà du Weser. » Cette dernière hypothèse serait la plus désirable, mais même dans le cas d'une affaire heureuse, étant données la nature du pays défavorable à la défensive et les difficultés de ravitaillement, « on ne pourrait se flatter de s'emparer ni d'Hamelen, ni d'Hanovre, et par conséquent de prendre d'établissement pour l'hiver plus avant que Göttingen. Il est plus que vraisemblable que les ennemis éviteront une affaire générale, qu'ils profiteront de leur position pour nous donner de l'inquiétude pour notre gauche, que pour cela le prince héréditaire reviendra bientôt sur la haute Dymel et que la campagne finira comme l'année dernière en ayant une partie de l'armée en Hesse et une dans le pays d'Hanovre. Si cela est, les ennemis achèveront de faire un désert des bords de la Dymel et ne pourront y tenir l'hiver beaucoup de troupes. Nous mangerons entièrement le pays d'Hanovre depuis Eimbeck jusqu'à la Werra de sorte qu'ils ne pourront s'y établir, et nos quartiers d'hiver sur la Werra seront tranquilles d'autant que l'on tâchera de fortifier Mulhausen pour nous donner la sûreté de tirer nos subsistances de la Thuringe, de l'Eichfeld et des pays de Gotha et d'Eisenach. Voilà, M. le Duc, tout ce que j'envisage de faisable pour le reste de cette campagne. Quoique peu brillant, cela aura sa difficulté, et pour se préserver de quelque

échec, encore faudra-t-il, vu la position des ennemis et la facilité qu'ils ont de se porter par une ligne plus courte que nous de leur droite à leur gauche, beaucoup de vigilance sur leurs mouvements ».

Broglie avait bien percé les projets de son adversaire, tels qu'ils ressortent d'une dépêche (1) postérieure de 2 jours à celle que nous venons de citer : « Le maréchal de Broglie semble en effet occupé d'agir par sa droite. Il continue non seulement à tenir occupé le Hartz, mais il a avancé aussi le long de la Leine, quoiqu'il ne le fasse qu'en tâtonnant, et à petits pas. Je tâcherai de faire tout mon possible pour l'empêcher d'aller plus loin. Il me faut encore quelques jours pour me préparer à une expédition que je compte de faire en Hesse. Si elle réussit, M. le maréchal de Broglie sera obligé d'y venir avec le gros de son armée, après quoi je me flatte que les parties d'Eimbeck et du Hartz seront abandonnées d'elles-mêmes. Comme dans cette crise il importerait infiniment pour soutenir la gageure contre les armées françaises de garnir fortement les villes d'Hanovre, de Brunswick et de Wolfenbuttel, j'ai détaché de l'armée (sur Hanovre) trois bataillons qui, joints aux recrues du dépôt, et à un bataillon de milice, forment une garnison de presque 4.000; il m'aurait été impossible d'en faire autant par rapport à Brunswick et à Wolfenbuttel; mais le duc, mon frère, y a suppléé ayant fait, dès le commencement de l'année courante, de si fortes levées dans son pays qu'il a actuellement une garnison de 4.000 hommes à Wolfenbuttel, de façon que j'ose espérer que ces trois villes, extrêmement importantes, dans la position actuelle des armées, se trouvent hors d'insulte. »

Le 12 septembre, l'aile droite et le centre de l'armée du Haut-Rhin étaient concentrés à Eimbeck; Lückner s'é-

(1) Ferdinand à Bute, Bune, 10 septembre 1761. Record Office.

tait retiré à Hildesheim; le moment semblait propice pour pousser une pointe offensive dans la direction du Brunswick et du Hanovre; en conséquence, Clausen, appelé de la Reinhardswalde, reçut ordre de réunir le commandement de Belsunce au sien et de marcher sur Wolfenbuttel et Osterwick. Vaubecourt fut chargé d'emporter le château de Schartzfeld et Caraman fut envoyé reconnaître les environs de Höxter. Cette dernière expédition donna lieu à une rencontre sur laquelle il convient de fournir quelques détails (1). Pour conserver le contact avec les Français, le prince Ferdinand avait détaché, sur la rive droite du Weser, Mansberg avec sa brigade forte de 4 bataillons et 4 escadrons. Ce général, placé sous les ordres de Spörcken qui commandait en chef à Brenckhausen non loin de Höxter, devait se porter sur le Motsberg près de Neuhaus, mais sans trop s'avancer dans le pays du Solling. Le 13 au soir, ces instructions furent annulées et Spörcken fut invité à rappeler de suite son subordonné à Furstenberg. Le contre-ordre remis tardivement ne parvint pas en temps utile à Mansberg. Cet officier, éloigné de tout secours immédiat, était tout à fait en l'air. Caraman, averti de la situation dangereuse du détachement confédéré, se porta sur lui par une marche de nuit, pénétra sans rencontrer (2) « ni gardes, ni patrouilles » dans le campement du régiment de Mansberg, le mit en déroute, jeta le désordre dans la brigade, lui enleva des tentes, des équipements, 3 canons et un drapeau, et lui infligea une perte de 267 hommes tués, blessés ou pris. Un moment, Mansberg tomba entre les mains des cavaliers français, mais réussit à s'échapper pendant qu'ils se partageaient sa dépouille, remit un peu d'ordre dans sa troupe et regagna le Weser qu'il mit bientôt derrière

(1) Voir à ce sujet, Westphalen, V, p. 851 et suivantes.
(2) Broglie à Choiseul, Eimbeck, 15 septembre 1761. Archives de la Guerre.

lui. Le prince Ferdinand, plus furieux de ce qu'il regardait comme une désobéissance que de l'incident, peu important en lui-même, s'en prit à Spörcken dont il trouva les explications insuffisantes (1). A la suite d'une correspondance aigre-douce, le général hanovrien demanda sous prétexte de santé un congé qui lui fut accordé; il fut remplacé par Wangenheim.

(1) Sur la lettre de Spörcken, Ferdinand avait écrit de sa main : « Quelles utalines (sic) excuses. C'est insoutenable. » Westphalen, vol. V, p. 871.

CHAPITRE VI

EXPÉDITION CONTRE WOLFENBUTTEL ET BRUNSWICK. — OPÉRATIONS AUTOUR D'EIMBECK. — PRISE DES QUARTIERS D'HIVER. — DISGRACE DE BROGLIE.

L'invasion du Hanovre, que semblaient présager les mouvements de Broglie, était redevenue le principal souci du prince Ferdinand ; il en écrit à Lord Bute ; il en confère avec Westphalen : « Faut-il s'attendre à une marche immédiate des Français sur la ville de Hanovre qui n'est guère en état de tenir plus de 3 jours ? et dans ce cas marcher à son secours avec 32 bataillons, tout en laissant 24 sur la Dymel et pour la défense d'Höxter ? Faut-il au contraire avoir recours à une nouvelle diversion en Hesse ? » — « Le parti de marcher sur le corps de M. de Stainville serait, répond Westphalen (1), sans doute le meilleur moyen de faire faire halte à M. de Broglie..... mais il faudrait exécuter sans perte de temps cette attaque ; V. A. S. pourrait rassembler 44 bataillons et 42 escadrons pour cette besogne. Mais je ne sais si elle trouve ce nombre suffisant. Si l'ennemi ne marche pas rapidement, c'est-à-dire s'il fait jour de repos aujourd'hui, on peut attendre l'arrivée du prince héréditaire et agir alors avec vivacité. Et ceci me paraît ce qui convient le plus. Il me semble qu'il faut aller au plus pressant et abandonner par conséquent pour quelque temps la Westphalie à M. de Sou-

(1) Westphalen à Ferdinand, 12 septembre 1761. Westphalen, V, p. 836.

bise. » L'ennemi ne marcha pas activement, et Ferdinand eut le loisir d'attendre l'entrée en ligne de son neveu. Comme nous l'avons dit plus haut, Chabo et Stainville faisaient bonne garde, et Broglie fut aussitôt renseigné sur le danger qui le menaçait. Les dépêches de Stainville se succèdent rapidement (1) : le prince a passé la nuit du 15 à l'abbaye de Dalem, il sera le 16 à Warburg, aussi Stainville a-t-il cru prudent de reculer vers Cassel ; il campe la droite à Immenhausen, la gauche au-dessus de Wilhemsthal.

Entre temps la menace se précisait ; conformément aux instructions (2) lancées le 17 du quartier général de Bune, le gros de l'armée confédérée s'ébranlait à 2 h. du matin le 18 et franchissait la Dymel ; la droite conduite par le prince héréditaire devait tourner la gauche de Stainville et marcher sur Wilhemsthal ; le centre avec lequel se trouvait Ferdinand se dirigeait sur Grebenstein et Immenhausen ; la gauche sous les ordres de Wütginau et précédée des avant-gardes de Reidesel et Friedrichs avait pour objectif Holtzhausen. Wangenheim avec un peu plus de 8.000 hommes surveillait le Weser aux abords d'Höxter. Lückner, laissant à Freytag le soin d'observer la vallée de la Leine et le camp français d'Eimbeck, devait se poster à Otterstein et garder le bas Weser jusqu'à Hameln. L'offensive du gros de l'armée de Ferdinand, forte en tout de 54 bataillons et de 47 escadrons, ne rencontre aucune opposition ; Reidesel ramasse quelques traînards et des fourgons sur l'un desquels il trouve deux drapeaux du régiment d'Auvergne qui, par négligence ou oubli, y avaient été déposés. Stainville continue ses rapports : de Cassel il écrit le 18 (3) qu'il avait été attaqué le matin

(1) Stainville à Broglie, Glebenstein, 16 septembre 1761. Arch. de la Guerre. — Stainville à Broglie, Hohenkirchen, 17 sept. 1761. Arch. de la Guerre.

(2) Westphalen, V, p. 880.

(3) Stainville à Broglie, Cassel, 18 septembre 1761. Archives de la Guerre.

par Ferdinand et par le prince héréditaire, « ils avaient au moins 40.000 hommes » ; il s'est retiré sans pertes, a donné ordre à Rochechouart de se porter avec 2 brigades à Münden et a envoyé deux bataillons de renfort à Talaru qui est posté à Lutternberg. Broglie lui répond (1) aussitôt : « Je ne puis me persuader qu'ils imaginent de vous attaquer dans le camp retranché de Cassel, ils doivent être bien sûrs que vous vous y défendrez bien ; 40.000 hommes, dont une grande partie de cavalerie, ne peuvent espérer de forcer l'infanterie qui vous reste dans un aussi bon poste ; il serait à souhaiter pour vous et pour la chose qu'ils le tentassent. J'ai fait marcher cette nuit et ce matin 7 brigades d'infanterie, les carabiniers, 3 brigades de cavalerie et beaucoup d'artillerie pour se rendre à Asche et Härste. Demain, suivant les nouvelles que j'aurai de vous aujourd'hui, une grande partie de ces troupes et de l'artillerie passeront la Werra et entreront en Hesse. Je m'y rendrai aussi demain. Je ne crains pas qu'il y arrive du malheur, mais cela nous fait le mal de nous obliger de rapprocher notre droite et de nous empêcher de nous étendre dans le pays d'Hanovre ; mais comme nous l'avons dit souvent ensemble, leur position fait qu'il n'y a pas de remède à ce mal. Il n'y aurait que celui de les battre quelque part, mais il est plus que vraisemblable que du moment que nous nous renforcerons en Hesse, ils repasseront la Dymel et ce sera à recommencer. Je compte recevoir aujourd'hui plusieurs fois de vos nouvelles. Adressez-les moi à Härste où je coucherai vraisemblablement. »

Stainville se rassure ; il serait désirable (2) qu'on puisse renforcer encore de 10 bataillons français la garnison de Münden ; il serait alors tranquille et « ils ne vous attireront

(1) Broglie à Stainville, Eimbeck, 19 septembre 1761. Archives de la Guerre.
(2) Stainville à Broglie, Cassel 8 h. a. m. 19 septembre 1761. Arch. de la Guerre.

pas toute votre armée en Hesse, ce qu'ils souhaitent et désirent beaucoup ». Le 20 septembre, Broglie arrive à Cassel. Il n'y a d'inquiétude à avoir que du côté de Fritzlar et Marburg, sur lesquels on sait que le prince héréditaire s'est dirigé. Stainville y a envoyé Thianges avec une brigade mixte, le maréchal y expédie à son tour Rochambeau avec 5.000 hommes avec ordre de prendre le commandement sur l'Eder et d'arrêter les progrès du prince qui avait atteint Fritzlar le 21 et détaché des partis sur Ziegenhayn et Alsfeld. Une lettre interceptée de Ferdinand (1) à son neveu, datée de la matinée du 20, confirmait ces renseignements, tout en atténuant leur gravité : « Le premier but est de s'emparer de Fritzlar, sans quoi nous ne donnerons que peu de jalousie par nos courses » ; Ferdinand engageait le prince à faire passer l'Eder aux hussards (de Riedesel) mais pas à l'infanterie. La concentration des Français à Münden, Hedemünden et à Lutternberg eut pour effet de mettre fin à l'expédition du prince qui rejoignit son oncle le 23.

Une dépêche de Broglie à Choiseul en date du 21 (2) présente clairement la situation. Après avoir raconté les mesures prises pour venir en aide à Stainville, il ajoute : « Je mandai en même temps à M. le comte de Lusace et je le priai de revenir avec sa réserve à Eimbeck, et à M. de Clausen de se replier à Osterade, de ne point se porter pour ce moment à Wolfenbutel, d'autant que plusieurs estafettes envoyées par M. de Serbelloni à M. O. Flanagen, officier autrichien, qui sert depuis plusieurs campagnes à cette armée, annonçaient la marche d'un corps prussien sur Brunswick aux ordres du général Sedlietz..... Je crus donc devoir faire revenir M. de Clausen à Osterade pour ne pas compromettre son corps jusqu'à

(1) Ferdinand au prince héréditaire, Ober Wilmen, 20 septembre 1761. Archives de la Guerre.

(2) Broglie à Choiseul, Cassel, 21 septembre 1761. Archives de la Guerre.

ce que tout ceci fût débrouillé. J'allai le même jour à Härste et sur les nouvelles que j'ai reçues de M. le comte de Stainville que les ennemis n'avaient rien tenté et qu'il n'y avait pas d'apparence qu'ils le fissent, je pris le parti de me prêter le moins qu'il serait possible au désir que M. le prince Ferdinand avait de rappeler l'armée en Hesse. » Suivent les instructions données à Talaru qui gardait les passages de la Fulda, à Poyanne et Guerchy qui campaient sur la rive droite de la Werra : « Je fis marcher M. de Chabo sur Holtzmünden et Bevern pour intercepter entièrement la navigation de Hameln à Höxter; je mandai à M. de Caraman de se porter à Nieuhaus et Forstenberg pour menacer Höxter et inquiéter la communication par terre et par eau de cette ville à l'armée ennemie, et j'envoyai la légion Royale vis-à-vis de Beringen et d'Herstal pour le même objet; enfin je chargeai M. de Maupeou d'aller camper près d'Uslar pour servir de point d'appui à la légion Royale et à M. de Caraman. Je me rendis ensuite hier à Münden et de là ici; en arrivant sur les hauteurs de Lüternberg, je vis le camp des ennemis qui était entre Obervolmar et Immenhausen, détendre et se mettre en marche vers Hohenkirchen et Wilhemsthal, et lorsque je fus ici, j'appris de M. de Stainville que le prince héréditaire était parti le matin avec son corps et avait marché par la gorge d'Heckerhausen sans qu'on sût encore la direction qu'il avait prise ensuite. » Le maréchal relate l'envoi successif de Thianges et de Rochambeau pour s'opposer au raid possible de l'ennemi sur Fritzlar, l'ordre donné à Muy de se porter d'Asche à Uslar et de pousser Maupeou avec une avant-garde sur le Weser. Puis il expose ses projets pour l'avenir : « Sur ce que me manda hier M. de Clausen qu'il avait nouvelles qu'il y avait peu de monde dans Wolfenbutel, je lui écrivis de s'y porter d'Osterade en deux marches vives, et de tâcher de s'en emparer. Je venais de recevoir une lettre de M. de

Marainville qui me rassurait sur la marche de M. de Sedlitz sur Brunswick. Je prévins en même temps M. le comte de Lusace de l'entreprise de M. de Clausen sur Wolfenbutel, afin que le jour qu'il l'exécuterait, il poussât un gros détachement sur Alfeld pour occuper Lückner qu'on savait être revenu à Eltz sur le grand chemin d'Hanovre à Alfeld.

« Après avoir raisonné longtemps ce matin avec M. de Stainville sur la position présente, nous avons pensé : 1° qu'il était impossible qu'au moyen du corps de M. de Rochambeau et des places de Ziegenhayn, Marburg et Giessen, il pût arriver un inconvénient considérable de ce côté-là; 2° que ce serait remplir l'objet du prince Ferdinand que de faire revenir en Hesse toute l'armée pour chercher à le combattre, parce que dès qu'il la verrait arriver, il se retirerait et repasserait la Dymel et nous préviendrait peut-être dans le pays d'Hanovre. D'après cela, nous sommes convenus que le meilleur parti à prendre était, après avoir pourvu à la sûreté de la communication de Cassel à Münden par un nombre de troupes suffisant, de s'attacher à interrompre la communication de Hameln à l'armée ennemie, de tenir le plus de cavalerie et de chevaux d'artillerie et des vivres qu'il serait possible dans le pays d'Hanovre pour y subsister et ménager la Hesse, et de pousser des corps le plus avant que la prudence le permettrait dans les pays de Hanovre et de Brunswick, et c'est ce que je vais faire exécuter. »

Pendant les jours de tranquillité relative qui régnèrent autour de Cassel, il y eut quelques combats heureux pour les Français. A Wilhemshöhe, Verteuil enleva le poste de la Cascade avec sa garnison d'une compagnie d'Écossais; les partisans La Sarre et Vallières traversèrent le Weser près de Beverungen, bousculèrent les postes ennemis et revinrent sur la rive droite, ramenant avec eux 150 prisonniers.

Quant à Clausen qui avait été envoyé le 15 septembre (1) à Goslar avec ordre de pousser une pointe sur Wolfenbuttel, il avait paru devant cette place le 24 avec un corps de 10 bataillons et 20 escadrons, sommé inutilement le gouverneur Stammer, jeté quelques boulets dans la ville, mais sans son artillerie qu'il avait prêtée à Vaubecourt, il ne se crut pas assez fort pour tenter un assaut et, conformément aux ordres reçus de Broglie, se rabattit sur Eimbeck. Vaubecourt, expédié à peu près en même temps que Clausen, fut plus heureux; après une courte canonnade, il s'empara le 25 septembre par capitulation du château de Schartzfeld près de Herzberg, et de sa garnison qui se composait de 378 officiers et soldats.

Broglie était demeuré à Cassel, attendant le départ du prince Ferdinand qu'il aurait voulu brusquer (2) en faisant mine de passer le Weser en amont de Höxter. De son côté, Choiseul avait eu le temps de rédiger et d'expédier de Paris un plan d'opérations (3) tendant à forcer les confédérés à évacuer la Hesse : Broglie le trouva inexécutable. Il s'agissait de laisser Clausen vis-à-vis Lückner en Hanovre, de marcher à la Dymel en faisant agir Stainville par Stadtberg et sur l'Alm ; si Ferdinand reculait, on dévasterait le pays, « car il est trop tard pour songer aux sièges ». On voulait une rencontre ; au cas où elle serait impossible à amener, il faudrait penser aux quartiers d'hiver.

De Cassel où il était encore le 1er octobre, Broglie (4) opposa ses conceptions à celles de Choiseul : faire de la Hesse le théâtre des principales opérations serait entrer dans les vues du prince Ferdinand et renoncer aux bénéfices d'une occupation même temporaire d'une partie du

(1) Broglie à Choiseul, Eimbeck, 15 septembre 1761. Archives de la Guerre.
(2) Broglie à Choiseul, Cassel, 30 septembre 1761. Archives de la Guerre.
(3) Choiseul à Broglie, 26 septembre 1761. Archives de la Guerre.
(4) Broglie à Choiseul, Cassel, 1er octobre 1761. Archives de la Guerre.

Hanovre; porter les hostilités dans l'électorat et dans le duché de Brunswick présenterait le double avantage de vivre sur les ressources du pays ennemi et d'empêcher les confédérés d'établir leurs quartiers d'hiver à portée des cantonnements de l'armée française; « d'ici à la fin de la campagne on fera subsister l'armée dans le pays d'Hanovre et on fera un très gros magasin à Göttingen. Les ennemis ne prendront pas d'établissement en deçà de la Dymel; ils ne peuvent former aucun magasin pour leur subsistance de l'hiver plus près qu'Hamelen et Hanovre, ce qui éloignera sûrement de nous les quartiers qu'ils pourraient prendre pendant l'hiver prochain. Voilà, Monsieur le Duc, dans la vérité la plus exacte la situation des choses ici. Si vous et le Conseil du Roi y étiez, je suis bien assuré que vous penseriez de même que je l'ai fait et que vous auriez pris le même parti ».

Enfin, le départ des confédérés que le maréchal attendait avec impatience s'effectua le 2 octobre; ce jour, leur quartier général fut transféré à Bune d'où l'armée était à même de tirer ses approvisionnements du pays de Detmold, jusqu'alors ménagé par les belligérants. Elle n'y séjourna pas longtemps; le 11 octobre, on leva le camp de Wolkmissen; le lendemain le gros était à Brakel, laissant à Wütginau et Kielmansegge le soin d'évacuer la boulangerie qu'on venait d'installer à Warburg. A Marienmunster où on parvint le 13, on apprit de fâcheuses nouvelles : « Je ne dois point cacher à V. E., écrit Ferdinand (1), que l'état des affaires est très critique dans ce pays-ci. M. Soubise, quoiqu'il a semblé retirer ses détachements et abandonner la basse Ems, continue cependant de menacer Munster, d'autant plus qu'il rassemble actuellement toutes ses troupes aux environs de cette place. Ma marche en Hesse a d'abord fait un bon effet,

(1) Ferdinand à Bute, Marienmunster, 13 octobre 1761. Record Office.

M. Broglie étant accouru avec le gros de son armée pour la couvrir, mais comme il lui restait encore beaucoup de troupes, il a hasardé de pousser un gros détachement sur Wolfenbuttel, il vient de s'emparer de cette place après un bombardement d'un jour et demi, au même moment que Lückner était arrivé avec 6 bataillons et 12 escadrons aux environs de Brunswick pour tâcher d'y faire entrer du secours. J'ignore encore les détails de cet événement, qui est d'autant plus fâcheux, que l'ennemi est maintenant le maître d'attaquer la ville de Brunswick ; je ne lui laisserai pas le temps de l'assiéger dans les formes mais je crains presque, par bien des raisons, que le commandant ne se précipite trop à rendre la place, pour prévenir le bombardement. Je suis en plein mouvement depuis 3 jours, pour sauver Brunswick ; si le commandant tient contenance et se défend jusqu'à mon arrivée, j'y réussirai comme j'espère; mais s'il capitule aussi vite que celui de Wolfenbuttel, j'arriverai trop tard. »

Aussitôt assuré du départ des confédérés dont il informa Soubise (1) le jour même, Broglie avait repris l'exécution de ses projets sur le duché de Brunswick que l'invasion de la Hesse avait momentanément suspendus. Parti de Cassel le 3, il était à Uslar le 4 octobre; malgré les avis contradictoires de Stainville sur la direction qu'avaient prise le prince Ferdinand et le prince héréditaire, il ne se laissa pas détourner de l'objectif qu'il avait à cœur. A la suite d'une conférence (2) avec Lusace, Vault et Clausen, il expédia le 6 au matin Lusace et Clausen sur Wolfenbuttel avec 15.000 hommes et un petit parc d'artillerie sous le commandement du chevalier Pelletier. D'après ses prévisions, Clausen serait le 8 aux environs de Brunswick, Lusace arriverait le 9 sous les murs de Wolfen-

(1) Broglie à Soubise, Cassel, 2 octobre 1761. Archives de la Guerre.
(2) Broglie à Choiseul, Eimbeck, 6 octobre 1761. Archives de la Guerre.

buttel dont il commencerait sans retard l'attaque ; aussitôt maître de la place, il rejoindrait Clausen à Brunswick quoique la valeur des fortifications et l'importance de la garnison ne laissassent pas espérer le succès. « On ne doit pas cependant compter réussir, mais cela doit causer de la frayeur à cette ville et au pays de Brunswick et faire une diversion qui engage le prince Ferdinand à se rapprocher du Weser et à le repasser. »

Pendant quelques jours, le prince Ferdinand, bien qu'ayant pénétré les projets de son adversaire sur Brunswick, n'eut pas connaissance du départ de l'expédition. Il y eut entre Lückner et les généraux français Chabo et Caraman, soutenus par Poyanne, une série d'escarmouches à la suite desquelles le partisan allemand se retira à Hastenbeck. Broglie, qui avait assisté au dernier combat, accompagna la poursuite et poussa même jusqu'aux environs de la forteresse d'Hameln. Le 9 octobre, Lückner fit passer au prince Ferdinand un billet, daté de la veille, de son frère le duc de Brunswick qui était réfugié à Celle, l'avertissant de la marche de Clausen et de Lusace, et le suppliant de secourir son duché. Ordre fut aussitôt expédié à Lückner et au prince Frédéric de courir à l'aide de la ville de Brunswick ; leurs forces réunies se composaient de 8 bataillons d'infanterie et de la cavalerie de Lückner. L'avis de la marche d'un corps ennemi au secours de Brunswick accrut la prudence habituelle de Broglie ; aussi manda-t-il (1) à Lusace « de ne pas trop s'acharner à Brunswick... notre objet principal était rempli de retirer l'ennemi de la Hesse, il fallait qu'il évitât de se faire battre au retour ».

Le comte de Lusace et Clausen s'acquittèrent avec intelligence de la mission qui leur avait été confiée. Entre Brunswick et le Weser, l'armée confédérée n'était

(1) Broglie à Lusace, Eimbeck, 12 octobre 1761. Archives de la Guerre.

représentée, au commencement d'octobre, que par un corps de 7 à 8.000 hommes commandé par le prince Frédéric de Brunswick et par Lückner qui manœuvraient dans la région de Holtzmünden et de Halle. La voie était donc ouverte pour une expédition et le succès dépendrait de la célérité avec laquelle elle serait conduite. Le 6 octobre, « la réserve (1) composée de deux brigades d'infanterie française, d'Auvergne et de Lyonnais, de deux brigades saxonnes, de 14 escadrons de cavalerie avec 12 pièces de 12 livres, 6 obusiers et 2 mortiers, partit du camp d'Eimbeck pour se diriger sur l'Ocker et y pousser ou arrêter ses opérations à proportion des nouvelles que M. le maréchal ferait passer de l'ennemi et des mouvements que M. le prince Ferdinand ferait pour s'y opposer; M. le comte de Vaux et M. le comte de Broglie, lieutenants-généraux, M. le chevalier Pelletier, commandant l'artillerie, ainsi que M. de Lambert, brigadier, commandant le génie, avec une brigade d'ingénieurs, suivirent le même jour M. le comte de Lusace qui vint camper avec la réserve à Gaudersheim ». Le 7, grâce à une étape de 7 lieues, on était à Lutter. De son côté, Clausen avait gagné Holle au confluent de la Nette et de l'Innerst; le lendemain il investissait Brunswick sur les deux rives de l'Ocker et coupait toute communication avec Wolfenbuttel. Le même jour, Lusace était en vue de cette dernière ville; les tranchées furent ouvertes au cours de la nuit; le tir commença le 9 et continua le 10. Quelques boulets rouges lancés sur la place y provoquèrent un incendie qui décida la capitulation. La garnison forte de 2 officiers généraux, 30 officiers et environ 800 hommes fut prisonnière; les Français s'emparèrent en outre de 2 drapeaux, 13 canons, d'une quantité considérable de munitions qui furent ramenés à Göttingen, et

(1) Journal d'opérations de la réserve. Archives de la Guerre.

prélevèrent en outre sur les habitants une contribution de plus de 200.000 écus.

Aussitôt ce succès remporté, Lusace vint camper le 12 devant la ville de Brunswick qui avait été sommée inutilement la veille; aux propositions des assiégeants le vieux général Imhoff avait répondu par un refus énergique. Le 13 octobre, les batteries étaient prêtes à ouvrir le feu, mais les généraux français, sans nouvelles du gros de l'armée ennemie, émus de l'approche de Lückner et du prince Frédéric de Brunswick qui accouraient au secours de la place, avaient décidé d'abandonner l'entreprise; un incident qui se produisit dans la nuit du 13 au 14 les confirma dans cette résolution. Un des postes de la ligne de blocus avait été forcé par le prince Frédéric qui s'était jeté dans la ville en apportant à la garnison un renfort des plus utiles de 6 bataillons. Soit que les dispositions du commandement français fussent mauvaises, soit que la certitude du départ du lendemain eût fait négliger quelques-unes des précautions élémentaires telles que « envoi de patrouilles et détachements sur les avenues desquelles l'ennemi pouvait aborder », le chef du poste M. de Vastan et 300 de ses hommes furent pris ou mis hors de combat, un canon enlevé et le passage forcé. Clausen, averti trop tard, ne put arriver qu'après l'entrée du prince Ferdinand de Brunswick ; « il ne crut pas devoir s'engager, ayant déjà ses instructions pour venir camper le lendemain 14 en avant de la gauche du camp de Fimmelsen ». Le 16, le corps de la réserve était de retour à Gaudersheim qu'il avait quitté le 7.

Quoique l'attaque de Brunswick n'ait pas été menée à bonne fin, faute d'un peu de hardiesse, l'expédition n'en avait pas moins produit le résultat que visait Broglie depuis longtemps ; il avait déterminé le prince Ferdinand à porter le gros de ses forces sur la rive gauche du Weser où il avait été précédé par Lückner et le prince Frédéric.

Conformément aux ordres reçus (1), le premier avait gagné la ville de Hanovre le 10 octobre ; de là, il transmit à son général en chef les bruits alarmants qui couraient sur la présence de 30.000 Français aux abords de Brunswick, et sur une pointe qu'ils auraient lancée sur la route de Celle; avec le peu de forces dont il pouvait disposer, il croyait impossible de dégager les places assiégées. Ferdinand lui répondit le 11 au soir que quand même les Français seraient au nombre de 30.000, ils ne pourraient faire à la fois le siège de Wolfenbuttel et de Brunswick ; il lui renouvela l'ordre impératif d'avancer à quelque prix que ce fût jusqu'à Brunswick et d'y jeter les 6 bataillons du prince Frédéric pour renforcer la garnison d'Imhoff qui n'en comptait que 4. Toute l'armée était en route pour l'appuyer. Ainsi stimulés, Lückner et le prince Frédéric gagnèrent Peina, puis Abbensen sur la route de Hanovre à Brunswick ; ils débouchèrent d'Abbensen le 13 au soir et accomplirent la mission délicate dont ils avaient été chargés. Aussitôt le prince Frédéric entré dans la place, Lückner avec sa cavalerie se retira à Peina. Le coup hardi des confédérés ne leur coûta qu'environ 80 hommes, parmi lesquels le général de Rotenburg qui, dans l'obscurité, fut blessé mortellement par un de ses soldats. La levée du siège de Brunswick fait d'autant plus d'honneur aux confédérés qu'à la date du 13, le secours promis par Ferdinand à son lieutenant était encore loin ; la division du général Wangenheim (6 bataillons et 6 escadrons), qui constituait le premier échelon de l'armée confédérée, n'était arrivée à Hanovre que dans la nuit du 12 au 13 ; l'infanterie était tellement épuisée par les fatigues d'une marche à travers un pays accidenté et sans routes, que certains bataillons étaient réduits à une cinquantaine de soldats autour de leurs drapeaux.

(1) Voir pour la relève de Brunswick, Westphalen, vol. V, p. 106 et suiv.

Pour ne pas interrompre le récit, nous avons suivi les Franco-Saxons de Lusace et le corps de Clausen jusqu'à la date du 16 octobre ; il nous faut revenir aux mouvements du prince Ferdinand depuis l'évacuation définitive de la Hesse. Les différentes divisions de l'armée partirent du pays de Detmold et des bords du Dymel le 10 octobre et se concentrèrent au camp de Brackel, à moitié route de Paderborn et d'Höxter, où elles furent rejointes par la division du général Wütginau qui avait été chargé de surveiller l'évacuation des dépôts de Warburg; le prince héréditaire avec 11 bataillons et 21 escadrons avait été détaché sur Stadtberg et Canstein en route pour la Westphalie à l'effet de mettre fin aux desseins que l'on prêtait à Soubise contre les villes de Munster et de Hamm. La marche vers le bas Weser ne fut troublée par les Français que sur un seul point. Maupeou, qui avait passé sur la rive gauche du fleuve, tomba sur les chasseurs du colonel Friedrichs près de Teetelsen, les mit en déroute et leur enleva 400 prisonniers et 2 canons. Le 15, le gros parvint à Ottenstein, laissant Waldegrave à Brenckhausen pour veiller à l'évacuation des établissements d'Höxter. Le général Hardenberg, qui avait remplacé à la tête de son corps le prince héréditaire envoyé à Hildesheim, fit un détachement sur Rheda, puis revint à Maspe, non loin de Blomberg. Le 16, Ferdinand était arrivé à Ohr près d'Hameln ; le corps de Granby (7 bataillons et 6 escadrons) avait déjà franchi le fleuve et le gros s'apprêtait à le suivre, quand on reçut la nouvelle de la rentrée de Clausen et Lusace de leur expédition au pays de Brunswick. Ferdinand avait pensé que les Français se maintiendraient à Wolfenbuttel et pour les en chasser il avait chargé son neveu de prendre le commandement des troupes qui s'assemblaient dans l'électorat du Hanovre au nombre de 16 bataillons et 20 escadrons ; de Peina où il serait le 15, il devait se porter à Soldern « afin de couper le prince Xavier du gros de l'armée française.

Je comptais de mon côté, écrit Ferdinand (1), de passer le Weser le même jour (le 16) et d'avancer sur Eimbeck. Les ennemis n'ont pas jugé à propos de nous attendre. Le prince héréditaire s'est sur cela avancé sur Hildesheim... Il me paraît qu'il n'y a plus rien à craindre cette année-ci pour Brunswick ni pour Hanovre ». La dépêche donne quelques détails sur les mouvements de Soubise et conclut avec les mots : « Je crois presque que la campagne tire à sa fin. »

Broglie ne fit rien pour troubler la marche de l'adversaire, sur les mouvements duquel il se montre cependant bien renseigné. Les positions de ses troupes à la date du 18 étaient les suivantes : du côté de la Hesse Rochambeau s'était avancé jusqu'à Rhuden ; Nicolai avait poussé une pointe sur Paderborn où il s'était emparé de quelques petits magasins dont il avait distribué le contenu aux habitants ; Stainville était campé à Wolfhagen. Sur la rive droite du Weser, Lusace et Clausen formaient la droite à Gaudenheim, Chabo avec Poyanne et deux brigades d'infanterie comme soutiens à Scherf Oldendorf ; Guerchy avec un nombre égal de fantassins et 2 brigades de cavalerie était posté à 2 lieues en arrière de Poyanne à Stadt Oldendorf ; Maupeou avec une division de même importance et des troupes légères occupait le poste de Holtzmünden ; enfin le gros, 5 brigades d'infanterie et 8 escadrons, était concentré à Eimbeck où le quartier général était installé. « Tous ces différents corps, écrivait Broglie (2), peuvent me joindre promptement ici et se replier sur moi si le besoin le requiert et, en attendant, ils mangent le pays plus en avant et subsistent plus commodément. » La cavalerie très fatiguée commençait à se retirer vers la Werra ; « deux régiments qui sont dans l'état de délabrement le plus grand » reprenaient le chemin de la France.

(1) Ferdinand à Bute, Ohr, 18 octobre 1761. Record Office.

(2) Broglie à Choiseul, Eimbeck, 18 octobre 1761. Archives de la Guerre.

Une partie du parc d'artillerie avait été replié sur la Hesse.

Cette dépêche se croisa avec une de Choiseul en date du 18 (1) qui, en contradiction avec les précédentes, ne contenait que des éloges. « Le Roi en la lisant (la lettre de Broglie du 11 octobre) a mieux senti que jamais l'utilité du projet que vous avez suivi avec autant d'activité que de fermeté pour attirer M. le prince Ferdinand dans le pays d'Hanovre, et l'empêcher de pénétrer dans la Hesse et sur vos derrières. » Le Roi invitait son général à ne pas épargner la ville de Brunswick : « Si vous vous êtes rendu maître de cette place, vous la traiterez sans aucun ménagement comme appartenant à un prince ennemi du Roi et entièrement lié d'intérêt et de volonté avec les ennemis ; c'est une occasion de lui faire éprouver le ressentiment bien légitime de S. M. sur les procédés qu'il a eus avec elle pendant les années dernières et nommément en 1757. » Il est superflu d'observer que cette dépêche arriva après la tentative de siège.

Pendant les derniers jours d'octobre, il y eut interruption des hostilités due en partie à une forte indisposition du prince Ferdinand. Stainville, dont la présence n'était plus nécessaire en Hesse, reçut l'ordre de se rendre à Duderstadt, puis à Clausthal, pour s'opposer à un mouvement annoncé du général Seydlitz. Ce mouvement n'eut pas lieu. Stainville s'installa définitivement à Seesen. Il se plaint (2) d'y manquer de vivres : « M. de Lusace m'écrit que je dois aller sur ma droite, mais comme je n'ai que les montagnes et la forêt du Hartz, à moins qu'on ne donne aux chevaux des mines et des lapins à manger, il n'y a nulle autre ressource. »

(1) Choiseul à Broglie, 18 octobre 1761. Archives de la Guerre.
(2) Stainville à Broglie, Seesen, 30 octobre 1761. Archives de la Guerre.

Le prince Ferdinand, rétabli, résume (1) la situation au 1er novembre : « Il n'y a depuis (le 18 octobre) aucun changement remarquable à l'armée, à l'exception d'un gros détachement aux ordres de MM. de Wütginau, du prince d'Anhalt et de M. Hardenberg avec un train de grosse artillerie, qui en est parti le 27 pour aller joindre Mgr le prince héréditaire, dont le gros des troupes est toujours autour de Hildesheim. Les ennemis se tiennent tranquilles depuis le secours porté à Brunswick. Ils forment une chaîne depuis Eimbeck jusqu'à Holtzmünden, ayant le prince Xavier sur leur droite à Gangersheim. M. de Rochambeau qui avait passé la Dymel est retourné sur ses pas, et tient les débouchés de cette rivière par des troupes légères. M. de Stainville est avec un corps à Seesen, M. de St-Victor à Goslar. Le prince de Soubise est à Essen, le prince de Condé et de Voyé à Bockum, et Conflans à Luynen ».

Jusqu'au 5 novembre la trêve tacite qui existait entre les belligérants se maintint. Broglie prévoyait (2) la retraite derrière la Werra ; « vers le 18 ou le 20 de ce mois tout sera consommé et l'armée en se retirant ensuite successivement jusqu'à la Werra achèvera de manger le peu qui existe encore » ; Göttingen est largement approvisionné ; Münden possède 60.000 rations et toutes les mesures sont prises pour repousser une tentative ennemie si elle se produisait. Cette tentative à peine envisagée comme possible eut lieu le 4. Le 5, à 3 heures du matin, Broglie annonce (3) à Stainville que « la totalité de l'armée ennemie marche sur Eimbeck », et qu'il concentre ses troupes en conséquence. Stainville devra arriver à Saltz-der-Helden dans la nuit. Le lendemain, le maré-

(1) Journal de l'armée du prince Ferdinand. Ohr, 1er novembre. Record Office.

(2) Broglie à Choiseul, Eimbeck, 2 novembre 1761. Archives de la Guerre.

(3) Broglie à Stainville, Eimbeck, 5 novembre 1761. Archives de la Guerre.

chal fait son rapport (1) à Choiseul : « Je descends de cheval très fatigué, Monsieur le Duc, et tombant de sommeil. Je me presse d'avoir l'honneur de vous envoyer ce courrier pour que S. M. soit instruite que les ennemis réunis ont marché le 3 et le 4 pour se porter sur Eimbeck. J'en ai été informé le 4 au soir, en conséquence j'ai envoyé tous mes ordres aux différents corps pour se rendre ici en diligence. Le prince héréditaire a paru devant nos postes avancés le 5 à 9 heures du matin. M. le comte d'Espiés avec 350 hussards ou dragons et le bataillon de grenadiers d'Aquitaine a fait si bonne contenance et s'est retiré si doucement qu'il a obligé les ennemis à marcher avec quelque précaution et a, par là, rendu un service très important en gagnant du temps. Le prince héréditaire a déployé environ 30.000 hommes devant notre droite, et vers les 3 heures après-midi il s'en est approché assez près pour que j'aie fait commencer à canonner une de ses colonnes qui n'en était plus qu'à 400 pas. Cela l'a arrêté, et il s'est mis à nous canonner assez vivement ; on y a répondu de même, cela a duré jusqu'à la nuit ; pendant ce temps-là, il arriva deux grosses colonnes rouges par la vallée de Wickensen devant notre gauche. On comptait ce matin que les ennemis nous attaqueraient à la pointe du jour, mais ils n'en ont rien fait, leur droite s'est campée devant notre gauche, et tout le corps du prince héréditaire est demeuré en bivac toute la journée et y passera vraisemblablement cette nuit. »

Le mouvement de l'armée confédérée résultait d'un plan combiné entre le prince Ferdinand et son confident Westphalen et annoncé à Bute par dépêche du 3 novembre. Dans cette offensive (2) le principal rôle revenait au

(1) Broglie à Choiseul, Eimbeck, 6 novembre 1761. Archives de la Guerre.
(2) Relation de l'expédition contre Eimbeck. Record Office.

prince héréditaire qui devait déboucher de Hildesheim, passer la Leine à Eltze, « marcher le 4 à Limmer, vis-à-vis d'Ahlfeld, et tâcher de s'emparer le 5 des hauteurs d'Eimbeck appelées la Huve ». Granby quitta le 3 novembre son camp de Gross Hillgesfeld sur la rive droite du Weser pour entrer dans les gorges et poussa le 4 jusqu'à Dunen; il devait gagner par Holtensen et tourner les positions françaises de Wickensen et Escherhausen; le gros de l'armée franchit le Weser à Ohr le 4 et campa entre Hastenbeck et Tundern; Conway et Scheele formant avant-garde devaient se réunir aux environs de Halle et attaquer de front le camp de Poyanne à Escherhausen; de son côté, Hardenberg avait fait route le 3 de Blomberg à Ottenstein et le 4 à Badenweder; dans la nuit, il franchirait le Weser et couperait la retraite de Poyanne en occupant Stadt Oldendorf. Lückner à gauche, Friedrichs à droite nettoyeraient la région du Hartz, les rives du fleuve et la forêt de Sollingen des partisans français qui y fourmillaient. Voici en quels termes le prince Ferdinand décrit l'opération : « Les ennemis (1) voulurent fourrager le 4 novembre dans les environs de Hameln et de Coppenbrugge. Notre marche fit échouer le fourrage, mais l'ennemi apprit en revanche que nous étions en mouvement. M. de Conway ne s'en mit pas moins en marche le 5 de novembre à 1 heure du matin sur Halle, où il fut joint avec l'aube du jour par M. de Scheele. Mylord Granby fit déloger le 4 de novembre vers le soir le poste ennemi de Cappelnhagen par les chasseurs du major Fraser, soutenus par les régiments d'hussards, de Bauer et de Brunswick aux ordres du lieutenant-colonel de Riedesel. Il arriva lui-même le 5 avec le jour sur les hauteurs de Wickensen non loin de Holtensen, et par conséquent à dos du camp ennemi d'Eschershausen.

(1) Relation de l'expédition contre Eimbeck. Record Office.

« Ce camp était en lui-même d'un abord très difficile. M. de Poyanne ne jugea cependant pas à propos de s'y faire attaquer, et s'apercevant que la retraite par Wickensen et Wentzen sur Eimbeck lui était coupée par milord Granby, se rejeta dans la gorge de Stadt Oldendorf. Si M. de Hardenberg avait pu se trouver à l'heure convenue à son rendez-vous, M. de Poyanne aurait eu de la peine d'échapper; un accident arrivé aux pontons fit qu'il passait le Weser 8 heures plus tard qu'il ne le devait, ce qui fit gagner le temps à M. de Poyanne de se sauver. En attendant, les chasseurs de Friedrichs avaient délogé les postes ennemis sur le Weser entre Polle et Holtzminden, et ayant passé ce fleuve à gué, se portèrent en avant vers le Solling. M. de Poyanne fut suivi par une partie de nos troupes légères qui firent sur lui quelques prisonniers avec plusieurs chariots de bagages. Il avait mis le feu aux huttes de son camp en l'abandonnant, ce qui causa une flamme si violente qu'on ne pouvait traverser d'abord ni le camp, ni la gorge, dans laquelle il se trouvait placé. Mylord Granby n'en continua pas moins sa marche par Wentzen vers la Huve, et fut joint par le corps du lieutenant-général de Conway dans la vue de prêter la main au prince héréditaire, qu'il trouva arrivé vis-à-vis des hauteurs de la Hauve et engagé dans une forte canonnade avec les troupes ennemies qui s'y étaient formées. Ce prince, voyant que celles-ci grossissaient de moment en moment, crut devoir se borner à les canonner, d'autant plus qu'une attaque de vive force aurait demandé plus de troupes qu'il n'avait d'abord, et que vers la fin l'ennemi semblait avoir sur lui l'avantage du terrain et du nombre en même temps... Le gros de l'armée arriva le 5 à midi à Eschershausen, où elle assit son camp. On eut besoin de la journée du 6 pour faire arriver l'artillerie, et pour faire respirer les troupes très fatiguées par toutes ces marches faites consécutivement. »

Pour leur mouvement (1) contre les camps d'Eimbeck et Escherhausen, le prince héréditaire, Granby et Hardenberg avaient disposé de 47 bataillons, 41 escadrons et d'une forte artillerie.

Pendant la journée du 6 novembre, il n'y eut entre les deux armées que des escarmouches insignifiantes. Ferdinand dont le quartier général était à Wickensen, se montra très mécontent de l'exécution du projet et s'en prit à son neveu pour lequel il prépara une lettre dont Westphalen obtint la suppression et qui ne fut pas expédiée; il crut nécessaire de modifier une position qui paraissait trop risquée; en conséquence il donna ordre à Granby de se porter de Wentzen à Forwohl, au prince héréditaire de s'établir à Ammensen. Cette marche rétrograde exécutée de nuit fut des plus pénibles; « le passage du village de Wentzen dura près de 3 heures, celui d'Ervié était des plus mauvais, les soldats étant obligés de défiler un à un, ce qui, joint avec un temps affreux et l'obscurité, causa beaucoup de traîneurs » qui furent ramassés par les Français qui les poursuivaient.

Broglie donne (2) sur les incidents du 7 novembre les détails suivants : « Les ennemis décampèrent de devant nous la nuit du 6 au 7 et ils se retirèrent, savoir : leur droite à l'entrée de la gorge de Wickensen auprès du village de Maynholtz, et la gauche en avant du village d'Amensen sur le grand chemin d'Eimbeck à Alfeldt. Dès que le brouillard permit de distinguer les objets, ce qui ne fut que vers midi, je fis marcher sur cette partie M. le marquis de Poyanne avec les carabiniers, l'avant-garde de M. de Clozen, et 7 bataillons de grenadiers. M. le comte de Lusace déboucha aussi en même temps par la droite. » A la colonne où se trouvait le maréchal, il n'y eut pas d'engagement. De l'autre côté : « M. le comte d'Espiés et

(1) Boyd à Bute, Furwohl, 10 novembre 1761. Record Office.

(2) Broglie à Choiseul, Eimbeck, 9 novembre 1761, 4 h. p. m. Arch. Guerre.

M. de Lestanges marchèrent par la gauche le long de la gorge d'Eschershausen avec 6 bataillons de grenadiers, et les carabiniers de la cavalerie. Ils trouvèrent l'arrière-garde des ennemis et la poussèrent pendant deux lieues jusqu'à leur camp qui ayant détendu et toutes les troupes qui le composaient ayant marché en avant, il fallut se retirer, ce que je fis dans le meilleur ordre. Mon frère avait marché avec M. d'Espiés. Depuis ce temps-là, tout le corps du prince héréditaire s'est retiré et celui qui était à la gorge de Wickensen est demeuré dans sa position pendant la journée du 8 et y était encore ce matin. J'ai fait marcher pour l'attaquer quatre brigades d'infanterie, beaucoup de grenadiers, et tous les carabiniers du corps et de la cavalerie; mais comme je m'y portais, j'ai entendu assez de coups de canon dans la partie de Dassel, et j'ai été averti par M. de Chabo et M. de Stainville qu'il paraissait beaucoup de troupes de ce côté-là. » L'attaque fut contremandée et Broglie prit la résolution d'évacuer son camp d'Eimbeck.

Dans sa dépêche, le général français expose les raisons qui le décident à prendre le parti de la retraite sans attendre la date du 18 qu'il avait fixée pour l'abandon d'Eimbeck; il invoque surtout le manque de fourrages et la difficulté de communications menacées par les mouvements tournants de l'ennemi : « Je partirai donc demain. M. votre frère et M. de Chabo feront l'arrière-garde du côté de Dassel, et l'armée ira camper près de Moringen. Je me conduirai ensuite en conséquence des subsistances que je trouverai. Nous aurons dorénavant l'avantage sur les ennemis qu'ils s'éloigneront des leurs, et que nous nous rapprocherons des nôtres. En abandonnant Eimbeck je le ferai sauter afin qu'il ne puisse servir de retraite aux troupes légères des ennemis pendant l'hiver. »

Pour couvrir la retraite, Broglie renforça Stainville de deux brigades d'infanterie et lui donna pour ins-

tructions de se maintenir le plus longtemps possible sur le plateau de Dassel, en cas de nécessité absolue de se retirer en faisant passer l'infanterie par Hoppensen et sa cavalerie par la plaine d'Ottensen. L'artillerie avait été ramenée des hauteurs et parquée sur la route de Moringen. Au cours de la journée du 9, il y eut des démonstrations sans en venir aux mains : « Vers la nuit (1) on fut instruit que la plus grande partie de l'armée des ennemis avait marché par sa droite de vers Stadt Oldendorf et que même les troupes du prince héréditaire avaient pris la même direction. Ce mouvement faisant juger que M. le prince Ferdinand voulait prendre une position pour achever de manger les subsistances qui restaient dans la partie de Holtzminden et de Stadt Oldendorf, ce qui pouvait peut-être lui permettre de garder quelques jours cette position. M. le Maréchal ne voyant plus rien d'offensif dans les mouvements des ennemis se détermina à quitter celle que l'armée occupait, et à se rapprocher de Moringen et d'Uslar, ce parti était même devenu nécessaire, les fourrages qui étaient dans les environs d'Eimbeck étant entièrement consommés. Toute l'armée est venue camper en conséquence en avant de Moringen sur les hauteurs d'Iber et Pomsen. » Suit le détail des emplacements occupés par les différents corps de l'armée. « Toute cette marche s'est faite fort tranquillement, les corps qui étaient vis-à-vis MM. de Stainville et de Chabo n'ont pas même suivi leur arrière-garde, on n'a vu sur le soir que quelques centaines d'hussards qui se sont approchés au cantonnement du régiment de Berchiny, mais ayant été découverts ils se sont sur-le-champ retirés. Le 11 toutes les troupes sont restées dans leur même position et on n'a pas de nouvelles que les ennemis aient fait aucun mouvement. »

(1) Suite des opérations de l'armée du 9 au 11 novembre 1761. Archives de la Guerre.

Le récit que fait Ferdinand de la journée du 9 novembre (1) confirme dans ses grandes lignes celui de son adversaire : « Le gros de l'armée se mit le 9 de novembre à 4 h. du matin en marche sur Stadt Oldendorf et gagna heureusement les hauteurs de Lindhorst et de Mackensen. Mylord Granby joignit la gauche de l'armée vers le soir à Wangelstadt; le prince héréditaire arriva à Forwohle et M. de Lückner à Delligen et Ammensen. Comme par ce mouvement la position de la Huve était prise à dos, M. de Broglie jugea à propos de l'abandonner, et mit la nuit du 9 au 10 à profit pour se retirer. » Les hussards de l'armée confédérée occupèrent la ville d'Eimbeck au cours de la journée du 10 novembre.

A en juger par les plaintes de Stainville (2), il était grand temps de terminer la campagne, tout au moins en ce qui concernait la cavalerie. « Les chevaux, rapporte-t-il le 8, tombent de tous côtés à force de fatigue et de faim. » Le 11, il demande au maréchal la permission de renvoyer 3 régiments de cavalerie incapables de faire le service, « les chevaux n'ayant pas mangé depuis plus de 4 jours, et ne trouvant dans tous ces environs-ci que de la paille de seigle ».

L'évacuation d'Eimbeck marqua la fin de la campagne : « Il n'y a rien de nouveau dans cette partie, écrit Broglie (3) à Soubise à la date du 24, le prince Ferdinand est toujours à Eimbeck, et son armée partie campée, partie cantonnée entre cette ville et le Weser, souffrant, à ce qu'on assure, de la disette des fourrages, et cela doit être, le pays ayant été totalement mangé, et ne subsistant que de celui qu'ils tirent par bateaux et chariots d'Hameln. Le prince héréditaire est à Dandersheim ayant Lückner

(1) Relation de l'expédition contre Eimbeck. Record Office.

(2) Stainville à Broglie, Hoppensen, 8 novembre; Doressen, 11 novembre 1761. Archives de la Guerre.

(3) Broglie à Soubise, Hardenberg, 24 novembre 1761. Arch. de la Guerre.

entre la Rühr et lui. Toutes nos troupes sont entre la Rühr et la Leyne, l'infanterie campée, la cavalerie cantonnée. Les subsistances sont très abondantes, et le temps aussi beau qu'on peut le désirer dans cette saison. Le 29, toute l'armée cantonnera aux environs de Göttingen, et le 30 chaque corps prendra la route de ses différents quartiers. »

Quoique les deux maréchaux correspondissent régulièrement et se communiquassent leurs mouvements et leurs projets, à partir de l'envoi de Levis avec le dernier renfort de 10.000 hommes, il n'y eut aucune coopération entre les deux armées. Ainsi que nous l'avons vu, Soubise avait installé le 18 septembre son quartier général à Coesfeldt pour couvrir et au besoin recueillir les colonnes volantes qui parcouraient la région située entre l'Ems et le Weser avec mission de détruire les magasins ennemis et de recueillir des vivres et des fourrages pour l'armée française. Vers la fin de septembre (1), Conflans était entré dans l'Ost Frise où ses exactions amenèrent la révolte des habitants qui fut d'ailleurs facilement réprimée; Viomesnil agissait dans le Diepholt; Wurmser occupait Osnabrück; Melfort descendait la rive droite de l'Embs, Voyer était à Rheine. Pour augmenter les inquiétudes de l'ennemi au sujet d'un siège de Munster qu'il n'avait d'ailleurs aucune intention de tenter, Soubise avait mis en mouvement les ingénieurs, l'artillerie, les mineurs; il a commandé les chevaux nécessaires pour traîner l'attirail d'un siège.

Si le général de l'armée du Bas-Rhin se montrait d'une prudence excessive, il faut reconnaître que les instructions qu'il recevait de la cour étaient conçues de façon à le confirmer dans son attitude. Le Roi eût préféré une tentative sur Hamm au raid sur l'Ost Frise. Pour cette

(1) Soubise à Choiseul, Coesfeldt, 26 septembre 1761. Archives de la Guerre.

entreprise, il compte (1) qu'on n'y emploiera que des détachements, et « que vous tiendrez toujours votre armée à portée de manœuvrer en conséquence des mouvements que le prince héréditaire pourrait faire en Westphalie ».

Au moment où Choiseul manifestait ces inquiétudes, le prince héréditaire était en Hesse avec la grande armée et les seules forces opposées aux Français en Westphalie étaient les 4.000 hommes du général O'Heim campés aux environs de Hamm. Soubise eut donc le loisir de poursuivre ses opérations sur l'Embs. Dans ces conditions, Condé eut ordre de faire le siège de Meppen « petite place fraisée et palissadée » où se trouvaient des magasins importants. En faisant part de cette entreprise à Choiseul (2), le maréchal prince a bien soin d'ajouter qu'elle serait abandonnée si le prince héréditaire revenait en Westphalie. Condé commença ses opérations le 30 septembre, ouvrit le feu de ses batteries le 2 octobre. A la suite d'un bombardement de quelques heures qui détruisit une partie de la ville, le commandant Duze demanda à capituler; la garnison forte de 500 hommes fut faite prisonnière. A Meppen, les Français s'emparèrent de 5.000 sacs de seigle et d'avoine et de quantités considérables de foin, qui furent évacués sur Wezel. Cet exploit coûta aux Français une vingtaine de tués ou blessés. Entre temps, Viomesnil avait détruit 1.460.000 rations de foin et 1.050.000 rations d'avoine dans le pays d'Osnabrück et dans le Diepholt. Un raid sur Brême n'avait pas abouti. Wurmser avec 400 fantassins et quelque cavalerie avait paru le 2 octobre devant la ville dont la garnison avait été renforcée la veille d'un bataillon envoyé de Minden. Le partisan français ne se crut pas en force pour attaquer et rejoignit le reste de son détachement qu'il avait laissé

(1) Choiseul à Soubise, 26 septembre 1761. Archives de la Guerre.
(2) Soubise à Choiseul, Coesfeldt, 3 octobre 1761. Archives de la Guerre.

à Wildeshausen; en 24 heures il avait accompli une course d'une soixantaine de kilomètres. L'arrivée à Osnabrück d'O'Heim qui était accouru avec 3 bataillons, 4 escadrons et quelques troupes légères, détermina Wurmser à se replier sur Meppen.

Dans sa dépêche du 6 octobre (1) qui rend compte de la tentative sur Brême, Soubise annonce que le prince héréditaire était en pleine marche sur la Westphalie. « Quoi qu'il en soit, ajoute-t-il, tous nos détachements sont ralliés ou à portée de l'être. Il ne nous reste plus que quelques transports de farines et de grains à tirer de Meppen. » La nouvelle concernant la marche du prince était prématurée, car ce ne fut que le 9 octobre que l'avant-garde de son corps d'armée sous le général Bose quitta les bords de la Dymel. Soubise conserva son quartier général de Coesfeldt jusqu'au 14 (2); la veille il avait annoncé à Choiseul la démolition des fortifications de Meppen, le fossé était à moitié comblé et les transports étaient terminés; conformément à l'avis de la cour, il avait été décidé de ne pas se maintenir à Embden. Du 14 au 24 octobre, Soubise demeura à Borcken ; le 24 il transféra son quartier général à Dorstein, d'où il comptait gagner successivement Soer et Bockum. Sur ces entrefaites, Choiseul l'invita (3) à profiter de la diversion produite par l'entreprise contre Brunswick pour s'avancer en Westphalie au lieu de reculer : « Le Roi m'ordonne de vous mander que, si elle (la marche rétrograde) a eu lieu, vous devez sur-le-champ marcher en avant sur tel point dont vous jugerez pouvoir retirer le plus d'avantage. » Il lui suggère une tentative contre Lippstadt ou Munster, de préférence contre la première place.

A cette invitation, d'ailleurs bien tardive, Soubise ne

(1) Soubise à Choiseul, Coesfeldt, 6 octobre 1761. Archives de la Guerre.
(2) Soubise à Choiseul, Coesfeldt, 10 octobre 1761. Archives de la Guerre.
(3) Choiseul à Soubise, 18 octobre 1761. Archives de la Guerre.

montra (1) pas la moindre velléité d'obtempérer. Pour entreprendre les sièges proposés, « il était nécessaire qu'un événement heureux forçât le prince Ferdinand à rester sur la rive droite du Weser et que M. le maréchal de Broglie prît une position à la rive gauche pour couvrir les sièges et assurer la tranquillité des troupes qui y seraient employées. Dans toute autre circonstance..... il était téméraire d'oser commencer un siège et de risquer l'artillerie qui certainement, au moindre choc, serait tombée aux mains de l'ennemi, surtout dans une saison aussi avancée ». L'écrivain invoque la disette de vivres, le manque de fourrages, la difficulté des communications, pour ne pas s'écarter du Rhin de plus de 4 marches. Du reste, d'après les derniers avis, le détachement envoyé contre Brunswick a déjà rejoint la grande armée de Broglie et celui-ci annonce son intention de cantonner ses troupes derrière la Werra; « tout annonce une fin de campagne peu éloignée. Je n'ai jamais prétendu, ajoute Soubise, repasser le Rhin avant le moment où M. le maréchal de Broglie me mandera qu'il va prendre ses quartiers ou du moins s'en approcher, mais je voulais éviter aux troupes qui doivent hiverner dans le pays de Clèves une course peu utile, et que les mauvais chemins peuvent rendre fatigante. Au reste, je compte recevoir d'un moment à l'autre des nouvelles de M. le maréchal de Broglie et s'il croit pouvoir encore exécuter quelque entreprise, je chercherai à le seconder. Demain, l'armée marchera entre Bockum et Essen. Je compte la mettre à couvert dans des cantonnements entre ces deux villes. Elle peut se rassembler en moins de six heures ». Deux jours après, le quartier général est à Essen. C'est de cette ville que le commandant de l'armée du Bas-Rhin annonce à Choiseul la fin de sa campagne : « La pluie

(1) Soubise à Choiseul, camp de Soer, 25 octobre 1761. Archives de la Guerre.

continue, les chemins deviennent presque impraticables. Je crois que tout le monde, amis et ennemis, va chercher à se mettre à couvert. Les lettres du 31 octobre de l'armée de M. le maréchal de Broglie parlent de la rareté des subsistances, et annoncent qu'elles seront épuisées vers le 10. Nous sommes à peu près portés à la même époque. Les dernières troupes repasseront le Rhin le 16; la gendarmerie et la cavalerie auront encore plusieurs jours de marche, pour arriver dans leurs quartiers; l'infanterie, se trouvant en première ligne, entrera tout de suite dans les garnisons destinées à chaque régiment. »

Quoi qu'en ait dit Soubise, une démonstration de sa part contre Munster ou Hamm n'eût pas été inutile. Pour le prouver, il suffira de rappeler les mouvements du prince héréditaire. Envoyé en Westphalie sur l'avis de la prise de Meppen et à la suite de craintes pour la sûreté de Munster, le jeune général, qu'avait précédé l'avant-garde de Bose, se mit en route le 10 octobre; il devait être rejoint par O'Heim, ne laisser à Lippstadt que la garnison indispensable et marcher à l'encontre de Soubise avec 28 bataillons, 29 escadrons et quelques irréguliers. Au reçu des nouvelles alarmantes de Brunswick, ces instructions furent modifiées le 13 ; le prince, qui était déjà à Lippstadt, fut chargé de prendre le commandement des troupes qui se réunissaient à Hildesheim et dans l'électorat de Hanovre; Hardenberg, qui l'avait remplacé à Lippstadt, fut appelé à la grande armée qu'il rallia le 16 avec 12 bataillons et 22 escadrons; la garnison de Lippstadt avait été portée à 9 bataillons.

Si Soubise, au lieu de prolonger son séjour à Coesfeldt et de rester inactif à Borcken, se fût rapproché de la Lippe, il eût été difficile de rappeler le prince héréditaire et la plus grande partie de ses troupes sur la Weser et de les faire participer à l'opération contre Eimbeck. C'est à bon droit, ce nous semble, que l'ouvrage de l'é-

tat-major prussien (1) se montre sévère pour le commandant de l'armée du Bas-Rhin.

De la pusillanimité des généraux de Louis XV pendant l'automne de 1761 la cour de Versailles a cependant sa part de responsabilité. Dès le 26 septembre, Choiseul s'était préoccupé (2) des quartiers d'hiver, et avait fixé le nombre d'unités qui devaient rentrer en France. A l'armée de Broglie il retirait 37 bataillons de ligne, 5 de milice, 32 escadrons de grosse cavalerie et 16 de dragons, « il doit vous rester pour la défense de la Hesse et du Main 98 bataillons de ligne, 1 de milice et 88 escadrons ». Sur l'armée de Soubise, le Ministre prélevait 16 bataillons d'infanterie y compris 6 des gardes, 5 bataillons de milice, la maison du Roi (13 escadrons) et 12 escadrons de cavalerie et de dragons; il lui laissait 43 bataillons de ligne, 4 de milice et 40 escadrons. A cette invitation, Soubise répondit (3) que les troupes désignées partiraient pour la France aussitôt que ses petites expéditions seraient terminées. Broglie, comme il fallait s'y attendre, fit (4) à la proposition de la cour des objections multiples : la qualité d'une bonne partie des troupes laissait à désirer; les 3 nouveaux régiments des grenadiers royaux étaient dans un triste état; les officiers des cadres étaient de « mauvaise espèce » ; il signale le défaut d'instruction du soldat « qui est aussi peu aguerri que le dernier régiment de milices ». Quant à la cavalerie, obligé de la réparer au fur et à mesure, il ne peut en mettre en ligne que 52 escadrons; il lui faudrait 3 régiments de vieux dragons. Broglie se déclare hostile à l'évacuation avant la mise en état des postes et le remplissage des magasins.

(1) *Geschichte des Siebenjährigen Krieges*, vol. V, Berlin, 1837, p. 862 et suiv.

(2) Choiseul à Broglie, Choiseul à Soubise, 26 sept. 1761. Archives de la Guerre.

(3) Soubise à Choiseul, Coesfeldt, 3 octobre 1761. Archives de la Guerre.

(4) Broglie à Choiseul, Eimbeck, 13 octobre 1761. Archives de la Guerre.

Il propose de se maintenir le plus longtemps possible à Eimbeck, puis, le pays épuisé, de raser les fortifications de la ville et de se retirer sur la Werra, de laisser des garnisons à Göttingen et à Cassel, de répartir l'infanterie en deux cordons, le premier tiré de Witgenhausen à Cassel, le second entre l'Eder et l'Ohm, la cavalerie cantonnée entre Hirschfeld et Fulde, les troupes légères à Mulhausen à même de profiter des ressources de la Thuringe en grains. Le programme de Broglie pour la distribution des troupes fut approuvé par la cour et exécuté dans ses grandes lignes. La dislocation eut lieu le 28 novembre; l'armée du Haut-Rhin s'installa dans des quartiers à peu près identiques à ceux qu'elle avait occupés au printemps de 1761, avec le seul avantage d'avoir sa droite appuyée à Mulhausen. La répartition était la suivante : 4.200 fantassins et 1.800 cavaliers à Göttingen qui se trouvait en dehors de la ligne des avant-postes — bien approvisionnée, cette place était en outre défendue par l'épuisement complet du pays environnant; 25 bataillons et 6 escadrons entre Mulhausen et la Werra; une même force entre la rivière et Göttingen; 35 bataillons entre la Werra et la Fulda; 20 bataillons, 6 escadrons de Warburg à l'Eder; une division entière à Cassel et dans le camp retranché.

Le château de Waldeck et la ville de Fritzlar furent mis en état de défense ainsi que Hersfeld et Ziegenhayn, dont les moyens de résistance avaient été améliorés. La cavalerie se cantonna en fractions presque égales dans le pays de Fulde et de Wurzbourg d'un côté, derrière la Sieg de l'autre avec quelque infanterie; le grand parc d'artillerie, 15 bataillons et 24 escadrons, s'installèrent à Francfort ou dans la banlieue.

Pour l'armée du Bas-Rhin les emplacements et cantonnements restèrent également à peu près les mêmes que ceux de l'hiver précédent. Du côté des confédérés, au prince héréditaire échut la garde de la Westphalie avec

un corps de 21 bataillons et 18 escadrons soutenus par une réserve de 7 bataillons et 10 escadrons. Le contingent anglais aux ordres de Granby fut logé dans le pays d'Osnabrück. Spörcken, qui avait repris du service, occupa la région de Lippstadt, et Ravenberg. Le grand quartier général fut installé à Hildesheim, les 24 bataillons et 24 escadrons qui y étaient attachés couverts par l'avant-garde de Lückner. Le 11 décembre, les belligérants avaient pris possession des quartiers désignés et commencé leurs préparatifs pour la reprise des hostilités au printemps suivant.

Pour les troupes de Broglie il était grand temps que la campagne se terminât, leurs marches plus fréquentes et plus longues que celles de l'armée du Bas-Rhin avaient considérablement réduit les effectifs. L'agent Cressener (1) évalue les bataillons au moment de leur retour en France ou dans les quartiers d'hiver à 300 hommes présents sous les drapeaux, les escadrons à 80 seulement; quelques régiments, Briqueville, Enghien, Lemps atteignaient le chiffre de 466 à 470 y compris les malades et les traînards. « Dans les rangs on voyait bon nombre de très jeunes hommes et des recrues non encore habillées. » Les régiments de Soubise (2), moins fatigués, avaient meilleur air et étaient plus étoffés. L'agent britannique estimait l'effectif de 4 bataillons de gardes françaises lors de leur entrée à Liège à un total moyen de 513 hommes dans le rang; les carabiniers avaient bonne apparence et leurs escadrons comptaient 110 sabres.

Chez les confédérés, le déchet de la campagne était fort. Le prince Ferdinand (3) s'en plaint : alors que l'état des présents donne une armée de 92.000 hommes composée de bataillons de 700 fantassins et d'escadrons de

(1) Cressener à Bute, 23, 28 et 30 novembre 1761. Record Office.
(2) Cressener à Bute, 2 et 18 novembre 1761. Record Office.
(3) Ferdinand à Bute, Witkensen, 7 novembre 1761. Record Office.

190 cavaliers, l'effectif « combattants » est bien inférieur à ces chiffres. Sans compter les malades très nombreux, l'usage établi dans cette armée permet aux régiments d'employer des soldats pour mener les chevaux de bât et les chariots, pour servir de domestiques aux officiers; à ces emplois toujours au complet, on affecte « les gens les plus grands et les plus forts en laissant les faibles et les enfants dans les régiments. Il en résulte que le nombre des combattants d'un bataillon ne surpasse guère à l'ouverture de la campagne 500 hommes au lieu de 700 qu'il devait avoir, et qu'à la fin de la campagne les bataillons deviennent de vrais squelettes ». Il n'a jamais eu plus de 60.000 combattants. Il y a lieu de présumer que les mêmes abus existaient dans l'armée française et expliquaient la faiblesse d'effectifs signalée par Cressener.

Par contre, et peut-être pour justifier les demandes de renforts qu'il adressait au gouvernement britannique, Ferdinand insiste sur l'amélioration du physique et de la tenue des Français : « Je sais qu'on croit assez communément que les troupes françaises ne sont pas complètes, délabrées, mal entretenues, et composées d'un ramas de gens. Il en était ainsi en quelque façon l'année 1758, mais cela a bien changé depuis et on peut dire avec vérité que d'année en année, elles sont devenues meilleures. Nous avons pris en plusieurs occasions des bataillons entiers; c'étaient gens robustes, de bonne mine et bien vêtus. »

Pour le maréchal de Broglie et pour son frère le comte, l'insuccès de la campagne de 1761 eut des suites fâcheuses. Le maréchal, opposé à bon droit au dualisme du commandement des deux armées destinées à opérer en Allemagne, n'avait accepté (1) le rôle secondaire que lui constituait la direction de l'armée la moins nombreuse

(1) Comte de Broglie au Roi, Eimbeck, 18 septembre 1761. Correspondance secrète de Broglie. Affaires Étrangères.

que sur l'ordre du roi transmis par le Dauphin. Ce dernier l'avait assuré que S. M. connaissait son opinion, « mais qu'elle exigeait de son zèle et de son obéissance de s'y soumettre, lui promettant de ne jamais le rendre responsable des événements malheureux qui en pouvaient résulter ». Tout alla bien jusqu'à la défaite de Villinghausen; mais, ainsi que nous l'avons vu, les rapports entre les deux chefs, le blâme de la cour, quelque modérée qu'en fût l'expression, les sentiments de l'entourage de Soubise à l'égard de son collègue, soulevèrent une polémique dont l'aigreur s'accrut avec la marche des opérations et qui eut son contre-coup dans les cercles de Versailles et de Paris. La lettre de Choiseul du 28 août, les démentis échangés entre le maréchal et le prince de Condé à propos des incidents du 16 juillet, envenimèrent le débat auquel vint se mêler le comte de Broglie, dont nous connaissons le tempérament susceptible et agressif. Celui-ci mit à profit (1) les relations épistolaires qu'il entretenait comme directeur de la politique secrète du souverain, pour saisir le roi de la querelle. Il accusa Choiseul de vouloir se décharger sur le maréchal de la responsabilité de la campagne infructueuse : « Comme il (Choiseul) est l'auteur du projet d'avoir deux armées indépendantes, projet fatal que mon frère à combattu autant qu'il lui a été possible et qui est la seule cause du manque de succès de nos opérations, il croit devoir en chercher d'autres qui ne puissent pas lui être reprochés... C'est sans doute d'après ces réflexions, Sire, que le duc de Choiseul depuis les deux journées de Villinghausen a changé totalement de ton et de conduite avec mon frère; il a affiché une désapprobation continuelle de ses opérations... il en parle dans les termes les moins mesurés et ne les ménage pas davantage en lui écrivant, ce qui est en vérité insuppor-

(1) Comte de Broglie au Roi, 18 septembre 1761. Lettre déjà citée.

table. » Pour éviter les conflits qu'il avait prévus, le comte, d'accord avec le ministre, avait entretenu avec lui un commerce de lettres particulières « sur le ton de l'amitié et de la confiance qui permet de tout se dire mutuellement. J'espérais de prévenir des inconvénients d'une correspondance qu'il est également impossible de soutenir sans y répondre et d'y répondre sans trop témoigner de sensibilité ». A l'effet d'édifier le roi, il lui adresse copie d'un des derniers billets échangés, résumant les événements depuis la séparation des armées.

« Mon premier but est de m'assurer que V. M. sera instruite de la vérité et de la supplier de se ressouvenir que c'est Elle seule qui nous a soutenus contre nos ennemis. Je crois que M. de Choiseul ne l'est que par l'obligation de se décharger des torts qu'il sent bien que le public lui reproche et pour plaire à d'autres personnes qui nous persécutent depuis longtemps, mais en prenant ce parti, il le suit avec son caractère qui n'est pas propre au ménagement et, se laissant aller à la vivacité, il l'exprime d'une manière si choquante et si déplacée qu'il n'y a que le très profond respect que mon frère a pour V. M. et la crainte de lui déplaire qui puisse l'empêcher de lui faire connaître combien il y est sensible. » Par dévouement au service de S. M., le maréchal a voulu conserver son commandement jusqu'à la fin des hostilités, « mais il espère qu'alors Elle lui permettra de venir, ne fût-ce que pour un mois, à Paris et d'y mettre à ses pieds le compte de sa conduite, en attendant, Sire, qu'Elle daigne nous honorer d'une protection particulière, dont nous avons le plus grand besoin ».

Cet appel produisit-il l'effet qu'en attendait son auteur? Faute de pièces, il est difficile de le savoir. Toujours est-il que Choiseul dans une lettre gracieuse (1) transmit au

(1) Choiseul au maréchal de Broglie, 24 novembre 1761. Papiers de famille.

maréchal l'autorisation de faire le voyage de Paris : « Le Roi... m'a paru désirer que vous vinssiez à la cour vers la fin du mois de décembre, temps auquel il ne peut point y avoir d'opérations essentielles à l'armée, et où votre présence sera utile ici pour déterminer les opérations de la campagne prochaine, et même celles du milieu de l'hiver, s'il y avait possibilité d'entreprendre sur les ennemis dans cette saison. De sorte que S. M. vous laisse la liberté de choisir le moment que vous jugerez le plus propre pour vous rendre auprès de sa personne sans nuire au bien de son service. » Il termine par un mot amical : « Je crois que vous serez aussi bien aise d'être reçu chevalier de l'ordre. » Une autre dépêche du ministre(1), tout en annonçant le refus du Roi d'accéder au désir de Broglie en suspendant le renvoi des troupes en France, est conçue en termes aimables : « Lorsque vous serez ici, Monsieur le Maréchal, je crois que je vous convaincrai dans un quart d'heure qu'il y avait de l'impossibilité à faire autrement. J'en dis de même de l'artillerie. Soyez persuadé que je désirerais, plus qu'un autre, d'augmenter l'armée du Roi; mais l'ensemble des projets de S. M. et de ses moyens ne permettent pas que l'on augmente les efforts; et je vous le répète, Monsieur le Maréchal, vous en conviendrez vous-même. Je viens de recevoir votre courrier du 29. Je n'ai pas pu en rendre compte au Roi; il me semble que la distribution de vos quartiers est très bonne. Je crains toujours pour Mulhausen et Gotha, malgré les promesses. »

En dépit du ton convenable de ces billets, Choiseul, fort mal disposé à l'égard de Broglie, pensait à son remplacement, sans toutefois l'avoir décidé; la correspondance de Starhemberg(2), très bien renseigné sur les intrigues de la cour, ne laisse aucun doute à ce sujet. « La tension

(1) Choiseul au maréchal de Broglie, 4 décembre 1761. Papiers de famille.
(2) Starhemberg à Kaunitz, 21 novembre 1761. Archives de Vienne.

et l'aigreur des rapports entre le maréchal de Broglie et le duc de Choiseul sont arrivés à un degré qui ne permet pas d'espérer entre eux un accord complet et loyal. J'ai eu l'occasion de voir une partie des dépêches échangées au cours de cette campagne et j'ai constaté qu'elles étaient toutes remplies de reproches, de plaintes et de pointes. Le ministre blâme hautement aussi bien la conduite militaire du maréchal que son humeur insupportable. Il ne me surprendrait pas quand le duc de Broglie abandonnerait son commandement ou quand il le lui serait enlevé. » Starhemberg fait allusion au désir qu'on attribue à Choiseul de faire mettre son frère le comte de Stainville à la tête de l'armée, à la mauvaise intelligence qui existerait entre ce dernier et son général. « Il est décidé, rapporte l'ambassadeur, qu'il n'y aurait qu'un commandant en chef la campagne prochaine, mais les voix sont partagées à propos du choix qui sera fait; on parle de Soubise, dont Choiseul est bien content, et qu'il aime mieux voir éloigné de la cour que présent. Une circonstance qui ne favorisera pas les affaires de Broglie c'est la divergence d'opinion entre celui-ci et son ministre sur la disposition des quartiers d'hiver. Le mémoire que le maréchal vient d'envoyer contredit depuis le commencement jusqu'à la fin le projet que Choiseul en personne avait élaboré (1). »

Le conflit devait se dénouer à la cour; Broglie, accompagné de sa femme et de son frère, quitta Cassel le 17 décembre en route pour Paris où ils arrivèrent au commencement de janvier. A en croire notre informateur Starhemberg, ils ne devaient pas trouver bon accueil de la part de Choiseul. Ce dernier lui avait montré (1) à l'égard du maréchal beaucoup d'animosité et avait dénigré sa capacité et son talent militaire, « c'était un

(1) Starhemberg à Kaunitz, 27 décembre 1761. Archives de Vienne.

bon partisan, mais tout à fait impropre à la conduite d'une grande armée ». A l'ambassadeur qui demandait s'il avait sous la main un général distingué et d'expérience à mettre à sa place, Choiseul s'était dérobé en disant qu'il ne se mêlait pas de la désignation des commandants d'armée et qu'il appartiendrait au Roi de décider si Broglie conserverait sa place ou serait remplacé. Ce fut en vain que l'Autrichien prit la défense du général et fit appel au patriotisme du ministre en le suppliant d'oublier ses préférences personnelles pour ne penser qu'au talent militaire du général et à la confiance que le public avait mise en lui.

Fidèles à un système dont nous avons vu le maréchal de Belleisle se plaindre, les frères de Broglie tenaient leur oncle, l'abbé de Broglie, au courant des incidents de l'armée; le comte lui avait même communiqué les lettres particulières qu'il recevait de Choiseul. Ce dernier, l'ayant appris, qualifia en termes très vifs le procédé. Le comte aussitôt de s'adresser(1) au Roi : « J'ai l'honneur d'envoyer à V. M. la copie de ma lettre d'aujourd'hui à M. le duc de Choiseul, Elle y verra que ce ministre ayant appris que j'avais communiqué à mon oncle celles que je lui écris, il en a été extrêmement fâché, je ne suis pas étonné qu'il ne se soucie pas qu'on sache la vérité avec laquelle je lui parle, j'espère cependant qu'il comprendra que mon oncle et M. de Beauvau peuvent être au fait de cette correspondance sans qu'il ait aucun reproche à me faire. V. M. verra les détails dans lesquels j'entre au sujet de mon frère, je serais enchanté de pouvoir mettre l'union et la confiance si nécessaires entre deux personnes chargées des affaires de V. M., car je sens qu'il est impossible que les choses restent sur le pied où elles en sont; je voudrais surtout préparer

(1) Comte de Broglie au Roi, Paris, 9 janvier 1762. Correspondance secrète de Broglie. Affaires Étrangères.

les voies pour le moment où mon frère arrivera à Paris, et obtenir de M. de Choiseul des procédés décents, ne pouvant pas répondre que mon frère ne lui marquât trop de sensibilité s'il en usait autrement. Mais un point bien plus important, Sire, c'est la manière dont V. M. daignera le traiter à son arrivée, toute la France aura les yeux ouverts sur cet événement et mon frère mourrait de douleur, s'il pouvait s'apercevoir que ses services ne lui ont pas été agréables, et qu'Elle n'est pas persuadée de son zèle et de son respectueux attachement. Je supplie donc V. M. de ne nous pas affliger aussi sensiblement, et j'ose dire que nous ne le méritons pas, par la manière dont nous la servons sans relâche depuis que nous sommes au monde. »

A leur arrivée à Paris, les Broglie trouvèrent en armes toute la troupe de leurs ennemis; Choiseul oublia tous les ménagements qu'il avait gardés jusqu'alors et se déclara l'adversaire résolu du maréchal. Dans les derniers jours de janvier, celui-ci éprouva l'affront de n'être pas admis au souper du Roi. Le comte fait à son maître (1) un appel désespéré : « C'est avec la même confiance que je prends encore la respectueuse liberté de lui observer que l'humiliation que mon frère a éprouvée samedi en n'étant pas admis au souper de V. M. a été donnée par la cabale qui lui est opposée, comme le triomphe le plus complet, et elle annonce que mon frère se trouvera dorénavant exclu des moyens de faire sa cour à son maître toutes les fois qu'il plaira à son ennemi de se présenter. Il est facile de concevoir l'effet que produit une pareille opinion et combien elle dégrade un des plus fidèles sujets de V. M. qu'elle a revêtu des dignités et des postes les plus considérables. » Le comte prie le Roi de lui « pardonner la liberté qu'il prend de l'entretenir de ces objets par la

(1) Comte de Broglie au Roi, 26 janvier 1762. Vol. 539. Correspondance secrète. Affaires Étrangères.

voie secrète qu'Elle m'a permise ». Il se demande quelle peut être la cause de l'inimitié de Choiseul, à moins que par le canal de Boyer, qui est tout à lui, ou « de quelques-uns de ceux qui ont encore part au secret de V. M., il n'ait appris, comme on me l'a assuré, que j'avais le bonheur d'être en correspondance directe avec Elle et que cela ne l'ait déterminé à vouloir nous détruire par quelque moyen que ce soit ». Attribuer l'attitude de Choiseul à la découverte qu'il aurait faite de la politique secrète de Louis XV et à la jalousie qu'il en aurait conçue, c'était intéresser personnellement le Roi à la querelle et faire appel à son caractère susceptible et soupçonneux. La manœuvre était habile, mais elle ne réussit pas.

Deux jours avant l'envoi de la lettre de laquelle nous venons de citer des extraits, le maréchal de Broglie avait remis à Louis XV, à Choiseul et à tous les ministres un mémoire accompagné de pièces justificatives (1) sur les opérations de guerre postérieures à la séparation des deux commandements. Cette pièce avait pour but de démontrer que pendant la plus grande partie de la campagne, Soubise n'avait eu affaire qu'à des détachements peu importants de l'ennemi, que ses lenteurs et ses hésitations avaient transformé son corps d'armée en quantité négligeable et permis au prince Ferdinand, en gardant avec lui le prince héréditaire, d'opposer à Broglie des forces égales ou supérieures.

Le document contient le résumé des mouvements du prince héréditaire depuis le 10 août jusqu'à la fin de la campagne; il relate son arrivée à Buren le 13 de ce mois, la part qu'il avait prise aux opérations en Hesse jusqu'aux 25 et 26, la relève de Hamm, la surprise de Dorstein, le séjour à Erwete, le retour vers la Dymel le 15 septembre et la démonstration sur Fritzlar; enfin la marche sur la

(1) État de tous les mouvements du corps du prince héréditaire ou d'une partie depuis le 10 août jusqu'à la fin de la campagne. Papiers de famille.

Hesse interrompue le 16 octobre à Paderborn par la nomination du prince au commandement des forces confédérées réunies à Hildesheim et par le retour à la grande armée de ses troupes passées aux ordres d'Hardenberg.

Les conclusions du mémoire sont accablantes pour le maréchal de Soubise et par répercussion pour son défenseur, le duc de Choiseul : « Il en résulte que la plus grande partie du corps du prince héréditaire n'a pas été un seul jour, depuis le 10 août 1761, à portée de l'armée du Bas-Rhin.

« Que vis-à-vis cette armée, du 10 au 26 août, il n'y a eu que le corps de Kielmansegge, fort de 6.000 hommes;

« Que depuis le 26 août jusqu'au 12 septembre, M. de Kielmansegge a été renforcé par le général O'Heim commandant un corps de 4.000 hommes;

« Que pendant ce temps M. le prince héréditaire était, avec la plus grande partie de son corps, depuis Buren jusqu'à la Lippe, position intermédiaire entre les deux armées françaises du Haut et Bas-Rhin, et plus rapprochée de la première qui avait alors sa gauche vers Wolfhagen, que de la seconde qui était entre Dorstein et Halter;

« Que depuis le 12 septembre jusqu'à la fin de la campagne, M. le prince héréditaire a toujours été à la droite ou à la gauche et très près de Mgr le prince Ferdinand, et opposé seulement aux troupes de l'armée du Haut-Rhin. » D'après les calculs de Broglie, le fonds de l'armée des alliés réunis se serait monté à 116.000 hommes, réduits à 90.000 par le détachement permanent de Westphalie et par les garnisons; sur ce total, sauf pendant les 15 jours de la période de la relève de Hamm, l'armée du Bas-Rhin n'aurait eu en face d'elle que les 10.000 hommes de Kielmansegge et O'Heim. Au contraire, depuis le 10 août jusqu'à la fin de la campagne, l'armée du Haut-Rhin forte de 98.000, déduction faite des garnisons et de la ligne des communications, aurait été opposée tantôt à

106.000, tantôt à 90.000 et aurait été inférieure au prince Ferdinand ou n'aurait eu sur lui qu'une supériorité de 8.000 hommes.

« D'après cela, on peut juger si elle a rempli ce qu'on en devait attendre, et s'il lui eût été possible de faire davantage.

« On croit d'ailleurs pouvoir en appeler à la comparaison des opérations de l'armée du Haut-Rhin, à celle du Bas-Rhin.

« La première, du fonds de 118.000 hommes, a eu vis-à-vis d'elle celle des alliés, du fonds de 106.000 (116.000 — 10.000). « La seconde, du fonds de 55.000 hommes, a eu devant elle un corps du fonds de 10.000. Il en résulte que, pour que l'armée du Haut-Rhin n'eût eu vis-à-vis d'elle, relativement à sa force, qu'un nombre proportionné à celui qui a été opposé à l'armée du Bas-Rhin, il faudrait que l'armée des princes Ferdinand et héréditaire réunie n'eût été que de 20.000 hommes. »

Il y aurait quelques réserves à faire sur les effectifs attribués au prince Ferdinand qui n'atteignirent jamais les chiffres mis en avant. Broglie basait ses calculs sur un nombre de 700 fusils par bataillon et 190 sabres par escadron et ne tenait pas compte des malades et détachés, fort nombreux dans l'armée confédérée, tandis qu'il n'allouait à ses propres unités que les effectifs plus restreints de 500 et 140. Par contre, il avait exagéré les forces opposées à Soubise à partir du 15 septembre, car à cette date Kielmansegge avait rejoint la grande armée et O'Heim après le renforcement des garnisons de Munster, Lippstadt et Hamm n'avait conservé que 3.000 réguliers et quelques centaines de troupes légères.

Broglie avait adressé son mémoire à Choiseul en même temps qu'au Roi (1). « Ayant lieu de croire, Monsieur le

(1) Broglie à Choiseul, 24 janvier 1762. Correspondance secrète de Broglie.

Duc, que les événements qui se sont passés, depuis 28 mois, à l'armée dont le Roi m'a confié le commandement, ne lui ont point été toujours rendus avec l'exactitude que j'aurais pu désirer, et devant craindre particulièrement que, malgré celle avec laquelle vous l'en avez instruit, ceux de la dernière campagne ne lui ayant été présentés, par des personnes qui ont le bonheur de l'approcher, d'une manière propre à lui faire concevoir des préventions fâcheuses pour eux, je me trouve, Monsieur le Duc, dans la nécessité de mettre sous les yeux de S.M. le compte de la conduite que j'ai tenue pendant tout ce temps. J'ai l'honneur de vous prier de vouloir bien me donner une heure où je puisse vous le communiquer. » La réponse du Ministre, polie dans la forme, est aussi sèche qu'on pouvait s'y attendre : « Je n'ai nulle connaissance (1), Monsieur le Maréchal, que le Roi aye quelque doute sur votre conduite à la tête de ses armées. S. M. m'a paru très bien instruite des faits selon qu'ils lui ont été rapportés dans son conseil. Ainsi, j'ai peine à comprendre quels nouveaux éclaircissements vous voudriez donner au Roi, qui ne seraient pas contenus dans les lettres que vous m'avez écrites, et que j'ai mises en entier sous les yeux de S. M. Quoi qu'il en soit, Monsieur le Maréchal, je suis à vos ordres et prêt à écouter tout ce qui vous conviendra que je rende au Roi de votre part, relativement à la guerre. »

L'enquête ainsi commencée se prolongea quelques jours, car, le 7 février, nous relevons une lettre (2) du maréchal à Louis XV accompagnant l'envoi de notes émanant de Guerchy, de Beauvau, et de la réponse qu'il leur a faite. Le 18 février intervint le verdict royal : « Mon cousin, ayant jugé que la forme et le fonds de la démarche que vous avez faite en me présentant un mémoire sur les événements de la campagne dernière, étaient aussi con-

(1) Choiseul à Broglie, 25 janvier 1762. Papiers de famille de Broglie.
(2) Broglie au Roi, 7 février 1762. Papiers de famille de Broglie.

traires au bien de mon service que d'un mauvais exemple dans mon royaume, je vous en marque mon mécontentement en vous ôtant le commandement de ma province d'Alsace, et en vous ordonnant de partir pour votre terre de Broglie dans la journée de samedi, où vous resterez jusqu'à nouvel ordre de ma part. Sur ce, je prie Dieu qu'il vous ait et vous conserve en sa sainte et digne garde. A Marly, ce 18 février 1762. » Voici en quels termes (1) Choiseul transmit la nouvelle de la disgrâce au marquis d'Ossun, ambassadeur à Madrid : « Les avis du Conseil du Roi ont été unanimes : l'incompatibilité et la présomption de M[essrs] de Broglie étaient montées au plus haut degré et au point de les aveugler jusqu'à les engager à présenter au Roi un mémoire fixe sur les faits et calomnieux contre M. de Soubise. La justice du Roi a prévalu sur sa bonté, et même sur l'espérance des services que pouvait lui rendre M. de Broglie. Il lui a enlevé le commandement de ses armées et de la province d'Alsace, et l'a exilé dans sa terre de Broglie. Il est bien fâcheux que les sujets qui peuvent être utiles se mettent dans des situations où ceux qui les soutiennent le plus ne peuvent pas les aider. »

Dès la fin de décembre 1761 Starhemberg avait prévu la disgrâce. Il en attribue la cause tout au moins immédiate à la présentation du mémoire justificatif que Choiseul n'aurait rien fait pour arrêter ; ce reproche, d'après les lettres échangées que nous avons reproduites, ne semble pas justifié, mais à partir de ce moment tout le parti du ministre s'acharna à ruiner le maréchal et son frère. « A peine la pièce avait-elle été déposée, écrit l'ambassadeur (2), que les efforts unis de Choiseul, de la Pompadour, de la duchesse de Gramont, de Soubise, d'Estrées et du comte de Choiseul travaillèrent à consommer la chute de Broglie

(1) Starhemberg à Kaunitz, 26 février 1762. Archives de Vienne.
(2) Choiseul à Ossun, 23 février 1762. Lettres de Choiseul à Ossun, vol. 574, Affaires Étrangères.

et à lui enlever son commandement. » Tous les renseignements qu'il avait pu recueillir indiquaient Soubise comme son successeur avec Armentières comme premier lieutenant-général, Montazet comme chef d'état-major. Starhemberg tout en rendant justice à la noblesse des sentiments et au bon esprit de Soubise le considère comme très inférieur à son rival au point de vue des qualités nécessaires pour exercer le commandement en chef et ne le croit pas capable de gagner la confiance des militaires et de la nation. Quelques jours après la publication de l'ordre d'exil, Starhemberg revient sur l'affaire. Il dépeint la mauvaise impression produite par la disgrâce sur le public aggravée par la dureté de la sentence royale, fait allusion à la représentation de *Tancrède* à la Comédie française où les spectateurs s'emparèrent d'un vers de la pièce pour acclamer l'exilé et constate le mécontentement général qu'il fallut apaiser en confiant au maréchal d'Estrées la direction supérieure des opérations, tandis que Soubise ne conserverait que le détail du commandement. D'après l'ambassadeur de Marie-Thérèse il y aurait eu lutte entre le ministre et le maréchal, la victoire serait restée au crédit bien supérieur du premier.

En matière de disgrâce Louis XV se montrait aussi rancunier que cruel à l'égard de ses meilleurs serviteurs. A en croire les propos tenus en 1763 par Choiseul (1) à M. de Thiers (Crozat) père de la maréchale qui sollicitait pour son gendre la permission de se rendre à Paris auprès de sa mère mourante, l'irritation du Roi contre le duc de Broglie avait été poussée à un tel degré qu'elle se manifesta par des procédés indignes du Monarque. Louis XV se refusait à accorder la requête ; il semblait « croire que la maladie était feinte » et il voulait « prendre du délai jusqu'au dimanche pour en être éclairé ». Au ministre qui avait ob-

(1) Extrait des trois dernières conversations de M. de Thiers avec M. le duc de Choiseul, 25 et 29 avril, 6 mai 1763. Papiers de famille de Broglie.

servé « que ce délai donnait le temps à la maréchale de mourir », Louis avait répliqué : « Eh bien! si elle est morte, ils n'auront pas la peine de venir. » Lors d'une dernière entrevue à propos d'une nouvelle supplique des exilés, repoussée par le souverain, Choiseul « a rejeté le refus sur la haine personnelle de S. M. qui, a-t-il dit, est nourrie par une brigue très forte ». Le comte de Broglie fut enveloppé dans la disgrâce de son frère, quoiqu'il continuât à être chargé de la direction de la politique secrète de Louis XV et qu'en cette qualité il demeurât en correspondance directe avec le monarque.

Très maladroitement, ce semble, les Broglie avaient engagé contre le tout-puissant ministre une lutte dans laquelle ils ne pouvaient que succomber. Confiant dans l'influence que lui donnait son rôle singulier et spécial de directeur de la politique personnelle de Louis XV, le comte de Broglie, qui paraît avoir été l'inspirateur de la manœuvre, se crut assez fort pour attaquer Choiseul et pour en appeler de la condamnation qu'il supposait avoir été prononcée par le ministre au verdict suprême du Roi. C'était bien mal connaître le caractère timide et félin de son maître, c'était ignorer la puissance qu'exerçait sur cet esprit paresseux et indécis l'opinion de son entourage intime. De plus, les talents réels de Choiseul, ses relations avec Mme de Pompadour, le prestige récent que lui avait valu la conclusion du pacte de famille, l'indépendance qu'il avait acquise vis-à-vis de l'Autriche, tout contribuait à grandir une position qui n'avait pas encore atteint son apogée. Entre l'homme d'état devenu en fait premier ministre, dont la présence aux affaires semblait indispensable pour terminer une guerre désastreuse et le général dont on reconnaissait les qualités militaires, mais dont la dernière campagne n'avait pas accru la renommée, était-il possible d'hésiter? Louis XV, tel que nous avons appris à le connaître, obéit peut-être à d'autres préoccupations que celles

du bien public, mais ne l'aurait-il pas fait que la raison d'état expliquerait sa décision.

Lors du retour de Broglie à Paris, Choiseul désirait-il son remplacement? Nous en doutons; le ton de ses dernières lettres, l'approbation donnée à la conduite des opérations de fin de campagne, à la distribution des quartiers d'hiver, feraient croire à un revirement en faveur du général dont il ne pouvait nier la valeur, s'il revendiquait le droit de critiquer ses défaillances. Attaqué par lui et surtout par le comte son frère, Choiseul se défend et cherche à ruiner des hommes qui lui ont déclaré la guerre et qui pourraient être dangereux pour sa fortune. Nous estimons que les Broglie en s'en prenant à Choiseul, en l'accusant d'avoir caché la vérité au Roi, firent un ennemi juré de celui qui aurait pu rester neutre avec une pointe de bienveillance. La plaidoirie des réclamants était d'ailleurs trop empreinte du sentiment de leur supériorité, disons, de leur infaillibilité pour ne pas offusquer un juge impartial, ce que, dans l'espèce, est rarement un camarade ou un collègue.

Ceci dit, et laissant de côté les considérations politiques pour n'examiner que les faits militaires, nous n'hésiterons pas à nous prononcer avec tous les historiens sans distinction de nationalité en faveur de Broglie dans son procès contre Soubise. Nous n'accuserons certes pas celui-ci d'avoir sciemment refusé son concours à son rival, mais nous lui décernerons un brevet d'infériorité militaire bien mérité. Brave de sa personne, affable à l'égard de ses inférieurs, soucieux du bien-être de ses soldats, Soubise ne possédait aucune des qualités du commandement supérieur, du vrai chef; indécis, prudent jusqu'à la timidité, dépourvu d'initiative, fuyant les responsabilités, lent à l'exécution, il ne semblait avoir d'autres préoccupations que celle de conserver au Roi ses troupes intactes et pour cela d'éviter tout engagement assez sérieux pour compromettre ce résultat. Pendant

toute la seconde moitié de la campagne, il est hypnotisé par la crainte de voir reparaître le prince héréditaire, n'ose rien tenter ni contre lui ni contre les places de la Westphalie quand il le croit présent ou seulement à portée, ne profite pas de ses absences même quand il n'en peut douter, et réduit le rôle de son armée, en dépit des invitations de la cour, à celui d'un corps de réserve destiné à soutenir, au besoin à recueillir les partisans qu'il envoyait fourrager sur les bords de l'Ems et dans la région comprise entre ce fleuve et le Weser. Avec une pareille direction, la guerre aurait pu durer 10 ans, les affaires de la France n'en eussent pas été plus avancées.

Broglie, beaucoup plus hardi dans ses conceptions, s'il ne l'était pas toujours dans l'exécution, commença sa campagne d'une façon brillante; le passage de la Dymel, l'échec infligé à Spörcken, la marche rapide au secours de Soubise, la jonction avec l'armée du Bas-Rhin lui firent honneur. N'insistons pas sur les fautes de détail de Vellinghausen ; comme causes de la défaite, elles disparaissent en regard de l'indécision et des lenteurs de Soubise. Mais une fois les armées séparées, la sienne renforcée de 40.000 hommes, il serait impossible de déclarer que Broglie sût tirer parti de sa supériorité sur le prince Ferdinand. Il n'osa pas risquer la bataille qui seule lui eût ouvert les portes du Hanovre et du Brunswick; au lieu de se battre, il chercha à manœuvrer, et ayant affaire à plus fort que lui, il se mit à la remorque de l'adversaire, subissant sa volonté au lieu de lui imposer la sienne. La fin de l'été et la plus grande partie de l'automne furent absorbées par des chassés-croisés en Hesse et autour de Göttingen coupés par des repos prolongés. La pointe sur Brunswick eut plutôt le caractère d'un raid de partisan que celui d'une grande manœuvre de guerre; le retour de Lusace et Closen effectué, il n'entreprit rien contre les tronçons isolés de l'armée confédé-

rée et attendit passivement dans la position d'Eimbeck une attaque qu'il laissait à son adversaire tout le loisir de préparer.

Quant à Ferdinand, s'il eut le mérite de s'attacher à une position centrale d'où il rayonna pendant presque toute la campagne, on peut lui reprocher de n'avoir pas saisi l'avantage que lui offrait l'isolement de Soubise pendant une semaine entière avant la jonction avec Broglie. Son inaction après Vellinghausen dura trop longtemps et s'il devança le maréchal dans la position de Nieheim, il le dut bien plus à la lenteur de celui-ci qu'à sa propre diligence. Lors de la marche des Français sur Höxter, il fut trompé par Broglie et ne fit rien pour troubler le passage du Weser. De même les mesures pour la relève de Brunswick furent tardives et ne réussirent que grâce à la hardiesse de ses lieutenants et nous pouvons ajouter à la prudence excessive du général français. Enfin, l'opération contre Eimbeck, quoique couronnée par un succès stratégique, paraît décousue et avoir été médiocrement conduite.

Quoi qu'il en soit, et quelque justifiées que soient ces critiques de détail, il n'en reste pas moins qu'au prince Ferdinand revient l'honneur de la campagne. Avec des forces inférieures et une armée composée d'éléments peu homogènes, il maintint ses positions de 1760, ne perdit ni territoire ni place forte, et dicta la loi à un ennemi formidable.

CHAPITRE VII

CAMPAGNE DE FRÉDÉRIC CONTRE LES AUTRICHIENS ET LES RUSSES. 1761. — COMBAT DE WAHLSTATT. — CAMPS RETRANCHÉS DE BUNZELWITZ ET DE SCHWEIDNITZ. — LAUDON PREND SCHWEIDNITZ. — SIÈGE DE COLBERG.

La campagne de 1761 s'annonçait difficile pour le roi de Prusse ; le recrutement de son armée devenait de plus en plus laborieux, une grande partie de ses états était occupée par l'ennemi et ne fournissait plus hommes ni argent. Sans doute on faisait des recrues en Saxe, en Mecklembourg et en Thuringe, on encadrait par force des prisonniers autrichiens, russes, suédois et allemands; on remplaçait les bataillons de ligne par des formations irrégulières ; mais ces levées composées des éléments les plus disparates étaient loin de valoir les troupes nationales qui avaient constitué le principal élément des armées du début de la guerre.

Frédéric avait passé les mois d'hiver à Leipzig, il avait entretenu une correspondance active avec le prince Ferdinand qu'il encourageait à se maintenir en Hesse, et à qui il faisait espérer la prise de Cassel ; il se préoccupait de l'attitude de l'Angleterre et de la situation qui lui serait faite au cas d'une paix particulière de cette puissance avec la France ; enfin, il cherchait à ameuter contre l'Autriche la Porte et le Khan de Tartarie . Ces négociations politiques ne l'empêchaient pas de veiller au rétablissement de son

armée. L'expédition des généraux Syburg et Schenkendorf dans la vallée de la Saale et dans le Voigtland avait pour but principal de rassembler des soldats et des contributions. Syburg, qui avait pris part à la défaite des Saxons à Langensalza, remportait à Saalfeld un nouveau succès sur une division des troupes des cercles; ce raid combiné avec Schenkendorf et Linden leur rapportait 4.000 prisonniers, 16 canons et un butin important.

Le 20 mars, le Roi se trouvait en tournée d'inspection à Meissen. « Mes levées vont à merveille, écrit-il à son frère le prince Henri (1), ma cavalerie sera en état d'opérer le 1er avril, et je pense que les 8 bataillons francs seront prêts à entrer en campagne un mois plus tard. J'ai fait le tour des régiments en passant par Chemnitz, et je dois vous dire à mon grand contentement que nous sommes cent fois mieux qu'on ne saurait s'imaginer. » De Londres, il recevait le 11 avril avis de l'ouverture pacifique de Choiseul et communication des pièces qui s'y rapportaient. Disposé à l'accueillir ainsi qu'un armistice qui s'appliquerait à tous les théâtres des opérations, il pose cependant (2) dès le début l'ultimatum que voici : « il ne se prêtera de sa vie à céder même jusqu'à un village... il ne signera aucun traité de paix à moins qu'il n'y fût mis pour base que je garderai toutes mes possessions en terres et provinces, toutes comme elles ont été possédées de moi l'an 1756 avant le commencement de la présente guerre ». Malgré cette intransigeance, pendant tout son séjour à Meissen, qui dura jusqu'au 4 mai, toute la correspondance du Roi avec Finckenstein et ses ministres à Londres exprime le désir d'une suspension d'hostilités qui, conclue d'abord entre la France et l'Angleterre, s'étendrait, grâce à la médiation

(1) Frédéric au prince Henri, Meissen, 20 mars 1761. Corr. Polit., XX, p. 273.

(2) Frédéric à Knyphausen et Michel, Meissen, 11 avril 1761. Corresp. Polit., XX, p. 323.

de ces puissances, à la guerre d'Allemagne; toutefois, il se prépare à la reprise de la campagne que l'entêtement de l'Autriche rendra inévitable. Le 4 mai il franchit l'Elbe et le 8 il est à Görlitz en route pour la Silésie où il se réserve la conduite des opérations, laissant à son frère Henri la défense de la Saxe.

Du côté autrichien, Daun, cédant aux instances de l'impératrice, était revenu sur la démission qu'il avait donnée après la bataille de Torgau, et avait accepté le commandement des troupes en Saxe. Les principales rencontres devant avoir pour théâtre la Silésie et devant être combinées avec les Russes, Laudon, qui parlait le russe et qui passait pour être fort goûté par l'état-major de ces alliés, était tout naturellement désigné comme chef de l'armée autrichienne dans cette province. Prenant à titre provisoire la direction dès le commencement d'avril, il concentre ses forces éparpillées dans les cantonnements d'hiver, dénonce (1) le 19 la trêve qui avait été négociée pour la mauvaise saison, mais il n'engage aucun mouvement contre Goltz qui lui est cependant inférieur en nombre.

A en croire Montazet, qui connaissait à fond le haut personnel militaire qu'il fréquentait depuis 4 ans, très au courant de l'opinion de l'Impératrice et de ses ministres, Laudon ne possédait pas la confiance de Marie-Thérèse : « elle me l'a dit elle-même, écrit-il à Choiseul (2), et M. le maréchal Daun me l'a confirmé. L'un et l'autre m'ont confié que Laudon était sans doute un brave homme, mais qu'il changeait d'avis 4 fois par jour, que par conséquent il ne serait pas prudent de le charger de grandes opérations. M. de Kaunitz à la vérité ne pense pas de même, mais malgré son crédit sur l'esprit de l'Impératrice, il ne changera pas, je

(1) Malgré la trêve, il y avait eu une incursion prussienne dans le comté de Glatz en vue de lever des recrues; Laudon, ne pouvant obtenir leur renvoi, se vengea en enlevant la garnison prussienne de Frankenstein.

(2) Montazet à Choiseul, Kuntzendorf, 10 sept. 1760. Archives de la Guerre.

crois, une opinion qui m'a paru aussi bien établie, surtout quand Mme la maréchale Daun la nourrira. M. de Lasci donnerait plutôt de l'ombrage... l'Impératrice en fait grand cas... mais M. de Kaunitz n'aime que Laudon et pas du tout M. de Lasci ». Depuis la date de cette appréciation, la perte de la bataille de Torgau, la démission de Daun et le refus de Lascy d'assumer le commandement en chef, avaient augmenté les chances de Laudon. Lors du passage de Montazet à Vienne vers la fin de mai, le choix était encore indécis, puisque Kaunitz (1) l'avait prié de parler à l'Impératrice en faveur de son candidat. « Elle me dit qu'elle était bien à plaindre d'avoir à combattre le goût de son ministre pour M. de Laudon. » La question ne fut définitivement tranchée qu'à la fin de juin.

A l'arrivée du Roi de Prusse et des renforts que celui-ci amenait avec lui, Laudon se retira à Braunau. Frédéric installa son quartier général à Kunzendorf entre Schweidnitz et Freiburg, il y resta jusqu'au 7 juillet. Dès le commencement de mai, c'est-à-dire au moment où le Roi accomplissait sa marche vers la Silésie, un rescrit impérial mettait Daun au courant des pourparlers engagés par l'ambassadeur Esterhasy à l'effet de combiner les mouvements des deux alliés. Dans cette pièce (2) il était question des menées prussiennes auprès de la Porte en vue de décider cette puissance à faire la guerre à la Russie et à l'Autriche, de l'abandon du projet d'assiéger Stettin et Custrin, de la proposition des Russes d'envoyer un corps auxiliaire dans la Haute-Silésie, sauf à opérer avec leur principale armée d'une façon indépendante, de la nécessité enfin d'augmenter les effectifs de Laudon qui conserverait le commandement en Silésie, à moins que Daun ne préférât s'y rendre et prendre la direction suprême, ce qu'on le laissait libre de faire. Frédéric, grâce aux relations qu'il entretenait

(1) Montazet à Choiseul, Vienne, 23 mai 1761. Archives de la Guerre.
(2) Cabinet Schreiben an Daun, Vienne, 8 mai 1761. Archives de Vienne.

avec Tottleben par l'intermédiaire du juif Sabatky, était renseigné sur les projets des Russes, qui d'ailleurs n'étaient pas encore bien arrêtés ; il put donner des instructions à ses lieutenants pour les hypothèses à prévoir. Une nouvelle entreprise serait tentée contre Colberg, mais serait-elle partie essentielle ou secondaire du programme général? Le grand mouvement russe serait-il dirigé sur la Poméranie ou sur la Silésie? La jonction avec les Autrichiens serait-elle essayée du côté de Breslau ou vers Glogau? Autant de questions à résoudre selon la suite des événements. Frédéric pensait que le signal du début de la campagne serait donné par la marche de Daun en Lusace et en Silésie. Le prince Eugène de Wurtemberg devait se concerter avec le général Werner pour empêcher les Russes d'entreprendre le siège de Colberg; Goltz prendrait une position d'attente près de Glogau, le prince Henri suivrait le mouvement de Daun, laissant à Hulsen le soin de défendre la Saxe ; quant au Roi, il s'attacherait à rendre impossible l'union de Laudon et de la grande armée russe.

Vers la fin de mai, Goltz, avec une division de 10.000 hommes, avait occupé près de Glogau la position qui lui avait été assignée ; Werner avait été renforcé de 4 bataillons envoyés de Glogau. De son côté, Daun, sous la pression des ordres de sa cour, avait renforcé l'armée de Silésie d'une quinzaine de mille hommes; O'Donnell et Sincère avaient été détachés à Zittau et communiquaient avec Laudon.

Frédéric ne croyait pas au commencement de la campagne avant la fin de juin ; « ni Laudon, ni Daun, écrit-il à Ferdinand (1), n'entreprendront rien avant que l'armée russe ne sera en mouvement, et on m'assure de tous les côtés que cette armée n'approchera de nos frontières qu'à

(1) Frédéric à Ferdinand, Kunzendorf, 21 mai 1761. Corr. Polit., XX, p. 423.

la fin de juin ». Il espère que la conclusion de la paix les aura délivrés des dangers de la triple attaque qu'il craint; « les Français paraissent désirer la paix », mais il soupçonne que « M. Pitt n'en a pas tant d'envie que les Français », et il regrette l'expédition de Belleisle, « mais vous devez savoir que ces gens-là (les Anglais) ne sont pas faciles à gouverner, qu'ils sont amoureux de leurs sentiments et opiniâtres ».

Le Roi ne se trompait pas en assurant que Laudon n'entreprendrait rien avant l'entrée en scène des Russes; cette inaction lui avait été prescrite par un ordre du conseil (1) qui lui annonçait un détachement, prélevé sur l'armée de Daun, de 14 bataillons, 14 compagnies de grenadiers et de 4 régiments de cavalerie dont 2 de hussards; de ce corps, la moitié lui était destinée comme appoint immédiat, l'autre moitié, mise pourtant sous ses ordres, devait être laissée en Lusace à moins de nécessité absolue.

Malgré ce renfort (2) Laudon, d'après l'état qu'il avait envoyé, avait été mis en grande infériorité par l'arrivée du Roi, aussi avait-il pris le parti de la défensive et s'était-il replié sur le comté de Glatz et la gorge de Braunau où il était demeuré depuis. Dans sa correspondance avec Kaunitz, Laudon se plaint à plusieurs reprises du départ tardif et de l'insuffisance des renforts qui devaient lui arriver de Saxe. Entre le jeune général d'origine étrangère qui avait obtenu un avancement si rapide, le maréchal Daun et la plupart des généraux autrichiens, il y avait peu de sympathie; le rôle prépondérant qui était attribué à Laudon entraînait la diminution du leur, puisque ces derniers ne voulaient pas servir sous les ordres de leur cadet, et ce n'était pas sans déplaisir qu'ils voyaient augmenter l'armée de Silésie aux dépens de celle de Saxe. Quoi qu'il en

(1) Cabinet Schreiben an Laudon, Vienne, 11 mai 1761. Archives de Vienne.

(2) Montrozard à Choiseul, Dresde, 16 mai 1761. Archives de la Guerre.

fût des sentiments intimes de Daun, il faut reconnaître qu'il exécuta les ordres de sa cour et que les opérations autrichiennes en Silésie ne souffrirent pas du manque de renforcements. D'ailleurs, la cour de Vienne n'entrevoyait pas l'offensive en Silésie avant la venue des Russes. Pour être ajournée à la saison d'été, la perspective de l'attaque russe combinée avec celle des Autrichiens n'en était pas moins alarmante; aussi à titre de diversion, Frédéric cherche-t-il à activer et à magnifier les négociations avec la Porte et le Khan, il donne au traité de commerce qu'il vient de signer avec la première, toute l'importance qu'il peut, il écrit à son envoyé Rexin (1) d'obtenir de Constantinople une communication aux deux Impératrices à l'effet d'exprimer que « la Porte ne pouvait voir d'un œil indifférent mes embarras et que l'amitié qu'elle entretenait avec moi ne lui permettait pas d'acquiescer à ma défaite et à la spoliation de mes possessions ». Une déclaration de la sorte appuyée d'une démonstration militaire serait du meilleur effet.

La première moitié de juin s'écoula sans incident : le Roi était toujours dans son camp de Kunzendorf et en correspondance suivie avec son frère Henri, le prince Eugène de Wurtemberg et le général von der Goltz, mais d'autant moins renseigné sur les intentions des Russes que Tottleben (2), soit difficulté de moyens de transmission, soit ignorance, tardait à envoyer des avis. A défaut de renseignements Frédéric est contraint de traiter par des hypothèses qu'il se réserve de confirmer le cas échéant. Il est porté (3) à croire que l'offensive des Russes commencera par une entreprise contre Colberg, tandis que leur

(1) Frédéric à Rexin, Kunzendorf, 3 juin 1761. Corr. Polit., XX, p. 435.

(2) Dans une lettre au prince de Wurtemberg, le Roi confie à celui-ci les moyens de communiquer avec Tottleben.

(3) Frédéric à Henri, Wurtemberg et Goltz. Kunzendorf, 19 juin 1761. Corr. Polit., XX, p. 461.

armée principale qui s'assemble à Posen, marcherait sur Crossen. Enfin le 20 juin, arrivent les informations attendues de Tottleben. Frédéric prend ses dispositions, conformément à un projet préparé par Goltz, il lui expédie un gros détachement de 8 bataillons (1), 18 escadrons, un régiment de dragons et un parc d'artillerie qui le rejoindra le 24 à Glogau. Deux jours après, Goltz ainsi renforcé marchera sur Butturlin qui n'a avec lui qu'une vingtaine de bataillons. « Si cette entreprise (2) est secondée par la fortune, elle fera perdre par là leur magasin là-bas et dérangera leur plan pour un temps de six semaines... peut-être par ce moyen nous gagnerons tout le mois de juillet. »

A ce moment, le Roi avait déjà perdu une bonne partie de ses illusions sur l'armistice général qui suivrait un arrangement entre l'Angleterre et la France ; il fut exaspéré par une question de Pitt sur l'étendue des sacrifices qu'il pourrait consentir pour la paix. N'en voulant faire aucun, il n'y avait d'autre parti que de continuer la lutte et d'avoir raison successivement des nombreux adversaires qui l'entouraient. Du côté de Colberg, Romanzow avec 12.000 hommes était en marche sur la ville et le camp retranché qu'avait formé le prince de Wurtemberg. Ce dernier, en correspondance constante avec Tottleben et averti par lui des mouvements russes, aurait voulu attaquer Romanzow, mais n'en put obtenir l'autorisation ; en attendant, il transmit au Roi un billet du traître (3) annonçant que le projet de la cour de Pétersbourg était encore modifié, que Butturlin avait reçu ordre de marcher tout droit vers Breslau, et qu'il avait rappelé au quartier général sa division, à lui Tottleben, après avoir renforcé Romanzow de 3 régiments.

(1) Le Roi compte ces bataillons à l'effectif de 700 hommes.
(2) Frédéric à Henri, Kunzendorf, 22 juin 1761. Corr. Polit., XX, p. 476.
(3) Tottleben à Frédéric, Schivelbein, 23 juin 1176. Corr. Polit., XX, p. 492.

En Saxe, Montazet avait rallié le 7 juin le quartier général de Daun à Dresde; deux jours après, il faisait son rapport (1) à Choiseul; tout y est aussi tranquille qu'il l'avait imaginé; la cavalerie est encore dans ses cantonnements; Daun a de 40 à 45.000 hommes avec lui; O'Donnell est à Zittau avec 15 à 20.000; Laudon en a 50.000 (2) pour le moins à opposer à l'armée du Roi qui, y compris le corps de Goltz, en compte à peu près autant; le prince Henri n'a pas un effectif supérieur à 30 ou 35.000 combattants. L'attaché français ne prévoit pas le début des hostilités avant le 15 ou 20 juillet

Revenons maintenant à la Silésie : A la veille du jour de son départ pour l'expédition vers Posen, Goltz était tombé gravement malade d'une fièvre qui l'emportait en 3 jours; de suite Zieten le remplaçait et aussitôt connu, le changement du plan russe était porté par le Roi à la connaissance des intéressés.

En parcourant les dépêches échangées entre Frédéric et ses lieutenants, on se rend compte que celui-ci avait été bien renseigné sur les fluctuations des projets de ses adversaires. Caramelli avait été chargé de proposer à l'état-major russe un plan d'après lequel le point de jonction des Russes avec Laudon serait fixé non plus dans la Haute-Silésie, mais à Crossen sur l'Oder; le général O'Donnell avec 20.000 hommes irait à leur rencontre et se joindrait à eux pour une marche en commun sur Francfort et Berlin. Comme variante, il fut question d'une action indépendante de Butturlin, tandis qu'un corps de 20 à 25.000 Russes s'unirait aux Autrichiens de Laudon. Les idées défendues par Caramelli furent repoussées le 19 juin dans un conseil de guerre des généraux

(1) Montazet à Choiseul, Dresde, 9 juin 1761. Archives de la Guerre.

(2) Au 1er juin, son effectif était de 50 bataillons, 72 compagnies de grenadiers et 80 escadrons. Janko, *London's Leben*, Vienne, 1869.

russes (1) qui revint au projet primitif de Butturlin de marcher sur Breslau. Un rescrit impérial (2) mit Laudon au courant des hésitations moscovites : « Vous vous rendez compte que tout le souci du commandement russe consiste à esquiver une bataille sérieuse..... le général Caramelli recevra communication confidentielle de leurs projets. » La cour demandait à Laudon si avec un renfort de 15 à 20.000 hommes, il se trouverait en état de risquer une bataille avec le Roi, « étant bien entendu que toutes entreprises de guerre sont douteuses et que personne ne peut garantir leur issue ».

Laudon était entré en rapports directs avec Butturlin; il avait insisté pour la jonction des deux armées, avait engagé les Russes à se diriger sur Militsch, tandis que lui se posterait à portée de l'Oder; cette double opération amènerait probablement le Roi à quitter son camp de Kunzendorf, à rappeler Goltz à lui et à se mettre à cheval sur l'Oder dans les environs de Breslau. La jonction des deux armées alliées pourrait s'effectuer, selon les manœuvres du Roi, soit près de Breslau, soit près de Brieg et Schargast. Butturlin accepta en principe ces propositions, mais ne s'y conforma guere. Dans une lettre à Kaunitz du 18 juillet, Laudon (3) se plaint amèrement de l'indécision du général russe qui annonce la marche de son armée le long de la frontière polonaise sur Wartemberg, entraînant par son allongement une perte de 6 à 8 jours, et qui pose à nouveau des questions déjà résolues; il est persuadé que l'état-major russe reçoit des instructions secrètes et qu'il n'y a rien à espérer de leur coopération. Au dire de l'adjudant du général Caramelli, le général en chef russe a reçu de sa souveraine l'ordre de se retrancher en toute occasion en même temps que le

(1) Schaefer, vol. II, 2, p. 229.
(2) Cabinet Schreiben à Laudon, 10 juin 1761. Archives de Vienne.
(3) Lettre citée par Janko, p. 237.

souhait de voir rentrer ses troupes intactes dans leur patrie. Butturlin est aussi irrésolu que son prédécesseur Soltikoff; il ne fait rien sans consulter ses lieutenants, Panin et Czernitchew, dont le premier est très opposé à la cause de l'alliance. La plupart des Russes voudraient que le passage de l'Oder fût précédé d'une bataille entre les Autrichiens et le Roi et en cas de défaite des premiers, ils se retireraient le plus vite possible derrière la Vistule.

La marche de Butturlin sur Breslau paraît avoir tranché définitivement le choix du général qui commanderait l'armée autrichienne de la Silésie. Le décret impérial (1) tout en exprimant les regrets de l'Impératrice de ne pas profiter de l'expérience de Daun, considérait qu'après la conduite extraordinaire de l'état-major russe, elle ne pouvait infliger au feld-maréchal le fardeau du commandement en Silésie, d'ailleurs le bien du service imposait son maintien en Saxe et dans ces conditions rien ne serait changé à ce qui avait été décidé pour la Silésie.

Cette parenthèse fermée, reprenons notre récit des opérations. Le 1[er] juillet, Zieten prit la direction effective des 16.000 hommes dont se composait le corps renforcé de Goltz; il prit le contact avec une des divisions de Butturlin près de Kosten, où il s'établit après en avoir chassé les Russes. Avisé du voisinage de Zieten, Butturlin avait rassemblé ses 4 divisions et avait poursuivi sa route avec lenteur; le 15 juillet, il franchit la frontière silésienne et campa à Militsch sur la Bartsch. De son côté, Laudon n'était pas resté inactif, il avait poussé en avant Brentano sur sa gauche et mis en mouvement la division Bethlem dans la Haute-Silésie. Frédéric ainsi averti que les alliés préparaient leur jonction entre Breslau et Neisse, quitta la position qu'il avait si longtemps occupée à Kunzendorf

(1) Cabinet Schreiben à Daun, 3 juillet 1761. Archives de Vienne.

et se transporta à Pilzen à l'ouest de Schweidnitz ; de là il pouvait se porter, selon les événements, soit vers Franckenstein et Neisse, soit vers Breslau. Il appela sur cette dernière ville le corps de Zieten.

D'après le rapport de l'attaché militaire français Montrozard, qui venait de rallier le quartier général de Laudon à Braunau, les troupes autrichiennes s'étendaient (1) « depuis la Neisse jusqu'aux Riesen Gebirge, c'est-à-dire le général Bethlem sur la Neisse avec un corps de cavalerie et quelques croates pour tenir en respect la garnison de Neisse, le général Draskovitz à la gorge de Wartha avec 14 bataillons, le marquis Botta à celle de Silberberg avec quelques bataillons, le général Wolfersdorf à la trouée du Giersdorfen en Bohême, le gros de l'armée campé sur les hauteurs de Ditterbach faisant face à la trouée de Friedland, le camp fortifié de redoutes et appuyé à ses deux ailes par des bois qu'on ne peut tourner que par le côté de Giersdorf que ferment les 14 bataillons de Wolfersdorf, et enfin les deux régiments de cavalerie et un bataillon de croates à Trautenau aux ordres du général Dargenteau dont les postes gardent l'entrée en Bohême depuis Guldessé Elde jusqu'à Schwartzthal. La masse de tous ces corps se monte à 62 bataillons et 80 escadrons. Le Roi est de son côté à Kunzendorf établi dans la montagne dont il garde tous les passages en Silésie ».

Vers le commencement de juillet, les ordres de la cour de Vienne de renforcer l'armée de Laudon avaient été exécutés. Les 30.000 hommes d'O'Donnell et Sincère partirent de Zittau le 9 juillet sous les ordres de Macquire qui remplaçait ces deux généraux plus anciens de grade que Laudon. L'arrivée de ce gros renfort porta les effectifs de ce dernier au total de 70.000. Le jeune général

(1) Montrozard à Choiseul, Braunau, 26 juillet 1761. Archives des Affaires Étrangères.

mal vu, comme nous l'avons dit, de ses collègues (1) jaloux d'un avancement trop rapide à leurs yeux, était très populaire parmi les soldats qui accueillirent l'ordre de marche avec des cris de joie.

A son camp de Pilzen, Frédéric apprit l'arrestation de Tottleben, dont les imprudences avaient enfin ouvert les yeux de ses chefs sur ses procédés; privé des renseignements habituels, il fut pendant quelques jours très incertain sur la direction que prendrait l'armée russe. Il savait que le corps d'O'Donnell avait quitté Zittau et qu'il rejoindrait Laudon vers le 14 juillet; la jonction effectuée, il pensait que les Autrichiens se porteraient en Haute-Silésie à l'encontre de Butturlin, mais il ne pouvait laisser Breslau à découvert. Pour parer au danger de ce côté, le général Knobloch fut envoyé avec une partie du corps de Zieten prendre position près de la capitale de la Silésie. Le Roi prévoyait le cas où il serait obligé d'aller de sa personne en Haute-Silésie et où Daun profiterait de son absence pour faire une pointe sur Gorlitz, Liegnitz et Breslau. Le prince Henri devrait nécessairement suivre le feld-maréchal. « Vous ne me trouverez pas probablement, écrit-il (2), dans ces contrées à votre arrivée, mais toutes ces circonstances me font voir qu'il faudra que je me hâte de décider les affaires en Haute-Silésie pour être à portée de vous renforcer et de secourir la basse. » Le 14, les nouvelles de Saxe furent plus rassurantes, Daun n'avait pas bougé, et Laudon n'avait rien entrepris jusqu'alors. « Vous m'avouerez, écrit Frédéric (3), qu'il est surprenant de leur voir perdre leur temps et agir avec si peu de vivacité. »

Les nouvelles des Russes n'étaient pas de nature à faire craindre un prompt début de campagne : Le gros de

(1) Schoefer, vol. II, 2, p. 231.
(2) Frédéric à Henri, Pilzen, 12 juillet 1761. Corr. Polit., XX, p. 528.
(3) Frédéric à Henri, Pilzen, 16 juillet 1761. Corr. Polit., XX, p. 534.

l'armée de Butturlin longeait à marches lentes la frontière de la Pologne ; son avant-garde était parvenue à Namslau et ses cosaques se rencontraient avec les pandours du corps de Bethlem dans les environs d'Oppeln où le général russe se proposait de passer l'Oder et appelait Laudon à sa rencontre, rencontre pour laquelle l'état-major russe ne montrait pas grand empressement. « Plus les armées semblent s'approcher, écrit l'attaché français Menager (1), et moins je crois les Russes disposés à la jonction », les préférences du généralissime seraient pour une campagne en Poméranie plutôt qu'en Silésie. Aussitôt rejoint par les renforts venus de Zittau, Laudon se mit en mouvement et sortit des montagnes où il était resté jusque-là. Le 19 il avait quitté Dittersdorf, le 26 il était à Skoltz, cherchant à couper au Roi la route de Neisse.

Quant à Daun, il s'était borné à porter Lascy avec 12 à 15.000 hommes à Grosshagen sur la rive droite de l'Elbe pour surveiller le prince Henri et pour l'empêcher d'envoyer des renforts au Roi. « Daun, écrit Montazet (2), a ordre de sa cour d'observer simplement M. le prince Henri et de détacher des troupes de son armée à proportion et supposé que ce prince envoie des secours à son frère... Le roi de Prusse a dû ignorer le plan qu'a fait la cour de Vienne de mettre de côté tous ses anciens généraux à commencer par M. le maréchal Daun, pour faire agir seul M. de Laudon et lui faire prendre la Silésie... je crains bien qu'il n'en résulte que quelques épigrammes du roi de Prusse et une haine bien conditionnée entre M. le maréchal Daun et M. de Kaunitz. »

Les mouvements des Autrichiens attirèrent l'attention de Frédéric, il leva son camp de Pilzen dans la nuit du 21 au 22, trompa Laudon sur ses intentions en profitant des accidents du terrain et de la pluie, et prit position le

(1) Menager à Choiseul, Wartemberg, 21 juillet 1761. Arch. de la Guerre.
(2) Montazet à Choiseul, 22 et 23 juillet, camp sous Dresde. Arch. Guerre.

23 près du Münsterberg ; il y avait devancé l'ennemi qui venait d'y faire tracer son camp : « Nous sommes, écrit-il au prince Ferdinand (1) en le félicitant du succès de Villinghausen, à présent en marche, afin de passer la Neisse, au cas que Laudon la passe pour entrer en Haute-Silésie, dans le dessein de se joindre là aux Russes. » Frédéric évaluait (2) les forces respectives en Silésie aux chiffres suivants : « L'armée de Laudon est forte de 66.000 hommes, celle des Russes y compris les troupes légères font 54.000, ce qui fait ensemble 120.000 hommes. Mon armée et le corps de Zieten ne font que 59.000 combattants. Le projet de l'ennemi est de se joindre dans la Haute-Silésie. Les Russes veulent passer l'Oder à Oppeln ; Laudon veut marcher à Neustadt pour se joindre à eux. Il faut que je m'oppose à cette jonction parce que je ne suis pas en force de résister à tous deux. Je me prépare donc de combattre Laudon en chemin avec toutes mes forces. » Le 20, le gros des Autrichiens s'établit près de Franckenstein. Brentano restait sur les hauteurs de Stolze et Bethlem renforcé était à portée de l'Oder et du lieu de passage présumé des Russes. Frédéric décida de se porter sur Neustadt où il espérait battre Draskowich et Bethlem avant que Laudon pût venir à leur secours ; toutes les instructions furent données au gouverneur de Neisse pour le cas d'une bataille possible dans les environs de cette place. Cette tentative n'aboutit qu'à une série de marches et contremarches sans résultats sérieux. Draskowich se déroba en reculant à Jägerdorf derrière l'Oppa. Zieten qui avait rejoint le Roi occupa Neustadt, puis après avoir suivi Draskowich dans sa retraite, revint à son point de départ ; l'armée royale en fit autant. Laudon qui de son côté

(1) Frédéric à Ferdinand, Giesmannsdorf, 23 juillet 1761. Corr. Polit., XX, p. 553.

(2) Frédéric à Henri, Giesmannsdorf, 28 juillet 1761. Corr. Polit., XX, p. 570.

avait repris son camp de Patschkan sur la Neisse, reconnut le 1er août la position du Roi, la trouva trop forte pour une attaque et après un court séjour retourna à Frankenstein.

Une lettre de Frédéric (1) met son frère au courant : Il a dirigé Zieten sur Jägerndorf pour repousser de nouveau Draskowich, « l'armée russe est encore à Namslau avec une avant-garde à Oppeln, mes hussards ont balayé tous les côtés de l'Oder depuis Oppeln et Krappetz des Russes ». Laudon est campé entre Patschkan et Reichenstein, « le projet des Autrichiens et des Russes sur la Haute-Silésie est complètement manqué ». Le rapport de Montrozard (2) daté de Patschkan donne à peu près les mêmes renseignements : « Brentano à Hertzogwalde de l'autre côté de la Neisse, Laudon à Patschkan, Draskowich replié jusqu'à Jägernsdorf ; le Roi a repassé la Neisse et repris son ancien camp entre Giesmannsdorf et Voitz, les Russes sont toujours à Namslau, ils font 5 milles (35 kilomètres) en 3 jours et l'ennemi en un ».

Si le rideau de croates et de uhlans dont se couvraient les Autrichiens pour masquer leurs mouvements rendait fort difficile le service de renseignements de l'armée royale, de son côté Laudon faute de communications avec Butturlin était très mal informé sur les intentions de ce dernier ; il savait seulement que son quartier général était à Namslau le 27 juillet, mais il ignorait les progrès qu'il avait pu faire depuis cette date. Ce ne fut que le 8 août qu'il apprit de source sûre que la grande armée russe s'approchait de Leubus sur l'Oder. Entre temps, Frédéric sur la nouvelle reçue le 4 août que les éclaireurs de Czernitchew s'étaient montrés devant les faubourgs de Breslau, y détacha le corps de Knobloch et se porta lui-même avec la principale fraction de ses troupes à Strehlen sur l'Ohlau

(1) Frédéric à Henri, Oppersdorf, 3 août 1761. Corresp. Polit., XX, p. 583.
(2) Montrozard à Choiseul, Patschkan, 2 et 4 août 1761. Affaires Étrangères.

où il espérait rencontrer Laudon et le combattre. Il n'y trouva que quelques coureurs ennemis, mais dans l'incertitude il y resta jusqu'au 10. A la date du 6 août, de son quartier général de Strehlen voici comment il décrit (1) la situation. « Pour vous donner une idée des positions présentes, représentez-vous Laudon entre Silberberg et Wartha, les Russes à Hundsfeld (au nord de Breslau) et mon armée à Strehlen ; j'ai aussi loin de Breslau que de Neisse ; toutes les forteresses ne sont de moi éloignées que d'une marche. » Grâce à des reconnaissances multipliées, Frédéric sut enfin que la grande armée russe, après un séjour à Namslau, était allée le 5 août à Hundsfeld dans la banlieue de Breslau et de là avait gagné les hauteurs de Trebnitz ; son arrière-garde avait été suivie par les forces réunies de Knobloch et de Tauenzien, le gouverneur de Breslau. Depuis lors, plus de nouvelles ; tout le pays à l'est de l'Oder avait était pillé et ravagé par les cosaques. Le Roi croyait déjà à la retraite des Russes sur Posen et se flattait de contribuer à ce recul en envoyant le général Platen (2) avec un corps de 16 bataillons et 25 escadrons détruire leurs magasins du côté de Posen. Sur ces entrefaites, il apprit que Laudon avec le gros de son armée s'était établi dans la position de Kunzendorf, que lui-même avait tenue si longtemps au printemps. Laudon en effet, dans le but de se rapprocher de Butturlin dont il venait d'apprendre l'arrivée sur l'Oder, avait gagné le 8 août les hauteurs de Bögendorf près de Schweidnitz ; deux de ses divisions avaient occupé Striegau et Hohenfriedberg et un détachement de hussards avait été poussé sur Leubus pour prendre contact avec les Russes. Enfin, le général Beck qui était depuis longtemps à Zittau avait reçu l'ordre d'avancer jusqu'à Goldberg et Parchwitz pour couvrir l'approche des

(1) Frédéric à Henri, Strehlen, 6 août 1761. Corr. Polit., XX, p. 586.

(2) Frédéric au prince Eugène de Wurtemberg, secret. Strehlen, 7 août 1761. Corr. Polit., XX, p. 588.

Russes. Frédéric, de son côté, averti par le gouverneur de Schweidnitz des mouvements des Autrichiens, se décide à les suivre (1). « L'ennemi a fait tant de marches et de contre-marches que nous voici à Wahlstatt avec une partie de l'armée. Laudon est entre Bögendorf et Freiburg, ayant des postes à Striegau ; j'ai marché de Strehlen à Langer-Cauth où j'appris que les Russes faisaient un pont à Auras. On les a empêchés de s'en servir. Ils en ont fait un à Leubus, ce que la situation des lieux m'a obligé de souffrir. Ils ont passé à Parchwitz. J'ai pris avec l'armée le camp de Loking pour empêcher la jonction et j'ai observé les Russes d'un autre côté. Hier ils ont voulu se joindre. » Le Roi fait ici un récit fort à son avantage du combat qui eut lieu le 15 août entre la cavalerie prussienne et celles des alliés. Il ajoute : « Le camp russe est à un demi-mille devant mon front, leurs troupes régulières d'infanterie font à peu près 20.000 hommes, ils campent sur une ligne, mais derrière un défilé et une palissade de canons, de sorte que je ne pense pas à les attaquer, mais à les incommoder. »

Pour l'occupation des hauteurs de Wahlstatt, il y avait eu entre les deux partis lutte de vitesse, Montrozard la décrit dans les termes suivants (2) : « M. de Laudon ne prit cependant point le change aux manœuvres de l'ennemi, il fit marcher sa réserve et les corps détachés sur le chemin de Hohenfriedberg ; mais le tout s'arrêta à Teichau et hier 15 au matin, l'ennemi ayant développé son vrai dessein, M. de Laudon prit avec lui tous les carabiniers et grenadiers à cheval de la réserve avec les 4 régiments du corps détaché, et prit la route de Wahlstatt pour joindre les Russes ; on côtoya pendant toute la marche l'armée du Roi, et nous arrivâmes à midi sur les hauteurs de Walhstatt ; nous les trouvâmes occupées par des cosaques et quelques troupes légères ; toute l'armée russe qui

(1) Frédéric à Henri, Wahlstatt, 16 août 1761 Corr. Polit., XX, p. 600.
(2) Montrozard à Choiseul, Striegau, 16 août 1761. Archives de la Guerre.

venait de Parchwitz était en bataille, la gauche sur les hauteurs de Kunzendorf appuyée à la Leisbach et la droite au village de Tenschel. Comme la tête de l'armée du Roi arrivait seulement aux hauteurs de Nicolstatt, M. de Laudon vit qu'il était encore temps de prévenir l'ennemi aux hauteurs de Wahlstatt; c'est pourquoi il s'en fut droit à M. le maréchal Butturlin pour lui représenter l'importance du poste, et lui demander 3 bataillons pour les occuper, la cavalerie impériale arrivant à temps pour les y seconder. Mais ce général ne jugea pas à propos de rien détacher; il y envoya seulement quelques pièces de canon sans troupes pour en imposer à l'ennemi qui n'en fut pas dupe. Car la tête de l'armée du Roi ne voyant point d'infanterie devant elle, descendit le Spitzberg et gagna les hauteurs de Wahlstatt. La cavalerie impériale n'étant soutenue d'aucune infanterie se replia et joignit la droite de l'armée russe à laquelle elle était destinée. Tout cela ne s'est pas passé sans canonnade, mais d'aucun effet. Toute l'armée du Roi joignit ensuite et s'étendit sur deux lignes sur lesdites hauteurs. Elle y était encore hier à 3 heures que nous quittâmes l'armée russe. Le renfort de cavalerie laissé à ladite armée monte à 60 escadrons et l'élite, puisque ce sont tous les carabiniers et grenadiers à cheval de l'armée. C'est le lieutenant-général comte Martigni qui les commande. Pendant ce temps-là, les grenadiers de la réserve, les corps de Brentano et d'Elrichausen avaient repris leur ancien camp près de Striegau, 20 escadrons de la gauche de l'armée y sont venus remplacer la cavalerie détachée aux Russes. » Le même rapport annonce l'arrivée à Goldberg du général Beck pour servir de liaison entre les armées de Saxe et de Silésie. Mesnager de son côté rend compte des opérations(1) : « Les Russes ont certainement plus fait

(1) Mesnager à Choiseul, Rosnilk, 17 août 1761. Archives de la Guerre.

qu'ils ne voulaient et qu'ils ne se croyaient capables; leur dernière marche se peut compter dans le nombre des plus hardies »; il fait l'éloge de la rapidité des manœuvres du roi de Prusse; « sa contenance depuis deux jours nous doit annoncer quelque grand événement. Il serait bien triste, Monseigneur, que les circonstances empêchassent M. de Laudon d'attaquer, car certainement M. de Butturlin ne le fera pas et s'il se passe encore deux jours de tranquillité, je ne voudrais pas répondre de la persévérance des Russes qui véritablement vont manquer de subsistances et prendront beaucoup d'ombrage de l'inaction des Autrichiens ».

D'après le journal de l'armée russe (1), la cavalerie sous les ordres de M. de Berg se serait fort distinguée dans la journée du 15. « Il a forcé plusieurs fois les escadrons ennemis de se replier, et s'il eût été soutenu par l'infanterie, jamais le Roi n'eût pu faire toutes ses marches et contremarches. » L'arrivée de 80 escadrons prussiens allait décider la retraite des Russes, « lorsqu'il arriva un officier de la part de M. de Laudon qui nous apprit que ce général était en marche avec toute sa réserve d'infanterie et soixante escadrons; il était parti de Striegau pendant la nuit, et afin de faire plus de diligence, il a mis à pied quelques compagnies de carabiniers et s'est servi de leurs chevaux en relais pour le canon; les Autrichiens ont marché presque à même hauteur que les Prussiens, et dans lesdites plaines se sont toujours canonnés, mais ces derniers s'étant emparés d'une hauteur que les Russes ont négligé près de l'abbaye de Waldstatt, ils y ont établi des batteries qui ont beaucoup incommodé lesdits Autrichiens. Lorsqu'il a été question d'arrêter leur tête pour que M. de Laudon pût nous joindre, à peine eut-il présenté sa cavalerie qu'il dit adieu à M. le

(1) Journal de l'armée russe, 15 août 1761. Archives de la Guerre.

maréchal Butturlin, et avec deux escadrons de hussards, il força les avant-postes ennemis et doit avoir rejoint et reconduit dans son camp l'infanterie, puisqu'elle n'a pu arriver assez à temps pour passer de notre côté; il nous a été impossible de rien connaître aux mouvements des ennemis, puisqu'ils ont poussé leur cavalerie en avant et l'ont tellement farcie de canon dans les intervalles qu'à deux heures nos troupes légères ont plié et que nous avons fait toutes les dispositions nécessaires pour bien recevoir l'ennemi; en attendant, la canonnade a été vive de part et d'autre et a duré jusqu'au soir ». Les pertes de chaque côté ne furent pas lourdes. Mesnager fait l'éloge de la discipline observée dans l'armée russe : « Aujourd'hui pendant la marche, M. le maréchal ayant trouvé trois officiers qui pillaient, il les a dégradés et sur-le-champ ils ont été faits soldats; hier il y en eut cinq qui pour la même cause eurent les quenouttes, le nez et les oreilles coupés. »

La communication directe entre Laudon et Butturlin s'était établie 4 jours avant le combat de Wahlstatt; dès le 11 août Laudon avait appris de Caramelli attaché autrichien au quartier général russe que le corps d'armée de Czernitchew avait réellement franchi l'Oder à Leubus; il envoya aussitôt le général Botta pour se concerter sur les dispositions ultérieures et pour s'assurer si Butturlin était bien décidé à suivre son lieutenant. Une explication franche était d'autant plus indispensable que Laudon n'osait pas abandonner le district montagneux par lequel il communiquait avec les magasins de Bohême et de Moravie et qui lui fournissait ses subsistances et celles des Russes. Le 14, le général autrichien eut à Liegnitz une entrevue avec le général en chef russe; à son retour dans la soirée il apprit que les Prussiens avaient manœuvré toute la nuit et s'étaient rapprochés de Bunzelwitz où était campé le margrave Carl avec une partie de

leur armée; il en avisa aussitôt le maréchal russe et le pria de marcher sur Jaüer; il lui donnait sa parole d'honneur qu'il viendrait à son secours s'il était attaqué par Frédéric. Les Russes qui entre-temps avaient franchi l'Oder et rejoint le camp de Czernitchew ne voulurent pas accepter cette proposition, mais ils levèrent le camp de Daun et prirent position le 15 août entre Hunhern et Kunzendorf. Ce fut à l'occasion de ce mouvement qu'eut lieu le combat de Wahlstatt. Ce même 15 août Laudon soumit à son collègue les projets suivants : lui envoyer un renfort de 20 à 25.000 pour une attaque qu'il dirigerait contre la position prussienne ou fournir le même contingent pour une offensive dans le cas où les Russes désireraient s'en charger ou combiner avec le corps de Brentano un mouvement général en avant. Le mémoire qui accompagnait ces projets insistait sur l'avantage d'attaquer l'armée prussienne sans retard.

Pour entraîner son allié qui décidément se souciait peu d'une rencontre avec Frédéric, Laudon multiplia les démarches, il renouvela sa visite au camp, chercha à gagner le Russe à son avis et arracha enfin la promesse d'un mouvement sur Jaüer.

Nous trouvons dans le rapport de Montrozard (1) la suite des événements : « Sur la parole que les Russes avaient donnée de faire la marche de Jaüer, M. de Laudon s'était proposé de regagner en conséquence le Pitschenberg pour couper l'ennemi de Schweidnitz. Les Russes partirent en effet de leur camp de Klemervitz à 10 h. de la nuit du 18 au 19, et dirigèrent leur marche sur Hockirk où ils sont encore. M. de Laudon avait fait plier les tentes à son armée hier de grand matin et poussé l'avant-garde du général Brentano sur les hauteurs en avant de Jaüer pour les recevoir, l'ennemi ne pouvait pas faire la moin-

(1) Montrozard à Choiseul, Freyburg 20, août 1761. Archives de la Guerre.

dre opposition à la jonction; on s'était de plus chargé du gros bagage des Russes, on l'avait fait venir de Leubus à Leignitz et on le mettait en dépôt sous la garde du corps de Beck et de 5.000 des leurs; on fournissait le pain et le prêt, mais cela n'a rien décidé. Nous les avons attendus en vain jusqu'à 2 heures de l'après-dîné que l'ennemi marcha sur le Pitschenberg et sur Schweidnitz; M. de Laudon s'est vu obligé de regagner ses subsistances et de se replier sur Freyburg sur les hauteurs duquel l'armée est campée.

« L'avant-garde de Brentano s'est aussi repliée sur Ronstock et le corps de Longinski derrière les montagnes de Striegau. On avait détaché 3 bataillons sur Hohenfriedberg le 18, qui y sont encore. A l'égard du corps de Janhus fort de 18 bataillons campé ci-devant sur les montagnes pour couvrir nos vivres, on l'a poussé à notre arrivée sur Hohengiersdorf.

« Pour l'ennemi, il a poussé sa marche jusqu'à Schweidnitz où il a sa gauche, et sa droite aux hauteurs de Jauernick; on s'attend que cette position obligera l'armée à marcher par sa droite pour regagner le camp de Kunzendorf.

« L'ennemi peut avoir aussi fait cette marche pour regagner le magasin de Schweidnitz, celui de Breslau pouvant être fort avancé, et il est à craindre qu'il n'aille ensuite chercher celui de Neisse et que, vu le peu de concert des alliés, il ne se promène pendant toute la campagne entre ses places, et qu'on ne voie ainsi s'évanouir les grandes espérances qu'on avait eu droit d'établir sur les forces de deux armées aussi considérables. Le général Draskovitz est toujours à Wartha avec 14 bataillons. »

Le 17, le gros des Autrichiens était en position à Jaüer (1); l'abbaye de Wahlstatt que les belligérants sem-

(1) Ce résumé est emprunté au Journal de l'armée russe tenu par Mesnager. Archives de la Guerre.

blaient vouloir se disputer fut évacuée par les Prussiens, occupée par les Russes, puis abandonnée par eux le 18. Ce jour-là de nouvelles conférences eurent lieu. Plusieurs généraux autrichiens, et parmi eux Laudon et Beck, dînèrent avec Butturlin; à la suite de l'entente qui intervint, l'armée moscovite se mit en marche le 19 pour Jaüer, mais malgré les instances de l'attaché militaire Botta, elle s'arrêta en route tout en laissant filer ses gros bagages sur Liegnitz. Le 20, les Russes s'étendirent de Kuhaern par Sissen jusqu'à Joevischau, les Autrichiens quittèrent Jaüer pour prendre position entre Hohenfriedberg et Freyburg où ils se retranchèrent. En faisant ce dernier mouvement Laudon avait frustré son royal adversaire de son dessein. Celui-ci en vue de couper aux alliés la communication avec les montagnes avait prescrit l'occupation du camp de Kunzendorf, mais quand les colonnes prussiennes parurent sur les lieux elles trouvèrent la place prise et furent obligées de se rabattre sur la position de Bunzelwitz. Les 22 et 23, les Russes firent séjour sous prétexte de cuire le pain, le 24 ils vinrent camper sous Jaüer; nouveaux conciliabules, nouvelle entente : l'armée de Butturlin remplace le 25 à Hohenfriedberg les Autrichiens de Brentano qui occupent Striegau, les deux armées se trouvent réellement à portée l'une de l'autre; la jonction est enfin effectuée. Conformément à la décision du conseil de guerre, l'attaque de la position du roi de Prusse est décidée en principe, mais l'accord n'existe pas sur la distribution des rôles et sur les points d'assaut. Butturlin « passe la revue des Autrichiens en allant d'un bout à l'autre des deux lignes qui sont superbes, la cavalerie autrichienne est rentrée chez elle (a rejoint son armée) et l'on peut estimer entre 50 et 55.000 hommes le total de cette armée sous les armes ». Deux corps détachés couvrent les communications. Le 27, séjour; le 28, Laudon assiste au conseil des généraux

russes, mais le soir du même jour, ces derniers en tiennent un nouveau, cette fois particulier, à la suite duquel le projet d'attaque est abandonné; le 29, le quartier général est à Striegau.

L'appréciation de Mesnager (1) est pessimiste : « Je vois avec douleur que les Russes réfléchissent présentement sur la démarche où ils se sont insensiblement laissé conduire. Quand M. de Laudon paraît, un chacun le fête et est de son avis avant même qu'il l'ait proposé, mais il se tient tous les jours des conseils particuliers qui révoquent le soir ce qui a été promis le matin, enfin je ne crains point de vous l'annoncer, Monseigneur, la politique des Russes semble prendre le dessus et s'ils se battent, ce sera malgré eux. »

Quant à Frédéric qui s'était établi à partir du 20 août dans le camp retranché de Bunzelwitz (2), il est plein de confiance. « Les Russes, écrit-il au prince Henri, campent actuellement entre Striegau, Jaüer, Laudon à Fribourg et Kunzendorf. S'ils voudront m'attaquer ici j'espère qu'ils en saigneront bien du nez, ce qui, selon toute apparence, se fera entre ici et trois jours. »

La position dans laquelle s'était retiré Frédéric mérite une description détaillée : elle est connue sous le nom de camp de Bunzelwitz. Il était établi dans la région formée par les derniers contreforts des montagnes de la Silésie. C'était une succession de petites collines, couronnées de bois pour la plupart et séparées par des ravins arrosés de ruisseaux et par des terrains marécageux. Une ceinture de tranchées appuyée sur des redoutes et des ouvrages de campagne entourait un rectangle irrégulier comprenant les territoires de Jauernick, Zedlitz, Tschenchen, Neudorf, Teichenau et Bunzelwitz. En avant du front Zedlitz-Tschechen s'étendait un rideau d'arbres; un cours d'eau s'étalant en étangs et en marais formait un fossé naturel. Au centre, vers

(1) Mesnager à Choiseul, Striegau, 30 août 1761. Archives de la Guerre.
(2) Frédéric à Henri, Bunzelwitz, 23 août 1761. Corr. Pol. XX, p. 608.

Jauernick, un bois peu étendu couvrait les pentes et masquait les approches du plateau où se tenaient le parc de munitions et les réserves de l'armée royale. Du village de Neudorf, situé en dehors et au nord du camp, un ravin remontait vers le plateau ; pour en fermer l'accès on avait armé ses flancs d'ouvrages qui constituaient un angle rentrant dans la ligne défensive. Enfin, à Teichenau, à Bunzelwitz et à Jauernick on avait élevé en avant de la chaîne des fortifications intérieures des ouvrages avec glacis, armés de grosse artillerie. De Jauernick à Zedlitz, le terrain assez accidenté était défendu par une suite ininterrompue de redans protégés par une petite pièce d'eau et par une excavation remontant aux temps des guerres suédoises. Enfin, en arrière de la ceinture de cette partie du camp, s'élevait une petite hauteur, le Pfalfenberg, du sommet duquel on avait vue sur tout le plateau. Les diverses localités comprises dans le camp étaient cotées ; 258 mètres Jauernick, 255 Pfalfenberg, 224 Bunzelwitz, 263 Würben en face de Teichenau. De Bunzelwitz à Schweidnitz la distance n'était que de 5 kilomètres. Les deux points faibles de la position étaient les secteurs de la circonférence compris l'un entre Peterwitz, Neudorf et Ebersdorf, et l'autre entre Bunzelwitz et Jauernick, surtout le dernier. Si l'assaillant réussissait à percer les lignes et à se rendre maître du Pfalfenberg, il possédait la clef du camp retranché et il ne resterait au défenseur d'autre parti que de se retirer par Neudorf, Rothkirschdorf dans la direction de Zobten ou Schweidnitz.

Aux avantages naturels de son camp, le Roi avait ajouté ceux d'une fortification de campagne très complète ; les troupes prussiennes avaient construit de nombreuses flèches, des redoutes palissadées, creusé des tranchées et des batteries, dont le feu se croisait sur les fronts d'attaque. Dans l'ensemble, 191 canons de gros calibre avaient été tirés de la forteresse voisine de Schweidnitz, et si l'on comptait les pièces de régiment, l'armée royale disposait de

400 pièces pour résister à une attaque des alliés. Les villages enfermés dans l'enceinte fortifiée avaient été mis en état de défense et avaient chacun leur garnison permanente.

Examinons maintenant comment Laudon se proposait de s'emparer de la formidable position que nous venons de décrire. L'attaque serait fixée en principe au 27 août; les Autrichiens renforcés de 20 à 25.000 Russes, sous les ordres de Czernitchew, en seraient chargés. Comme mesure préparatoire, Brentano flanqué à gauche par les troupes légères russes de Berg, occupa le Brutenberg et le Spitzberg. L'aile gauche de l'armée russe s'appuya à Rohrstock et s'étendit par Hausdorf, Schwenitz et Schalwitz jusqu'au corps de Czernitchew qui formait leur aile droite. Les lignes autrichiennes s'établirent à partir de Mehnersdorf par Fröhlichsdorf, Polsnitz et Kunzendorf jusqu'à Bögendorf. Le 26 août Laudon rapprocha ses troupes de l'ennemi et rappela les 40 escadrons qui avaient été prêtés aux Russes. Les Prussiens, s'attendant à une attaque à tout instant, passèrent la nuit sous les armes. A la dernière heure Butturlin demanda 2 jours de répit pour cuire son pain et terminer l'installation de son camp; il posa en outre à son collègue autrichien sur la force du contingent qu'il aurait à fournir pour la bataille, sur les soins qui seraient donnés à ses blessés et sur les approvisionnements, des questions auxquelles il avait déjà été répondu. Enfin, Laudon à force de persévérance finit par vaincre les hésitations du maréchal russe; celui-ci accepta la date du 3 septembre pour l'assaut du camp royal; mais à peine cette décision fut-elle confiée au courrier de Vienne qu'il retira son assentiment. D'après le récit autrichien, la raison donnée par le général russe en présence de Fermor et de Galitzin, fut la crainte de voir échouer l'attaque sur la droite de l'armée royale, que celle-ci avait employé le temps écoulé depuis le 29 août à rendre inexpugnable. D'après l'historien Tempelhof,

Laudon en exigeant dans l'affaire une plus large participation de la part de l'armée russe, se serait heurté à la résistance des généraux russes et aurait empêché l'accord de se faire. Les incidents des derniers jours sont d'ailleurs relatés dans une dépêche de l'ambassadeur Chatelet au duc de Choiseul (1) dont les détails reproduisent évidemment le rapport officiel de l'état-major de Laudon : « L'attaque générale des retranchements du roi de Prusse avait été résolue dans un conseil de guerre tenu le 2 au matin, et fixée au lendemain 3, et M. de Butturlin qui s'était opiniâtrément refusé à y faire coopérer les forces entières de l'armée russe, était convenu que le corps de M. de Czernitchew composé d'environ 20.000 hommes, auquel on joindrait le corps de Brentano, qui serait renforcé jusques à 10.000 hommes, attaqueraient la droite du Roi de Prusse qui s'étend jusqu'à Zedlitz, et essayeraient même de le tourner par ses derrières, tandis que M. de Laudon avec la totalité de l'armée autrichienne attaquerait le centre de S. M. Prussienne à Jauernick et sa gauche à Wurben. En conséquence de cette résolution signée par les deux généraux, M. de Laudon était retourné à son quartier général pour y faire toutes les dispositions relatives; mais l'après-midi du même jour, il reçut un billet de M. de Butturlin qui le priait de se rendre de nouveau chez lui pour y conférer sur des objets fort importants. Il s'y rendit aussitôt et trouva ce général environné de M. de Galitzin et Fermor, et entièrement changé de sentiment. Il dit à M. de Laudon que plus il avait réfléchi sur la position du roi de Prusse, plus il avait reconnu le danger de l'attaquer, et qu'il paraissait moralement sûr qu'on ne réussirait pas dans la partie où M. de Czernitchew et de Brentano devaient faire leur attaque. Il ajouta que quand le reste de l'armée autrichienne parviendrait à déloger le roi de Prusse des re-

(1) Chatelet à Choiseul, Vienne, 7 septembre 1761. Affaires Étrangères.

tranchements qu'il avait construits à Jauernick, après une perte énorme, on n'en serait pas plus avancé si ceux de la droite de ce prince n'étaient pas emportés, puisque S. M. prussienne avait une nouvelle position à prendre sur les hauteurs de Wurben en arrière de Jauernick, tout aussi bonne que celle qu'il occupait maintenant, sans reculer pour cela sa droite, qu'il lui avouait qu'il n'avait pas assez de confiance dans la manière de manœuvrer des troupes russes, pour oser prendre sur lui de les charger d'une attaque aussi difficile; qu'elles étaient par leur nature beaucoup plus propres à défendre qu'à attaquer, et qu'enfin il voyait une certitude physique que la moitié des troupes qui seraient employées aux différents points d'attaque projetés y demeureraient et une certitude morale que cette perte énorme ne serait suivie d'aucun succès.

« Quand M. de Butturlin eut cessé de parler, MM. de Galitzin et de Fermor prirent la parole et renchérirent encore sur les périls de l'entreprise projetée et sur le peu d'apparence de réussite, en sorte que M. de Laudon ne put douter qu'ils ne fussent les auteurs du conseil qui avait fait changer si promptement de résolution le général russe; il tâcha inutilement de combattre leurs raisons et épuisa tous les tons possibles pour les persuader. Il employa même les reproches les plus vifs sur leur lenteur et leur inaction qui avaient donné le temps au roi de Prusse : 1° de gagner le camp qu'il occupait maintenant, en refusant d'exécuter la jonction à Jaüer; 2° celui de se retrancher et par là d'augmenter du double la difficulté qu'ils trouvaient maintenant à attaquer. Enfin il proposa à M. de Butturlin, pour dernier parti, de joindre encore 10.000 hommes d'infanterie au corps de M. de Czernitchew et de former 4 points d'attaque au lieu de 3, afin de diviser par là les forces et l'attention du roi de Prusse, et de rendre le succès moins problématique. Cette proposition fut entièrement rejetée par le général russe, qui demeura

inébranlable dans son sentiment. Alors M. de Laudon voyant qu'il n'y avait plus aucun espoir de l'amener à se battre, se borna à lui demander de lui dire d'une manière catégorique quels étaient donc ses projets ultérieurs, en l'avertissant que la rareté des fourrages ne permettait pas aux deux armées de faire un séjour fort long dans la position qu'elles occupaient, et qu'il était temps qu'il se décidât à prendre un parti. M. de Butturlin proposa au général autrichien de venir prendre sa place à Striegau, tandis que lui s'approcherait avec l'armée russe assez près de Schweidnitz pour bombarder cette place et mettre le feu aux magasins qui y étaient renfermés. M. de Laudon ne crut pas devoir se rendre à cette ouverture et représenta au général russe que ce projet qui ne mettait pas les deux armées plus en état de subsister dans les environs, était d'une exécution difficile, et ne produirait tout au plus que de brûler, sans fruit, et contre les lois de la guerre et de l'humanité, la ville de Schweidnitz, où il n'y avait pas d'apparence que le roi de Prusse eût maintenant de gros magasins, puisque son séjour près de cette place devait les avoir consommés pour la plus grande partie.

Alors le général russe en vint à la proposition du parti auquel il était sans doute résolu d'avance, et donna l'alternative à M. de Laudon ou de se retirer avec toute son armée, et de repasser l'Oder, ou de lui laisser le corps de M. de Czernitchew fort d'environ 15.000 hommes, infanterie, dragons ou cosaques, en exigeant par une clause expresse de cette dernière proposition, que M. de Laudon lui prêterait 40 escadrons de cavalerie autrichienne pour convoyer le reste de son armée jusqu'à ce qu'il fût derrière la Katzbach et à portée de repasser l'Oder, et s'engageant à descendre ce fleuve avec l'armée russe jusque vers Glogau, et à envoyer un corps jusqu'à Berlin, pour opérer une diversion. Le général autrichien, ne se

croyant pas suffisamment autorisé pour prendre sur lui l'acceptation ou le refus de l'alternative, a demandé le temps de dépêcher un courrier à sa Cour pour en recevoir des ordres, et c'est avec beaucoup de peine qu'il a obtenu de M. Butturlin la promesse d'en attendre le retour jusques au 7. »

Au conseil qui examina la proposition russe, il y eut quelque opposition basée sur la dépense qu'entraînerait l'entretien du corps de Czernitchew, mais après discussion et sur l'avis de Kaunitz, la coopération fut acceptée.

De son quartier général de Striegau, Butturlin écrivit (1) une lettre à Kaunitz en réponse aux félicitations (2) que celui-ci lui avait adressées sur la réunion des deux armées. Malgré tous ses efforts et tous les mouvements combinés avec Laudon, il avait été impossible d'amener l'ennemi à abandonner son camp retranché, et on ne pouvait rien entreprendre contre lui sans exposer les armées impériales à un désastre infaillible ou à la perte d'une bataille. D'autre part, le défaut de subsistances ne permettait pas de maintenir les deux armées ensemble, et il avait été décidé d'un commun accord de se séparer. Le maréchal, malgré ce fâcheux résultat, était prêt comme il l'avait toujours été à contribuer dans la mesure du possible au succès de la campagne; il tenait à rendre hommage au zèle et à la bonne volonté déployés par Laudon pour la cause commune. En même temps qu'au maréchal russe, Kaunitz (3) avait exprimé à Laudon son espoir de voir se réaliser les bons effets de la réunion depuis si longtemps désirée : « Son Excellence comprendra facilement que chacun ici vit entre la crainte et l'espérance et regarde les circonstances présentes comme

(1) Butturlin à Kaunitz, Striegau, 25 août (V. S.) 1761. Archives de Vienne.
(2) Kaunitz à Butturlin, Vienne, 31 août 1761. Archives de Vienne.
(3) Kaunitz à Laudon, Vienne, 31 août 1761. Archives de Vienne.

l'époque qui devra décider du résultat de la campagne et peut-être de la guerre. »

Contrairement à ce qu'on eût pu croire, Kaunitz (1) ne se montra pas déçu par les nouvelles de Silésie. L'entreprise était chanceuse, elle aurait coûté fort cher; l'ennemi avait eu le temps de se retrancher et croyait évidemment pouvoir repousser l'attaque. Peut-être, après tout, le refus de l'état-major russe était-il plus avantageux que fâcheux, d'autant plus que les Russes ne cherchaient à incriminer ni la cour, ni Laudon. Kaunitz se félicitait du détachement du corps de Czernitchew à l'armée de Laudon, il prévoyait la possibilité d'opérations en Basse-Silésie et contre Berlin et l'obligation pour l'ennemi d'évacuer la Silésie ou la Saxe.

Le Roi marque dans les quelques lettres écrites pendant son séjour au camp de Bunzelwitz la plus grande confiance ; sans doute il n'avait pu empêcher comme il l'aurait voulu, la jonction des armées alliées, mais il avait pris toutes les précautions possibles pour résister à une attaque qu'il croyait imminente; dans ces dispositions (2) il escomptait l'emploi de sa cavalerie pour achever la déroute des assaillants : « J'ai ici mon camp entre Würben et Striegau, mande-t-il à son frère (3); les Autrichiens et Russes m'ont presque entouré, leurs troupes légères infestent tous chemins, de sorte que les communications sont toutes interrompues. L'ennemi m'attaquera dans peu de jours; j'ai pris toutes les mesures imaginables pour le bien recevoir; pour peu qu'il s'opiniâtre, il peut perdre 30.000 hommes d'infanterie et se voir battre à plate couture. Mes ouvrages sont tous achevés, et je n'attends que le moment où l'action commencera. »

(1) Kaunitz à Laudon, Vienne, 6 septembre 1761. Archives de Vienne.

(2) Dispositions pour le cas où l'armée serait attaquée. Bunzelwitz, août 1761. Corresp. Polit., XX, p. 606.

(3) Frédéric à Henri, au camp, 5 septembre 1761. Corr., XX, p. 611.

Le projet d'attaque élaboré par Laudon avait été prévu pour une date aux environs du 22 août; il serait oiseux de discuter les chances de succès qu'il aurait présentées, mais il avait pour lui l'immense avantage de ne pas laisser aux Prussiens au moins 10 jours de répit, dont ils surent tirer un excellent parti pour leurs travaux de défense. Il fut soumis à Daun, et Montazet qui en eut connaissance (1) en fait l'éloge : « Il y a 4 jours que l'on attend ici la nouvelle d'une bataille en Silésie, M. de Laudon ayant mandé à M. le maréchal que les Russes l'avaient joint en se portant sur Hohenfriedberg et qu'on y avait tenu un conseil de guerre dans lequel il avait été décidé qu'on irait attaquer le Roi dans sa position de Jauernick. Il a été résolu en même temps que le gros de l'armée russe porterait son attaque entre Striegau et le bois appelé Nonenbuch sur l'aile droite de l'ennemi; que le corps de M. de Czernitchew en ferait une par le débouché de Puschkau derrière sa droite; que M. de Brentano gagnant d'avance la montagne de Pitchenberg, l'attaquerait en dos, et que M. de Laudon avec toutes ses forces réunies attaquerait entre Jauernick et Teichenau. Cette disposition est parfaitement bonne, et n'a pu être faite que par quelqu'un qui connaît bien le pays ; mais plus elle est compliquée, plus il faut de temps et d'art pour l'exécuter. Plus elle est dangereuse pour le roi de Prusse, plus je suis persuadé qu'il ne s'exposera pas à être détruit sans nécessité. Je crois donc fermement qu'il n'y aura pas de bataille, parce que le mouvement préliminaire à l'action doit être fait un jour d'avance, et que le roi de Prusse peut en quatre heures prendre derrière la Schweidnitz une bien meilleure position que celle qu'il a aujourd'hui. Je suis en même temps persuadé qu'il l'aurait déjà

(1) Montazet à Choiseul, sous Dresde, 30 août 1761. Archives de la Guerre. Ce que dit Montazet du plan d'attaque confirme la version de la participation de toute l'armée russe à la bataille.

prise s'il n'avait voulu nous faire perdre du temps et s'il n'avait calculé plus d'une fois celui qu'on est à faire des dispositions pour l'attaquer. Tout cela me confirme de plus en plus qu'il n'y aura rien d'intéressant en Silésie. Je vois même par la consommation énorme que fait l'armée russe qui se croit au cabaret sans devoir payer, qu'on ne sera pas longtemps à la congédier, puisque l'Impératrice n'est pas en état de la faire subsister. »

Un officier de l'armée de Laudon (1) donne sur la coopération possible des deux armées des appréciations qui se rapprochent de celles de Montazet.

« Après être joint avec l'armée entière des Russes vous serés surpris sans doute, qu'avec une si grande supériorité nous ne tentions rien contre l'ennemi, quoique nous n'en soyons éloignés qu'une lieuë, et que nos postes avancés se touchent ; mais cette surprise cesserait bien vite, si vous connoisiés aussi bien que nous, l'état et les arrangements des Russes. On ne sçauroit s'imaginer quelque chose de plus mauvais. Nous sommes obligés de leur fournir tous les jours 180.000 portions de nos propres magazins, et nous payons trois kreutzers par jour à chaque soldat, car ils manquent de tout, outre cela nous devons leur soigner encore les rations nécessaires. Réflechissés je vous prie sur tout ceci : voler, piller, et sacager, voilà leurs uniques occupations et toutes les peines de notre digne chef pour empêcher ces désordres, sont inutiles ; la généralité répond, qu'il est impossible de retenir le soldat, et celui dit que c'est leur façon de faire la guerre dans un païs ennemi, et qu'ils ne connoissent point d'autre. Vous pouvés conclure aisément de tout ceci que nous ne pouvons nous soutenir longtemps ici sur ce pied, devant bientôt manquer de tout.

« Le roi de Prusse occupe un camp que la nature et l'art

(1) Extrait d'une lettre d'un officier de l'armée de Laudon, 8 septembre 1761. Record Office.

ont fortifié de telle façon qu'il est impossible de l'attaquer avec quelque espérance de succés, fussions-nous une fois plus forts que nous ne sommes, je doute donc que nous n'aurons pas une bataille, surtout lorsque ce n'est pas le grand nombre qui décide, mais...................... vous me comprenés bien, et pour nôtre malheur ceci nous manque aussi bien que l'harmonie. »

A l'heure à laquelle le roi de Prusse écrivait à son frère, la séparation des alliés était chose décidée : Elle s'accomplit le 9 septembre ; ce soir-là, les Russes commencèrent leur marche vers l'Oder escortés par le général Beck avec 5 régiments de cavalerie. Czernitchew campa à la gauche des Autrichiens près de Freiburg ; Brentano retourna à Hohenfriedberg. Le lendemain, toute la droite abandonna la plaine pour prendre place sur les hauteurs de Kunzendorf-Bögendorf, la cavalerie resta en bas près de Zirlau et Draskowich recula jusqu'à Wartha et le Silberberg pour surveiller les défilés. Le 11 septembre, le roi détacha le général Platen avec 7.000 hommes pour inquiéter la marche des Russes et détruire leurs magasins. Ce ne fut cependant que le 26 que Frédéric quitta les environs de Schweidnitz pour ceux de Neisse où il campa le 29. Il y fut suivi par Draskowich et Bethlem qui devaient s'opposer à une incursion prussienne en Moravie.

Au dire de Mesnager (1), l'attaché français à l'armée russe, l'état-major de Butturlin cherchait à masquer leur retraite « de magnifiques projets dont l'exécution paraît plus analogue à nos désirs. Breslau, Glogau, Francfort, Berlin, Custrin, Colberg, la Poméranie, les quartiers d'hiver, voilà bien des points de vue ; sous deux jours l'on saura peut-être à quoi s'en tenir ainsi que la route rétroactive de M. de Butturlin........... La postérité aura peine

(1) Mesnager à Choiseul, Striegau, 7 septembre 1761. Archives de la Guerre.

à croire ce qui s'est passé en tout genre à l'armée russe depuis quelques jours, je laisse aux habiles peintres à donner les ombres proportionnées au tableau, la plume m'échappe des mains et je les lève vers le ciel ». Montazet donne des renseignements (1) plus précis : « Elle (l'armée russe) doit se porter vers Glogau pour le bombarder ; de là sur Francfort, ensuite sur Berlin, et finalement en Poméranie pour se rejoindre au corps qu'y commande M. de Roumansoff. Voilà les vastes projets que les Russes ont faits en partant de Silésie qui, selon moi, ne seront exécutés qu'en partie, bien persuadé qu'ils ne bombarderont ni Glogau ni Berlin. M. de Czernitchew à qui l'on a laissé dix régiments d'infanterie, deux de dragons, un de uhlans et un de hussards, le tout faisant environ 20.000 hommes, doit rester avc M. de Laudon jusqu'à la fin de la campagne, où l'on doit alors l'escorter jusqu'à Posen ; d'ici là, l'on doit par convention expresse lui fournir de tout, et lui donner même deux cent mille roubles d'avance, il est même stipulé dans l'accord qui unit ce corps russe aux autrichiens pour le reste de la campagne que dans le cas où les forces de l'Impératrice se porteraient en Saxe, les Russes repasseraient l'Oder ; par conséquent, voilà qui prouve le peu de désir qu'on a à Vienne de travailler à la seule besogne raisonnable, et selon moi, l'inutilité des nouveaux soins qu'on va se donner sans doute pour prendre la Silésie. »

La cour de Vienne avait en effet concentré tous ses efforts sur l'armée de Laudon. Celle de Saxe manquerait bientôt de subsistances. Daun se plaint amèrement ; « il s'étendit d'ailleurs sur la façon dont il était traité personnellement et je vis que son amour pour M. le comte de Kaunitz ne s'était point affaibli ».

(1) Montazet à Choiseul, sous Dresden, 12 septembre 1761. Archives de la Guerre.

En attendant l'exécution des grandes opérations projetées par l'état-major russe, la retraite s'était effectuée sans incident; le départ avait été précédé d'une dernière visite de Laudon; « l'extérieur de cette séparation, constate Mesnager (1), dévoile ni confiance ni regret »; la marche avait été parfaitement tranquille, « pas un hussard prussien ne nous a fait l'honneur de nous suivre », mais « les excès en tout genre deviennent très fréquents, la Silésie se souviendra longtemps de l'apparition des Russes ». Le 16 septembre, on effectua la traversée de l'Oder et on apprit l'exploit du général Platen qui avait rempli avec succès la mission dont le Roi de Prusse l'avait chargé; il avait enlevé et détruit un important magasin à Goslin, battu l'escorte et capturé le brigadier Cherepow, près de 2.000 hommes et 7 canons, délivré des prisonniers prussiens et brûlé un grand nombre de voitures; il avait continué ses dévastations autour de Posen et gagné Landsberg où il était arrivé le 22, non sans quelque opposition des cosaques de Berg qui l'avaient devancé et avaient brûlé le pont sur la Wartha. Platen jeta sur la rivière un pont de bateaux, séjourna 3 jours dans la ville à l'effet de donner quelque repos à ses troupes et en repartit le 25 pour courir à l'aide du prince de Wurtemberg qui était aux prises avec Romanzow devant Colberg. Ce raid de 350 kilomètre (2) en 10 jours lui avait coûté, d'après Mesnager, force chevaux, traînards et chariots; par contre, il avait porté la perturbation dans les opérations des Russes et les avait obligés à renoncer faute de subsistances à tout mouvement sur Berlin et sur la vieille Poméranie.

Entre temps, les hostilités avaient été suspendues en

(1) Mesnager, Journal de l'armée Russe. 19 septembre 1761. Archives de la Guerre.

(2) Frédéric à Finckenstein, Pilzen, 26 septembre 1761. Corr. Polit., XX. p. 628.

Silésie, comme l'écrivait ironiquement Montazet (1). « Le corps russe sous M. de Czernitchew se repose de ses fatigues avec l'armée de Laudon et jusqu'ici il ne transpire rien de ce que ses forces réunies doivent faire. » Ainsi que nous l'avons dit, jusqu'au 26 septembre Frédéric ne bougea pas de Bunzelwitz; il leva alors son camp et se porta sur l'Ohlau où il s'établit le 29 à Gross-Nossen. Il considérait la campagne comme terminée et prenait ses dispositions pour les quartiers d'hiver et pour son retour en Saxe au courant du mois d'octobre, quand il fut brusquement troublé dans sa quiétude par la nouvelle de la prise de Schweidnitz que Laudon avait enlevé par escalade dans la nuit du 1er octobre. Laudon avait gardé le silence le plus absolu sur l'entreprise qu'il projetait contre cette place, il ne l'avait confiée qu'à l'empereur. Par lettre du 28 septembre, il avait proposé à la cour de Vienne de renvoyer en Saxe les 29 bataillons et 78 escadrons qui étaient venus le renforcer, au début de la campagne; il avait suggéré, pour le cas où les Prussiens ne laisseraient en Silésie qu'un corps de 20.000 à 25.000 hommes, de faire un second envoi de 20 autres bataillons avec un contingent proportionnel de cavalerie; il s'était offert pour prendre le commandement de ce dernier détachement. Un ordre de cabinet du 2 octobre (2) avait accepté la première proposition, mais avait ajourné à une date ultérieure la décision à prendre sur le deuxième renvoi et sur la désignation du général qui commanderait les troupes.

Ce même jour, 28 septembre, Daun avait demandé à renforcer ses forces de 45.000 hommes, prélevés sur l'armée de Silésie, qui seraient employés à occuper la Lusace, Freyburg, à s'étendre dans la région des Erzgebirge et

(1) Montazet à Choiseul, sous Dresden, 19 septembre 1761. Archives de la Guerre.

(2) Cabinet Schreiben an Laudon, Vienne, 2 octobre 1761. Archives de Vienne.

à resserrer les cantonnements ennemis. En réponse (1) la cour lui avait accordé une satisfaction partielle, mais avait refusé le chiffre de 45.000 comme trop élevé. Un prélèvement aussi fort exposerait le comté de Glatz et peut-être la Moravie au danger des incursions prussiennes. Bref, Laudon aurait à lui rendre de suite les 29 bataillons et 78 escadrons empruntés à l'armée de Saxe et plus tard si le roi de Prusse réduisait ses forces suffisamment, un second détachement de 20 bataillons et un contingent correspondant de cavalerie.

La nouvelle de la prise de Schweidnitz ne modifia (2) ces instructions qu'en subordonnant leur exécution à l'intérêt supérieur de la conservation de la forteresse conquise. En fait, les renforts pour la Saxe ne se mirent en marche que le 20 octobre et encore furent-ils arrêtés partiellement en Lusace (3) où Beck reçut une augmentation de 5 régiments d'infanterie et deux de cavalerie.

La ville de Schweidnitz, située sur la rive gauche de la petite rivière du Weistritz ou Schweidnitz Wasser, était une place de second ordre. Devenu maître de la Silésie, Frédéric avait ajouté aux murailles de la ville quelques ouvrages extérieurs que les Autrichiens pendant leur occupation en 1757, les Prussiens après leur réoccupation en 1758, avaient successivement agrandis. A l'époque de l'assaut que nous allons raconter, la place ou plutôt le camp retranché de Schweidnitz avait pour principale défense une ceinture de forts et de redoutes reliés par une double ligne de retranchements en terre. Un espace libre s'étendait entre cette enceinte et la ville; cette dernière était entourée d'un mur à tours carrées qu'on

(1) Cabinet Schreiben an Daun, Vienne, 2 octobre 1761. Archives de Vienne.

(2) Cabinet Schreiben an Laudon, Vienne, 10 octobre 1761. Archives de Vienne.

(3) Montrozard à Choiseul, Freyburg, 30 octobre 1761. Archives de la Guerre.

avait appuyé d'un terrassement. Les forts, bâtis sur le même modèle, étaient ouverts à la gorge, et bien que pourvus de fossés ne possédaient que des escarpes de 10 à 12 pieds et n'étaient pas par conséquent à l'abri d'une escalade. Les moyens de communication entre les ouvrages extérieurs et entre ceux-ci et la ville étaient très imparfaits et n'assuraient pas la retraite des défenseurs. Pour compenser ces défauts, pour garnir les points exposés, pour servir les 240 bouches à feu de la place, il eût fallu une garnison suffisante et un fort appoint de canonniers; or, le gouverneur Zastrow avait à sa disposition 5 faibles bataillons d'infanterie, une compagnie d'artillerie réduite par les détachements à 83 hommes; y compris 150 cavaliers, l'effectif des combattants n'atteignait que 2.436 hommes. Le général de Zastrow, qui exerçait la charge de gouverneur depuis 1758, brave militaire, avec de beaux états de service, encore très valide, possédait la confiance de son maître et semblait la mériter. Depuis le départ de l'armée royale, il s'attendait à une tentative contre l'un des ouvrages avancés, tout au moins à l'ouverture d'une première tranchée. Conformément aux ordres, la garnison prussienne était sous les armes, et aux postes désignés à 5 h. le 30 septembre; chacun des commandants des quatre forts à la tête d'un détachement de 270 hommes avait reçu ses instructions pour le cas d'une attaque : les soldats devaient avoir le fusil à la main et les officiers d'état-major avaient mission de faire des rondes, de surveiller les patrouilles et de s'assurer que tout le monde était sur le qui vive. Afin de se rendre compte des mouvements de l'ennemi, les dragons et hussards attachés à la garnison avaient ordre d'éclairer les environs, de placer des vedettes, de pousser de petites reconnaissances; à la première rencontre d'une troupe ennemie, ils devaient en tirant des coups de cara-

bine donner le signal de l'alarme. Enfin, tout ce qui n'était pas affecté aux forts détachés, à l'enceinte extérieure, à la garde des prisonniers autrichiens enfermés dans le Wasser fort de l'autre côté de la rivière, constituait une réserve d'un peu plus de 400 hommes et était consacré à la défense du corps de la place. Zastrow lui-même se tenait près du Bögen Thor dans un point central.

De son côté, Laudon avait combiné son attaque avec beaucoup de soin et de précision. Il organisa quatre colonnes d'assaut, fortes chacune de 5 bataillons, d'un escadron de dragons et de détachements d'artillerie et du génie. Sur l'effectif des bataillons, environ 300 hommes étaient affectés au transport des échelles et aux divers travaux que nécessiteraient l'assaut et la prise de possession. Le général Amodei en avait la direction supérieure.

En plus des 4 attaques dirigées contre les forts Galgen, Jauernick, Garten et Bögen, le général Jahnus devait exécuter une démonstration du côté du Wasser fort et détourner l'attention de la garnison. Laudon allait entreprendre sa tentative audacieuse avec environ 15.000 hommes, moitié pour la mêlée, moitié en soutien. Le corps russe de Czernitchew fournissait pour l'assaut un contingent de 800 hommes.

Vers 2 heures du matin le 1er octobre, les assaillants étaient massés sur la route de Striegau et devant les villages de Subischdorf, Schönbrunn et Bögendorf; Laudon se tenait de sa personne à Schönbrunn. L'approche de la place s'effectua sans attirer l'attention de la garnison; elle fut favorisée par la nature du terrain. Profitant des ondulations de la plaine cultivée et dissimulés par les constructions assez nombreuses qui entouraient la ville, les Autrichiens purent se glisser jusqu'au glacis sans être aperçus. Un service de patrouilles de cavalerie avait été organisé par le général Zastrow, mais les pelotons

peu nombreux chargés de ce service s'acquittèrent mal de leur besogne et ne donnèrent pas le signal d'alarme. Tout était donc tranquille quand à 2 heures et demie un coup de feu parti du Bögen fort donna l'éveil. L'attaque des forts qui devait être simultanée d'après les instructions de Laudon, ne fut que successive, les difficultés d'accès et l'obscurité de la nuit retardèrent la marche de quelques-unes des colonnes; mais elles furent bientôt en ligne et 3 heures n'avaient pas encore sonné que le combat s'engageait sur toute la périphérie.

Les Prussiens faisaient bonne garde; dès les premiers coups de fusil ils coururent aux remparts, lancèrent des boîtes à feu et ouvrirent le feu contre l'ennemi qui avait envahi le chemin couvert. Le fort de Bögen tourné par la gorge, escaladé du fossé dont une grande partie n'était pas défilée, tomba aux mains de l'assaillant, ce fut l'affaire d'une demi-heure; l'explosion d'un magasin de poudre dont il avait fallu enfoncer la porte coûta la vie à bon nombre de combattants, mais n'arrêta pas l'élan des Autrichiens. Après s'être emparés des autres défenses extérieures et de l'enceinte qui reliait les forts, ceux-ci se portèrent à l'escalade des murs de la ville de Schweidnitz, dont les portes étaient fermées.

Zastrow, avec le commandant du génie, le major de la place et quelques officiers, s'était posté depuis dix heures auprès de la Bögen Thor. Il fit de son mieux pour tirer parti des 4 à 500 hommes qui constituaient sa faible réserve; la première tentative pour poser les échelles fut repoussée, mais il restait des espaces de 50 à 60 pas où, faute de monde, la résistance était nulle. Les Autrichiens pénétrèrent dans la ville de tous les côtés et ouvrirent les portes à leurs camarades. Zastrow fut pris avec une poignée de soldats qui faisaient encore le coup de feu.

La prise du Garten fort avait précédé celle de la ville; il n'en fut pas de même des Järnick et Galgen forts qui

résistèrent énergiquement et où les premiers assauts furent repoussés avec perte.

Quant au Wasser fort contre lequel Laudon n'avait dessiné qu'une fausse attaque, il succomba aussi. Les 4 à 500 prisonniers autrichiens qui y étaient enfermés désarmèrent les 48 Prussiens chargés de leur garde et ouvrirent les portes aux Croates de Jahnus. A 5 h. 1/2 du matin, le combat avait cessé et Schweidnitz était au pouvoir de l'armée impériale.

L'affaire coûta aux Autrichiens 63 officiers et 1.396 soldats tués, blessés ou disparus; aux Russes 97 officiers ou soldats. La perte de la garnison fut estimée à 800 hommes. Le vainqueur, en plus des prisonniers (1), s'empara de 25 drapeaux, de 222 bouches à feu et d'une quantité considérable de munitions.

Frédéric très sévère, comme on le sait, pour ses généraux malheureux, commença par féliciter Zastrow de sa belle défense, puis il se ravisa et le fit comparaître après la guerre devant un conseil de guerre avec les deux officiers de cavalerie et le major de la place. Ce dernier fut acquitté, mais Zastrow fut condamné à deux ans de forteresse, les subalternes à des peines inférieures; ni l'un ni les autres ne perdirent leur grade dans l'armée.

Des dépositions des témoins (2) devant le conseil de guerre, il ressort clairement que si le gouverneur peut être accusé de quelques fautes d'omission, la cause déterminante de la chute de la place fut la faiblesse des effectifs de la garnison et notamment des artilleurs, eu égard au périmètre de la forteresse et au nombre des canons à servir.

(1) D'après Janko, le nombre des prisonniers s'éleva à 3.351 militaires officiers et soldats. Les procès-verbaux du conseil de guerre ne parlent que de 2.436 sous les armes. Même en ajoutant les malades, ou indisponibles, l'écart est considérable.

(2) Franz Wachter, *Acten des Kriegsgerichts von 1763*, Breslau, 1897.

Il est à remarquer que les soldats de la garnison quoique composée en bonne partie de déserteurs ou de prisonniers autrichiens se comportèrent bravement, à de rares exceptions près. Cependant, il y avait eu de la désertion au cours des jours qui précédèrent l'assaut et on affirme que les colonnes autrichiennes avaient des transfuges (1) pour guides ; d'ailleurs la localité était bien connue, bon nombre des officiers de Laudon ayant fait partie de la garnison lors de l'occupation autrichienne en 1757.

Marie-Thérèse se montra reconnaissante à l'égard des vainqueurs de Schweidnitz. Laudon reçut la grand'croix de l'ordre de Thérèse en brillants et peu de temps après le portrait de l'Impératrice, encadré de diamants avec autorisation de le porter; les principaux officiers qui avaient pris part à l'affaire furent avancés en grade et une gratification en argent fut accordée aux soldats qui avaient obéi aux ordres interdisant le pillage. « La seule chose que j'apprends avec peine à l'occasion de ce glorieux exploit, écrit l'Impératrice à Laudon (2), c'est que la plus grande partie de mes troupes en dépit de votre défense et de vos efforts, a pris part au pillage. »

La prise de Schweidnitz vint fort à propos relever le prestige de Laudon, très compromis par les piètres résultats de la campagne de Silésie : « Voilà son héros (de Kaunitz) M. de Laudon culbuté, voilà au pinacle à Vienne son ennemi capital le maréchal Daun », avait écrit Montazet (3), huit jours avant la surprise du 1er octobre.

La première pensée du roi en apprenant la fâcheuse nouvelle, fut de reprendre la forteresse perdue avant la fin de l'année, mais il n'était pas assez fort avec ce qui lui restait de troupes pour une pareille tâche; il écrivit

(1) W. Edlm von Janko, *Laudon's Leben*, Wien, 1869.

(2) Lettre citée par Arneth, VI, p. 248.

(3) Montazet à Choiseul, sous Dresde, 23 septembre 1761. Archives de la Guerre.

donc (1) à Platen de venir le rejoindre en Silésie aussitôt qu'il aura dégagé le prince de Wurtemberg et fait lever le siège de Colberg, il comptait sur son arrivée pour le 20 du mois. « Le général Platen ne pourra, écrit le Roi (2) à Grant, gouverneur de Neisse, guère nous arriver avant le 22 ou le 23 de ce mois... en attendant je marcherai demain et me tiendrai avec mon armée aux environs de Strehlen, jusqu'à ce que le général Platen s'approchera de nous. » Le lendemain 6, son quartier général était transféré à Strehlen où il demeura jusqu'au 8 décembre. Nous pouvons l'y laisser pour nous occuper des mouvements des Russes en Poméranie et du siège de Colberg, qui prenait une tournure fâcheuse pour la cause royale.

Le prince de Wurtemberg, venu du Mecklembourg où il avait hiverné, arriva à Colberg au commencement de juin. En comprenant le détachement de Werner et le renfort que lui avait amené de Glogau le général Thadden il réunit sous ses ordres 16 bataillons et 20 escadrons, soit environ 12.000 hommes. Le brave colonel Heyde, qui avait repoussé victorieusement les tentatives des années précédentes, était toujours gouverneur de la place avec une garnison de 4 bataillons. Le 23 juin, Romanzow déjà parvenu à Coslin, grâce à un prélèvement sur le corps de Tottleben, comptait sous ses ordres environ 11 à 12.000 combattants et devait être rejoint par l'escadre de l'amiral Polänski qui avait à bord une artillerie nombreuse et 3.000 hommes de débarquement; mais les vaisseaux russes retardés par des vents contraires ne firent leur apparition que dans les premiers jours d'août. Romanzow prit position à Körlin sur la Persante.

La place de Colberg, ainsi que nous l'a appris le récit des

(1) Frédéric à Platen, Gross-Nossen, 3 octobre 1761. Corr. Polit., XXI, p. 7.

(2) Frédéric à Grant, Gross-Nossen, 5 octobre 1761. Corr. Polit., XXI, p. 11.

deux premiers sièges, est entourée de tous les côtés par des prairies qui, pendant la mauvaise saison, se transforment en marais à peu près impraticables. A portée de canon de l'enceinte, s'élève une rangée de collines à faible relief traversée par la Persante et par la grande route de Treptow et de Stettin. A l'abri de ces hauteurs, à mi-côte, le prince de Wurtemberg avait tracé son camp retranché au sud-ouest de la forteresse, la droite appuyée à la rivière, la gauche à un marécage qui séparait du littoral le faubourg de Bullenwinkel. Les deux lignes du camp étaient formées de 11 ouvrages fermés, à portée de fusil l'un de l'autre, et reliés par des tranchées faisant fonction de courtines. Une inondation d'une profondeur de près de 4 mètres rendait les approches inabordables du côté de Bullenwinkel. On s'était servi des ruisseaux qui traversent les bois de Badenhagen et du Stadtwald jusqu'à la mer pour noyer l'accès du front, la route de la plage qui conduit de Badenhagen à Colberg avait été coupée par deux retranchements dont l'un, la Sternschange, était fermé. Enfin, lors de l'approche des Russes, on éleva sur une hauteur en avant de la droite du camp un ouvrage qui reçut le nom de la Redoute verte, mais qui ne fut pas achevé. Cet ensemble se complétait par des palissades, des sauts-de-loup, des fossés, et constituait un obstacle redoutable. Pour maintenir les communications avec Stettin, dont les Prussiens tiraient leurs approvisionnements, le général Werner fut détaché sur la rive gauche de la Persante avec le gros de la cavalerie qui y fut cantonné et protégé par quelques fortifications de fortune.

Le 22 août, Romanzow fit son apparition devant la place; le 24 les vaisseaux et convois de Palänski mouillaient sur la rade, ils furent rejoints le 27 par l'escadre suédoise de 14 bâtiments. Aussitôt son parc d'artillerie reçu, Romanzow prit position le 4 septembre à portée

de canon des lignes prussiennes, entre Ströpsock et Wobrodt avec son quartier général à Zermin. Le 6 septembre, les Russes ouvrirent le feu de leurs batteries, jetèrent des ponts sur la Persante et repoussèrent la cavalerie de Werner sur l'autre rive. Déjà la situation dans le camp prussien devenait pénible; sous la tente qui ne donnait contre la pluie et les premiers froids qu'un abri insuffisant, à court de bois pour se chauffer et faire leur cuisine, les soldats étaient réduits à se creuser des logements où ils souffraient de la saleté et de la vermine. Les arrivages en provisions de bouche et surtout les fourrages répondaient à peine aux besoins.

Désireux de se donner de l'air et d'obtenir plus de facilités pour nourrir sa cavalerie, le prince de Wurtemberg se décida à détacher le général Werner avec 2.000 dragons et hussards, 300 fantassins et 3 canons dans la direction de Greifenberg, sur la Rega, où il se rencontrerait avec un parti de cavalerie envoyé par Belling et agirait sur les derrières de Romanzow. Werner arriva à Treptow dans la nuit du 11 au 12 septembre, et se croyant sans danger d'une attaque des Russes, cantonna ses troupes dans la ville et dans les villages des environs. Ce manque de précautions lui coûta cher.

Romanzow, prévenu du départ de Werner, expédia à sa poursuite le général Bibikoff avec ce qu'il put réunir de cavalerie, 4 bataillons et 6 pièces. Couverts par un brouillard épais, les Russes parvinrent à Treptow dans l'après-midi du 12, sans avoir été signalés. Werner surpris commença sa retraite; pendant qu'il cherchait à rallier son monde, il tomba aux mains de l'ennemi avec son infanterie. Les escadrons prussiens firent de leur mieux, mais furent obligés de se retirer jusqu'à Nougard où ils trouvèrent les 400 hussards de Belling. Bibikoff laissa une garnison à Treptow et regagna avec le reste de ses forces le camp de Romanzow.

Entre-temps, ce général avait poussé avec énergie ses opérations contre le camp retranché; le 13 septembre, le colonel prussien Corbière fut forcé d'évacuer la forêt du Stadtwald où les Russes édifièrent une chaussée sur laquelle ils installèrent une batterie. Le 16, il y eut une canonnade générale au cours de laquelle les vaisseaux de guerre et les batteries de terre croisèrent leur feu contre les ouvrages prussiens. L'assaut fut commandé pour la nuit du 18, contre la « Verbaekschange » et la Redoute verte. Seul, le premier ouvrage fut enlévé avec sa garnison de 200 hommes; une seconde tentative dans la nuit du lendemain fut plus heureuse, mais la Redoute verte ne resta pas longtemps entre les mains des assiégeants; elle fut reprise par les Prussiens. Les Russes revinrent à la charge et il s'engagea pour la possession de l'ouvrage un combat sanglant qui dura toute la nuit et qui aurait coûté aux Russes 2.850 hommes (1) et aux Prussiens 539. Romanzow dut renoncer à l'idée d'emporter de vive force le camp retranché.

La résistance des soldats du prince de Wurtemberg était d'autant plus méritoire qu'à en croire des témoins dignes de foi, leur qualité laissait fort à désirer. En parlant de l'affaire de Treptow à Paulmy, l'ambassadeur français à Varsovie, Caulaincourt, s'exprime ainsi (2) : « Il est constant que la désertion continue à peu près autant qu'il est possible et que les prisonniers que l'on a ramenés aujourd'hui ne ressemblent guère aux Prussiens du commencement de cette guerre. Je n'ai été que trop malheureusement (3) à portée de savoir positivement que hors

(1) Chiffres donnés par Schäffer, *Geschichte der Siebenjährigen Kriegs*, vol. II.

(2) Caulaincourt à Paulmy, Zermin, 13 septembre 1761. Archives de la Guerre.

(3) Caulaincourt, alors attaché à l'armée suédoise, était resté prisonnier des Prussiens pendant quelque temps.

les bataillons de grenadiers qu'a M. le prince de Wurtemberg, le reste est au moins composé d'une bonne moitié de gens forcés, la plupart sous mes yeux, de toutes sortes de nations. »

La place de Colberg résistait toujours. Caulaincourt qui était venu au quartier général de Romanzow pour concerter une action commune entre Russes et Suédois, n'avait guère de succès ; l'amiral Polänsky déclarait (1) ne pouvoir rester plus de 15 jours devant Colberg. Le 26, on apprit au quartier général russe (2) que Platen était à Landsberg, Dolgorouki et Berg à Driesen, aussi qu'un détachement suédois était à Kammin et avancerait sur Treptow si les Russes voulaient envoyer à leur rencontre. Cette dernière proposition échoua par suite du manque d'entente entre les alliés, mais du côté de la grande armée russe l'envoi de secours fut plus efficace.

Depuis la défaite de Werner, les communications avec Stettin étaient interceptées, la disette se faisait de plus en plus sentir au camp, aussi Wurtemberg attendait-il avec impatience l'arrivée de Platen. Celui-ci avait quitté Landsberg le 25 septembre, il rallia le 27 à Freuerwalde la cavalerie que Masson avait ramenée de Treptow et après quelques hésitations inspirées par les mouvements russes, s'empara le 30 septembre de Körlin sur la Persante où il enleva un poste russe. Presque cerné par Dolgorouki et par d'autres détachements en route pour renforcer le corps de Romanzow, Platen ne se crut pas en force pour attaquer ce dernier comme il en avait eu le projet, il dirigea donc sa marche sur le camp de Wurtemberg, et après un heureux combat au défilé de Spie, effectua sa jonction avec le prince le 2 octobre. Ce renfort porta les forces prussiennes à

(1) Morett à Choiseul, Zermin, 20 septembre 1761. Archives de la Guerre.

(2) Morett à Choiseul, Zermin, 27 septembre 1761. Archives de la Guerre.

environ 18.000, chiffre encore inférieur à celui des Russes qui grâce à l'arrivée de Dolgorouki en comptaient 20.000, mais cet écart fut bientôt compensé par le départ des deux escadres, au commencement d'octobre. Dans les deux camps, les privations croissaient chaque jour, les cosaques venaient mendier du pain aux avant-postes prussiens.

De part et d'autre, l'inaction était complète ; l'attaché militaire Morett(1) rend compte des intempéries : vent, neige et pluie ; de la disette de grains et fourrages; du départ de la flotte russe le 8; Dolgorouki est mort de blessures, pas un coup de canon n'a été tiré depuis 3 jours. Platen, pour mettre fin à la démoralisation qui s'emparait des troupes, proposa à son chef de renforcer la garnison de Colberg, puis d'évacuer le camp à l'effet de se concerter avec le duc de Bevern gouverneur de Stettin pour la levée du siège. Wurtemberg accepta d'abord, puis sur le conseil du général Thadden revint sur sa première décision. Platen partit donc seul, sa sortie eut pour premier résultat de rouvrir momentanément les communications avec Stettin et de permettre l'arrivée d'un convoi de 150 voitures.

Vers cette époque, Frédéric croyait (2) encore au départ prochain de Romanzow, à la retraite de Butturlin derrière la Vistule et à la possibilité du retour de Platen à l'armée de Silésie. Il ne se rendait pas compte de l'effet produit sur la cour de Russie et sur l'état-major russe par la prise de Schweidnitz. Cet événement réveilla l'énergie très assoupie de Butturlin. Le quartier général fut transféré à Driesen, puis à Dramburg en Poméranie ; Fermor avec sa division de 8.000 hommes dut se porter de Arnswalde à Regenwalde pour appuyer les troupes légères de Berg.

(1) Morett à Choiseul, Zermin, 11 octobre 1761. Archives de la Guerre.
(2) Frédéric à Platen, Strehlen, 17 et 20 octobre 1761. Corr. Polit., XXI.

A la suite de ces mouvements les Prussiens avaient subi des échecs partiels; un grand convoi de 500 à 600 voitures destiné à ravitailler Colberg en vivres et en munitions, fut attaqué par Berg près de Gollnow et dut rétrograder sur Damm avec pertes. D'autre part, un détachement prussien fut cerné et pris le 16 octobre dans les environs de Greiffenberg. Ém③u de ces incidents fâcheux, le prince de Wurtemberg donna ordre à Platen de refouler Berg et de rouvrir les communications avec Stettin; à cet effet il le renforça de 5.000 hommes et de 19 canons.

Conformément à cette instruction, Platen gagna Treptow le 17 ; en route il eut connaissance de l'approche de Fermor, il en avertit son chef et lui renouvela sa proposition d'abandonner le camp et de mettre en campagne tout le corps prussien. Wurtemberg ne voulut rien entendre et confirma ses ordres. En conséquence, Platen continua sa marche tout en renouvelant ses avis sur les dangers auxquels il serait exposé. Le 20, il atteignait Schwanteshagen sur la route de Gülzow à Gollnow; il y fit reposer ses hommes fatigués par les pluies incessantes et par les chemins détrempés, et détacha le colonel Corbière dans la direction de Gülzow. Ce détachement fut surpris par les Russes qui firent prisonniers le colonel et 1.000 hommes.

Fermor et Berg qui s'étaient rejoints à Naugard avaient gagné de concert Gollnow; ils devaient s'y heurter contre Platen qui y était arrivé le 21 pour protéger le convoi. L'attaque russe eut lieu le 22 de grand matin; les Prussiens évacuèrent la ville, mais employèrent tous leurs efforts à faire franchir aux chariots la rivière l'Ikna, ils réussirent à en sauver la plus grande partie et à effectuer leur retraite sur Damm; quant au ravitaillement de Colberg, par voie de terre, il fallut y renoncer pour le moment. Malheureusement pour

eux, l'armée du prince de Wurtemberg subit un autre échec.

Émus par les avis de Platen et inquiet pour la sûreté de Treptow, Wurtemberg y avait envoyé le général Knobloch avec 2 bataillons et un contingent de cavalerie. Celui-ci y était parvenu le 20 dans l'après-midi; il fut cerné le lendemain par les Russes que Romanzow avait renforcés. Knobloch résista jusqu'au 25, mais à bout de ressources et sans espoir d'être secouru soit par Wurtemberg tenu en échec devant Colberg, soit par Platen trop éloigné, il fut forcé de capituler avec 1.800 hommes et 9 canons. Cet événement qui suivait l'abandon par les Prussiens, le 23, des villages de Spree et de Prettmin que Romanzow fit aussitôt occuper, donna au général russe l'espoir de s'emparer non seulement de la forteresse de Colberg, mais aussi du camp retranché avec ses défenseurs.

En effet, la situation devenait de plus en plus critique pour le roi de Prusse : le premier contingent de l'armée de Laudon, 5 régiments d'infanterie et 2 de cavalerie, destiné à renforcer l'armée de Saxe, était parti le 23 (1); le bruit se répandait qu'il se joignait au corps de Beck pour tenter un raid sur Berlin; il avait fallu renoncer à voir Romanzow lever le siège de Colberg, et même la position de Wurtemberg inspirait les plus vives inquiétudes. « Les affaires de Poméranie, écrit Frédéric à son frère (2), sont plus mauvaises que vous ne le croyez, tout est à craindre et presque rien à espérer. Je suis d'autant plus embarrassé de votre situation que je n'y puis porter aucun remède, il ne me reste ici que 36 bataillons après les détachements que j'ai été obligé de faire. Tout ceci est bien triste. »

Le dernier détachement envoyé de l'armée royale était

(1) Montrozard à Choiseul, Freyburg, 23 octobre 1761. Archives de la Guerre.
(2) Frédéric à Henri, Strehlen, 5 novembre 1761. Corr. Polit., XXI, p. 63.

celui de Schenkendorf qui avec 8 bataillons, avait été dirigé le 21 sur Glogau menacé par les Autrichiens ; or il fallait parer au danger le plus urgent ; Schenkendorf reçut donc l'ordre, le 2 novembre, de se joindre à Platen. Celui-ci après avoir remis sa troupe en main, avait marché sur Stargard d'abord puis rappelé au secours de Berlin, exposé à une incursion des Russes, avait gagné Pylritz où il avait été rassuré sur le sort de la capitale ; le 9 à Bernstein il opérait sa jonction avec Schenkendorf. Les forces réunies des deux généraux se montaient à 14 bataillons, 48 escadrons et 25 canons de parc, dont l'effectif en combattants ne dépassait pas 9.000 hommes, tant la division de Platen avait été éprouvée par ses marches et ses combats. A Arnswalde, on apprit que Romanzow avait été considérablement renforcé et que Berg à Freuenwalde s'apprêtait à disputer le passage. D'après le rapport de Morett (1) les effectifs russes employés au blocus de Colberg avaient été portés à 40.000 hommes, sans compter la division de Fermor et la cavalerie de Berg opposées à Platen. Quant à la grande armée russe, elle était en route pour la Vistule et avait le 5 novembre son quartier général à Templeburg. Butturlin s'était entendu avec le français Caulaincourt pour l'hivernage de 8.000 Russes au Mecklembourg (2). Le 14 Platen arriva à Naugard, il trouva la route barrée par Berg que rejoignait un renfort expédié par Romanzow, sous les ordres du général Jacobleff. Tout à coup, la nouvelle se répandit que le prince de Wurtemberg avait évacué le camp retranché de Colberg le soir du 14 novembre et était parvenu à Treptow dans l'après-midi du lendemain.

Cette nouvelle n'était que trop vraie ; dans le camp retranché les privations étaient devenues insupportables ;

(1) Morett à Choiseul, Zermin, 4 novembre 1761. Archives de la Guerre.
(2) Mesnager à Choiseul, Templeburg, 5 novembre 1761. Archives de la Guerre.

y demeurer plus longtemps eût été s'exposer à une capitulation que Romanzow d'ailleurs avait déjà proposée. Les vivres manquaient, les convois par terre étaient interceptés, les arrivages par mer se faisaient de plus en plus rares ; le gouverneur de Colberg qui n'avait plus que 4 semaines de provisions pour sa garnison, refusait d'en distraire pour les troupes du prince de Wurtemberg. Il n'y avait qu'un parti à prendre, forcer le blocus et échapper au cercle dont les assiégeants entouraient le camp. Une attaque des lignes russes offrait peu de chances de réussite ; les Prussiens étaient trop épuisés et trop inférieurs en nombre pour pouvoir compter sur le succès ; un seul chemin restait encore ouvert : c'était celui de la plage que suivait une chaussée étroite, bordée de marécages et coupée par des canaux qui servaient de débouchés aux étangs de la côte. Le croyant impraticable, Romanzow qui avait fait occuper toutes les autres issues, s'était contenté de placer un poste de cosaques au village de Robe où la chaussée rejoignait la terre ferme.

Jusque dans l'après-midi du 14 novembre, les canons des batteries prussiennes continuèrent le feu ; à la chute du jour, ils furent démontés et remis à la place. On entretint les feux de bivouac et on ne releva pas les postes ; les tranchées de la rive gauche ne furent évacuées qu'à 5 heures du matin. La marche avait commencé avec le jour baissant, elle continua toute la nuit, à minuit la tête de colonne arriva à l'embouchure du Camper See ; on la franchit grâce à des embarcations amenées de Colberg. Les cosaques se retirèrent de Robe sans opposition. En fin de compte, Wurtemberg et ses soldats parvinrent à Treptow sans avoir tiré un coup de fusil. Quant aux Russes de Romanzow, ils ne se rendirent compte de la fuite des assiégés que le 15 ; ils prirent possession aussitôt des lignes et des retranchements prussiens.

Pendant longtemps, Frédéric avait conservé ses illusions

sur le retour des Russes à la Vistule et sur la levée du siège de Colberg. A la date du 21 novembre, il écrivait encore (1) à Wurtemberg : Aujourd'hui « que Platen est près de vous, je vous crois hors de danger », et il ajoutait en français : « J'espère à présent, mon cher neveu, que toutes vos inquiétudes seront finies. Je crois que la rodomontade (2) de Romanzow a été comme une dernière tentative, il a compris que l'approche de Platen l'empêchait de prolonger son séjour auprès de Colberg et il a espéré de vous intimider. » C'est le lendemain du jour où il traçait ces lignes, que le Roi apprit l'heureuse sortie de Wurtemberg, il l'en félicita (3), tout en s'inquiétant de savoir si Colberg était en état de résister sans son concours, car il lui renouvela l'ordre de rallier Platen et de tout tenter de concert avec lui pour sauver la place et pour refouler en Pologne Romanzow et tous les détachements russes. Mêmes instructions à Platen et à l'adjudant Anhalt, envoyé quelques jours auparavant en Poméranie, et nouvelle dépêche le 23 enjoignant la conservation de Colberg avant tout.

Entre les généraux prussiens, il y eut de l'indécision sur la direction à prendre. On fit quelques étapes vers Belgard avec l'intention d'agir sur les derrières de Romanzow ; il fallut y renoncer. Exposés sans tentes et avec leurs effets en lambeaux, à toutes les intempéries, pluie, neige et verglas, les soldats étaient incapables des efforts qu'on allait leur demander. Sur l'avis de Platen, appuyé par un conseil de guerre, le prince décida de gagner la Rega à Naugard, de marcher ensuite sur Treptow par Gülzow. A Naugard, les troupes se reposèrent et se ravitaillèrent ; elles en repartirent le 5 décembre et parvinrent à Trep-

(1) Frédéric à Wurtemberg, Strehlen, 21 novembre 1761. Corr. Polit., XXI, p. 87.

(2) Allusion à l'invitation à capituler que Wurtemberg avait repoussée.

(3) Frédéric à Wurtemberg, Strehlen, 22 novembre 1761. Corr. Polit., XXI, p. 89.

tow où elles furent rejointes le 10 par un gros convoi de 1.000 chariots chargés de vivres et de munitions. Le 11, l'armée de Wurtemberg se mit en route pour Colberg suivant la grande chaussée par Neumühl et Spee. On se heurta au détachement de Berg; il fut repoussé, mais survint une nuit glaciale avec chute de neige; les soldats, sans feu, sans paille, la plupart sans abri, souffrirent terriblement; on ne releva pas moins de 100 hommes morts de froid. Le 12, on dirigea le convoi vers l'ouest de la ville que les avis de Colberg affirmaient n'être surveillé que par des postes de cosaques, et le gros s'apprêta à forcer le défilé de Spee. Les Prussiens eurent un premier succès; ils emportèrent la hauteur de la Redoute verte, mais ne purent avancer au delà. Romanzow envoya des renforts à Berg et s'établit fortement sur les hauteurs de Prettmin; son artillerie très supérieure prit le dessus. Le prince Eugène, convaincu de l'impossibilité de forcer le passage, donna l'ordre de la retraite sur Treptow où les Prussiens arrivèrent le lendemain, non sans avoir souffert des attaques de la cavalerie russe qui harcela leur marche.

Le sort de Colberg était scellé ; les Russes étaient, depuis le départ de Wurtemberg, maîtres du camp retranché et des ouvrages à l'embouchure de la Persante, que la faiblesse de la garnison n'avait pas permis d'occuper; ils commencèrent leurs travaux d'approche et ouvrirent leurs batteries de brèches le 8 décembre. Les assiégés répondirent de leur mieux, mais un renseignement du 13 décembre leur apprenant l'échec de la tentative de relève, leur enleva tout espoir de délivrance; le 15, ils tirèrent leurs derniers coups de canon et le 16, le gouverneur Heyde arbora le drapeau blanc; il obtint du vainqueur les conditions honorables que méritaient ses trois belles défenses.

Le prince Eugène se retira avec ses forces réduites d'un tiers à Stargard. Platen et Schenkendorf avec ce qui res-

tait de leurs régiments allèrent, conformément aux instructions royales, rejoindre le prince Henri en Saxe. Quant à Wurtemberg, après avoir détaché Thadden avec sa brigade sur la Lusace, il alla prendre ses quartiers d'hiver au Mecklembourg. Les Russes restèrent maîtres de la Poméranie jusqu'aux murs de Stettin; Romanzow et Berg cantonnés entre l'Oder et la Persante, Wolkonski avec un petit détachement sur la Netze, le gros comme les hivers précédents sur la rive droite de la Vistule.

Bien qu'ignorant encore la nouvelle de la reddition de Colberg, Frédéric ne conservait plus d'illusions sur le sort de cette place; de Breslau où il s'était transporté après son long séjour à Strehlen, il fait à Finckenstein (1) la revue de la situation : « Les Autrichiens sont ici en Silésie maîtres de Schweidnitz et des montagnes; les Russes sont établis derrière la Warthe de Colberg jusqu'à Posen, ce qui rend premièrement ma situation incertaine, précaire et dépendante de mes ennemis. Chaque botte de paille qui m'arrive, chaque transport de recrues ou d'argent qui m'arrive, est ou devient une faveur qu'ils me font de me les laisser parvenir ou une marque de leur négligence de ne me point l'enlever. Du côté de la Poméranie, il faut regarder Colberg autant que perdue; s'il n'y arrive du miracle, je ne vois pas comment nous la pourrons sauver. En Saxe, les Autrichiens sont maîtres des montagnes, les Cercles de la Thuringe, et les Français avancés jusqu'à Mulhausen... Ici toutes les forteresses exposées aux entreprises de l'ennemi; en Poméranie, Stettin, Kustrin et Berlin même à la merci des Russes et en Saxe mon frère rejeté au-delà de l'Elbe, pour ainsi dire dès le premier mouvement du maréchal Daun. » Aux yeux du Roi, il n'existe qu'un remède, c'est l'intervention des Turcs, « nous sommes perdus sans leur assistance, et

(1) Frédéric à Finckenstein, Breslau, 10 décembre 1761. Corr. Polit., XXI, p. 112.

avec leurs secours nous nous relèverons ». Agissant d'après cet espoir, Frédéric donna une vive impulsion à ses négociations avec la Porte et le Khan de Crimée par l'entremise de son envoyé Rexin à Constantinople et par son ministre Benoist à Varsovie. Au cours de l'automne et pendant son séjour au camp de Strehlen, il avait reçu la visite de Mustapha Aga, favori du Khan ; celui-ci retourna à Batchi Sarai chargé de cadeaux pour son maître et accompagné du capitaine Alexandre von der Goltz. Les pourparlers engagés aboutirent à une promesse formelle d'une incursion des Tartares sur le territoire russe. Du côté de Constantinople, les affaires étaient moins avancées ; cependant il était question d'une déclaration de guerre de la Porte contre l'Impératrice Reine et d'une invasion de la Hongrie par une armée de 120.000 Turcs au printemps de 1762. Dans sa correspondance avec Rexin, le Roi ne cessa d'insister sur l'impérieuse nécessité d'une prompte intervention en sa faveur. Il expose très franchement la situation presque désespérée dans laquelle il se trouve ; il est convaincu des bonnes dispositions à son égard de la Porte, ennemie naturelle des Autrichiens et des Russes. « Mais ces dispositions, ajoute-t-il (1), ne me servent en aucune façon dans les circonstances embarrassantes et pressantes où je me trouve, si la Porte ne rompt pas avec nos deux ennemis en question et cela au moment propice, soit au commencement du mois de mai de l'année qui vient, autrement il serait trop tard. »

De même que la prise de Schweidnitz avait été le dernier événement important de la campagne de Silésie, celle de Colberg fut la conclusion virtuelle des hostilités générales. Tout en se déclarant prêt à envoyer en Saxe une partie de ses troupes, Laudon avait fait remarquer qu'il serait dangereux de laisser Schweidnitz exposé à une

(1) Frédéric à Rexin, P. S. Breslau, 28 décembre 1761. Corr. Pol., XXI, p. 149.

attaque du Roi avant d'avoir remis la place en état et d'en avoir constitué la garnison. On fit droit à cette requête ; en outre, Laudon obtint de Daun l'autorisation d'ajourner le retour de Beck et de le maintenir encore en Lusace.

Pendant la période d'inaction qui termina la campagne et au cours du séjour de Frédéric à Strehlen, se produisit un curieux incident : une tentative d'enlèvement du roi de Prusse. Les principaux conjurés étaient un baron silésien du nom de Warkotsch, qui avait été capitaine au service autrichien, et un prêtre catholique de la région nommé Schmidt. Ces personnages s'abouchèrent avec le général Draskowich, puis avec Laudon lui-même; ce dernier chargea un de ses officiers de s'entendre avec eux et mit à leur disposition un peloton de 30 hussards qui surprendraient le quartier où le Roi était logé et s'assureraient de sa personne. Le complot fut dénoncé par un domestique du baron et n'eut aucune suite; les principaux instigateurs prirent la fuite en temps utile. Les fugitifs furent pensionnés par le gouvernement autrichien.

Pendant les mois d'octobre et novembre, rien ne vint troubler la tranquillité des armées rivales dont les cantonnements respectifs furent déterminés par un arrangement intervenu en décembre entre les états-majors. La trêve ainsi assurée, Laudon remit le commandement à d'Argenteau et alla se reposer chez lui en Bohême. Le Roi, qui avait quitté Strehlen pour Breslau le 10 décembre, passa l'hiver et une partie du printemps dans la capitale de la Silésie.

En Saxe, pendant l'année 1761, il n'y eut aucun incident militaire de quelque importance ; les deux armées réduites d'un côté par le départ des troupes qui avaient accompagné le Roi, d'un autre par l'envoi à Laudon de renforts successifs ne tentèrent aucune entreprise

agressive. Le prince Henri n'avait conservé que 36 bataillons, 83 escadrons et 14 bataillons francs; ces derniers, composés de déserteurs et de prisonniers, n'inspiraient que peu de confiance, un bataillon en particulier se mutina près de Leipzig et passa à l'ennemi. L'effectif prussien ne dépassait guère 30 à 35.000 hommes. Daun, dont les moyens d'action étaient supérieurs grâce au concours de l'armée des Cercles, était d'accord avec sa cour pour attendre le retour du contingent de Silésie avant de chercher à agrandir son territoire d'approvisionnement. Il se borna à surveiller les deux rives de l'Elbe avec Lascy dans les lignes de Vordorf, Guasco à Dippoldiswalde et son gros derrière la Weisserchy au sud-ouest de Dresde. En face de lui, les Prussiens restaient en position de Nossen à Meissen derrière la Triebisch.

Pendant la campagne de 1761, le rôle de l'armée des Cercles fut à peu près nul. Au début de juin, Serbelloni commença la mobilisation des 15.000 hommes dont se composaient les contingents fédéraux; elle s'effectua avec une lenteur qu'expliquait le défaut d'organisation et la perte des magasins détruits par les raids prussiens. Le 16 juillet, leurs avant-postes avaient atteint les portes de Leipzig et dépassé la Saale. Pour arrêter un mouvement qui menaçait son flanc, le prince Henri détacha contre eux le colonel Kleist qui refoula leurs avant-gardes. En août, le prince eut à envoyer le général Stutterheim contre les Suédois et le colonel Bohlen au secours du duc de Brunswick; malgré cet affaiblissement de ses forces, il confia au général Seydlitz, qui avait repris du service, un corps de 5.000 hommes pour inquiéter les troupes des Cercles qui faisaient mine d'avancer. Celles-ci reculèrent aussitôt jusqu'à Ronneburg, Seydlitz jugea leur position trop forte et malgré la prière de Kleist, ne voulut pas les attaquer.

L'année se termina sans événement d'importance;

Daun profita de l'arrivée des renforts venus de Silésie pour élargir ses cantonnements; il y réussit en partie. A la fin de 1761, ceux des Autrichiens s'étendaient depuis Grossenhain sur la rive droite de l'Elbe jusqu'à l'embouchure de la Zschopau dans la Mulde; l'armée des Cercles était à cheval sur la Saale, le quartier général de Serbelloni à Sayalfeld. Les Prussiens étaient établis entre Neissen, Lommatsch, Niegeln et Döbeln; Seydlitz aux abords de Leipzig et Schmettau avec un détachement en Lusace. Platen de retour de Poméranie au mois de janvier 1762 occupa Zeite et Altenburg, mais un retour offensif de l'ennemi le ramena à Pegau d'où il alla prendre ses quartiers d'hiver dans la région de Leipzig. En résumé, pendant l'année 1761, les Impériaux avaient recouvré la possession d'une partie de la Saxe royale qu'ils avaient perdue à la suite de la bataille de Torgau.

Du côté des Suédois, les résultats de la campagne avaient été encore plus insignifiants que les années précédentes. Il avait suffi des deux bataillons et des 10 escadrons du colonel Belling avec l'aide intermittente de la garnison de Stettin pour tenir tête aux 15.000 Suédois du général Ehrenswärd. La campagne débuta vers le milieu de juillet, le but des Suédois étant de couper les communications de l'ennemi avec le Mecklembourg et de lui enlever les magasins qu'il avait formés à Treptow et à Malchin. Grâce à un renfort de 3 bataillons venus de Stettin et à l'arrivée du général Jung Stutterheim avec 4 bataillons et 8 gros canons tirés de l'armée du prince Henri, les Prussiens purent se maintenir et même reprendre le terrain qu'ils avaient d'abord cédé. Au mois de septembre, la brigade de Stutterheim et les troupes disponibles de la place de Stettin furent portées au secours du prince de Wurtemberg, elles revinrent au plus vite, mais Ehrenswärd profitant de leur absence momentanée refoula Belling et occupa Strasburg et une

partie de l'Ukermark. Le retour de Stutterheim mit fin à ce petit succès; après quelques mouvements empreints de l'indécision de son caractère, le général suédois réintégra la Poméranie suédoise et mit son armée en cantonnements. Stutterheim retourna au prince Henri et Belling prit près de Schwerin une position qui lui permit de lever les contributions habituelles dans le duché de Mecklembourg. Les Suédois, inquiets de ce voisinage, évacuèrent le 6 décembre Demmin, le seul poste qu'ils eussent conservé au sud de la Peene. Les hostilités reprirent le 22 décembre par la prise de Malchin par Sprengporten; il y eut lutte pour la possession de cette ville et de Demmin contre Belling renforcé par le prince de Wurtemberg; l'avantage resta aux Suédois qui conservèrent Demmin jusqu'à la paix. Au cours de l'automne, des pourparlers avaient été engagés par l'attaché français Caulaincourt pour obtenir la coopération des Suédois au siège de Colberg et aux opérations qu'il entraînait; ils n'aboutirent pas. La dernière campagne de la puissance scandinave contre le roi de Prusse n'avait été pas plus fructueuse que celles qui l'avaient précédée.

Il convient maintenant de revenir au récit des événements politiques et notamment aux révolutions de Russie qui exercèrent une si grande influence sur la fortune du roi de Prusse.

CHAPITRE VIII

MORT D'ÉLISABETH.

La rupture des négociations entre l'Angleterre et la France avait mis fin à la discussion embarrassante qui s'était engagée entre les cours de Versailles et de Vienne sur l'interprétation du fameux article 13 du traité de 1758. Dès la fin d'août, Choiseul donnait pour instructions à Chatelet (1) de ne plus parler de paix au chancelier. Depuis la conclusion du pacte de famille, le cabinet français personnifié par Choiseul, de plus en plus influent, était acquis à la continuation des hostilités. « Comme je n'ai pas pu faire la paix, avait-il dit (2), je m'en vais donc faire la guerre. » Ministre du département de la Guerre depuis la mort de Belleisle, Choiseul venait de prendre celui de la Marine en remplacement de Berryer, appelé aux fonctions de garde des sceaux. En revanche, il avait cédé à son cousin le comte le portefeuille des Affaires Étrangères, tout en se réservant la direction des relations espagnoles. Avec son ardeur habituelle, il s'adonna corps et âme à la besogne de son

(1) Choiseul à Chatelet, 22 août 1761. Affaires Etrangères.
(2) Starhemberg à Kaunitz, 12 septembre 1761. Archives de Vienne.

nouveau ministère, reprit les armements des ports que son prédécesseur faute de ressources avait négligés, s'employa activement à faire passer des secours à la Martinique et à Saint-Domingue et chercha à préparer avec la cour de Madrid une expédition commune contre la Jamaïque.

A l'opposé de Choiseul de pacifique devenu belliqueux, Kaunitz se montrait de plus en plus abattu; depuis le départ des Russes et leur retour derrière l'Oder, il semblait regretter la rupture qu'il avait saluée avec joie deux mois auparavant, il n'avait aucune foi dans les résultats de l'alliance avec l'Espagne et attribuait à l'immixtion des affaires de cette puissance l'échec des tentatives pacifiques. Chatelet fait part (1) à son ministre de cette mentalité nouvelle : « Il craignait il y a un mois que nos négociations particulières avec l'Angleterre ne vinssent mettre des bornes aux grandes espérances qu'il avait conçues de l'exécution d'un projet auquel il avait tout sacrifié et qu'il croyait immanquable. Depuis que les Russes ont passé l'Oder, et maintenant que leur retraite a déchiré en partie le bandeau de l'illusion, je ne sais en vérité s'il n'y a pas des moments où il serait bien aise que nous lui eussions fourni les moyens de pouvoir nous accuser de forcer en quelque sorte l'Impératrice à la paix. Il cherche du moins, Monsieur, à diminuer le prix du sacrifice et il m'a répété plusieurs fois et avec affectation que nos liaisons et nos engagements avec l'Espagne étaient les grands obstacles qui s'opposaient à notre réconciliation avec l'Angleterre. » Le diplomate français s'évertuait en vain à démontrer que c'était la défense des intérêts autrichiens et notamment le refus d'évacuer les territoires prussiens du Bas-Rhin qui avaient été la cause déterminante de la rupture. Peut-être l'ignorance

(1) Chatelet à Choiseul, 20 septembre 1761. Affaires Etrangères.

dans laquelle la cour de Vienne avait été laissée sur la nature des liens qu'elle savait exister entre la France et l'Espagne était-elle pour quelque chose dans l'opinion peu favorable que l'Impératrice et son chancelier professaient au sujet de l'action du roi catholique. Au cours d'une audience de Chatelet (1) à l'occasion de son élévation au rang d'ambassadeur, la souveraine ne cacha pas son défaut de confiance : « Quelles que fussent les dispositions du Roi d'Espagne, elle avait peur que nous n'en tirerions pas un grand parti et que cette puissance ne fût pour nous un allié aussi inutile que les Russes l'étaient pour elle. »

Sous des prétextes de procédure, la communication officielle du pacte de famille fut ajournée jusqu'à la fin de novembre. L'Autriche devait-elle accéder à la nouvelle alliance? Choiseul le désirait : « La cour d'Espagne pense très bien pour la vôtre, avait-il dit à Starhemberg (2); elle veut réellement s'unir avec vous, elle vise au grand; il faudra s'entendre. » L'Autrichien, imitant la réserve de sa cour, n'avait pas répondu à l'invite; le fait que les nouveaux alliés ne lui avaient pas donné connaissance de leur convention militaire était d'ailleurs en contradiction avec le langage de Choiseul. Si le mystère dont furent entourés les traités franco-espagnols s'explique d'abord par le désir à Versailles de prolonger le plus possible les négociations encore pendantes avec l'Angleterre, plus tard à Madrid par la nécessité de retarder jusqu'au printemps l'ouverture d'hostilités pour lesquelles on n'était pas encore prêt, toujours est-il que Chatelet pouvait écrire (3) le 26 octobre : « Tout le monde parle du traité franco-espagnol, seuls le ministre d'Espagne et lui en ignorent. »

(1) Chatelet à Choiseul, 10 octobre 1761. Affaires Etrangères.
(2) Starhemberg à Kaunitz, 21 novembre 1761. Archives de Vienne.
(3) Chatelet à Choiseul, 26 octobre 1761. Affaires Etrangères.

En somme, pendant l'été de 1761 les relations de la France et de l'Autriche ne furent troublées par aucune de ces discussions orageuses auxquelles nous avaient habitués les prédécesseurs de Chatelet. Pour remplir sa correspondance, celui-ci est réduit à nous raconter (1) les exploits cynégétiques de la jeune princesse Louise de Parme : « Mme l'archiduchesse se porte parfaitement bien de sa grossesse malgré l'exercice violent qu'on lui laisse prendre. Elle a tiré plus de 500 coups de fusil dans une seule battue de lièvres et cela par la plus grande chaleur de la journée; nos femmes de France seraient bien étonnées si on leur proposait d'en faire autant dans la meilleure santé. »

A défaut du duc de Choiseul qui, tout feu et tout flamme pour le nouvel allié, laissait passer au second plan les affaires d'Autriche, son cousin le comte de Choiseul, annonçant le 15 octobre sa prise de possession du département des Affaires Étrangères, commentait (2) à Chatelet en ces termes le changement d'attitude du gouvernement de l'Impératrice : « Il est assez singulier qu'après avoir combattu pendant si longtemps les dispositions guerrières de la cour de Vienne et après avoir tant négocié pour la ramener à des sentiments pacifiques, nous en soyons aujourd'hui au point de craindre qu'elle ne désire plus la paix que nous-mêmes; mais vous sentirez aisément, Monsieur, que notre négociation avec l'Angleterre étant rompue, il n'est pas de notre intérêt que nos alliés se dégoûtent de la guerre..... Vous ne devez rien dire à M. de Kaunitz sur cet objet et vous devez vous renfermer dans les bornes d'une observation vigilante. » Le découragement du chancelier tenait à deux raisons : aux résultats plus que médiocres de la campagne, que le succès inespéré de Schweidnitz n'avait pas relevés au

(1) Chatelet à Choiseul, 5 septembre 1761. Affaires Etrangères.
(2) Comte de Choiseul à Chatelet, 20 octobre 1761. Affaires Etrangères.

point de compenser la déception causée par la retraite des Russes, et aux embarras financiers de l'Impératrice qui avaient leur répercussion sur les dépenses courantes de l'armée et surtout sur les préparatifs pour la continuation de la lutte. Sous le coup de ces préoccupations, Kaunitz se refusait à envisager les éventualités : « Il est trop tôt, déclarait-il (1) à Chatelet, pour arrêter le plan de campagne prochain ou pour parler de la paix en août. » Marie-Thérèse, quoiqu'en apparence plus énergique dans son langage, paraissait « plus lasse et plus dégoûtée de la guerre que son ministre ».

Au contraire de la cour de Vienne qui montrait peu d'entrain pour la poursuite d'une guerre dont elle avait été le véritable auteur, la France, sous la vigoureuse impulsion de Choiseul, était revenue à des sentiments plus belliqueux que jamais. Le ministre de Louis XV très monté contre la puissance maritime, dans ses entretiens avec Starhemberg (2), se plaisait à exposer son projet « de faire déclarer toute l'Europe contre l'Angleterre et de regarder comme ennemis de la cause commune tous ceux qui ne voudront pas prendre parti contre elle ».

Malgré son abandon du département des Affaires Étrangères, Choiseul devenait chaque jour plus puissant et plus maître de diriger à sa guise la politique de son pays. Du crédit dont il jouissait auprès du Roi, il allait bientôt recevoir un témoignage éclatant sous la forme de sa nomination à la place de colonel général des Suisses, sinécure qui lui rapportait un supplément de traitement d'environ 100.000 livres. Quoiqu'il ne possédât pas le titre de premier ministre, il bénéficiait en fait du prestige et du pouvoir que donne cette fonction. Pour s'assurer pleine liberté d'action, il s'était réservé les rapports avec l'Espagne et entendait tirer du nouvel allié tout le concours possible pour ses

(1) Chatelet à Choiseul, 25 octobre 1761. Affaires Étrangères.
(2) Starhemberg à Kaunitz, 21 novembre 1761. Archives de Vienne.

desseins contre l'Angleterre. Ses relations avec l'ambassadeur Grimaldi étaient établies sur le pied le plus intime en dépit du peu de sympathie qu'il eut pour le personnage; il n'hésitait pas à lui confier toutes ses visées pour l'intérieur aussi bien que pour l'extérieur, alors qu'il se plaisait à renvoyer à son cousin les autres chefs de missions et à jouer vis-à-vis d'eux l'ignorance ou le désintéressement. Accoutumé aux discussions souvent orageuses, mais toujours importantes du passé avec le grand ministre, Starhemberg (1) se souciait d'autant moins d'être relégué au second plan qu'il goûtait assez peu le ton et les manières de son nouvel interlocuteur, le comte de Choiseul. On pouvait faire entendre raison au duc; le premier mouvement de vivacité ou de colère passé, il écoutait les arguments de l'adversaire et souvent en reconnaissait la justesse. Chez le comte le sang-froid et la souplesse ne faisaient qu'accentuer l'entêtement et la morgue qui caractérisaient chez lui la discussion. Starhemberg était outré des démentis que le ministre opposait à ses propres affirmations, des refus de croire à des promesses appuyées sur sa parole d'honneur, sous prétexte qu'il n'était pas en son pouvoir de les tenir, des accusations d'intransigeance qu'on lui jetait à la figure; il s'en plaignit amicalement au duc de Choiseul, dont l'intervention eut pour effet de rétablir des rapports plus convenables.

Il s'agissait pour l'envoyé de Marie-Thérèse de pénétrer le plan d'opérations de l'Espagne et de la France contre l'ennemi commun. Quoique la guerre ne fût pas encore déclarée entre les cours de Madrid et de Londres, Starhemberg savait qu'en même temps que le pacte de famille une convention militaire avait été signée entre la France et l'Espagne; le premier instrument lui avait été communiqué, mais le texte du second était encore un secret même

(1) Starhemberg à Kaunitz, 8 décembre 1761. Archives de Vienne.

pour le comte de Choiseul ; dans cet arrangement, était visé le Portugal, allié intime de l'Angleterre, contre lequel seraient portés les premiers coups. L'Autrichien interrogea Grimaldi, mais n'en tira que des défaites ; à une question sur la destination de 20.000 hommes rassemblés en Galice sur les frontières du Portugal, l'ambassadeur espagnol répondit qu'il s'agissait d'un corps dont la menace de débarquement en Irlande obligerait le gouvernement britannique à augmenter les garnisons de cette île. Auprès des Choiseul qu'il vit successivement, Starhemberg eut plus de succès. Les 20.000 Espagnols devaient envahir le Portugal. « Mais si cette puissance consent à prendre des mesures commerciales contre l'Angleterre? » observa l'ambassadeur. « On exigera alors la remise des forteresses du royaume aux Espagnols qui les garderont comme gage », répliqua le duc. « Du reste, Sa Majesté Catholique a des droits sur le Portugal. » Puis, s'échauffant, il lança cette boutade : « Il est temps de faire sauter cette maudite race de bâtards de Bragance, qui ne sont que des vassaux de l'Angleterre. » Le comte de Choiseul, quoique plus réservé, confirma les dires de son cousin ; d'après lui l'envoi de 20.000 hommes que la Grande-Bretagne serait obligée d'expédier au secours de son allié, constituerait une diversion très utile et faciliterait d'autres entreprises.

Vers la fin de janvier 1762 arriva la nouvelle d'un événement dont les effets bouleversèrent l'équilibre européen : la mort de l'Impératrice Élisabeth. Il y eut à ce sujet entre Starhemberg et les deux Choiseul une conférence (1) dans laquelle il fut convenu que les représentants des deux puissances agiraient d'accord dans l'intérêt de l'alliance et s'abstiendraient de toute immixtion dans les événements intérieurs de la Russie. Le duc, comme bien on pense, se prononça pour la poursuite des hostilités : « Je

(1) Starhemberg à Kaunitz, 29 janvier 1762. Archives de Vienne.

compte que vous continuerez la guerre, quand même la Russie ferait sa paix. Vous n'avez plus besoin d'elle et vous pouvez venir à bout du roi de Prusse sans secours. » Starhemberg se contenta d'une réserve : « Il me paraît que cela serait bien difficile. » Quelques jours après (1) la conversation reprit : Starhemberg objecta que refuser des ouvertures de paix, « ce serait faire la guerre sans objet et courir les plus grands risques sans qu'il pût nous en revenir aucun avantage ». Choiseul de répliquer non sans à-propos : « Eh bien ! vous auriez pour objet de remplir vos engagements et ce serait l'avantage que vous retireriez de la guerre. Si cependant vous y manquez, nous prendrons nos mesures en conséquence et nous ne ferons pas notre paix pour cela. » L'ambassadeur, après avoir rappelé la loyauté de sa cour pour le passé, fit remarquer qu'il serait sage d'attendre les décisions du nouvel empereur avant de discuter le parti le plus favorable à l'intérêt commun. L'avis était trop raisonnable pour qu'il ne prévalût pas.

Quelques mots échappés à Choiseul faisaient croire à Starhemberg (2) que le ministre français n'était pas aussi éloigné des idées de paix qu'il aurait voulu le paraître. Au cours d'un des entretiens presque quotidiens, celui-ci s'était écrié : « Vous verrez que cela nous fera faire notre paix avec l'Angleterre. » D'autre part, il semblait moins réfractaire à l'idée d'un congrès général, et l'accepterait même pour le cas où l'empereur de Russie en prendrait l'initiative sous la réserve « qu'il ne prétende pas nous dicter la loi et régler les conditions à lui tout seul avec nos ennemis ».

Ces indices recueillis au passage se transformèrent peu à peu en informations plus sérieuses. Le bruit s'étant répandu que des ouvertures pacifiques avaient été faites par

(1) Starhemberg à Kaunitz, 8 février 1762. Archives de Vienne.
(2) Starhemberg à Kaunitz, 9 février 1762. Archives de Vienne.

le ministre anglais et qu'elles avaient été favorablement accueillies par le cabinet français, l'envoyé questionna à cet égard le ministre des Affaires Étrangères; ce dernier (1) répondit par un démenti formel : aucun rapprochement n'avait été tenté; s'il y en avait eu, on n'en aurait pas fait un secret. Certes, à croire certains rapports d'outre-Manche, la cour de Londres désirait la paix et avait donné une preuve de ses intentions aimables en rendant sa liberté au comte d'Estaing qui, capturé au cours de son voyage de retour des Indes, avait été mis en prison comme ayant manqué à sa parole. A cette occasion, les ministres des deux pays avaient fait échanger, par le canal du comte Viry et du bailli de Solar, ministres du roi de Sardaigne à Londres et à Versailles, des compliments et des remerciements. Le récit de ces incidents qu'il arracha à Solar, un long entretien de ce diplomate avec Choiseul, dont il eut connaissance, confirmèrent les soupçons de Starhemberg. Ne se trouvait-on pas en présence d'un revirement de la politique française et ne verrait-on pas la cour de Versailles mettre à prêcher la paix avec l'Angleterre et la Prusse autant d'ardeur qu'elle en avait déployé en ces derniers temps pour la continuation de la guerre contre ces puissances? Pourtant une confidence récente était de nature à dissiper ses doutes en la loyauté du cabinet français. Le comte de Choiseul venait de lui communiquer une dépêche d'Affry, envoyé de Louis XV en Hollande, relative à des ouvertures de la Prusse qui lui auraient été faites par l'entremise des frères Neufville, banquiers à Amsterdam.

De son côté le cabinet de Vienne n'était pas sans reproches à s'adresser à l'égard de son allié. Avant de chercher à nouer avec le gouvernement français des pourparlers discrets qui pourraient ouvrir la voie à une

(1) Starhemberg à Kaunitz, 6 mars 1762. Archives de Vienne.

négociation pacifique, le ministère anglais avait fait auprès de la cour de Vienne une tentative de rapprochement dont nous aurons à reparler, mais dont il convient dès à présent de dire quelques mots. Au courant de janvier 1762, la chancellerie autrichienne reçut de son envoyé à La Haye le baron Reischach une communication qui dut fort la surprendre. Le cabinet de Saint-James, très préoccupé des conséquences de la guerre que venait de lui déclarer l'Espagne, conçut l'idée de former contre les princes de la maison de Bourbon une coalition dans laquelle on espérait faire entrer l'Autriche mécontente du pacte de famille et jalouse de l'influence espagnole en Italie. Pour accomplir cet objet, il était indispensable de rétablir la paix en Allemagne à des conditions favorables pour l'Impératrice Reine. Cette princesse satisfaite, grâce à l'acquisition d'une portion de la Silésie, renoncerait facilement à l'alliance française de laquelle elle n'aurait plus de bénéfice à attendre. Une note inspirée par ces arguments fut remise au nom de Newcastle et de Bute par l'envoyé Yorke au prince Louis de Brunswick et par lui communiquée à Reischach qui en référa à Vienne. La réponse autrichienne retardée jusqu'au 5 mars fut rédigée d'ailleurs de façon à détruire tout espoir de faire aboutir un projet qui ne constituait autre chose que le retour à l'ancienne orientation de 1755.

Dans le long rescript (1) que Marie-Thérèse adressa le 22 mars à Starhemberg à propos des propositions pacifiques de la Russie, il est fait allusion à l'incident et copie de la réponse expédiée à La Haye fut envoyée à l'ambassadeur, avec ordre de n'en faire usage auprès du ministère français que dans le cas où celui-ci aurait eu vent de l'ouverture et aurait reproché au cabinet de Vienne le silence gardé vis-à-vis de son allié. Comme excuses, il

(1) Rescript de Marie-Thérèse à Starhemberg, 22 mars 1762. Archives de Vienne.

serait facile d'invoquer la condition du secret absolu imposé par le prince Louis et la netteté du refus opposé par l'Autriche.

La fin de mars et la première moitié d'avril s'écoulèrent sans qu'une lumière additionnelle éclairât les mystérieux pourparlers qui avaient inquiété l'ambassadeur. On semblait revenu à l'idée de poursuivre la guerre avec vigueur; la convention militaire de la France avec l'Espagne avait été enfin communiquée à l'Autriche et avait été l'objet des critiques et observations habituelles.

D'autre part, les opérations militaires suivaient leur cours; on avait appris la prise de la Martinique par les Anglais; l'entreprise contre le Portugal prenait forme; la sommation d'avoir à se joindre aux alliés contre l'Angleterre avait été expédiée à Lisbonne; le marquis de Beauvau concentrait à Bayonne 12 bataillons destinés à appuyer le corps d'armée espagnol; de leur côté les Anglais se préparaient à envoyer au secours du Portugal une partie des troupes qui formaient la garnison de Belleisle.

De la négociation avec l'Angleterre il n'était plus question; le duc de Choiseul avait gardé (1) à cet égard le silence le plus absolu; dans une conversation qui eut lieu le 11 mai, le comte de Choiseul avait affirmé qu'il n'ignorait pas les tendances conciliantes du cabinet britannique, mais que de la part de celui-ci aucune proposition soit directe, soit indirecte, ne lui était parvenue jusqu'alors. Le lendemain, le comte qui avait demandé à Starhemberg et obtenu de lui un rendez-vous chez lui, révéla à l'ambassadeur une correspondance secrète qui en réalité se poursuivait avec l'Angleterre depuis les premiers jours de l'année, quoique le ministre français ne la fait remonter qu'au commencement d'avril.

(1) Starhemberg à Kaunitz, 13 mai 1762. Archives de Vienne.

Pour la grande alliée, le changement de la politique française allait paraître aussi brusque qu'inattendu, car au moment même où le comte de Choiseul mettait Starhemberg au courant des pourparlers entamés avec l'Angleterre, le représentant de Louis XV à Vienne luttait presque quotidiennement contre le découragement de l'impératrice reine et de son ministre et contre le désir de la paix qui grandissait à vue d'œil à la cour d'Autriche. Il (Chatelet) dépeint (1) l'abattement de Kaunitz, ses craintes d'une alliance de la Russie avec la Prusse, rend compte du refus de l'Autriche de venir en aide au Danemark qu'il s'agissait de défendre contre l'agression de Pierre III et conclut comme suit : « Nous aurons donc sous peu de fortes lances à rompre avec la cour de Vienne et elle ne tardera pas à nous déclarer d'une manière très pressante la nécessité indispensable où elle se prétendra et peut-être même croira être, de songer à une paix très prompte. » Marie-Thérèse semblait plus affectée que son ministre : « Cette campagne, avait-elle déclaré au Français (2), ne m'offre que des risques à courir et nulle possibilité d'en retirer aucun fruit et je vous avoue que je suis peu inquiète et peu occupée de ce qui arrivera en 1763... Je sais bien que je dois renoncer à la Silésie et on ne me l'a jamais bien promise, mais si le Czar la garantit au roi de Prusse, je ne conserverai pas même ce que mes armes m'ont conquis. Quant au comté de Glatz, c'est un objet peu important en lui-même et que le roi de Prusse ne fera peut-être pas difficulté de m'abandonner, mais en tous cas cela ne vaut pas la peine de faire trois mois de campagne pour le conserver à la paix. » Dans une dépêche qui se croisa avec l'analyse de la négociation anglaise qu'on lui envoyait de Paris, Chatelet résumait (3)

(1) Chatelet au comte de Choiseul, 14 mai 1762. Affaires Etrangères.
(2) Chatelet au comte de Choiseul, 15 mai 1762. Affaires Etrangères.
(3) Chatelet au comte de Choiseul, 17 mai 1762. Affaires Etrangères.

la situation : « La cour de Vienne désire vivement la paix et n'ose encore le dire,... je me flatte de suivre entièrement vos vues en lui rendant cet accouchement le plus difficile qu'il me sera possible. »

Les pourparlers mystérieux dont il vient d'être question, aboutirent, on le sait, au traité qui mit fin à la guerre entre la France et l'Angleterre; aussi sont-ils d'importance trop grande pour que nous ne leur consacrions pas un chapitre spécial.

En attendant, il nous faut faire une excursion en Russie et raconter les événements extraordinaires qui suivirent la mort de la tzarine Élisabeth et qui signalèrent le court règne de son successeur Pierre III, événements qui eurent une répercussion décisive sur la politique et le groupement des puissances européennes.

A la cour de Pétersbourg, on avait suivi d'un œil bienveillant les négociations entamées en 1761 entre la France et l'Angleterre; l'état de santé de la Tzarine, l'incertitude sur la politique extérieure du souverain qui lui succéderait, le caractère timide et irrésolu du chancelier Woronzow, la lassitude de la guerre, le manque d'argent pour la poursuivre, toutes ces causes faisaient désirer la fin d'hostilités qui avaient été inspirées plus par le sentiment personnel d'Élisabeth que par celui de la nation. Aussi, quand Choiseul (1) escomptant l'échec de pourparlers qu'il ne désirait plus faire aboutir, invita le ministre français Breteuil à changer le langage pacifique qu'il tenait depuis un an, en plaidoiries sur le thème d'une vigoureuse campagne pour l'année prochaine, se heurta-t-il à une résistance qui, pour être sourde, n'en était pas moins sérieuse. Le Français sans se dissimuler les contradictions dans lesquelles il va tomber, exécutera de son mieux ses nouvelles instructions. De concert avec le comte de Mercy-Argenteau

(1) Choiseul à Breteuil, 5 août 1761. Affaires Étrangères.

qui venait de remplacer Esterhasy comme ambassadeur de l'Autriche, il entreprit Woronzow : « La réunion de nos vues actuelles, mande-t-il à son chef (1), pourra être de quelque poids; j'y ferai autant ce qui dépendra de moi, Monseigneur, que j'ai tâché de ne rien négliger pour inspirer depuis un an le goût de la paix. Ce goût avait fort augmenté et presque généralement depuis le mauvais état de la santé de l'Impératrice; peut-être que son rétablissement qui est parfait le diminuera. »

Ainsi qu'on l'a vu, tout autant que son alliée du Nord, la cour de Vienne, aux prises avec des embarras financiers, laissait fléchir son ardeur guerrière et reparlait du congrès. Le comte de Choiseul transmettait à Breteuil les aveux que Starhemberg lui faisait à ce sujet : « Il m'a confié de plus, écrit le comte (2), et m'a même répété qu'il lui manquait 28 millions de florins pour subvenir aux dépenses de la campagne prochaine ; il désire l'assemblée du congrès et il nous a fort pressés à ce sujet par M. de Czernichew (3) dont il dirige entièrement les démarches. »

Cependant les difficultés budgétaires de l'Autriche n'empêchaient pas cette puissance de prêcher à Pétersbourg, non sans succès, la poursuite de la guerre. « Il a été enjoint, rapporte Mercy à l'Empereur (4), de la façon la plus précise à M. le maréchal comte de Butterlin de se maintenir en Poméranie à quelque prix que ce soit. » En effet les nouvelles du siège de Colberg et des succès remportés par Romanzow indiquaient un réel désir de mener à bonne fin l'entreprise : « Malgré cela, continue Mercy, l'espèce de désordre qui règne maintenant à cette cour en rend les résolutions si incertaines et si variables, qu'on

(1) Breteuil à Choiseul, 7 septembre 1761. Affaires Étrangères.
(2) Comte de Choiseul à Breteuil, 13 novembre 1761. Affaires Étrangères.
(3) Ambassadeur russe à la cour de France.
(4) Mercy à l'Empereur, 11 novembre 1761. Archives de Vienne.

ne sait jamais positivement sur quoi on peut compter, et quand on est parvenu à persuader M. le chancelier Woronzow, même avec une partie des ministres de la Conférence, on n'est point encore dans le cas d'oser espérer qu'il en résulte les effets qu'on se propose d'obtenir. » Pour éclairer l'Empereur sur les difficultés qu'il rencontre, l'ambassadeur trace un crayon intéressant du caractère et de l'action des principaux personnages de la cour de Pétersbourg. La Tzarine, quelque fidèle qu'elle soit à l'alliance et quelque vive que soit sa haine contre le roi de Prusse, ne sait pas se faire obéir ; elle se désintéresse beaucoup trop de la chose publique ; elle est tellement affectée « par le ravage que causent les années sur sa physionomie qu'elle ne se montre presque plus en public ; depuis le 30 d'août, qu'elle a tenu appartement, on n'a eu occasion de la voir que deux fois au théâtre de la cour et de cette façon il se passe des mois, sans que les ministres étrangers se trouvent à même de l'approcher ». A ce premier souci s'en ajoutait un second plus grave, celui de sa mort ou de tout incident qui aurait pu suggérer la pensée d'une fin prochaine : « Les précautions à cet égard sont poussées au point de ne pas permettre que des gens vêtus de noir passent sous les fenêtres du palais, et quand quelque personne de marque vient à mourir, ces sortes de nouvelles restent cachées pendant fort longtemps à la souveraine. A ces deux sujets de tourments, il s'en joint un troisième, occasionné par l'extrême mécontentement que cause à l'impératrice la conduite du grand duc et celle de la grande-duchesse. » Enfin, cette souveraine se trouve dans une situation d'autant plus fâcheuse que « parmi le nombre de ceux qui l'entourent, il n'en est pas un qui ait assez de probité, de courage et de zèle pour chercher de procurer du soulagement à ses peines, et à la fortifier contre ses faiblesses ».

De la Tzarine, Mercy passe aux personnages influents et aux rouages du gouvernement : « La conférence est un assemblage de gens auxquels il suffit de parler une demi-heure pour se convaincre de leur ineptie »; les discussions se passent en bavardages et sans l'initiative du secrétaire Wolkow, « il n'émanerait presque jamais une résolution ». Le chambellan Schuvalow est un brouillon qui entreprend beaucoup de questions sans en trancher une seule. Du chancelier Woronzow notre correspondant a meilleure opinion. Quoique ses qualités soient assez médiocres, « on peut cependant compter sur l'honnêteté de ses intentions, et sur son attachement au bien de la cause commune, malheureusement la grande faiblesse de ce ministre, son découragement et l'état misérable de sa santé le réduisent dans un état de pusillanimité, qui l'empêche d'opérer le bien dont il serait capable par ses sentiments personnels ».

Mercy remit à sa prochaine dépêche ce qu'il aurait à dire sur le grand duc et la grande duchesse, les événements ne lui en laissèrent pas le temps.

Breteuil depuis plus longtemps en Russie que son collègue le remplacera comme portraitiste : « La grande duchesse se désole; elle ne voit son état futur qu'avec frayeur et craint tout de la puissance où son mari va monter; je ne crois pas qu'elle ait tort.... Le grand duc la hait, ne croit et ne peut pas croire à sa paternité; il adore sa maîtresse, Mlle de Woronzow qui est bête mais altière et il pourrait arriver qu'il se défît de l'une pour s'approprier l'autre. Tout cela est un chaos dans lequel on se perd, et qui peut cependant n'avoir aucune suite, si l'impératrice s'en tire heureusement. L'on croit qu'il pourrait arriver qu'il se formât trois partis dans l'empire, celui du grand duc réunirait d'abord le petit nombre de gens qui lui sont attachés et le grand nombre de pusillanimes qui peut-être le haïssent, mais craignent de se

hasarder; celui de la grande duchesse et de son fils qui trouverait bien des partisans et peut-être réunirait le plus de gens d'esprit et de tête qui sont dans ce pays; enfin celui du malheureux petit prince Yvan (1) que le clergé et les vieux Russes chérissent. Je vous rends, Monseigneur, des conjectures et je n'ai garde de vous les donner autrement. Cependant si l'impératrice languit, les trois partis pourraient se distinguer, mais si elle meurt brusquement et bientôt, celui du grand duc avec un peu de conduite sera le seul prépondérant. Des deux personnages le plus en vue, l'un le grand chancelier est malade ou feint d'être malade pour éviter de se compromettre, l'autre le chambellan pleure comme un enfant et intrigue auprès du grand duc comme un sot et un fripon. »

Au cours du mois de décembre 1761, il y eut dans l'état de santé de l'impératrice des hauts et des bas qui émotionnèrent toute la cour. Le chambellan Schouvalow ne dissimule pas son inquiétude; il questionne Breteuil « sur la manière de placer des fonds dans le royaume » et lui confie son envie « d'y faire passer 300 ou 400.000 livres ».Vers la fin du mois, les représentants des puissances alliées se demandent si la fin n'est pas prochaine ; la nuit du 23 au 24 a été mauvaise, la souveraine a eu plusieurs évanouissements, on lui applique des sangsues et elle a perdu beaucoup de sang. D'après les bruits qui courent dans le palais, elle boirait « au point de s'enivrer, des liqueurs dont elle aurait fait mettre une caisse dans sa chambre ».

La fin de l'année marqua une amélioration sensible, mais, il y eut rechute; après 42 heures d'agonie, l'impératrice expira le 4 janvier 1762, entre 3 et 4 heures de l'après-midi. La veille de sa mort, elle aurait (2) appelé

(1) Descendant direct de Pierre le Grand.
(2) Mercy à Kaunitz, 12 janvier 1762. Archives de Vienne.

le grand duc et sa femme pour leur recommander le maréchal Rasamowski qui passait pour son époux, le chambellan Iwan Schouvalow et la plupart de ses serviteurs et favoris personnels; le grand duc très ému aurait promis de respecter ses volontés. A ce propos Mercy se plaint que le chancelier n'ait pas profité de ses derniers entretiens (1) avec la souveraine pour obtenir qu'elle exigeât de son héritier l'engagement de rester fidèle à la politique de l'alliance.

A en croire une note rédigée par Breteuil (2), quelques mois il est vrai après les événements, les choses ne se seraient pas passées aussi naturellement. Il y eut autour du lit de mort de la pauvre Élisabeth et sur le mode de proclamation de son successeur des incidents et des intrigues auxquels prirent part le grand duc et sa femme, les deux Schouvalow, Roman Woronzow, le père de la maîtresse de Pierre, Panin le gouverneur du petit prince, le maréchal Troubetzkoi et d'autres personnages de moindre envergure.

D'après ce récit, Pierre Schouvalow, cousin du chambellan, malade et condamné par les médecins, aurait prié le grand duc de venir le voir. « Il lui exposa avec le désintéressement d'un homme à l'agonie la fermentation des esprits et la crainte que l'on avait de lui voir réaliser ce qu'il avait eu souvent l'imprudence d'annoncer, la répudiation de sa femme, la déclaration de la bâtardise de son fils et enfin son mariage avec Mlle Woronzow. Il ne lui cacha pas que la moindre démarche qui tendrait à l'exécution de ce projet l'empêcherait de monter au trône ou l'en renverserait incessamment. Cette déclaration en imposa au grand duc. Il n'hésita pas à répondre au comte

(1) Breteuil rapporte que le chancelier malade n'avait pas vu l'impératrice pendant les quatre dernières années de sa vie.

(2) Note sur ce qui s'est passé au moment de la mort de l'Impératrice Élisabeth. Affaires Étrangères.

Pierre qu'il était sensible à sa franchise, qu'il en sentait la vérité, et qu'il lui donnait sa parole d'honneur de traiter la grande duchesse et son fils avec la considération et les égards qu'il devait, sans jamais penser à rompre son mariage ni à épouser la *freysle* Woronzow. Il ajouta : « Je n'ai promis à cette fille de l'épouser que quand la grande duchesse serait morte, et elle ne l'est pas encore » ; paroles assez remarquables pour faire croire qu'elle n'aurait pas tardé à descendre au tombeau. » L'engagement ainsi pris fut aussitôt communiqué à Panin, gouverneur du prince Paul, par Iwan Schouwalow qui espérait qu'il lui serait tenu compte de ce service.

Il fallait encore opérer la réconciliation publique du Grand Duc et de la Grande Duchesse avec leur tante mourante. Panin fit appel aux bons offices du chambellan qui, « seul maître de l'intérieur du palais, tenait tout le monde éloigné de l'appartement d'Élisabeth et ne permettait pas même l'entrée de sa chambre au Grand Duc et à la Grande Duchesse. » Schouvalow se déroba ; il en fut de même de Rasamowski. « Rebuté par les amants, dit le mémoire, Panin s'adressa à leur antagoniste, au confesseur ; il s'employa à exciter la jalousie du prêtre et l'engagea à franchir les barrières du favori pour arriver au nom de Dieu jusqu'au lit de sa pénitente. En effet, il vint à bout de le déterminer pour le lendemain matin. Toute cette intrigue se passait le soir. » D'après Breteuil, le chambellan tout en ménageant son futur souverain ne voulait pas trop lui faciliter l'avènement au trône dans la crainte de diminuer son propre prestige et l'importance de l'appui qu'il pourrait lui apporter.

Quoi qu'il en fût des raisons qui dictèrent la conduite du favori, la manœuvre de Panin réussit à souhait : « Le confesseur se fit jour en effet jusqu'au lit de l'Impératrice comme il l'avait promis, et parla à cette souveraine superstitieuse comme tout moine le sait faire en pareil

cas; l'Impératrice fit tout ce qu'il exigeait d'elle quant aux démarches d'une bonne chrétienne suivant le rite grec, et elle se soumit également à ce qu'il lui prescrivit à l'égard de Leurs Altesses Impériales. Elle les fit appeler et Elles arrivèrent avant que le chambellan eût le moindre avis de toutes ces mesures contraires à son plan. »

Quand l'Impératrice consentit à voir ses héritiers, « elle était déjà hors d'état de sentir et n'eut la force que de leur dire qu'elle les avait toujours aimés, et qu'elle mourait, leur souhaitant toute bénédiction. Elle ne put proférer d'autres paroles... Au reste, peu importait au Grand Duc et à peu près aussi peu à la Grande Duchesse. Il leur suffisait d'avoir vu en particulier leur tante, que le public le sût pour qu'il fût aisé de faire répandre la tendresse et l'effusion des derniers adieux... Après cette entrevue, l'Impératrice baissa considérablement. Les intrigues de la Cour augmentèrent, mais il fut sensible que le parti du Grand Duc devenait le plus fort ».

Fallait-il faire proclamer le nouveau Tzar par le Sénat et lier le prince par des déclarations que ce corps aurait rédigées avec garanties contre les innovations dangereuses qu'une mentalité mal équilibrée pourrait lui inspirer, ou se contenter de la transmission automatique du pouvoir absolu à l'héritier reconnu? Il y eut conciliabule sur la procédure à adopter entre Panin, Roman Woronzow, frère du chancelier, quelques intimes de Pierre et Troubetskoï. Sur l'avis de ce dernier, on renonça à faire intervenir le Sénat.

Ne sachant à quel parti s'arrêter, le Grand Duc alla consulter sa femme avec laquelle il était en meilleurs termes depuis la maladie d'Élisabeth. Il la trouva à l'église, occupée des prières publiques; Catherine qui n'avait pu se concerter avec Panin se rangea au conseil de Troubetskoï.

Aussitôt la Tzarine décédée, « les courtisans qui atten-

daient le dernier quart d'heure se jetèrent en foule aux pieds du Grand Duc. Les troupes le plus affidées à ce prince, qu'on avait eu soin de faire tenir sous les armes autour du Palais, venaient se prosterner devant leur nouveau despote. Enfin, en un instant, tout fléchit le genou, et en moins de temps, tout parut oublier la bonté de la défunte et la crainte qu'avait inspirée depuis de longues années le Grand Duc. Il n'y eut pas le moindre tumulte; la servitude tenait lieu d'amour ».

Le Grand Duc fut en effet proclamé Tzar sous le nom de Pierre III sans aucune difficulté; dès le soir de la mort d'Élisabeth, il avait reçu le serment des troupes. Le premier acte du nouveau souverain (1) fut d'enlever toutes ses dignités à Schakaskoy, procureur général du Sénat, et de le remplacer par Glebow, procureur de la même assemblée, « homme de peu de chose, de beaucoup d'esprit et d'une plus grande friponnerie », qui lui avait été très utile pendant les derniers jours du règne précédent. A la réception diplomatique qui eut lieu le 6 janvier, il ne se passa rien d'extraordinaire; « l'empereur a dit quelques mots polis au comte de Mercy et au ministre anglais, puis l'on s'est mis à table, environ 100 personnes, après avoir tiré généralement les places au sort. Le dîner a été long et n'a été ni plus ni moins triste qu'à l'ordinaire. Après ce dîner qui a fini à sept heures, l'Empereur est monté en carrosse, s'est promené par toute la ville, a fait une visite d'une heure à son Procureur général Glebow, et est allé de là en passer deux au moins chez M. de Woronzow qui était malade et qu'il avait déjà fait assurer de son amitié et de la conservation de sa place... Le jeudi l'Empereur a donné à dîner à tous les officiers des gardes, au nombre de 200; le vendredi, un autre dîner à tous les officiers holstenois. Beaucoup de vin et au-

(1) Breteuil à Choiseul, 11 janvier 1762. Affaires Étrangères.

tant de mauvais propos ont assaisonné l'affabilité du prince. Une infinité de grâces assez bien placées ont signalé jusqu'à ce jour son règne. Il a fort bien et fort honnêtement traité tous les vieux serviteurs. Il paraît même les consulter de façon à les flatter. Enfin, Monseigneur, je lui dois la justice que sa conduite vis-à-vis de ses sujets mérite des éloges. Contre l'usage de cette Cour, dans tous les changements de règne, aucun des courtisans attachés à l'Impératrice n'a éprouvé de cruel traitement ni exil en Sibérie, je ne sais pas même qu'il y ait eu personne d'arrêté ». Bien loin de sévir contre les favoris de sa tante, il avait rappelé à la cour des personnes qu'elle avait éloignées ou punies. C'est ainsi qu'on vit bientôt reparaître à Pétersbourg le vieux Biren, duc de Courlande et le feld-maréchal Münnich.

A l'occasion de la distribution des faveurs, M[lle] Woronzow fut créée maîtresse des filles d'honneur et reçut son appartement à la cour avec des distinctions sans fin. A cette nouvelle Breteuil ajoute en guise de commentaire : « Il faut avouer que c'est un goût bizarre ; pas d'esprit, et quant à la figure, c'est tout ce qu'on peut voir de pis. Elle ressemble de tous points à une servante d'auberge de mauvais aloi. »

D'après Mercy (1) les personnages influents de l'entourage du trône seraient Glebow, Roman Woronzow, Milgonow et Alexandre Nariskin, dont les deux derniers s'intéresseraient beaucoup plus aux intrigues du palais qu'aux affaires extérieures. Quant à l'Empereur, malgré les apparences rassurantes du début, il craint que sa politique ne soit inspirée par son admiration enthousiaste pour le roi de Prusse, sa haine contre la France et son penchant pour l'Angleterre dû en partie aux subsides qu'il a reçus du ministre de cette puissance, Keith. Ce pronostic allait se confirmer de jour en jour.

(1) Mercy à Kaunitz, 10 janvier 1762. Archives de Vienne.

Mercy (1) et Breteuil ont puisé dans leurs entretiens avec le chancelier Woronzow l'impression que (2) Pierre III travaillerait à la paix entre la Prusse et ses ennemis, dès à présent, signerait un armistice avec cette puissance et retirerait ses troupes de la Silésie. Le chancelier avait promis de faire son possible pour empêcher des résultats aussi désastreux pour l'alliance, mais soit faiblesse de caractère, soit maladie, ses efforts — s'il en fit — pour arrêter le cours des événements, ne produisirent guère d'effet. A la vérité, Woronzow avait obtenu (3) que le brigadier Gudowitz, chargé d'annoncer la mort de l'impératrice Élisabeth à la famille de Catherine Zerbst, accomplirait sa mission directement sans visite préalable au roi de Prusse, comme l'aurait désiré le Tzar. D'autres faits étaient significatifs. Le général prussien Werner, prisonnier sur parole, le suédois Hordt, entré au service de la Prusse et également prisonnier, avaient été libérés et étaient admis dans l'entourage intime du prince. Le traître Todtleben avait échangé sa prison pour les arrêts dans une maison particulière. Le prince Georges de Holstein, qui avait exercé un commandement dans l'armée prussienne pendant les cinq premières années de la guerre, venait d'être appelé en Russie ; enfin la troupe de la comédie française à Pétersbourg avait été congédiée. Seul le secrétaire du cabinet Olsoview avait le courage de faire quelques représentations au monarque, mais il n'était pas écouté.

Dès le 18 janvier, c'est-à-dire 15 jours après le début du nouveau règne, Mercy (4) avait prédit le revirement

(1) Mercy à Kaunitz, 12 janvier 1762. Archives de Vienne.

(2) Ne pas confondre le chancelier Woronzow avec son frère Roman, père de la favorite.

(3) Breteuil à Choiseul, 18 février 1762. Affaires Étrangères.

(4) Mercy à l'Empereur et Kaunitz (en français), 18 janvier 1762. Archives de Vienne.

complet de la politique russe : « Quoique le nouvel Empereur n'ait pas encore déclaré formellement ses intentions j'ai lieu de croire qu'elles n'en sont pas moins décidées et que la défection sera complète et dès ce moment nous devons nous attendre aux procédés les plus ultras de la part du monarque russe. » Le représentant de Marie-Thérèse se demandait jusqu' « où la dignité de notre cour pourra lui permettre d'étendre les ménagements envers celle-ci » et il attendait des ordres, sur ce point délicat. En contraste avec la politique extérieure, la direction des affaires intérieures paraissait sage et pondérée. Mercy le reconnaît : « Quant à ce qui regarde la conduite du nouveau monarque vis-à-vis de ses sujets, elle a été jusqu'à présent assez mesurée et sage, par un effet des conseils du sénateur Woronzow, du maréchal Troubetskoï et du procureur général Glebow; cependant la conduite modérée de ce prince n'en impose pas généralement, et ceux qui le connaissent ne prévoient que trop combien il lui sera impossible de mettre pour longtemps un frein à ses passions. »

L'Autrichien (1) se plaignait de son isolement : il est tenu à l'écart; Olzoview lui fait dire qu'il ne peut le recevoir sans courir le risque de la disgrâce, Wolkow n'est jamais chez lui quand il va le voir; les réunions de la conférence sont suspendues pendant une nouvelle indisposition du chancelier; faute de communications directes, il se tient au courant par des moyens clandestins.

Alors que l'ambassadeur d'Autriche ne peut se faire entendre, que celui de France est surveillé et quelquefois injurié derrière son dos, le ministre britannique Keith jouit de la plus grande faveur. L'empereur a reçu une députation des commerçants anglais et leur a tenu des propos aussi gracieux pour eux qu'insultants pour les

(1) Mercy à Kaunitz, 3 février 1762. Archives de Vienne.

autres nations : « Je sais, leur avait-il dit, que le corps des marchands anglais est utile à mon État et que tous les autres sont des gueux. » A défaut du chancelier devenu invisible pour les diplomates étrangers, Mercy a pu causer (1) avec son secrétaire Bakumer; il a tiré de lui des aveux qui ont confirmé ses informations particulières. Ordre aurait été expédié au général Czernitchew, cantonné avec le corps auxiliaire dans le comté de Glatz, de se séparer des Autrichiens et de se retirer derrière la Vistule. L'influence britannique n'avait pas été étrangère à cet important incident. Dans une dépêche du 30 janvier (2) à son gouvernement Keith relate une conversation qu'il vient d'avoir avec le nouvel Empereur : celui-ci lui avait déclaré qu'il était résolu à se dégager de tout engagement avec la cour de Vienne et que, pour commencer, il avait envoyé ordre au général comte Czernichew (qui n'avait pas encore été rappelé) de signifier au général Loudon qu'il avait l'ordre de l'Empereur de ne plus coopérer à des opérations militaires et de s'abstenir de toutes hostilités contre les Prussiens.

« Là-dessus je pris la liberté de suggérer à S. M. qu'afin de couper court à toute négociation avec cette cour (celle de Vienne) en lui montrant qu'il avait arrêté son parti, il serait désirable de commander au comte Czarnichew de se séparer des Autrichiens, de passer l'Oder et de se retirer en Pologne. L'Empereur m'a semblé de goûter le conseil, m'a, pour ainsi dire, promis de lancer ses ordres pour la séparation avec instruction de rejoindre le reste de l'armée russe cantonnée près de Posen. »

Dans une lettre à l'Empereur François (3) Mercy s'excuse

(1) Mercy à Kaunitz, 15 février 1762. Archives de Vienne.
(2) Keith à Bute, 30 janvier 1762. Record Office.
(3) Mercy à l'Empereur (annexe à la dépêche du 15 février). Archiv. de Vienne.

de l'insuccès de ses efforts pour enrayer le mal, en faisant un résumé de la situation :

« V. M. aura daigné observer que le bouleversement total des affaires a été l'ouvrage des 8 premiers jours du gouvernement de ce nouvel Empereur ; et que par conséquent tout le système s'est trouvé renversé avant qu'il m'eût été possible de faire parvenir la moindre représentation, soit au Souverain, soit à son Ministère. Le Monarque deux jours après son avènement au trône avait déjà expédié vers le roi de Prusse et en Angleterre ; cette démarche décisive qui supposait une résolution ferme et préméditée a entraîné toutes les autres. »

L'ambassadeur traite le souverain de fou : « Il est à remarquer que l'enthousiasme et l'amour de l'Empereur pour le roi de Prusse forment un point de folie décidé et inébranlable parce qu'il tient de trop près à son goût favori, qui est cette discipline et ce gouvernement militaire dont le roi de Prusse donne à l'Europe un exemple si outré, et qui lui a valu l'hommage de tant de têtes échauffées..... ce prince a été tellement négligé qu'il n'a absolument pas d'idée de son État et ignore ce qui est politique, système, en un mot tout ce qui regarde l'art de régner, et rapportant toutes choses au militaire (seul objet dont il s'occupe) il juge que le souverain bien est d'avoir beaucoup de troupes, et il adore le roi de Prusse parce qu'on lui a dit que ce prince était un de ceux qui savait le mieux discipliner et exercer ses soldats. »

S'il faut renoncer à l'espoir d'empêcher Pierre d'abandonner l'alliance et de faire la paix, Mercy estime qu'il sera possible d'obtenir qu'il ne s'unisse pas aux ennemis et qu'il ne leur donne pas des secours dans la guerre actuelle. Pour arriver à ce résultat négatif, il faut gagner du temps et profiter des questions que soulèveraient les réponses de la Prusse et de la Grande-Bretagne aux ouvertures de la Russie. La lettre se termine par quelques dé-

tails sur les débauches du Tzar, sur ses démêlés avec sa maîtresse, sur l'effacement de l'Impératrice Catherine; mais la description d'un souper chez le chancelier, que l'ambassadeur ajoute en post-scriptum, servira mieux que toutes ses appréciations à dépeindre le ton et les mœurs du personnage extraordinaire qui tenait en mains les destinées de la Russie : « Suivant l'invitation qui en avait été faite à tous les ministres étrangers, je me rendis chez M. le chancelier pour assister à l'assemblée et le grand souper qu'il donna à son Souverain et où au delà de trois cents personnes hommes et femmes se trouvèrent. L'Empereur à son arrivée me parla aussi poliment qu'à l'ordinaire, mais je vis par le soin qu'il prit de se faire entourer par ses favoris, qu'il voulait éviter de me procurer une occasion de lui parler d'affaires et quelque soin que je prisse pour saisir un instant il me fut impossible de le trouver. L'Empereur prit Keith en particulier, s'entretint longtemps avec lui, il appela ensuite Hordt et Werner, et comme je me tenais toujours aux aguets, j'entendis qu'il leur disait qu'il venait d'avoir la nouvelle que le prince Eugène était en marche, mais c'est tout ce que je pus saisir de ce discours.

« Enfin, on se mit à table après avoir tiré les places au sort. Le souper dura 4 heures et ce fut là que le monarque commençant à être échauffé de vin, il tint à haute voix toute sorte de propos sur son estime, son admiration et son attachement pour nos ennemis; tout cela était toujours adressé au prince George, à Hordt, à Werner qui étaient opposés de lui; j'étais placé vers une extrémité de la table assez éloignée mais comme il criait à gorge déployée je ne perdais pas une parcelle de ses discours.

« Enfin, on se leva de table, on apporta un nombre infini de pipes et toute la Cour se mit à fumer. L'Empereur se mit à jouer une espèce de jeu de hasard où il peut entrer autant de monde qu'on en veut admettre à la

partie; on proposa à tous les ministres étrangers d'en être et nous jouions tous. Pendant le jeu, l'ivresse de l'Empereur augmentait à force de boire et de fumer, il se mit à agacer fort désagréablement et d'une façon piquante M. de Breteuil, qui la plupart du temps ne répondit rien, parce qu'en effet ce que lui disait l'Empereur était souvent inintelligible. » La « façon piquante » dont il a été traité, notre ambassadeur la raconte lui-même (1) : « Le Czar perdit un des premiers; je ne tardai pas à en faire autant, de même que le marquis d'Almodovar (envoyé d'Espagne). Quand l'Empereur vit perdre le ministre espagnol, S. M. était débout et moi aussi. Il fit quelques pas vers moi et s'étant approché de mon oreille, il me dit avec confiance et gaîté : « L'Espagne perdra ». Je fus un peu étonné et je lui répliquai cependant assez vite : « Sire, je ne crois pas, nous sommes avec elle, et elle est formidable seule ». L'Empereur, en haussant les épaules, avec un rire moqueur et de pitié ne me répondit que par un ah! ah! Je repris fort sérieusement : « Enfin, Sire, nous sommes, l'Espagne et nous, fort tranquilles à cet égard, et nous le serons également pour la guerre du continent et d'Allemagne, si V. M. reste ferme dans les principes de son alliance comme elle l'a promis et le doit à ses engagements ». Le Souverain russe, après avoir gardé un moment le silence, m'a répondu avec colère et d'un ton fort haut : « Je vous l'ai fait déclarer il y a deux jours, je veux la paix ». Je répliquai : « Et nous aussi, Sire, mais nous la voulons sûre, comme V. M., honorable et d'accord avec nos alliés ». — « Tout comme il vous plaira, m'a repris le despote; quant à moi, je veux la paix. Faites après comme vous l'entendrez, Finis coronat opus. Je suis soldat et point badin ».

« En achevant ces mots militaires, il cherchait à me

(1) Breteuil au comte de Choiseul, Pétersbourg, 26 février 1762. Affaires Étrangères.

quitter, mais avant qu'il s'éloignât, je lui ai répondu : « Sire, je rendrai compte au roi de la déclaration qu'il plaît à V. M. de me faire ». Le Monarque russe après avoir dit les paroles sacramentales, en a marmoté d'autres que je n'ai pu entendre... Le chancelier nous a fait beaucoup d'excuses de l'ivresse et des extravagances de son maître, nous a dit qu'elles le faisaient souffrir mortellement mais ne nous a pas empêchés de croire le proverbe sur les ivres : in vino veritas. »

Pour compléter ce tableau d'intérieur, il est intéressant de reproduire ce que dit Breteuil (1) de l'attitude de Catherine et de son entourage : « L'Impératrice est toujours sans aucun crédit. Mais cependant, depuis dix ou douze jours, l'Empereur a paru s'en rapprocher. Il a dîné et soupé plusieurs fois avec elle et lui a dit devant plusieurs de ses courtisans, qu'il avait beaucoup à se louer de ses attentions et de sa complaisance. Celle qu'elle a eue d'essuyer l'ennui des propos de deux fort longs soupers et le dégoût des pipes de la compagnie a donné lieu à la satisfaction que le prince son époux lui a marquée. Je sais d'une personne qui a sa confiance et qui lui faisait compliment sur ses succès, qu'elle lui a répondu qu'on ne pouvait s'imaginer tout ce qu'il en coûtait pour être belle. Je crois, en effet, qu'elle a besoin de faire sur elle de furieux efforts pour soutenir la conduite méthodique et calculée qu'elle a adoptée. Au reste, elle gagne dans tous les esprits. Ses attentions pour la vieille Cour sont infinies et tous les vieux courtisans ne peuvent se lasser de parler de ses bontés. » Le Français signale l'exactitude avec laquelle elle suit les cérémonies du rite orthodoxe; « il me semble qu'elle ne néglige rien pour plaire en général et en particulier et qu'elle pousse un peu trop loin l'attention sur tout ce qui peut remplir cet objet,

(1) Breteuil à Choiseul, 15 février 1762. Affaires Étrangères.

pour que l'amour-propre en soit le motif. Elle n'est pas plus femme à oublier qu'à pardonner la menace que l'Empereur lui a souvent faite, étant Grand Duc, de la faire tondre et enfermer comme Pierre I[er] fit à sa première femme. Je ne puis douter qu'elle ne se soit rappelé plus d'une fois cet exemple depuis son avènement au trône et qu'elle ne croie son époux très capable de suivre en ce point celui de Pierre I[er] ».

Breteuil lui a fait parvenir l'expression des « sentiments du Roi et les ordres que j'aurai sûrement de les lui renouveler avec la plus grand'force ». L'Impératrice lui a fait transmettre ses remercîments et « elle m'a fait ajouter qu'elle n'entendait rien aux grandes choses, mais qu'elle espérait qu'on ne la soupçonnerait pas du moins de s'en mêler, et qu'elle me priait de rendre compte sans ménagement de sa nullité parfaite ». Le ministre français ne fait aucun commentaire sur cette déclaration d'impuissance et termine son billet par quelques détails sur l'héritier de la couronne : « L'Empereur veut que son fils soit appelé Prince Impérial au lieu de Grand Duc. Il ne l'a vu qu'une fois depuis qu'il est sur le trône. S'il parvenait à avoir quelque enfant mâle d'une maîtresse, bien des gens croient qu'il en ferait sa femme, et de l'enfant son successeur. Mais les épithètes que M[lle] Woronzow lui a données publiquement dans leur dispute sont très rassurantes à cet égard. »

Les informations de Keith sur la situation de Catherine sont bien conformes à celles de ses collègues Mercy et Breteuil : « Elle n'a aucun crédit, mande-t-il à Bute (1), dans les affaires même privées et le meilleur moyen de réussite auprès de l'Empereur n'est pas de se servir du canal de l'Impératrice. » Mitchell avait déjà avisé (2) le roi de Prusse de cet état de choses : « M. Keith souhaite

(1) Keith à Bute, 19 mars 1762. Hardwicke papers.
(2) Mitchell à Frédéric, 6 mars 1762, Mitchell papers.

que le ministre de V. M. envoyé à Pétersbourg ne se jette pas tête baissée entre les mains de l'Impératrice. Il croit que cette princesse n'est pas si bien disposée envers V. M. que l'est l'Empereur, ni si ferme dans sa conduite. »

A lire la correspondance des représentants de la France et de l'Autriche, on constate que la fausse situation dans laquelle ils se trouvaient vis-à-vis de l'Empereur avait créé une entente parfaite entre eux; on les voit se citer l'un l'autre, échanger des doléances, se communiquer les rares nouvelles qu'ils pouvaient surprendre. Ils étaient bien d'accord, sur l'inutilité de donner de l'argent aux fripons de la jeune cour; peut-être, ajoute ironiquement Breteuil (1), y aurait-il chance avec 7 ou 8 millions d'acheter l'Empereur, qui est fort avare. Quelques jours après le banquet, Mercy rapporte (2) une conversation du chancelier avec Pierre qui était venu le voir pendant sa maladie. Le Tzar avait déclaré qu'il n'avait pris aucun engagement avec l'Angleterre, mais que depuis longtemps il était en correspondance suivie avec Frédéric, qu'il était entré au service de la Prusse avec le rang de capitaine et que récemment il avait été promu général lieutenant. Le roi l'avait informé que cet avancement rapide était dû uniquement aux grands talents pour la guerre et aux qualités militaires dont il avait donné des preuves nombreuses et convaincantes. « D'après cette confidence, V. E. sera à même de juger ce que nous pouvons attendre du souverain russe pour le présent et pour l'avenir. »

Mercy avait tenu à sa cour le langage d'un homme aussi clairvoyant que bien renseigné en lui signalant dès le début du règne, l'influence anglaise comme toute-puissante à la cour de Russie. La correspondance de Keith en fait foi. Dès le 8 janvier, c'est-à-dire presque au lendemain de la mort d'Élisabeth, au premier souper de la

(1) Breteuil à Choiseul, 15 février 1762. Affaires Étrangères.
(2) Mercy à Kaunitz, 26 février 1762. Archives de Vienne.

cour, Pierre lui chuchota (1) dans l'oreille, avec un sourire, que la veille il avait envoyé l'ordre à ses armées de ne plus s'avancer sur le territoire prussien et de s'abstenir de toutes hostilités. Le 12, sur l'invitation du Tzar, l'ambassadeur anglais (2) a un entretien avec Gudowitz avant son départ pour Anhalt, le 30 Pierre s'invite à souper chez lui; il lui confirme (3) son désir de se réconcilier avec le roi de Prusse, il souhaiterait à cet effet l'envoi par ce prince d'un personnage militaire, enfin il serait très flatté si Frédéric voulait le décorer de ses ordres. Le Tzar montrait les dispositions les plus amicales à l'égard du roi de la Grande-Bretagne avec lequel il voulait agir dans l'union la plus intime, il aurait voulu que sa flotte eût une valeur suffisante pour qu'il pût l'offrir à son allié fidèle contre l'Espagne. Le 5 février, sur la prière du roi de Prusse, l'ambassadeur présenta les compliments de ce prince au nouvel empereur. La faveur de Keith brilla de tout son éclat pendant les deux premiers mois du règne; elle pâlit peu après l'arrivée de Goltz, l'envoyé prussien, qui eut lieu le 4 mars, et fut peu à peu éclipsée par l'influence grandissante de ce dernier. Dans les premiers temps de sa mission, Goltz tint son collègue anglais au courant des négociations avec la Prusse (4) et du désir du Tzar de signer la paix le plus tôt possible. Keith fut également associé aux grandes réjouissances par lesquelles Pierre célébra son investiture de l'ordre prussien de l'aigle noir. L'Anglais raconte (5) avec satisfaction les incidents du banquet qui eut lieu à cette occasion : L'empereur et son oncle le prince de Holstein étaient parés des insignes de l'ordre. Au cours du premier service, Pierre III

(1) Keith à Bute, 8 janvier 1762. Hardwicke papers.
(2) Keith à Bute, 12 janvier 1762. Hardwicke papers.
(3) Keith à Bute, 30 janvier 1762. Mitchell papers.
(4) Keith à Bute, 11 mars 1762. Hardwicke papers.
(5) Keith à Bute, 23 mars 1762. Hardwicke papers.

but à la santé du roi de Prusse dans un énorme gobelet qui fit le tour des quarante personnes des deux sexes conviées au festin. Plusieurs autres toasts furent portés au bruit des détonations de 50 canons. Vers la fin du repas, le Tzar s'adressant à l'ambassadeur lui dit qu'il allait proposer le toast qui lui serait le plus agréable . une paix générale et heureuse. Inutile d'ajouter que toute la société souligna cette démonstration par ses applaudissements et que l'ambassadeur répondit par les banalités d'usage.

Deux circonstances vinrent ruiner l'influence anglaise auprès du souverain russe : la première fut l'arrivée de Wroughton (1) que la cour de Londres peu confiante dans les talents diplomatiques de Keith lui expédia comme auxiliaire. Ce personnage qui avait été consul britannique à Pétersbourg n'avait pas une bonne presse; Gudowitz l'avait dépeint à Mitchell comme « un étourdi et reconnu pour tel par toute la cour ». Pierre ne voulut pas le recevoir, et comme l'intéressé insistait, fit notifier à Londres son refus. De son côté, Keith en mauvais termes avec Wroughton et mécontent d'une mission spéciale qui semblait indiquer, de la part de son gouvernement, l'intention de le remplacer, prit les devants et demanda son rappel. La seconde cause de froideur fut une conversation privée entre Bute et Galitzin; le rapport qu'en fit ce dernier à son maître présentait l'attitude du gouvernement anglais à l'égard de la Prusse sous un jour qui provoqua l'indignation de Pierre et la lui fit qualifier de véritable trahison. Nous aurons d'ailleurs l'occasion de revenir sur cet incident qui a son importance.

Avant de continuer le récit des événements qui se passèrent à la cour de Russie, il sera intéressant d'examiner

(1) Keith à Bute, 12 et 19 mars 1762. Hardwicke papers.

l'impression que produisit sur les cours d'Europe et notamment sur le roi de Prusse l'étrange évolution qui avait suivi la mort d'Élisabeth. Privé d'une partie de ses ressources en hommes et en territoires, par la perte de Schweidnitz et de Colberg, à moitié abandonné par l'Angleterre, Frédéric se sentait dans la situation la plus critique qu'il eût encore traversée; pour en sortir, il ne voyait guère comme remède qu'une alliance avec la Porte et avec le Khan de Tartarie et un accord avec le Danemark (1) auquel il garantirait le Schleswig en échange de son concours pour reprendre Colberg. Le 19 janvier, il apprit par la voie de Varsovie la mort d'Élisabeth; son premier sentiment fut celui d'une extrême prudence : « Dans la situation où je me trouve, écrit-il à Finckenstein (2), je dois aller à pas bien mesuré, pour ne pas empirer mes affaires, au lieu de les rendre meilleures. Nous ignorons encore d'un côté la façon de penser du grand duc de Russie sur notre sujet (3), après qu'il vient de monter sur le trône, et si les artifices et les insinuations flatteuses que nos ennemis là-bas lui feront ne gagneront pas sur son esprit à vouloir continuer la guerre contre nous. » Il pria Keith, dans le savoir-faire duquel il n'avait d'ailleurs que peu de confiance, « de se charger d'un compliment de sa part au nouvel Empereur, tout comme à la nouvelle Impératrice de Russie ». A son confident et ami le prince Ferdinand Frédéric n'exprima aucun espoir (4) de changement dans la politique extérieure de la Russie : « Voici une nouvelle scène qui s'ouvre en Europe; du train que les choses prennent, je

(1) Frédéric à Finckenstein, Breslau, 7 janvier 1762. *Correspondance politique*, XXI, p. 168.

(2) Frédéric à Finckenstein, Breslau, 19 janvier 1762. *Correspondance politique*, XXI, p. 189.

(3) Le langage de Frédéric ferait croire que les propos de Pierre III sur ses rapports avec la Prusse étaient empreints d'une grande exagération.

(4) Frédéric à Ferdinand, Breslau, 23 janv. 1762.

crois que nous n'aurons jamais la paix, il faudra se faire clouer le pot en tête et coller les bottes pour n'avoir pas la peine de les remettre. »

L'incertitude dura jusqu'au 31 janvier; à cette date, Frédéric reçut de Finckenstein (1) les avis les plus encourageants. Le 29 était arrivé à Magdeburg en route pour Zerbst le brigadier Gudowitz qui lui avait remis pour le Roi la lettre notifiant l'avènement au trône de Pierre III ainsi qu'un billet de Woronzow. L'officier russe aurait été heureux de faire sa cour à Frédéric s'il avait trouvé celui-ci sur son chemin, mais n'osait pas prendre l'initiative d'une demande d'audience; il se rendrait cependant aux ordres que le Roi pourrait lui faire tenir à cet égard. A ces informations sur la mission du Russe, Finckenstein avait ajouté un mot de Keith à Mitchell daté de Pétersbourg du 3 janvier : « Les affaires, écrivait le ministre anglais (2), prennent la tournure la plus favorable pour nous à cette cour, l'Empereur ayant déjà expédié des ordres aux différents corps de ses armées de ne pas avancer plus loin dans les territoires de S. M. Prussienne et de cesser toutes hostilités; et M. Tschernischew a des ordres exprès de quitter les Autrichiens et de s'en retourner par la Pologne... J'ai appris que les ordres sont aussi donnés aux différents généraux d'accepter un armistice, proposé de la part des Prussiens... J'ai lieu de croire que l'Empereur a des vues contre le Danemark et il est à craindre que si on ne trouve pas moyen de l'adoucir, il pourra venir à des extrémités. » L'on peut se figurer la joie que le contenu de ce courrier causa à Frédéric : « Voici le premier rayon de lumière qui paraît, écrit-il à Finckenstein (3), le ciel en soit béni! » Il fait transmettre à Gudowitz l'invitation

(1) Finckenstein à Frédéric, Magdeburg, 27 janv.
(2) *Correspondance politique*, XXI, p. 221.
(3) Frédéric à Finckenstein, Breslau, 31 janvier 1762. *Correspondance politique*, XXI, p. 212.

sollicitée de venir le voir à Breslau, soit ouvertement, soit incognito, et engage Mitchell à conseiller à son collègue de Pétersbourg « de ne pas trop se raidir contre le nouvel empereur dans ses vues qu'il fait remarquer contre les Danois... l'on risquerait de l'aigrir et de gâter tout dès le commencement et nos ennemis en profiteraient pour l'entraîner dans leur parti en lui promettant tout ».

A la suite de ces communications rassurantes sur les dispositions du nouveau souverain, Frédéric se décida à lui adresser une lettre de félicitations, avant même d'attendre la visite de Gudowitz, et de la confier à un envoyé spécial. La lettre en date du 6 février (1) était bien tournée, mais banale ; pour la présenter, le choix du prince s'était arrêté sur le sieur de Goltz qui avait déjà été chargé de missions semblables et qui pour l'occasion fut nommé colonel, adjudant et chambellan. Les instructions (2) de l'envoyé extraordinaire portent la date du 7 février. Sous prétexte de félicitations, il devait travailler à terminer la guerre avec la Russie et à détacher cette puissance de ses alliés. On ne connaissait des dispositions de l'Empereur que « deux points généraux, savoir : que les affaires du Holstein lui tiennent pour le moins autant à cœur que celles de la Russie et secundo qu'il est bien disposé pour mes intérêts. Ces notions, faute de plus détaillées, servent donc de base à tout mon raisonnement ».

Comme entrée en matière, Goltz se fera l'interprète du désir de rétablir la bonne harmonie entre les deux cours et de cultiver l'amitié de l'Empereur ; il profitera de la première occasion pour affirmer que Frédéric avait « décliné jusques ici soigneusement toutes les propositions d'alliance » du Danemark ; il exprimera l'impression pro-

(1) Frédéric à l'Empereur de Russie, 6 février 1762. *Correspondance politique*, XXI, p. 233.

(2) Instructions pour le baron de Goltz, 7 février 1762. *Correspondance politique*, XXI, p. 234.

duite sur son maître par le rappel des troupes servant avec les Autrichiens, trait que ce dernier regardait comme « une véritable marque d'amitié et dont la reconnaissance ne s'effacera jamais de son cœur ». Le chapitre des compliments épuisé, Goltz insinuera qu'il est muni de pleins pouvoirs pour traiter.

Ces préliminaires exposés, Frédéric aborde l'examen des propositions que « ces gens nous pourront faire pour la paix : 1° Ils s'offriront à retirer leurs troupes au delà de la Vistule, à nous rendre la Poméranie et peut-être à conserver la Prusse tout à fait, ou à ne la garder que jusques à la paix générale. A cela voici ce qu'il faut que vous répondiez. S'ils ne veulent garder la Prusse que jusqu'à la paix générale, il faut y consentir, parce que c'est toujours beaucoup gagné pour nous.

« 2° S'ils se proposent de garder la Prusse, il faut leur proposer qu'on me dédommage d'un autre côté, selon que je leur proposerai, et il faut m'envoyer un courrier.

« 3° S'ils veulent évacuer tous mes États, à condition d'une garantie du Holstein, je vous autorise à signer tout de suite, surtout si vous pouvez obtenir d'eux une garantie réciproque de la Silésie.

« 4° Si, outre ces trois cas, l'Empereur désirât que je lui donnasse un acte de neutralité, au cas qu'il fît la guerre au Danemark, signez, mais demandez simplement que cet acte ou cet article du traité soit tenu secretissime et dites à l'Empereur et à ses Ministres, supposé que cela se fasse, que vous le priez de le cacher même au ministre d'Angleterre, comme vous aviez de votre côté ordre de ne vous en ouvrir envers qui que ce soit ».

La suite des instructions vise les démarches que la Russie serait invitée à faire auprès de la Suède pour déterminer cette puissance à mettre fin à sa guerre, — la nécessité de savoir si l'attitude pacifique de l'Empereur provient de ses desseins contre le Danemark ou simplement de son

désir de servir de médiateur entre les belligérants, — l'avantage d'exciter les Russes contre l'Autriche par tous les moyens possibles.

« Reste l'article des Turcs dont il convient de traiter. Vous n'en parlerez que lorsque vous serez sûr de signer le traité de paix, et vous déclarerez à l'Empereur que, pressé comme je l'étais de tous côtés, les devoirs de ma conservation m'avaient fait entrer en traité avec les Turcs; que le grand objet était de les porter à faire une diversion en Hongrie, et que les Tartares pourraient peut-être intenter quelque incursion sur les terres des Cosaques russes; mais que, pour peu que cela fît plaisir à l'Empereur, je tâcherais d'accommoder l'affaire, pourvu qu'il fît insinuer sous main à la Porte qu'il ne troublerait pas les entreprises qu'elle pourrait former sur l'Hongrie. »

Le 20 février, Gudowitz eut une audience du Roi dont celui-ci se montra très satisfait. Il y eut échange de protestations amicales, mais on resta de part et d'autre sur le terrain des généralités. Le 4 mars, Goltz arriva à Pétersbourg. Entre temps Pierre avait reçu de son nouvel ami les insignes de l'ordre de l'aigle noir; il fut si sensible à cette distinction qu'il ne voulut plus se séparer de cette décoration qu'il portait à l'exclusion de toute autre. La correspondance entre les deux souverains devenait plus fréquente et assumait un ton de plus en plus intime. A l'Empereur de Russie qui avait demandé que le général Werner, prisonnier de guerre depuis septembre 1761, fût autorisé à prendre service dans l'armée russe, Frédéric écrivait (1) dans des termes qui ne lui étaient guère habituels : « Votre Majesté Impériale n'a qu'à dire; Elle peut compter sur moi. Elle demande le général Werner, Elle en peut disposer comme Elle le

(1) Frédéric à Pierre III, Breslau, 20 mars 1762. *Correspondance politique,* XX, p. 305.

jugera à propos... Que ne puis-je témoigner par des effets plus réels les profondes marques de reconnaissance que ses procédés généreux ont marqués dans mon cœur! Tandis que je suis persécuté de toute l'Europe, je trouve en Elle un ami, je trouve en Elle un prince qui a le cœur vraiment allemand, qui ne veut pas contribuer à rendre l'Allemagne l'esclave de la maison d'Autriche et qui me tend une main secourable, lorsque je me trouvais presque sans ressource. »

Cette épître, malgré — peut-être à cause de — son lyrisme exagéré, était fort habilement composée et produisit à coup sûr un grand effet sur l'esprit à la fois naïf et vaniteux du prince auquel elle était adressée. Trois jours après l'envoi de sa lettre, Frédéric reçut de l'Empereur Pierre par la voie de son ministre Goltz (1) une communication importante qui constituait à la fois un sûr garant des sentiments du monarque russe et une révélation complète des vues politiques secrètes du ministère anglais. Il s'agissait de la dépêche (déjà mentionnée dans ce chapitre) de Galitzin datée du 26 janvier, dans laquelle l'ambassadeur russe à la cour de Saint-James rendait compte d'un entretien avec le premier ministre anglais (2) : « Ce matin le comte Bute, Secrétaire d'État, m'ayant invité chez lui, m'a fait connaître que cette cour-ci expédie encore dès ce soir le sieur Wroughton pour résider auprès de Votre Majesté Impériale en qualité de résident du Roi. » Le nouvel envoyé se joindra à Keith pour insinuer « qu'il ne dépend que de la bonne volonté de V. M. de donner la paix à l'Europe », il demandera « quelles sont les intentions de V. M. et sur quelles conditions il plairait à Elle d'établir la paix et principalement avec le roi de Prusse; qu'on sent parfai-

(1) Goltz à Frédéric, 13 mars 1762, répondue, le 23. *Correspondance politique*, XXX, p. 311.

(2) Voir plus loin la version que donne Bute de cet entretien.

tement ici que le Prince, vu l'état délabré de ses affaires, ne peut se flatter d'obtenir la paix sans faire des cessions considérables de ses États et sans l'acheter, pour ainsi dire, à ses dépens. Qu'en conséquence de cette vérité reconnue ici, lui, comte Bute, avait écrit au sieur Mitchell, ministre britannique auprès du roi de Prusse, par ordre du roi son maître, il y a six semaines, de déclarer au ministère prussien qu'il est bien temps de penser sérieusement à la paix, que la cour d'ici ne peut rendre la guerre éternelle, pour plaire à Sa Majesté Prussienne. Qu'on n'a pas reçu aucune réponse de Magdeburg sur cette déclaration, mais qu'on ne l'attend non plus aussi raisonnable qu'on le souhaiterait ici, vu que le roi de Prusse non seulement se flatte, à ce que les ministres prussiens lui disent, de trouver à la cour de V. M. plus de la bonne volonté en sa faveur dans l'affaire de la paix, mais qu'il se berce encore par d'autres espérances chimériques. Que lui, comte Bute, estime ces espérances d'autant plus chimériques qu'il juge de toutes ces circonstances sans passion et sans prévention et non pas à la façon des ministres prussiens, auxquels il est tout naturel, comme à des gens qui (se) « noyent, de s'attacher aux troncs, quoique sans aucune espérance ». Bute avait continué en manifestant l'espoir que la Russie fidèle à son amitié avec l'Angleterre ne commettrait pas la faute de retirer ses troupes, car « retirer les troupes de V. M. ne serait point accélérer la paix, mais traîner la guerre en longueur, vu que le roi de Prusse, sans la coopération de V. M. I. en faveur de la cour de Vienne, resterait longtemps en état de continuer la guerre contre l'Impératrice Reine, ce que la cour d'ici ne souhaite pas aucunement, et ne cherche au contraire que de sauver le roi de Prusse de la ruine totale, mais de l'obliger en même temps à faire des sacrifices raisonnables de ses États. Voici les propres termes de M. le comte

Bute dont il m'a recommandé le plus profond secret ».

La reconnaissance à laquelle Pierre avait acquis les titres les plus éclatants se manifesta dans la réponse de Frédéric du 23 mars que le comte Schwerin fut chargé de porter à Pétersbourg : « Je serais le plus ingrat, le plus indigne des hommes, si je n'étais pas sensible et reconnaissant à jamais aux procédés généreux de V. M. I. V. M. passe mon attente. Elle me découvre la trahison de mes alliés, Elle m'assiste, quand tout l'univers m'abandonne, et j'ai seul à Sa personne l'obligation de tout ce qui m'arrive d'heureux. Elle veut que je Lui envoie un projet de paix. Je le fais, puisqu'Elle le veut, mais je me confie à l'ami; qu'Elle dispose comme Elle voudra, je signe tout. Ses intérêts sont les miens, je n'en connais point d'autres........... Que Votre Majesté fasse les traités comme Elle voudra, ils seront sûrement conformes à ma volonté. Vos intérêts sont les miens; oui, je le jure, je ne m'en départirai jamais! Je ne puis m'empêcher de le dire à Votre Majesté : Elle donne un exemple de vertu à tous les souverains, qui doit Lui attacher les cœurs de tous les honnêtes gens. J'envoie le comte Schwerin qui aura l'honneur de présenter cette lettre à S. M. I. — Je devrais envoyer des personnes de plus grand caractère; mais — j'ai perdu pendant cette guerre 120 généraux, il y en a 14 de prisonniers chez les Autrichiens; enfin, notre délabrement est affreux. Je pourrais désespérer de ma situation, mais je trouve un ami fidèle dans un grand et des plus grands princes de l'Europe, qui préfère les sentiments de l'honneur aux sentiments de politique.

« Ah, que Votre Majesté ne trouve pas étrange que je mette toute ma confiance en Elle, et si j'en abuse, Elle m'en avertira. » A peu près à la même date, Frédéric apprit que le corps russe de Czernitchew s'était séparé des Autrichiens et avait commencé ses étapes de retour. Par contre, un nouvel embarras surgissait du côté du

Danemark. Une note de Bernstorff remise à l'envoyé prussien Borcke signalait les allures belliqueuses du nouveau Tzar, rappelait la garantie consentie par la Prusse en 1715 et demandait conseil au souverain de ce pays sur l'attitude à prendre. Frédéric fit, comme bien l'on pense, une réponse évasive et, à titre d'échange de bons procédés, envoya à Pétersbourg la lettre de Bernstorff avec une note sur l'armée danoise.

Conformément au désir exprimé par Pierre III, Schwerin emporta avec lui un projet de traité de paix des plus simples, que le Roi compléta par un document plus détaillé. Ce dernier contenait (1) la restitution des provinces conquises sur la Prusse pour laquelle « l'Empereur s'est déjà expliqué lui-même de la manière la plus aimable et la plus positive ». Un article séparé portait l'engagement « d'entamer, immédiatement après la paix signée, la négociation d'une alliance telle que l'Empereur la souhaitera et dans laquelle on pourra stipuler les garanties réciproques de la Silésie et du comté de Glatz d'un côté, et celle du duché de Holstein de l'autre, et fixer en même temps selon les désirs de ce prince les secours des troupes à fournir de part et d'autre ». A ces propositions dont l'initiative était venue de Pétersbourg, Frédéric en avait ajouté une autre relative à l'inclusion de la Suède dans le futur arrangement. Le terrain ainsi préparé, les affaires ne traînèrent pas; le traité de paix entre la Russie et la Prusse fut signé à Pétersbourg le 5 mai, reçu par Frédéric au camp de Bettlern le 21 mai et aussitôt ratifié par lui : « Si j'étais païen, écrit-il (2) à Pierre, j'aurais érigé un temple et des autels à V. M. I., comme à un être tout divin, qui donne des exemples de vertu

(1) Frédéric et Finckenstein à Goltz, Breslau, 27 mars 1762. *Correspondance politique*, XXI, p. 319.

(2) Frédéric à Pierre, Bettlern, 21 mai 1762. *Correspondance politique*, XXI, p. 451.

au monde......... Pour moi ; mon corps, mon âme, mon cœur sont à Elle.... V. M. I. doit ranger mon cœur au rang de ses premières conquêtes, et j'ose dire qu'il n'y a rien de plus beau pour les souverains que de s'acquérir un empire qui n'est dû qu'à leur seule vertu. Nous célébrerons tous aujourd'hui cet heureux jour qui va servir de base à cette heureuse union. Mes officiers disent tous : « Vive notre cher Empereur ! » Elle est comblée de bénédictions, et je leur dis « : Sans doute c'est notre cher Empereur, mais n'oubliez pas le respect que vous lui devez, en parlant si familièrement. »

A Versailles, la nouvelle de la mort d'Élisabeth ne semble pas avoir produit grand effet ; on considérait la cour de Russie comme inféodée à celle de Vienne ; si cette dernière restait fidèle à la politique belliqueuse adoptée depuis le pacte de famille, il n'y avait qu'à seconder les efforts qui seraient faits pour maintenir les liens de l'alliance. Mais il se pourrait, croyait Choiseul (1), que l'Impératrice Reine cherchât « à gagner le nouvel Empereur en entrant dans ses vues et en se conformant à ses désirs ; d'ailleurs l'épuisement où elle (l'Autriche) est et le penchant que nous lui soupçonnons depuis quelque temps pour la paix s'accorderait assez avec les sentiments que je suppose à Pierre III. Alors elle ne lui résisterait pas et elle se fonderait vis-à-vis de nous sur la nécessité où elle est de se conformer au désir de la Russie, et sur l'impossibilité de continuer la guerre sans le concours de cette puissance ». Pour cette éventualité, Choiseul trouve un malin plaisir à citer le fameux article 13 du traité de Versailles, auquel la Russie avait accédé. « La cour de Vienne n'a pas manqué de nous l'opposer quand nous voulions la paix. Nous pouvons à notre tour l'invoquer avec avantage et en demander l'exécution. »

(1) Comte de Choiseul à Breteuil, 31 janvier 1762. Affaires Étrangères.

Il écrit dans le même sens à Chatelet Lomont (1), ambassadeur français à Vienne : « Si la Russie s'allie à la Prusse, nous n'aurons peut-être rien à craindre de l'Autriche; si le nouvel Empereur veut pacifier l'Europe, nous devrons peut-être nous défier de la cour de Vienne à cause de ses préjugés, de ses complaisances pour la Russie. » En résumé, la cour de Versailles très belliqueuse depuis le pacte de famille donna pour instruction à ses agents à Pétersbourg et à Vienne de prêcher le langage de l'indépendance vis-à-vis de la cour de Pétersbourg et de la solidarité des intérêts des cours de France et d'Autriche.

Par le cabinet britannique l'accession de Pierre III ne pouvait qu'être bien accueillie, son influence nulle pendant le règne précédent retrouvait sa prépondérance d'antan; malheureusement l'admiration enthousiaste que le nouveau souverain professait pour Frédéric ne s'harmonisait guère avec les sentiments fort attiédis du ministère Bute pour leur allié et avec leur intention de sacrifier les intérêts de celui-ci au rétablissement de la paix. La malencontreuse déclaration de Bute au prince Galitzin et plus que tout la confidence qu'en fit ensuite le czar au roi de Prusse, au mépris du secret demandé, eurent pour conséquence de brouiller les cartes et de détruire un accord que semblaient présager les événements passés. Quant à l'Autriche, ainsi que nous le verrons par le récit, elle fit de son mieux pour ne pas rompre avec la Russie et supporta de la part de Pierre des procédés qu'elle n'eût pas tolérés d'un autre.

Vers la fin de février, les représentants des puissances reçurent communication d'une pièce à laquelle l'attitude et le langage de Pierre avaient dû les préparer. C'était une déclaration (2) pacifique dans laquelle le

(1) Comte de Choiseul à Chatelet, 14 février 1762. Affaires Étrangères.

(2) Déclaration. Saint-Pétersbourg, 12, 23 février 1762. Archives de Vienne.

nouvel Empereur exprimait son regret de voir le fléau de la guerre qui avait tant duré, s'étendre davantage : « C'est pourquoi Sa Majesté... a jugé nécessaire de déclarer aux Cours alliées de la Russie, que préférant à toutes autres considérations la première loi que Dieu prescrit aux souverains, qui est la conservation des peuples qui leur sont confiés, Elle souhaite de procurer la paix à Son Empire, à qui Elle est si nécessaire et si précieuse, et en même temps de contribuer autant qu'il lui sera possible, à la rétablir dans toute l'Europe. C'est dans cette vue que Sa Majesté Impériale est prête à faire le sacrifice de conquêtes faites dans cette guerre par les armes russiennes, dans l'espérance que de leur côté toutes les cours alliées préféreront également le retour du repos et de la tranquillité aux avantages qu'elles pourraient attendre de la guerre, et qu'elles ne peuvent obtenir qu'en répandant encore plus longtemps le sang humain; et pour cet effet Sa Majesté Impériale leur conseille dans la meilleure intention d'employer de leur côté tout leur pouvoir à l'accomplissement d'un ouvrage si grand et si salutaire ». Cette démarche avait été précédée d'un symptôme des plus inquiétants : la cour de Pétersbourg avait refusé de recevoir le dernier versement des subsides que l'Autriche s'était engagée à lui payer. Ce refus équivalait à la dénonciation du traité conclu entre les deux couronnes.

Le 26 février, Mercy (1) d'abord en compagnie de ses collègues, ensuite en tête à tête, eut un long entretien avec le chancelier Woronzow qui à moitié rétabli de son indisposition avait repris au moins nominalement la direction des affaires étrangères. Les explications du chancelier furent rassurantes. L'Empereur, malgré son grand désir de la paix, n'avait pas encore arrêté les me-

(1) Mercy à Kaunitz, P. S., 26 février 1762. Archives de Vienne.

sures propres à l'établir et n'avait à sa connaissance rien décidé au sujet des propositions à soumettre à ses alliés. Le chancelier était convaincu que le zèle de son maître pour la paix n'irait pas jusqu'à s'unir aux ennemis de l'alliance, il ne tairait pas ses préoccupations au sujet des agissements de la Prusse, il s'y opposerait de toutes ses forces, mais il ne pouvait faire plus. Sur deux points les éclaircissements étaient plus précis : les Prussiens avaient pris l'initiative des ouvertures pour un armistice et le général Volkonsky avait été chargé de négocier avec eux, mais rien n'avait été conclu. Quant à Czernitchew, il avait reçu ordre de se tenir prêt à évacuer la Silésie, quand le temps et la saison le permettraient.

Vers le 10 mars, la déclaration russe parvint à Vienne. Kaunitz déclara à Chatelet qu'il la regardait comme dictée par le roi de Prusse et comme un piège tendu et qu'il retarderait la réponse le plus possible. Ce ne fut en effet que le 29 mars que Starhemberg reçut le projet de réplique au document russe et un canevas de contre-déclaration à concerter avec la France. Les pièces autrichiennes étaient appuyées d'un rescript (1) de Marie-Thérèse. Dans ce document on exposait la situation que faisaient à l'Autriche la désertion de la Russie, la renonciation de cette puissance aux territoires conquis sur la Prusse, le danger d'une alliance probable et prochaine du Tzar avec le roi Frédéric; on discutait longuement les avantages ou les inconvénients de la paix soit particulière soit générale; on se demandait si elle devait être précédée d'un armistice, on posait même les conditions auxquelles l'Impératrice Reine devait conclure un arrangement. Enfin, par des raisonnements de toutes sortes on concluait à la réunion d'un congrès, dont on laisserait l'initiative aux couronnes ennemies. Un peu

(1) Rescript de Marie-Thérèse à Starhemberg, 22 mars 1762. Archives de Vienne.

embarrassé par le désintéressement du Tzar qui avait promis la restitution pure et simple des provinces conquises, Kaunitz, le rédacteur ou l'inspirateur du document, s'évertuait à démontrer que le cas de la Russie était tout différent de celui de l'Autriche et que ce précédent fâcheux n'engageait aucunement la cour de Vienne; mais pour ne pas éveiller les susceptibilités de Pierre III, cette distinction délicate ne devait pas être développée dans un texte écrit, mais confié au savoir-faire de l'ambassadeur Mercy, qui s'en expliquerait verbalement. Bref, la note dominante de la réponse autrichienne laissait percer le désir, peut-être trop apparent, de ménager la Russie et d'éviter à tout prix de se brouiller avec elle.

Le comte de Choiseul qualifia (1) la pièce de « faible, plate et peu digne » et se félicita d'avoir pris les devants en expédiant directement sa réponse à Pétersbourg. Lors de l'envoi de la copie de ce document à Chatelet, le ministre français en avait fait une courte analyse (2) : « J'ai employé sans affectation, mais avec intention, les expressions les plus remarquables de celle (la déclaration) que nous avons reçue en les employant dans un sens contraire. Pour peu qu'on entende le français à Pétersbourg, il ne sera pas difficile de pénétrer le sens de nos paroles. » Le passage ironique ainsi visé parlait de « la fidélité aux engagements et à l'exactitude de remplir toute l'étendue des engagements par préférence à toute autre considération ».

Il devenait tous les jours plus difficile de trouver des informations précises sur la nouvelle politique de la Russie; à défaut de Woronzow qui malade ou muet ne lui en fournit aucune, Mercy, à la disposition duquel son gouvernement avait mis une somme de 150.000 ducats,

(1) Comte de Choiseul à Chatelet, 30 mars 1762. Affaires Étrangères.
(2) Comte de Choiseul à Chatelet, 21 mars 1762. Affaires Étrangères.

aurait voulu s'aboucher avec d'autres personnages moins discrets; il ne put nouer des relations directes, mais par l'entremise de son secrétaire Eichenfeld il se procura des renseignements intéressants émanant d'un haut fonctionnaire auquel il a bien soin de ne donner d'autre dénomination que celle de bon ami. A celui-ci Eichenfeld (1) avait posé un véritable questionnaire, sans obtenir des aperçus bien nouveaux. Les réponses roulaient sur le renvoi sans rançon des prisonniers russes, la probabilité d'un arrangement avec la Suède, l'échange beaucoup plus fréquent de courriers avec Breslau qu'avec Londres, les mauvais procédés de l'Empereur pour sa femme, les intrigues du procureur général Glebow pour substituer sa belle-fille à la maîtresse en titre, la colère de Woronzow, les scènes entre elle et l'Empereur, enfin les débauches et l'extravagance de ce dernier.

Dans sa dépêche du 15 mars (2) Mercy transmet un important avis; le bon ami avait fait appeler Eichenfeld et lui avait donné la teneur du rapport Galitzin sur son entretien à Londres avec Bute qui avait tant ému Frédéric. Il avait insisté aussi sur la colère du Tzar qui se serait écrié « que si Bute et sa cour avaient de telles pensées à l'égard de la Prusse, il ne voulait rien avoir à faire avec l'Angleterre, qu'il ferait une alliance avec la Prusse, qu'il abandonnerait le Hanovre, mais qu'il ne retirerait pas de suite les troupes russes et que si les Anglais se comportaient ainsi, il enverrait le maréchal Soltikoff se joindre au roi de Prusse... Ils (les Anglais) devraient savoir qu'il s'était préoccupé pendant 5 ans des difficultés du roi de Prusse, que l'empereur de Russie ne l'abandonnerait pas, alors que le Roi lui avait tout promis ». A cette sortie, le bon ami aurait répondu « qu'entre promettre et tenir il y avait une grande différence ». L'informateur de

(1) Mercy à Kaunitz, 5 mars 1762. Archives de Vienne

(2) Mercy à Kaunitz, 15 mars 1762. Archives de Vienne.

Mercy était bien renseigné, puisque ses confidences sur la conversation de Bute portent à peu près la même date que celles de Pierre à l'envoyé prussien Goltz. C'est avec raison qu'il recommanda le secret le plus absolu à Eichenfeld à qui il dit que la moindre indiscrétion lui ferait perdre sa tête. Quelques jours après, dans un entretien avec Breteuil (1), le chancelier commenta les propos attribués à Bute et chercha à les expliquer; il avait eu quelque peine à faire admettre à Pierre que l'ambassadeur Galitzin, qui n'avait pas encore reçu de nouvelles instructions depuis la mort de la Tzarine Élisabeth ne pouvait être au courant de la politique inaugurée depuis l'avènement de son successeur.

Il serait oiseux de faire de longs emprunts aux dépêches des deux ambassadeurs; celles de Mercy, très détaillées, sont remplies des bruits qui couraient sur les démarches des agents prussiens, sur les projets de l'Empereur relatifs au Schleswig, sur son intention d'occuper le Mecklembourg; de temps à autre elles relatent des conversations avec Woronzow, qui tantôt dément les faits rapportés, tantôt les ignore, plus souvent les atténue, mais qui évidemment ne possède plus aucun crédit auprès de son maître.

Il aurait fallu s'expliquer avec le souverain lui-même, mais cela n'était pas chose facile. Sous prétexte d'un incident protocolaire à propos du prince de Holstein auquel il avait refusé de rendre la première visite, Breteuil avait vu ajourner toutes ses demandes d'audience; Mercy après une attente de plus de 3 mois fut plus heureux, mais comme le prouve son récit (2) il ne put mettre à profit l'occasion pour entretenir le Tzar de questions politiques. Il fut introduit avec le cérémonial habituel un peu simplifié. Pierre était en petite tenue et ce qui était une véritable offense pour la maison d'Autriche ne portait sur son

(1) Mercy à Kaunitz, P. S., 30 mars 1762. Archives de Vienne.
(2) Mercy à Kaunitz, 25 avril 1762. Archives de Vienne.

uniforme qu'une seule décoration, celle de l'aigle noir de Prusse qu'il venait de recevoir; il avait à ses côtés le prince de Holstein, son oncle, récemment nommé au commandement des gardes à cheval. Conformément au désir du prince, Mercy dut abréger son discours et s'en tenir aux compliments d'usage. La réplique fut à peine intelligible, tant la voix de Pierre était basse et ses expressions embrouillées; il termina en exprimant l'espoir d'entretenir, si cela était possible, l'amitié entre les deux cours. Mercy prit texte du mot possible pour faire entendre des protestations auxquelles le Tzar ne fit aucune réponse. Le soir, Mercy assista à une réception et à un jeu de la cour; il y rencontra Goltz qui joua à la même table que lui, et Schwerin qui se tenait derrière le fauteuil de l'Empereur et lui parlait constamment à l'oreille. Personnellement, Pierre se montra poli à l'égard de l'ambassadeur, il lui recommanda les prisonniers prussiens en Autriche et spécialement le général Fouquet qui à la suite de certains incidents avait été envoyé sur les confins de l'Esclavonie; il lui fit les honneurs de son cabinet de travail et de sa chambre à coucher.

Keith, plus heureux que Mercy, eut à l'occasion de la présentation des lettres qui l'accréditaient auprès du Tzar, un entretien intéressant dont il rendit compte (1) à sa cour. Pierre manifesta son désir de travailler avec le roi de la Grande-Bretagne à la pacification générale; il avait donné ordre à son représentant à Vienne d'inviter l'Impératrice Reine à suivre son exemple et à sacrifier ses conquêtes; « le roi de Prusse était maintenant son ami et serait probablement bientôt son allié; si elle s'obstinait à refuser à ce prince des conditions raisonnables, il (l'Empereur) pourrait se trouver obligé de venir en aide à la Prusse; la veille il avait informé le baron Goltz de sa déci-

(1) Keith à Bute, 16 avril 1762. Hardwicke papers.

sion et il faisait préparer pour le prince Galitzin (1) à Vienne des ordres qui produiraient, espérait-il, l'effet désiré. Du reste, quel que fût le résultat de la démarche, tant que lui et les rois de la Grande-Bretagne et de la Prusse resteraient unis, ils n'avaient rien à craindre d'une puissance quelconque ».

Le Tzar ayant demandé sur quel secours il pourrait compter de la part de l'Angleterre en cas de rupture avec le Danemark, Keith essaya de se tirer d'affaire en alléguant le manque d'instructions et se réfugia dans des considérations générales sur le beau rôle qui incomberait au pacificateur général de l'Europe. Dans une autre conversation, à Keith, qui continuait à prêcher une politique pacifique, Pierre s'écria que l'Angleterre n'avait pas lieu d'être inquiète et que si elle voulait se lier à la Russie par une alliance offensive et défensive, il serait prêt à envoyer un corps de troupes en Allemagne.

Quel que fût le mystère dont les négociateurs du traité de paix entre la Russie et la Prusse avaient cherché à s'entourer, il fut impossible de garder le secret sur une œuvre que Pierre se plaisait à célébrer avec son exubérance ordinaire. Ce fut donc plutôt des conséquences de la convention que du texte lui-même que se préoccupèrent les représentants de l'Autriche et de la France. L'engouement du Tzar pour Frédéric, l'abandon des conquêtes faites sur la Prusse, l'activité avec laquelle les négociations avaient été poussées, tout semblait indiquer que la paix n'était que le prélude d'une alliance étroite des puissances si récemment hostiles. Woronzow qui avait signé l'instrument diplomatique, et qui allait recevoir du roi de Prusse le cadeau traditionnel sous forme d'une bague de diamants et qui certainement était plus au courant qu'il ne voulait le reconnaître, tout en assurant Mercy et Breteuil qu'il n'y

(1) Ambassadeur russe à Vienne qu'il ne faut pas confondre avec le vice-chancelier du même nom qui avait été à Londres.

avait dans le traité « rien de désagréable pour leurs cours », avait ajouté (1) : « Il est possible qu'il soit suivi d'un traité d'alliance et il faudra voir ce qu'il renfermera. » Peu de jours après cet aveu, le chancelier informa (2) Mercy de la mise des 20.000 hommes du corps de Czernitchew à la disposition du roi de Prusse « pour les employer où et comment il lui plairait ». Pendant longtemps on s'était demandé même dans l'entourage de Frédéric quelle serait la destination du contingent russe encore cantonné en Poméranie. Serait-il expédié en Hanovre, formerait-il le noyau de l'armée dirigée contre le Danemark, ou agirait-il comme auxiliaire des Prussiens? Woronzow croyait (3) à cette dernière solution ; et Breteuil écrivit : « Si le Tzar donne des troupes aux ennemis de ses alliés, il est plus à présumer qu'il unira ses forces au roi de Prusse qu'au roi d'Angleterre. » Le chancelier alla jusqu'à avouer que si le roi de Prusse demandait à son maître la moitié de la Livonie, il estimait qu'il la lui donnerait sans hésiter : « Cette réflexion qu'il a faite au comte de Mercy et dont on peut conclure que si 20.000 hommes de secours ne suffisent pas, le Tzar lui en enverra 40 et 50.000, m'a paru faire grande impression sur l'Ambassadeur autrichien et sur sa fermeté. »

Le renseignement de Woronzow était exact : escomptant la signature d'un traité d'alliance qu'il estimait prochaine, Pierre avait accordé le concours contre les Autrichiens d'un corps auxiliaire de 18.000 hommes. Frédéric communiquait à la date du 20 mai (4) la bonne nouvelle à son frère le prince Henri et annonçait leur arrivée au camp de Bettlern dans un délai de 15 jours au plus. La paix avec la Suède suivit de près celle qui avait été conclue avec la

(1) Breteuil au comte de Choiseul, 3 mai 1762. Affaires Étrangères.
(2) Breteuil au comte de Choiseul, 20 mai 1762. Affaires Étrangères.
(3) Breteuil au comte de Choiseul, 28 mai 1762. Affaires Étrangères.
(4) Frédéric à Henri, Bettlern, 20 mai 1762. *Corresp. Polit.*, XXI, p. 448.

Russie. La lassitude de la nation fatiguée d'une lutte sans résultat, le retard apporté au paiement des subsides de la cour de Versailles, l'impossibilité de couvrir à elle seule la dépense d'une nouvelle campagne, enfin le revirement de la politique de son puissant voisin expliquent et justifient cet événement. Le traité signé le 22 mai rétablissait le *statu quo ante bellum*. Ainsi que l'écrit Frédéric (1) au prince Ferdinand : « Le chapelet de la grande alliance commence à se dévider ; il y a apparence que le nôtre se remplira, comme vous aurez vu. »

Ainsi engagé dans la lutte contre l'ancienne alliée de la Russie, Pierre donnerait-il suite à ses projets contre le Danemark ? Les deux puissances amies de sa couronne, la Prusse et l'Angleterre; avaient cherché à le détourner de la guerre qu'il avait décidée. Frédéric, avec beaucoup de savoir-faire, ne s'était pas opposé directement à un projet auquel il sentait son allié acquis de préférence à tout autre, mais il avait profité du crédit qu'il possédait auprès de lui pour lui persuader d'ajourner une intervention belliqueuse qui offrirait plus de chances de succès en 1763 que pour l'année courante ; il avait même fait accepter sa médiation et en attendant avait obtenu la réunion à Berlin de diplomates russes et danois chargés de concilier les partis.

De l'influence anglaise il n'était plus question. Les propos de Bute à Galitzin, le désir ouvertement exprimé de se servir de l'action diplomatique de la Russie en vue de forcer la Prusse à consentir des sacrifices pour la paix, avaient révolté le souverain moscovite et avaient détruit le prestige dont la puissance maritime avait joui au début du règne. La déclaration de neutralité pour le cas d'une guerre contre le Danemark et les explications embarrassées que la cour de Saint-James avait cru devoir fournir, à propos des ouvertures faites à Vienne au commencement

(1) Frédéric à Ferdinand, Bettlern, 28 mai 1762. *Corresp. Polit.*, XXI, p. 480.

de l'année, avaient aggravé une situation déjà tendue. Désormais, Frédéric était devenu le véritable directeur de la politique extérieure de la Russie.

Depuis quelque temps déjà Keith déplorait (1) l'ascendant qu'avait pris sur Pierre une coterie formée de créatures du chambellan Schouvalow, qu'il accuse, un peu gratuitement ce semble, d'être dévoué aux intérêts français. Ces hommes chercheraient à exciter leur souverain contre le Danemark et à le détourner des idées de pacification générale. « Les principaux sont Wolkow, le secrétaire privé, Milgonow, lieutenant-général, et Nariskin, maître des équipages ; ils sont constamment aux côtés de la personne de S. M. et au moyen d'insinuations fausses et autres manœuvres, inqualifiables, ils font de leur mieux pour entraver les bonnes mesures et pour noircir ceux qu'ils haïssent ou qu'ils craignent. Je regrette de le dire, ils n'ont que trop bien réussi à inspirer à l'Empereur de la jalousie contre le chancelier qu'ils représentent comme un ami de la France et de contrecarrer les desseins de S. M. I. » Était-ce animosité contre les intrigants qu'il dénonce, ou mécontentement de la politique maladroite du cabinet anglais ? Toujours est-il que Keith se montre attristé d'être tenu à l'écart des grandes affaires. En rendant compte du traité de paix signé avec la Prusse, il ajoute (2) un peu mélancoliquement : « Quant à ce que sera la nature du traité d'alliance qui sera bientôt mis sur le tapis, le temps se chargera de le faire connaître. »

Si Pierre s'était contenté de manifester ses vues politiques par une modification dans ses relations avec les puissances étrangères, il est probable qu'il n'eût pas rencontré grande opposition de la part de ses sujets. Il commit la double faute d'exagérer l'engouement qu'il professait pour la personne et les hauts faits du roi de Prusse au point

(1) Keith à Bute, 23 avril 1762. Hardwicke papers.
(2) Keith à Bute, 8 mai 1762. Hardwicke papers.

de sacrifier les intérêts de son Empire et de se vanter des services qu'il aurait rendus à la cause prussienne avant son ascension au trône, services qui ne constituaient rien moins qu'une trahison envers son propre pays et d'appliquer les méthodes révolutionnaires qui lui étaient chères à l'administration de l'armée et aux revenus du clergé. Une anecdote qui fit le tour de la cour illustra le manque de tact et de simple bon sens dont Pierre faisait preuve à l'occasion.

Un jour (1) devant une vingtaine de personnes selon son habitude, il avait fait l'éloge du roi de Prusse qui avait été assez habile pour déjouer les plans d'opérations combinés contre lui par les cours de Pétersbourg et de Vienne. Il s'était retourné en riant vers Wolkow qui assistait à la conversation et lui avait demandé si cela n'était pas vrai. Comme celui-ci rougissait et baissait les yeux, l'empereur avait éclaté de rire en s'écriant que Wolkow n'avait plus besoin de cacher la chose, ni d'en craindre les conséquences, car toutes les fois que le secrétaire lui avait communiqué les plans alors qu'il était grand duc, il en avait aussitôt donné connaissance au roi de Prusse.

Ces paroles, si elles sont bien rapportées, dénotaient la mentalité d'un fou ou d'un traître, mais peut-être produisirent-elles moins d'impression que les changements de tenue et d'exercice qu'il imposa aux troupes. Il entreprit (2) d'habiller les soldats russes à la prussienne et renchérit sur les modèles de l'armée de Frédéric, « les nouveaux uniformes russes étant sûrement de 4 doigts plus courts et plus étroits et les épées un demi-pied plus longues que ne sont celles des troupes prussiennes. Un pareil ajustement auquel ni les officiers ni les soldats ne sont point ac-

(1) Breteuil au comte de Choiseul, 3 mai 1762. Affaires Étrangères.
(2) Mercy à l'Empereur, 25 avril 1762. Archives de Vienne.

coutumés leur donne un air raide et gêné, comme s'ils étaient appliqués à la torture ».

Dans une lettre à l'empereur François (1), Mercy décrit une scène de parade dont il a été le spectateur dissimulé : « Les saluts échangés, on se promène de long en large par petits groupes, pendant que les hommes font l'exercice; tout à coup, Pierre se détache de deux officiers qu'il tenait sous le bras, se porte « avec précipitation vers un soldat, lui applique 5 ou 6 grands coups de canne »; les officiers accourent et l'empereur de leur expliquer « en faisant des contorsions horribles » le méfait du coupable qui « était d'avoir tenu le bras droit quelques lignes de trop en avant ou trop en arrière »... « Cette pétulance extérieure, ajoute Mercy, est aussi parfaitement conforme avec celle de ses idées, de même qu'avec la façon de les exprimer; il les rend toujours d'une manière violente et de mauvaise grâce; il aime aussi à plaisanter, mais les plaisanteries sont communément des injures qu'il prononce en face aux gens sans le moindre ménagement et de la façon la plus dure. »

En même temps qu'il s'aliénait l'armée par des innovations maladroites, le malheureux monarque s'attaquait aux pratiques confessionnelles du peuple en prenant en mains la réforme de l'église orthodoxe (2). Non seulement il avait porté atteinte aux intérêts matériels du haut clergé en confisquant au profit de l'État une partie des revenus ecclésiastiques, mais il avait encore outragé les sentiments religieux de la masse, en ouvrant dans le palais une chapelle protestante et en affichant ouvertement le mépris qu'il professait pour les cérémonies du rite grec. « A la dernière grande fête de la Trinité, raconte Mercy, célébrée par l'église grecque, il donna audience aux ministres étrangers et à la noblesse dans la chapelle

(1) Mercy à François, 25 avril 1762. Archives de Vienne.
(2) Mercy à Kaunitz, 12 mai, 18 juin 1762. Archives de Vienne.

du palais, il s'y promena de long en large comme s'il avait été dans son bureau et s'entretint avec eux à haute voix, pendant que l'on chantait la messe et alors que l'Impératrice suivait le service à sa place et avec beaucoup de révérence. Le monarque poussa si loin ses excentricités inconvenantes qu'à un moment du culte où tout le monde était à genoux... il sortit de la chapelle avec le mépris peint sur son visage et en riant à pleine voix et ne rentra que quand tous les assistants se furent remis debout. » Une pareille attitude était de nature à envenimer l'irritation générale et attiser la haine dont Pierre devenait l'objet de la part de beaucoup de ses sujets; elle était d'autant plus dangereuse qu'il annonçait son intention de quitter sa capitale et d'aller prendre le commandement des troupes qu'il voulait conduire à la conquête du Holstein et du Schleswig. Ne devait-il pas craindre que les mécontents de jour en jour plus nombreux ne profitassent de son éloignement pour ameuter les prétoriens de la garde déjà mal disposés et pour effectuer une de ces révolutions de palais dont l'histoire de la Russie avait déjà fourni des exemples récents?

Les avertissements ne lui avaient pas manqué. Dès le 1er mai, Frédéric, dans une lettre personnelle, avait attiré l'attention de son nouvel allié sur les dangers qu'une absence de ses états lui ferait courir. Il était question de l'entreprise contre le Danemark dont il eût désiré l'ajournement jusqu'en 1763; après avoir exposé les raisons militaires qui pouvaient être invoquées à l'appui de ce sursis, le roi de Prusse avait abordé (1) avec beaucoup de ménagements mais avec franchise les considérations d'ordre intérieur : « Je lui avoue donc que je voudrais fort qu'Elle (S. M. I.) se fût déjà fait couronner, parce que cette cérémonie en impose à un peuple qui est dans la coutume

(1) Frédéric à Pierre, Breslau, 1er mai 1762. *Corr. Polit.*, XXV, p. 411.

de voir couronner ses souverains. Je Lui dirai franchement que je me défie des Russes. Toute autre nation bénirait le Ciel d'avoir un prince qui a d'aussi excellentes et admirables qualités que Votre Majesté Impériale en a; mais ces Russes sentent-ils le bonheur, et la maudite vénalité de quelques particuliers ne pourrait-(elle) point (leur) faire trouver (leur) intérêt (1) à former une faction ou une révolte dans le pays en faveur de ces princes de Brunswick? Que Votre Majesté Impériale Se rappelle ce qui arriva à la première absence de l'Empereur Pierre Ier, dont la propre sœur conspira contre lui. Ne faudrait-il pas, en ce cas, quitter la guerre contre les Danois, quand même tout y prospérerait, pour retourner en hâte (et) éteindre le feu qui brûlerait Sa propre maison? Cette idée m'a fait trembler... Je crois donc que si Elle (V. M. I.) veut prendre le commandement de Son armée, que Sa sûreté demandera qu'Elle se fasse couronner auparavant, et que, pour n'avoir rien à craindre dans Son empire, Elle amène dans Sa suite toutes les personnes suspectes et qui pourraient entreprendre contre Elle, et même ceux pour peu qu'on puisse les soupçonner. Pour agir plus sûrement encore, il faudrait obliger tous les ministres étrangers, quels qu'ils soient, de La suivre ; car ce serait ôter de la Russie toutes les semences de rébellion et d'intrigues. » Cette lettre était accompagnée d'une dépêche (2) à Goltz dont un passage démontre la perspicacité du Roi : « Avec tout cela, l'affaire est fort délicate. Car, comme les affaires de Holstein font actuellement le principal objet de l'Empereur et qu'il prend principalement à cœur, il faut bien se garder, pour ne pas le contrarier ou de l'en disconseiller directement, car si nous le ferions, nous ferions autant que de rompre tout avec lui. »

(1) Schwerin avait dénoncé l'ancien favori Iwan Schuvalow et le général Melgunow comme très opposés à la nouvelle politique.

(2) Frédéric à Goltz, Breslau, 1er mai 1762. *Corr. Polit.*, XXI, p. 407.

Aux sages conseils du Roi, Pierre répondit (1) à la date du 15 mai que les préparatifs de l'expédition étaient trop avancés « pour se faire couronner auparavant » avec la magnificence à laquelle la nation russe était accoutumée. « Pour ce qu'il est du prince Iwan, je l'ai sous une forte garde, et si les Russes m'auraient voulu du mal, ils l'auraient déjà longtemps pu faire, voyant que je ne prends garde à moi, me remettant toujours à la garde du bon Dieu, allant à pied par la rue, comme Goltz est le témoin. Je peux vous l'assurer que, quand on sait se prendre avec eux, on peut aussi être sûr d'eux; et, Votre Majesté, que penseraient ces mêmes Russes de moi, voyant que je resterai au logis dans un temps de guerre dans mon pays natal, eux qui n'ont jamais souhaité autrement que d'être sous un maître et pas sous une femme, ce que j'ai moi-même entendu vingt fois de mes propres soldats de mon régiment. » Quant aux précautions suggérées, il aurait soin de les prendre. Frédéric se déclara rassuré (2) et s'excusa de nouveau de sa franchise.

Du prince Iwan de Brunswick, Pierre n'avait rien à craindre. A la suite d'une excursion à Schlusselberg (3) où le malheureux était enfermé, l'empereur s'était convaincu que l'état mental du prisonnier interdisait toute idée d'en faire un prétendant, encore moins un héritier, comme il en aurait eu la pensée. L'aspect d'Iwan, que vieillissait malgré ses 22 ans sa longue barbe, ses manières incultes, l'ignorance absolue de son identité et des événements contemporains ressortant nettement de ses réponses aux questions des compagnons de l'Empereur, donnèrent une impression par trop défavorable. Ce dernier déclara qu'il n'y avait rien à en tirer et qu'il fallait le laisser en prison. A en croire les informations recueil-

(1) Pierre à Frédéric, 15 mai 1762. *Corr. Polit.*, XXI, p. 510.
(2) Frédéric à Pierre, Bettlern, 8 juin 1762. *Corr. Polit.,* XXI, p. 510.
(3) Mercy à Kaunitz, 14 avril 1762. Archives de Vienne.

lies par Mercy. Pierre III qui n'avait jamais voulu reconnaître le petit prince Paul pour son fils, aurait déclaré à plusieurs reprises son intention d'interner dans un couvent l'Impératrice Catherine pour le reste de ses jours et de substituer à son fils comme héritier Iwan de Brunswick. Obligé de renoncer à ce projet, il se borna à améliorer la situation matérielle de son cousin et à le confier à la surveillance de quelques officiers de la garde, sur la fidélité desquels il pouvait compter.

Les bons conseils de Frédéric n'avaient pas été les seuls; dans l'entourage du Tzar, le projet de l'expédition avait rencontré de l'opposition, mais l'omnipotence de Wolkow empêchait ces sages avis d'arriver jusqu'aux oreilles du prince. Au dire de Keith (1), ce Wolkow était le mauvais génie du règne; il profitait de la paresse et de l'insouciance de son maître pour accaparer le pouvoir. Pierre, prévenu contre Woronzow dont il ne goûtait pas les remontrances, trouvait en Wolkow un homme prêt à exécuter toutes ses fantaisies, quelque bizarres qu'elles fussent. Les vrais amis étaient très opposés à l'absence projetée du Tzar, ils craignaient des troubles à l'intérieur qu'occasionneraient les mesures relatives aux biens du clergé; l'imposition du service militaire aux fils des popes, dont on parlait, contribuerait à l'agitation. Cependant le départ semblait d'autant moins indiqué que le conflit immédiat avec le Danemark paraissait reculé. Goltz avait reçu l'ordre d'écrire à son collègue de Copenhague qu'il pouvait rassurer cette couronne sur les délais qui avaient été fixés à la conférence de Berlin et qui seraient certainement dépassés. D'autre part, Keith avait appris que l'ordre avait été donné à Romanzow de s'avancer et d'établir un cordon de troupes en Mecklenbourg pour le 1er juillet.

(1) Keith à Bute, Secret, 7 juin 1762. Hardwicke papers.

Avant de se mettre à la tête de son armée le Tzar aurait voulu terminer le traité d'alliance avec la Prusse; le travail était d'ailleurs fort avancé. Il avait été signé par Woronzow et Goltz aux environs du 20 juin et aussitôt expédié à Breslau. Aucun des intéressés ne l'avait communiqué à Keith qui cependant en fait l'analyse : Le roi de Prusse recevait la confirmation de la possession de la Silésie et Glatz avec garantie; en échange il accordait la même garantie à Pierre pour la partie du Holstein qui lui appartenait déjà et l'étendait aux territoires en Holstein et Schleswig dont celui-ci pourrait être déclaré souverain au prochain traité de paix. Pour une action contre le Danemark, la Prusse fournirait un contingent de 15.000 fantassins et 5.000 cavaliers, elle verserait à la Russie si cette puissance était attaquée par les Turcs un subside annuel de 600.000 roubles. La Russie ferait à la Prusse la même subvention au cas d'une guerre de celle-ci avec la France. Quant à l'Angleterre, comme on ne voulait pas prévoir un conflit entre cette couronne et les deux contractants, il était admis qu'une guerre avec la puissance maritime ne constituerait pas le « casus fœderis.». A propos de ce traité qu'on lui avait caché, Keith (1) eut la malice de féliciter le Tzar de l'ouvrage qu'il venait d'accomplir le samedi précédent (jour de la signature). Pierre se montra très surpris et un peu embarrassé mais ne releva pas l'allusion.

La fortune semblait sourire de nouveau à Frédéric quand un événement tout à fait inattendu vint renverser ses calculs, si fondés qu'ils parussent. La querelle contre le Danemark un moment assoupie fut ravivée par la nouvelle d'un emprunt que les Danois avaient forcé la ville de Hambourg à souscrire en leur faveur. Pierre furieux annonça son départ définitif pour la fin de juillet;

(1) Keith à Grenville, 22 juin 1762. Hardwicke papers.

Keith et la plupart de ses collègues du corps diplomatique étaient en train de boucler leurs malles pour le voyage, quand éclata la révolution qui modifia une fois de plus la politique extérieure de la Russie. Ainsi que nous l'avons vu, Frédéric avait conseillé à son allié de ne laisser derrière lui en Russie ni les ministres étrangers, ni les fonctionnaires dont l'attachement au nouveau régime pouvait paraître suspect. L'avis était excellent, mais pour l'exécution d'une pareille mesure il aurait fallu s'imposer une discrétion dont Pierre était incapable. L'attitude qu'il affichait vis-à-vis de sa femme, l'intention de lui enlever la liberté avec le trône, avaient été trop publiquement manifestées pour que l'illusion fût permise sur le danger qui la menaçait elle et son fils. Ses partisans comprirent que si l'on voulait éviter la catastrophe il fallait prendre les devants. D'après le récit de Mercy (1), écrit peu de jours après les événements, Panin, le gouverneur du prince Paul, très attaché à l'impératrice, aurait été le personnage le plus marquant du complot; il aurait été secondé par la jeune comtesse Dahkow, sœur de la favorite, mais dévouée à l'épouse légitime, par Rasamowski, hetman des cosaques, par le brigadier Teplow, dont Pierre s'était fait un ennemi en le jetant en prison, sauf à le relâcher ensuite, enfin par les cinq frères Orlow, lieutenants dans l'artillerie et dans le régiment de la garde Ismaelowski où ils exerçaient une grande influence sur leurs camarades. Le véritable chef de la cons-

(1) Mercy à Kaunitz, 12 juillet 1762. Archives de Vienne. Quelques détails sont empruntés à la dépêche de Bérenger au comte de Choiseul du 2-13 juillet 1762 (Affaires Étrangères), à Saldern, *Histoire de Pierre III*, à Kulhier, *Histoire ou anecdotes sur la Révolution de Russie en 1762. La Russie il y a cent ans. Extraits des dépêches des ambassadeurs anglais, français*, Berlin, 1858. Lettre de Catherine à Poniatowski. Waliszewski, *Roman d'une Impératrice*. Nisbet Bain, *Peter emperor of Russia*, Westminster, 1902. Cet auteur consciencieux se sert des ouvrages de Bilbasow, de Hergen, de Solvernet Bolotow.

piration était Grégoire Orlow, capitaine quartier maître de l'artillerie et favori de Catherine.

Un incident imprévu fit précipiter la révolution qui dans l'intention des conjurés ne devait se produire que pendant l'absence de l'empereur. Une sourde agitation existait dans plusieurs des régiments de la garde; elle était entretenue par le bruit toujours grossissant d'un ordre d'embarquement pour l'Allemagne. Un propos imprudent tenu à un soldat par un officier du régiment Préobrasensky sur la mise au service du roi de Prusse des corps qu'on allait expédier fut répété, vint aux oreilles de l'Empereur et entraîna l'arrestation du coupable. Les conspirateurs qui avaient pris la précaution de doubler chacun des leurs d'un surveillant furent aussitôt instruits et, craignant que le complot ne fût découvert, résolurent d'agir de suite. Alexis Orlow se rendit à Peterhof où était Catherine et où devait se célébrer le 10 juillet (nouveau style) la fête de Pierre III. Il trouva l'Impératrice au lit, la fit évader à 5 heures du matin le 9, sous les vêtements d'une femme de la bourgeoisie, la ramena à Pétersbourg dans une mauvaise voiture de campagne appelée kibidka et la conduisit au quartier du régiment Ismaelowski (1) où trois compagnies étaient déjà sous les armes et où Rasamowski, en sa qualité de colonel, réunit le corps tout entier. Il était environ 8 heures du matin. Catherine, précédée d'un prêtre un crucifix à la main, fit (2) un appel passionné aux soldats; elle leur exposa la conduite de l'Empereur (3) à son égard et à l'égard de son fils, le danger qui les menaçait, les atteintes portées à la religion, aux intérêts

(1) A en croire d'autres récits, cette séance se serait passée au quartier des Préobrasensky.

(2) Dans son récit reproduit dans *La cour de Russie, il y a cent ans. Extraits des dépêches*, Berlin, 1858. Catherine ne fait aucune allusion à cette allocution.

(3) D'après Saldern, *Histoire de la Vie de Pierre III*, Metz, 1802, Catherine aurait annoncé la mort de son époux.

de l'armée, de la nation, le péril que la continuation du règne entraînerait pour la Russie. La troupe outrée des procédés du souverain, travaillée par les fauteurs du mouvement, émue par les paroles qu'elle venait d'entendre, acclama l'Impératrice et lui jura fidélité et obéissance. L'exemple des Ismaelowki fut suivi par les autres régiments de la garde et notamment par la garde à cheval qui se distingua par son zèle à appuyer la révolution. La nouvelle souveraine après avoir gagné à sa cause le général Villebois, grand-maître de l'artillerie, entourée des soldats, acclamée par la foule, se transporta au vieux Palais où elle reçut l'hommage des principaux corps de l'État.

Entre temps, on avait désarmé et arrêté tous les militaires holsteinois sur lesquels on avait pu mettre la main; le prince Georges de Holstein, rencontré dans la rue, fut fort maltraité et les habits en lambeaux traîné au palais et mis aux arrêts. De leur côté, l'archevêque de Novgorod, les évêques et tout le clergé s'étaient assemblés au vieux Palais et avaient conduit la princesse à la cathédrale de Kasan où elle fut sacrée et proclamée Impératrice souveraine de toutes les Russies sous le nom de Catherine II. De l'église, elle alla au nouveau Palais où elle reçut le serment des Sénateurs et de là, saluée par les cris et les vivats d'une foule innombrable, elle retourna au vieux palais. Parmi les fonctionnaires qui se rallièrent à sa cause, signalons le vieux chancelier Woronzow (1) qui, venu à la hâte de Peterhof, avait commencé par lui faire des remontrances, mais n'avait pas tardé à faire sa soumission. D'après Keith (2) il aurait obtenu la permission d'écrire au Tzar le récit de ce qui s'était passé et cela fait, aurait pris le serment de fidélité à

(1) Récit de Catherine, *La cour de Russie il y a cent ans*, p. 207, Berlin, 1858.

(2) Keith-Bute, 13 juillet 1762, Hardwicke papers.

la nouvelle souveraine. Il fut maintenu dans ses fonctions.

Des précautions avaient été prises pour conserver la tranquillité et pour intercepter toute communication avec Oranienbaum ; les chefs du mouvement avaient fait occuper les principales rues et places de la capitale par des troupes et de l'artillerie. Vers midi, une forte colonne composée d'infanterie et de cavalerie soutenue par un parc de gros canons s'était mise en route pour Oranienbaum sous les ordres du prince Volkonsky et du général de Villebois; l'amiral Tatilzin, parent du vieux Bestouchew, avait été envoyé à Cronstadt pour obtenir l'adhésion de la flotte ; d'autre part, le nécessaire avait été mis en œuvre pour faire parvenir la nouvelle du changement de régime dans les villes de province ; enfin, une note fut remise le même soir à tous les ministres étrangers.

A 10 heures du soir, la nouvelle souveraine, à cheval et portant l'ancien uniforme de la garde, partit pour rejoindre les troupes en marche sur Oranienbaum, elle était accompagnée de la comtesse Dashkow, également à cheval et en uniforme; elles passèrent la nuit au couvent de la Sainte-Trinité, à moitié route des 30 werstes qui séparent la capitale de la résidence d'été et parvinrent à 9 heures dans la matinée du 10 au pavillon de Strelna-Mysa où Catherine prit connaissance d'une première communication du Tzar, proposant le partage du pouvoir.

Que faisait Pierre pendant la journée qui lui coûta le trône? Il avait passé la nuit à Oranienbaum et comptait aller déjeuner au palais de Peterhof, éloigné de 12 werstes, pour y célébrer sa fête qui tombait le 10 juillet. Il se mit en route vers 1 heure avec un nombreux cortège de dames de la cour, la femme du chancelier Woronzow, sa fille, la comtesse Strogonow, les femmes du trio

Nariskin, la comtesse Bruce, sœur du général Romanzow, enfin la Woronzow, maîtresse en titre. En route, on rencontra Gudowitz qui arrivait au grand galop de Peterhof et qui apportait au Tzar la nouvelle de la fuite de l'Impératrice ; un peu plus loin, ce fut un paysan venu de Pétersbourg qui mit la société au courant de ce qui se passait dans la capitale. On envoya aussitôt des officiers aux nouvelles et on continua sur Peterhof. La confirmation de la fuite de Catherine et le fait qu'aucun des messagers envoyés à Pétersbourg n'en revenait n'étaient pas de nature à rassurer le prince. Il y eut un conciliabule avec Gudowitz, Wolkow et quelques autres fidèles ; Wolkow et l'envoyé prussien Goltz préconisèrent la fuite sur Narva, ils ne furent pas écoutés et l'on décida de se réfugier à Cronstadt où on avait envoyé le général Dewier (1) pour s'assurer de la garnison et de la flotte. Il était déjà trop tard, Dewier ne put remplir sa mission et quand Pierre se présenta à bord d'une galère avec sa maîtresse et quelques amis, il fut accueilli par l'avis que Cronstadt s'était prononcé pour l'Impératrice et qu'il y serait reçu à coups de fusil. Force fut au malheureux de reprendre le chemin d'Oranienbaum où il arriva vers 4 heures du matin. Un instant on songea à s'y défendre avec les 2.000 soldats holsteinois et allemands qui y étaient réunis, mais en dépit du vieux maréchal Munich, et de Gudowitz qui auraient conseillé un parti plus énergique, Pierre, complètement démoralisé, se voyant abandonné de tous, se décida à envoyer à la Tzarine par l'entremise du chancelier Galitzin une lettre pleine de repentir pour le passé et de promesses pour l'avenir. Il reconnaissait ses torts, offrait de partager le trône avec elle et implorait une réponse. Elle ne se fit pas attendre ; le moment n'était plus

(1) D'après Nisbet Bain, Dewier aurait été précédé par Neelow qui apportait l'ordre d'amener 3.000 hommes à Oranienbaum, ordre qui fut annulé quelques heures plus tard.

aux propositions; l'existence, la sécurité, la prospérité de la Russie étaient en jeu; le Tzar devait se rendre s'il ne voulait pas s'exposer au parti le plus extrême. Aussitôt le billet expédié, Catherine continua sa marche avec les troupes sur Peterhof. En route, elle reçut une seconde lettre de son époux : Il se rendait sans conditions, sollicitait une entrevue et demandait à conserver auprès de lui la Woronzow et son adjudant Gudowitz. Il n'obtint d'autre réponse que l'ordre de se rendre à Peterhof, ce qu'il fit aussitôt. A son arrivée au Palais, Pierre remit son épée à l'officier commandant le détachement de garde; il fut dépouillé de ses ordres, fait prisonnier et conduit à Ropska, petite résidence impériale désignée par lui-même à Panin que la nouvelle souveraine lui avait envoyé.

D'après une autre version empruntée à un second rapport de Mercy (1), le Tzar n'aurait reçu aucune réponse au premier billet adressé à son épouse et sous la pression du maréchal de Munich (2) et du général Ismaeloff commandant le faible détachement de soldats russes cantonné à Oranienbaum, aurait expédié la seconde lettre en l'accompagnant de l'envoi de son épée et de ses décorations en signe de soumission.

Une troisième version (3) attribue à Ismaeloff le rôle décisif : cet officier expédié à la Tzarine par Pierre serait revenu à Peterhof muni d'un acte d'abdication qu'il aurait persuadé à son maître de signer et l'aurait emmené prisonnier sous escorte à Ropska. Au dire de spectateurs, peut-être malveillants, l'attitude du prince aurait été piteuse et il aurait manifesté tous les symptômes de la lâcheté.

Catherine se garda bien d'épargner la mémoire de son

(1) Mercy à Kaunitz, P. S., 24 juillet 1762. Archives de Vienne.

(2) D'après Saldern, Munich serait resté fidèle à Pierre jusqu'à sa mort.

(3) Bérenger au comte de Choiseul, 2/13 juillet 1762. Affaires Étrangères. Keith à Grenville, 2/13 juillet 1762. Hardwicke papers.

prédécesseur. Quelques jours après son avènement, elle fit paraître un manifeste dans lequel étaient exposées et en général exagérées les fautes de Pierre, elle eut soin d'y insérer la lettre d'abdication envoyée d'Oranienbaum. Dans ce document, qui avait été rédigé par les familiers de l'Impératrice et auquel il avait été amené par les conseils et les menaces d'Ismaeloff à apposer sa signature (1), l'infortuné prince avouait que l'expérience de ses quelques mois de règne lui avait démontré « qu'il était au-dessus de moi de gouverner cet Empire, non seulement souverainement, mais de quelque façon que ce fût ; aussi en ai-je aperçu l'ébranlement qui aurait été suivi de sa ruine totale et m'aurait couvert d'une honte éternelle. Après avoir donc mûrement réfléchi là-dessus, je déclare sans aucune contrainte et solennellement à l'Empire de Russie et à tout l'univers que je renonce, pour toute ma vie, au gouvernement dudit Empire, ne souhaitant d'y régner souverainement, ni sous aucune autre forme de gouvernement ». La fin était digne du reste : « En foi de quoi, je fais serment, devant Dieu et tout l'univers, ayant écrit et signé cette renonciation de ma propre main. »

Ainsi finit ce règne de 6 mois. Pierre III, esprit des plus déséquilibrés, impropre à régner, encore moins à exercer un pouvoir absolu, ne fut ni dépourvu d'intelligence ni cruel ; dans les premiers mois qui suivirent son accession, il se distingua par des mesures libérales telles que la dissolution de la commission instituée par Élisabeth pour juger les causes politiques, la suppression de la question, la liberté pour la noblesse de voyager, la fixation à un taux diminué du prix du sel. D'autres réformes civiles et militaires, quoique maladroitement introduites, étaient en principe très défendables.

(1) L'authenticité de cette pièce est généralement admise. Saldern affirme qu'elle n'aurait été signée que le troisième jour de la détention à Ropcha.

Signalons surtout la clémence dont il fit preuve en rappelant de l'exil bon nombre des disgraciés du règne précédent. Une action plus décidée à l'égard de l'Impératrice et de ses partisans aurait pu lui permettre de conserver son trône, tout au moins d'ajourner sa chute. Son inaction fut-elle dictée par des scrupules de conscience ou due à sa mentalité incohérente et hésitante? Le peu de courage qu'il déploya pendant la dernière crise, le manque de fermeté et de volonté que dénotent les incidents des 9 et 10 juillet nous feraient pencher pour la seconde alternative. Pour la plupart des amis du prince, la révolution fut aussi brusque qu'inattendue, elle « s'accomplit, écrit Keith (1), en moins de 2 heures, sans effusion d'une goutte de sang et sans un acte de violence ». Il avait appris la nouvelle par un domestique à 9 heures du matin alors qu'il s'apprêtait à se rendre à la cérémonie de Peterhof. L'Anglais comme ses collègues du corps diplomatique attribue l'impopularité et la chute de Pierre à des causes diverses : au premier rang il met la reprise des biens d'église et le traitement peu respectueux du clergé; en seconde ligne figure la tentative d'imposer une discipline sévère aux troupes et particulièrement aux gardes qui avaient joui sous le règne précédent d'un régime d'oisiveté et de licence, enfin le mécontentement du militaire peu disposé à reprendre les armes pour la querelle du Holstein. « Ce malheureux prince, écrit Keith, possédait plusieurs qualités excellentes, il n'a commis aucune action cruelle ni violente pendant son court règne, mais son insouciance pour les affaires et son mauvais entourage ont amené la confusion et le désordre et lui-même imbu de l'illusion que les bonnes mesures prises après son avènement lui avaient valu l'affection solide de la nation est tombé dans l'état de paresse et de

(1) Keith à Bute, 13 juillet 1762. Hardwicke papers.

sécurité qui lui a été fatal. Je dois ajouter que non seulement moi, mais que plusieurs autres personnes ont cru remarquer chez ce prince un grand changement de ce qu'il avait été dans les premiers mois, l'agitation perpétuelle dans laquelle il vivait et les flatteries des vilaines gens de son intimité avaient certainement affecté ses facultés intellectuelles. »

Pierre ne survécut que peu de jours à sa disgrâce. Le 24 juillet, on annonça qu'à la suite d'excès de table et de boisson, il était mort de congestion à Schlusselburg. En réalité, il aurait été, sur son refus de prendre un breuvage qu'il avait tout lieu de croire empoisonné, étranglé par une bande composée de deux des frères Orlow, un de leurs cousins du même nom, d'un prince Baratinski et d'un certain Toepelhof.

Catherine eut-elle connaissance du crime projeté? A cet égard, nous pouvons lui laisser le bénéfice du doute, mais il est incontestable que l'attentat accompli, la Tzarine en sut gré à ses auteurs, qui furent presque tous nommés à des emplois de cour ou promus dans l'armée. D'après le récit de Soldern (1), chaud partisan du prince détrôné, Alexis Orlow aurait annoncé à Catherine la mort de son mari comme due à des causes naturelles; celle-ci aurait aussitôt dépêché à Ropska son médecin qui à son retour lui aurait révélé la vérité. La Tzarine n'aurait pas proféré une parole et se serait retirée dans son appartement.

A en croire la narration officielle de Mercy, beaucoup trop avisé pour se compromettre, l'attitude de la veuve aurait été très correcte : « Quand S. M. l'Impératrice reçut cette triste nouvelle, elle n'eut d'autre pensée que de se livrer aux regrets et à la douleur qui troublèrent son cœur tendre et sensible au point de ne plus se sou-

(1) Saldern, *Vie de Pierre III*, p. 107. Manuscrit publié par Collignon, Metz, 1802.

venir du passé et elle ne put se retenir de verser des larmes en abondance. »

Bérenger, qui en l'absence de Breteuil était chargé d'affaires de France (1) au moment de la révolution, ne croit pas à la culpabilité directe de Catherine ; elle aurait même ignoré la mort pendant 24 heures. Breteuil écrivant (2) quelques mois après les événements auxquels il n'avait pas assisté, raconte évidemment d'après les confidences reçues, que la Tzarine aurait appris le meurtre à midi le jour même ; elle se serait montrée à la cour avec le visage le plus serein, puis aurait consulté une réunion d'intimes où la majorité fut d'avis de cacher la mort pendant 24 heures au Sénat et au public. Le soir, Catherine tint sa réception habituelle. Le lendemain seulement, jour fixé pour la publication, elle feignit de recevoir la triste nouvelle en même temps que le public, « pleura, ne sortit pas et afficha la douleur ».

L'historien moderne Nisbet Bain (3) cite un billet d'Alexis Orlow à Catherine qui aurait été écrit immédiatement après l'assassinat ; ce document que l'Impératrice avait soigneusement conservé dans un tiroir secret, aurait été brûlé après sa mort par son fils l'empereur Paul, mais une copie aurait été faite par Rostopchine qui avait été chargé d'inventorier les papiers de la défunte et a été publiée en 1881. La lettre écrite sur un chiffon de papier contient en quelques phrases heurtées et confuses l'aveu du crime commis et en met les auteurs à la merci de l'impératrice pour recevoir le châtiment qu'ils méritent.

De ces différents témoignages on peut conclure que si Catherine ignora ou voulut ignorer le projet des assassins de l'infortuné Pierre, elle fut d'accord avec eux pour ajourner la connaissance du meutre, de manière à dissimuler

(1) Bérenger au comte de Choiseul, 23 juillet 1762. Affaires Étrangères.
(2) Breteuil au comte de Choiseul 28 octobre 1762. Affaires Étrangères.
(3) Nisbet Bain, *Peter emperor of Russia*, p. 171.

au public la vérité. Enfin, circonstance la plus aggravante, les récompenses et les promotions accordées aux assassins prouvèrent que la Tzarine était prête à profiter du fait accompli et savait gré à ses auteurs de l'avoir débarrassée d'un concurrent qui aurait pu redevenir dangereux.

« Le corps de l'empereur, écrit Saldern (1), fut porté dans le monastère de Saint-Alexandre Neufski et y fut exposé sur un lit de parade en uniforme d'officier holsteinois, le 9 (VT) de juillet. Le concours des personnes qui voulurent voir encore une fois les restes de leur bienfaiteur, fut prodigieux, et qui que ce soit ne pouvait méconnaître les traces de la mort violente qu'il avait éprouvée... On commença à murmurer hautement et il était à craindre qu'il arrivât une révolte ; c'est pourquoi le corps fut inhumé en silence pendant la nuit du 9 au 10 juillet, et on donna au peuple plusieurs tonneaux d'eau-de-vie, qui firent disparaître l'esprit de rébellion. »

A l'exception de quelques soldats holsteinois et russes tués ou blessés pendant les bagarres du 9 juillet, la révolution ne coûta la vie à personne. La nouvelle souveraine n'appliqua des mesures de rigueur qu'à un petit nombre de compromis ; la Woronzow et le général Gudowitz furent internés dans l'intérieur du pays, le comte Woronzow, père de la favorite, le général Melgonow, le conseiller Wolkow (2) furent emprisonnés.

D'ailleurs Catherine ne se montra pas ingrate à l'égard de ceux qui l'avaient aidée à monter sur le trône. Parmi les favorisés on peut citer la Dashkowa, Panin, l'hetman Rasumousky, qui trois jours avant la révolution recevait le Tzar à sa table, le prince Volkowsky, Menschikow, le baron Korff, le général Ismaïlow, le comte Sievezs, et

(1) Saldern, *Vie de Pierre III*, p. 110.

(2) Ils furent tous relâchés quelques mois plus tard; quelques-uns furent pourvus d'emplois dans les provinces.

bien d'autres d'ordre inférieur. Au premier rang figurait Grégoire Orlow : « Il portait, écrit Keith, le ruban de Saint-Alexandre et la clef de chambellan, c'est un bel homme à maintien très modeste, je ne me rappelle pas l'avoir jamais rencontré. »

La nouvelle Impératrice n'avait pas attendu la fin de la révolution pour prendre la direction de la politique étrangère ; au cours de la journée même du 9 juillet elle adressa (1) aux représentants des cours étrangères une communication leur notifiant son avènement au trône et les assurant de son intention invariable « d'entretenir la bonne amitié avec les souverains leurs maîtres ». Cette note fut suivie quelques heures plus tard d'une proclamation (2) qui contenait le passage suivant : « En second lieu, la gloire de la Russie, portée au plus haut degré par ses armes victorieuses et au prix de son sang, vient d'être foulée aux pieds par la paix nouvellement conclue avec son plus cruel ennemi. » C'était une véritable déclaration de guerre adressée au roi de Prusse. Dans le courant de la soirée parut une édition revue et corrigée dans laquelle les mots « son plus cruel ennemi » avaient disparu et étaient remplacés par une phrase moins agressive : « La gloire de la Russie... vient d'être sacrifiée à ses ennemis mêmes par la paix nouvellement conclue. » Il était impossible de ne pas comprendre le roi de Prusse parmi « les ennemis », mais il n'était pas désigné pour ainsi dire nominativement. La modification apportée et les efforts tentés pour faire disparaître le premier texte semblent indiquer qu'il y avait eu lutte entre les principaux conseillers de Catherine et que cette princesse après avoir cédé à son premier mouvement de colère, était revenue après réflexion à des sentiments plus pondérés.

(1) Communication de Catherine aux ministres étrangers, 9 juillet 1762. Affaires Étrangères.

(2) Proclamation de Catherine, 9 juillet 1762. Affaires Étrangères.

Cette modification n'était pas pour plaire à Mercy. A peine les illuminations en l'honneur de l'avènement de Catherine II étaient-elles éteintes, et la populace remise de la débauche que lui avait offerte l'ouverture gratuite de tous les débits de Pétersbourg, que Mercy se mettait en campagne pour rétablir sur l'ancien pied les affaires de la maison d'Autriche. Bien résolu à ne pas accompagner Pierre dans la campagne qu'il allait entreprendre contre le Danemark, l'ambassadeur de Marie-Thérèse était sur le point de son départ de Pétersbourg, quand il apprit l'heureux événement du 10 juillet; dès le lendemain il fit parvenir à la nouvelle souveraine une note protestant contre le traité de paix que venait de conclure le Tzar déposé : « Toutes les démarches, écrivait-il (1), qui tendraient à l'accomplissement pur et simple d'une paix avec l'ennemi commun, paix aussi injuste que désavantageuse à cet Empire, seraient en quelque façon et contre les propres intentions de S. M. l'Impératrice de Russie, une confirmation de l'abandon qu'ont éprouvé dans ce dernier temps de la part de cette Cour ses anciens alliés; d'où il résulte que si S. M. Impériale croit par une suite des circonstances présentes devoir faire des sacrifices, il y va du moins de sa gloire et de l'intérêt de son Empire de les faire retourner à l'avantage de ses fidèles alliés et par conséquent à l'utilité de son État.

« Il ne pourrait d'ailleurs exister de trait plus glorieux pour S. M. l'Impératrice que celui de signaler les premiers instants de son règne par imposer la loi à l'ennemi commun.

« C'est ce que sera maintenant au pouvoir de Sa Majesté Impériale, si elle veut bien suspendre toute démarche authentique et positive relativement à la confirmation de la paix conclue avec le roi de Prusse, avant qu'il n'y

(1) Note annexée à la dépêche de Mercy à Kaunitz du 13 juillet. Archives de Vienne.

fût ajouté des conditions en faveur des puissances alliées, et que cette Cour ne s'en soit expliquée avec elles ».

Mercy se sentait autorisé à tenir ce langage par la phrase, même corrigée, du manifeste, et par les ordres donnés de suspendre l'évacuation de la Prusse royale; ces symptômes paraissaient indiquer un retour à l'ancienne politique d'Élisabeth, mais si telle fut la première pensée des nouveaux gouvernants, elle ne dura guère. Czernitchew qui, le 18 juillet, avait informé le roi de Prusse des événements de Pétersbourg et de son rappel, lui déclara le 20 de la part de l'Impératrice (1) « qu'Elle était résolue de s'en tenir à la paix conclue avec l'Empereur, selon toute sa teneur, mais qu'Elle trouvait à propos, vu les circonstances, de retirer ses troupes tant de Silésie que d'ailleurs ». Cette information fut confirmée à Pétersbourg par une note remise à Goltz, le ministre prussien, portant la date du 11 juillet (V. S.) et qui n'était postérieure à la révolution que de 13 jours (2). « S. M. l'Impératrice est fermement et invariablement intentionnée de vivre en paix et bonne intelligence avec toutes les couronnes ainsi qu'avec S. M. le roi de Prusse. » La pièce ajoutait quelques explications sur des incidents qui s'étaient produits dans la Prusse royale et infligeait, un désaveu implicite au commissaire général Wogekof et au Maréchal Soltikoff qui, de leur propre initiative avaient proclamé comme non avenu tout ce qui s'était passé sous le dernier règne relativement aux pays conquis et avaient fait prêter aux autorités locales un serment d'alliance à Catherine.

La tentative de Mercy était condamnée d'avance à

(1) Frédéric à Finckenstein, Boegendorf, 20 juillet 1762. *Corr. Polit.*, XXII, p. 51. Cette déclaration du 20 n'était que la confirmation de celle du 18; ainsi que le prouve la lettre de Frédéric à Catherine datée du 18.

(2) Note pour Goltz, Pétersbourg, 11 juillet (V. S.) 1762. *Corr. Polit.* XXII, p, 96.

l'insuccès. A son énergique appel, Panin, qui avait pris le rôle de principal conseiller de la nouvelle souveraine, répondit (1) en son nom dès le lendemain : le sentiment de ce qu'elle devait à ses sujets et le souci de leur bien et de leur tranquillité lui faisaient un devoir de ne pas continuer une guerre « trop onéreuse à son Empire ». Elle ne devait pas cacher à son alliée « le dérèglement dans lequel ses finances se trouvent ainsi que les affaires critiques qui nous menacent sur les frontières de Turquie ». L'ambassadeur reconnaîtrait la vérité de ces faits, aussi comprendrait-il le parti que proposait la Russie « de combiner leurs démarches et leurs intérêts aux circonstances où se trouve notre Empire, qui doit travailler avec d'autant plus d'efficacité à corriger les désordres qui le gênent que, par ce moyen-là, il se verra plus en état de marquer tout le penchant qu'il a de cultiver la bonne intelligence et de contribuer au bien d'une cour aussi chère que celle de l'Impératrice Reine ». Comme dernier et important motif de prudence, Panin invoquait la situation critique du corps de Czernitchew isolé au milieu des forces prussiennes. Tant que ce corps ne serait pas « dégagé et hors de toute insulte, ordre avait été donné de suspendre l'évacuation des pays conquis ». Une note officielle adressée à l'ambassadeur d'Autriche confirma ce langage. En dépit du ton embarrassé de cette pièce et des protestations d'amitié dont elle regorgeait, il était évident que Catherine II se conformerait aux conditions du traité de paix que son prédécesseur avait conclu avec le roi de Prusse, mais qu'elle ne ratifierait pas la convention d'alliance offensive et défensive qui faisait suite au premier instrument.

Mercy s'en explique verbalement (2) avec Galitzin, l'ancien ambassadeur russe à Londres, qui avait été

(1) Panin à Mercy, 3 juillet (vieux style) 1762. Archives de Vienne.
(2) Mercy à Kaunitz, 24 juillet 1762. Archives de Vienne.

appelé à la place de vice-chancelier et qui avec Panin était devenu pour les relations avec les ministres étrangers le véritable remplaçant de Woronzow. Galitzin commença l'entretien en lui annonçant l'abandon du traité d'alliance avec la Prusse, qui ne serait pas ratifié. Considérez-vous, réplique l'ambassadeur, cette décision comme un sacrifice ou une preuve d'amitié pour ma Cour? Le diplomate russe évita de répondre et le renvoya à Panin.

Il s'en était fallu de peu que le traité d'alliance offensif et défensif entre la Russie et la Prusse ne fût conclu définitivement; signé et ratifié par Frédéric, il avait été retourné à Pétersbourg où il arriva après les événements.

Le Piémontais Odart qui avait été initié à tous les secrets de Panin et de la Dashkowa, dans une conversation avec l'ambassadeur Chatelet (1) lors de son passage à Vienne, fournit sur le document des renseignements curieux et probablement véridiques. D'après son récit, le texte préparé « était entièrement conforme à ce que nous en avions su, et il ne contenait point d'articles secrets, mais à la vérité, le feu Empereur et le Roi de Prusse étaient convenus verbalement par la voie de leurs ministres, de faire tout leur possible pour anéantir la puissance autrichienne, pour placer le prince Henri sur le trône de Pologne et pour donner au prince George le Duché de Courlande. Pour remplir avec plus d'assurance le premier objet, le roi de Prusse avait fait part à Pierre III du traité offensif et défensif qu'il venait de conclure (2) avec la Porte, et la copie authentique avait été trouvée dans les papiers du ci-devant Empereur ».

(1) Chatelet au comte de Choiseul, 7 septembre 1762. Affaires Étrangères.

(2) Il s'agissait d'un projet de traité d'alliance contre l'Autriche dont le texte avait été approuvé à Constantinople. Le traité ne fut pas signé. *Correspondance Politique*, XXII, p. 35.

Dès les premiers jours de son règne, Catherine un moment entraînée par la réaction contre les actes de son mari s'était vite ressaisie. Nous avons signalé la modification apportée au premier manifeste; sa conduite à l'égard de Goltz vint confirmer ce premier symptôme de revirement. L'envoyé prussien qui était resté l'un des derniers auprès de Pierre III fut bien traité, Alsuffiew fut envoyé à sa rencontre (1) avec l'offre d'une escorte et avec l'assurance du désir de la Tzarine d'entretenir avec son maître de bonnes relations. Goltz n'assista pas, il est vrai, à la première réception diplomatique, mais son absence s'explique par le manque des effets civils qu'on lui avait conseillé d'endosser pour l'occasion.

Une des premières décisions de Catherine avait été le rappel de Bestuchew; on crut au retour de son pouvoir; il n'en fut rien. Keith qui avait couru féliciter son ancien ami fut presque éconduit : l'ex-chancelier lui fit dire « qu'il était encore et serait toujours un sincère et bon anglais, mais pour bien servir la cause à l'occasion, il était nécessaire de ne laisser voir entre eux que les rapports ordinaires de politesse ».

L'Anglais arriva bientôt à la conclusion que le vieil homme d'état n'aurait pas grande influence. Mercy était du même avis; en première ligne immédiatement après la Tzarine il place (2) Panin; plus apte aux intrigues qu'aux grandes affaires, celui-ci cherchera à maintenir son crédit en sacrifiant aux passions de sa souveraine; son système se rapprochera de celui du vieux Bestuchew dont il est l'élève. L'Autrichien consacre tout un paragraphe de son rapport à la jeune princesse Dashkowa à laquelle son rôle dans les incidents de la révolution, son intimité avec Catherine semblent réserver une place prépondérante. Cette prévision, assez naturelle dans la con-

(1) Keith à Grenville, 13 juillet 1762. Hardwicke papers.
(2) Mercy à Kaunitz, 24 juillet 1762. Archives de Vienne.

joncture, ne devait pas se réaliser. Selon lui, la nouvelle politique chercherait à ménager les cours rivales, sans prendre parti pour l'une ou l'autre; si on était bien décidé à ne pas renouveler la guerre contre la Prusse, on entendait maintenir de bons rapports avec l'Autriche.

C'est ainsi qu'une communication du ministère russe (1) vint démontrer l'importance qu'attachait la cour de Russie à rétablir avec l'ancienne alliée les relations cordiales d'autrefois. Sur les premiers avis de la révolution, le maréchal Soltikow avait cru à la reprise des hostilités. Il avait fait arrêter un courrier prussien et expédié à Pétersbourg les dépêches qu'on lui avait enlevées; la principale pièce était une lettre (2) du roi de Prusse au Grand Vizir, datée du 13 juillet. Dans cet écrit, le roi exprimait sa satisfaction d'apprendre par son envoyé Rexin que « V. E. est disposée à mettre la dernière main au traité d'alliance défensive entre moi et la Sublime Porte..... je ne mets aucun doute dans les promesses de V. E. et qu'en conséquence je compte sûrement qu'immédiatement après la conclusion de cette alliance la Sublime Porte rompra incessamment avec la cour de Vienne et lui déclarera formellement la guerre ». Panin laissa à l'ambassadeur une copie des documents interceptés et l'informa que l'Impératrice avait tenu à avertir l'Autriche du danger qui la menaçait et à lui donner ainsi une preuve de sa confiance et de son amitié. Tout en se félicitant des promesses plus favorables pour l'avenir et des dispositions meilleures de Panin, Mercy ajoute : « Quant au présent, tous mes efforts et toutes mes représentations ont été en vain et n'ont pas produit le moindre effet. »

Pendant que l'actif représentant de l'Autriche s'efforçait sans grand succès, d'ailleurs, de regagner pour sa

(1) Mercy à Kaunitz, 31 juillet 1762. Archives de Vienne.

(2) Frédéric au Grand Vizir, Seitendorf, 13 juillet 1762. Archives de Vienne, *Correspondance Politique*, XXII, p. 22.

cour le terrain perdu pendant les six mois du dernier règne, Frédéric faisait face avec son adresse habituelle aux difficultés que lui créait la révolution de Pétersbourg. C'est le 18 juillet qu'il l'apprit par une communication de Czernitchew : « Je vous annonce, écrit-il à Finckenstein (1), la très fâcheuse nouvelle du détrônement de l'empereur de Russie. L'Impératrice a été déclarée régente et le général comte Tschernischew vient de recevoir l'ordre de se séparer de mon armée. Il se propose de rester encore jusqu'au 22 de ce mois. Il faudra voir quelles seront les suites de ce grand événement. » Frédéric, après la mort de l'impératrice Élisabeth, s'était montré disposé à entretenir de bonnes relations avec Catherine, mais il avait été avisé par Keith et Mitchell qu'il fallait choisir entre les deux époux et l'attitude de Pierre était telle que sur la préférence à donner il ne pouvait y avoir doute; Goltz à en juger par la demande de remplacement dont il prit lui-même l'initiative n'avait pas eu de grands égards pour la princesse; d'autre part, le roi de Prusse avait envoyé à la favorite Woronzow un cadeau qui fort heureusement pour le donateur ne parvint pas à destination en temps utile. Ces précédents n'étaient guère encourageants; cependant Frédéric n'hésita pas à écrire à la nouvelle souveraine à l'occasion de son avènement (2). Aux souhaits de circonstance, il avait eu soin d'ajouter ses remercîments pour le message apporté par Czernitchew « qu'elle confirmerait la paix que l'Empereur a si généreusement faite avec moi. Je la prie d'être assurée que je tâcherai de mon côté de cultiver, autant qu'il sera en moi, la bonne harmonie et l'intelligence rétablie entre les deux nations ».

(1) Frédéric à Finckenstein, Seitendorf, 18 juillet 1762. *Correspondance Politique*, XXIII, p. 42.

(2) Frédéric à Catherine, Seitendorf, 18 juillet 1762. *Correspondance Politique,* XXIII, p. 42.

Que se passa-t-il entre le roi de Prusse et le général russe? Pourquoi ce délai apporté à l'exécution de l'ordre de séparation? Sans données précises sur ces points, nous pouvons supposer que sous prétexte des préparatifs nécessaires, le Roi chercha à retarder et à cacher un départ qui à la veille de l'importante opération projetée contre l'armée de Daun pouvait produire une impression des plus fâcheuses. De son côté, le Russe entouré et à la merci des forces prussiennes, désireux de seconder les vues d'un souverain qui s'était montré et se montrerait sans doute bienveillant à son égard, ne voulut pas refuser une requête qui se conciliait très bien avec les instructions reçues du nouveau gouvernement. D'après une version qui eut cours à Vienne (1), le général russe se serait refusé à exécuter les ordres que Frédéric lui aurait envoyés. « S. M. Prussienne le fit venir devant beaucoup d'officiers et lui dit qu'il était étonné de sa résistance et qu'il lui réitérait l'ordre au nom de l'Empereur son maître. Sur cela, M. de Czernitchew lui ayant répondu qu'il ne reconnaissait plus que ceux de l'Impératrice Catherine, le Roi lui aurait reparti en riant : « Ah, vous savez donc la nouvelle? et moi aussi, mais je m'en moque. » Toujours est-il que le corps russe sans prendre part à l'opération contre l'armée de Daun, par sa présence à côté des Prussiens leur prêta son appui moral. Il est certain d'ailleurs que le ministère russe éprouva ou feignit d'éprouver des inquiétudes sur le sort du corps auxiliaire et s'en servit comme prétexte pour justifier son attitude bienveillante vis-à-vis de la Prusse. Quoi qu'il en fût, soit effet du succès remporté sur les Autrichiens le 21 juillet, soit résultat des nouveaux entretiens avec Czernitchew, le Roi se montra beaucoup plus confiant dans sa correspondance (2)

(1) Chatelet au comte de Choiseul, 4 août 1762. Affaires Étrangères.

(2) Frédéric à Finckenstein, 20 juillet, à Henri, 21 juillet 1762. *Correspondance Politique,* XXII, p. 51, 52.

avec Finckenstein et avec le prince Henri. Ce serait à ce moment qu'il faudrait placer, s'il est authentique, un billet du Roi à son ministère, intercepté par les Autrichiens et envoyé par eux à Paris :

« Voilà l'Empereur de Russie (1) détrôné par son épouse, on s'y attendait. Cette princesse a infiniment d'esprit et les mêmes inclinations que la défunte. Elle n'a aucune religion mais elle contrefait la dévote. C'est le second tome de Zenon, empereur grec, de son épouse Adriana et de Marie de Médicis, le ci-devant chancelier de Bestuchew était son plus grand favori, et comme il est entièrement attaché aux guinées, je me flatte que les attachements d'à présent seront les mêmes. Le pauvre empereur a voulu imiter Pierre Ier, mais il n'en avait pas le mérite. On le dit massacré. »

Le 25 juillet, les impressions devinrent moins favorables; le texte du manifeste du 9 juillet dont on avait pris connaissance, n'était pas rassurant; les généraux russes avaient suspendu l'évacuation et entravaient le recrutement pour les régiments prussiens que Pierre avait autorisé. Frédéric se demanda si les déclarations pacifiques de Czernitchew n'avaient pas été inspirées par la crainte de voir la Prusse rester fidèle à l'empereur Pierre et soutenir un mouvement possible de l'armée russe en sa faveur; peut-être Catherine ne cherchait-elle qu'à gagner du temps, jusqu'à ce que Czernitchew fût en sûreté?

Peu à peu, les entretiens de la chancellerie russe, les notes remises à Goltz, le langage de Repnin, son maintien au poste de Berlin, enfin la promesse du prompt abandon de la Prusse royale confirmèrent le Roi dans sa première opinion que la révolution de Pétersbourg, tout en modi-

(1) Copie d'une lettre de Frédéric à Finckenstein interceptée. Affaires Étrangères. (La publication en Angleterre de ce billet donna lieu à un démenti de Frédéric à Repnin, ministre russe à Berlin. *Correspondance politique*, XXII, p. 380).

fiant les rapports intimes du règne précédent, n'amènerait pas un retour à l'ancien système. Dans un entretien avec Mitchell (1), en réponse à une question de celui-ci sur la suite que l'Impératrice donnerait aux projets d'alliance des deux cours, Frédéric déclara qu'il ne fallait pas espérer son adhésion, mais qu'il croyait pouvoir compter sur une neutralité absolue de sa part.

Évidemment, Catherine aurait sa politique à elle, qui ne serait ni celle de Pierre, ni celle d'Élisabeth; elle ne se désintéresserait pas des affaires d'Allemagne, mais se bornerait probablement à offrir sa médiation pour la paix générale. Un post-scriptum d'une lettre de Frédéric à Goltz en date du 3 août annonce la démarche que Repnin venait de faire auprès de lui à cet effet; il lui avait répondu par des banalités sur son désir du rétablissement de la tranquillité.

Pour les conseils pacifiques que la cour du Nord cherchait à donner au roi de Prusse, elle aurait voulu obtenir l'appui de l'Angleterre. Conformément aux ordres de sa souveraine, Woronzow entreprit Keith (2) à ce sujet; il prit texte des paroles que Frédéric aurait dictées à Czernitchew, quand ce dernier prit congé de lui. « Il aurait donné à entendre que sa confiance dans l'amitié de l'Impératrice était telle qu'il n'hésiterait pas à remettre les intérêts de la Prusse entre ses mains et, comme preuve à l'appui, il serait heureux d'obtenir ses bons offices en vue de la paix. » Woronzow déclara en terminant qu'on serait très reconnaissant à la cour de Saint-James d'entrer dans ces vues. Il est presque superflu d'observer que celle-ci, quand elle reçut cette invitation, n'était ni disposée, ni en état de lui donner suite; fort engagée avec la France, d'accord avec cette puissance pour amener la

(1) Mitchell à Grenville, Breslau, 1er et 2 août 1762. *Corr. Polit.*, XXII, p. 101.

(2) Keith à Grenville, 28 juillet. Hardwicke papers.

conciliation de l'Autriche et de la Prusse, elle avait essuyé de la part de cette dernière un refus sec de la médiation offerte et se souciait peu de renouveler la tentative.

Quant à Frédéric, il n'était guère partisan d'une paix immédiate; il venait de repousser les propositions de participation aux pourparlers de l'Angleterre avec la France; il se croyait sûr d'une diversion des Turcs contre l'Autriche; le siège de Schweidnitz était commencé; il était plein d'espoir dans le succès de la campagne. « J'espère donc, écrivait-il à son frère (1), que ceci fera dans peu de temps une forte impression sur la cour de Vienne, que vous prendrez alors sûrement Dresde et moi Schweidnitz, que selon les circonstances vous pourrez peut-être encore prendre Prague, si la garnison n'en est pas trop nombreuse, du moins prendre des quartiers d'hiver en Bohême et moi en Moravie. Cela fera la paix, mon cher frère, mais nous ne l'aurons que vers le printemps qui vient. » L'échec infligé à une tentative de Daun pour la relève de Schweidnitz vint confirmer ces prévisions optimistes.

Le roi de Prusse avait fixé sa ligne de conduite : poursuivre la guerre à outrance, tirer des premiers succès le plus de parti possible et pour avoir les mains libres du côté de la Russie, entretenir avec cette puissance de bons rapports, tout en se dérobant à ses velléités d'intervention. Afin d'atteindre ce dernier but, il y avait deux difficultés à surmonter, l'une personnelle à l'envoyé Goltz, qui s'était trop compromis auprès de Pierre III et dont l'impératrice souhaitait le rappel, l'autre provoquée par l'attitude du Khan de Tartarie qui ne voulait pas se rendre compte que l'attaque contre la Russie, désirée par Frédéric à la fin de 1761, n'était rien moins qu'opportune en août 1762. Quant à la Porte, son intervention devenait

(1) Frédéric à Henri, Dittmunsdorf, 4 août 1762, *Corr. Polit.*, XXII, p. 110.

de plus en plus problématique. « Comme on vous a déjà communiqué hier, écrit Frédéric (1), les dernières dépêches qui me sont entrées de Constantinople, vous y aurez vu combien ces gens-là sont variables, inconséquents et journaliers dans leurs sentiments pour ne pas pouvoir prendre une résolution ferme et efficace. »

Toutefois, Catherine était loin de renoncer à l'intention qu'elle avait manifestée de prendre une part prépondérante aux négociations pour la paix ; non seulement elle avait offert, comme nous l'avons vu, à Londres une médiation combinée mais elle avait fait tenir à Goltz une note proposant aux belligérants l'évacuation de la Saxe. La souveraine russe avait « chargé ses ministres à Vienne et à Berlin d'y faire connaître le vif désir qu'elle a que ces deux cours prêtent les mains à un arrangement au moyen duquel les États électoraux de la Saxe soient pleinement évacués par les troupes de l'une et de l'autre et rendus en pleine possession et jouissance à leur souverain le roi de Pologne. En retour de cette évacuation et pour qu'elle ne tourne pas au préjudice de l'une ou de l'autre des deux puissances, il leur sera donné des assurances suffisantes que les frontières des États de l'une et de l'autre ne pourront ni ne devront point être inquiétées du côté de la Saxe et des pays qui en dépendent. Et pour cet effet, les États de la Saxe seront occupés par des troupes saxonnes. Si l'arrangement ci-dessus est convenu entre les deux parties, l'Impératrice est prête à s'en porter pour garante s'il est nécessaire ». Un arrangement de cette nature aurait privé le roi de Prusse des ressources importantes qu'il tirait en hommes et en argent de l'électorat, aussi l'envoyé reçut-il par retour du courrier une réponse peu satisfaisante :

(1) Frédéric à Finckenstein, Peterswaldau, 9 septembre 1762. *Corr. Polit.*, XII, p. 205.

« Le Roi mon maître (1) serait bien aise de complaire à S. M. I. dans toutes les occasions, autant qu'il saura dépendre de lui; mais que pour parvenir à l'évacuation de la Saxe, le Roi ne trouve pas un moyen plus convenable que celui que S. M. I. voudrait faire tant par ses instances en France, afin de porter S. M. T. C. d'évacuer les duchés de Clèves et de Gueldres..... pour les lui remettre en possession de même que la cour de Russie voudrait contribuer par ses instances afin d'engager S. M. l'Impératrice Reine pour évacuer le comté de Glatz. » Le successeur désigné de Goltz, le comte de Solms, devait suivre cette affaire ainsi que celle de la médiation entre les Tartares et la Russie, acceptée par cette dernière puissance. En attendant l'arrivée de son successeur, Goltz avait accompagné la cour de Russie à Moscou où devait s'effectuer le couronnement de la nouvelle Tzarine. Entre elle et Frédéric les rapports, sans être précisément tendus, n'étaient rien moins que cordiaux; ce dernier en voulait à Catherine de son intervention en faveur de la Saxe; fort de ses récents succès, la reprise de Schweidnitz le 9 octobre et la victoire de Freiberg remportée par le prince Henri sur les Autrichiens le 29 octobre, le roi de Prusse n'était guère disposé à céder à la pression que la cour du Nord cherchait à exercer sur lui : « Vous ferez vous-même, écrit-il à Goltz (2), la réflexion que dans la situation où, grâce à Dieu, mes affaires se trouvent, l'on ne saurait raisonnablement me parler ni d'évacuation de la Saxe, ni d'aucun dédommagement à lui faire à mes dépens, qu'on ne saura pas jamais tirer ni prétendre de moi, quoique je ne m'y opposerai pas, si l'on sache trouver moyen de faire quelques légères convenances à la cour

(1) Note à remettre, annexe à la lettre de Frédéric à Goltz, 17 septembre 1762. *Correspondance Politique*, XXII, p. 220.

(2) Frédéric à Goltz, Loevenberg, 2 novembre 1762. *Correspondance Politique,* XXII, p. 305.

de Saxe, pourvu que je n'y contribue pas du mien. »

En même temps qu'à l'envoyé prussien, la proposition (1) relative à la Saxe avait été remise à Mercy. Cette pièce aussitôt arrivée à Vienne avait fait l'objet d'un rapport (2) à l'Impératrice Reine par Bender qui, pendant une maladie assez grave de Kaunitz, faisait l'intérim des affaires étrangères : la proposition russe était sans contredit avantageuse pour l'Autriche et la Saxe, mais ne fallait-il pas s'attendre à un refus du roi de Prusse, ou pour le cas de son acceptation, ne se trouverait-on pas en face d'un arrangement secret qui lui permettrait de disposer de ses troupes de Saxe pour occuper ses possessions du Bas-Rhin ou entreprendre quelque chose contre les Pays-Bas? En marge de ces observations, l'Impératrice Reine avait formulé ses craintes : « Par le canal de la Russie, il me semble que nous ne pouvons avoir rien d'agréable et que nous ne pouvons nous y fier. » L'ambassadeur de Marie-Thérèse n'était pas décidément en cour à Pétersbourg; dans une note remise au cabinet russe, il avait insisté à nouveau avec quelque maladresse sur le contraste entre les deux manifestes du début du règne et s'était attiré une réponse qui n'était pas de nature à améliorer des rapports avec Vienne. « Je ne sais pas comment cela se fait, écrit Keith (3), mais je crois qu'en général le comte Mercy n'a pas été heureux dans les démarches qu'il a faites à cette cour. »

En résumé, la médiation russe n'était bien accueillie que du roi de Pologne qui eût souhaité la délivrance de ses possessions électorales; car Frédéric était tout aussi soupçonneux à l'égard de la Russie que sa rivale Marie-

(1) Note de la cour de Russie, 19 août (V. S.) 1762. Archives de Vienne.

(2) Rapport de Bender aux observations de l'Impératrice, 15 septembre 1762. Archives de Vienne.

(3) Keith à Grenville, 12 septembre 1762. Hardvicke papers.

Thérèse. « Quant aux Russes, écrivait-il à Finckenstein (1), je les envisage comme des pacificateurs intrus qui veulent se mêler d'un arbitrage de paix auquel personne ne veut se soumettre et je regarde leurs démarches comme aboutissantes à une négociation vague dont il ne résultera rien, ni pour la guerre, ni pour la paix. » Quoique opposé à toute médiation et bien résolu à ne prendre aucune part aux négociations franco-anglaises qui semblaient sur le point d'aboutir, Frédéric se montrait sensible au reproche qu'on lui adressait d'être l'adversaire de la pacification; la campagne s'était terminée à son avantage, il consacrerait volontiers les mois d'hiver à l'œuvre de la paix, mais pour cet objectif il ne voulait se servir ni de l'Angleterre ni de la Russie. A la suite d'une correspondance de Choiseul à propos d'un échange de prisonniers, il pensa un instant à la France et donna ordre (2) à son envoyé à Copenhague de sonder officieusement la cour de Danemark qu'il savait en excellents termes avec celle de Versailles sur la possibilité de faire à cette dernière des ouvertures.

Sur ces entrefaites, survint la nouvelle de la signature à Fontainebleau, le 3 novembre, des préliminaires de la paix entre l'Angleterre, la France et l'Espagne. Cet arrangement mettait fin à la guerre d'Allemagne en ce qui concernait ces deux premières puissances, entraînait la dissolution de l'armée du prince Ferdinand et ouvrait la question de l'évacuation par les Français des territoires prussiens du Bas-Rhin. Au profit de quels belligérants se ferait cette évacuation? Longuement discutée, la difficulté, malgré les protestations de Frédéric, avait été tournée par une rédaction qui ne tranchait pas la question.

Mais avant d'aborder les détails de cette question qui

(1) Frédéric à Finckenstein, Meissen, 11 novembre 1762. *Correspondance Politique*, XXII, p. 315.

(2) Frédéric à Borcke, Sorau, 5 novembre 1762. *Correspondance Politique*, XXII, p. 311.

se rattache à celle des négociations entamées entre la France et l'Angleterre, il convient d'expliquer le rôle effacé que cette première puissance avait joué dans la révolution du 12 juillet. Certes, la France n'avait pas occasion d'entretenir avec le gouvernement moscovite les rapports constants que nécessitait la situation de l'Autriche et de la Prusse, mais l'interruption presque complète de relations tint à des raisons exceptionnelles et spéciales. Vers la fin du règne de Pierre III, la situation de Breteuil était devenue intolérable ; exclu de la cour par suite d'un incident protocolaire soulevé à propos de la première visite à faire au prince Georges de Holstein, oncle de l'Empereur, tenu à l'écart par les confidents du souverain, soumis à une surveillance étroite, sans crédit, ne pouvant plus renseigner sa cour, il avait obtenu l'autorisation de quitter son poste sous prétexte de sa nomination à celui de Stockholm ; le 25 juin, il partit pour Varsovie. Avant son départ, il avait commis une faute dont les événements aggravèrent singulièrement les conséquences : un secrétaire de Panin, Piémontais d'origine, nommé Odart, dont nous avons parlé plus haut à propos de ses révélations sur le projet d'alliance négocié entre Pierre et Frédéric, avait fait à l'ambassadeur avec lequel il avait des relations suivies, des confidences sur le complot qui se tramait et lui avait demandé de la part de l'Impératrice Catherine un prêt de 60.000 roubles dont elle avait un besoin urgent. Breteuil, soit manque de foi à la parole d'Odart, soit crainte d'un désaveu fort possible, n'osa pas prendre sur lui d'avancer l'argent. Il exigea un billet confirmant la demande et promit d'en référer à son ministre ; la somme ayant été avancée par un marchand de la colonie anglaise, l'affaire n'eut pas de suite. Breteuil apprit à Varsovie la révolution qui mettait sur le trône la princesse à laquelle il avait refusé son concours; après quelques hésitations, il se décida à continuer son voyage de retour; à son passage

à Vienne, il trouva l'ordre formel de rentrer à Pétersbourg et d'y reprendre ses fonctions. Il y reçut un blâme officiel du ministre et un blâme officieux approuvé par le Roi et portant la signature du comte de Broglie qui était resté, malgré sa disgrâce, directeur de la diplomatie secrète de Louis XV. Dans ce billet (1) qu'accompagnait une lettre du monarque, on rappelait à Breteuil les principes desquels s'inspirait la politique personnelle; il pouvait « acquérir beaucoup d'honneur en Russie, non en cherchant à en faire un allié — elle ne peut jamais l'être de la France, vous devez en savoir les raisons — mais en employant toute votre habileté à empêcher qu'elle ne s'occupe des affaires du dehors, et en préparant les moyens de lui donner beaucoup de besogne dans son intérieur, quand cela vous conviendra. Je m'imagine que la princesse d'Askoff est très importante à ménager et à gagner, l'amant de l'Impératrice, quel qu'il soit, sera dans le même cas, c'est de tout cela qu'il faut vous occuper sans en communiquer surtout avec M. de Mercy qui a des intérêts diamétralement opposés aux nôtres à suivre à Pétersbourg ». La lettre se termine par un avis au sujet de la correspondance entretenue avec Élisabeth et son chancelier : « J'oubliais de vous dire qu'il est de la dernière nécessité que vous retiriez ou fassiez brûler devant vous tout ce qu'a M. de Woronzoff sur l'affaire secrète, vous avez eu tort de ne pas le retirer plus tôt, cela a inquiété le Roi; dans un pays de révolution comme la Russie il ne faut rien laisser par écrit qui puisse intéresser son secret et compromettre personnellement Sa Majesté. »

Pendant l'absence de Breteuil qui n'avait réintégré son poste que le 4 septembre, l'intérim fut rempli par le secrétaire Bérenger qui fournit à sa cour des renseignements fort intéressants, dans lesquels nous avons

(1) Broglie à Breteuil, 11 août 1762. Affaires Étrangères. Russie supplt, t. 72.

déjà puisé pour le récit de la chute et de la mort de Pierre. Dès les premiers jours du nouveau règne, on voit se dessiner la politique extérieure de Catherine; « on donne des bonnes paroles » (1) à M. le comte de Mercy, mais les effets ne suivent pas. Bestuchew rappelé d'exil est rétabli dans ses emplois, mais il ne les remplira pas; Panin sera le vrai ministre des affaires étrangères; il est « le (2) moteur principal de la machine, les autres ministres ne doivent être considérés que comme des ressorts secondaires »; l'envoyé prussien Goltz est bien traité (3) : « Il serait possible qu'il existât des rapports de ménagements respectifs entre ces deux souverains, moins fondés sur l'amitié que sur les considérations du mal qu'ils pourraient se faire réciproquement. » Bérenger résume son appréciation dans le propos suivant : « Jusqu'à présent, la politique russe de Catherine II ressemble furieusement à celle de Pierre III. » Quelques jours après, il corrige les premières impressions en faisant une comparaison (4) beaucoup plus juste de l'attitude des deux souverains : « le premier (Pierre) était un enthousiaste extravagant qui, au mépris de toutes bienséances, dévoilait grossièrement les desseins qu'il avait de nous nuire; la seconde se livre avec astuce à nos ennemis en nous donnant les assurances de la fraternité. » Au demeurant, il considérait Bestuchew, Keyserling et Panin comme adversaires de la France.

Le 19 août (V. S.) intervint la présentation de la note russe proposant l'évacuation de la Saxe; elle avait été accompagnée d'un message verbal offrant la médiation pour la paix. Dans le document écrit, l'Autriche et la

(1) Bérenger au comte de Choiseul, 23 juillet 1762. Affaires Étrangères.
(2) Bérenger au comte de Choiseul, 6 août 1762. Affaires Étrangères.
(3) Bérenger au comte de Choiseul, 10 et 15 août 1762. Affaires Étrangères.
(4) Bérenger au comte de Choiseul, 21 août 1762. Affaires Étrangères.

Prusse avaient été traitées sur le même pied; les débats qui avaient précédé la remise de la pièce étaient de nature à faire la lumière sur la mentalité des conseillers de l'Impératrice : au cours de la discussion (1) Bestuchew et le nouveau vice-chancelier Galitzin avaient demandé quelques égards pour l'ancienne alliée, Panin et le vieux Woronzow avaient parlé en termes ambigus; Keyserling avait défendu la théorie du traitement égal et avait rallié le conseil à ses vues.

A peine de retour de sa fausse sortie, Breteuil (2) constate les changements qui se sont effectués dans le personnel gouvernant : « M. de Woronzow est toujours en place, son buste est cru nécessaire tous ces premiers moments, parce que le public l'estime et l'aime, mais il ne se mêle de rien et il a encore moins de crédit que sous le dernier règne; l'Impératrice cependant, dit-on, le caresse. Je commence à croire que cette cérémonie coûte peu à cette princesse, quand elle y envisage le moindre avantage pour elle ». Bestuchew n'est pas trop changé depuis son exil; il proteste qu'il ne veut aucun emploi et dit qu'il ne se mêle que des choses sur lesquelles l'Impératrice le consulte nommément. Il est heureux pour S. M. Prussienne que M. Panin ait pressé la restitution des états conquis, car M. de Bestuchew aurait voulu se servir de ce nantissement pour faire jouer un rôle à cet Empire dans la pacification de l'Autriche avec le roi de Prusse, il blâme hautement les conseils de M. Panin à ce sujet et dit qu'il a empêché la Czarine de tirer un parti glorieux de sa position et de sa générosité. Cela ne saurait se contredire; mais nous pouvons, je crois, nous en consoler. Aussitôt mon arrivée, M. de

(1) Bérenger au comte de Choiseul, 3 septembre 1762. Affaires Étrangères.

(2) Breteuil au comte de Choiseul, 12 septembre 1762. Affaires Étrangères.

Mercy m'a prié de parler avec chaleur au Ministère russe sur les résolutions de l'Impératrice et l'oubli qu'elle avait fait de ses alliés. Je suis entré dans les plaintes de l'ambassadeur et j'ai bien partagé avec lui toute l'étendue de sa colère; mais j'ai été plus discret avec le ministère russe. »

Au fur et à mesure qu'il reprend le contact avec les personnages de la cour, Breteuil commence à deviner la nouvelle orientation de la politique extérieure de la cour du Nord et à démêler les intrigues qui la dirigent et la pensée maîtresse qui la domine.

Désireuse avant tout de jouer un rôle dans le cercle européen, Catherine n'entendait se jeter dans les bras d'aucune puissance. « Elle a de l'esprit, écrit notre ambassadeur (1), et l'usage de l'intrigue, mais peu de connaissance des affaires d'état et il s'est sûrement fait dans sa tête une culbute générale depuis ses succès qui demande le temps d'y rétablir l'ordre. » D'après Breteuil (2) la cour était divisée en deux partis, Panin et Bestuchew, dans lesquels les deux chanceliers Woronzow et Galitzin sont à peu près aussi neutres que nuls. « Cependant ils tiennent un peu plus à celui de Panin qu'à celui de Bestuchew, qui est protégé et soutenu par le favori Orlow. Celui de Panin qui a déjà eu bien du haut et du bas paraît aujourd'hui le plus fort, et l'on dit que le favori Orlow se dégoûte de Bestuchew. Je sais que la Czarine est fâchée qu'on la croie gouvernée par Bestuchew, et après les informations les plus exactes qu'il m'a été possible de me procurer, j'ai, en effet, lieu de penser, Monseigneur, que Bestuchew est plus consulté qu'écouté. On le ménage, il est cassé, mais l'intrigue et les vues de cet homme mériteront attention jusqu'à sa fin. La Czarine l'accuse, et avec raison, d'une préven-

(1) Breteuil au comte de Choiseul, 9 octobre 1762. Affaires Étrangères.
(2) Breteuil au comte de Choiseul, 28 octobre 1762. Affaires Étrangères.

tion pleine d'animosité contre le roi de Prusse à laquelle il rapporte tout; elle l'accuse aussi, et non avec moins de raison, d'un penchant très vif pour la maison d'Autriche qui ne convient point à son système actuel; de sorte qu'entre les idées et les goûts de la Czarine et de Bestuchew, il ne paraît guère aujourd'hui de rapport véritable que leur estime et leur tendresse pour l'Angleterre et, suivant toutes les apparences, le contraire de ces sentiments pour nous. » Suivait une appréciation de Panin : « Il ne nous aime certainement pas plus que Bestuchew, mais il y aurait peut-être plus de parti à en tirer parce qu'il paraît assez occupé du bien de son pays et semble être persuadé que nous y pourrions contribuer du côté de commerce. C'est un homme fort désintéressé et qui affiche la vertu citoyenne par caractère; il sera toujours temporiseur et il ne se laissera jamais aller qu'après une surabondance de réflexions aux grandes vues ou aux entreprises hasardeuses, c'est ce qu'il a prouvé dans les derniers moments de la révolution qui a mis Catherine sur le trône. La tournure de ce caractère ne saurait être par goût d'usage pour Catherine mais il faudra, quelle que soit son opinion, qu'elle le ménage longtemps. Au reste, Monseigneur, il paraît que la Czarine cherche à faire connaître qu'elle veut gouverner et à faire ses affaires elle-même. Elle se fait apporter les dépêches des Ministres du dehors, fait volontiers les minutes des réponses et assiste assez régulièrement aux assemblées du Sénat et y décide fort despotiquement des points les plus importants d'administration générale ou d'intérêts particuliers. Je sais depuis longtemps, et on me l'a confirmé depuis mon retour, que ses maximes sont qu'il faut être ferme dans ses résolutions, qu'il vaut mieux mal faire que de changer d'avis, et surtout qu'il n'y a que les sots qui soient indécis. »

Quelque temps après, c'est Panin qui développait son programme au diplomate français : l'action de la Russie doit être très réservée jusqu'à la paix générale; elle a été exploitée, du reste comme la France, par la maison d'Autriche; elle doit se recueillir et s'occuper des réformes qu'exige l'état intérieur du pays. Après quelques mots sur les dédommagements auxquels le roi de Pologne avait droit et qui pourraient être obtenus au moyen de sécularisations en Allemagne, « Panin m'a insinué, conclut Breteuil (1), le plus adroitement qu'il a pu, que l'Impératrice serait toujours disposée à concilier et à ménager tous ces différents intérêts, si au moment de la paix l'on jugeait ses bons offices de quelque utilité générale ou particulière; des compliments de ma part ont fait la clôture de ce point de vue. Rien n'occupe plus sérieusement la souveraine russe que de parvenir à se mêler de la paix et rien, selon moi, Monseigneur, n'est plus à désirer que de l'éloigner de cette grande affaire; outre ses préventions qu'on ne peut se dissimuler, elle y apporterait un ton de dictateur qui doit encore moins convenir pour le moment et dont il est aisé d'apercevoir l'incommodité pour la suite ».

Quant à s'entretenir avec la souveraine en personne, Breteuil n'avait pu le faire; une nouvelle question d'étiquette au sujet du titre de la Tzarine l'empêchait d'obtenir son audience et retarda même son voyage à Moscou où il n'assista pas à la cérémonie du couronnement. Las du rôle quelque peu ridicule qu'il était obligé de jouer, il s'évertuait en vain à proposer des solutions que Catherine repoussait invariablement. Enfin, grâce à l'intervention de Panin, un compromis fut accepté et l'audience eut lieu au commencement de décembre après une perte de trois mois, non compris ceux de l'absence.

(1) Breteuil au comte de Choiseul, 29 novembre 1762. Affaires Étrangères.

D'ailleurs, il faut le reconnaître, pour le cabinet de Versailles, il y avait peu à faire à Pétersbourg; le principal objectif de cette cour, la médiation de la Russie pour la paix et pour l'évacuation de la Saxe, n'intéressant que très médiocrement le ministère français. Nous avons vu les objections que le roi de Prusse avait formulées et l'accueil soupçonneux que l'Impératrice-Reine avait fait à la proposition russe. Mercy, bien qu'adversaire de l'intervention, était cependant forcé d'avouer à son collègue français (1) « que si nous ne trouvions pas quelque moyen de procurer à sa cour une paix supportable, elle serait nécessitée de recourir aux bons offices de la Russie ». Il avait ajouté « que je devais savoir combien cette ressource lui paraîtrait dure ». La réponse autrichienne, très polie, avait été rédigée de façon à ménager les susceptibilités de la cour du Nord, mais si la forme était plus acceptable que la sécheresse prussienne, le fonds n'était guère plus favorable aux desseins de la Russie.

Kaunitz avait, en effet, perdu peu à peu ses illusions sur un revirement possible de la cour de Pétersbourg : « Il est un peu revenu, écrit Chatelet (2), à ce qu'il me semble, de la Russie et il m'a parlé pour la première fois très sensément sur ce que sa Cour en avait à craindre ou à espérer. Il m'a même tracé le plan de la conduite qu'il se propose de tenir à l'avenir avec cette puissance sous des traits fort éloignés de la dépendance servile qu'il a pratiquée jusqu'à présent. Nous verrons si cela se soutiendra. » Pourtant, malgré les dépêches de Mercy qui aurait souhaité une autre attitude, le chancelier n'avait rien écrit qui pût donner à son envoyé « la satisfaction de penser que ses idées sont approuvées et que sa cour va prendre un système de noblesse et de fermeté vis-à-vis de celle-ci ».

(1) Breteuil au comte de Choiseul, 12 septembre 1762. Affaires Étrangères.
(2) Chatelet au comte de Choiseul, 20 octobre 1762. Aff. Étrang. Autriche.

Il n'entre pas dans le cadre de notre travail d'aborder l'histoire intérieure de la Russie, aussi n'emprunterons-nous pas à l'ambassadeur français ses informations sur Orloff, l'amant en titre de la Tzarine, « qui ne parle (1) que le Russe, très bel homme, mais, dit-on, une grande bête », sur les complots sévèrement réprimés qui éclatèrent contre le nouveau règne ; il nous suffira de constater que vers la fin de 1762, Catherine, débarrassée par suite d'accidents ou de procédés plus violents, dont elle ne semble pas avoir été l'instigatrice, d'abord de son mari, ensuite du prince Yvan qui, en sa qualité de descendant direct de Pierre le Grand, eût pu devenir un rival sérieux, avait suffisamment consolidé son trône pour pouvoir prêter son attention aux affaires d'Europe et spécialement à celles de Pologne où la succession prochaine du roi Auguste allait éveiller grandement les intérêts des états voisins. Breteuil était, on le sait, initié à la politique secrète de Louis XV et chargé à cet effet de surveiller tout ce qui avait trait à la Pologne. « Il est nécessaire, lui écrivait le Roi (2), que vous entreteniez une correspondance exacte avec MM. d'Havrincourt (3), de Paulmy et de Vergennes ; vous ne devez leur rien laisser ignorer de ce qui regarde la Russie et vous apprendrez par eux mieux et plus tôt ce qu'il conviendra que vous fassiez à Pétersbourg que par les ordres de mon ministre qui, vu l'éloignement, ne peuvent être que tardifs. » La réponse de Breteuil (4) démontre que les pourparlers au sujet de l'avenir de la Pologne n'avaient pas été encore entamés ou tout au moins que la France n'y avait pris aucune part :

(1) Breteuil au comte de Choiseul, 9 octobre 1762. Affaires Étrangères.

(2) Le Roi à Breteuil, 10 septembre 1762. Affaires Étrangères, Russie complément, t. 72.

(3) Ministres de France en Suède, Pologne et auprès de la Porte.

(4) Breteuil au Roi, 16 décembre 1762. Affaires Étrangères, Russie complément, t. 72.

« La résolution que la Russie a prise et que le ministère déclare dans toutes les occasions de n'étaler son système qu'après la paix, a ralenti tous les soins du comte de Mercy, et la conduite que l'on tient avec lui lui a ôté toute espérance de regagner ici le crédit que sa Cour pourrait y désirer. L'opinion, d'ailleurs, de l'ambassadeur autrichien est fort éloignée d'un système de préférence pour la Russie, il ne veut avec des désirs réels que la continuation de l'augmentation des liens de V. M. avec sa souveraine. »

Quoi qu'il en soit, la question de la Pologne inquiète l'ambassadeur et il confie ses craintes (1) à son chef : Il faut « empêcher, ou si l'on veut, retarder son entière obéissance (de la Pologne) à la Russie et ses démembrements qui en seront une suite à l'avantage de cet empire ». La Russie voudra certainement choisir le successeur du roi Auguste.

En attendant l'ouverture de cette grave question, les puissances occidentales de l'Europe s'étaient mises d'accord à Fontainebleau. La communication officielle de la signature des préliminaires fut froidement accueillie en Russie ; le gouvernement de Catherine éprouvait quelque dépit de la réussite de la France à négocier une paix pour laquelle elle avait offert inutilement son intervention. Le 20 décembre, Breteuil eut enfin son audience ; Catherine se montra fort gracieuse mais ne retrouva pas pour l'ambassadeur la confiance intime qu'elle lui manifestait avant son élévation au trône.

Il devenait de plus en plus évident que la Russie entendait avoir sa politique propre, et qu'elle ne se laisserait influencer par aucun de ses anciens alliés.

Cette appréciation se trouve confirmée par la lecture de la correspondance échangée entre le cabinet de Saint-

(1) Breteuil à Praslin, 20 décembre 1762. Affaires Étrangères, Russie complément, t. 72.

James et le successeur de Keith le comte de Buckinghamshire. Une dépêche très secrète de ce dernier (1) en date du 25 novembre commence par donner ses impressions sur les hommes d'état russes : « Plus j'ai de rapports avec ces personnages et moins je les crois capables de diriger les affaires d'une grande nation. Le chancelier a l'air, les manières d'un homme de condition, mais s'il a jamais eu des moyens ils ont été bien diminués; sa vigueur intellectuelle et corporelle a été trop atteinte pour qu'il soit capable du labeur intense que demande sa situation.

« M. Bestucheff est vieux et paraît encore plus vieux; s'il est encore aujourd'hui à même de travailler, cela ne peut pas durer longtemps. On dit qu'on le consulte beaucoup et sa conduite à mon égard indique qu'il désire qu'on le pense. M. Panin, qui semble mieux qualifié que la plupart des ministres russes pour tenir la première place, partage probablement avec lui la confiance de l'Impératrice. Mais l'Impératrice elle-même d'après les observations que j'ai pu faire, et les lumières que je me suis procurées, est sous le rapport du talent, des connaissances, de la facilité, bien supérieure à tout le monde dans ce pays. Gênée par les services qu'on lui a rendus, dans ces temps derniers, consciente des difficultés de sa situation dans l'appréhension des dangers dont elle s'est crue entourée, elle n'ose pas encore agir d'après son propre sentiment et se débarrasser de bien des gens de son entourage dont elle doit mépriser le caractère et la capacité. Pour le moment, elle saisit tous les moyens de gagner la confiance et l'affection de ses sujets. Si elle réussit elle fera servir l'autorité qu'elle aura acquise pour l'honneur et l'avantage de son empire. »

Pour Catherine, la question prédominante était celle

(1) Buckinghamshire à Halifax, Moscou, 25 nov. M. S. 1762, très secret, Record office.

de la succession au trône de Pologne dont la santé compromise du roi faisait prévoir la prochaine ouverture. Elle fit sonder à cet égard le gouvernement britannique. Sur la demande expresse de l'Impératrice, l'ambassadeur fut (1) chargé de faire part au roi d'Angleterre sans retard des préoccupations que donnaient à la Tzarine la santé du roi de Pologne et l'élection probablement prochaine de son successeur. Il était essentiel pour la tranquillité de la Russie, que le roi de Pologne fût un ami; la Tzarine était inquiète des projets et des intrigues de la cour de France; comme elle souhaitait dans cette affaire agir de concert et en confiance avec le roi de la Grande-Bretagne, elle serait très heureuse de connaître sa pensée et ses intentions à ces sujets. « Au cours de l'entretien ils (le chancelier et Galitzin) ont abordé une question, laquelle à ce que je crois, d'après les fréquentes allusions qu'ils y font, les intéresse beaucoup, la situation malheureuse de la maison d'Autriche; j'ai saisi l'occasion de leur dire que dès mon arrivée ici, je m'étais rendu compte de leurs dispositions favorables pour cette cour et que j'en avais fait l'observation dans mes dépêches. Ils l'ont reconnu très franchement, mais ont ajouté de suite qu'ils désiraient vivre en bonne amitié avec le roi de Prusse. Le nouveau ministre de Prusse quoiqu'il soit ici depuis trois semaines, n'a pas dit un seul mot au grand chancelier ou au prince Galitzin qui ait le moindre rapport aux affaires. »

D'après l'envoyé anglais, le cabinet russe se gardait bien d'épouser le parti du roi de Prusse dans ses récriminations contre le gouvernement anglais; il cherchait même à se laver du reproche d'avoir communiqué à Frédéric la dépêche de Bute, dont la connaissance avait tant aigri l'esprit de ce prince, mais, ajoute Buckingham-

(1) Buckinghamshire à Halifax. Moscou, 28 décembre N. S. 1762. Record office.

shire (1), « ce n'est en aucune façon leur intention présente de rompre avec le roi de Prusse. Ils ont peur qu'un pareil agissement le forcerait à une entente avec la France et augmenterait de cette façon l'influence de cette nation dans les affaires de la Pologne. La même crainte les empêchera pour le moment de proposer la triple alliance de l'Angleterre, de la Russie et de l'Autriche qui est, j'en suis persuadé, la combinaison chère à ce gouvernement ».

Ce serait dépasser les limites que nous nous sommes tracées de poursuivre plus loin le développement de la politique qui devait aboutir au premier partage de la Pologne; il nous suffit de marquer les débuts du règne de la grande Catherine et de signaler les pronostics que les diplomates clairvoyants formaient sur sa volonté et sur son aptitude à prendre en mains la direction du grand empire dont la destinée l'avait faite souveraine.

(1) Buckinghamshire à Halifax. Moscou, 19 janvier N. S. 1763. Record office.

CHAPITRE IX

PLAN D'OPÉRATIONS DE FRÉDÉRIC. — SES RESSOURCES. — ARMÉES DE SILÉSIE ET ARMÉES DE SAXE. — OPÉRATIONS SUR LA FRONTIÈRE DE SAXE ET DE BOHÊME. — OPÉRATIONS EN SILÉSIE. — SIÈGE DE SCHVEIDNITZ.

La correspondance de Frédéric avec son frère le prince Henri et son ministre Finckenstein pendant les derniers jours de 1761 et les premiers de 1762 marque certainement la période la plus désespérée de la lutte que soutenait ce monarque contre la coalition des grandes puissances continentales. La perte successive de Schweidnitz et de Colberg avait singulièrement réduit l'étendue des états encore soumis à son autorité et desquels il pouvait tirer des ressources en hommes et en argent. Sans diversion nouvelle en sa faveur, tout faisait prévoir pour la Prusse un écrasement définitif que le génie de son souverain ne pourrait ajourner que de quelques mois. Cette intervention qui lui procurerait son salut, Frédéric croyait l'obtenir de deux puissances ottomanes, avec lesquelles des pourparlers avaient été entamés depuis plusieurs mois dans le but de les déterminer à agir contre l'Autriche et la Russie. Tout en faisant ses réserves sur le succès des négociations, le Roi prépara un plan d'opérations basé sur une double attaque par ses futurs alliés, la Porte et le khan de Crimée; il envoya un de ses officiers de confiance, Anhalt, en développer (1) les détails au prince Henri : On pensait

(1) *Histoire de la Guerre de Sept Ans*, publiée par l'Etat-Major. Vol. VI, p. 18. — Berlin, 1841.

pouvoir compter sur l'entrée en ligne au mois de mars de 200.000 Turcs, sur lesquels 120.000 envahiraient la Hongrie et 80.000 soutiendraient l'agression des Tartares contre la Russie. Des 120.000 Autrichiens dont pouvait disposer l'Impératrice Reine, il faudrait en détacher au moins 60.000 pour la défense de la Hongrie; de leur côté, les Russes auraient besoin de la plupart des 50.000 hommes employés contre la Prusse pour résister à la poussée des Tartares et des Turcs ; ils ne pourraient conserver que 12 à 15.000 hommes sur la Vistule. En comprenant le corps de Czernitchew et celui des Cercles, il ne resterait aux alliés que 55.000 combattants en Silésie et 35.000 en Saxe, effectifs inférieurs aux 80.000 Prussiens sur lesquels on pouvait tabler d'une part pour la campagne de Silésie, et aux 50.000 qu'on laisserait d'autre part en Saxe ; grâce à cette supériorité numérique, le projet escomptait la prise de Dresde et la reprise de Schweidnitz, le siège de Prague, la conquête de la Moravie. L'esprit pratique du prince Henri se refusa à accepter des prévisions aussi optimistes fondées sur des bases aussi hypothétiques que la coopération de la Porte ottomane, aussi répondit-il à son frère en lui demandant ses plans de campagne pour le cas où l'alliance rêvée ne se réaliserait pas. Frédéric répondit qu'il n'y aurait pas d'autre parti à prendre que de concentrer les armées prussiennes et combattre les ennemis avant qu'ils eussent pu se réunir.

Quelles étaient les forces respectives? Un rapport du ministre anglais Mitchell qui avait suivi de près toutes les péripéties de la guerre de sept ans, nous fournira des renseignements précieux sur l'état des forces prussiennes et sur la difficulté de les recruter, vers cette époque de la guerre. « Mon expérience, écrit-il à Bute (1), m'a appris qu'on ne peut se fier aux ordres de bataille ; ils contien-

(1) Mitchell à Bute, Magdeburg, 25 novembre 1761. Mitchell Papers.

nent à la vérité le nombre des bataillons et des escadrons, mais non les effectifs de chacun d'eux; ceux-ci sont connus exactement des officiers commandant le régiment, remis par lui au roi de Prusse et ensuite à l'adjudant général, mais les autres généraux les ignorent. »

Le roi n'encourage pas la correspondance sur les affaires militaires; les lettres sont souvent arrêtées et examinées et les officiers paient cher leurs indiscrétions. « Quant au prince lui-même, il ne communique que fort rarement au secrétaire d'état ses plans d'opérations militaires; en cas de succès, il envoie une relation inspirée par lui à laquelle il faut attacher une foi absolue; en cas de faillite, il en parle peu ou pas et chacun reste libre de tirer ses propres conclusions, car S. M. Prussienne ne s'avise jamais d'écrire sur des événements déplaisants et c'est la seule raison que je pense trouver pour expliquer son silence au sujet de la surprise de Schweidnitz, dont nous n'avons connu les détails que par les citations de la cour de Vienne. »

Mitchell en arrive aux ressources pour les campagnes futures. « Quand le roi de Prusse franchit l'Elbe à Strehla le 4 mai dernier, il avait avec lui 32 bataillons d'infanterie et 63 escadrons de cavalerie, dragons et hussards complets et en bon ordre, composés des meilleures troupes de son armée. Le corps du général Goltz qui hiverna en Silésie comptait 41 bataillons d'infanterie et 51 escadrons; les deux corps réunis étaient forts d'à peu près 60.000 hommes. L'armée du prince Henri au mois de mai se montait sur le papier à 55 bataillons et 83 escadrons, mais comme plusieurs des bataillons étaient incomplets et qu'il y avait beaucoup de vides dans la cavalerie, l'effectif total n'a jamais dépassé 28.000 hommes. En ajoutant les 14 bataillons et 35 escadrons du prince de Wurtemberg et du général Werner opérant en Poméranie, nous avons un grand total de 142 bataillons et 232 escadrons, soit d'après une évaluation modérée, plus de 100.000 com-

battants. Je ne puis pas donner des chiffres exacts pour les garnisons de Silésie, Saxe, Poméranie, etc... mais je crois qu'il peut y avoir de 40 à 50 bataillons, moitié milices ou levées à peine disciplinées, affectées à ce service.

« Comme au cours de la campagne, il n'y a pas eu de bataille générale et très peu de marches, j'imagine que l'armée de Silésie a souffert très peu et d'après mes renseignements est en ce moment en excellent état à l'exception des détachements envoyés sous les généraux Platen et Schenkendorf qui ont dû subir des pertes considérables; je ne pense pas que leur effectif dépasse 8 à 10.000 hommes. J'estime aussi que le déchet du prince Henri ou du prince de Wurtemberg est également sensible.

« En résumé, j'évalue à 25.000 le nombre des recrues nécessaires pour rétablir le chiffre des forces prussiennes au moment de l'entrée en campagne. De quelles ressources peut disposer le Roi pour combler ce vide?

« J'ai entendu dire que les Autrichiens aussi bien que les Russes se sont conduits avec beaucoup d'inhumanité et de barbarie à l'égard des habitants de la Silésie, qu'ils ont dévasté les contrées traversées, que beaucoup de paysans silésiens de la frontière polonaise se sont réfugiés en Pologne, que les Autrichiens qui occupent Landshut et les montagnes où l'industrie de la toile a son siège principal ont par leurs exactions et leur oppression, réduit les habitants aux dernières extrémités, que la nouvelle marche de Brandebourg a souffert prodigieusement du passage de l'armée russe, que la province de Poméranie dans un rayon de plusieurs « milles » autour de Colberg et de sa banlieue est transformée en désert. De ces informations, si elles sont à peu près véridiques, je conclus que le Roi aura plus de peine à recruter son armée qu'il n'a jamais eu jusqu'à présent. D'autre part, il

a encore à sa disposition des cantons de recrutement qui n'ont pas été soumis à l'invasion et qui continueront à fournir leurs contingents réguliers. Quelques corps ont souffert exceptionnellement et auront de la peine à remplir leurs vides, mais il y a encore des ressources, surtout pour la cavalerie qui a été moins éprouvée que l'infanterie et il sera possible de puiser de ce côté quelques recrues pour les régiments à pied. On dit enfin que S. M. Prussienne songe à lever du monde en Pologne et en Saxe, s'il peut recouvrer le terrain qu'il a perdu dans l'électorat ; restent enfin les prisonniers et les déserteurs.

« Quoi qu'il en soit, vous pouvez être assuré, Milord, que le roi de Prusse n'épargnera aucun effort humain pour compléter son armée ; j'ignore les moyens qu'il imaginera à cette fin, aussi n'oserai-je pas dire ce qu'il pourra faire, surtout quand j'ai vu de mes yeux l'exécution heureuse de projets qui au moment m'avaient semblé d'une réussite impossible. »

Comme nous l'avons raconté dans un autre chapitre, la mort d'Élisabeth et le brusque revirement de la politique russe vinrent modifier la situation et rétablir presque miraculeusement les affaires de Frédéric. Il nous suffira pour le moment de relever les dates des principaux événements : la mort de la Tzarine eut lieu le 5 janvier 1762 ; elle fut connue le 19 à Breslau où se trouvait alors le Roi ; le 3 février, ordre est donné de suspendre toutes hostilités contre l'armée russe ; le 16 mars un armistice est conclu, les prisonniers sont échangés ; le cours de l'Oder jusqu'à l'embouchure de la Warthe est adopté comme ligne de démarcation, le corps de Czernitchew est rappelé de l'armée autrichienne ; le 6 mai, la paix est signée et une alliance défensive conclue entre la Prusse et la Russie. Une période de trois mois à peine avait suffi pour changer du tout au tout la situation des belligérants. La trêve convenue avec les Russes et bientôt avec les Suédois avait

mis à la disposition de Frédéric les renforts indispensables pour réparer les vides de son armée ; la rentrée des prisonniers prussiens et l'autorisation de lever des recrues dans la Prusse royale fournirent des ressources précieuses pour le rang et les cadres inférieurs, tandis que le retour de captivité des généraux Manteuffel, Werner et Knobloch, des colonels Courbière et Hordt permit au Roi de retrouver des officiers généraux capables et expérimentés. D'autre part, la suppression de toute inquiétude du côté de la Poméranie et des Brandebourg laissa disponible pour la guerre en Saxe et en Silésie ce qui restait des corps de Platen, du prince Eugène de Wurtemberg ainsi que les détachements puisés dans les garnisons de Stettin et des places de l'Oder. Grâce à l'appel de ces contingents variés, l'armée royale de Silésie put être portée à un effectif de 78.000 combattants et celle de Saxe compta sur le papier 42.000 hommes, mais ce chiffre ne fut réellement atteint que vers le milieu de l'été ; au commencement de juin, c'est à peine si le prince Henri pouvait réunir 30.000 hommes.

C'est à peu de chose près le chiffre que l'attaché militaire français (1) attribue au prince ; il compte les 47 bataillons et 59 escadrons à l'effectif de 500 fantassins et 100 cavaliers. « Il y a, écrit-il, une quantité prodigieuse de malades à l'armée du prince Henri et très peu à celle-ci (l'autrichienne). Il n'en est pas de même à celle des Autrichiens de Silésie ; on en dit qu'elle est presque aussi grande que dans celle des Prussiens ; c'est le scorbut qui y fait beaucoup de ravages. » Après avoir fait mention des 12 à 15.000 Autrichiens qui ont reçu l'ordre de partir pour la Silésie, le français ajoute : « Il reste encore ici 43 bataillons dont 7 de Croates, 36 compagnies de grenadiers, 85 escadrons dont 6 de uhlans et 8 compagnies de

(1) Marainville au duc de Choiseul, Dresde, 11 mai 1762. Archives de Vienne.

carabiniers. M. de Luczinsky est demeuré dans les environs de Zeitz avec environ 7.000 hommes. D'après les derniers renseignements qui me sont parvenus les dernières tabelles données à M. de Serbelloni fourniront un état général de 44.462 hommes effectifs sous les armes, y compris les officiers, sans compter l'armée de l'Empire, dont je ne sais point exactement l'état actuel, mais qui doit passer 18.000 hommes. »

Dans ces conditions, Serbelloni était certainement numériquement supérieur à son adversaire, mais par la qualite des troupes, il lui était probablement inférieur et au point de vue de la capacité militaire, sa médiocrité ne faisait pas doute.

Pour en finir avec la comparaison des effectifs, disons que l'écart entre les forces rivales quoique encore en faveur de l'armée impériale s'atténuait beaucoup si l'on tenait compte de la neutralité du corps de Czernitchew en attendant son retour en Russie, des maladies dont avaient souffert les Autrichiens pendant l'hiver et du licenciement d'une vingtaine de mille de soldats que le gouvernement de Marie-Thérèse avait, par mesure très inopportune d'économie, renvoyés dans leurs foyers. Ces défalcations faites, l'armée de Daun en Silésie comptait encore au commencement de mai un total de 88.000 hommes et celle de Serbelloni en Saxe environ 50.000 y compris les contingents des Cercles. En dépit de sa brillante fin de campagne, Laudon avait refusé le commandement suprême et avait insisté pour qu'il fût conféré à Daun; le succès de Schweidnitz ne lui avait pas fait pardonner la faillite de la coopération projetée avec les Russes, dont l'occasion était définitivement perdue depuis les nouveaux événements de Russie; il avait accepté de servir à la tête d'un corps d'armée sous les ordres du généralissime.

Peu de temps après la mort d'Élisabeth, on tint à

Vienne, le 30 janvier 1762, un conseil des ministres auquel assistèrent Daun et Laudon. On examina les conséquences du revirement politique de la cour du Nord, mais on se contenta de prendre quelques précautions pour la défense de Glatz et d'attendre les événements. Le 16 février, en transmettant à l'Impératrice Reine les nouvelles de Pétersbourg, Kaunitz lui écrivait (1) : « Comme il n'y a cependant aucune certitude ni sur le genre ni sur le degré du mal possible, V. M. ne peut jusqu'ici que ce qu'elle fait, c'est-à-dire se tenir prête à tout ce qui peut arriver. » Un mois plus tard, le 16 mars, le départ de Czernitchew avec son corps d'armée était devenu un fait accompli et on avait reçu la déclaration russe invitant la cour de Vienne à suivre l'exemple de Pierre III et à faire la paix avec la Prusse en sacrifiant ses conquêtes. A cette invite, on avait répondu d'une façon évasive. Étant donnée la mentalité de la cour de Vienne, les projets élaborés devaient imposer un caractère purement défensif à la campagne de 1762 et ne viser que la conservation du territoire occupé en Saxe et en Silésie, et notamment des places fortes de Dresde et de Schweidnitz.

Les premières hostilités avaient éclaté en Saxe dès le mois de janvier, elles avaient été signalées par des efforts de la part des Prussiens pour étendre leurs quartiers d'hiver beaucoup trop resserrés. Ces efforts échouèrent devant la supériorité des Autrichiens ; jusqu'au début du mois de mai la tranquillité ne fut troublée que par une petite guerre dans laquelle les troupes du prince Henri, composées en grande partie de régiments irréguliers mal recrutés, eurent, en général, le dessous. Le début de l'année fut marqué par des démêlés entre le Roi et son frère le prince Henri. Ce dernier, toujours très susceptible, se plaignait à la fois des faibles moyens mis à sa

(1) Kaunitz à l'Impératrice Reine, 16 février 1762. Archives de Vienne.

disposition et des sévérités exercées sur les malheureux Saxons pour leur arracher des contributions en hommes et en argent. Henri offrit sous prétexte de santé une démission que le Roi se refusa même à envisager. « Vous ne devez pas vous attendre à aucune autre réponse de ma part, lui écrit-il (1), sinon que je ne donnerai jamais mon agrément à ce que vous y dites de la résolution prise, de laquelle votre honneur, votre réputation et votre devoir envers l'état vous doivent faire revenir de vous-même, d'autant que les conjonctures présentes ne permettent point que vous quittiez l'armée confiée à vos soins. Ainsi je continuerai encore à vous écrire pour vous communiquer mes nouvelles, mais non pas pour entrer au susdit sujet. » Les considérations mises en avant étaient trop importantes pour ne pas l'emporter et après échange de nouvelles lettres, rédigées sur un ton des plus acerbes, la démission fut retirée; le prince reprit son commandement et conduisit contre l'armée des alliés une série d'opérations couronnées d'un plein succès.

Au cours de l'hiver, les Autrichiens s'étaient employés à fortifier le cours de la Mulda; les hauteurs de la rive gauche de cette rivière avaient été hérissées de 7 redoutes armées de canon et la garde de la ligne avait été confiée au général Zettewitz avec 3.000 hommes, force insuffisante pour garnir une aussi grande longueur de terrain. Le prince Henri résolut de mettre à profit cette circonstance ainsi que le manque de vigilance de l'ennemi, l'apathie bien connue de Serbelloni et l'arrivée des premiers renforts pour essayer d'abord de rompre le cordon qui gardait la Mulda, pour tâcher ensuite de reprendre son ancienne position de Freyberg et empêcher les communications entre les Autrichiens à Dresde et l'armée des Cercles. Pour

(1) Frédéric à Henri, Breslau, 15 avril 1762. *Corr. Polit.*, XXI, p. 371. Voir aussi les lettres de Frédéric des 21 et 22 avril et celles du prince Henri dans Schoening, vol. III.

son attaque, le prince Henri, qui venait d'être rejoint par la brigade Bellerbeck venue du Mecklembourg, mit en ligne 21 bataillons, 3 compagnies de chasseurs et 52 escadrons répartis en 4 colonnes commandées par les généraux Seydlitz, Kanitz, Stutterheim l'aîné et le colonel Kleist. Vers minuit le 12 mai, les Prussiens se rapprochèrent des bords de la rivière et attendirent le signal pour la franchir, mais quelques minutes avant le moment fixé, les avant-postes autrichiens découvrirent la tête de la colonne Kleist et ouvrirent le feu. Le colonel brusqua aussitôt le mouvement, passa le cours d'eau sous la protection de son artillerie, enleva la redoute qui lui faisait face et enveloppa avec sa cavalerie le village de Luttdorf où il captura un bataillon presque entier, deux canons et le général Zettwitz lui-même. Averti par la fusillade, le prince Henri fit avancer les autres colonnes qui passèrent la Mulde à gué ou par des ponts improvisés, Stutterheim près de Ziegra, Seydlitz aux abords de Döbeln. Les Autrichiens furent successivement chassés de leurs retranchements avec perte de canons et de force prisonniers. L'affaire leur coûta en prisonniers seuls : 1 général, 44 officiers et 1.436 soldats. La perte des Prussiens en tués, blessés et manquants ne fut que de 2 officiers et 61 hommes. Le passage de la Mulde avait été secondé par les démonstrations de Hulsen et de Forcade.

Les débris du corps battu se réfugièrent à Freyberg où ils rejoignirent le général Maquire, qui se sentant menacé par un mouvement de Hulsen et Forcade, ne tarda pas à évacuer cette ville et à se rabattre sur Dippoldiswalda. Serbelloni, qui ne s'attendait pas à cette attaque, fut tellement ému qu'il en perdit la tête ; non seulement il ne tenta rien pour réparer l'échec de son lieutenant et laissa le 16 mai presque sans opposition le prince Henri établir son quartier général à Pretzschendorf entre Freyberg et Dippoldiswalda, mais il parla d'abandonner Dresde. « Ce

général, écrit l'ambassadeur Chatelet (1), mande à l'Impératrice en date du 16 à 3 heures du matin, que le prince Henri marchait à lui de tous côtés à la tête de 40.000 hommes, qu'il l'avait même déjà tourné par sa gauche, ayant poussé ses troupes jusqu'à la hauteur d'Altenberg. M. de Serbelloni prétend en même temps avoir des nouvelles que les Prussiens ont construit un pont près de Meissen, en sorte qu'il paraît craindre d'être tourné en même temps par sa droite et par sa gauche. Il marque en conséquence que, s'il en a le temps, il passera l'Elbe dans la journée du 16 ou pendant la nuit suivante, et qu'il se mettra sur la rive droite de ce fleuve en abandonnant Dresde à ses propres forces. Ce général ajoute que le commandant de cette place lui demande 12.000 hommes pour la défendre, mais qu'il pense que 8.000 doivent lui suffire, d'autant qu'il y avait peu d'apparence si l'ennemi poussait sa pointe vigoureusement qu'on pût parvenir à préserver Dresde d'être pris et à en retirer la garnison. En effet, si M. de Serbelloni exécute le funeste projet de passer l'Elbe, l'entrée de la Bohême sera ouverte aux Prussiens, tous les magasins de l'armée autrichienne seront pris ou détruits et elle se trouvera bientôt elle-même dans la nécessité absolue de passer les montagnes pour chercher des subsistances, n'y ayant qu'un seul magasin de passage à Zittau dont l'armée pourra au plus vivre six jours, vous sentez à quel point on doit être affecté ici d'une résolution aussi subite et aussi funeste. On est effrayé de la facilité avec laquelle M. de Serbelloni semble disposé à abandonner des positions qu'on a toujours regardées comme inexpugnables. On m'assura hier que M. de Serbelloni aurait ordre de se faire battre plutôt que d'abandonner le camp de Flauen; mais il est incertain que cet ordre lui arrive à temps, et

(1) Chatelet à Soubise, Vienne, 20 mai 1712. Archives de la Guerre.

s'il sera capable de remettre la tête de ce général, qui paraît avoir été absolument tournée. »

A partir du milieu de mai, l'objectif du prince Henri fut de bloquer l'armée de Serbelloni, et de forcer ce général à restreindre son action à la défense de Dresde et du camp de Plauen. A cet effet, les Prussiens prirent position depuis Frauenstein dans les montagnes jusqu'à Constappel sur l'Elbe, entre Meissen et Dresde; leurs avant-postes gardaient la rive du Wilde-Weistritz, la forêt de Tharand jusqu'aux environs de Wilsdruf où ils avaient construit des retranchements. Cette longue ligne quoique bien munie d'artillerie, arme dans laquelle les Prussiens avaient la supériorité, aurait pu être forcée par un adversaire plus entreprenant que Serbelloni, mais celui-ci, bien déterminé à rester sur la défensive, se contenta de demander un nouvel effort à l'armée des Cercles. A la suite du combat de Döbeln, Stolberg s'était retiré à Zwickau où le prince Henri le fit suivre par Baudemer avec un détachement mixte. Le général prussien outrepassa ses ordres et poussa jusqu'à Chemnitz. Stolberg appela à lui les généraux Kleefeld et Luczinski, attaqua Baudemer et l'obligea à se retirer en lui infligeant une perte d'environ 1.000 prisonniers et de 5 canons.

A la nouvelle de cet échec, le prince Henri détacha contre les vainqueurs des renforts sous les ordres du général Kanitz flanqué du major Anhalt à titre de conseiller militaire. Entre les deux partis, il n'y eut d'engagement de quelque importance qu'une attaque dans la nuit du 1er juin dirigée par les généreux Maquire et Buttlar contre le colonel (promu général) Kleist qui, très inférieur en nombre, fut forcé de repasser la Wilde-Weistritz. Les Autrichiens qui s'étaient également portés contre Hulsen à Grumbach, ne poussèrent pas à fond leurs avantages et chacun regagna ses positions. La petite guerre continua jusqu'à la

mi-juin. Renforcé vers cette date par la cavalerie de Belling que la paix conclue avec la Suède rendait disponible, le prince Henri envoya Seydlitz à la tête d'une division combiner avec Kanitz contre les Impériaux une opération qui eut le résultat de leur faire abandonner le territoire de la Saxe. Le 17 juin, Stolberg avait reculé jusqu'en Franconie; Kleefeld était à Hof et Luczinski à Asch. Ils y furent suivis par Seydlitz et Belling. La retraite de l'armée des Cercles décida Serbelloni à sortir de son inaction et à tenter vers la fin de juin, à Braunsdorf, contre l'extrémité des lignes prussiennes appuyée à l'Elbe, une attaque qu'il dirigea en personne, mais qui ne fut pas poussée à fond et à laquelle le canon du prince Henri le fit renoncer. Quelques jours après, les Prussiens, beaucoup plus actifs et entreprenants, firent une incursion en Bohême. Kleist, qui fut chargé de l'opération, déboucha de Freyberg avec une colonne volante, entra en Bohême le 1er juillet, eut quelques succès partiels, leva des réquisitions, s'empara de magasins et jeta l'alarme dans la province. Il fut rappelé en Saxe pour s'opposer à un retour de Stolberg qui sur les ordres réitérés de son chef s'efforçait de rentrer dans l'électorat. L'attitude résolue de Seydlitz et l'approche de Kleist mirent fin aux velléités agressives des Impériaux. L'armée des Cercles reprit le chemin de la Franconie; le 24 juillet, elle était campée aux environs de Bayreuth attendant l'attaque des Prussiens, qui d'ailleurs ne se produisit pas. Seydlitz, avisé de la révolution de Russie, avait cru prudent de se rapprocher du prince Henri; aussi après une poursuite qui n'avait pas dépassé Hof, était-il retourné le 27 juillet à Zwick; Kleist était rentré à Friedberg.

Revenu le 4 juillet, Kleist avait été dépêché une seconde fois en Bohême; il s'y était heurté à un détachement des troupes du général Blouquet que Serbelloni avait envoyé pour la défense de la Bohême. Il y eut une rencontre où

les Prussiens firent à leur adversaire plus de 300 prisonniers et ne perdirent que 100 hommes.

Le séjour de Seydlitz et de Kleist en Saxe ne fut pas de longue durée ; le 1er août, ils étaient tous les deux de retour en Bohême et effectuaient leur jonction à Johnsdorf ; le soir même ils furent rejoints par Kanitz devant la ville de Dux. A en croire quelques récits (1), la cavalerie autrichienne qui y était campée était dessellée, l'infanterie était dans ses tentes quand l'éveil fut donné par quelques patrouilles poursuivies par l'avant-garde de Kleist. Ce dernier aurait proposé à Seydlitz de profiter de la surprise pour tomber sur l'ennemi en désarroi, mais ce général aurait refusé d'attaquer avant la venue de l'infanterie. Pendant la nuit, le prince Löwenstein, qui commandait les Autrichiens, évacua la position de Dux pour en prendre une plus avantageuse à Teplitz ; grâce à la capture d'un courrier prussien, il fut mis au courant de l'attaque projetée, put prendre ses mesures et demander des secours à son collègue Maquire à Dippoldiswalda. Un combat très sanglant s'engagea pour la possession des hauteurs de Kradrob, qui prises et reprises plusieurs fois, restèrent en définitive entre les mains des Autrichiens ; la perte fut à peu près égale de part et d'autre. Les deux petites armées gardèrent leurs positions jusqu'au 5, date à laquelle arriva un ordre de rappel du prince Henri. Pendant le mois d'août, la petite guerre se poursuivit sur la frontière de Saxe et de Bohême entre Belling et des détachements autrichiens et impériaux. Le général Belling cherchait à inquiéter le prince Stolberg et à retarder sa jonction avec Serbelloni, mais il n'était pas assez fort pour atteindre ce but. Le prince sur l'ordre réitéré de son chef partit de Hof le 18 août, après y avoir laissé un détachement, et poursuivit sa route par la Bohême jusqu'à Dresde

(1) Geschichte des siebenjahrigen Krieges. Officieren des groszen generalstats, Vol. VI, p. 97.

où il parvint le 7 septembre; d'autre part un contingent important des forces de Löwenstein était venu rejoindre le quartier général autrichien et la division Brunian à Altenberg. Ce fut ce même 7 septembre qu'arriva à Dresde le général Hadick qui avait été désigné pour remplacer Serbelloni à la tête de l'armée de Saxe. Celui-ci, en effet, en butte aux reproches de la cour de Vienne fort mécontente des incursions de l'ennemi en Bohême et des souffrances qui en résultaient pour la province, avait envoyé sa démission qu'on s'était empressé d'accepter.

Il faut le reconnaître, le rôle du feld-maréchal n'avait pas été brillant; non seulement il n'avait pas su profiter de sa supériorité numérique pour gagner du terrain en Saxe, mais il n'avait pas pu conserver la position si forte de Freyberg, indispensable pour couvrir la Bohême; il avait suffi de l'échec de Zettwitz sur un point du cordon de la Mulde pour l'abandon de Freyberg, alors qu'il aurait été possible à Maquire de s'y maintenir s'il avait été soutenu. Dans l'attaque des lignes prussiennes à Baunsdorf, Serbelloni se montra sans énergie, et il en fut de même pour les mesures qu'il prit pour repousser les incursions de Seydlitz et de Kleist. Il est tout à l'honneur du prince Henri d'avoir deviné la faiblesse et l'indécision de son adversaire et d'avoir su user contre lui de manœuvres qui avec un général plus actif eussent été risquées.

Il convient de passer maintenant en Silésie, où la campagne ne s'ouvrit que vers la fin de mai; Frédéric avait tout intérêt à ne pas précipiter les événements qui se prononçaient chaque jour en sa faveur. Dès la fin de janvier, le commandant de l'armée russe Butturlin avait été rappelé et remplacé par Soltikoff; il était question de l'échange des prisonniers; le 18 mars, Mesnager (1) annonce

(1) Mesnager au duc de Choiseul, Marienburg, 18 mars 1762. Archives de la Guerre.

le renvoi de 386 officiers et 5.700 sous-officiers et soldats prussiens ; le 10 avril, Bessner, l'attaché français à l'armée suédoise, rapporte un armistice de 2 mois avec les Prussiens et des pourparlers pour la restitution réciproque des prisonniers ; enfin, le corps de Czernitchew se sépare des Autrichiens le 24 mars, passe l'Oder à Steinau le 30 et continue sur Thorn. Ce départ fut le signal de celui du général autrichien Fine qui jusqu'alors avait continué ses fonctions au quartier général russe, malgré l'accueil peu encourageant de Soltikoff.

Frédéric ne fut fixé définitivement sur les conséquences du revirement de la politique russe que par l'armistice du 15 mars avec la puissance du Nord et par une convention semblable conclue avec la Suède le 7 avril suivie bientôt par la paix signée à Hambourg le 22 mai. Ce ne fut qu'à partir de ces dates qu'il put rappeler ses troupes de la Poméranie, renforcer son armée des prisonniers rendus et des recrues levées dans les territoires évacués par l'ennemi de la veille ; d'autre part, les négociations entamées avec la Porte et le Khan de Crimée ne pouvaient se traduire par une intervention active avant la fin du printemps. Si le temps travaillait pour la Prusse, il n'en était pas de même pour l'Autriche qui, abandonnée par la Russie, n'avait plus à compter que sur ses seules forces et que son intérêt devait pousser à profiter d'une supériorité numérique qui ne durerait pas longtemps. Il n'en fut rien et la tactique défensive triompha dans les conseils de l'Impératrice Reine.

Aussitôt les mains libres du côté des Russes, Frédéric lança les premiers ordres pour la concentration de ses troupes. Le prince de Wurtemberg fut prévenu (1) que son corps réparti entre les armées de Saxe et de Silésie devrait se mettre en route vers le 15 avril. Werner

(1) Frédéric à Wurtemberg, Breslau, 4 et 10 avril 1762. *Corr. Polit.*, vol. XXI.

fut chargé de conduire en Haute-Silésie une division forte de 7 bataillons, 2 régiments de cavalerie, 12 canons et obusiers destinée à se joindre à une troupe de 6.000 Tartares et à envahir de concert la Hongrie; les instructions de ce général (1) lui enjoignaient de laisser piller ces auxiliaires et de brûler les villages à proximité de Vienne, de préférence ceux appartenant aux gens le plus en vue, de manière à répandre partout la terreur et le désarroi. La dépense devait être soldée en monnaie dépréciée, mais les contributions à lever sur les habitants seraient acquittées en bon argent. En ce qui concerne la coopération avec les puissances musulmanes, celles-ci que les agents de Frédéric avaient cherché à entraîner contre l'Autriche et la Russie, comprenaient mal la nouvelle attitude de la Prusse et le désir du Roi de les voir renoncer à toute hostilité contre la Russie et à concentrer leurs efforts contre l'Autriche. De là des hésitations que Frédéric essayait de surmonter en distribuant des largesses aux conseilleurs de la Porte et du Khan. Dans une dépêche (2) à Rexin, son agent à Constantinople, Frédéric fait valoir l'avantage pour la Porte de la neutralité que le Tzar s'engage à observer en cas d'invasion de la Hongrie : pour la puissance ottomane s'offre une occasion unique de reconquérir les territoires perdus. Il tient le même langage (3) à Boscamp son résident en Crimée. Mais pour la campagne qu'il va entamer, le roi de Prusse peut compter sur des alliés plus sûrs et plus proches; il vient de recevoir de Pétersbourg le 20 mai le traité de paix avec la Russie et la promesse de la coopération d'un corps auxiliaire de 20.000 hommes qui se joindra à l'armée prussienne, sans même attendre la conclusion de l'alliance qui est en voie de préparation. Dans ces con-

(1) Frédéric à Werner, Breslau, 13 avril 1762. *Corr. Polit.*, XXI, p. 367.
(2) Frédéric à Rexin, Bettlern, 21 mai 1762. *Corr. Polit.*, XXI, p. 459.
(3) Frédéric à Boscamp, Bettlern, 21 mai 1762. *Corr. Polit.*, XXI, p. 460.

ditions, il était temps de commencer les hostilités. Le quartier général royal vint s'établir le 16 mai au village de Bettlern, dans le voisinage de Breslau; déjà Daun avait pris les devants; avec le gros de ses troupes, environ 40.000 hommes, il était campé à Kunzendorf sur les montagnes, avec les 7.000 hommes de Brentano en avant-garde sur le Zobtenberg; Laudon avec une vingtaine de mille combattants entre Silberberg Wartha. Bettlern, avec 10.000 aux environs de Jaegerndorf. Frédéric évaluait l'armée autrichienne à 120 bataillons et à plus de 32 régiments de cavalerie; « le maréchal Daun (1) s'est mis à l'heure qu'il est sous la toile; mais pour moi, écrit le Roi, je continue à faire encore cantonner mes troupes, de façon néanmoins qu'elles se trouvent fort resserrées et à portée d'être assemblées en quelques heures de temps. La position de l'armée ennemie est pour le présent entre le Zobtenberg et la Schweidnitz Wasser ».

Dès les premiers jours de mai, Daun avait entrepris une tournée d'inspection des troupes et des garnisons de Silésie; il rend compte à l'Impératrice (2) : Qu'il a trouvé la forteresse de Glatz en très bon état; grâce aux travaux exécutés, sa valeur défensive est doublée; sur l'avis du gouverneur Geisrug et de l'ingénieur Gribauval, il propose quelques améliorations qui ne coûteront que 28.000 florins. De Glatz il est allé au col de Wartha où on est en train d'achever et de perfectionner les ouvrages de campagne. Le général Draskowicz est chargé du commandement des troupes cantonnées à Wartha et au Silberberg. A Peterswalde, il a rencontré Laudon à qui il a remis la surveillance de ce district. Le général prussien Werner vient d'être détaché dans la Haute-Silésie avec

(1) Frédéric à Ferdinand, Bettlern, 19 mai 1762. *Corr. Polit.*, XXI, p. 447.

(2) Daun à l'Impératrice, Reussendorf, 11 mai 1762. Archives de Vienne.

8 à 10.000 hommes; Beck lui sera opposé avec les forces aux ordres de Bethlem. Le 9 mai, continuant son voyage, Daun reconnaît le mont Zolten et ses abords et va coucher à Schweidnitz. Dans les régiments inspectés, il relève beaucoup de malades, plusieurs corps en ont plus de 1.000 et « le nombre s'en accroît de 30 à 40 par jour, si bien qu'il y a plus de 10.000 malades dans cette armée ». Depuis le mois de novembre jusqu'à avril dernier, elle a eu 3.500 décès que les médecins « attribuent uniquement à la très mauvaise saison passée ». La forteresse de Schweidnitz a été fort améliorée grâce à l'activité du gouverneur et de l'ingénieur et malgré les mois d'hiver pendant lesquels il a fallu travailler.

Quatre jours plus tard son rapport à l'Impératrice est daté (1) de Kratzkau au pied du mont Zobten : le gros de l'armée a quitté les montagnes et s'est établi dans la plaine de Schweidnitz à 2 heures de marche de la place. Les généraux Ellrichshausen et Brentano qui étaient postés à la gauche et à la droite de la montagne avaient placé leurs avant-postes de manière à surveiller l'approche d'une attaque de l'ennemi, « que pour mon compte je désire plus que j'espère ».

Daun revient sur les effectifs et l'état sanitaire desquels il n'est rien moins que satisfait : plusieurs régiments qu'il vient d'inspecter ne peuvent former plus d'un bataillon; ils ont au moins 600 à 700 malades en partie du scorbut, conséquence de cantonnements trop étroits dans de mauvais villages. Le pire est que le nombre des malades augmente tous les jours; « depuis mon arrivée il croît d'environ 200 par jours. La cavalerie, ou tout au moins les hommes, ont bon air, mais il n'en est pas de même des chevaux qui ont souffert du manque de foin et de paille. Les cuirassiers ne sont pas au complet ».

(1) Daun à l'Impératrice, Kratzkau, 15 mai 1762. Archives de Vienne.

Rien de nouveau du côté de l'ennemi qui conserve ses positions autour de Breslau. Le 18 on apprend au quartier général de l'armée de Silésie l'intention de Serbelloni de passer l'Elbe et d'abandonner ses positions de Dresde et de Plauen. Grand émoi de Daun qui arrête Stampa en marche pour rejoindre les troupes de Silésie. En fait de nouvelles de l'ennemi, il n'a appris qu'un mouvement du Roi sur Grunhubel et Scheywick, sans doute une reconnaissance.

Dans une lettre confidentielle à Marie-Thérèse du 25 mai (1), c'est-à-dire de la même époque, le feld-maréchal se montra fort abattu. Il a été consulté sur le remplacement de Serbelloni. « Le mal étant déjà au point que puisqu'il n'en peut devenir pis, je crois qu'il vaudrait tout autant laisser les choses telles qu'elles sont, n'étant presque pas possible qu'il puisse être forcé à Dipoldiswalde ni à Dresde, pour peu qu'il reprenne de leur « triomarolle » (sic) ce qui doit être à l'heure qu'il est. En cas de changement Lascy serait toujours le meilleur, mais Maquire Wied et Lobenstein, tout devrait partir. La même chose devrait se faire par rapport de Laudon, lequel j'ai sondé sans dire d'en être chargé; il m'a parlé naïvement, qu'il ne se trouverait jamais en état de l'accepter et qu'il rendait grâce au Seigneur d'être déchargé du fardeau du commandement, que pour de la sorte il sera toujours prêt à servir où l'on voudra, mais point de commandement à part. Voilà comme Lascy dira de même et il ne l'accepterait jamais, moyennant quoi je ne saurais en vérité en nommer d'autres. Nous sommes dans la triste situation de n'avoir pas un seul homme avec les qualités requises pour le commandement d'un corps et encore moins d'une armée. »

(1) Daun à Marie-Thérèse, 26 mai 1762. Archives de Vienne. — Cette lettre est écrite moitié en allemand, moitié en français. Nous avons conservé autant que possible les expressions et la construction du texte français.

De ces points particuliers, Daun passe en revue la situation que créera à l'Autriche la coopération des Russes avec l'armée prussienne, dont le bruit court à Breslau. Il vient d'apprendre que la paix entre la Prusse et la Russie a été proclamée à Breslau et qu'un corps auxiliaire de 30.000 Russes va se joindre à l'armée de Frédéric. « Je me flatte que ce ne sera que leur ruse ordinaire, car si cela serait vrai une invasion et destruction totale dans la Moravie serait presque inévitable, et si jamais un pareil corps irait à l'armée des alliés, les Français seraient bientôt passé le Rhin; et qui pourrait alors empêcher que la Bohême ne subisse le même sort, si un corps d'armée se porte du côté d'Eger, sans faire mention s'il y aurait du sujet à craindre par rapport aux infidèles, qui jusqu'à présent ont été bien plus fidèles que les Chrétiens. En faisant toutes ces réflexions, il paraîtrait presque qu'une mauvaise paix serait encore préférable à devoir l'avoir entièrement à la discrétion de l'ennemi, ce qui pourrait arriver si nos pays en seraient envahis.... Cela est parler en noirceur, il faut espérer le meilleur ainsi à pouvoir éviter l'un et l'autre de si haut mentionnés maux (sic). Mais quand on pense deux compagnies de moins par régiment, ainsi le bataillon de garnison formé seulement de 4 compagnies pour la plupart demi invalides et recrues. Il en est de même pour la cavalerie, pour laquelle le fourrage n'est assuré que jusqu'à fin juin et cela dans un pays qui n'est presque pas cultivé. Ajoutez à ces circonstances la disette d'argent.......... Voilà ce qui fait quelquefois tomber dans le spleen, ce qui est une mauvaise maladie qu'il faut chasser avec des prompts et solides remèdes. Je voudrai bien avec mon sang et ma vie pouvoir les apporter pour seulement soulager V. M. »

Entre temps, la diversion des Tartares prenait forme; le Khan avait eu une longue conférence avec Boscamp, il formulait ses exigences à l'égard de la Russie et laissait

prévoir l'entrée en campagne d'une division qui unirait son action à celle de Werner pour une diversion en Moravie. Frédéric, toujours optimiste quand il écrivait à son frère, se voyait déjà maître (1) avant l'hiver d'Olmutz et son frère de Dresde et de Prague. Dans son plan d'opérations, une grande part était faite à la coopération des Tartares. « J'ai ici 82.000 (2) hommes contre moi, je n'en ai que 76.000. Ce ne serait pas ce qui m'embarrasserait, mais une suite de nos malheurs passés a donné aux ennemis la facilité d'occuper tous les postes avantageux. A moins de vouloir hasarder étourdiment sa fortune, il ne faut pas songer à les attaquer. Reste les diversions. Voilà donc sur quoi mon plan se fonde. Werner partira dans quelques jours pour se joindre à 26.000 Tartares que le Kan m'envoie et ce corps doit agir en Hongrie pour faire diversion. Le Kan le suit immédiatement avec 100.000 hommes. Vous conviendrez qu'il faut de nécessité que Daun détache au moins 30.000 pour s'y opposer; alors j'envoie le prince de Bevern avec 12.000 hommes à Cosel qui fait mine de pénétrer en Moravie. Il faut donc de nécessité que Daun détache au moins 10.000 hommes contre lui; c'est alors que je marche aux montagnes et qu'avec le secours des Russes je serai assez fort pour le chasser de Silésie et reprendre Schweidnitz. Dans tout ce que je viens de vous dire, je n'articule pas un mot de la grande armée turque qui agira contre les Autrichiens. Il leur faudra détacher au moins 50.000 contre les Turcs seuls, sans compter ce qu'il leur faut nécessairement opposer à Werner. » En attendant la réalisation de ces rêves tant soit peu chimériques, la conclusion de la paix avec la Suède permettait de renforcer l'armée du prince

(1) Frédéric à Henri, Bettlern, 27 mai 1762. *Correspondances Politiques*, XXI, p. 471.

(2) Frédéric à Henri, Bettlern, 31 mai 1762, *Correspondances Politiques*, XXI, p. 489.

Henri de la brigade de Belling; d'autre part, l'adjudant de confiance Cocceji fut chargé d'une mission auprès du grand vizir qu'il devait rejoindre près de Belgrade, à l'effet de concerter avec lui et avec Werner une invasion de la Hongrie.

Cependant, les difficultés commençaient à surgir; le Khan, en dépit des promesses et des subsides déjà versés, se refusait à franchir la frontière avant de recevoir une nouvelle subvention. A Constantinople, on hésitait encore; on voulait connaître les propositions que le nouvel envoyé autrichien Penckler allait apporter; on se montrait disposé à écouter les conseils des représentants de France et du Danemark. L'envoyé Delon, qui devait coopérer avec Rexin et qui s'entendait assez mal avec lui, considérait (1) que l'affaire n'aboutirait pas et que S. M. ne devait plus y compter à moins d'un événement extraordinaire. Le mieux, d'après Frédéric, serait de décider le Khan à prendre les devants; une fois les hostilités engagées, la Porte se trouverait entraînée à participer au conflit; à cet effet, Boscamp (2) fut autorisé à offrir au Khan « une somme de 100.000 écus au delà de ces 40 ou 50.000 ducats qu'il vous a déjà demandés....... quoique toujours à condition que le Kan commence incessamment ses ravages en Hongrie....... Il s'entend, au surplus, de soi-même.... que vous veillez bien à ce que le Kan ne se laisse point disposer par qui que ce soit d'entreprendre les moindres hostilités contre les Russes ou la Russie ».

Pendant que Frédéric s'efforçait sans succès à jeter les Turcs et les Tartares dans la mêlée et à diriger l'action de ces derniers contre l'Autriche au lieu de la Russie leur ennemi naturel, fort heureusement pour lui,

(1) Delon à Frédéric, Constantinople, 8 mai 1762. *Correspondances Politiques*, XXI, p. 520.

(2) Frédéric à Boscamp, Bettlern, 9 juin 1762. *Correspondances Politiques*, XXI, p. 516.

les relations avec le Tzar devenaient chaque jour plus intimes. Elles laissaient espérer des résultats certains, presque immédiats; Czernitchew qui à peine rentré de l'armée autrichienne, et maintenant à la tête du corps destiné à servir d'auxiliaire au roi de Prusse, s'annonçait comme devant arriver aux confins de la Silésie le 24 juin. A la date du 10 de ce mois, le Roi évaluait les forces de son frère après la jonction de Belling et Kalkstein à 44.000 hommes à opposer aux 40.000 de Serbelloni; il en attribuait 80.000 à Daun. Le duc de Bevern à peine arrivé de Stettin, fut aussitôt détaché avec 6 bataillons et un régiment de dragons dans la Haute-Silésie. Cette diversion à laquelle devait coopérer, le cas échéant, le général Werner, avait pour but de diviser les forces de Daun et d'obliger le maréchal à renforcer les troupes chargées de la défense de la frontière moravienne. Du côté de la Russie, les affaires prenaient une excellente tournure; un projet d'alliance défensive avait été communiqué à Goltz par le chancelier Woronzow et transmis au quartier général du Roi. Il en accusa réception le 19 juin et le retourna aussitôt avec des suggestions de détail, sur lesquelles on n'insisterait pas si leur examen devait entraîner des retards.

Le concours du Khan de Crimée devenait moins intéressant et plus problématique. Celui-ci se souciait fort peu (1) de s'engager contre l'Autriche avec laquelle il n'avait aucun sujet de querelle, mais était très monté contre la Russie et ne voulait agir en Hongrie qu'après avoir obtenu satisfaction du Tzar. Or, on peut s'imaginer que Frédéric se garderait bien de compromettre son influence en appuyant des griefs qui lui étaient tout à fait indifférents. Aussi donna-t-il pour instructions à son

(1) Boscamp à Frédéric, Ohschukow, 6 juin 1762. *Correspondances Politiques*, XXI, p. 550.

envoyé Boscamp, s'il ne pouvait obtenir mieux, de se contenter du concours « de quelque vingtaine de mille Tartares pour les employer en Hongrie à faire des ravages et s'il n'y a pas moyen autrement d'y réussir, il ne regrettera même pas le sacrifice des 50.000 ducats ».

La révolution de Pétersbourg, la déclaration menaçante que le Tzar venait de faire à la cour de Vienne et enfin la marche annoncée du corps auxiliaire de Czernitchew, donnèrent lieu à une correspondance importante entre l'Impératrice Reine et Daun. Ce dernier, à la date du 28 mai (1), dit avoir reçu de Varsovie confirmation des mauvaises nouvelles, dont il avait déjà entendu le bruit. Le Roi de Prusse n'attend évidemment que l'arrivée de ces auxiliaires pour prendre l'offensive; dans 12 jours il aura à sa disposition 90.000 hommes en Silésie. Quel usage en fera-t-il? Renforcera-t-il le corps de Werner en Haute-Silésie pour lui permettre des incursions en Moravie et en Hongrie? ou tentera-t-il une invasion du comté de Glatz et de la Bohême avec 40 à 50.000 hommes? Dès à présent, il conseillerait d'augmenter considérablement le corps chargé de la défense des cols de Wartha et de Silberberg, de faire rétrograder le gros de l'armée actuellement campé sur les versants du mont Zobten pour lui faire occuper une position entre Hohen Giersdorf et Cunzendorf; mais, — et ses lieutenants Lascy, Laudon, Hadick et O'Donnell pensent comme lui, — avant de faire ce mouvement, il faudrait être fixé sur les intentions ennemies et recevoir les instructions de la Cour.

Cette lettre se croisa avec une dépêche de l'Impératrice du 29, dont nous donnons un extrait (2) : « La nouvelle déjà trop vraisemblable est confirmée par la lettre du général Fine et je m'attends d'heure en heure à une

(1) Daun à l'Impératrice, Kratzkau, 28 mai 1762. Archives de Vienne.
(2) L'Impératrice à Daun, 29 mai 1762. Archives de Vienne.

déclaration de la Russie, me signifiant que si je ne me décidais pas à suivre l'exemple de la Russie, à céder toutes les conquêtes et à faire la paix avec la Prusse sans plus tarder, le Tzar, en vertu de sa nouvelle alliance, n'hésitera pas à secourir le roi de Prusse avec son armée. Vous jugerez vous-même combien ce langage autoritaire porte atteinte à ma dignité et au respect dû à mon rang et combien cela me touche péniblement. Ainsi je me dois, à moi-même et à ma maison, de m'efforcer au possible que cette humiliation soit détournée, et que la paix avec le consentement de mes alliés soit volontaire et non imposée.

« Il semble que cela dépend de 3 à 4 mois et si je peux gagner ce temps il sera à espérer avec beaucoup de probabilité que je réussisse à me tirer encore avec honneur de la guerre actuelle. D'autant plus que j'ai déjà consenti à ce que la France demande à l'Angleterre un armistice. Selon que le Tzar exécutera sa menace, tout dépendra de la question si c'est faisable et possible de soutenir une telle défense et d'empêcher l'ennemi, renforcé par 30 à 40.000 Russes, de faire l'invasion dans nos propres pays et dans le comté de Glatz. Et si l'on ne peut empêcher la prise de la ville de Schweidnitz par l'ennemi, ce sera d'autant plus facile à supporter que je devrais rendre cette ville quand même dans une paix imposée. »

Comment gagner l'automne et protéger ses états contre l'invasion des forces prussiennes augmentées de 30 à 40.000 Russes? Telle est la question que l'Impératrice pose à Daun en faisant appel à son expérience et à son dévouement; elle ne dissimule pas qu'elle sacrifiera au besoin la défense de la Saxe à celle de ses propres états. « Je ne vous cache pas qu'il est très à désirer de maintenir notre position en Saxe et surtout à Dresde jusqu'à la paix, mais je considère que la défense de mes propres pays et du comté de Glatz mérite la préférence au

besoin, et que je me déciderai plutôt de quitter Dresde et le camp près Plauen et de faire prendre un autre camp au delà ou en deçà des montagnes dans lesquelles mes frontières seront suffisamment défendues par peu de troupes que d'exposer mes pays de tous côtés à un trop grand danger. Personne ne peut juger cela mieux que moi et je me promets de votre empressement au service que vous me prêterez conseil et aide dans ces moments critiques, et que vous me direz franchement ce qui est à faire et le plus approprié à ma cause. Il n'y a pas de temps à perdre pour prendre une décision. »

A la question posée, Daun répondit le 2 juin après avoir pris l'avis des généraux Lascy, Hadick, Laudon et O'Donnell dans l'opinion desquels il avait le plus de confiance, qu'il était possible de maintenir les positions de Saxe contre une armée de 60.000 hommes et celles de Silésie contre 100.000 ennemis. En conséquence, on invitait à donner ordre à Serbelloni de concentrer ses troupes dans le camp de Plauen et à Dippoldiswalda, de conserver cette ligne aussi longtemps que possible, et de détacher un corps de 5.000 hommes en Lusace dans les environs de Gabel et de Friedland afin de protéger les approches de la Bohême.

Pour ce qui était de la Silésie la question se posait : devait-on soutenir Schweidnitz en campant le gros de l'armée derrière la forteresse au pied des montagnes, quitte à y prélever des renforts pour la Haute-Silésie et la position de Wartha, ou valait-il mieux laisser dans la place une simple garnison de 10.000 hommes, en placer 15 à 20.000 entre Biesdorf et Kungendorf et s'établir avec le reste à Wartha (1).

Les généraux, Daun lui-même, penchaient pour la seconde solution; elle fut acceptée après quelque hési-

(1) Cabinet Schreiben an Daun, 5 juin 1762. Archives de Vienne.

tation par l'impératrice comme ayant l'avantage de laisser l'ennemi dans le doute sur ses projets et de gagner le temps nécessaire pour arriver à l'armistice désiré.

Il fut donc prescrit à Daun de garder sa position appuyée sur le Zobtenberg, aussi longtemps qu'il n'y aurait pas danger imminent, que les Russes n'auraient pas rejoint l'armée prussienne et que des considérations militaires n'imposeraient pas une autre solution. Serbelloni reçut l'ordre de se maintenir sur la rive gauche de l'Elbe. Un post-scriptum du 6 juin (1) ajoutait quelques considérations sur l'inconvénient d'enfermer dans Schweidnitz 10.000 hommes qui auraient pu être mieux utilisés en rase campagne. D'ailleurs, à en juger par les sièges précédents, la forteresse n'était pas capable d'une longue résistance. Cela étant, n'y aurait-il pas lieu d'envisager la démolition des fortifications et sa transformation en ville ouverte après évacuation de l'artillerie et des magasins?

Daun repoussa cette suggestion comme peu praticable et proposa le maintien de l'armée dans sa position actuelle tant que les mouvements de l'ennemi ne l'obligeraient pas à se rapprocher des montagnes pour protéger les frontières de Bohême et du comté de Glatz et pour assurer ses approvisionnements. Conformément au désir de la cour, il chargeait Hadick du poste de Wartha qu'il avait fortifié et maintenait à Beck le commandement de 16.000 hommes en Haute-Silésie.

La campagne allait commencer en Silésie; déjà le 21 juin, un premier engagement à Heidersdorf près de Neisse avait été heureux pour les armes prussiennes; dans un combat de cavalerie où celle-ci avait été soutenue par la garnison de Neisse, le général Draskowich avec 200 hommes était tombé aux mains des Prussiens.

(1) Cabinet Schreiben an Daun, 6 juin 1762. Archives de Vienne.

Le 30 juin, le roi annonce (1) l'arrivée du corps auxiliaire russe et le début des hostilités; il félicite le prince Ferdinand de sa victoire de Wilhelmsthal et ajoute : « Il serait à souhaiter que nous eussions à combattre un Soubise. »

Le 1er juillet, l'avant-garde de l'armée royale sous les ordres du comte Wied s'ébranla dans la direction de Striegau et Hohenfriedberg.

Le but de Frédéric était de devancer son adversaire à Braunau, de détruire le dépôt considérable d'approvisionnements qu'il y possédait et d'obliger Daun à abandonner sa communication par Burkersdorf, et Polnisch-Weistritz avec la forteresse de Schweidnitz. L'entreprise ne réussit pas. Il y eut un engagement entre Wied et Brentano aux environs d'Adelsbach; une tentative contre la position de Brentano fut repoussée après avoir coûté aux Prussiens 3 drapeaux et plus de 1.300 tués, blessés et pris, et seulement 300 aux Autrichiens; il en fut de même des mouvements destinés à couper les communications de l'ennemi avec Schweidnitz. Daun se déroba par une marche de nuit. Pour venger cet échec, le roi envoya les cosaques de Czernitchew qui venaient de rejoindre l'armée royale et ses propres hussards brûler les magasins autrichiens et ravager le pays de Bohême jusqu'aux environs de Prague. Daun ne se laissa pas impressionner par ces diversions et conserva sa position aux environs de Schweidnitz sur les hauteurs qui courent de Dittmansdorf à Burkersdorf avec son quartier général à Tannhausen.

« De son côté (2) Frédéric n'avait pas renoncé à son dessein de se rendre maître des hauteurs de Burkersdorf, Ludwigsdorf et Leutmansdorf. Il ordonna pour cet effet au lieutenant général de Wied de laisser le général

(1) Frédéric à Ferdinand, Klein-Tinz, 30 juin 1762. *Correspondance Politique*, XXI, p. 563.

(2) Journal des opérations en Silésie. Record office, Londres.

major de Gablenz avec une partie de son corps à Friedland pour observer le général Brentano, de passer avec la partie la plus considérable du corps derrière l'armée par Hohenfriedberg, dans la plaine, et de se loger dans les villages de Jauernick et Bunzelwitz, de façon qu'il ne pût être observé ni du côté de la ville ni de celui de l'armée ennemie; le général major de Möllendorf eut ordre de quitter pareillement avec sa brigade le camp de Seitendorf et d'entrer dans la plaine près de Kuntzendorf pour y cantonner de la même façon que le général de Wied. Pour être plus à portée des opérations S. M. transporta le 19 son quartier général de Seitendorf à Bögendorf et donna ordre au lieutenant général de Wied et au général major de Möllendorf de partir dans la nuit du 19 au 20, de se joindre sur la hauteur de Würben et de faire le tour de Schweidnitz. Le lieutenant général de Wied se logea dans les villages de Creissow et Groeditz, mais le général major de Möllendorf continua sa marche jusqu'à Polnisch-Weistritz et s'y posta, de façon que son aile droite toucha au village et la gauche au quartier de cantonnement du lieutenant général de Wied. Le général major de Knobloch eut également ordre de marcher avant la pointe du jour avec la brigade à Polnisch-Weistritz et de s'y camper de manière que son aile droite était à Bögendorf et la gauche à Polnisch-Weistritz; comme aussi d'y établir des ponts de communication entre lui et le général Möllendorf. Par cette manœuvre, l'ennemi était entièrement coupé de la forteresse, mais il gardait encore les montagnes des deux côtés de Burkersdorf, de même que les hauteurs de Ludwigsdorf, et il s'y était retranché et ce fut de là qu'il fallait le déloger. »

Ce fut à la veille de la bataille qui allait se livrer pour la possession des hauteurs occupées par les Autrichiens que Montazet rejoignit le quartier général. Vers la fin de mai, il avait fait son apparition à Vienne et avait eu avec

l'Impératrice une longue conversation; la princesse était furieuse contre Serbelloni qui parlait à tout moment d'abandonner les quelques cantons de la Saxe encore occupés par les Autrichiens. Avant de rallier, en Silésie, le quartier général de Daun, Montazet avait dû passer par Dresde où il avait été chargé de remonter le moral de Serbelloni que la faveur de l'Empereur empêchait de déplacer. Son voyage avait été annoncé par un billet de l'Empereur (1) : « Je désire d'autant plus que vous discutiez aimablement vos idées, qu'il me convient que sa cour puisse être informée par lui-même du soin assidu avec lequel nous cherchons les moyens de faire choses utiles à la cause commune. » Il s'était employé de son mieux à remplir sa tâche mais sans grand succès, semblerait-il : « Je viens de dire ici, écrit-il (2), tout ce qu'on peut dire pour prouver la nécessité absolue et plus que possibilité de garder la Saxe. Mais M. de Serbelloni n'en fera qu'à sa tête; c'est un homme qu'on ne persuade pas et qui n'est nullement propre à commander une armée. Dieu veuille seulement que tout ce que j'ai dit de la part de Leurs Majestés Impériales, ainsi que les raisonnements que j'ai faits sur le local retardent pour longtemps l'évacuation de la Saxe; mais encore une fois, il ne tient qu'à l'ennemi de la précipiter, quelques mouvements hardis de sa part suffiront pour cela. Au reste, j'ai répandu avec soin dans le public qu'on allait tenter quelque chose contre l'ennemi et que les subsistances de Bohême allaient arriver en abondance. Peut-être mon voyage ici fera-t-il quelque effet chez l'ennemi qui, étant instruit exactement de ce qui se passe, saura sans doute que je suis venu porter des ordres précis à M. Serbelloni et arranger avec lui quelque opération. Il

(1) Empereur à Serbelloni, 6 juillet 1762. Archives de Vienne

(2) Montazet au duc de Choiseul, Dresde, 13 juillet 1762. Archives de la Guerre.

est à souhaiter que cette idée suspende le projet que je suppose à M. le prince Henri de se fortifier tous les jours de plus en plus sur sa droite, afin de pénétrer en Bohême et tâcher par là de couper les subsistances à l'armée de Serbelloni. Ce dernier a manœuvré plus pitoyablement que tout ce que l'on peut dire; d'un autre côté, on a fait les plus faibles dispositions pour les subsistances de façon que chacun a concouru à rendre cette besogne diabolique. Le seul remède serait de rappeler M. de Serbelloni et d'envoyer ici ou M. Haddick, ou M. de Lascy ou M. de Laudon. » Montazet ne cache pas à Choiseul la mauvaise impression qu'il a recueillie sur l'état des esprits à Vienne : « J'ai grand'peur d'un autre côté que le chapitre des subsistances ne nous joue un mauvais tour en Silésie, et que l'esprit en général du militaire, la disette des talens, et le découragement de la Cour et de l'armée ne nous réduisent avant longtemps à une triste situation. Mes dernières lettres de Vienne sont remplies des mêmes craintes et je crains fort qu'elles n'augmentent de jour en jour, car, en vérité, tout ceci va on ne peut pas plus mal, aussi suis-je effrayé de l'avenir (1). »

Deux jours après, Montazet est à Prague d'où il signale les incursions des Prussiens en Bohême ; ils ont ravagé le pays jusqu'à Kolin et brûlé des magasins à Königgrätz. A partir du 22 juillet, il date ses lettres de Giersdorf aux environs de Schweidnitz. Sur la demande de Marie-Thérèse qu'il lui a transmise, Daun propose Hadick pour remplacer Serbelloni, Lascy et Laudon ayant décliné. D'après le français, il est grand temps de faire ce changement. « Si le Roi fait par ses derrières un détachement sur la Saxe, qu'il y aille même en personne, ce que j'ai toujours craint et que nous n'ayons que M. de Serbelloni pour lui disputer le terrain, la dispute ne sera pas longue, je vous

(1) Montazet au duc de Choiseul, Giersdorf, 26 juillet 1762. Archives de la Guerre.

en réponds. » A peine débarqué, Montazet avait assisté à l'affaire de Burkersdorf; il en fait le récit suivant (1) : « J'arrivai ici avant-hier (le 20 juillet) après avoir marché 5 jours et 5 nuits pour venir de Prague à l'armée de M. le maréchal Daun. Ce général me proposa en arrivant de monter à cheval le lendemain à la pointe du jour, pour me faire voir sa position. A peine fûmes-nous à moitié chemin du quartier général au camp, que le roi de Prusse fit une attaque à notre gauche. Une demi-heure après, il fit attaquer le poste de Burkersdorf qui couvrait notre flanc droit; une demi-heure ensuite, il fit attaquer le poste de Leitmersdorf à une lieue en arrière de notre droite, lequel était défendu par 9 bataillons, 2 régiments de cavalerie et un d'hussards aux ordres de M. de Brentano; mais après une défense de 5 heures, M. de Brentano a été obligé de se reployer et de céder une gorge à l'ennemi, par laquelle il peut pénétrer sur nos derrières, qui a forcé M. le maréchal Daun à reculer sa position, afin de n'être pas coupé du pays de Glatz et de la Bohême, dont nous tirons nos subsistances.

« Pendant ces attaques, le gros de l'armée ennemie était resté en bataille vis-à-vis de la nôtre, environ à 4.000 pas les uns des autres. Nous nous sommes observés ainsi jusqu'à la nuit où nous avons fait un mouvement en arrière pour reculer notre position environ d'une lieue, barrant toujours la vallée de Thonhausen et ayant derrière nous nos débouchés sur Glatz et sur Braunau. Le poste de Burkersdorf a résisté toute la journée aux différentes attaques de l'ennemi et ne s'est retiré que parce que l'armée s'est reployée, moyennant quoi il est bien sûr que l'ennemi a perdu infiniment plus que nous à ces deux attaques, puisque M. de Brentano n'a pas été poussé vilainement et qu'il n'a perdu que 800 hommes et 4 pièces de canon; et

(1) Montazet au duc de Choiseul, Giersdorf, 22 juillet 1762. Archives de la Guerre.

que d'ailleurs M. d'O Kelly, qui commandait le poste de Burkersdorf, n'a perdu que peu de chose et a toujours repoussé l'ennemi. Il n'en résulte pas moins cependant que le roi de Prusse a fait à notre droite ce qu'il avait tenté inutilement à notre gauche quelques jours auparavant, lorsqu'il fut repoussé par ce même général Brentano. Le voilà donc maître des premières montagnes, nous ayant totalement séparés de Schweidnitz. Ce premier pas est de la plus grande conséquence et va nous ramener en Bohême bien vite, si le Roi prend le parti de bloquer Schweidnitz et Glatz, et de nous suivre pas à pas en nous tournant dans un pays de montagnes qu'il connaît beaucoup mieux que nous. Il a d'ailleurs la supériorité du nombre; car l'armée du maréchal Daun a été écrasée par le scorbut qui y règne encore, de façon que les régiments ne forment plus qu'un bataillon et même il y en a beaucoup de très faibles. D'ailleurs, la plus grande partie de la cavalerie est en mauvais état. Je crains donc, on ne peut pas davantage, le cours de cette campagne. »

C'est le 17 juillet que Frédéric apprit la révolution qui venait d'enlever le trône à son allié Pierre III. « Je vous donne, écrit-il (1) à son frère, la triste nouvelle du détrônement de l'empereur de Russie. Czernitchew a déjà reçu l'ordre de se séparer de mon armée. » Frédéric ne changea cependant rien à ses projets et pour la bataille qu'il devait livrer afin de séparer l'armée de Daun de la forteresse de Schweidnitz, il se servit très habilement de la présence de la division russe; il obtint de Czernitchew qu'il ajournât son départ de 3 jours sous prétexte de préparatifs pour la marche, et qu'il lui prêtât le 21 l'appui moral de sa présence dans le camp prussien. Conformément aux dispositions déjà exposées, l'armée royale avait fait ses préparatifs pour l'attaque et s'était portée dès le 20, de

(1) Frédéric à Henri, Seitendorf, 18 juillet 1763. Schoning, vol. III, 382.

très bonne heure, en face de Leutmannsdorf et de Ludwigsdorf derrière le Peilan, petit affluent du Weistritz. La brigade Möllendorf s'était formée à la droite de Wied en face de Burkersdorf et à la droite de celle-ci, Knobloch prolongeait la ligne de Polnisch-Weistritz à Nieder Bögendorf. Chacune de ces brigades avait été dotée d'une forte artillerie. Möllendorf avait pour sa seule part 30 pièces de 12 et 50 obusiers. La cavalerie prussienne était derrière son infanterie et avait pour mission de surveiller la garnison de Schweidnitz.

Les pentes assez raides qui dominent la plaine où est située la forteresse et qui constituaient la position autrichienne avaient été fortifiées par des tranchées, des redoutes et des palissades garnies de détachements d'infanterie régulière et de croates. On ne s'attendait pas à une attaque de ce côté; tout au plus dans l'esprit de Daun s'agirait-il de démonstrations destinées à troubler les communications de la ville avec son camp. Cependant, il ramena vers lui le corps de Brentano, mais pour ménager la fatigue de la troupe, il l'arrêta à Michelsdorf à 4 kilomètres des fortifications de Leutmannsdorf; ce village ne fut occupé que par 2 bataillons; le général O Kelly qui commandait à Bögendorf sur le Weitsnitz, fut renforcé de manière à porter son commandement à 14 bataillons et 3 régiments de cavalerie.

Le soir du 20 juillet, Möllendorf enleva le village et le château de Burkersdorf et plaça son canon de manière à couvrir de son feu les tranchées ennemies. L'ordre du Roi était de s'emparer des ouvrages autrichiens à quelque prix que ce fût. A peine Wied avait-il ébauché son assaut qu'on aperçut les troupes de Brentano qui débouchaient; elles furent refoulées sur Michelsdorf. Le but de Wied était complètement atteint; mais il n'en alla pas de même pour Möllendorf et de Knobloch. Ce dernier dut renoncer à un assaut direct qui eût coûté fort cher et eût peut-être

compromis le succès déjà acquis. Mllöendorf avait réussi à prendre l'ennemi à revers et à s'emparer d'une hauteur qu'il s'était hâté de garnir d'artillerie en vue du lendemain.

Dans la nuit du 21 au 22, Daun évacua la position dont il avait conservé une partie, mais qui était à moitié tournée par les hauteurs que les Prussiens avaient enlevées. Il se retira sur son camp retranché, son aile droite à Falkenberg, sa gauche aux hauteurs de Wuste Giersdorf, la vallée de Tannhausen devant son front.

A partir du 26 juillet le Roi installa son quartier général à Ditmannsdorf près des positions conquises, et s'employa aux préparatifs du siège de Schweidnitz ; un blocus confié à la cavalerie n'interrompit qu'imparfaitement les communications avec l'armée de Daun ; les tranchées ne furent ouvertes que le 7 août. La garnison forte d'environ 10.000 hommes avait pour gouverneur le général Guasco et pour ingénieur le français Gribeauval, une célébrité de l'époque en matière de génie. Le général Tauenzien fut chargé des opérations du siège dont la direction technique fut confiée au major Lefebvre, français également, tout au moins d'origine. Quant au corps de Czernitchew, il effectua son départ dès le lendemain de la bataille. Pour récompense de ses services, on pourrait dire de sa complaisance, son commandant reçut de Frédéric une épée richement ornée de diamants.

A Vienne et dans le camp autrichien, on n'avait pas renoncé à l'espoir d'effectuer la relève de Schweidnitz. Montazet entretient (1) Chatelet des moyens à employer ; il considère que le procédé direct, le moins difficile, serait de forcer le cordon de blocus par la vallée de Weistritz, cependant il préférerait une diversion contre Breslau, mais « cui bono, si nous perdons Schweidnitz,..... du

(1) Montazet à Chatelet, 2 août 1762. Archives de la Guerre.

moins, nous garderons Schweidnitz jusqu'à la fin d'octobre étant pourvus de vivres jusqu'à cette époque..... Les événements de Russie n'ont en rien diminué le désir qu'a toute l'armée de voir faire la paix. Ses meilleurs officiers sont dégoûtés de la guerre à en juger par MM. de Lascy et de Laudon qui ont signifié à M. le maréchal Daun qu'ils ne pouvaient ni ne voulaient servir qu'en ligne. Je suis bien sûr que M. le maréchal Daun lui-même désire plus que personne la fin de tout ceci. Il m'a dit plus d'une fois depuis la révolution de Russie qu'il craignait fort que M. de Kaunitz ne remordît à la grappe et que sa souveraine ne fût entraînée par sa complaisance et sa bonté. Mais j'ai lieu de croire qu'il serait bien difficile à la cour de Vienne de trouver de l'argent pour la campagne prochaine ». Montazet en terminant annonce l'arrivée de Vienne de M. d'Ayasas envoyé pour sonder les vues du maréchal sur la possibilité de la relève de Schweidnitz.

Malgré son peu de confiance dans l'entreprise, Daun n'osa pas abandonner la tentative; il se décida à essayer la percée du côté de Reihenau; à cet effet, il constitua ses magasins dans le pays de Glatz, ramena à lui de la Haute-Silésie le général Beck, et rassembla le gros de ses troupes au Silberberg sous le couvert des Eule Gebirge. Du côté prussien, Werner dut rejoindre le corps du prince de Wurtemberg à Peterswaldau; le duc de Bevern prit position le 13 août sur des hauteurs derrière le ruisseau du Peilau en face de Reihenau formant ainsi l'extrême gauche.

L'attaque autrichienne fut disposée de la manière suivante : Beck avec une partie de ses forces, occuperait l'attention de Bevern, tandis qu'avec le gros il tournerait la position pour la prendre à revers. Brentano et O'Donnell attaqueraient de front et sur sa droite Bevern qui serait ainsi écrasé avant que le Roi pût venir à son

secours; la cavalerie autrichienne avait mission de protéger l'assaut de l'infanterie.

Au cours de la matinée du 16 août, Brentano chassa les avant-postes prussiens du village de Languebrielau. Mais voici comment Montazet (1) décrit l'affaire : « Le gros de l'armée déboucha des montagnes avant-hier au soir par les vallées de Warta et de Silberberg et hier matin le reste des troupes est entré dans la plaine par le débouché de Langenbielen, en même temps que nous étions en marche pour nous porter sur la petite montagne d'Hutterberg, de façon que toute l'armée réunie à hauteur d'Hutterberg y prit sa position vers 11 heures du matin.

« L'ennemi avait deux camps dans la plaine : l'un appuyant sa droite aux grandes montagnes, ayant le village et le ravin de Peterswaldau devant lui; l'autre était placé au-dessus du village de Peyle sur la rive droite du ruisseau qui coule vers Reichenbach. Le premier était commandé par le prince de Wurtemberg qui avait à ses ordres presque toute la cavalerie du roi de Prusse et assez d'infanterie pour couvrir son flanc droit.

« Le second était commandé par le prince de Bevern : il consistait environ à 10 bataillons, 2 régiments de dragons et quelques hussards, mais beaucoup de canons; sa position d'ailleurs était excellente.

« M. le maréchal, voyant que le seul moyen d'arriver à Schweidnitz, était de culbuter l'un de ces deux camps, donna la préférence, avec raison, à celui de M. de Bevern et se détermina à l'attaquer tout de suite; mais comme les troupes étaient fatiguées, il fallut leur laisser le temps de manger et de se reposer; on ne commença donc que vers 5 heures du soir à canonner le camp de M. de Bevern, qui se défendait par lui-même. Bref, notre artillerie et

(1) Montazet au duc de Choiseul, Weigelsdorf, 17 août 1762. Archives de la Guerre.

la sienne ont fait les plus grands frais de cette entreprise, mais la cavalerie destinée à soutenir notre attaque ayant été obligée d'en venir aux mains plusieurs fois avec des renforts considérables de M. le prince de Wurtemberg, fut obligée, après plusieurs charges très valeureuses, de se retirer sous le feu du canon de notre infanterie.

« C'est ainsi que finit hier à la nuit notre journée qui ne justifie que trop malheureusement l'opinion que j'ai toujours de l'ouvrage que nous venons d'entreprendre. Au reste, notre perte doit être légère; car nous sommes rentrés avec le plus grand ordre dans notre camp, dont nous n'étions pas éloignés de trois mille pas. M. le maréchal et nous tous y avons passé la nuit pour voir si à la pointe du jour l'ennemi ne ferait pas quelque mouvement, ou si nous pourrions en faire de notre côté.

« Il est 9 heures du matin; tout est à peu près dans le même ordre qu'hier, ce qui me prouve que la délivrance de Schweidnitz est bien aventurée. Je conclus de là que, vraisemblablement, nous ne serons pas longtemps sans aller reprendre la position que nous venons de quitter. Je me hâte, Monseigneur, de vous rendre ce compte, parce que l'ennemi fera sans doute claquer son fouet, et qu'il est nécessaire que vous sachiez la vérité. »

La relation prussienne (1) omet ses propres pertes, mais parle de 1.500 prisonniers et 5 étendards enlevés à la cavalerie autrichienne. Montazet (2) donne une évaluation très différente : « Nous n'avons pas rendu plus de 600 hommes et 3 étendards; en revanche nous avons fait près de 600 prisonniers et pris 2 pièces de canon. » Frédéric s'attendait évidemment à un renouvellement de

(1) Relation Peterswaldau, 17 août 1762. *Corr. Polit.*, XXII, p. 145.

(2) Montazet au duc de Choiseul, Cherfenick, 20 août. Archives de la Guerre.

l'attaque pour le lendemain et tout en se félicitant de sa victoire était loin de la croire complète. Dans sa lettre au prince Ferdinand, il attribue à Daun 55 bataillons et 113 escadrons, tandis qu'il n'en avait eu de présents à l'affaire que 23 bataillons et 78 escadrons; ce serait aux belles charges des 13 escadrons de Czettritz et de Werner conduits par le colonel Lossow qu'il faudrait imputer le succès. « Cinq bataillons autrichiens et cinq du prince de Bevern ont été dans le feu; le reste a été spectateur. Voilà le plus singulier combat de cette guerre. L'affaire a commencé à 5 heures de l'après-midi et à 7 heures tout était fini. »

Le lendemain, Frédéric écrit au prince Henri : « Voici une nouvelle à laquelle vous ne vous attendiez pas : La nuit du 17 au 18, Daun s'est retiré avec toute l'armée à Wartha. Aujourd'hui, s'entend cette nuit, il en est parti une colonne, prenant le chemin de Braunau, l'autre celui de la Moravie... Vous jugez bien que ce n'est pas nous qui l'avons fait fuir; il faut donc que les nouvelles de Turquie aient donné (lieu) à cet événement qui assurément n'est point dans l'ordre naturel des choses. »

Montazet reconnaît que l'essai de débloquer Schweidnitz n'a pas été tenté sérieusement : « L'armée a campé (1) le 18 à Warta, le 19 à Mitelchtein, et vient de prendre sa position dans les environs de Cherfenick. J'ai tort de dire l'armée puisqu'elle est divisée aujourd'hui en 5 corps, savoir : l'un à Warta, aux ordres de M. de Beck; l'autre à Silberberg, aux ordres de M. de Volgesian; le troisième à Thonhausen, aux ordres de M. Haddick; le quatrième à Dietersbach, aux ordres de M. de Brentano, et le reste dans ce camp-ci avec M. le maréchal Daun, qui occupe un point central, afin d'être également à portée

(1) Montazet au duc de Choiseul, Cherfenick, 20 août 1762. Archives de la Guerre.

de soutenir les 4 corps qui défendent l'entrée des gorges qui pénètrent dans le pays de Glatz.

« M. le maréchal m'a dit qu'il avait fait ce plan avec ses généraux qui connaissent le mieux le pays, et que, moyennant cela, il était décidé à soutenir cette position; que, si l'ennemi allait en Saxe ou en Bohême, il serait plus à portée que partout ailleurs d'y envoyer du secours. Il m'a dit aussi que c'était pour avoir plus de temps à fortifier sa position qu'il avait pris le parti de quitter aussi promptement la Silésie, d'autant qu'il n'espérait en aucune façon pouvoir délivrer Schweidnitz, puisque les positions qu'avaient prises MM. de Wurtemberg et de Bevern détruisaient la seule espérance qu'il avait eue de surprendre l'ennemi et de gagner avant lui le camp de Kelcht, qui est au pied du Zobtenberg. Il est vrai qu'il aurait fallu que le Roi eût été bien différent de ce qu'il s'est montré jusqu'ici pour faire une pareille balourdise. Aussi n'ai-je cessé de dire que nous ne ferions que des pas pour le moins inutiles; et si l'on m'avait cru, nous aurions tenté un moyen bien plus décent et qui, je crois, aurait donné de la tablature à l'ennemi. Mais on a trouvé, comme j'ai eu l'honneur de vous le mander, mon projet trop difficile à exécuter, et on a préféré la promenade que nous venons de faire, dont on doit être, je crois, peu satisfait. Au moins aurais-je resté quelques jours de plus dans les plaines de Silésie, n'eût-ce été que pour manger le pays et pour prévenir les mauvais propos qu'on tiendra sur notre prompt retour dans la montagne. Je l'ai représenté à M. le maréchal Daun, qui m'a répondu qu'il croyait inutile de perdre en Silésie un temps qu'il comptait employer beaucoup plus utilement à fortifier les positions qu'il voulait tenir; que c'était l'avis de tous ses généraux, et que, d'ailleurs, les dernières nouvelles qu'il avait eues de Schweidnitz lui faisaient craindre que la place ne tînt pas longtemps, que

c'était une raison de plus pour précipiter son départ. »

Dès le lendemain du combat de Reichenau, le 27 août, Daun avait écrit au (1) gouverneur Guasco pour l'autoriser à traiter : « Vous avez vu hier la tentative que j'ai faite pour me mettre à même de lever le siège; mais puisque cela est impossible, je reprendrai demain la position que j'avais avant de déboucher dans la plaine. Ainsi n'étant plus moyen de vous délivrer et selon votre billet du 13, puisque vous êtes déjà si pressé. » Il l'autorise à rendre la place à la condition d'obtenir la libre sortie pour sa garnison. Cette proposition fut repoussée par Frédéric. Malgré cet accueil peu encourageant, le gouverneur Guasco qui paraît avoir eu peu de confiance dans la durée de la résistance, adresse à Tanentzien le colonel Aspe avec mission de continuer les pourparlers; il offre cette fois une reddition sous réserve que la garnison ne servirait pas pendant une année. Nouveau refus du Roi.

Ne pouvant obtenir des conditions honorables pour la garnison, la cour de Vienne revint à l'espoir de relever Schweidnitz. Quant à Daun, son principal souci était de couvrir les approches du comté de Glatz et de la Bohême. « Nos positions, écrit Montazet (2) sont devenues des citadelles par la quantité d'ouvrages, palissades et abatis qu'on y a faits, aussi avons-nous abattu pour plus de 2 millions de florins de bois. L'ennemi de son côté en a fait autant. » Quelques jours après, il donne des nouvelles du siège (3) : « Le siège de Schweidnitz va toujours son train, mais Dieu merci très lentement. Il est impossible d'avoir une opinion juste sur l'époque de la

(1) Daun à Guasco, 17 août 1762. Arneth, vol. VI, Annexes, note 559.

(2) Montazet au duc de Choiseul, Cherfeneck, 3 septembre 1762. Archives de la Guerre.

(3) Montazet au duc de Choiseul, Cherfeneck, 7 septembre 1762. Archives de la Guerre.

prise de cette place, parce que le roi de Prusse ne fait pas un siège comme un autre et qu'il attend tout de l'effet du canon. Il chemine d'ailleurs, autant qu'on en peut juger de fort loin avec une lunette, par une seule sappe. Jugez par là de la lenteur et du peu de solidité de son travail. »

Le 17 septembre, Daun lui confie un projet de relève. Il s'agissait de percer cette fois le blocus par les hauteurs de Koengerichdorf et Kassendorf, « ce qui entraînerait une marche de deux jours dans les montagnes ». Le projet lui paraît inexécutable aussi bien qu'à Daun, mais comme il émane de Laudon, le maréchal le soumet à la cour et s'y conformera s'il est approuvé. « L'on peut (1) et l'on doit s'attendre, selon moi, ajoute le Français, à une bonne déroute de notre part, supposé que le roi de Prusse ne soit pas apoplexié pendant les deux jours que nous marcherons à lui. » Le 20 septembre arrive la réponse de Vienne; la cour accepte le projet Laudon malgré les risques qu'il comporte; l'exécution qui devait être immédiate a été « différée à cause du temps épouvantable ». Montazet est très inquiet (2) : « Je crois de bonne foi qu'il n'y a personne ici qui connaissant le fond de l'entreprise, n'a prié Dieu pour qu'il pleuve longtemps. » En ce qui concerne le siège : « Le Roi ne paraît pas plus près de la place qu'il y a quinze jours. Reste à savoir ce qu'il fait sous terre. » Le 22, Montazet (3) annonce de nouveaux ajournements : « Nous sommes prêts à marcher depuis longtemps, mais tantôt des chemins impraticables, tantôt de nouveaux abatis de la part de l'ennemi, tantôt des postes que l'on

(1) Montazet au duc de Choiseul, Cherfeneck, 17 septembre 1762. Archives de la Guerre.

(2) Montazet au duc de Choiseul, Cherfeneck, 20 septembre 1762. Archives de la Guerre.

(3) Montazet à Chatelet, Scherfeneck, 22 séptembre 1762. Archives de la Guerre.

trouve où il n'y en avait pas. En un mot, on rencontre tous les jours des difficultés qu'on n'avait point prévues, et je crois, entre vous et moi, que ceux qui ont proposé la marche sur Cunsendorff Hoengiersdorff et la bataille au bout, seraient fort aises à présent de n'en avoir jamais parlé. M. le maréchal Daun qui en a mandé son avis à sa cour par M. de Brechainville, et qui ne fait que prêter son nom pour cette entreprise, envoie tous les jours chez M. de Laudon pour savoir s'il juge à propos que l'armée se mette en mouvement; et comme je viens de vous le dire on n'a trouvé jusqu'ici que des difficultés qu'on cherche à lever par de nouvelles reconnaissances. En vérité, je suis peiné de voir ce que j'ai sous mes yeux; mais j'ai des ordres si précis de ma cour de ne chercher à influer sur rien et de m'en tenir à dire mon avis, supposé qu'on me le demande; que je suis forcé, malgré moi, de garder le silence. Je me lève donc depuis quatre jours avec l'espérance et l'incertitude que vous voyez. Ceci a assez l'air d'un homme qui a promis à son médecin de prendre une médecine, et la flaire quand on la lui porte. Reste à savoir si nous la prendrons ou si nous la renvoyerons, c'est ce que je ne puis vous dire encore, quoique j'aie vu ce matin M. le maréchal de Daun et ses généraux principaux. »

D'ailleurs, les lettres confidentielles de Daun à l'Impératrice indiquent à la fois le découragement du général, son peu de foi dans la possibilité de secourir la place assiégée, sa jalousie de Laudon et son désir de lui faire endosser la responsabilité de la faillite. « Les chemins (1) sont dans un état exécrable; il faudra deux fois 24 heures de beau temps pour les mettre en état d'être utilisés; plus 40 heures pour les réparations et cela sans compter aucun accident, ce qui pourtant bonnement n'est pas à espérer et si même nous arrivons à Sudenkorf où il faut déloger

(1) Daun à Marie-Thérèse, 19 septembre. Archives de Vienne.

l'ennemi pour occuper les hauteurs de Kunzendorf et Bögendorf, comment peut-on s'en flatter? Mais je ne m'arrêterai pas davantage à toutes les autres objections trop fondées que Montazet nomme folie de seulement y penser... Enfin au premier moment de possibilité l'exécution suivra... Si cela va mal, Laudon qui comme le seul qui connaisse au mieux les chemins et la contrée conduira l'avant-garde, n'aura pas été suffisamment soutenu et aura été sacrifié exprès, qu'au contraire, on ne l'ait pas employé, c'est par envie et jalousie de ma part. » De Laudon, Daun passe sans transition à la Saxe : « Je dois avouer à V. M. que la déclaration russe au résident saxon ne me semble pas si désavantageuse. La Saxe nous donnera toujours beaucoup à faire et si nous pouvions nous servir autre part de notre armée, nous pourrions mieux assurer la protection de nos propres territoires; mais ça peut en français fort bien être jugé comme le tailleur qui parle des souliers ou le cordonnier de l'habit. »

La seconde lettre écrite en grande partie comme la première dans un français des plus bizarres, est conçue dans le même sens :

« Le mauvais temps (1) a empêché jusqu'à cette heure l'exécution du projet que j'ai eu l'honneur de communiquer à Vos Majestés par l'envoi du major Prechenville. Hier les rapports de M. le général Laudon ont signalé quelques changements et de nouveaux abatis auprès de l'ennemi. » Il a envoyé successivement le colonel Fabris, puis un autre officier, pour se procurer des renseignements plus précis; d'après la réponse, il paraîtrait que l'opération doit être encore ajournée « de sorte que plus cela traîne, moins il y a d'apparence de pouvoir se flatter de la moindre heureuse issue, que je n'ai jamais prévue, comme de même tous les autres généraux hormis M. de

(1) Daun à Marie-Thérèse, 21 septembre 1762. Archives de Vienne.

Laudhon qui seul a trouvé autant d'espoir que de possibilité, ce qui uniquement m'a déterminé à le porter (le projet) à la connaissance de Vos Majestés, en leur faisant faire mes objections et en déclarant que pour moi je ne trouve pour l'exécuter que celui pour lequel rien n'a été impossible. Puisque M. de Laudhon avait ajouté qu'il se faisait fort de parvenir sur les hauteurs de Giersdorf et Bögendorf en prenant le chemin qu'il a dicté, qui, en effet, est le plus court et le meilleur, si l'ennemi ne peut le barrer. Mais voilà ce qui est naturellement à supposer. Or, comme lui connaît ces environs le mieux, je dois me régler entièrement sur son avis ».

Daun sait qu'on lui jettera la pierre, qu'on lui reprochera de n'avoir pas exécuté un projet que L. M. avaient approuvé. Les vraies raisons de l'ajournement sont le mauvais temps, les lettres de Laudon, les rapports de l'artillerie « qui ne pourrait arriver que par pièce et morceau, et hors de date à pouvoir travailler... Ce général (Laudon) est très zélé, mais extrêmement changeant; sa première déclaration est bien différente de l'explication de cette lettre; personne n'a fait traîner la chose que ses propres aveu et avis..., il ne dépend que de lui de dire : A cette heure, je puis l'entreprendre; tout est prêt à suivre chaque instant. Voilà, sacrée Majesté, avec quoi j'ai l'honneur de me mettre à vos pieds ».

Les velléités d'offensive ne furent qu'un feu de paille; le 24, l'attaché français informe (1) Choiseul qu'on renonce décidément à la relève et que Schweidnitz sera abandonné à son sort; Chatelet confirme (2) cette nouvelle.

Les troupes chargées du siège de Schweidnitz (3) sous

(1) Montazet au duc de Choiseul, Cherfeneck, 24 septembre 1762. Archives de la Guerre.

(2) Chatelet au duc de Choiseul, Vienne, 28 septembre 1762. Archives de la Guerre.

(3) Les détails du siège sont empruntés à Therbut, *Die Belagerung v.*

les ordres de Tanentzien se composaient de 22 bataillons à faibles effectifs et de 22 escadrons. Le major Lefebvre avait pour le seconder dans la direction des travaux d'attaque 13 officiers du génie, quelques volontaires et un détachement de 40 mineurs; le parc de siège comprenait 28 canons de 24, 30 canons de 12 livres, 20 mortiers de 50, 12 obusiers de 7 et quelques pièces de 6. Après une reconnaissance à la suite de laquelle il fut décidé de s'en prendre au front du fort Jauernick, la tranchée fut ouverte dans la nuit du 7 au 8 août; 4.500 travailleurs soutenus par 8 bataillons y furent employés, mais ce travail bientôt découvert par l'assiégé et exposé à un feu des plus vifs de la place, ne fut que très incomplètement exécuté; le lendemain 8, la garnison fit une vigoureuse sortie; elle réussit à combler une cinquantaine de mètres de l'ouvrage entrepris la nuit et fit prisonniers le colonel de Falkenberg et près de 200 hommes. Les jours suivants furent consacrés à construire les premières batteries, à déboucher en zigzags de la première parallèle et à réparer les dommages causés par les assiégés dans leurs sorties; dans la nuit du 15/16 on amorça la deuxième parallèle. A partir de ce moment, les travaux d'approche subirent un certain ralentissement; l'inexpérience des travailleurs, l'insuffisance du personnel officiers, les sorties fréquentes et souvent heureuses de l'assiégé, son feu soutenu empêchaient des progrès rapides; le 20, il fut impossible de placer un gabion; deux attaques dirigées dans les nuits des 18/19 et 21/22 contre la flèche de Striegau échouèrent. Cependant, les assiégeants avaient achevé leur troisième parallèle et le 24, le mineur avait effectué un logement sur l'angle du chemin couvert de la flèche. A partir des derniers jours d'août, on prépara le premier globe de

Schweidnitz et au *Journal du Siège* par le major Lefebvre Maestricht, 1778.

compression qu'on fit jouer dans la nuit du 1er et au 2 septembre avec beaucoup d'effet.

Pendant tout le mois de septembre et les premiers jours d'octobre, la lutte se poursuivit entre les ingénieurs, français tous deux, qui dirigeaient l'attaque et la défense. Gribeauval semble l'avoir emporté sur son compatriote en science et en hardiesse; la correspondance de Frédéric avec Lefebvre est pleine d'allusions aux galeries d'approche éventrées par les mines de l'ennemi, aux mineurs chassés ou asphyxiés par les camouflets, aux travaux qu'il a fallu recommencer ou réparer à la suite des explosions, aux contremines de l'assiégé, aux difficultés de combattre l'invasion de l'eau, à l'inexpérience des mineurs prussiens.

Tanentzien et Lefebvre étaient découragés : « A peine faisons-nous quelques progrès sous terre (1), que l'ennemi fait sauter une mine et ruine tout; c'est ainsi que c'est arrivé hier après-midi à 3 heures, nous avons perdu deux mineurs et un sapeur. »

« Le major Lefebvre ne sait plus quoi faire; il va recommencer les travaux des mineurs et cherchera à inquiéter l'ennemi en travaillant sous la flèche. »

Cependant les offres répétées de capitulation faites par la garnison étaient de nature à encourager les assiégeants.

Nous avons déjà relaté les tentatives du gouverneur Guasco pour obtenir une clause permettant aux 10.000 hommes de la garnison de rejoindre l'armée de Daun avec artillerie et bagages; cette proposition repoussée fut renouvelée le 28 août sans succès. Les 13 et 26 septembre, nouveaux messages de la place offrant de se rendre moyennant liberté sous condition de ne pas servir contre la Prusse pour une période d'un an, Tanentzien inexo-

(1) Tanentzien à Frédéric, 19, 20 septembre 1762. Schoning, vol. III, p. 447.

rable fit répondre qu'il n'accepterait que la reddition pure et simple, la garnison devenant prisonnière de guerre et qu'il ne recevrait d'autres parlementaires que ceux qui seraient autorisés à traiter dans ce sens. Le Roi s'était fait illusion sur la durée du siège; au début, il avait prédit la fin dans 2 ou 3 semaines; peu à peu les délais avaient augmenté; le 6 octobre, 3 jours avant la chute de la place, il écrivait (1) à son frère : « Si Gribeauval ou le diable ne s'en mêlent pas, j'espère de vous donner de bonnes nouvelles de notre siège; mais ce que je vous dis est conditionnel au cas qu'une maudite mine ne nous retarde pas de quelques jours ou que l'ennemi ne nous fasse pas d'autres chicanes. Le siège doit vous ennuyer beaucoup, cependant je puis vous assurer que nous ne négligeons rien. »

Le 24 septembre, impatient de ces lenteurs, Frédéric transféra son quartier général de Peterswaldau à Boegendorf afin de pouvoir surveiller les opérations de plus près. Il fit en effet faire quelques modifications aux travaux d'approche, mais il est difficile de dire si elles firent plus pour hâter le dénouement que l'explosion d'une poudrière qui vint jeter le désarroi parmi les assiégés; le 8 octobre une bombe mit feu au magasin dans la gorge du fort Jauernick. L'effet fut désastreux : le mur de la gorge fut renversé, 2 officiers et 300 soldats furent ensevelis sous les décombres. Les Autrichiens barricadèrent la brèche avec de grands chevaux de frise, mais elle n'en était pas moins ouverte. Le lendemain les assiégeants firent jouer une mine dont l'explosion ouvrit une nouvelle brèche « qui n'endommagea pas cependant le revêtement de l'enveloppe du fort Jauernick », mais qui projeta une masse de terres jusqu'en haut du parapet. « Deux compagnies prussiennes se glissèrent à droite et

(1) Frédéric à Henri, Bœgendorf, le 6 octobre 1762. *Correspondance Politique*, XXIII, p. 256.

à gauche du chemin couvert, mais l'ennemi ayant fait des traverses avec des gabions, il en sortit un feu très vif de mousqueterie pendant le reste de la nuit et nous perdîmes beaucoup de monde. Nos gens se retirèrent dans les entonnoirs; ceux-ci étant battus de revers par la flèche de Striegau, nous ne laissâmes qu'une trentaine de grenadiers dans les entonnoirs. » A en croire ce récit emprunté au journal du siège du major Lefebvre, la place devait être en état de prolonger encore la résistance. Néanmoins, vers 9 heures du matin le 9 octobre, on battit la chamade. Guasco avait réuni un conseil de guerre; tous les membres à l'exception du général Giannini et d'un major d'artillerie qui croyaient encore à la possibilité d'une sortie en masse, opinèrent pour la capitulation; elle fut signée le même jour. Marie-Thérèse récompensa largement (1) la conduite des défenseurs de Schweidnitz. Des 3 généraux, Guasco fut promu « feldzeugmeister », Giannini et Gribeauval furent nommés « Feldmarshall ». Les officiers reçurent une gratification de 6 mois ou d'un an de solde, les soldats d'un mois. La garnison prisonnière de guerre fut dirigée sur l'intérieur de la Prusse.

Schweidnitz se rendit aux dures conditions imposées par le Roi après un siège de 64 jours. La garnison se composait encore de 9.000 hommes; elle avait éprouvé une perte de 32 officiers et 1.248 soldats tués ou morts de leurs blessures, 52 officiers et 2.218 blessés, celle des assiégeants était à peu près égale : 20 officiers et 1.110 soldats tués ou morts de leurs blessures; 48 officiers et 2.000 soldats blessés. Dans la forteresse, les vainqueurs trouvèrent 60 canons de fonte, 30 de fer, 46 mortiers, 2 obusiers, 1.002 quintaux de poudre. Avec la chute de Schweidnitz, se termine la campagne de Silésie, sa résis-

(1) Arneth, vol. VI, p. 343.

tance inattendue avait retenu le roi beaucoup plus longtemps qu'il ne pensait.

Aussitôt la place rendue, le Roi avait détaché sur la rive droite du Bober, à Hirschberg où il arriva le 17 octobre, un corps de 20 bataillons, 55 escadrons et 60 canons de parc sous les ordres du comte de Neuwied; l'avant-garde du général Schmettau fut poussée jusqu'à la Lusace supérieure. Daun imita aussitôt ce mouvement en faisant marcher sur Zittau le prince Albert de Saxe avec une partie des troupes postées à Trautenau; en même temps il resserra ses cantonnements et ne laissa dans ses ouvrages de campagne que des piquets. Frédéric donna ordre à Neuwied de continuer sa marche vers Dresde et envoya le brigadier Stechow avec 6 bataillons et 10 escadrons prendre sa place à Hirschberg. Les 20, 23, et 26 octobre de nouveaux envois de troupes furent dirigés vers la Haute-Silésie, et vers la Saxe. Enfin, le Roi de sa personne partit le 31 pour l'électorat après avoir remis le commandement au duc de Bevern. Des deux côtés, on était las de faire campagne; aussi se mit-on d'accord pour la trêve habituelle de l'hiver qui fut signée le 24 novembre et qui s'étendit à la Silésie et à la Lusace.

En Saxe, les hostilités s'étaient poursuivies pendant le mois d'octobre et après quelques vicissitudes de fortune s'étaient terminées par une brillante victoire du prince Henri.

Le changement de commandement de l'armée de Saxe s'était opéré au commencement de septembre; Marainville (1) en annonçant l'arrivée de Hadick déclare que « Serbelloni est parti peu regretté ».

Le siège de Schweidnitz était loin d'être terminé que déjà le Roi échangeait avec son frère ses vues sur la suite à donner aux opérations. Il envisageait la prise de Dresde

(1) Marainville au duc de Choiseul, Dresde, 13 septembre 1762. Archives de la Guerre.

comme devant être le dernier acte de la campagne. Dans une lettre de Frédéric du 12 septembre (1) nous trouvons un exposé de la situation : Il serait désirable de recouvrer le comté de Glatz, mais « ce comté est entouré d'ouvrages, toutes les gorges et entrées sont fortifiées jusqu'aux dents et quand même nous pourrions y entrer, le siège de Schweidnitz a consommé la plus grande partie de nos munitions, ce qui nous empêcherait également de reprendre la forteresse de Glatz; toutefois en reprenant Dresde nous aurions un équivalent et pour ravoir cet électorat, on serait bien obligé de nous rendre et Glatz et le pays de Clèves et de Gueldre. Voilà donc pourquoi je regarde la prise de Dresde comme le coup le plus important pour nous... Je me propose de marcher avec 30 bataillons et 70 escadrons en Saxe droit à Dresde; si je puis y arriver avant Daun, j'espère que nous ferons décamper Hadick et que vous pourrez assiéger Dresde; je couvrirai le siège du côté de Weissig et tout ira à merveille. Daun qui ne s'est pas battu pour Schweidnitz, ne se battra pas pour Dresde ».

A cette lettre, le prince Henri répond (2) le 17 septembre : L'armée de Hadick est forte de 87 bataillons et de 176 escadrons, sur lesquels 33 bataillons appartiennent aux forces de l'Empire et encore dans ce total ne sont pas compris les 3 bataillons de la garnison de Dresde. Étant donné ces forces et les postes qu'elles occupent, il est impossible de songer à les entamer par une attaque de front; il faut donc avoir recours à des diversions en Bohême. « J'ai tâché d'en faire, mais je n'ai jamais pu le faire en force, et n'ai par conséquent pu arriver à leur magasin de Leitmeritz qui est très considérable; en le

(1) Frédéric à Henri, Peterswaldau, 12 septembre 1762. Schoning, vol. III, p. 433.

(2) Henri à Frédéric, Pretzschendorf, 17 septembre 1762. Schoning, vol. III, p. 443.

leur brûlant, je pense que ce serait un des moyens qui pourraient nous conduire vers Dresde. » Une autre solution serait de faire croire au siège de Glatz ; « cela obligerait peut-être le maréchal Daun à se rencoigner dans le comté de Glatz », et l'empêcherait de marcher vers Dresde. Le prince n'est pas partisan du mouvement du Roi sur la capitale de la Saxe; déjà l'ennemi prend ses précautions; il a fait jeter un pont sur l'Elbe entre Laubegnet et Pillwitz. « Or, quand même vous arriveriez un jour ou deux avant le maréchal Daun, ce dernier passerait toujours à Pillnitz et alors la jonction des deux armées rendrait l'entreprise sur Dresde entièrement impossible. » En résumé, il estime qu'il faut « éloigner Daun et faire un détachement qui fût bien conduit sur Leitmeritz ». A son tour, le Roi réfute le contre-projet de son frère en démontrant l'impossibilité d'une invasion du comté de Glatz et d'une opération du côté Leitmeritz.

Aucun incident nouveau ne survint jusqu'à la fin de septembre. Le 27, à la suite d'un mouvement offensif de Hadick, Kleist fut obligé de se replier jusqu'à Werda; le lendemain les Prussiens durent repasser la Mulda; le 29 il y eut combat entre Hulsen et le corps autrichien de Ried à la suite duquel le premier dut reprendre son camp de Schlettau et Katzenhausen. « En restant, écrit le prince Henri (1), je risquais une défaite entière, sans retraite, en cas de malheur. L'ennemi en force de tous côtés présentait 5 ou 6 bataillons où à peine j'en avais un; d'ailleurs il pouvait nous venir entièrement à dos. » Marainville fait (2) de cet engagement le récit suivant :

« Je dirai seulement à Monseigneur qu'hier il (Hadick) a fait attaquer M. de Hulsen dans la partie de la forêt de Tharand qui est vis-à-vis de Landsberg, qu'on nomme

(1) Henri à Frédéric, Freyburg, 30 septembre 1762. Schroning, IV, p. 425.
(2) Marainville au duc de Choiseul, Salisdorf, 30 septembre 1762. Arch. Guerre.

Speechthaus; on y a forcé 2 abatis, emporté deux ou trois redoutes, pris 4 pièces de canon et fait près de 400 prisonniers. Cette attaque a été faite par M. le général Ried, sous les ordres de M. le général d'infanterie de Wied. Elle a coûté au moins 500 hommes. Les troupes ont montré une valeur infinie en forçant les abatis qui ont été bien défendus; il y a un bataillon du régiment de Thurheim qui, lui seul, a perdu aussi beaucoup de monde. Il y a eu une autre attaque au village de Derflayn, vers la hauteur de Klingenberg, qui n'était que fausse et pour faire une diversion à la première. Il y a eu des démonstrations dans tout le front de la position de M. le prince Henri, pour tenir ses forces partagées; et on a chassé de plusieurs bois des chasseurs et des bataillons francs qui les occupaient avec des abatis. Et enfin le corps de M. le prince de Löwenstein et de M. le général Campitelli ont tourné la droite de l'ennemi du côté de Groshartmansdorf et de Dillersbach, et ont eu une très vive canonnade avec l'ennemi et ont fait environ 500 prisonniers. M. de Thoreck a été poussé avec environ 2.000 chevaux et des Croates vers Freiberg. Cette manœuvre a sans doute déterminé M. le prince Henri à se retirer sur cet endroit, et on assure qu'il a aujourd'hui son quartier général à Grosschirma. M. de Hulsen a abandonné également sa position de Wilstroff pendant la nuit pour se retirer au delà du ravin de Meissen. Nous avons avis que la grosse artillerie a été conduite jusqu'à Grosschirma, et que celle qui avait d'abord été conduite à Freiberg a eu le même ordre avec les bagages qui y étaient. Cela fait croire que M. le prince Henri ne se propose point de soutenir Freiberg, mais seulement le camp de Katzenhausern, et de mettre un petit corps à Schirma et à Goldberg pour barrer depuis la Mulda jusqu'à la Strigiss, qui est un très bon ruisseau, et par là couvrir Nossen et Rossvein pour lier cette position avec celle de Katzenhausen. M. le général Hadick

espère que M. le prince Henri ne soutiendra point Freiberg avec opiniâtreté, mais seulement jusqu'à ce qu'il it fait les manœuvres propres à l'engager de l'abandonner, en supposant qu'il trouve le moyen de le faire. Je me flatte qu'on y parviendra, si la prolongation du siège de Schweidnitz en donne le temps, sans cependant oser l'assurer. »

Quoiqu'il eût conservé ses positions principales et que ses pertes n'eussent pas dépassé celles des Autrichiens, le prince Henri se détermina à évacuer son camp de Pretschendorf et à s'établir aux environs de Freyberg derrière la Mulda, pendant que Hulsen retournerait aux retranchements de Schlettau et de Katzenhausen. Le départ eut lieu le 30 septembre à 2 heures du matin; à 10 heures les 4 colonnes de l'armée fortes de 21 bataillons et 35 escadrons avaient franchi la Mulda sans avoir été inquiétées; elles étaient établies derrière le bourg de Brand, sur les hauteurs de Langenrinne à Berthelsdorf, le quartier général était à Freyberg. Hulsen avec ses 17 bataillons et 15 escadrons effectua également dans la matinée sa retraite sur la position de Katzenhausen.

Jusqu'au 13 octobre, il y eut suspension presque complète des hostilités. Hadick en profita pour préparer l'attaque de Freyberg; à cet effet il fit avancer les troupes des cercles sous les ordres du prince Stolberg qu'il renforça des Autrichiens de Campitelli promettant de les soutenir avec toute l'armée. En exécution de ces ordres le 4 octobre, Stolberg s'établit à Franchenstein; le 5 Campitelli prit position sur les hauteurs derrière le village de Chemnitz avec 8 bataillons et 3 régiments de cavalerie; enfin Luzinski avec quelques réguliers et des troupes légères s'intalla près de l'armée des Cercles à Burkersdorf. Le 14, Hadick fit tâter sans grand succès la ligne prussienne; le combat recommença dans l'après-midi du 15 par une canonnade que Hadick en personne dirigea de l'église de Conrads-

dorf contre les Prussiens à Tuttendorf. Cette démonstration bruyante avait pour but de dissimuler la véritable attaque orientée sur la position de Freyberg et qui avait été confiée à Stolberg et Campitelli. Ce dernier s'empara du Rathswald, fut repoussé quand il tenta de déboucher de ce bois, mais parvint à tourner la redoute du Kuhberg. Le général prussien Syburg prit les Autrichiens pour les soldats de son compatriote Belling; quand il s'aperçut de son erreur, il était trop tard; le régiment de Sallmuth cerné par l'infanterie de Campitelli et par les hussards de Veczay ne put se frayer un passage sur Erbisdorf et fut fait prisonnier presque en entier. Le bataillon de grenadiers Kalkstein eut le même sort au village d'Erbisdorf. Les Prussiens durent reculer jusqu'à la hauteur de Freyberg; la nuit mit fin à la bataille. Le prince Henri se trouvait dans une situation fort critique : Les Impériaux avaient leur avant-garde au Spittelwald et s'étendaient depuis Erbisdorf jusqu'au Galgenberg de Freyberg; ils étaient par conséquent parvenus dans le dos de Seydlitz et des défenseurs de la ligne de la Mulda à Berthelsdorf, lesquels se trouvaient en l'air et séparés de l'aile droite à Langenrinne. Le prince se décida à abandonner la position de Freyberg qu'il jugeait très compromise. La journée du 15 seule lui avait coûté 37 officiers et 1.600 soldats tués, blessés ou pris, 9 canons et les drapeaux du régiment de Sallmuth. Dans la nuit du 29 au 30, les Prussiens effectuèrent leur retraite; ils installèrent leur droite au village de Reichenbach le dos au Zellaerwald, leur gauche à Gr. Voigtsberg, les bagages à Rosswein au delà de la Mulda, le quartier général à Ober Gruna. Dans sa dépêche du 16 octobre, le prince Henri reconnaît (1) sa défaite : « L'ennemi... comme la nuit arrivait heureusement, resta sur les hauteurs en deçà de Brand, car s'il avait fait jour,

(1) Henri à Frédéric, Subenbehn, 16 octobre 1762. Schoning, III, p. 479.

je n'aurais pu ni me retirer, ni attaquer; en un mot, nous aurions été perdus sans ressources, je n'avais plus rien et toute notre ligne consistant en 15 bataillons le long de la Mulde, était tenue par les attaques de Hadick; nous sommes marchés la nuit, nos colonnes ont passé à cent pas devant les feux du corps qui avait attaqué notre flanc, nous avions des chemins horribles où l'artillerie a été embourbée; enfin j'ai pris mon camp entre Reichenbach et G. Voigtsberg. »

A la suite de l'action du 15, il n'y eut entre les deux armées que des escarmouches insignifiantes. Cette interruption des hostilités, due en grande partie au mauvais temps, dura jusqu'au 21. Ce jour-là il y eut des démonstrations de troupes autrichiennes dans les environs de Gr. Schirma. On se fortifia des deux côtés, les Prussiens entourèrent d'ouvrages de campagne Rossen où leur quartier général avait été transporté et jetèrent 8 ponts sur la Mulda. Le prince Stolberg qui avait été renforcé porta une partie de son monde derrière le défilé de Kl. Waltersdorf, le reste derrière le Spittelwald et jusqu'aux hauteurs derrière Freyberg. Toutes ces positions furent défendues par des tranchées et des abatis.

Frédéric aurait désiré que son frère se réunît au corps de Neuwied venant de Silésie, qu'il concentrât toutes ses forces vers Meissen et qu'il entreprît le siège de Dresde. Ce projet fut modifié sur les observations du prince Henri. Le 19 octobre, Neuwied quitta les environs de Hirschberg; le 22 il était à Lichtenberg d'où il détacha 20 escadrons dans la direction de Zittau, afin de faire craindre aux Autrichiens une course en Bohême; le 27 il était arrivé à Gr. Hartha; Krochow avec une avant-garde de 2 bataillons et 15 escadrons occupait Radeberg. De son côté, le prince Albert de Saxe qui, depuis le 27 septembre, était campé avec 14 bataillons et 30 escadrons près de Trautenau, avait reçu le 17 octobre de Daun l'ordre de

marcher vers Zittau avec la moitié de son corps; en route, sur l'invitation de Hadick, il se porta rapidement à Stolpen; dans cette localité, il rencontra Hohenzollern et de là les deux contingents gagnèrent Dresde où ils arrivèrent le 29 octobre.

Il semblait naturel que le prince Henri attendît l'arrivée du corps de Neuwied pour prendre sa revanche de l'échec du 15; mais soit crainte de voir Hadick plus rapproché recevoir ses renforts le premier, soit désir de ne pas laisser aux Autrichiens le temps de compléter les ouvrages défensifs dont ils commençaient à couvrir leurs lignes, soit ambition de remporter un succès dont il aurait toute la gloire avant l'arrivée du Roi, le prince se décida à tenter un effort pour reprendre son camp de Freyberg.

Les renseignements prussiens (1) sur les forces que Stolberg pouvait mettre en ligne, diffèrent; tantôt ils lui donnent 45 bataillons et 74 escadrons en majorité autrichiens, mais avec un appoint considérable de troupes des Cercles; tantôt ils lui attribuent 49 bataillons et 68 escadrons. La droite de ce prince occupait sur les collines en arrière de Kl. Waltersdorf des tranchées non encore achevées et garnies d'artillerie de position. Le général Brunian surveillait avec des troupes légères et 2 régiments de hussards le terrain entre les bois de Nonnenwald et de Struthwald. Le centre des alliés avait le bois de Spittelwald sur son front; la défense de la lisière de ce bois et des tranchées tracées entre Kl. Schirma et Kl. Waltersdorf lui incombait ainsi que celle d'un abatis non encore terminé qui ne dépassait guère la route de Freyberg à Kl. Schirma. La gauche bordait le Spittelwald; elle était soutenue de près par quelque infanterie et à distance par la division Mayer postée sur le Kuhberg près d'Erbisdorf et forte d'environ 6.000 hommes. A Freyberg, un gros

(1) Geschichte der siebenjarhrigen Krieges von den groszen Generalstabs vol. VI, Berlin, 1841, p. 415.

détachement d'infanterie était en réserve. La position des trois mamelons ou des trois croix entre Freyberg et le Spittelwald servait de réduit. Pour son attaque, le prince Henri avait à sa disposition 31 bataillons et 71 escadrons, les derniers à effectifs réduits; à peu près égal en cavalerie, il était inférieur en infanterie à son adversaire; le plan élaboré par son état-major et lui consistait à retenir la droite de ses adversaires à Kl. Waltersdorf, alors que le principal assaut serait livré contre leur centre; en cas de progrès suffisant, l'offensive continuerait dans la direction de Freyberg. Le général Hulsen aurait pour mission de reprendre son ancienne position des Katzenhausen et d'occuper l'attention de l'ennemi du côté de Naundorf, Hutte et des Landeberge. Les rôles essentiels étaient répartis entre Kleist, Seydlitz, Durenhoffen, les deux Stutterheim et Belling. La clef de la position ennemie à enlever était le bois de Spittelberg et les redoutes des trois mamelons près de Freyberg.

Dans la nuit du 28 octobre, et conformément à des instructions détaillées qui indiquaient une connaissance approfondie du terrain, l'armée prussienne se mit en mouvement, se forma sur la ligne Braunsdorf, Lang Neunesdorf, G. Schirma et y attendit le jour, sans feux et sous les armes. Stolberg avait fait ses préparatifs de défense, il avait également fait prendre à ses troupes les armes dès minuit, plier ses tentes, avertir Buller et Hadick et renvoyé ses bagages de l'autre côté de la Mulda. Aussitôt le jour venu, le prince Henri qui était à la tête des colonnes de l'aile droite, donna le signal de l'offensive. Kleist avec une avant-garde composée de troupes de différentes armes, traversa Wegefarth, laissa Ober Schona à droite et prit la direction de Saint-Michel. Les brigades Duringshofen et Manstein, les grenadiers de Queiss et deux régiments de dragons suivirent la même route.

En même temps, Belling avança vers Struth, en chassa

quelques tirailleurs ennemis, fit reculer le général Brunian vers Kl. Waltersdorf, occupa le bois de Struth, et poussa ses hussards en avant. Pendant que Jung Stutterheim avec sa brigade et 2 régiments de cuirassiers s'engageait entre Struth et Kl. Schirma et se déployait la droite à ce dernier village, son canon sur le front. Alt Stutterheim formait ses troupes entre Struth et le bois de Nonnenwald et ouvrait le feu contre l'aile droite ennemie; il fut bientôt rejoint par l'artillerie prussienne du parc, qui avait été laissée momentanément sur les hauteurs de Braunsdorf. L'attaque se dessinant ainsi sur la droite des Autrichiens, le prince Henri avec son aile droite suivit la rive droite du ruisseau de Strigis jusqu'à Saint-Michel, fit chasser quelques hussards et croates postés entre ce village et le Spittelwald, et refoula trois bataillons hongrois qui gardaient la partie sud du bois; un de ces bataillons dont la retraite se trouvait coupée fut capturé. On en était là de l'attaque quand on aperçut la division autrichienne du général Meyer qui se profilait sur le Kuhberg près d'Erbisdorf. — Stolberg venait de la renforcer de 3 bataillons et de plusieurs régiments de cavalerie.. — L'état-major prussien avait jusqu'alors ignoré sa présence; devait-il poursuivre le projet d'attaque tel qu'il avait été communiqué aux chefs de colonnes ou en présence du fait nouveau marcher contre Meyer qui pouvait prendre de flanc les assaillants? Sur l'avis de Kleist qui connaissait l'adversaire et le déclarait fort peu entreprenant, on se contenta pour le contenir de lui opposer la brigade Duringshofen, deux autres bataillons, quelques escadrons de dragons et 4 canons de parc. Ce détachement se porta entre Saint-Michel et le Spittelwald et engagea avec Meyer un combat d'artillerie. Le reste des Prussiens auquel s'était jointe l'avant-garde de Kleist continua sa marche à travers le Spittelwald. Aussitôt le bois franchi, les têtes de colonnes furent dirigées les unes à gauche sur la briqueterie,

les autres sur le Rothe Vorwerk; Jung Stutterheim fut chargé d'enlever les tranchées à l'extrémité du Spittelwald. Stolberg se vit ainsi assailli de tous les côtés.

L'attaque directe des Prussiens ne réussit pas; décimés par le feu des défenseurs et menacés par la cavalerie ennemie, ils se replièrent. Le prince Henri lança alors à leur aide ses réserves appuyées par un fort appoint de cavalerie. Celle des alliés n'attendit pas le choc et abandonna son infanterie. Ainsi favorisés, les soldats du prince Henri continuèrent à gagner du terrain, s'emparèrent des retranchements qui étaient encore inachevés et de plusieurs pièces de canon et poussèrent l'adversaire jusqu'au Hilgers-Vorwerk puis au delà de la Mulda; cette retraite vigoureusement poursuivie par la cavalerie de Zeidlitz coûta beaucoup de monde aux fugitifs.

Meyer, dont la conduite justifia le pronostic de Kleist, avait borné son action à une canonnade à peu près inoffensive en raison de la distance; se voyant sur le point d'être tourné, il battit en retraite sur Berthelsdorf et Weiezenborn et éventuellement sur Dippodiswalde.

La première attaque des tranchées du Spittelwald avait échoué; les soldats de Stutterheim Junior pénétrèrent d'abord dans la tranchée, mais chassés par un retour offensif de l'ennemi, et en butte au feu de l'artillerie autrichienne en batterie derrière Kl. Waltersdorf, ils ne parvenaient pas à prendre l'avantage malgré l'arrivée de quelques renforts. L'entrée en scène de la grosse artillerie que Stutterheim l'aîné fit avancer de Braunsdorf et de G. Schirma rétablit les affaires des Prussiens; deux batteries puissantes furent formées, qui écrasèrent par leur tir les 4 canons que leur opposaient les Autrichiens; ce résultat obtenu, les pièces furent rapprochées de manière à appuyer l'attaque du prince Henri sur les ouvrages du Spittelberg; d'autre part ordre fut donné au général Belling de se joindre à Stutterheim pour forcer le défilé

de Kl. Waltersdorf. Ce mouvement offensif secondé par l'artillerie réussit pleinement; le village fut occupé, les assaillants se divisèrent : les uns conduits par Belling franchirent le vallon qui sépare Kl. Waltersdorf du Spittelwald et donnèrent leur appui à l'attaque de Stutterheim le jeune; les autres se portèrent à l'assaut des hauteurs en arrière de Kl. Waltersdorf. La cavalerie impériale qui y était postée, déjà fort éprouvée par le canon prussien, n'attendit pas le choc, et aussitôt que les fantassins de Stutterheim le jeune eurent dépassé le village, se retira sur Freyberg, abandonnant à leur sort ses camarades de l'infanterie. Ceux-ci repoussèrent un premier assaut, mais cédèrent à un mouvement tournant grâce auquel l'assaillant était entré dans les tranchées. Les défenseurs s'enfuirent en désordre, laissant au pouvoir des Prussiens la plus forte partie de leur artillerie. La cavalerie royale tomba sur les fuyards qui avaient perdu toute organisation et jetaient leurs fusils. Le général Roth de l'armée des Cercles, beaucoup d'officiers et une foule de soldats furent faits prisonniers.

Sur ces entrefaites, Stutterheim le jeune avait profité des succès de son frère pour renouveler son attaque des ouvrages du Spittelwald; elle rencontra peu de résistance, car l'ennemi en présence de la prise par les Prussiens des positions qui flanquaient la leur n'avait d'autre parti à prendre que celui de la retraite. Il se retira avec précipitation par les villages de Freybergsdorf et Hilbersdorf. Le général Baudemer avec ses cuirassiers poursuivit les Impériaux jusqu'à la Mulde et ramassa bon nombre de prisonniers dans la ville de Freyberg et dans ses faubourgs. Stutterheim l'aîné avait poussé jusqu'à la Mulde, à Tuttendorf, où le prince Stolberg s'efforçait de rallier son monde; le général prussien avait prié son collègue Forcade, qui occupait les hauteurs de G. Schirma et n'avait plus d'ennemi devant lui, de marcher jusqu'à

Tuttendorf et Hilbersdorf de manière à couper la retraite au prince Stolberg. Le général Forcade prétextant ses instructions n'osa pas prendre sur lui l'exécution du mouvement qui lui avait été suggéré. Les impériaux purent donc passer la Mulde sans être inquiétés autrement que par le feu des grosses pièces mises en batterie sur les escarpements de la rive gauche. Hulsen ne prit aucune part à la bataille; il trouva le terrain évacué et ne rencontra que quelques escadrons d'arrière-garde. L'armée ennemie dont les éléments, à l'exception de la division Meyer qui avait peu combattu, étaient confondus sans distinction de régiment, gagna Frawenstein sous la protection de sa cavalerie. Celle-ci, de solidité très médiocre pendant la bataille, n'aurait pas suffi à sa tâche si ses adversaires n'avaient été épuisés par la fatigue des marches de la nuit et par les charges répétées du jour. Les Autrichiens de Buttlar qui étaient à Naundorf se retirèrent à Klingerberg et campèrent à Beerwalde. L'armée du prince Henri reprit ses positions du 15 octobre autour de Freyberg. La journée coûta cher aux alliés. Le nombre seul des prisonniers s'éleva à 54 officiers et 3.331 soldats autrichiens et à un général, 25 officiers et 1.002 soldats des Cercles, sans compter de nombreux déserteurs qui profitèrent de l'occasion pour abandonner leurs drapeaux; les Prussiens s'emparèrent en outre de 28 canons, beaucoup de caissons et de 9 drapeaux. Ils n'accusèrent que 1.400 tués ou blessés.

Kaunitz fit (1) à Starhemberg sa version de la bataille : « Le combat a duré depuis 7 heures du matin jusqu'à 2 heures de l'après-midi; l'ennemi a été plusieurs fois repoussé. Notre perte dépassera 2.000 hommes et nous avons perdu quelques canons. Ce qui est un sujet de consolation, c'est que nos troupes et celles des Cercles,

(1) Kaunitz à Starhemberg, 3 novembre 1762. Archives de Vienne.

n'ont subi aucune déroute, mais se sont retirées en bon ordre à Frauenstein où elles ont repris pied. » Le rapport du prince de Stolberg conforme à celui du prince Henri pour les grandes lignes de l'action atténue beaucoup ses pertes et fait un vif éloge de ses généraux et de ses troupes; il attribue à son infériorité en cavalerie la perte d'une bataille qui a été vivement contestée depuis 7 heures du matin jusqu'à 1 heure et $^1/_2$ de l'après-midi et au cours de laquelle le sort aurait penché en sa faveur à plusieurs reprises. Le général de l'armée des Cercles explique la prise de la plupart des canons qui lui furent enlevés aux environs de Freyberg par le désir d'épargner à cette ville le dommage qu'un combat d'artillerie lui eût fait subir. De la comparaison des deux récits il paraît résulter que la position de Stolberg autour du Spittelwald fut vaillamment et victorieusement défendue pendant la matinée mais, une fois enlevée, la retraite des confédérés se transforma en véritable déroute et leur occasionna de lourdes pertes.

La nouvelle de la victoire fut immédiatement transmise au roi de Prusse; elle valut à Henri les chaudes félicitations (1) de son frère : « Votre lettre m'a rajeuni de 20 ans; hier j'en avais 60, aujourd'hui 18... C'est un service si important que vous rendez à l'État, que je ne saurais assez vous en marquer ma reconnaissance et me réserve de le faire en personne. »

Le prince Henri ne laissa pas à l'armée battue le temps de reprendre haleine; Neuwied passa l'Elbe le 31 octobre au pont de Nierschwitz et partagea ses troupes entre les corps d'Hulnen et du prince Henri. Ce dernier, ainsi renforcé, se décida à donner suite au raid en Bohême. A cette opération prirent part les généraux Platen et Kleist; ce dernier parvint à Brux le 3 novembre pendant que

(1) Frédéric à Henri, Lowenberg, 2 novembre 1762. Schoning, III, p. 495.

des colonnes volantes détachées en Saxe masquaient son mouvement. Toutes ces démonstrations eurent pour résultat de faire reculer le prince Stolberg malgré l'appoint que le duc Albert de Saxe lui avait amené de Frauenstein à Altensberg et le général Buttlar de Beerwalde à Dippoldiswalde. Les Prussiens s'empressèrent d'occuper les localités évacuées et Kleist poursuivant son entreprise après avoir brûlé le magasin de Brux, s'empara de Saatz et de sa petite garnison avec un butin de la valeur de 600.000 florins. Le 7, il fut rappelé par le prince Henri au camp de Freyberg.

Une petite expédition également fructueuse avait eu lieu aussitôt après l'arrivée du Roi en Saxe. Pour restreindre le territoire laissé aux Autrichiens, Frédéric fit attaquer les cantonnements de Hadick par Neuwied; l'opération réussit et coûta encore aux alliés près de 500 hommes et 4 canons.

Satisfait de ses succès en Saxe, Frédéric se décida à lever des contributions sur les princes de l'empire et à exercer sur eux une pression qui les amènerait à déposer les armes et à dissoudre l'armée des Cercles. Dans ce but, Kleist qui avait la spécialité de ce genre d'expédition fut dirigé de Chemnitz sur Zwickau, Planen, Hof et les environs de Culembach. Presque toutes les portes s'ouvraient devant lui; de petits détachements levaient au nom de leur troupe des requisitions, exigeaient des rançons et emmenaient des otages comme garantie de paiement. Les villes de Bamberg, de Furth, d'Erlangen, enfin de Nuremberg furent lourdement imposées. Le 8 décembre, Kleist était de retour à Leipsig ramenant à son maître les sommes encaissées et les notables détenus en garantie des lettres souscrites par les municipalités; le 21, il prit ses quartiers d'hiver.

Frédéric n'avait pas attendu cette date pour négocier l'armistice qui devait comme d'habitude mettre fin aux

hostilités pendant l'hiver. En vertu d'une convention signée le 27 novembre, un cordon fut tracé entre les cantonnements des armées autrichiennes et prussiennes en Silésie et en Saxe ; les troupes des Cercles n'y étaient pas comprises, sans doute pour ne pas entraver ou compliquer les négociations de paix que l'Autriche avait en vue. D'ailleurs, une convention séparée fut conclue peu après entre les Prussiens et l'armée des Cercles.

TABLE DES MATIÈRES

CHAPITRE PREMIER

Indes orientales.

CHAPITRE II

Belleisle.

CHAPITRE III

CHAPITRE IV

CHAPITRE V

CHAPITRE VI

CHAPITRE VII

CHAPITRE VIII

CHAPITRE IX

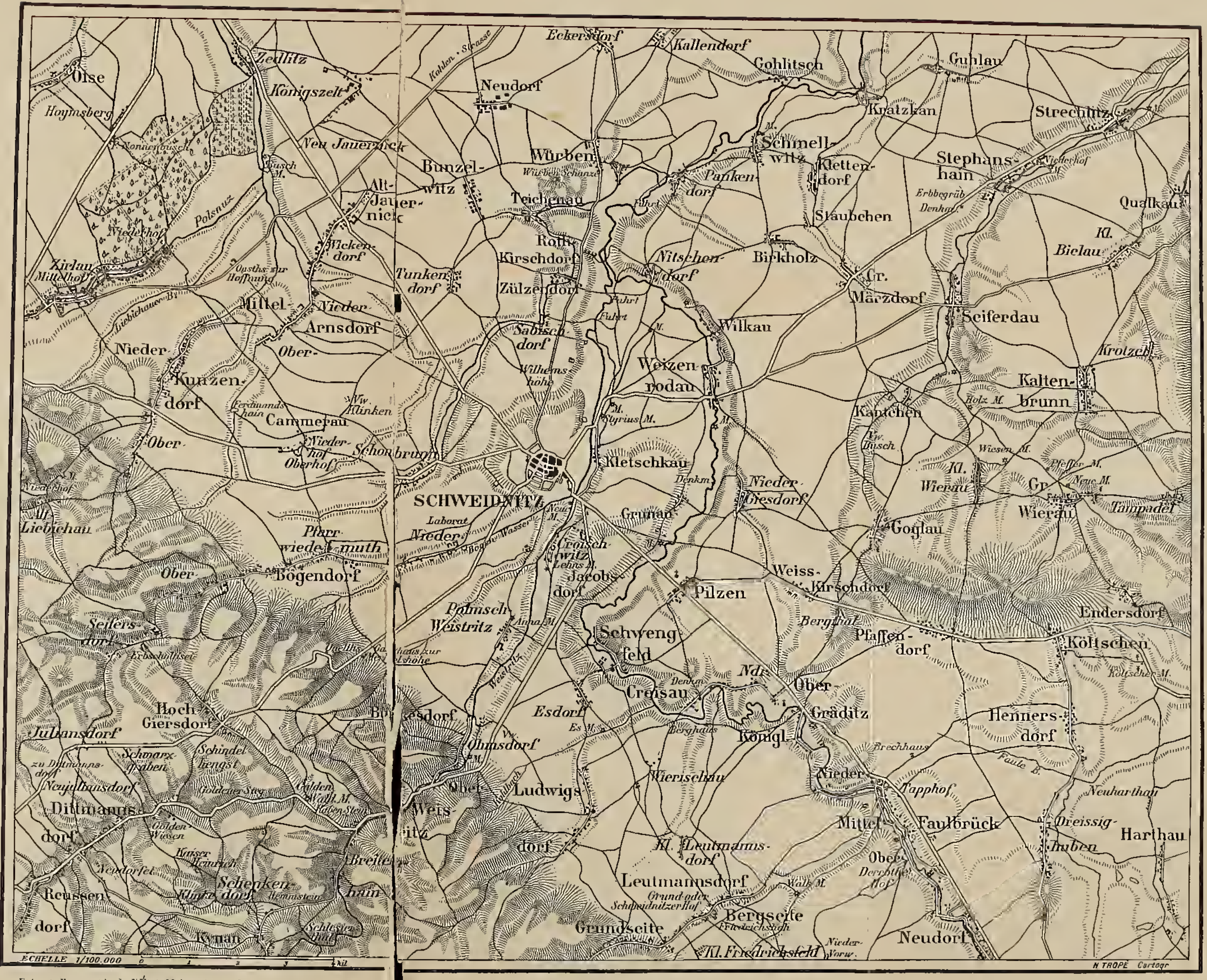
Typographie Firmin-Didot et Cie. — Mesnil (Eure).

NOTES

Les cartes de ce volume ont été dessinées d'après celles des Archives et celles du dépôt de la Section historique du ministère de la Guerre :

La région de Schweidnitz, au $\frac{1}{100.000}$, provient d'un plan topographique dressé par l'État-major prussien.

Les plans du siège de Belle-Isle, des combats de Wellinghausen et de Buntzelwitz (1761), sont la reproduction de plans manuscrits de l'époque, conservés aux Archives de la Guerre.



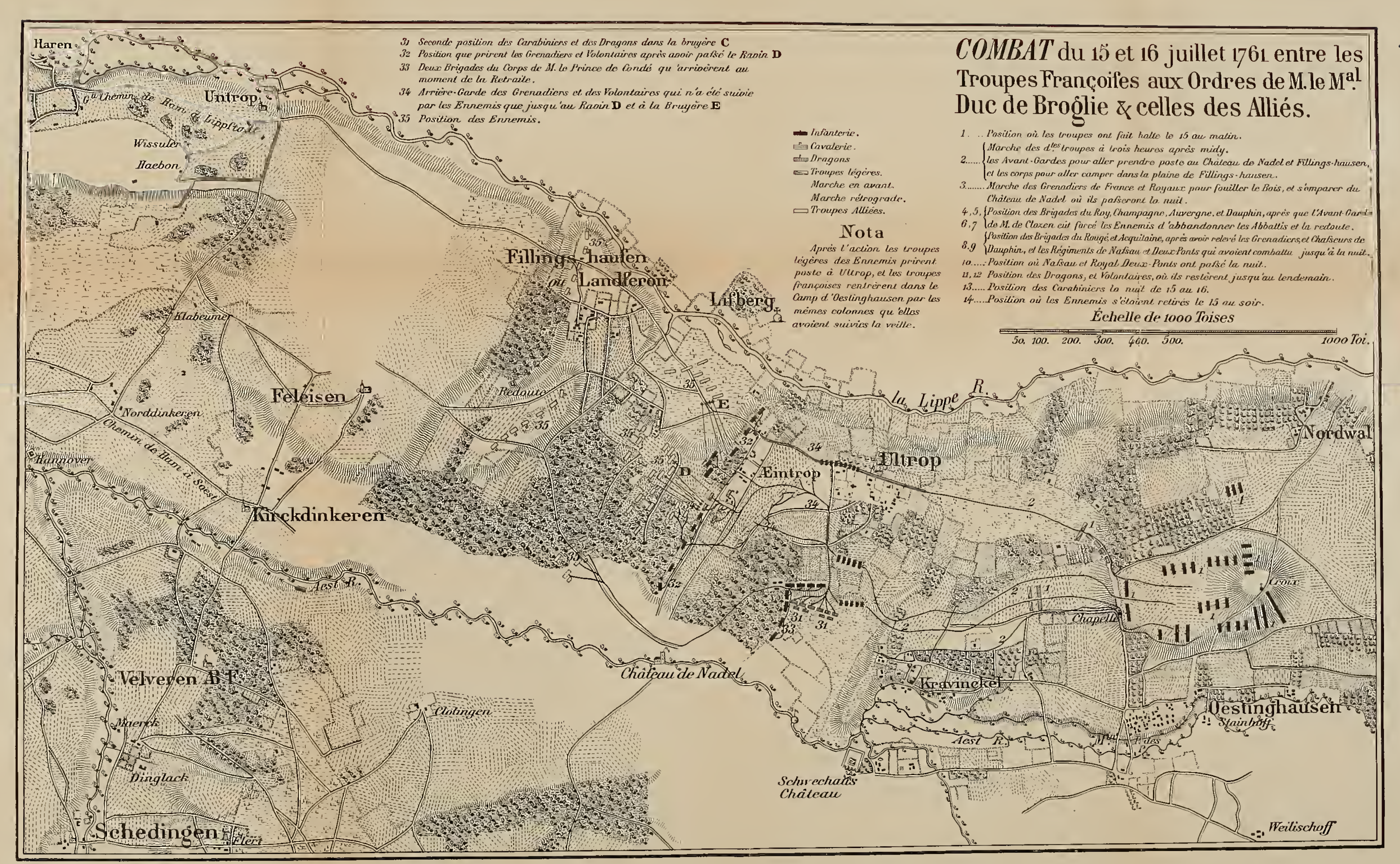
Extrait d'une carte de l'État Major allemand.

SCHWEIDNITZ ET SES ENVIRONS.

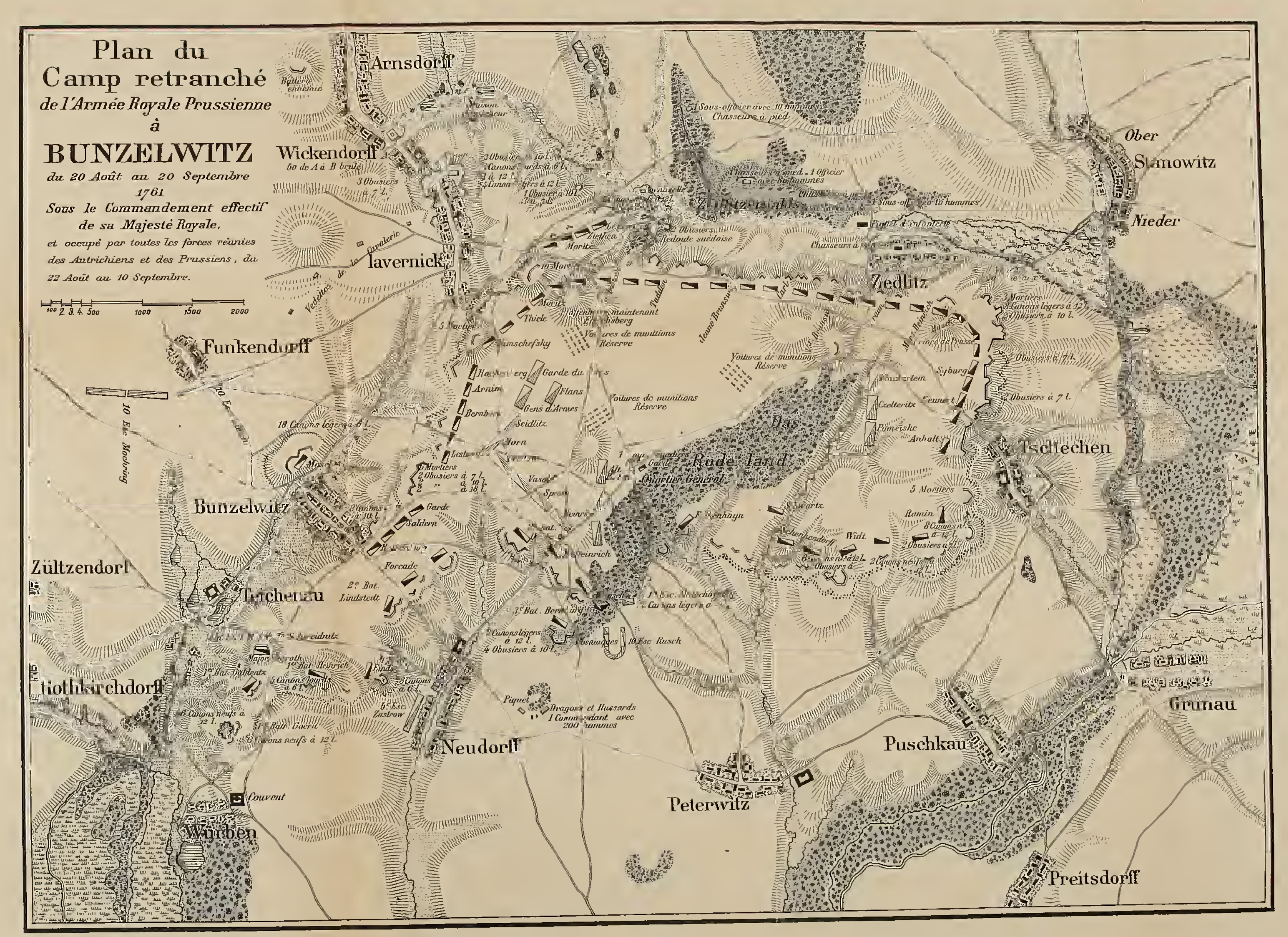


Ministère de la Guerre; Archives historiques.



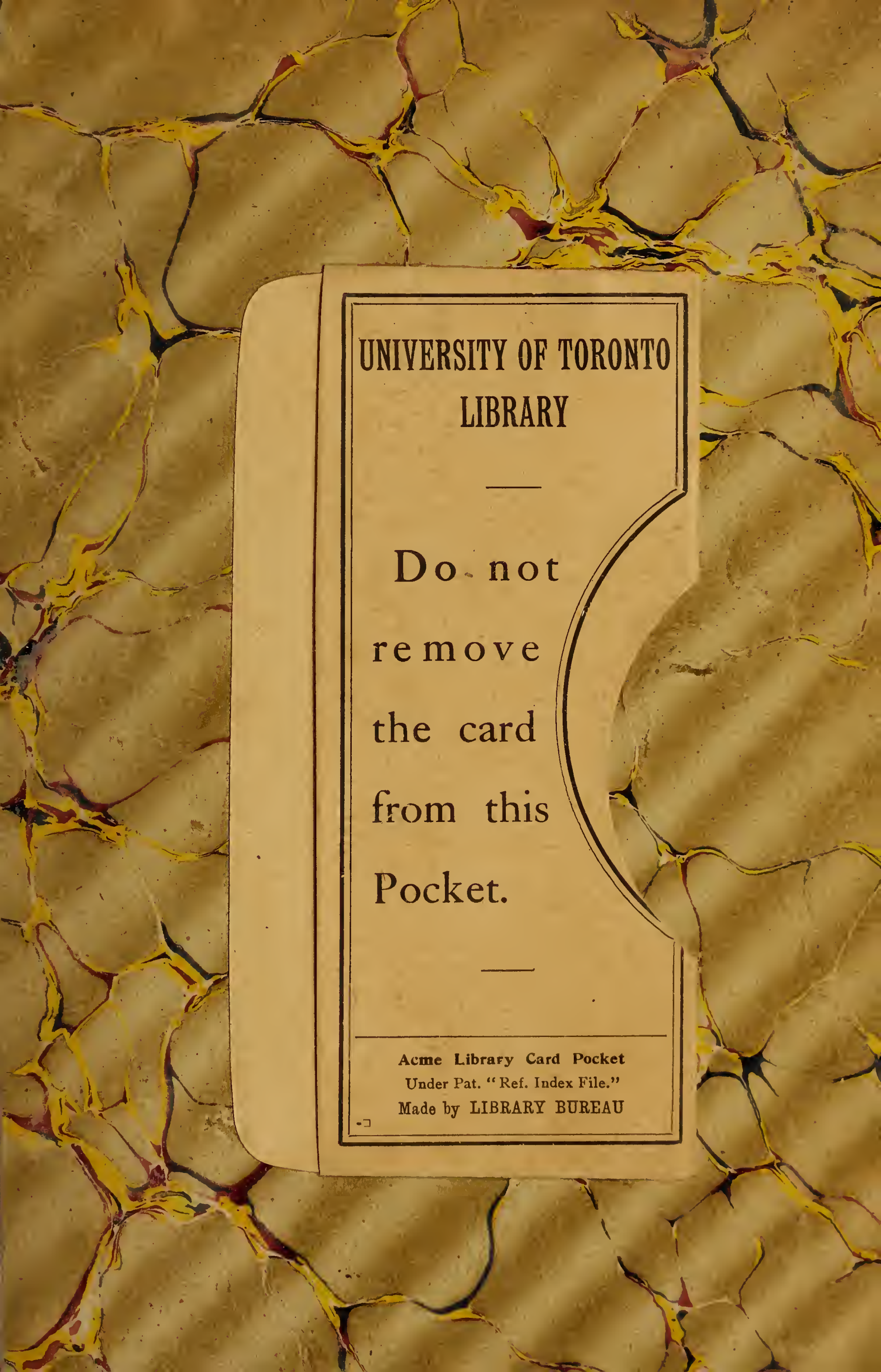


Ministère de la Guerre ; Archives historiques.



Ministère de la Guerre; Archives historiques.




UNIVERSITY OF TORONTO
LIBRARY
Do not
remove
the card
from this
Pocket.
Acme Library Card Pocket
Under Pat. "Ref. Index File."
Made by LIBRARY BUREAU

